LE MYTHE ROOSEVELT

JOHN T. FLYNN

Le Mythe Roosevelt

John T. Flynn

1948

Traduction française : 2021 par l'équipe du Saker francophone.
Version : 2022-04-26 https://lesakerfrancophone.fr
Version anglaise : The Roosevelt Myth

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

Table des matières **3**

Table des illustrations **3**

1 L'épreuve — et l'erreur **9**
1.1 Le *New Dealer* s'installe sur le pont 9
1.2 Les cent jours 18
1.3 La crise bancaire 26
1.4 Le nouveau *New Deal* 46
1.5 Les lapins retournent dans le chapeau 56
1.6 La danse des fêlés 82
1.7 Un ennemi est accueilli 101
1.8 À cheval sur le lapin blanc 110

2 Confusion **122**
2.1 L'approche du Boom étasunien 122
2.2 La guerre contre les tribunaux 132
2.3 La dépression oubliée 142
2.4 Harry le Sauteur et les joyeux Hot Dogs 161
2.5 La danse des philosophes 185
Les planificateurs 185
Les dépensiers 197
2.6 Nuages de guerre 205

2.7 Le troisième mandat 218
2.8 Les troupes de choc du troisième New Deal 228
Les patrons vertueux 228
Sidney Hillman 238
Minorités raciales et religieuses 248
Les salariés 251
2.9 Roosevelt rompt avec le passé 252
2.10 Henry Wallace 276

3 Trahison **287**
3.1 Un nouveau spectacle commence 287
3.2 La Maison-Blanche se lance en affaires 289
3.3 Quel genre d'homme ? 320
3.4 Vers le précipice 356
3.5 La Charte Atlantique 370
3.6 Le rêve d'un bricoleur 375
3.7 Les années les plus heureuses de leur vie 383
3.8 La police de la pensée 399
3.9 Les Grandes Conférences 414
Une décision capitale 417
Le grand dessein de Roosevelt et Casablanca 420
Québec : la troisième conférence 428
Le grand triomphe de Hull à Moscou 429
Le Caire et Téhéran 436
Retour au Caire 452
3.10 Politique, affliction et histoire 457
3.11 Comment fut scellé le destin de l'Allemagne 476
3.12 On déchire la Charte Atlantique 482
3.13 La trahison finale 485
3.14 La mort du président 496
3.15 Le mythe Roosevelt 518

Annexe — liste de bureaux instaurés par le *New Deal* **526**

Bibliographie **530**

Table des illustrations

1.1 Civilian Conservation Corps 21

2.1 Works Progress Administration 168
2.2 Henry Wallace 278

3.1 James Roosevelt 295
3.2 Leon Henderson 385
3.3 Affiche de l'OPA 388
3.4 Life of Franklin Roosevelt 402
3.5 Franklin Roosevelt et Getulio Vargas 427
3.6 Hull, Molotov et Eden à la conférence de Moscou, 1943 430
3.7 Roosevelt et le général Clark en Sicile 453
3.8 Le discours par lequel Roosevelt « *accepta* » sa quatrième nomination 475

Avant-propos

Ce livre n'est en aucun cas une biographie de Franklin D. Roosevelt. Il s'agit plutôt d'un récit critique de l'épisode de la politique étasunienne connue sous le nom de New Deal. Pour ce qui concerne le président, il s'agit d'un récit de l'image projetée dans l'esprit collectif, qui en vint à être connue comme Franklin D. Roosevelt. L'auteur a pour conviction que cette image ne correspondait pas du tout à l'homme en question, et qu'il est temps désormais de corriger les déviances de cette figure synthétique créée par une propagande très bien conçue, aidée par une illusion massive et finalement agrandie et entretenue au-delà du raisonnable par les perturbations morales et mentales causées par la guerre. Par conséquent, l'objet de ce livre est de présenter le Franklin D. Roosevelt des années 1932 à 1945 selon ses dimensions normales, réduites en taille pour correspondre à la réalité.

La guerre a provoqué des ravages dans le récit historique après 1940. Non seulement un lourd rideau de secret est-il descendu sur les interprètes lors du drame de la guerre, mais leurs portraits et leurs actions nous ont été présentés au travers des films, des émissions radio et des articles de presse auréolés d'un prestige héroïque, dans le cadre de la promotion qui était faite en vue de vendre les combattants, les hommes d'État et la guerre au peuple. Leurs bévues et leurs querelles ont été gommées du tableau. Seuls les traits éclatants ont été représentés. Le citoyen peu informé les a

vus comme des êtres exaltés, se mouvant dans la gloire sur la vaste scène de la guerre, prononçant des appels éloquents à la nation, défiant l'ennemi par des paroles enflammées, avançant à grand pas décidés comme des héros, et s'exprimant comme des dieux.

Le moment est venu où les costumes, les maquillages, les décors colorés en carton-pâte, les projecteurs de couleur et les autres artifices de la scène devraient être remisés et, dans l'intérêt de la vérité, les faits concrets quant à la pièce et aux acteurs devraient être révélés au peuple.

Une bibliothèque de 6 mètres de long remplie de livres est apparue, glorifiant la personnalité et la carrière de Franklin D. Roosevelt. En outre, un grand nombre d'hommes et de femmes qui furent associés à ses administrations ont publié leurs propres versions de plusieurs épisodes de ces administrations. Et si celles-ci contiennent certaines critiques à la marge, l'effet principal de tous ces livres est de nourrir la légende du conquérant et du rénovateur du monde. Curieusement, seuls deux ou trois ouvrages critiques sont apparus, et ceux-là ne touchent qu'à des facettes spécifiques de l'ensemble de l'histoire. Il m'a semblé qu'il y avait de la place pour au moins un livre critique couvrant l'ensemble de la période des mandats de Roosevelt à la fonction de président.

J'ai choisi de ne pas évoquer de nombreux aspects de ce récit, parce qu'ils ne sont pas prouvables, ou, pour ceux qui le sont, restent du domaine de l'incroyable, ou relèvent d'un domaine de l'écriture pour lequel je n'ai ni affinité ni expérience. J'ai omis tout récit de l'âpre lutte qui a suivi notre entrée en guerre ou toute tentative de déterminer si nous aurions ou n'aurions pas dû entrer en guerre. Il s'agit d'une autre histoire, qui devra être racontée un autre jour [1]. De même, aucun récit de la conduite militaire de la guerre ne sera évoqué en ces pages. Les faits à ce sujet sont plus obscurs encore que les faits politiques, et doivent attendre la publica-

1. Le lecteur qui s'y intéresse pourra consulter l'excellent ouvrage de Harry Barnes, *La Guerre Perpétuelle pour une Paix Perpétuelle*, NdT

tion d'un grand nombre de documents restant à ce jour scellés sous clé. Pour autant, j'ai essayé, en m'appuyant sur le témoignage des principaux acteurs, sur les performances diplomatiques quant à cet échec choquant et pathétique au cours de la guerre et après celle-ci, d'élucider la situation. Et j'ai intégré un récit de l'incroyable gabegie qui pilota notre vie économique nationale au cours de la guerre.

Je me suis strictement limité aux faits. Un critique pourra réfuter mon interprétation de ces faits, mais il ne sera pas en mesure de contredire ces derniers. J'ai introduit dans le texte des références numérotées à mes sources, qui apparaissent à la fin de l'ouvrage [2]. Les faits sont tirés des archives et rapports officiels, des témoignages donnés lors des enquêtes du Congrès, des rapports des journalistes responsables et d'un grand nombre d'ouvrages écrits par des hommes qui furent des acteurs sur ces scènes. Au cours de deux dernières années, diverses personnes ayant collaboré étroitement avec Roosevelt et ses administrations ont écrit leurs autobiographies. Parmi celles-ci, on compte celles de cinq membres du cabinet — Cordell Hull, James A. Farley, Frances Perkins, Henry L. Stimson et Henry Morgenthau Jr, ce dernier ayant publié dans *Collier's* plusieurs pages de son journal privé ; Edward J. Flynn, qui s'est occupé de la campagne pour le troisième mandat de Roosevelt, qui était connu comme « *Assistant du président* » ; Raymond Moley, le premier conseiller privé de Roosevelt ; Charles Michaelson, l'homme des relations publiques pour le comité démocrate ; l'amiral Ross R. McIntire, médecin personnel de Roosevelt ; Michael Reilly, le chef de sa protection assurée par les services secrets, et de nombreux autres qui ont soit écrit des livres évoquant leurs souvenirs, ou des articles dans des magazines ayant trait à certains épisodes particuliers. Les rapports officiels du général Marshall et du général Eisenhower ont été publiés, et d'autres militaires ont produit des mémoires ou des journaux personnels, comme les gé-

2. Notre traduction les fait apparaître au fil du texte, en bas de page, NdT

néraux George Patton, Joseph Stilwell, Claire Chennault, le capitaine Harry Butcher, dont le très prolixe journal personnel écrit au cours de ses trois années avec Eisenhower constitue une contribution historique inestimable, et le major-général John R. Deane, qui dirigea notre mission militaire à Moscou durant la guerre. D'autres encore, comme Arthur Bliss Lane, ancien ambassadeur des États-Unis en Pologne, Jan Ciechanowski, ancien ambassadeur de Pologne aux États-Unis, l'ancien premier ministre polonais Mikolajczyk et d'autres ont produit des récits détaillés de traits particuliers des événements dont ils furent particulièrement familiers. En outre, un grand nombre de biographies inspirées de Roosevelt, écrites par des admirateurs et adorateurs inconditionnels sont apparues, dont certaines contiennent des éléments précieux en provenance directe de Roosevelt ou de sa famille. Et, bien entendu, la famille a été à la fois auteur et sujet d'un grand nombre de livres. Des éléments authentiques ont émergé d'une grande variété de sources — des articles de journaux et magazines étasuniens. Jusqu'à ce jour, nul n'avait entrepris d'assembler cette riche collection de données éparpillées pour produire un récit continu et intégré. Chacun des hommes ou des femmes qui ont écrit leur propre histoire, ou qui ont éclairé quelque petite facette du champ d'action élargi ont porté à la lumière quelque partie manquante du récit général de cette période. Comme les nombreuses pièces d'un puzzle, chacun contribue à distinguer le tableau complet. Ainsi, les mémoires de Stimson, Hull, Deane, Byrnes, Farley sont intéressants en soi, mais les événements qu'ils décrivent ne sont pleinement révélés que lorsque le témoignage de chacun d'eux est passé au crible et apporté à un récit intégré. J'ai examiné chaque extrait de ces éléments au sein de leurs travaux, ainsi que de grands nombres d'articles de journaux, magazines et rapports officiels de l'époque. J'ai essayé d'assembler la multitude de petites pièces de vérité, et ai ainsi pu constituer un récit raisonnablement exact de cette période.

Outre ceci, qu'il me soit permis d'évoquer qu'au cours des administrations de Franklin D. Roosevelt, j'ai été un journaliste actif,

et par ce fait très informé des événements décrits au sein de ce volume. La plupart du temps, j'écrivais une colonne quotidienne qui paraissait dans un grand nombre de journaux étasuniens, une colonne hebdomadaire dans un magazine d'opinion étasunien, et j'ai produit des articles par centaines dans de nombreux magazines nationaux sur ces événements. Ce travail m'a permis d'approcher ce niveau des affaires et à une proximité étroite avec les principaux acteurs des deux côtés. Par conséquent, ce sont jusqu'aux plus détaillés des points de ce récit qui relèvent également de mes propres recherches et observations, menées à l'époque où les événements décrits se sont produits.

Bayside, L. I. juillet 1948 John T. Flynn

Chapitre 1

L'épreuve — et l'erreur

1.1 Le *New Dealer* s'installe sur le pont

Au matin du samedi 4 mars 1933, alors que le soleil pointait paresseusement à travers les nuages gris poussés par les vents glacials de la fin de l'hiver, Washington ressemblait à une ville assiégée. De partout, des hauts dirigeants s'employaient à préparer leurs affaires, prêts à partir, alors que les légions du *Grand Old Party*, qui avaient occupé la ville depuis de nombreuses années, s'apprêtaient à l'évacuer. Toute la nuit durant, de toutes les régions, par voiture, bus, train et par avion, les heureux élus membres du parti démocrate conquérant avaient commencé à investir la ville, hâtifs de reprendre le flambeau après de très nombreuses années à dépérir dans les étendues sauvages.

À la Maison-Blanche, le président Hoover, un homme usé et fatigué, épuisé par de longues nuits de vigie sans sommeil alors qu'il luttait pour retenir la marée de la crise bondissante, était à son bureau dès les premières heures pour s'acquitter des dernières mornes tâches qui lui restaient avant d'abandonner sa charge insupportable et de livrer la capitale aux mains de son successeur gai et riant, déjà

positionné à quelques centaines de mètres, au Mayflower-Hotel.

En milieu de matinée, Franklin D. Roosevelt, avec son épouse, sa mère et de nombreux autres Roosevelt — enfants, oncles et tantes et cousins jusqu'au quatrième degré de parenté, sortirent de leur suite du Mayflower pour se rendre à l'église épiscopale St John, où le Dr. Endicott Peabody, l'ancien directeur de Roosevelt à la Groton School, allait invoquer la bénédiction du Seigneur sur « *Franklin, Votre serviteur* ». Tous les nouveaux membres du cabinet y étaient également présents, pour remercier le Seigneur qui avait exaucé leurs propres prières de manière aussi favorable.

Une fois close la cérémonie, M. Roosevelt, son épouse, sa mère et son fils aîné, James, se rendirent rapidement à bord d'une voiture présidentielle à la Maison-Blanche. Bien qu'humides, les rues étaient noires de monde, de fanfares, de détachements de fidèles et de soldats de la garde nationale. La grande fonction de l'investiture — les importants pouvoirs du gouvernement passant d'une paire de mains à une autre sans bouleversement ni résistance — se déroula selon son rituel traditionnel. À la Maison-Blanche, la famille sortit du véhicule et pénétra dans la demeure pour une longue titularisation. Roosevelt resta dans la voiture, et le président Hoover l'y rejoignit. L'automobile, avec ses occupants aux chapeaux de soie, passa les portes de la Maison-Blanche et, étroitement protégée par les hommes des services secrets et de soldats à cheval, se dirigea vers le Capitole.

Les rues se remplissaient encore, malgré le crachin intempestif, des gens s'agglutinant derrière les câbles délimitant les trottoirs pour se placer en première ligne lorsque la parade passerait par la suite, d'autres se dirigeant en hâte vers la zone du Capitole pour assister à la cérémonie d'investiture. On comptait un demi-million de personnes dans les rues, dont cent mille rassemblées autour de la scène édifiée devant le Capitole. Il s'agissait de la plus importante foule jamais assemblée pour une investiture.

Partout dans le pays, les foules étaient en état de perplexité, et par endroits, de désespoir, car la grande crise économique al-

lait vers son apogée tonitruant. Les tons et les couleurs du drame étaient partout. Voici qu'arrivait un authentique héros. Il y avait un méchant — tout un troupeau de méchants, les banquiers et les gros hommes d'affaires. Les incidents du drame étaient également tous proches. Une semaine auparavant à peine, la balle tirée par l'arme d'un assassin avait raté Roosevelt de peu. Elle avait atteint Anton Cermak, le maire bohémien et le patron de Chicago, qui s'était opposé avec Al Smith à la nomination de Roosevelt. Certains disaient que c'était la main de Dieu. Cermak s'était rendu à Miami pour rencontrer Roosevelt à son arrivée d'une croisière à bord du yacht de Vincent Astor, le *Nourmahal*, une semaine avant son investiture. Miami grouillait de chercheurs d'emplois dans les administrations démocrates, et Cermak s'y trouvait pour faire la paix avec Roosevelt. Au lieu de cela, il reçut la balle destinée à ce dernier, et mourut quelques jours plus tard. S'il s'était prononcé pour Roosevelt dès le départ, affirmèrent les Démocrates pieux qui croient que la Providence joue en faveur de la politique de leur parti, il n'aurait pas eu besoin de se rendre à Miami, et serait resté en vie. Par la suite, le train de Roosevelt partit de New York pour Washington, le transportant, lui et sa famille, l'information lui fut communiquée qu'à bord d'un autre train transportant le sénateur Thomas J. Walsh, âgé de 65 ans, ainsi que son épouse depuis deux jours, le vieux jeune marié tomba raide mort dans son compartiment couchette. Il se rendait à la capitale pour y être nommé procureur général.

Chaque heure amenait des informations sur des fermetures de banques — du Texas, d'Arizona, d'Oregon, de l'État de Washington, du Wisconsin — portant à 24 le nombre d'États qui avaient fermé leurs banques. Au cours de la nuit précédente, l'information était parvenue que les banques de New York et de Chicago ne pourraient pas tenir une journée de plus. Le gouverneur Lehman, au cours des petites heures de la matinée, avait ordonné la fermeture des banques de New York. Dans les villes du pays tout entier, les foules s'assemblaient devant les banques aux rideaux fermés, et

contemplaient sombrement leurs façades.

Les agriculteurs étaient en état de révolte. Ils avaient intimidé les juges, se débarrassant de camions de blés renversés dans les fossés. Dans de nombreuses usines, les fourneaux étaient éteints. Des millions d'hommes étaient au chômage. De tout le pays, les gens se tournaient vers Washington pour voir ce que le bel et souriant nouveau président allait faire pour endiguer la marée de ce désastre.

La paralysie économique s'installait partout. Chacun ou presque connaissait l'identité du grand méchant responsable de cette catastrophe. Il était là, assis dans cette voiture à côté de l'homme qui s'empressait vers le Capitole pour prendre sa place. On l'avait sifflé dans les gares. Des livres calomnieux avaient été écrits sur sa vie. On avait empilé les malédictions sur sa tête. Et voici qu'il était sur la voie de sortie finale, auréolé de la joie de ses ennemis et détracteurs. La plupart de ses adjoints et subalternes étaient partis, ou attendaient de passer le relai à leur successeur. À leur place arrivait la procession des capitaines vertueux du *New Deal* — Frankfurter, Hull, Henry Wallace et Henry Morgenthau, Moley et Tugwell, Sam Rosenman, Berle, Harry Hopkins et Eleanor Roosevelt, et de nombreux autres dont les noms allaient bientôt résonner familièrement aux oreilles de la nation.

Le salut était dans l'air. Les annulations également. Deux semaines auparavant, un Congrès aux allures de canard boiteux avait fait la culbute, et voté les amendements à la Constitution mettant fin à la Prohibition. On fabriquait l'alcool que l'on pouvait avec du jus de pomme, du gin de mauvaise qualité et de la gnôle de prohibition. « *De la bière pour Pâques* », criait-on. Quarante-et-une législatures étaient en session, attendant avec impatience l'opportunité d'approuver l'amendement sur la distribution d'alcool, et de lever des taxes sur les bières et liqueurs afin de sauver leurs Trésors vides. Les anciens partisans de la prohibition paraissaient austères, mais restaient pugnaces. « *Pas de reddition ! Pas de retraite ! Pas d'annulation !* », marmonnaient-ils. Mais les vents leur étaient contraires. Les États-Unis en finissaient avec la Prohibition.

Ils allaient bientôt mettre fin à la « *loi de Dieu* ». Les buvettes seraient de retour sous peu — et pleines de femmes et d'enfants. Un appétit plus puissant était aiguisé. Le pays, les États, les localités avaient besoin d'argent — quelque chose sur lequel prélever des taxes. Et les alcools constituaient la cible la plus riche. « *Les recettes* », affirma un commentateur, « *ont déverrouillé les portes de Gambrinus et de son nectar mousseux.* »

Ici et là, dans les vastes foules, on trouvait des hommes solennels qui murmuraient le mot « *révolution* ». Mais il ne s'agissait pas d'une révolution. La multitude des visiteurs entrés à Washington ne désirait pas de révolution. Ce qu'ils voulaient était dans les mains de Jim Farley, et il était déjà là, fronçant le sourcil en pensant au problème. Les légions démocrates se hâtaient vers Washington pour sauver la nation avec ce sens du dévouement joyeux qui est celui de pompiers volontaires de la vieille école s'empressant d'aller éteindre l'incendie déclaré dans un saloon. Mais le pauvre Jim était confronté au problème d'assigner 125 000 emplois à 1 250 000 loyaux hommes du parti. Chacun d'eux avait reçu des lettres de Jim, signées de son célèbre paraphe à l'encre verte. Mais il semblait que seulement un dixième de ces fidèles allait recevoir un emploi, et les neuf autres devraient se contenter de relire leurs lettres.

Comme Roosevelt progressait vers le Capitole aux côtés du président Hoover, son visage était envahi de sourires. L'un de ses biographes amicaux affirme qu'il fut le plus heureux de tous les hommes au cœur de cette foule immense. La famille connaissait également les sentiments les plus joyeux. Et, comme à l'accoutumée, l'intérêt, partout, était passionné quant aux proches du président. Sa famille immédiate semblait avoir rapidement séduit le cœur du peuple. Quelque chose qu'ils aimaient était en train d'arriver. Voici qu'arrivait une ancienne famille aristocrate raffinée, fondée sur une longue tradition de service patriote, élevée selon les standards les plus raffinés de la vie domestique étasunienne — le père rayonnant et héroïque qui avait surpassé le plus terrible des handicaps physiques, l'épouse dévouée et religieuse, mère de beaux, robustes et

honnêtes garçons, amenant grâce et dignité dans la maison du chef suprême de la nation.

Au Capitole, Hoover, qui était encore président, se rendit sur le champ dans le bureau du président, jouxtant le côté républicain de la chambre du Sénat, pour signer les lois de dernière minute adoptées par le Congrès qui était en session. Roosevelt, qui restait encore un simple citoyen, descendit du véhicule au pied des escaliers de l'entrée principale du Capitole, totalement hors de vue des foules. Il avait fallu le transporter en fauteuil roulant, mais le grand public ne put jamais le voir ainsi. Deux rampes d'accès avaient été construites vers l'entrée, et il progressa en les suivant vers le bureau des sergents en arme du Sénat. De là, un passage en bois temporaire avait été édifié à une faible distance de la plateforme jouxtant le portique du Capitole duquel il allait s'exprimer. À environ 10 mètres de sa destination, il sortit de son fauteuil, ses béquilles furent redressées, et appuyé sur le bras de son fils James, il marcha sur ces dix mètres jusqu'au point où il prêta serment. Il attendit, bien entendu, que la cérémonie au Sénat, au cours de laquelle John N. Garner était en train de prêter serment pour devenir vice-président, fût terminée. Puis, accompagné du président Hoover, du vice-président Garner, de son cabinet au complet, et des membres du Sénat, il se rendit au lieu désigné face à la vaste multitude composée de cent mille citoyens.

Il se tint face au Juge Hughes, qui lui présenta une bible, apportée dans ce pays par un lointain ancêtre de Roosevelt 300 ans auparavant. Roosevelt la toucha, et le Juge lui demanda solennellement s'il jurait de protéger la Constitution des États-Unis, et il répondit d'une voix ferme : « *JE LE JURE* ». Ce fut sa première promesse officielle et solennelle. Puis, s'adressant à la foule, il prononça son allocution d'investiture.

> *Le moment est bien choisi pour dire la vérité, toute la vérité, franchement et sans détour. Nous n'avons pas à fuir la confrontation avec les conditions qui sont*

> *celles de notre pays aujourd'hui. Cette grande nation va endurer comme elle a enduré par le passé, elle va se reprendre et prospérer. Aussi, tout d'abord, qu'il me soit permis d'affirmer ma ferme conviction que la seule chose que nous ayons à craindre est la peur elle-même.*

Ce fut un discours extraordinaire. Il positionna immédiatement Roosevelt au premier rang des orateurs étasuniens. Les gens voulaient du courage et de l'espoir. Ses premiers mots leur en donnèrent. Puis il dépeignit une image rapide et dramatique de la crise. Les valeurs se sont effondrées. Les taxes ont augmenté. « *Les moyens d'échange sont gelés dans les tuyaux du commerce.* » Les dépôts de bilan des entreprises industriels se font jour de toute part. Les agriculteurs ne trouvent pas de marché pour leurs produits. Dans des milliers de familles, les économies de plusieurs années se sont évaporées. « *Seul un optimisme imbécile* », reconnut-il, « *peut réfuter les sombres réalités du moment.* »

Puis il éclaircit le tableau. « *Pourtant, notre désarroi ne découle d'aucun échec en substance. Nous ne sommes frappés par aucun fléau de sauterelles. . .La nature continue d'offrir ses dons. . .l'abondance est sur le pas de notre porte, mais son utilisation généreuse se tarit à la simple vue de ces réserves.* »

Puis, il porta l'accusation. « *En premier lieu, cela découle de ce que les gouvernants des échanges des biens de l'humanité ont échoué du fait de leur propre obstination et de leur propre incompétence. . .Ils ne connaissaient que les règles d'une génération éprise d'elle-même. Ils n'ont aucune vision, et lorsqu'il n'y a aucune vision, le peuple dépérit. . .Les marchands ont fui leurs hautes positions dans le temple de notre civilisation. Nous pouvons désormais dédier de nouveau le temple aux anciennes vérités.* »

Puis vint une succession de promesses que chacun voulait entendre. Pour les travailleurs : « *Notre principale tâche est de mettre les gens au travail.* » Pour les agriculteurs : Ils doivent « *accroître la valeur des produits agricoles et avec ceci le pouvoir d'acheter ce*

qui sort de nos villes. » Pour les investisseurs : Ils « *doivent mettre fin à la spéculation avec l'argent des autres.* » Pour le monde entier : Il doit exister une politique de bon voisinage dans un monde de voisins.

Puis il accepta ses hautes fonctions comme s'il prenait le commandement d'une armée — une armée organisée pour attaquer. Il allait recommander des mesures « *qu'une nation blessée, au cœur d'un monde blessé, pouvait nécessiter.* » Mais — ah, mais ! — si le Congrès devait ne pas le suivre — « *Je—ne—me—soustrairai—pas—à—la—ligne—claire—du—devoir—qui—sera—le—mien.* » On percevait sur chaque mot un accent inquiétant de capitaine résolu. Il allait demander l'instrument qui restait — que le Congrès lui accordât « *un vaste pouvoir exécutif afin de mener une guerre contre l'urgence, aussi grande que la puissance qui me serait accordée si nous étions envahis par un adversaire étranger.* »

Puis il invoqua le peuple à entrer en guerre — une guerre contre la dépression. Il lui demanda de la discipline. Il parla des « *anciennes valeurs modernes* », de « *l'austère exercice des fonctions tant par les anciens que par les jeunes.* »

Action ! Action ! Action ! Le rétablissement des anciennes valeurs morales ! Faire sortir les marchands du temple ! C'était la guerre, la guerre, la guerre contre la vaste ruine. La guerre menée par un dirigeant discipliné, qui promettait un emploi aux chômeurs, des prix plus élevés aux agriculteurs, le rétablissement de la propriété faillie aux hommes d'affaires, et sur le tout, le ton de grands principes moraux et de grands sujets d'orientation.

Après son allocution, comme l'immense parade de militaires et de fanfares des démocrates loyaux passait en revue sous les sombres nuages, au travers desquels le soleil ne se montrait que par intervalles, l'un de ces rares incidents se produisit, surchargé par l'esprit de bonne volonté et d'unité. Au moment où la délégation de New York passait devant le candidat victorieux à la présidence, la foule s'aperçut soudainement que celle-ci était menée par l'homme qui avait combattu avec autant d'âpreté la nomination de Roosevelt

— Al Smith. Les tribunes se levèrent en une grande ovation pour le Grand Combattant.

Après cela, M. Hoover, désormais soulagé de son grand fardeau, serra la main du nouveau président, et partit sur le champ pour Philadelphie, puis vers sa maison de Californie. Malgré les amères émotions qui étaient exprimées à son encontre, il partit sans aucune protection des services secrets, la demande exprimée par son secrétaire à cet égard ayant été poliment rejetée par le gouvernement qu'il avait encore dirigé quelques minutes plus tôt. Le nouveau président se rendit à son nouveau domicile, la Maison-blanche, où un banquet fut servi à 500 invités. Les membres de son cabinet prêtèrent serment devant leurs familles et amis dans le bureau ovale, face au Juge Cardozo. Il s'agissait de la première fois que cela se produisait. Roosevelt affirma à Jim Farley qu'il instituait un précédent. « *Mon intention est d'instituer des précédents comme celui-ci de temps à autre* », rit-il. Dehors, les rues furent rendues à la foule qui, enhardie par les fanfares était devenue tout à fait joyeuse et papillonna en extérieur jusqu'à tard dans la nuit. Le bal inaugural fut le plus gai et le plus fréquenté de toutes les investitures, les invités dansant et les foules assemblées à l'extérieur applaudissant les allées et venues de leurs héros favoris, cependant que les distributeurs de journaux s'égosillaient à vendre des éditions spéciales des journaux relatant les fermetures d'un nombre de banques encore accru à travers le pays.

On peut réellement affirmer que la nation répondit à l'exhortation sonnante de l'allocution d'investiture. Le Congrès était prêt à accompagner un effort extraordinaire. La partisanerie se réduisit aux plus petites dimensions possibles. Partout, le nouveau président était acclamé par des applaudissements jamais vus. Par endroits, les acclamations prenaient des tons quasiment hystériques. Le rabbin Rosenblum affirma que nous voyions en lui un messager de Dieu, le bien-aimé de la destinée, le Messie des lendemains de l'Amérique. Le lendemain matin, le *New York Times* publia un article de première page qui n'avait aucun lien avec l'investiture. Il

traitait d'un autre Messie des lendemains. Le titre énonçait :

VICTOIRE POUR HITLER
ATTENDUE AUJOURD'HUI
La répression des opposants rend le triomphe inévitable

1.2 Les cent jours

Le festival de l'investiture n'était que la scène d'ouverture. L'allocution du nouveau président ne fut qu'un prologue prononcé avant le lever de rideau sur le drame vibrant des Cent Jours.

Le président convoqua le nouveau Congrès en session extraordinaire. Il publia un décret ordonnant la fermeture de toutes les banques. La plupart d'entre elles étaient déjà fermées par décision des États ou par la force des choses. Le Congrès se rassembla le 9 mars. Puis commença cet effréné et tumultueux tourbillon de lois, de projets et de décrets qui fut connu sous le nom des Cent Jours.

Washington était désormais empli de Grands Esprits et de Penseurs Profonds — de jeunes experts sortis de Harvard, de Yale, de Princeton, et surtout de Columbia, avec des graphiques et des équations ; de philosophes des champs de maïs du Kansas et de Californie et, bien entendu, de champions imbattables quant à toutes les théories monétaires, y compris l'argent libre, l'argent papier et l'inflation. On y trouvait les défenseurs de la semaine de travail de 30 heures et de toutes sortes de projets visant à libérer les pauvres de leur pauvreté et les riches de leurs richesses. Un curieux arrangement du destin positionna le président au cours de ces premiers moments trépidants comme sauveur des riches et des protagonistes de la monnaie saine de leurs anciens ennemis, et les

premières louanges de gratitude furent chantées par des gens qui s'étaient le moins attendus à ces protections. Il pourfendit la loi des 30 heures et contourna la foule d'inflationnistes favorables à l'impression monétaire inflationniste. En outre, le public assista au spectacle d'une succession de messages impérieux envoyés par le président à un Congrès étourdi par la rapidité, la variété et la nouveauté de ces demandes. Le 9 mars, le président appela le Congrès à légiférer pour contrôler l'ouverture des banques et confirmer tout ce qu'il avait décrété. La loi n'était pas prête. Mais selon cet ordre nouveau, les processus législatifs rapides ne pouvaient pas attendre qu'une loi fût préparée. Un journal plié fut jeté sous la presse pour tenir lieu de projet de loi jusqu'à ce que le document fût préparé [1]. Le projet de loi fut alors envoyé au Congrès par le président. Le Congrès l'adopta instantanément, et accorda au président les pleins pouvoirs sur les opérations de change.

Le lendemain, il envoya un message bref et impérieux pour demander l'économie. « *Durant trois longues années* », disait-il, « *le gouvernement fédéral a ouvert la voie de la faillite. Pour l'année fiscale 1931, le déficit s'élevait à* 462 000 000 *dollars. . .Pour l'année fiscale, il s'établissait à* 2 472 000 000 *dollars. . .Pour l'année fiscale 1933, il dépassera sans doute les* 1 200 000 000 *dollars. . .Pour l'année fiscale 1934, sur la base des projets de lois de crédits adoptés par le dernier Congrès et des recettes estimées, le déficit excédera sans doute les* 1 000 000 000 *sauf si des actions sont immédiatement entreprises.* » Puis il avertissait : « *Trop souvent. . .les gouvernements libéraux ont fait naufrage sur les brisants d'une politique fiscale relâchée. Nous devons éviter ce danger.* »

Il était enfin là, l'homme qui allait mettre fin aux déficits. Roosevelt déclara que ces déficits avaient contribué à l'effondrement bancaire, avaient empiré la stagnation de notre vie économique, avaient nourri les rangs des chômeurs. Il déclara que « *le crédit du gouvernement national est en péril.* » Puis il affirma : « *La première*

1. Raymond Moley, « *After Seven Years* » (Harper, 1939), p. 152

étape est de le sauver. Le rétablissement en dépend. » La première étape fut une mesure réduisant les frais de personnel du gouvernement de 25 %. La deuxième étape, aussi incroyable qu'elle puisse paraître, fut d'autoriser un projet de loi autorisant le plus grand déficit de tous les temps — 3 000 000 000 dollars.

Le 13 mars, il appela le Congrès à révoquer le Volstead Act. Et avant la fin du mois, le Congrès autorisa les bières dosées à 3.2 %. Bientôt, les anciens bars allaient rouvrir, à peine déguisés sous des noms divers, et attendant le grand jour où le XVIII^{ème} amendement serait abrogé.

Suivit un défilé de mesures considérables. Le 16 mars, le président envoya un message appelant au passage de la Loi d'ajustement agricole, qui concrétisait le programme agricole surprenant qui mit en lumière le nom de Henry Wallace et envoya tant de porcelets connaître leur destin tragique. En l'espace d'une semaine, Roosevelt convoqua le Congrès pour monter son projet favori, le Civilian Conservation Corps (CCC) qu'il avait déclaré dans son discours de remerciement constituer sa méthode pour mettre fin à la dépression — envoyer un million de jeunes hommes dans les forêts pour un dollar la journée. Suivit le projet de Federal Emergency Relief Administration qui en temps opportun allait devenir la Works Progress Administration (WPA) et allait faire connaître Harry Hopkins au peuple étasunien, l'homme qui allait devenir l'*alter ego* de Roosevelt, et avec Henry Wallace, l'une des figures les plus controversées du régime. Puis commença une consolidation des agences dans l'intérêt de la Déesse Économie ; suivit la Tennessee Valley Authority (TVA), qui constituait le point de départ d'un grand programme énergétique du gouvernement et amena George Norris, Bob LaFollette et tous les anciens Progressistes et leurs experts et leurs propositions au pied du trône.

Mais les réformes, projets, aventures en matière de reconstruction sociale se poursuivirent, « *courant sur les talons les uns des autres, à toute vitesse* » — des projets de loi pour superviser le commerce des titres d'investissement, pour empêcher la saisie des

FIGURE 1.1 – Affiche de propagande du *Civilian Conservation Corps*

hypothèques agricoles, un autre pour assurer l'immunité des propriétaires de maisons de ville de la saisie hypothécaire, des projets de lois pour réguler le traffic ferré, des projets de loi pour l'action fédérale dans l'industrie pétrolière.

Dans le même temps, des comités siégeaient en session pour

enquêter sur les crimes du passé — les pêchés des grandes entreprises, des banquiers, des voies ferrées, de Wall Street, et le pouvoir des barons. Washington devint un paradis pour rédacteur de gros titres.

Puis vint le grand *chef d'œuvre*[2] sorti des ateliers des dieux. Il s'agissait du *National Recovery Act* — le NRA. Il fut rapidement envoyé au Congrès pour approbation, et souleva un peu plus d'opposition que ce qui avait précédé. Peu nombreux étaient ceux qui avaient la moindre idée de quoi il s'agissait, hormis qu'il constituait la Grande Charte du *Business* Libéré, ainsi que la Grande Charte du Travail. C'était la première de nombreuses Grandes Chartes qui allaient être produites comme des petits pains par Washington. L'été approchait — l'été de Washington additionné de la chaleur du *New Deal*. Le pays était presque sauf. Seules quelques touches restaient à apporter au tableau. Il y avait le projet de loi pour acheter de l'argent-métal pour faire plaisir aux gens du domaine de l'argent, l'annulation de la clause sur l'or pour faire plaisir aux radicaux, l'émission de billets de réserves fédéraux pour faire plaisir aux inflationnistes, ainsi qu'une clause de sûreté, qui laissa tout ceci en animation suspendue au bon vouloir du président, pour faire plaisir aux conservateurs.

Le 16 juin, le programme était terminé. Les banques étaient ouvertes. Les entreprises revenaient en activité. Le président était occupé à ratifier des projets de lois et à présenter les stylos à de fiers parrains du Congrès — il utilisait souvent une dizaine de stylos par projet de loi pour faire plaisir à tous ses champions. Le président annonça la nomination du général Hugh Johnson — inconnu jusque-là du grand public — à la tête de la NRA. Il alloua 238 000 000 dollars à la construction de vaisseaux de guerre, et 400 000 000 pour les routes des États. Il envoya une lettre au Congrès, désormais exténué par ses grands travaux, le remerciant pour sa coopération et lui souhaitant de bonnes vacances. Le Congrès fut ajourné, Roosevelt

2. En français dans le texte, NdT

prit un train pour Boston, d'où il embarqua sur un petit voilier, l'*Amberjack II*, qu'il manœuvra avec deux de ses fils jusqu'à sa maison d'enfance de Campobello, le 28 juin.

Le pays était essoufflé. La bonne humeur dominait dans la nation. On avait rouvert la Bourse le 15 mars, et voilà que les marchés remontaient. Une nouvelle vague d'optimistes faisait état du boom Roosevelt à venir. Roosevelt appelait chacun par son prénom. Les gens disaient : « *Whata man !*[3] » Le pays commençait à s'amuser jovialement avec le *Brain Trust*[4]. Certains disaient que le Siècle des Professeurs était arrivé. Des débutants allaient assister aux conférences sur la théorie quantitative de la masse monétaire. Les librairies proposaient des livres sur le cycle des affaires. Les reporters de la Maison-Blanche se retrouvaient chaque semaine autour du bureau du président, en toute ignorance, ses murs couverts de graphiques et de tableaux, et il leur donnait des conférences sur la théorie économique. La nation toute entière resta assise près de son poste de radio des soirées entières afin d'entendre la voix d'or du Dirigeant lui expliquer en des termes simples le sens de toutes les grandes mesures qu'il faisait adopter par le Congrès. Jim Farley siégeait au *Post Office Department* où les fidèles se battaient pour se frayer un chemin jusqu'à son bureau, et où il jonglait avec le problème de savoir à quel démocrate accorder un emploi, et à quels neuf autres le refuser. Mais le Congrès et le président lui facilitaient la tâche en créant des bureaux par dizaines et des emplois par milliers. Les hôtels, les bars à cocktails et les halls des bâtiments publics étaient emplis de gens exubérants.

Les louanges envers le président fusaient de tous les coins du pays, qui s'apprêtait à passer l'été le plus heureux qu'il avait connu depuis des années. On trouvait bien entendu quelques voix discordantes, et quelques critiques insidieux. On avait comparé Roosevelt à Moïse. Mais, murmuraient les critiques, « *Lui faudra-t-il 40 an-*

3. « *Quel homme !* »
4. Groupe d'experts, NdT

nées pour nous faire sortir des étendues sauvages ? » On disait qu'il avait envoyé les jeunes hommes du CCC « *dans les forêts pour nous sortir du bois.* » D'autres qualifiaient son nouvel ordre de « *gouvernement par bourrage de crâne.* » William Green dénonçait le CCC comme plan mettant les hommes au travail pour un dollar par jour. La ligue anti-Saloon était amère. Elle chicanait quant à l'idée que l'alcool n'était rétabli que pour pouvoir le taxer, et qu'avant peu nous allions raviver les narcotiques, les loteries et les maisons de passe pour combler les déficits.

Mais dans l'ensemble, les sons que l'on entendait dans le pays étaient ceux des louanges, et de nulle part celles-ci ne se faisaient autant entendre qu'en provenance des milieux d'affaires. Lors du dîner de la Chambre de Commerce des États-Unis, tenu le 13 mai, H. I. Harriman, son président, affirma : « *Jamais dans l'histoire de cette nation un gouvernement ne s'est attelé plus courageusement ni aussi pleinement à traiter tant de problèmes aussi profonds.* [5] »

Les convives se levèrent et applaudirent cette affirmation. Le républicain *Inquirer* de Philadelphie affirma : « *Le président — oui, le président — a certes endossé la direction du monde.* » Un journal de premier plan destiné aux industriels affirma : « *Un matin viendra où nous nous réveillerons et découvrirons que la dépression sera envolée.* » Plusieurs rencontres furent tenues pour célébrer cette envolée. Le *Literary Digest* affirma le 10 juin que la renaissance industrielle était encensée. Le *Wall Street Journal* affirma : « *Aucune session du Congrès de notre histoire n'avait jusqu'ici aussi complètement œuvré à défier toute tentative quant à estimer ses effets par avance.* » Le 18 juin 1933, Le *New York Times* publia dans son éditorial :

> *Le président a saisi une opportunité formidable d'une manière qui fut à la fois sagace et dynamique. Faisant preuve d'une détermination insistante et d'une formidable audace, il a œuvré à répondre à la crise subie par*

5. New York *Times*, 14 mai 1933

> *la nation, la faillite des entreprises et les craintes pour l'avenir, les moyens d'établir son autorité et d'amener le Congrès ainsi que le pays vers un état d'esprit plus optimiste et vers une humeur plus résolue. Au sens propre, le désastre public s'est transformé par son action en triomphe officiel. Mais ce fut parce qu'il apparut aux yeux du peuple étasunien comme chevauchant le tourbillon, et dirigeant l'orage. Le pays était prêt et même empressé d'accepter une nouvelle direction. De la part du président Roosevelt, il a reçu une succession rapide de discours courageux, ainsi que d'efforts et de réussites qui ont amené des multitudes de ses compatriotes à l'acclamer comme l'homme envoyé pour cette heure par la Providence.*

Le président ainsi que le Congrès partis de Washington, le pays entreprit de s'habituer et de s'accoutumer au nouvel ordre des choses. Quant au président, il s'employait à son passe-temps favori — naviguer comme capitaine au large de la côte Est à bord d'un petit navire à une voile. Le Congrès s'était dispersé et ne le gênait pas. Il lui avait remis des pouvoirs importants, et avait mis à la disposition du gouvernement des dotations d'un montant fabuleux — 3 300 000 000 dollars — en addition aux autres dotations spécifiques au gouvernement, libre à lui de dépenser cet argent selon son bon vouloir. La grande tirelire — qui constitue la plus formidable des armes aux mains d'un parlement libre de s'opposer aux extravagances d'un pouvoir exécutif entêté — lui avait été remise en main propre. Le « *prodigue* » Hoover était en Californie, à son domicile de Palo Alto, pour mettre de l'ordre en ses propres affaires, pendant que le grand Économiseur qui avait dénoncé les déficits de Hoover venait en l'espace de 100 jours de produire un déficit supérieur à celui laissé par Hoover en deux années.

Désormais, l'ensemble des nombreuses forces qu'il avait mises en branle allaient produire leurs effets. Nous avons vu comment le

nouveau président et son programme apparaissaient à ce moment aux yeux des gens. Nous allons à présent dépeindre de manière plus précise le *New Deal* en action.

1.3 La crise bancaire

Il nous faut remonter en arrière pour un aperçu des deux mois qui précédèrent l'investiture de M. Roosevelt, jusqu'à la crise qui couvait au niveau du monde bancaire. Durant tout le mois de janvier, alors que l'investiture approchait, les journaux faisaient état de manière quotidienne de faillites bancaires. Les déposants retiraient leur argent de leurs établissements bancaires. Les déposants étrangers vidaient leurs comptes aux États-Unis, ce qui avait accru la fuite de l'or métal hors du pays. De nombreux investisseurs de premier plan liquidaient leurs avoirs financiers, puis utilisaient ces liquidités pour acheter de l'or métal et l'envoyer à l'étranger. Les craintes s'accumulaient ; les tensions montaient. C'est alors que les deux grands systèmes bancaires de Detroit s'effondrèrent, et que le gouverneur Comstock déclara une vacance bancaire de huit jours : la fermeture pour cette durée de tous les établissements bancaires de l'État. Cette décision provoqua un séisme dans tout le pays.

Le lendemain — le 15 février 1933 —, M. Roosevelt, qui était en vacances à bord du *Nourmahal*, le voilier de Vincent Astor, arriva à Miami. Lorsqu'il parut face à la foule à bord de son automobile, le coup de feu qui fut tiré contre lui atteignit le maire Ceyrmak. Ce salut miraculeux tomba comme une bénédiction sur la personne de Roosevelt, et illumina d'un nouvel éclat son étoile montante. Le lendemain, il se trouvait à New York. Dans la nuit du 18 février, l'*Inner Circle* — une organisation de journalistes politiques de la ville de New York — tenait son banquet et ses festivités annuels dans la grande salle de réception de l'hôtel Astor. Tous les hommes politiques de New York participent à ce spectacle réputé, au cours duquel les chroniqueurs politiques montent sur scène pour

jouer des sketches de parodie quant à la vie politique new-yorkaise. Après minuit, donc au matin du 19 février, alors que les sketches se poursuivaient sur scène, Roosevelt, qui était encore gouverneur de l'État de New York, arriva au banquet avec de nombreuses personnes. Il prit sa place d'honneur au centre de la table principale. Raymond Moley, qui était alors son principal conseiller, était assis face à lui. Les journalistes présents sur scène étaient à l'œuvre sur une farce particulièrement amusante, et le public était hilare. À ce moment, M. Roosevelt fit un signe à Moley et lui remit un morceau de papier sous la table. Moley en prit connaissance. À sa stupéfaction, cette note provenait du président des États-Unis, Herbert Hoover, et était rédigée de sa propre main[6]. Alors que la bonne humeur régnait autour de lui, Moley lut à son désarroi :

« *Un problème des plus critiques s'est produit dans le pays, et mon sentiment est que je dois m'entretenir à ce sujet avec vous de manière confidentielle.* »

Moley tourna les yeux vers Roosevelt. Il avait la tête renversée en arrière, et s'esclaffait au vu du spectacle qui se déroulait sur scène. Puis Moley poursuivit sa lecture. Hoover décrivait de manière très réaliste la menace qui pesait sur l'ensemble de la structure bancaire du pays, la fuite de l'or-métal hors du pays, le siphonnage des comptes en banque vers du liquide qui était caché. La peur, affirmait-il, avait pris possession de l'esprit public. Hoover estimait, à raison, qu'un nouvel élément caractérisait le problème — l'apparition de la terreur. L'air était saturé de rumeurs d'inflation, et d'abandon de l'étalon or. Cela amenait au retrait de l'or hors des banques. Hoover énumérait les forces qui provoquaient le problème :

> *La défaillance d'équilibrage du budget par la Chambre ; les propositions en faveur de l'inflation de la monnaie et les discussions généralisées à ce sujet ; la publication*

6. Cet incident est relaté en détail dans l'ouvrage de Moley « *After Seven Years* », pps. 138-161.

> *des emprunts de la RFC[7] (au profit des banques) et les paniques bancaires, la thésaurisation et les faillites bancaires découlant de cette cause et de divers autres événements et rumeurs.*

Ces dernières, ajoutait-il, « *avaient à présent culminé jusqu'à un état d'alarme qui prend rapidement les proportions d'une crise.* »

Hoover pensait que Roosevelt devait à présent s'impliquer dans le problème. Il proposait que Roosevelt émît une déclaration pour « *clarifier l'esprit public.* » Après tout, quoique Hoover fût encore président, son pouvoir quant à mener une action efficace était perdu. Deux semaines plus tard, il aurait quitté la Maison-Blanche. Une Chambre hostile siégeait à Washington. Une majorité du peuple avait répudié son commandement. Il ne pouvait rien faire, et n'aurait rien pu trouver à dire qui aurait eu quelque effet à présent. Il en appelait à Roosevelt : « *Il est évident que, dans la mesure où vous serez sous peu en position de mener toute politique que vous jugerez efficace, vous êtes la seule personne qui puisse énoncer ces assurances.* » M. Roosevelt se trouvait dans une position — et il était le seul en cette position — de calmer l'esprit public, d'afficher quelque action ou quelque geste qui pourrait encourager la confiance du public et mettre un point d'arrêt aux courants de terreur de plus en plus forts.

Lorsqu'il eut terminé sa lecture, Moley comprit que « *le point de rupture était arrivé* ». Il regarda de nouveau Roosevelt, qui riait à gorge déployée, en plaisantant avec ses voisins et en apposant des autographes sur des programmes. À la fin du banquet, Roosevelt et son entourage retournèrent à sa maison de la 65ème rue. Il se montra là-bas tout à fait indifférent au sombre tableau que Hoover avait dépeint à son intention — « *de* », comme le décrit Moley, « *la main squelettique de la mort dirigée vers chaque banque du pays.* »

La réponse de Roosevelt à ce défi solennel constitue un incident des plus singuliers parmi ceux qui marquèrent sa carrière. On ne

7. *Reconstruction Finance Corporation, NdT*

peut pas comprendre cet incident sans au moins considérer son attitude générale à l'égard du problème bancaire. Il était alors tenu pour acquis, comme je suis certain qu'il continue de l'être, que M. Roosevelt disposait d'un plan pour gérer ce problème, qu'il prit part à son investiture avec ce plan tout à fait prêt. Il ferma rapidement les banques, et après quelques jours les rouvrit et donna au pays un système bancaire solidement réorganisé. Il n'est pas facile de dissiper une hypothèse aussi profondément implantée dans l'esprit populaire. Mais considérons au moins les scènes qui se produisirent hors des regards du public. En ce fatidique 19 février, lorsque Moley lut la lettre de Hoover au milieu des cris et des rires du banquet de l'*Inner Circle*, la situation nécessitait de toute évidence que l'on agît. Pourtant, quoi qu'un public à l'esprit généreux puisse penser, le fait est que les hommes proches de M. Roosevelt estimèrent qu'il ne considéra pas sérieusement la crise bancaire.

Il faut se souvenir que M. Roosevelt avait été gouverneur de l'État de New York quatre années durant, et qu'il était toujours gouverneur ; que la crise bancaire se développait au sein-même de cet État à ce même moment ; que nombre des pires scandales bancaires avaient éclos dans les banques de l'État sous la juridiction du gouverneur. Le sénateur Hastings, de l'État de New York, lui avait écrit au début de sa mandature pour l'exhorter à mener quelque action pour mettre fin aux spéculations sur les marchés, et n'avait obtenu aucune réponse. Après la faillite de la *City Trust Company*, le lieutenant-gouverneur Herbert Lehman, en l'absence de Roosevelt, chargea Robert Moses d'enquêter sur la situation bancaire. Moses mena son enquête, et dénonça les pratiques de certaines banques. Dans son rapport, il fit mention des pratiques de la Banque des États-Unis. À peu près à la même période, j'écrivis dans mon éditorial un appel au gouverneur à mener une action quant à ces banques fragiles. Le gouverneur Roosevelt nomma une commission pour ce faire, et à ma grande horreur, nomma un directeur et conseilleur de la Banque des États-Unis au sein de cette commission. Norman Thomas le dénonça, l'accusant d'« *avoir totalement fait fi du*

rapport Moses et d'avoir conclu solennellement que tout irait bien si chacun plaçait ses économies dans une banque fiable. » Son action mit clairement au jour que le gouverneur ne comprenait pas le moins du monde la situation bancaire. Il s'agissait d'une belle affaire, similaire à ce qu'aurait constitué la nomination d'un des lieutenants d'Al Capone pour étudier le problème du banditisme. Très peu de temps après, la Banque des États-Unis fit faillite. Mais le gouvernement continua de s'en désintéresser. Des appels de diverses sources furent lancés directement au gouverneur pour qu'il menât quelque action, mais il n'en fit rien.

Quelle était l'explication de cet étrange état d'inalarmisme face à cette grave menace ? Par la suite, alors que celle-ci continuait de croître, il conserva encore le silence. La plateforme démocrate ne fit qu'une référence oblique à cette menace. Lors de son discours d'acceptation de sa nomination, il parla de toutes sortes de problèmes, y compris des misères de Puerto Rico, mais ne fit jamais mention des banques. Lors de sa discussion au sujet de la plateforme démocrate, lors de sa première allocution radiophonique, il ignora la question bancaire. Il prononça plusieurs allocutions sur divers problèmes spécifiques — agriculture, emploi, politique étrangère — mais aucun au sujet du problème bancaire croissant. Il ne fit mention du sujet qu'en marge du sujet principal de son discours, dans le cadre de l'une de ces allocutions.

Une fois élu, lorsque les banques tombèrent comme des mouches, il resta tout à fait indifférent à ce sujet. Cela ne fait aucun doute. Ray Moley, qui était à ses côtés à cette période, a écrit qu'entre le 18 février, lorsqu'il reçut le lugubre avertissement de la part de Hoover, et le 1er mars, *il ne put déceler le niveau d'importance qui avait impressionné l'esprit de Roosevelt quant à la gravité de cette crise.*

En gardant ceci à l'esprit, revenons-en à la lettre alarmante que Hoover avait envoyée à Roosevelt. Hoover écrivit cette lettre le 17 février. Il la fit envoyer par un messager des services secrets qui la remit en main propre à Roosevelt le 18 février. Ce fut au

matin du 19 février que Roosevelt se rendit au banquet de l'*Inner Circle*. Tout cette journée durant, il ne la montra à personne. Il ne la remit à Moley que plusieurs heures après l'avoir reçue. *Douze jours plus tard, Hoover n'avait toujours rien reçu en retour, ne serait-ce qu'une confirmation de bonne réception de cette lettre.* Puis, le 1er mars, il reçut la réponse de Roosevelt avec cette curieuse explication. Roosevelt affirmait qu'il avait rédigé une réponse plus d'une semaine plus tôt, mais que par suite d'une négligence de son secrétaire, elle n'avait pas été envoyée. Lorsque qu'il répondit effectivement, douze jours plus tard, il indiquait qu'il ne pouvait rien faire.

Le 2 mars, Roosevelt arriva à Washington, tel que décrit par Moley, dans l'humeur la plus gaie qui fût, aussi frais qu'une rose, cependant que Hoover, toujours président, ses aides et les aides de Roosevelt, Woodin, Moley et d'autres étaient dans un état d'épuisement presque total du fait de leurs longues conférences, tenues nuit et jour pour endiguer la crise.

Il doit exister quelque explication à cela. Et l'explication en est simple, comme nous allons le voir. Hoover luttait pour sauver autant de banques que possible. Chaque journée où on laissait la crise se poursuivre impliquait la fermeture d'un plus grand nombre d'établissements bancaires, la fuite d'une quantité d'or encore accrue, la perte de dizaines de millions de dollars d'économies, valeurs et pertes commerciales. Mais Hoover restait impuissant à faire quoi que ce fût d'efficace sans le concours du nouveau président, car il n'avait pas les pouvoirs d'agir seul et parce qu'il avait besoin des pouvoirs du Congrès, ou au moins une assurance que le Congrès allait valider son hypothèse quant aux pouvoirs. Roosevelt n'avait aucun désir de mettre fin à la panique. La marée déferlante de désastres nettoyait l'ardoise avant son arrivée — au prix de milliards de dollars détenus par des investisseurs et déposants. Plus grande serait la catastrophe lorsque Hoover quitterait le pouvoir, plus fortes seraient les acclamations à la prise de fonctions de Roosevelt. Aussi, lorsqu'il lut la lettre de Roosevelt le 18 février, il ne

fit rien, car la crise décrite par Hoover correspondait à ses attentes. Lorsqu'il remit sous la table cette lettre à Moley, et que ce dernier, terrifié par le contenu de cette lettre, fut ébahi de voir Roosevelt en joie, il le mit sur le compte de l'idée que Roosevelt ne désirait rien laisser paraître quant au sentiment d'alarme qui pouvait l'habiter. Mais la vraie raison était que Roosevelt ne ressentait aucune terreur à cette nouvelle. La lettre l'informait que tout se produisait comme il le désirait. Et à partir de ce jour, tous ceux qui l'entouraient à l'époque ont témoigné qu'il ne fit pas montre de la moindre préoccupation quant à mener la moindre action pour mettre fin à la vague de panique. Il comptait sur un effondrement total. Il voulait que la panique déferle pour produire un désastre bancaire total. Il voulait que le public vît son prédécesseur quitter une scène de pures ruines, lui laissant ainsi la place pour s'avancer comme le sauveur qui allait tout reconstruire depuis la première pierre.

Pour adopter une décision aussi drastique, il ne peut bien entendu exister qu'une seule justification, à savoir que M. Roosevelt disposait déjà d'un plan bien défini et que ce plan pouvait être mieux exécuté en partant d'un désastre total. Quel était donc ce plan ? Nous allons le voir à présent [8].

Le président Hoover était prêt à agir. Il disposait d'un plan défini. Mais nous devons nous souvenir que le Congrès était démocrate, et que tout plan allait exiger l'utilisation de pouvoirs extraordinaires qui devraient être approuvés par le Congrès. Il voyait que face au pays se dressait le problème général de la dépression, qui exigeait diverses techniques et du temps. Mais au sein de ce

8. Les éléments concernant ce qui suit dans le présent chapitre ont été assemblés en partie des sources qui suivent : « *After Seven Years* » de Moley ; « *The Hoover Administration* » de William Starr Myers et Walter H. Newton (Scribner, 1936) ; « *Carter Glass* » de Rixey Smith et Norman Beasley (Longmans, 1939). M. Moley relata les éléments selon le point de vue de M. Roosevelt, Myers et Newton selon celui de M. Hoover. Cependant, j'ai eu l'opportunité d'interviewer en personne plusieurs personnes intimement en lien avec ces événements, et dans certains cas d'examiner les notes qu'ils purent rassembler à l'époque.

problème se trouvait la crise bancaire, qui était désespérée et qu'il fallait traiter sur le champ. Roosevelt et Hoover pouvaient tenir des positions divergentes sur les moyens d'action pour mettre fin à la dépression, mais s'accorder sur un moyen d'endiguer la crise bancaire qui faisait sombrer toutes les banques, bonnes comme mauvaises, aurait dû constituer une affaire plus simple.

Au début du mois de février, Hoover proposa au *Federal Reserve Board* que chaque banque du pays fût fermée pour une durée d'une seule journée. Chaque banque soumettrait alors une liste de ses actifs et passifs. Elle devrait lister séparément ses actifs en bonne santé de ceux qui étaient en mauvaise santé ou morts. La Réserve Fédérale accepterait les listes soumises par les banques elles-mêmes. Le lendemain, toutes les banques solvables seraient rouvertes et pourraient garantir leur solvabilité durant la crise. Cela pourrait mettre fin aux paniques bancaires. Quant aux banques disposant d'actifs malsains en grandes quantités, les actifs sains seraient séparés des autres. Les banques seraient rouvertes, chaque déposant recevant un compte de dépôt en proportion de sa part des actifs sains. Les actifs malsains seraient retirés pour être liquidés dans l'intérêt des déposants. Il s'agissait d'une solution évidemment sensée et juste. Si elle avait été suivie, d'innombrables millions de dépôts auraient pu être sauvés et la crise bancaire aurait au moins pu être retirée du tableau. Cependant, le procureur général énonça que le président ne disposait pas des pouvoirs d'émettre un tel ordre, sauf à obtenir l'assurance de la part du Congrès que celui-ci allait confirmer cette action par une résolution adéquate, et que ceci, en tant que nécessité politique, devrait être approuvé par le nouveau président qui allait prendre ses fonctions un mois plus tard. C'est avec un tel plan en tête que Hoover écrivit à Roosevelt le 17 février. Il présentait un défaut, selon le point de vue de Roosevelt. Il ne lui convenait pas de permettre à Hoover d'être l'instrument d'endiguement de la crise bancaire avant que lui-même pût le faire.

Cependant, Hoover adopta la vision selon laquelle, comme la responsabilité ultime en reviendrait à Roosevelt, bien que Roosevelt

fût sans pouvoir d'agir en tant que simple citoyen, ce serait lui, Hoover, qui émettrait tous ordres que Roosevelt allait approuver, pourvu qu'il pût le faire en conscience, et que Roosevelt pût en assurer l'approbation par le Congrès.

Mais Roosevelt n'avait pas répondu à cette lettre du 17 février, et dans l'intervalle, la crise avait pris un aspect terrifiant. À ceci s'ajouta la crainte de l'inflation ainsi que de mesures irresponsables et même radicales de la part du nouveau président. L'une de ces dernières, bien entendu, était l'agitation qui se produisit dans les coulisses quant à la nationalisation de l'ensemble du système bancaire. On savait que les hommes proches du président-élu y étaient favorables. Les champions de la planche à billets de diverses devises avaient constitué des ardents supporters de Roosevelt. Carter Glass avait soupesé l'offre de Roosevelt au portfolio du Trésor et on comprenait qu'il essayait d'obtenir quelque assurance d'une politique monétaire sensée. Le 21 janvier, il refusa la nomination car, à ce que l'on comprit, il craignait les tendances inflationnistes de Roosevelt. Le 31 janvier, Henry Wallace affirma : « *La chose intelligente à faire serait de s'éloigner de l'étalon or un peu plus que l'Angleterre ne l'a fait.* » Les journaux conservateurs attaquèrent cette position selon divers degrés de désapprobation. Bernard Baruch affirma, trois semaines avant l'investiture : « *Je considère la situation du pays comme la plus grave de son histoire. Le simple fait de parler d'inflation ralentit les affaires. Si vous commencez à parler de cela, vous n'aurez plus après-demain une once d'or au sein du système de réserve.* » Le 19 février, les retraits d'or des banques crurent de cinq à quinze millions de dollars par jour. En deux semaines, ce fut 114 000 000 dollars d'or qui furent retirés des banques pour l'exportation, et 150 000 000 dollars en furent retirés pour être cachés. La vague de peur était partout. Les usines fermaient. Le taux de chômage croissait rapidement. Les fermetures d'établissements bancaires se multipliaient de jour en jour.

À ce stade, M. Roosevelt annonça le choix de William Woodin comme secrétaire du Trésor. Ogden Mills, le secrétaire du Trésor

de Hoover, prit immédiatement contact avec Woodin. Commença alors une suite de conférences au cours desquelles Hoover essaya d'enrayer la marche vers la catastrophe et au cours desquelles Roosevelt s'employa à porter le coup fatal à ce dernier.

Le public ne savait rien ou presque de ce qui se déroulait derrière les portes du Trésor et de la Maison-Blanche. L'ensemble de l'histoire n'a encore jamais été relaté. Hoover fit appeler Atlee Pomerene, un démocrate distingué, qui était alors à la tête de la *Reconstruction Finance Corporation.* Il supplia Pomerene d'exhorter Roosevelt à le rallier et à agir de manière conjointe. Pomerene estima n'avoir aucune influence sur le président-élu. Le lendemain, Ogden Mills demanda à Woodin d'émettre une déclaration qui pourrait tarir les craintes d'inflation et mettre un point d'arrêt à la fuite de l'or hors des banques. Woodin refusa. Mills lui rappela qu'à l'occasion d'une urgence similaire, quoique moins critique, Grover Cleveland, huit jours avant son investiture, avait émis une déclaration rassurante.

Hoover commençait désormais à prendre conscience que lui-même et Roosevelt parlaient de deux choses différentes. Hoover parlait de sauver les banques et les économies des gens qui y étaient placées. Roosevelt pensait aux avantages politiques d'un désastre bancaire total se produisant sous Hoover. De fait, le 25 février, Hoover reçut un message de la part de James Rand, l'informant que Rexford Tugwell avait affirmé que *les banques allaient s'effondrer sous quelques jours, et que c'était ce qu'ils voulaient.*

Le 26 février, Mills fut informé que Woodin se trouverait à Washington le lendemain, mais reçut pour instruction de ne prendre aucune part dans la gestion de la crise bancaire, car la nouvelle administration comptait « *prendre le relais au point le plus bas possible* », pour voir le raz de marée emporter le corps de Hoover ainsi que le parti républicain, nonobstant le coût que cela induirait pour les millions de malheureux dont les comptes bancaires étaient en train de fondre au passage. Il est désormais facile de voir pourquoi jusqu'à ce stade — le 28 février — Hoover ne reçut pas même

un accusé de réception pour la lettre qu'il avait écrite à Roosevelt. Il écrivit donc de nouveau à Roosevelt, en affirmant que le Congrès devrait être convoqué sur le champ et que lui et ses collègues se tenaient prêts à coopérer de toute manière propice à contrôler la situation jusqu'à ce que Roosevelt ait pris le pouvoir. Ce fut alors qu'il reçut de la part de Roosevelt cette explication incroyable selon laquelle il avait répondu à Hoover, mais que sa réponse n'avait par mégarde pas été envoyée. Le même jour, Ogden Mills signala à Hoover qu'il venait d'apprendre que l'entourage de Roosevelt estimait que pire la situation deviendrait, plus évident serait l'échec du parti républicain aux yeux du pays. « *En d'autres termes* », affirma Mills, « *ils ne désirent pas mettre fin à la panique.* »

On était désormais le 2 mars. Roosevelt arriva ce jour-là à Washington, accompagné de sa famille et du Brain Trust. Il prit ses quartiers à l'hôtel Mayflower. Hoover estimait désormais que les banques qui n'étaient pas tombées étaient assez fortes pour survivre *si le retrait des devises et la fuite de l'or pouvaient être arrêtés.* Il donna pour instruction à Mills de formuler une déclaration arrêtant ces deux phénomènes. Mills apporta à Woodin la proclamation dans la matinée. Mais Roosevelt refusa d'émettre une affirmation l'approuvant, et faute de cela, Hoover estima avec raison ne pas pouvoir agir. Un rejet de son action par le nouveau Congrès démocrate aurait produit un chaos sans fin. Mills affirma à Hoover que Woodin semblait proche du point de rupture. Woodin n'était pas du tout un radical, et sa position à ce moment-là était sans doute extrêmement éprouvante. Mills lui dit que l'histoire étasunienne ne contenait aucun précédent d'une telle instance d'un refus de coopérer en présence d'une grande urgence nationale. Vingt-et-un États avaient alors fait fermer leurs banques. Plus de deux cents millions de dollars en or avaient été sortis des banques.

Dans la nuit du 2 mars, Hoover exhorta Roosevelt à approuver son plan visant à arrêter les retraits en or et en devises. Roosevelt convoqua les dirigeants démocrates du Congrès. Et cependant que les hôtels de Washington s'emplissaient de joyeux invités dé-

mocrates, des conférences rivales se tenaient au Mayflower et à la Maison-Blanche. Après de longues heures de discussions, les dirigeants du Congrès convinrent avec Roosevelt de ne rien faire. Ici réside un petit désaccord quant à l'histoire. Moley affirme qu'ils firent passer à la Maison-Blanche le mot selon lequel Hoover était libre d'agir comme bon lui semblait. Hoover affirme que le message énonçait que Roosevelt refusait d'émettre une déclaration approuvant son action.

Le lendemain, la situation empira. Les banques de New York et de Chicago furent contraintes de payer 110 000 000 dollars en or à des étrangers, et 20 000 000 dollars en or à d'autres personnes, cependant que 20 000 000 dollars sortaient de leurs coffres au bénéfice de banques intérieures au pays. À ce stade, la panique se répandit jusqu'aux dirigeants du *Federal Reserve Board*. Les banquiers de New York et de Chicago avaient en pratique été en session continue. La fatigue avait accompli son œuvre. La panique les gagnait. Les dirigeants de la réserve exigèrent une proclamation de fermeture des banques, mais Hoover refusa sauf à disposer du soutien de Roosevelt. Les rues de Washington étaient alors animées par l'arrivée des fanfares et des marches joyeuses. Les décorations étaient en cours d'installation. À l'hôtel de Farley, les hommes politiques se rassemblaient en ne pensant guère à la crise bancaire. Ils couraient après les emplois gouvernementaux. Des rumeurs de toutes sortes se répandaient. Bien entendu, nul ne savait ce qui se produisait alors parmi les hommes qui ne dormaient pas à la Maison-Blanche, au Trésor, au *Reserve Board* et au Mayflower — Hoover et ses aides recevant des rapports depuis l'ensemble du pays tout en cherchant des moyens de contenir la crise ; Roosevelt et ses aides tout aussi appliqués à la promouvoir en évitant toute action, pendant que la marée noire montait sur les banques de la nation.

Puis, dans l'après-midi, ces deux hommes — Hoover et Roosevelt — allaient se rencontrer en face à face. À la veille de l'investiture, le président-élu, conformément à la tradition, passe un appel de courtoisie au président. Dans l'après-midi du 3 mars, M. Roose-

velt se rendit à la Maison-Blanche. Hoover décida de faire usage de cette opportunité pour en appeler une dernière fois à Roosevelt. Il plaida à nouveau pour que ce dernier approuvât une proclamation bloquant les retraits d'or et de devises. Roosevelt répondit que feu Thomas Walsh, son Procureur général désigné, l'avait avisé que cela était réalisable. Mais Walsh était mort, et Homer Cummings, qui allait devenir Procureur général, n'avait pas encore répondu à ce sujet. Roosevelt pensait que Hoover pouvait légalement agir, mais *il n'en était pas certain* et ne pouvait pas plus s'engager que cela. Roosevelt quitta Hoover à 17h00 en disant : « *J'attendrai à mon hôtel, M. le président, de savoir ce que vous aurez décidé.* »

Cette nuit-là, les quartiers de Roosevelt au Mayflower étaient emplis de solliciteurs. À 23h30, le téléphone sonna. C'était Hoover qui appelait. Il affirma à Roosevelt qu'il voulait encore, avec son consentement, émettre la proclamation contre la thésaurisation et les retraits. Il demanda à Roosevelt si celui-ci était d'accord avec lui quant au fait qu'il ne devait plus y avoir de fermetures. Roosevelt répondit : le sénateur Glass est ici. Il ne pense pas qu'il soit nécessaire de fermer les banques — ma propre opinion est que le gouverneur de chaque État peut s'occuper des fermetures lorsqu'elles s'avèrent nécessaires. Je préfère que vous n'émettiez aucune proclamation de cette nature. La conversation prit fin à ce stade. Roosevelt affirma alors à Glass que le *Federal Reserve Board* avait exhorté Hoover à fermer les banques, que Hoover avait refusé en disant que la plupart des banques encore ouvertes étaient solvables, et qu'il avait dit à Hoover que le sénateur Glass était d'accord avec lui. Glass demanda alors à Roosevelt ce qu'il comptait faire. À l'amusement de sénateur, il répondit : « *Je prévois de les fermer, bien sûr* ». Glass lui demanda de quelle autorité il disposait, et il répondit : « *La Loi sur le commerce avec l'ennemi* » — la loi-même dont Hoover avait fait mention et au sujet de laquelle Roosevelt avait énoncé ne disposer d'aucun avis de Cummings quant à sa validité. Glass protesta : une telle action serait inconstitutionnelle, et il lui fit savoir de manière enflammée. « *Qu'importe* », répon-

dit Roosevelt, « *je vais émettre une proclamation de fermeture des banques.* »

Après cet épisode, Moley et Woodin se rendirent au Trésor où ils trouvèrent Mills, Ballantine, Awalt et Eugene Meyer penchés sur des chiffres bancaires. Ils avaient appelé les gouverneurs pour les exhorter à déclarer des vacances. On avait convenu avec eux qu'au matin, dans tout le pays, des foules de déposants effrayés allaient s'assembler devant leurs banques. Et c'est ce qui se produisit. Ainsi prirent fin les négociations. Le lendemain à midi, la responsabilité serait déchargée des mains de Hoover, et transmise à celles de Roosevelt. Et il allait obtenir ce dont il avait rêvé — une panne générale du système bancaire des États-Unis.

Après avoir prononcé son discours d'investiture, Roosevelt émit une proclamation fermant toutes les banques. *Le problème suivant était de les ouvrir.* Tous ceux qui suivirent ces procédures supposèrent que Roosevelt disposait d'un plan à lui, qu'il maintenait secret. La caractéristique la plus étrange de cette comédie dramatique est à suivre. Ayant fermé les banques, *Roosevelt n'avait pas la moindre idée de la manière de les rouvrir. Il n'avait pas le moindre plan à l'esprit.* Je sais que cela est difficile à croire. Mais c'est la réalité, comme nous allons le voir à présent.

Le 4 mars, Roosevelt avait pris trois décisions :

1. Il allait convoquer le Congrès en session extraordinaire.
2. Il allait déclarer une urgence selon les termes de la Loi de commerce avec l'ennemi, profitant de ce qui avait manqué à Hoover — un Congrès amical qui allait confirmer sa décision.
3. Il allait convoquer les principaux banquiers à Washington.

Le Congrès fut appelé à se rassembler le 9. Et Will Woodin assura à Roosevelt qu'il disposerait d'une loi pour s'occuper de la situation bancaire à temps.

Le dimanche, Moley et le nouveau Procureur général, Homer Cummings, travaillèrent sur une proclamation d'urgence. Celle-ci

invoquait les pouvoirs accordés au président selon la Loi de commerce avec l'ennemi, adoptée lors de la première guerre mondiale. Elle déclarait une vacance bancaire de quatre jours, étalés du 6 au 9 mars, et interdisait aux banques de décaisser or et devises, mais stipulait que le président pouvait durant cette période autoriser toute banque à assurer ces opérations si elles le jugeaient nécessaire. *Lors de la préparation de ce document, on s'appuya sur le brouillon qu'avaient déjà établi Mills et Ballantine pour le président Hoover.* La proclamation fut énoncée le lundi 6 mars. Il s'agissait clairement d'une action anti-constitutionnelle, mais elle était justifiée par l'urgence pourvu que l'on pût obtenir rapidement une confirmation du Congrès, et Roosevelt sollicita cette confirmation, quoiqu'il eût précédemment refusé que Hoover en fît autant.

Le Congrès fut assemblé pour siéger le jeudi 9 mars, et dans l'intervalle un groupe de banquiers fut convoqué pour discuter d'un plan de réouverture des banques fermées. Pendant que Roosevelt, Moley et Cummings travaillaient à la Maison-Blanche sur la proclamation, les banquiers rencontrèrent Woodin puis Moley au Trésor. Il y avait Melvin Traylor de Chicago, Henry P. Davison et Roy Harrison de New York, Eugene Meyer, Miller de Richmond, Berle, Glass, le membre du Congrès Steagall, Adolph Miller et Ogden Mills ainsi qu'Arthur Ballantine, secrétaire et sous-secrétaire au Trésor sous Hoover qui étaient restés pour aider.

Le problème auquel ils étaient confrontés était la manière de rouvrir les banques. Ils discutèrent toute la journée du dimanche. Mais aucun programme ne fut présenté, ni par les banquiers, ni par l'administration. Moley signala à Roosevelt la nuit venue que les discussions avaient été « *tout à fait décousues* ». Un sous-comité fut nommé pour travailler durant la nuit sur des plans. Moley, représentant Roosevelt, ainsi qu'Ogden Mills, représentant Hoover, s'accordèrent pour affirmer qu'il n'y avait aucun plan, si bien que l'affirmation que j'ai produite, selon laquelle Roosevelt, lorsqu'il ferma les banques, n'avait pas la moindre idée sur la manière de les rouvrir, est bien confirmée.

Le lundi 6, divers plans avaient été mis en avant. On pouvait énoncer le problème de manière simple. De nombreuses banques étaient tout à fait saines. De nombreuses autres — la plupart des autres, en fait — étaient saines, mais avaient subi une panique telle qu'elles se retrouvaient sans liquidités pour assurer leurs opérations, et pourraient fort bien se retrouver sujettes à de nouvelles paniques. Il existait diverses banques qui étaient malsaines, ne disposaient pas d'actifs propres à couvrir 100 % de leurs passifs, et on ne pouvait pas les ouvrir de manière sûre.

Ensuite, comme presque toutes les banques avaient subi d'importants retraits de devises, qu'allaient-elles pouvoir utiliser comme monnaie une fois rouvertes ? Le problème était d'amener les détenteurs de devises et d'or à revenir déposer leurs dollars thésaurisés. Mais dans l'intervalle, comment pourrait-on approvisionner les banques en réserves de devises fraîches ? Diverses suggestions furent avancées. Certaines poussaient à émettre des certificats, semblables à ceux que l'on avait utilisés lors des urgences bancaires précédentes. D'autres se prononçaient en faveur d'émission de monnaie en échange des actifs réels des banques. Il y avait des propositions pour convertir les banques de la Réserve fédérale en banques de dépôt, pour garantir les dépôts dans les banques et nationaliser les banques. Ogden Mills reporta avec une grande détresse à Hoover que l'administration avait de fait établi une proposition consistant à *imprimer 20 milliards de dollars en papier-monnaie et rembourser la dette nationale.* Mais Mills affirma qu'il ne se trouvait pas deux hommes au sein de la conférence pour se mettre d'accord. Moley dit que les humeurs à vif avaient produit des échanges aigris au sein-même du groupe des *New Dealers* et que Berle avait déclaré vertement qu'aucun autre homme qu'Ogden Mills, au sein de la conférence, ne prononçait de paroles sensées.

Dans le même temps, Moley et Woodin se rencontrèrent séparément, et convinrent de certaines idées fondamentales. Ils décidèrent qu'il fallait agir de manière rapide et rythmée pour que les mesures aient un effet dramatique ; que le plan, quel qu'il pût être, *devait*

être prudent, en insistant sur les méthodes bancaires conventionnelles et que tous les conseillers du président orientés à gauche devaient rester hors des opérations durant la crise ; et en fin de compte que le président devait presque dans le même temps réaliser un *geste considérable en direction de l'économie.* Ils estimèrent que Hoover avait été considéré comme un président onéreux, et que le peuple devait désormais ressentir qu'il disposait d'un président qui n'était ni radical, ni extravagant.

Le lendemain, jour du 7 mars, le groupe s'accorda sur un plan. Ogden Mills déclara ne pas particulièrement l'apprécier, mais qu'il était tellement meilleur que les choses qu'ils essayaient d'éviter qu'il allait pouvoir le suivre. De fait, pour rédiger le projet de loi, le groupe dut dépendre du secrétaire et du sous-secrétaire au Trésor de Hoover, « *dont la superbe assistance technique* », pour reprendre les termes employés par Moley, rendit la tâche possible.

Le principal point de désaccord avait résidé dans la méthode de création d'apports de devises fraîches. Dans la nuit du 6, le consensus de l'opinion avait été qu'ils devaient faire usage de certificats, qui auraient été assez utiles. Cependant, le plan qui fut finalement adopté fut celui de William Woodin — à savoir obtenir l'autorité de la part du Congrès propice à émettre des billets de la Réserve fédérale, plutôt que des certificats. Ces billets ressembleraient à de l'argent liquide. Ils constitueraient de fait de l'argent liquide. Ils permettraient de créer moins de soupçons et de résistance. La manière selon laquelle le groupe parvint à cette idée ne doit pas être méconnue.

Woodin affirma à Moley qu'il était assis dans sa chambre, jouant de la guitare pour un court moment, puis se mit quelque temps à la lecture, dormit un moment, puis joua de nouveau un peu de guitare, lut encore un peu, et dormit encore quelque temps, puis pensa à cette histoire de certificats et alors, sacrebleu ! il eut l'idée de billets émis par la Réserve fédérale et se demanda pourquoi il n'y avait pas pensé plus tôt. Moley et Woodin se hâtèrent d'aller voir Roosevelt avec le plan, lui en parlèrent durant vingt minutes ;

Roosevelt se montra enthousiaste, et ainsi le plan fut-il adopté.

En réalité, ce ne fut pas aussi simple que cela. Ogden Mills, qui était l'un des deux ou trois hommes prenant part à la conférence sachant de quoi il s'agissait vraiment, affirma que durant les discussions, les gros banquiers prirent peu à peu l'ascendant, et qu'à la fin, Henry P. Davison, Roy Harrison ainsi que Leffingwell et Gilbert de la *J.P. Morgan and Company*, en étaient les principaux responsables, et qu'il s'agissait d'un plan établi par les banquiers.

Le nouveau Congrès se rassembla le jeudi à midi. Le message de Roosevelt fut lu, et le projet de loi introduit. C'était ce projet de loi qui était représenté par un journal, car le temps avait manqué pour en établir des copies. Seuls les dirigeants du Congrès y avaient eu accès, et il fut adopté en une heure. Quelques heures plus tard, le Sénat l'adopta. Sommairement, il validait les choses que Roosevelt avait réalisées selon la Loi de commerce avec l'ennemi, amendait cette loi pour accorder au président de nouveaux pouvoirs sur les opérations de change et les institutions bancaires, ainsi que sur les mouvements étrangers et intérieurs de l'or et de l'argent, prévoyait l'émission par la Réserve fédérale de billets à destination des banques, à hauteur de 100 % de leurs positions sur les actifs réescomptables, prévoyait la réouverture progressive des établissements bancaires par le Trésor, et donnait le pouvoir à la *Reconstruction Finance Corporation* de souscrire aux réserves préférentielles des associations bancaires et d'émettre des emprunts sécurisés par les réserves préférentielles.

Le lendemain, Roosevelt envoya son désormais célèbre message au Congrès, déplorant l'extravagance désastreuse de l'administration Hoover, énonçant nombre de ces phrases au sujet de l'équilibre du budget, des désastres des dépenses menées par le gouvernement, etc. qui allaient être citées contre lui de si nombreuses fois, et appelant au pouvoir à réduire les salaires et les dépenses gouvernementales. Lorsqu'on lit de nos jours ce message, il est difficile de croire qu'il a jamais pu être prononcé par un homme qui avant la fin de son régime aurait dépensé non seulement plus d'argent

que le président Hoover, mais à lui seul plus que l'ensemble des 31 autres présidents additionnés — *trois fois plus, en fait, que tous les présidents entre George Washington et Herbert Hoover*. Ce discours faisait partie du plan Moley, et Woodin avait émis le dessein de vendre le plan bancaire comme un *package* intégré au grand programme économique.

Puis, le dimanche 12 mars, Roosevelt se livra à sa première conversation au coin du feu. Il annonça qu'il allait commencer à rouvrir les banques le lendemain, et mena une simple explication des étapes qu'il avait suivies. Il s'agissait d'un chef-d'œuvre d'exposition claire, simple et efficace. Comme l'allocution d'investiture, elle produisit un effet électrique sur le peuple. L'une des caractéristiques de cette allocution reste inconnue de la plupart des gens à ce jour : il s'agit du fait qu'elle fut écrite, non par Roosevelt ou par quelque membre de son *Brain Trust*, mais par Arthur Ballantine, sous-secrétaire au Trésor sous Hoover, qui avec Ogden Mills, son supérieur, était resté au Trésor pour aider à piloter le pays pour qu'il traversât cette fameuse crise bancaire.

Pour l'audience considérable qui écouta cette discussion au coin du feu, le héros du drame — l'homme dont le génie avait amené le pays à traverser la crise bancaire jusqu'à un état de sûreté — n'était aucun des hommes qui avaient lutté contre le problème, mais l'homme dont on entendit la voix à la radio et parla d'un plan établi par quelqu'un d'autre, au travers d'un discours écrit par quelqu'un d'autre. Ainsi le Destin joue-t-il son jeu de création de héros.

L'ensemble de cet épisode révèle une facette du caractère de M. Roosevelt qui ne fut pas pleinement comprise avant des événements ultérieurs. Il s'agissait de la manière libre et détachée avec laquelle il pouvait se confronter à des problèmes dont il ne savait que fort peu de choses. Il serait très injuste de critiquer M. Roosevelt du fait qu'il savait si peu de choses au sujet des pratiques bancaires, et absolument rien au sujet de l'économie bancaire. Après tout, il se trouve de nombreux hommes très compétents dont on peut dire

la même chose. Son expérience ne relevait pas de ce domaine et il s'agissait d'un sujet auquel il n'avait guère accordé d'attention. Ceci explique son absence quasi totale d'intérêt quant au problème bancaire lorsque celui-ci se développa dans l'État de New York, dont il était le gouverneur. Mais si, en toute justice, il nous faut reconnaître que son ignorance quant aux problèmes bancaires n'était pas un point à retenir contre lui, il est également clair qu'il ne peut pas être tenu pour un grand esprit maître de la finance qui prit le problème bancaire dans les convolutions de son cerveau et en fit sortir une solution en l'espace de quelques jours. Sa seule contribution aux négociations bancaires se cantonna strictement à la sphère politique — une décision meilleure pour lui politiquement consistant à laisser l'ensemble du problème bancaire partir vers la faillite plutôt que laisser Hoover endiguer la crise avant que lui, Roosevelt, ne pût pénétrer à la Maison-Blanche. Mais ce fut chose coûteuse pour la nation.

Lorsque Roosevelt prit ses fonctions, on comptait 19 000 banques à travers le pays, dont la plupart étaient fermées, et qui furent toutes fermées lorsqu'il émit son décret. Le 16 mars, environ 9883 banques furent rouvertes totalement, et 2678 sur une base restreinte. Mais plus de 6000 banques restèrent fermées, dont nombre aurait pu être sauvé en tout ou partie si Roosevelt avait désiré ouvrir la voie au gouvernement d'agir avant que la crise ne s'alourdît au mois de février.

Ce vaste animal instable connu sous le nom de « *Peuple* » est certes imprévisible. Mais voici ce que nous en savons. Une fois que son imagination est captée par un dirigeant, celui-ci mène une vie charmée tant que le sort continue de produire son effet. En cette occurrence, Roosevelt fut acclamé comme un magicien lorsqu'il mit en œuvre un plan établi pour lui par les banquiers, et l'annonça sur les ondes dans un discours rédigé par l'un des dirigeants du Trésor de Hoover.

En obéissance au programme établi par Woodin et Moley, selon lequel la solution bancaire devait être suivie par un maintien auda-

cieux de la politique économique, son premier message au Congrès appela au passage du projet de loi sur l'économie, diminuant les salaires des employés du gouvernement de 25 %. Du même coup, il calma les appréhensions des critiques conservateurs, qui soupçonnaient qu'il pût être aux mains de ses *brain-trusters* radicaux.

1.4 Le nouveau *New Deal*

Au commencement, bien entendu, était Roosevelt. Puis vint le *Brain Trust*. Après cela, nous disposions du Grand Homme et du *Brain Trust*. Le lecteur occasionnel peut supposer qu'il ne s'agit que d'une collection de syllabes accrocheuses. Mais il n'est pas possible d'estimer la puissance que ces quelques mots exercèrent sur l'esprit du peuple étasunien. Après tout, une foule de fous des grandes entreprises, de nombreux hommes politiques aux doigts glissants, et deux grands cénacles emplis de membres du Congrès et de Sénateurs superficiels et imbéciles avaient semé le désordre aux États-Unis. Il s'agissait du projet de loi sur les marchandises vendues au peuple étasunien. Parmi les ruines, on ne trouvait désormais pas le moindre homme politique, pas plus qu'une foule de représentants de commerce, de banquiers et de membres du Congrès, mais un Grand Homme assisté d'un *Brain Trust* visant à commencer par comprendre la situation, puis à faire surgir de l'ordre du chaos.

En réalité, il n'existe pas de grands hommes, au sens où l'on vend les Grands Hommes au peuple. Il y a des hommes plus grands que d'autres, et quelques-uns pour se montrer plus sages, plus courageux, et voir plus loin que les autres. Mais il est possible, avec le faste et les effets de scène nécessaires, de vendre à une nation un bonhomme plutôt intelligent comme authentique GRAND Homme. De fait, cette technique se développe comme un art, pour ne pas dire comme une science. Il faut fortement travailler l'opinion par les émissions radio, les films, les journaux et les magazines pour y parvenir, mais cela se fait.

Comme Roosevelt commençait à établir ses plans pour se faire désigner par la convention démocrate de 1932, Sam Rosenman, l'un de ses acolytes les plus souples et loyaux, suggéra qu'il devrait tirer ses conseils des universités plutôt que des hommes d'affaires et des hommes politiques. Rosenman avança le nom de Raymond Moley, professeur de sciences politiques à Columbia, et Roosevelt jugea qu'il s'agissait d'une excellente idée. Moley avait déjà été à son service lorsqu'il était gouverneur, et l'avait encore récemment conseillé lors du procès du Sheriff Farley, le chef Tammany que Roosevelt avait démis de ses fonctions. C'était Moley qui avait rédigé l'opinion de Roosevelt dans cette affaire, avec sa déclaration vibrante d'un standard moral pour les autorités publiques. Cette déclaration soigneusement travaillée d'un haut code éthique, pourtant tout à fait tenable, avait séduit le public et avait réverbéré sa gloire sur la personne de Roosevelt.

Il fut demandé à Moley de constituer un groupe d'experts dans les divers champs de la politique. Il invita Rexford Tugwell, Lindsay Rogers, Joseph D. McGoldrick, James W. Angell, Adolf Berle et quelques autres. À l'exception de Berle, tous étaient membres du corps enseignant de Columbia. Après la nomination de Roosevelt, certains d'entre eux s'éclipsèrent et d'autres furent ajoutés au groupe — le général Hugh Johnson, Charles Taussig, qui en réalité s'était adjoint de lui-même au groupe, et George Peek.

Comme, au départ, le groupe était constitué d'un certain nombre de professeurs, ce fait fut fortement exploité. C'était censé constituer une innovation, une idée inventée par Roosevelt, puisant ses conseils aux sources du savoir. Bien entendu, il n'y avait rien de novateur en cela. Tout homme briguant la présidence s'entoure de personnalités supposées expertes dans leurs domaines respectifs, et souvent il peut s'agir de professeurs. Roosevelt agit exactement à l'image de tout candidat. Mais les journalistes se mirent à faire référence à cet agrégat de conseillers-chercheurs de Roosevelt sous le terme de « *Brain Trust.* » L'expression laissait clairement à penser que le groupe était constitué d'êtres dotés de Gros Cerveaux. Elle

suggérait une lourde machinerie puissante et cérébrale. Voilà qu'arrivait une machine à penser à laquelle Roosevelt pouvait soumettre n'importe quel problème, que les rouages cognitifs de la machine allaient sans répit concasser en éléments fondamentaux. Voilà qu'on disposait du Grand Cerveau, entouré de toutes ces têtes pensantes, traitant avec aisance les problèmes cognitifs qui avaient déconcerté les faibles intellects des banquiers, des magnats et des hommes politiques. Voici qu'en un sens nouveau, le véritable âge de la raison était arrivé. C'était l'Âge des Professeurs.

On commença par utiliser le terme avec une pointe de sarcasme. Même Louis Howe, le secrétaire et factotum perpétuel de Roosevelt, allait parler dédaigneusement à Roosevelt lui-même de « *ce brain trust qui est le vôtre* ». Mais sans aucun doute le terme exerça-t-il une puissante influence quant à convaincre les Étasuniens que des hommes du calibre intellectuel le plus élevé s'occupaient désormais du mystère de la ferme, de la dépression, de l'emploi, des banques, et du monde.

C'était ce groupe d'hommes, bien entendu sujet à ces inévitables pressions qui s'exercent de la part des éléments intéressés comme l'emploi, les agriculteurs, les milieux d'affaires et les régions, qui constituaient ce qui fut dénommé avec de grandes retombées le *New Deal*.

Bien sûr, le sujet central de ce dernier était la grande dépression. La propre explication de M. Roosevelt quant à celle-ci était la simplicité même. La dépression découlait des actions des Républicains et de Hoover. Plus précisément, ils avaient encouragé l'isolement économique, avaient encouragé les monopoles, avaient mis au ralenti la compétition, avaient permis la manipulation du crédit en faveur de la spéculation autour des titres et des matières premières, et en faveur du gonflement des profits, aux dépens du bien commun.

Pour répondre aux maux du pays, le *New Deal* prononça certaines promesses, qui décrivaient la manière selon laquelle Roosevelt allait sauver le pays.

Il allait soulager les nécessiteux — mais pas d'allocations. Le gouvernement allait préparer un programme de travaux publics utiles, comme le contrôle des inondations, la protection des sols et des forêts et des constructions publiques nécessaires. Mais il allait immédiatement mettre au travail un million d'hommes dans les forêts. Cela allait en soi apporter l'emploi nécessaire. Là où les travaux publics s'auto-liquidaient — c'est-à-dire là où ils se payaient eux-mêmes — ils pouvaient être financés par des émissions d'obligations. Mais là où tel n'était pas le cas, il fallait les payer avec les impôts. Au-delà de ce point, le *New Deal* allait essayer de raccourcir la semaine de travail et de réduire les heures de travail pour mieux répartir l'emploi.

Pour le fermier, le *New Deal* allait encourager les coopératives et accroître les agences gouvernementales fournissant des emprunts. Mais le plus grand ennemi du fermier était son habitude de surproduire. Ses surplus ruinaient ses prix. Le *New Deal* allait fournir des moyens de contrôler les surplus et d'assurer des prix profitables. Mais il dénonçait toute proposition d'amener le gouvernement fédéral à s'immiscer dans les marchés pour acheter et spéculer sur les produits fermiers, en une tentative futile de faire croître les prix ou de réduire les surplus agricoles.

Quant aux entreprises, le *New Deal* proposait une application stricte des lois anti-trust, une pleine transparence quant aux émissions de titres, une régulation des sociétés holdings qui vendaient des titres entre États, une régulation des taux des sociétés d'équipement qui proposaient leurs produits à proximité des frontières entre États, et une régulation des marchés d'actions et de matières premières.

Mais mieux que tout le reste — le *New Deal* promettait des économies. L'extravagance de l'administration Hoover, ses déficits annuels — tels étaient les causes profondes de nos maux. Le *New Deal* allait abolir les bureaux inutiles, réduire les salaires, couper les dépenses publiques de 25 %. Le *New Deal* allait mettre fin aux emprunts gouvernementaux — il allait mettre fin aux déficits.

Le *New Deal* allait protéger une monnaie saine de tous dangers, et assurer des barrières douanières compétitives, avec une commission aux barrières douanières libre de toute ingérence présidentielle.

Il n'y avait en tout cela rien de révolutionnaire. Il s'agissait d'une plateforme que Woodrow Wilson aurait soutenu. Il s'agissait en réalité d'une vieille plateforme démocrate fondée sur des principes relativement bien acceptés au sein du parti démocrate traditionnel. Ce parti avait toujours dénoncé la tendance vers un fort gouvernement central, la création de nouveaux bureaux. Il avait toujours dénoncé les financements basés sur des déficits. Son principe d'action central était de minimiser autant que possible les actions du gouvernement sur les milieux d'affaires. Le gouvernement pouvait intervenir, comme dans les lois anti-trust, pas pour gérer les entreprises ou leur dicter ce qu'elles devaient faire, mais pour empêcher celles-ci de s'engager dans des pratiques qui interféraient avec les libres actions des autres. Il faisait la guerre à ceux qui essayaient d'imposer des restrictions sur le commerce. Il était toujours favorable à des barrières douanières compétitives, sauf pour les États du Sud qui avaient besoin de protection. Et il proclamait toujours avec force sa sollicitude pour l'emploi et pour l'« *homme de la rue.* » Il attaquait toujours Wall Street, la bourse, les gros banquiers.

Dans ses discours de campagne, M. Roosevelt avait souligné tous ces points — observant les droits des États quant à apporter rapidement ce secours, les pensions de vieillesse et l'assurance chômage qui devaient être administrés par les États, et que le gouvernement fédéral ne ferait guère qu'aider les États avec des fonds de secours et tenir lieu d'agent de collecte pour l'assurance sociale. Et par-dessus tout, il imputait les changements aux dépenses choquantes des Républicains et à la montée de la dette publique. Il appelait Herbert Hoover « *le plus grand dépensier de l'histoire.* » Il criait contre le parti républicain : « *Il a empilé bureau sur bureau, commission sur commission...aux dépens du contribuable.* » Il disait aux gens : « *Durant trois longues années, j'ai parcouru ce pays*

pour prêcher que le gouvernement — au niveau fédéral, de l'État et au niveau local — coûte trop cher. Je ne cesserai pas ce plaidoyer. » L'affirmation est curieuse, car dans toutes ses allocutions publiées à l'époque où il était gouverneur, jusqu'au moment de sa nomination, je n'en trouve aucune faisant référence aux déficits du gouvernement. Et ce bien entendu pour une bonne raison, car en tant que gouverneur, il prit New York des mains d'Al Smith avec un excédent budgétaire de 15 000 000 dollars, et le laissa avec un déficit de 90 000 000 dollars. Il s'opposait au Grand Gouvernement. « *Nous devons éliminer les fonctions de gouvernement. . .nous devons fusionner, nous devons consolider les subdivisions du gouvernement et, à l'instar des citoyens privés, laisser de côté les luxes que nous ne pouvons plus nous payer.* »

Il répétait sans cesse : « *Je vous propose que le gouvernement, grand et petit, doit être rendu solvable et que l'exemple doit être montré par le président des États-Unis et son cabinet.* » Jusqu'à la fin de la campagne, il cria : « *Mettez fin aux déficits ! Mettez fin aux déficits !* » Puis, pour impressionner ceux qui l'écoutaient de son inflexible proposition quant à traiter avec ce monstre prodigue, il affirmait : « *Tout membre de mon cabinet devra préalablement avoir promis deux choses : Une loyauté absolue envers la plateforme démocrate, et surtout envers son plan économique. Et une complète coordination avec moi pour chercher les économies et réorganisations au sein de son département.* »

Tel était le *New Deal* qui fut décrit au peuple à l'automne 1932. Pratiquement n'importe quel démocrate pouvait s'y retrouver. La seule caractéristique quelque peu radicale était sa déclaration au sujet du développement par le gouvernement de la puissance hydraulique. Mais il ne faisait guère que suivre la voie d'Al Smith et il assurait aux gens qu'il croyait en la propriété privée et au développement de la puissance hydraulique, avec l'exception de Muscle Shoals, et peut-être de deux ou trois autres destinés à devenir des critères visant à valider les prix pratiqués par les sociétés privées.

Ce *New Deal* était un programme d'action strictement inscrit

dans le cadre du système de gouvernement étasunien traditionnel, qui insistait sur les prérogatives des États, l'opposition à un gouvernement central trop puissant, l'opposition au GRAND gouvernement qui devait être réduit à une taille adéquate, l'opposition aux impôts élevés, aux budgets non équilibrés, aux dettes du gouvernement. Je ne sais pas d'où sortait le terme de *New Deal.* Stuart Chase a écrit un livre sous le titre « *A New Deal* » quelque temps avant qu'il esquissât un programme totalement différent. Peut-être le nom fut-il tiré de ce livre. Mais en tous cas, le *New Deal* de Roosevelt était tel que je l'ai décrit. C'est pour cela que les gens avaient voté en 1932. Voici qu'au mois de mars 1933, M. Roosevelt occupait la Maison-Blanche. Et c'est là qu'il s'employa à édifier ce qu'il continuait d'appeler *New Deal.* Dans quelle mesure cela ressemblait-il à celui pour lequel on avait voté au mois de novembre 1932 ?

Au cours des cent premiers jours de son administration, M. Roosevelt mit en œuvre un programme aux dimensions très importantes. Mais il s'agissait d'un programme établi sur des principes totalement différents de ceux qui avaient été décrits comme *New Deal.*

Tout d'abord, son principe central — le principe traditionnel de son parti consistant à faire la guerre contre le GRAND gouvernement — se trouvait inversé. Et il se mit à construire un gouvernement dont la taille faisait apparaître le gouvernement de Hoover, qu'il avait dénoncé, comme un nain.

L'idée d'un gouvernement adapté à assister le système économique à fonctionner librement en régulant et en empêchant les interférences quant à sa liberté fut abandonnée, au profit d'un gouvernement qui sur une échelle inouïe, entreprit d'organiser chaque profession, chaque activité de commerce, chaque métier sous sa supervision, et de gérer directement des détails tels que les volumes de production, les prix, les moyens et méthodes de distribution de tout produit imaginable. Il s'agissait de la National Recovery Administration (NRA). Peut-être cela constituait-il une expérience

sensée, mais il s'agissait sans aucun doute d'une forme de gouvernement opposée à celle que M. Roosevelt avait proposée dans son *New Deal.*

La mise en œuvre du projet de loi anti-trust avait été un chouchou de son parti de longue date, et était considérée comme un instrument essentiel pour empêcher les cartels, les trusts et les montages financiers de limiter les échanges commerciaux, pratiques supposément mortelles pour le système de libre-entreprise. Le *New Deal* avait appelé d'une voix forte à sa mise en œuvre stricte. Pourtant, cette loi fut presque aussitôt suspendue — en réalité, mise de côté durant une phase expérimentale — afin de transformer en cartel chaque industrie des États-Unis, sur le modèle corporatif italien.

Le déficit, cette chose mortelle qu'il avait désignée comme cause profonde de tous nos malheurs, et qui résultait du grand gouvernement et du gouvernement extravagant, ne fut pas tué comme Roosevelt l'avait proposé. Au lieu de cela, il fut adopté, et connut une croissance et une prise de poids jusqu'à atteindre des proportions qui firent passer Hoover pour un avare. La théorie selon laquelle les aides devaient être assurées au niveau des États fut abandonnée. L'idée de travaux publics auto-financés fut abandonnée, et toutes les formes d'aides furent assurées au travers de prêts publics, qui faisaient s'accumuler la dette nationale. L'idée de travaux publics utiles fut abandonnée en faveur d'un « *make-work* » hâtivement élaboré, qui n'était rien d'autre qu'une forme de chômage déguisé.

Le Hoover « *dépensier* » avait augmenté ses dépenses de 50 % en quatre années par rapport à leur niveau de 1927. En quatre années, M. Roosevelt augmenta les siennes de 300 % par rapport au niveau de 1927, et de 100 % par rapport à celles qu'avait laissées Hoover. Il s'était écrié : « *Mettez fin aux déficits ! Mettez fin aux déficits !* » Au lieu d'y mettre fin, il avait conclu son premier mandat avec un déficit de 15 milliards de dollars [9].

9. Tous les chiffres livrés dans le présent texte quant aux finances du gouvernement sont basés sur les rapports du Trésor étasunien.

Je ne critique pas ici ce que fit M. Roosevelt. Je veux simplement établir clairement le fait qu'il fit exactement le contraire de ce qu'il avait décrit comme un *New Deal*.

Lorsque le président s'était déclaré favorable à une « *monnaie saine face à tous les risques* », il utilisait une phrase bien connue pour décrire une monnaie fondée sur l'or. Pourtant, l'une de ses premières actions fut de quitter l'étalon-or et de se déclarer par la suite en faveur d'une monnaie évaluée sur la base du dollar marchandise.

Si, au cours de la campagne présidentielle, un candidat opposé à M. Roosevelt s'était déclaré favorable à cette suite de politiques et de projets que Roosevelt lança une fois parvenu au pouvoir, il ne fait pas le moindre doute que Roosevelt l'aurait couvert de malédictions et de ridicule. De fait, il dénonça M. Hoover qui, selon les accusations de Roosevelt, avait demandé aux agriculteurs de jeter un tiers des productions de blé, de coton et de maïs, et il dénonçait et tournait en ridicule ce qu'il décrivait comme des tentatives du gouvernement de s'immiscer dans les marchés des matières premières pour faire monter les prix. Pourtant, il ne demanda pas seulement aux agriculteurs de sacrifier une partie de leurs productions, mais il les paya pour le faire, et finit par les y contraindre de facto, et l'on trouvait ses agents sur tous les marchés d'échange pour acheter des récoltes afin de fixer les prix — pas uniquement sur les marchés des céréales et du coton, mais sur tous les marchés imaginables couvrant toute forme de récolte, des œufs et volailles aux patates douces, en passant par les cacahuètes, les pommes et les compotes de pomme.

Pourquoi le président renversa-t-il totalement sa politique une fois investi ? Ce doit être qu'il ressentit que les choses qu'il pressait avant l'élection n'étaient pas adaptées aux réalités de la situation une fois qu'il fut au pouvoir. Lorsqu'il décrivait ses politiques avant l'élection, il se montrait totalement présomptueux quant à sa rectitude et sa sagesse. Pourtant, toutes ces politiques et techniques au sujet desquelles il se montrait si sûr de lui furent mises de côté, et

traitées comme impraticables. Que devint son intention annoncée d'exiger de chaque membre du cabinet deux promesses :

1. souscrire en tous points à la plateforme démocrate ;
2. coopérer avec lui pour pratiquer des coupes dans les dépenses des départements du gouvernement ?

Il commença par pratiquer une coupe de 25 % dans les dépenses. Mais avant que l'encre de ce projet de loi fût sèche, il l'avait jeté aux orties avec un déficit de 3 300 000 000 dollars dans le cadre du projet de loi instituant la NRA. Et aucun membre du cabinet ne fit autant monter les dépenses de son département plus que le président lui-même ne fit monter les dépenses allouées au budget présidentiel.

Quand M. Roosevelt eut-il raison ? Lorsqu'il prononça des discours avant l'élection, ou lorsqu'il agit une fois l'élection passée ? Il n'est pas nécessaire que nous l'accusions de malhonnêteté en l'une ou l'autre occurrence. Nous pouvons affirmer, en lui accordant le bénéfice du doute, qu'il énonça en toute honnêteté une politique lorsqu'il était candidat, et qu'une fois à la place de Hoover, il découvrit son premier *New Deal* inapte aux besoins de son temps. Mais il n'est pas possible d'affirmer que la chose appelée *New Deal* en 1932 était la même chose que celle qu'il dénomma *New Deal* entre 1933 et 1936. Il prononça un jugement définitif quant au *New Deal* qu'il avait présenté de manière aussi criarde avant l'élection en le répudiant absolument lorsqu'il fut devenu président. C'était une chose de mettre Hoover au défi et de l'agresser. Face aux exigences qui sont celles du pouvoir en exercice, il dut reconnaître en actions que la politique qu'il avait professée avant l'élection était erronée. Je ne dis pas qu'elle était erronée. Savoir quelle était la politique la plus adaptée reste à ce stade une question sans réponse.

À la fin des Cent Jours, M. Roosevelt était embarqué dans un nouveau *New Deal*. Il y avait de jeunes hommes enthousiastes dans les bureaux de Washington pour l'appeler la *Révolution Roosevelt*, et bientôt nous allions entendre ce terme de manière très large.

D'autres se mirent à l'appeler *le second New Deal*. Et c'est exactement ce dont il s'agissait — fondamentalement et dans le détail, mis à part quelques sujets mineurs, une chose totalement différente.

Voyons à présent ce qu'il advint de ce *second New Deal* vis-à-vis duquel M. Roosevelt se montra tout aussi présomptueux que du premier *New Deal* qu'il venait désormais d'écarter.

1.5 Les lapins retournent dans le chapeau

Tout ce qui se produisit au cours des quatre années séparant 1933 de 1936 est désormais perdu, caché par le brûlant rideau de la guerre. Cela semble s'être produit il y a si longtemps. Peu de gens s'en souviennent nettement. Du brouillard reste l'impression que ce *second New Deal* devait avoir constitué un succès brillant, car en 1936 les gens optèrent en masse pour l'approuver par la plus grande victoire électorale de notre histoire. Roosevelt tenait tous les États à l'exception de deux — le Maine et le Vermont — et de nombreux commentateurs évoquaient la fin du parti républicain.

Ce qui se produisit réellement peut apparaître comme une surprise lorsque l'on s'y penche. Après tout, le problème auquel était confronté M. Roosevelt était clair. Tout d'abord il devait ouvrir les banques et apporter une forme de secours aux millions de personnes qui avaient si cruellement été frappées par la panique. Ensuite, et bien sûr de manière plus importante, il devait adopter des mesures pour remettre en fonctionnement notre système économique. Cela impliquait de remettre les affaires en mouvement, car c'est le monde des affaires qui crée les emplois. Dans ce cadre, notre système économique présentait des défauts qui devaient être corrigés, tout d'abord dans l'intérêt d'une production plus efficace, et également dans l'intérêt de la justice sociale.

Nous avons vu ce qui s'est produit quant à la réouverture des banques et les plans d'envoyer les hommes dans les forêts pour faire diminuer le chômage, et d'établir un programme de travaux

publics. Mais que fut réalisé pour ramener les affaires à la vie ? — car *les affaires* n'est guère qu'un nom pour cette vaste complexité de fermes, de mines, d'usines, de magasins, d'énergie et de systèmes de transport qui nous livrent le nécessaire et le superflu tout en donnant des emplois à notre peuple. Ce programme économique comprenait dans l'ensemble la *National Recovery Administration* et l'*Agricultural Adjustment Administration* — la NRA et l'AAA — ainsi qu'un programme de mesures fiscales destinées à redresser nos mécanismes financiers affaiblis et perturbés.

Je suis certain qu'il est difficile de faire croire aux Étasuniens de la jeune génération, pour ne rien dire de leurs aînés, à l'histoire de ce vaste hippodrome, ce cirque trépidant, tourbillonnant et vertigineux, étalé sur trois rangées : la NRA, l'AAA, et le *Relief Act*, avec le général Johnson, Henry Wallace et Harry Hopkins maniant les fouets, cependant que de toutes parts, sous le chapiteau, une armée de clowns et de derviches — les Henry Morhenthau, les Huey Long, les Dr. Townsend et les Upton Sinclair, ainsi qu'une bande de cinglés de toutes sortes — bondissaient et faisaient des culbutes en criant dans une grande arlequinade de gouvernement, jusqu'à ce que le chapiteau dégringolât sur la tête du public applaudissant et des bouffons gigoteurs. Je vous assure que je n'exagère pas. Intéressons-nous à chacune des trois rangées, et aux interprètes qui s'y produisirent.

En premier chef, et au premier plan, se trouvait la NRA et son monsieur Loyal dynamique, le général Hugh Johnson. Au moment où j'écris ces lignes, bien entendu, Mussolini est un mauvais souvenir. Mais en 1933, il constituait un personnage gigantesque, supposé avoir découvert quelque chose digne d'étude et d'imitation par les pyrotechniciens des quatre coins du monde. Des personnages aussi éminents que le Dr. Nicholas Murray Butler [10] et M.

10. Gaetano Salvemini et George La-Piana, « *What To Do With Italy* » (Duell, Sloan & Pearce, 1943). M. Salvemini disposait d'une collection de choix d'éloges à Mussolini réalisés par des Étasuniens

Sol Bloom [11] chef du comité des Affaires Étrangères de la Chambre, nous assuraient qu'il s'agissait d'un grand homme qu'il nous serait fort utile d'imiter. Ils appréciaient tout particulièrement son système corporatif. Il organisait chaque branche de commerce, chaque groupe industriel ou groupe professionnel en association de commerce supervisée par l'État. Il les dénommait des *corporatifs*. Ces corporatifs opéraient sous supervision de l'État et pouvaient planifier les productions, les qualités, les prix, la distribution, les normes professionnelles, etc. La NRA stipulait qu'aux États-Unis, chaque industrie devait être organisée en association commerciale supervisée au niveau fédéral. Cela n'était pas désigné sous la terminologie de *corporatif*. On le désignait sous le terme *Code Authority*. Mais il s'agissait en substance de la même chose. Ces *code authorities* pouvaient réguler la production, les quantités, qualités, les prix, les méthodes de distribution, etc., sous la supervision de la NRA. Il s'agissait de fascisme. Les lois anti-trust interdisaient de telles organisations. Roosevelt avait dénoncé Hoover pour son inefficacité à mettre ces lois en application. Voici qu'il les suspendait et forçait les hommes à s'associer.

À la tête de cette organisation, Roosevelt avait nommé le général Hugh Johnson, un officier de l'armée à la retraite. Johnson, un produit du Sud-Ouest, était un génie brillant et bienveillant, mais explosif et dynamique, épris d'écriture et disposant d'un don pour l'épigramme et l'invective. L'homme était un combattant âpre et agile, disposant d'un arsenal impressionnant de jurons grossiers. Outre son passé de soldat, il était avocat, et il avait géré des entreprises conjointement avec Bernard Baruch. Et il était prêt à produire un plan pour recréer les fermes ou les usines du pays ou du monde entier d'un coup de chapeau. Il faisait montre d'une énergie surhumaine lorsqu'il travaillait, et d'un zèle quasiment maniaque pour faire fonctionner sa nouvelle machine. Il rassembla les représentants de toutes les activités commerciales dans la capitale. Ils

11. Archives du Congrès, 69ème Congrès, 1ère session, 14 janvier 1926.

se présentèrent en troupeaux, remplirent les hôtels et les bâtiments publics et les bars. Johnson arpentait les couloirs du bâtiment du Commerce comme un commandant en chef au milieu d'une guerre.

Il commença par une convention générique que chaque homme d'affaires fut sommé de signer — verser un salaire minimal et respecter le nombre d'heures de travail maximal, abolir le travail des enfants, renoncer à augmenter ses prix et mettre les gens au travail. Chaque instrument d'exhortation humaine ouvrit le feu pour amener les hommes d'affaires à signer — presse, chaire, radio, cinéma. Des orchestres jouèrent de la musique, des hommes défilèrent, des camions sillonnèrent les rues en beuglant le message via des mégaphones. Johnson fit éclore un oiseau formidable appelé *Blue Eagle*. Chaque société qui signait recevait son Aigle bleu, qui était le badge de conformité. Le président s'exprima sur les ondes : « *À la guerre, dans les ténèbres qui entourent une attaque de nuit* », roucoula-t-il, « *les soldats arborent un badge de couleur claire pour être certains que les camarades n'ouvrent pas le feu en direction de camarades. Ceux qui coopèrent à ce projet doivent se reconnaître les uns les autres au premier coup d'œil. Ce badge de couleur claire est le* Blue Eagle. » « *Que Dieu tout puissant ait pitié* », s'écria Johnson, « *de quiconque essayerait de prendre cet oiseau à la légère.* » Donald Richberg remerciait Dieu que le peuple comprît que la révolution si longtemps attendue fût arrivée. Les *New Dealers* chantaient : « *Sortis du bois pour Noël !* » Au mois d'août, 35 000 habitants de Cleveland paradèrent pour célébrer la fin de la dépression. Au mois de septembre, une foule immense parada dans la ville de New York devant le général Johnson, le maire O'Brien et Grover Whalen — 250 000 personnes à la file, qui se déroula jusque minuit.

La seconde phase consista à faire souscrire les industries séparées aux autorités du code corporatif. Plus de 700 codes furent créés. Il fut donné pour instruction aux hommes d'affaires de se rendre à Washington pour « *rédiger leur propre contravention* », comme le dit Roosevelt. Ils pouvaient à peine en croire leurs oreilles. Les conservateurs applaudirent de nouveau. Le *Plain Dealer* de Cle-

veland publia : « *La chose blâmée fonctionne.* » *Dun & Bradstreet* énonça : « *L'opposition critique manifestée par certains industriels à la procédure de la NRA se mue peu à peu en soutien plein et massif.* »

Cependant, peu à peu, le sort commença à se dissiper. Malgré toutes les belles paroles quant à la démocratie industrielle, les gens commencèrent à percevoir qu'il s'agissait d'un dessein permettant aux hommes d'affaires de se rassembler pour faire monter les prix et les maintenir au plus haut par décrets directs ou en usant d'autres moyens. Le consommateur se mit à comprendre qu'il allait écoper. Le professeur William F. Ogburn, de l'université de Chicago, démissionna du *Consumer's Counsel* en affirmant que son poste était futile. Des insultes amères furent lancées au *Blue Eagle*, considéré comme symbole fasciste. Un sénateur le qualifia de « *canard soviétique.* » Les travailleurs de la soie, en grève, envoyèrent le *Blue Eagle* fracasser les fenêtres de l'atelier. Le monde du travail découvrit subitement que tout ce qu'il recevait était de belles paroles. Une vague de grèves éclata dans tout le pays. Une bataille entre les travailleurs et le capital pour le contrôle de la NRA éclata. Roosevelt reprit la parole sur les ondes et plaida pour la paix. Les agriculteurs étaient indignés du fait des prix croissants.

Mais la NRA continua d'exhiber sa folie en une suite de frasques folles, qui ne pouvaient émaner que de gens ayant perdu tout repère et perdu la tête. Un tailleur du New Jersey du nom de Jack Magid fut arrêté, condamné, reçut une amende et fut mis en prison. Le crime qu'il avait commis était d'avoir repassé un costume pour 35 centimes, alors que le Code du Tailleur en fixait le prix à 40 centimes. Le prix était fixé non par une législature ou par le Congrès, mais par les tailleurs. Un orage d'indignation balaya le pays. Une semaine durant, le nom de Jack Magid fut aussi connu que celui de Hugh Johnson. Le juge fit sortir le tailleur de sa geôle, annula sa peine, et proposa à l'accusé de lui laisser ses propres habits à repasser. Le tailleur ainsi innocenté proclama que la NRA était une belle chose. Chaque ville eut ses propres exemples terribles.

La NRA découvrit qu'elle n'était pas en mesure d'appliquer ses règles. Des marchés noirs se constituaient. Seules les méthodes policières les plus violentes permettaient d'assurer l'ordre. Dans l'industrie d'habillement de Sidney Hillman, les autorités du code employèrent une police pour mettre en application leurs règles [12]. Ces policiers arpentaient les zones de cette industrie comme des troupes d'élite. Ils pouvaient pénétrer dans l'usine appartenant à un homme, mettre en rang ses employés, les soumettre à un interrogatoire détaillé, s'emparer de ses livres de compte sans préavis. Le travail de nuit était interdit. Des escadrilles volantes de cette police des manteaux et des costumes parcouraient la zone durant la nuit, enfonçaient les portes avec des haches, à la recherche d'hommes s'adonnant au crime de coudre un pantalon durant la nuit. Mais sans ces méthodes brutales, de nombreuses autorités de code affirmaient que leur code ne serait pas respecté, car le public ne le soutenait pas.

Le peuple étasunien n'était pas encore conditionné à se voir régimenté à une telle échelle. Même des anges n'auraient pas pu réguler ainsi les Étasuniens. Mais bien peu d'anges furent employés à cette tâche. Le Dr. Charles F. Roos, qui était directeur de recherche pour la NRA, a laissé des écrits sur son personnel : « *. . . le système de parrainage politique en vogue dans toutes les administrations précédentes (fut élevé) à de nouveaux niveaux d'impudence.* » Il affirme qu'il demande une fois à Leon Henderson, conseiller économique de la NRA, de lui trouver un chercheur en économie. Henderson lui envoya un homme en passant par la Maison-Blanche. « *Les qualifications pour une analyse économico-statistique* », écrivit le Dr. Ross, « *étalées par ce candidat étaient qu'il avait jadis œuvré comme détective.* » On embauchait du personnel au rythme de 100 personnes par jour. On commença à 60, et bientôt on compta 6000 employés, sans compter les milliers de personnes au service des autorités du code locales. Un jeune docteur en philosophie, à peine

12. John T. Flynn, « *The Code Chisel* », *Collier's* Magazine, 3 nov 1934.

sorti de l'école, recruté à 1800 $, fut augmenté à 4500 $ en six mois. Les économistes les plus compétents savaient que toute cette aventure ne faisait que dériver d'erreur en erreur. Le Dr. Roos, affirme : « *Certains partirent. Certains restèrent et émirent des critiques. Certains essayèrent de l'améliorer.* » Il ajoute qu'une grande quantité de courrier reçu indiquait que « *La loi des bandes et le racket avaient à un niveau considérable pris le pas sur le gouvernement ordonné* » [13].

Des querelles éclataient de toute part. Johnson et Richberg se disputaient. Richberg fondit en pleurs [14]. Le sénateur Borah et le sénateur Nye dénoncèrent l'institution dans son ensemble. Johnson suggéra qu'un comité fût nommé par le président pour enquêter. Les sénateurs acceptèrent. Clarence Darrow fut nommé président du comité par Roosevelt. Le comité mena des auditions et émit un rapport [15] au mois de mai 1934, dynamitant et condamnant la NRA sans rémission. Le rapport fit usage de mots tels que « *nuisible, monopolistique, oppressive, grotesque, envahissante, fictive, épouvantable, irrégulière, absurde, irresponsable, sauvage, et d'autres.* » Johnson dénonça le rapport mais ce jugement avait émané d'un conseil nommé par le président, doté d'un président dont Johnson avait soufflé le nom. Après cela, la vie commença à quitter la NRA. Miss Frances Perkins commença à craindre que Johnson désirât devenir un dictateur. Elle affirma qu'elle commençait à se demander ce à quoi il aspirait, « *s'il comprenait le processus démocratique...et s'il ne pourrait, par émotion et par indétermination prendre une trajectoire dangereuse* » [16].

À cette époque, Johnson était devenu un homme malade. Il lui

13. Charles Frederick Ross, « *NRA — Economis Planning* » (Principia Press, 1937), p59.

14. Hugh S. Johnson, « *The Blue Eagle from Egg to Earth* » (Doubleday, 1935).

15. *Report of the National Recovery Review Board* (Darrow Board), New York *Times*, 21 mai 1934

16. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* » (Viking, 1946).

arrivait de rester sans sommeil. Le sénateur Robert Wagner décida que le monde du travail constituait une victime. Johnson rompit avec Richberg. Johnson devait être hospitalisé. La NRA était en train d'exploser, comme l'énonça Miss Perkins, « *par combustion interne.* » Les journaux commencèrent à affirmer que les choses étaient semblables à leur état au moment où le *New Deal* avait commencé. La Chambre de Commerce décida que les contrôles appliqués sur les prix et les productions étaient une erreur.

Johnson essaya par deux fois de démissionner. Le président refusa. Les dirigeants des Départements étaient à couteaux tirés entre eux. Roosevelt contraignit Johnson à prendre des vacances, et durant son absence, désigna un conseil pour gérer la situation. Au retour de Johnson, Roosevelt lui affirma que ce conseil allait rester en place. Johnson partit. En fin de compte, la Cour Suprême finit par procéder à ses auditions sur l'affaire Schechter — la célèbre affaire du « *poulet malade* » —, qui devait décider de la constitutionnalité de tout l'édifice. Le 27 mai 1935, la Cour Suprême, au soulagement général, déclara que la NRA était inconstitutionnelle. Elle énonça que le Congrès, à la demande de Roosevelt, avait délégué au président et à la NRA des pouvoirs qu'il n'avait pas pouvoir de déléguer — à savoir le pouvoir de décider des lois. La Cour Suprême qualifia la NRA d'abdication constitutionnelle. *Et cette décision fur prononcée à l'unanimité*, Brandeis, Cardozo et Holmes en convenant.

Il s'ensuivit que tous les bureaucrates, dépourvus de leurs emplois inconstitutionnels, se mirent à dénoncer âprement les Juges siégeant à la Cour Suprême. Mais le verdict ne pouvait plus être remis en question. Ernest Lindley, qui a écrit trois livres en défense du *New Deal*, écrivit en 1936 :

> *La loi établissant la NRA constitua la plus colossale erreur de l'administration Roosevelt...Quel que soit le point de vue dont on approche la NRA, chacun convient dans l'ensemble qu'elle essaya d'en faire trop, en trop*

> *peu de temps. La NRA fut un échec administratif, et engendra une grande gamme de réactions défavorables de la part du public*[17].

Et Lindley de reconnaître que lorsque la Cour Suprême se prononça sur le cas Schechter, *la NRA était déjà morte.* Il s'agit du commentaire le plus clément que l'on puisse imaginer à son égard.

Certains conseillers du cabinet pensaient qu'en y appliquant des changements, on pouvait encore sauver la NRA. Perkins, le secrétaire du Travail, exhorta Roosevelt à prendre en compte ses conseils. Mais le président refusa et prit sa propre décision au sujet de la NRA, une décision qui devait être définitive. Miss Perkins écrit que Roosevelt lui affirma :

« *Vous savez que toute cette entreprise a été un cafouillage. Cela a constitué une terrible migraine. Certaines des choses qu'ils ont faites sont vraiment mauvaises.* »

Il estimait que les affaires avaient repris, que l'on ne reviendrait pas aux niveaux de salaire précédents, et que l'on en resterait à la semaine de 40 heures :

> *Je pense que la NRA a possiblement fait tout ce qui lui était possible. Je ne veux pas imposer un système au pays qui mettrait de côté les lois anti-trust. J'ai parlé à d'autres avocats, en plus de Cummings, et* ils sont tout à fait certains que l'ensemble du processus est inconstitutionnel *et que nous devons remettre à l'étude et réviser l'ensemble du programme. Peut-être ferions-nous bien de le faire dès à présent. Donnons à la NRA un certain temps pour disparaître. Faisons en écrire l'histoire, puis ce sera terminé*[18] [19].

17. Ernest K. Lindley, « *Half Way with Roosevelt* » (Viking, 1936) p.151. Pour une discussion complète sur les origines de la NRA, voir John T. Flynn, « *Whose Child is the NRA ?* », Magazine *Harper's*, septembre 1934.
18. Italiques ajoutées par l'auteur.
19. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », p.159.

Mais, bien entendu, il l'avait imposée non en tant qu'expédient temporaire, mais *comme un nouvel ordre*, et il s'en était vanté. Il avait fait de son mieux pour imposer la dissolution des lois anti-trust en vigueur dans le pays. Et tout ce que Johnson avait réalisé, *il l'avait fait avec la pleine connaissance de Roosevelt.*

Il aurait été impossible d'inventer un dispositif plus astucieusement calculé pour enrayer le retour à la vie des affaires, que ce stratagème mi-cuit qui est absolument impossible à administrer, sauf dans un pays comme l'Italie ou l'Allemagne, où l'obéissance peut être assurée par un dictateur sous un gouvernement absolu.

2.

Il existe un type de petit homme qui peut vous affirmer qu'il n'est pas capable de planter un clou avec un marteau, mais qui adore étaler devant lui sur une table un grand pays comme les États-Unis, se poser sur une chaise et réarranger l'ensemble selon ses propres désirs. Grâce à Dieu, ce genre de gars, dans un pays d'hommes politiques disposant d'un sens pratique, ne finit en général pas à un poste à responsabilités. Mais de temps à autre, l'un d'entre eux réussit à passer outre, et lorsque Roosevelt rassembla son cabinet en 1933, un spécimen particulièrement gratiné de cette espèce fut hissé jusqu'au département de l'Agriculture.

Durant sa campagne, Roosevelt avait annoncé aux électeurs qu'ils ne subiraient pas de blague cruelle, comme un arrachage des plans de coton, l'interdiction de planter du blé, ou de se voir acheter artificiellement leur maïs pour faire monter les prix, des mesures que l'on avait imposées aux agriculteurs. Il avait un plan, disait-il, qui *n'allait pas coûter un seul dollar au gouvernement.* Nul ne saura jamais ce qui advint de ce plan. Au lieu de cela, Henry Wallace, un homme aux manières sauvages et aussi mystique qu'on peut l'être s'inclina sur un tapis de prière, trancha la gorge à un cochon ou

brûla un champ de maïs, devint secrétaire de l'Agriculture, et se présenta avec un plan supposé plus efficace et plus ordonné que la punaise des céréales, le charançon du cotonnier ou les tempêtes de poussière pour imposer à notre peuple les pénuries qui étaient nécessaires à chacun.

De manière tout à fait étrange, cependant que Wallace déboursait des centaines de millions pour tuer des millions de porcs, brûler de l'avoine, arracher des plans de coton, le département de l'Agriculture publia un bulletin d'information affirmant à la nation que le gros problème de notre époque était que *nous n'étions pas en mesure de produire assez de nourriture pour assurer aux gens un régime alimentaire leur permettant de simplement subsister.* Le département établit quatre régimes alimentaires d'exemple. Il y avait un régime libéral, un régime modéré, un régime minimal et finalement un régime d'urgence — sous le minimum. Et les nombres montraient que nous ne produisions pas suffisamment de nourriture pour notre population pour le régime minimum, un régime de pure subsistance.

Comment améliorer la situation pouvait être un problème, mais la dernière chose qu'un gouvernement géré par des hommes sains d'esprit adopterait serait de résoudre ce problème en détruisant une part significative de notre production.

L'AAA produisit toutes sortes de dislocations de notre système économique. Par exemple, nous faisions brûler de l'avoine par des hommes, cependant que nous importions à grande échelle de l'avoine en provenance de l'étranger, nous tuions des cochons tout en augmentant nos importations de lard, nous réduisions la production de maïs tout un important 30 millions de boisseaux [20] de maïs depuis l'étranger.

Wallace lui-même affirma : « *Il s'agit d'une analyse choquante quant à notre civilisation.* » Tel n'était pas le cas. Cette sorte de pratique ne relevait pas de notre civilisation. Il s'agissait plutôt

20. 1057 millions de litres, NdT

d'une analyse choquante de l'homme qui l'avait mis en place. Payer nos agriculteurs 700 000 000 $ en deux années pour détruire leurs cultures et limiter la production constituait un crime contre notre civilisation. C'était chose choquante de voir le gouvernement verser plus de 1 000 000 $ à une grande société sucrière pour qu'elle ne produisît pas de sucre.

Cependant, la détresse des métayers, à qui tout cela n'apportait rien, devint déplorable et amena à un schisme violent au sein de l'AAA, qui déboucha sur la liquidation de ses champions.

En tous cas, la Cour Suprême déclara inconstitutionnelle l'AAA, comme elle l'avait fait pour la NRA. Cependant, l'administration parvint à arranger un faux plan de conservation des sols, qui lui permit de continuer de verser des subsides aux agriculteurs pour qu'ils s'abstinssent de planter des récoltes, selon une fiction selon laquelle ils sauvaient ainsi les sols. Le vrai dessein, bien entendu, était de verser de l'argent aux agriculteurs. La guerre en Europe mit fin à la raison de tout ceci en ouvrant un marché à l'échelle mondiale pour ce que nous produisons, tout en ouvrant le carnet de chèques de l'Oncle Sam pour payer les agriculteurs pour tout ce qu'ils pouvaient faire pousser, à un prix défiant tout entendement.

3.

Quoi que l'on puisse dire du *New Deal* par ailleurs, ce fut un grand spectacle. Face à chaque problème qui se présentait, le président faisait une sortie avec un projet de loi « *nécessaire* », un message, et possiblement une allocution radiophonique. Puis les journalistes disaient qu'« *il avait tiré un nouveau lapin de son chapeau.* » Une légende rapidement improvisée se répandit, selon laquelle il n'était pas nécessaire que nous nous inquiétassions quant à la moindre difficulté — le président pouvait toujours tirer un lapin de son chapeau. Les journalistes jouaient le jeu avec ce fabricant

d'informations. Il leur fallait une parade ininterrompue de lapins. Le président adorait tout cela également, et était plus que désireux de se prêter à ce spectacle.

Au fil de la représentation, le président se mit à exposer l'une de ces faiblesses sympathiques que son entourage immédiat considérait comme l'un des aspects les plus charmants de son caractère. Au cours des premiers jours de l'administration, les inflationnistes du Congrès avaient la dragée haute. Avant l'investiture, la Chambre démocrate avait adopté le projet de loi Goldsborough pour faire croître la masse monétaire jusqu'à ce que les prix revinssent à leur niveau de 1921-1929. Après l'investiture, le Sénat fut à quelques voix d'adopter un projet de loi pour la libre frappe de la monnaie. Cependant, lorsque la loi instituant l'AAA parvint au Sénat, un amendement y fut porté par le sénateur de l'Oklahoma, Elmer Thomas. Cet amendement autorisait le président :

1. à émettre 3 000 000 000 $ de billets verts pour solder des dettes du gouvernement ;
2. à accepter l'argent-métal en paiement des dettes de guerre jusqu'à hauteur de 100 000 000 $;
3. à permettre la libre frappe de l'argent-métal à un taux indexé sur l'or établi par le président ;
4. à dévaluer le dollar-or jusqu'à hauteur de 50 %.

Voici qu'était arrivée une loi inflationniste à quatre canons, qui englobait toute la puissance explosive que les inflationnistes les plus ardents pouvaient demander. Cette nuit-là, une fête fut tenue à la Maison-Blanche, avec Hull, Lewis Douglas, Will Woodin, William Bullitt et Raymond Moley. De manière tout à fait décontractée et souriante, le président lâcha qu'il avait donné son accord pour cet amendement. Molet affirme que Douglas et Bullitt étaient horrifiés. Hull semblait avoir reçu un coup de poignard dans le dos. Woodin venait d'en entendre parler juste avant la fête, mais n'avait pas été consulté avant que le président donnât son accord. Moley dit que

« *l'Enfer se déchaîna* » à la Maison-Blanche, et qu'il fallut tout le tact et la patience du président pour apaiser ses hôtes. Il leur assura que les pouvoirs qui lui étaient ainsi accordés étaient à sa discrétion. Il rit — il ne voulait pas devoir en faire usage [21]. Mais, bien évidemment, il en fit usage.

C'était cela la faiblesse que ses admirateurs décrivaient comme une sorte de qualité malicieuse ou sylphide, apportant de la couleur à sa personnalité. Il adorait sidérer ses associés en leur annonçant quelque nouvelle politique déconcertante sans consulter un seul d'entre eux. La plupart du temps, cela lui occasionnait une bonne rigolade. Le jour suivant l'incident décrit ci-avant, le président émit un ordre interdisant l'exportation de l'or-métal et les transactions en devises étrangères, sauf celles autorisées par le secrétaire du Trésor. Par la suite, ce fonctionnaire innocent se présenta comme à l'accoutumée, avec le sourire. Roosevelt lui dit : « *M. le Secrétaire, j'ai de mauvaises nouvelles à vous annoncer — les États-Unis viennent de quitter l'étalon-or !* » Le pauvre Woodin écarquilla les yeux : « *Quoi ? Une fois de plus !* » Plus tard, le président relata cette histoire à son premier biographe, Emil Ludwig, avec un plaisir intact [22].

La cible qui suivait pour cette habitude joviale était M. Cordell Hull. Il s'agissait d'une personne sobre et solennelle, mais qui fut choisi pour tenir un rôle lugubre dans une véritable comédie d'erreurs. Une Conférence Économique Internationale avait été décidée avant que Roosevelt devînt président. Elle devait s'assembler juste au moment où les célèbres Cent Jours arrivaient à leur fin. M. Hull, vu son affectation de secrétaire d'État, fut naturellement nommé président de la délégation étasunienne. Cet homme était habité par une idée. Il croyait en le libre échange aussi fermement qu'une plantation du Tennessee croit aux fantômes. Dans l'attente

21. Raymond Moley, « *After Seven Years* », p.159.

22. Emil Ludwig, « *Roosevelt : A Study in Fortune and Power* » (Viking, 1938)

de l'unité du monde assurée par un état de libre-échange parfait, il espérait briser les barrières douanières autant que possible, en convenant d'accords douaniers réciproques entre les États-Unis et les autres nations.

Son rêve était à sa portée. Comme fondation pour ses débuts sur la scène mondiale, il avait préparé un projet de loi qui allait faire déléguer par le Congrès au président le pouvoir de négocier des accords réciproques sans devoir recourir à une confirmation de la part du Sénat. Le projet de loi était sur le bureau du président. Le président avait accepté de l'envoyer au Congrès, et de pousser à son adoption. M. Hull, traversant l'Océan Atlantique, avait dans sa poche une copie de ce projet de loi, qu'il pourrait produire à Londres comme preuve de son autorité pour y souscrire un engagement.

Il avait déjà reçu un choc. Les cinq membres de la délégation qui voyageaient avec lui avaient été désignés par le président *sans consulter Hull.* Ils n'étaient dans les faits d'accord sur rien, et à peine avaient-ils embarqué qu'ils se mirent à se disputer entre eux.

Une fois en mer, M. Hull commença à recevoir des messages selon lesquels le président avait décidé de ne pas envoyer son projet de loi de réciprocité au Congrès. Comme cela constituait le fondement du programme de Hull, il en était choqué. À son arrivée à Londres, il envoya un câble au président et reçut une réponse énonçant qu'il n'y aurait pas de loi sur les barrières douanières lors de cette session. C'est ainsi que le président coupa l'herbe sous le pied de son secrétaire d'État. Lors d'une session tenue entre les délégués à l'hôtel Claridge, l'atmosphère entre les membres fut chaude et lourde. Hull s'emporta. Il déclara qu'il avait été humilié par le président, que la délégation ne le soutenait pas, et qu'il allait démissionner. Quelqu'un câbla au président qu'il fallait calmer Hull, et Roosevelt envoya à son secrétaire d'État un message affirmant en substance : Ne vous inquiétez pas, je suis franchement derrière vous. Hull écrivit par la suite que le président était derrière lui en mots, mais pas en actions.

Mais les problèmes s'accrochaient aux basques du pauvre Hull. Il prépara un discours à prononcer pour l'ouverture de la conférence. Il y dénonçait le « *nationalisme économique* » et toutes les nombreuses méthodes « *d'amorce* » pour tirer une nation des problèmes économiques. Il en envoya une copie à Roosevelt pour approbation. À ce moment-là, le président était plongé dans un programme de nationalisme économique. Morgenthau, Johnson, Wallace et Hopkins empilaient les contrôles et retiraient les amorces. Il n'est pas difficile de s'imaginer l'expression de Roosevelt lorsqu'il lut les paragraphes cinglants rédigés par Hull. Il surligna, effaça, ajouta des interlignes et produisit des modifications à volonté. Et lorsque Hull reçut les élisions éditoriales du président, il fut absolument stupéfié. Lorsque le moment fut venu d'ouvrir la conférence, il ne se montra pas pour prononcer son discours, qu'il fallut reporter d'une journée.

Mais la conférence s'enlisa sur chaque sujet. Hull était limité à son pouvoir sur les barrières douanières et les accords commerciaux. La stabilisation des monnaies et les autres sujets étaient entre les mains d'autres personnes. La section traitant des monnaies et des échanges était favorable à la stabilisation des monnaies sur base de l'étalon-or. Cependant, les rangs se rompirent dans la délégation, et l'ensemble de la conférence parut sur le point d'échouer. À ce stade, Raymond Moley, l'assistant au secrétaire d'État, arriva à Londres. C'était le président qui l'avait envoyé.

Moley ne s'était pas rendu à Londres pour interférer avec les plans de Hull quant aux barrières douanières. Le président les avait déjà écrasés. Il s'y rendait en lien avec les négociations sur la monnaie, tenues par O.M.W. Sprague et James Warburg, du Trésor. Les Français voulaient stabiliser. Les conseillers étasuniens également, mais à un ratio plus élevé vis-à-vis de la livre sterling que les Anglais ne le demandaient. Roosevelt envoyait Moley avec tous pouvoirs pour négocier sur ce sujet, et il était également autorisé par le Trésor à ces fins. Mais l'arrivée de Moley contraria Hull presque au point d'en tomber malade. Arrivant comme émissaire

du président à une conférence lointaine, il fut naturellement reçu comme porteur des derniers ordres en date de Roosevelt sur le seul sujet qui restait partiellement actif — la stabilisation de la monnaie. Les plus hauts dirigeants d'États allèrent à sa rencontre. Il y eut tout un tapage autour de sa personne. Hull se sentit ignoré et éclipsé. Il se mit à bouder. Il se maintint ostensiblement en arrière-plan, en se taisant, accentuant encore plus de ce fait sa futilité.

Moley était autorisé à convenir d'une stabilisation entre le dollar et la livre autour des 4.25 $. Le président ne tenait pas spécialement à la stabilisation, mais voulait un tel accord. Ses conseillers techniques étaient en faveur de cela également. Cependant, ils purent tirer des conférenciers un bien meilleur accord, selon les propres métriques de Roosevelt. L'accord proposé n'engageait Roosevelt à rien, sauf à autoriser son Trésor à coopérer pour *limiter les fluctuations.* Le premier ministre MacDonald demanda à Moley, « *pour l'amour du ciel* », de plaider auprès du président l'accord qui n'allait coûter au président qu'un signe sans engagement. Cela pourrait sauver la conférence du naufrage et « *repousser la panique qui avait serré son emprise sur l'Europe.* »

Moley discuta par téléphone avec Baruch, Acheson et Woodin, au domicile de Woodin, où ce dernier était mortellement malade. Ils approuvèrent la proposition. L'accord fut envoyé au président. Le Congrès avait été reporté à la fin des dramatiques Cent Jours. Le président était en vacances sur l'*Amberjack*, coincé quelque part dans une brume épaisse au large de Campobello. Un destroyer s'y rendit avec le message pour lui. Il se trouvait en compagnie de Morgenthau et de Louis Howe. Il aurait peut-être été impossible de trouver trois hommes dont la connaissance complète des échanges internationaux et des problèmes de devises et de théorie monétaires auraient été plus minces. À Londres, chacun attendait l'approbation de Roosevelt. Moley était avec Hull, qui lui étalait le long catalogue d'humiliations qu'il avait subies. Enfin, depuis la brume, parvint la réponse du président à destination de la conférence de Londres. L'accord proposé était rejeté. Cette nouvelle frappa la

conférence comme une bombe, et y mit fin à tous égards. Les délégués, Hull et Key Pittman y compris, durent reconnaître qu'ils ne savaient pas ce que signifiait le message. La conférence dériva sans but, à la chasse aux informations, comme l'énonça Hull, puis fut close.

Hull affirme qu'à son retour, il se rendit auprès de Roosevelt, et se plaignit amèrement de la mission de Moley. Il pensait que Roosevelt devait appeler Moley. Le président, dit-il, lui affirma qu'il était surpris quant à la conduite de Moley et qu'il allait le transférer vers un autre département. Bien sûr, Moley s'était rendu à la conférence, muni d'instructions spécifiques de la part de Roosevelt, et il y avait obéi. Et si Roosevelt affirma à Hull qu'il allait transférer Moley — et il faut croire Hull sur ce point — alors Roosevelt le menait en bateau. Roosevelt savait que Moley avait déjà signé un contrat pour quitter le département d'État et éditer un nouveau magazine, car Moley l'en avait notifié avant de partir pour Londres.

Quant à Hull, il semblait avoir un génie pour se faire déclasser et ignorer. Car il émit la même plainte au sujet de Sumner Welles, Bill Donovan et Pat Hurley par la suite. De fait, il était à peine rentré lorsqu'il se retrouva pris dans un autre incident de substitution. On avait accepté le départ de George Peek de l'AAA, et pour l'apaiser, Roosevelt l'avait nommé Administrateur du Commerce Extérieur avec autorité de négocier des accords commerciaux de troc avec les pays étrangers. Hull n'avait pas été consulté sur ce point, et inévitablement, une collision se produisit. Peek conclut un accord avec l'Allemagne. Hull protesta avec véhémence. Roosevelt lui dit de parler à Peek. Hull s'exécuta, puis écrivit à Roosevelt que lui-même et tous les autres départements étaient alignés contre la proposition de Peek. Puis Hull se rendit dans le Tennessee pour prononcer un discours. À peine avait-il tourné le dos que Roosevelt fit appeler Peek et approuva son plan. Hull rentra donc en colère. Il se rendit à la Maison-Blanche et protesta vigoureusement. Roosevelt revint sur son accord, et tourna le pouce vers le bas face à la proposition de Peek, puis, deux mois plus tard, supprima le bureau

de Peek [23].

Hull eut par la suite une voie droite pour ses accords de réciprocité — une politique bonne sur le principe mais d'une importance relativement mineure eu rapport au contexte des problèmes mondiaux. L'intérêt que Roosevelt ressentait pour ceux-ci est problématique. Hull était important à ses yeux. Le Secrétaire n'était en aucun cas novice en affaires internationales. La nature lui avait accordé une contenance qui lui donnait l'aspect imposant d'un homme d'État libéral du milieu de l'époque victorienne. L'esprit derrière cette contenance était celui d'un homme politique du Sud, croustillant et fonctionnant à l'ancienne. Le président, au cours de son mandat, eut un problème sur les bras avec les sénateurs des États du Sud qui détestaient le *New Deal* intensément. Ils le soutenaient parce qu'il le fallait ; le président avait à sa disposition assez d'États pour se passer d'eux. Cependant, l'intransigeance de nombre d'entre eux était profonde et parfois turbulente, et Hull restait un instrument précieux pour tenir ses vieux collègues du Sud bien alignés.

Cette technique déconcertante du président consistant à passer outre ses principaux lieutenants infecta certains hommes sous sa responsabilité. Le secrétaire Woodring se plaignit, par exemple, que Morgenthau passait outre sa personne sur les affaires militaires. Lorsque Morgenthau l'apprit, il répondit joyeusement : « *Je l'ai contourné par le dessus, par le dessous et par les côtés.* » Mais Morgenthau lui-même était une fréquente cible du plaisir impie de son maître dans des intrusions secrètes pratiquées sur ses propres prérogatives. Morgenthau était sans doute la plus étrange des nominations du cabinet de Roosevelt, si l'on met de côté Wallace et Hopkins comme secrétaires du Commerce. Morgenthau était sans doute un homme bien, loyal, honnête, assidu, si on le laissait rester

23. Les faits quant à cette conférence sont tirés du livre de Moley « *After Seven Years* » et des « *Memoirs of Cordell Hull* », New York *Times*, 26 janvier au 6 mars 1948.

à un faible niveau de médiocrité. En tant que chef de cabinet, il constituait une sorte de spécimen historique. Les autres chefs de cabinet le considéraient avec mépris. Garner affirma que « *Wallace a des idées loufoques et Morgenthau n'en a aucune.* » Il ajouta : « *Il est servile. Je ne veux pas dire loyal. Je veux dire servile envers Roosevelt* » [24]. C'était un jeune homme lent et sans éclat, sans capacité à étudier. À partir du moment où Roosevelt lui confia un poste important, il ne parvint à rien accomplir. Son père l'avait établi comme *gentleman farmer* sur une propriété voisine du domicile de Roosevelt sur Hyde Park, et l'avait doté d'une somme d'argent considérable. C'est ainsi qu'il avait rencontré Roosevelt, et il resta toute sa vie durant le serviteur humble et empressé de ce dernier.

À l'automne 1933, les prix n'évoluaient pas au bénéfice des agriculteurs, et Henry, que Roosevelt avait nommé à la tête du *Farm Board*, décida de faire quelque chose à ce sujet. Il tomba sous l'influence de deux hommes — le professeur George F. Warrn, un économiste agricole de Cornell et le professeur James Rogers de Yale. Un autre était Irving Fisher, un évangéliste de la théorie de la monnaie contrôlée. Ils lui vendirent l'idée que le pays pouvait s'accommoder d'une petite dose d'inflation. Warren était le plus persuasif. Comme tous les économistes agricoles, il était inflationniste. Ils pensaient que la manière de faire monter les prix agricoles était de diminuer la production de denrées agricoles, tout en imprimant plus de dollars. Warren avait une théorie fétiche selon laquelle le pire ennemi de l'humanité était l'or, qui était la matière première la pire à utiliser comme mesure de la valeur d'une monnaie. Lui et son collègue avaient écrit un ouvrage pour prouver que l'or est l'une des matières premières dont la valeur est la plus fluctuante. Fisher tenait que l'unité de valeur devait être composée de valeurs de diverses matières de base, et que la valeur du dollar devait monter et

24. « *John N. Garner's Story* », Magazine *Collier's*, 21 février au 20 mars 1948

descendre autour de cette base.

Entre eux deux se trouvait Morgenthau, et il les amena à Roosevelt. Le Dr. Warren fit une présentation au président, pour lui expliquer comment le gouvernement pouvait administrer très simplement les prix en régulant le prix payé pour l'or — changer le prix de l'or en dollars à la hausse ou à la baisse pour l'ajuster à la politique de prix du gouvernement à tout moment. En temps voulu, un index des matières premières pouvait être adopté et le gouvernement pourrait alors disposer d'une monnaie totalement contrôlée. Que cela fût sensé ou non, il s'agissait d'un projet tout à fait révolutionnaire. Mais il était inévitable que ses caractéristiques peu orthodoxes captivassent l'esprit de Roosevelt. Warren proposa que le prix de l'or, qui était alors établi par la loi à 20,67 $, fût élevé aux environs de 35 $ l'once. Il ne leur fallut pas très longtemps pour vendre ce projet de loi chamarré à Roosevelt. Il demanda au Procureur général son opinion quant à son autorité à agir en la matière. Dean Acheson, l'assistant du Procureur général, affirma que cela n'était pas réalisable au vu des lois en vigueur. Roosevelt était furieux. Il appela Stanley Reed, qui était alors conseiller auprès du RFC, et Morgenthau fit entrer dans le jeu Herman Oliphant, conseiller légal au Trésor. Oliphant était un avocat dont les addictions réformistes débordaient dans toutes les branches des affaires publiques. Dévot croyant en des lois élastiques, il lui fut aisé d'en trouver une qui pouvait être étendue afin d'y faire entrer un dollar élastique. Stanley Reed apporta une opinion favorable. C'était bien entendu pour cela qu'on l'avait fait venir. L'opinion du Procureur général fut ainsi mise de côté, et Roosevelt s'exprima sur les ondes le 22 octobre 1933, et annonça qu'à partir de cette date, le Trésor seul pourrait acheter tout l'or miné aux États-Unis et tout l'or vendu par l'étranger si nécessaire. Le prix serait augmenté et fixé au jour le jour par le président et le secrétaire au Trésor. Le RFC allait fournir l'argent nécessaire à acheter cet or. Le prix initial fut fixé à 31,26 $ l'once — ce qui nous laissait 66 centimes d'or par dollar. Le président affirma : « *Je ne pourrais dire, et nul autre ne*

pourrait s'exprimer quant à ce que serait la valeur permanente du dollar. Lorsque nous aurons rétabli le niveau des prix, nous tâcherons d'établir et de maintenir un dollar dont le pouvoir d'achat ne fluctuera pas au cours de la génération à venir. »

Il déclara : « *Si nous ne pouvons pas faire monter les prix de cette manière, nous en trouverons une autre,* » et, chose plus importante, il affirma au public à la radio : « *Il s'agit ici d'une politique, et non d'un expédient. Nous* continuons donc d'évoluer vers une monnaie contrôlée. » Par la suite, le Congrès adopta un projet de loi pour valider ce qu'il avait fait, qui était clairement illégal au moment où il l'avait fait.

Par la suite, chaque jour, Morgenthau et Roosevelt se retrouvaient, avec Jesse Jones, le chef de la RFC, pour fixer le prix de l'or. Ils se regroupaient au matin autour du lit de Roosevelt, alors qu'il mangeait ses œufs. « *Henny Penny* » et Roosevelt décidaient alors du prix de l'or pour la journée. Un jour, ils s'accordèrent pour monter le prix. Roosevelt trancha la question. Il décida que l'augmentation serait de 21 cents. C'est un nombre porte-bonheur — trois fois sept. Et l'or fut augmenté de 21 cents. Ce soir-là, Morgenthau écrivit dans son journal personnel : « *Si les gens savaient comment nous définissons le prix de l'or, ils auraient des craintes* » [25].

La théorie sous-jacente au plan était de simuler les achats depuis l'étranger, en particulier ceux des produits agricoles. Mais cela ne fonctionnait pas. Et cela ne faisait pas monter les prix comme prévu. Si le président avait fait venir le Dr. O.M.W. Sprague, son distingué conseiller économique, le Dr. Sprague aurait pu lui dire que cette méthode avait déjà été tentée en Grande-Bretagne, en Suède, au Japon, en Italie et en France ; qu'en Angleterre, en Suède et au Japon les prix avaient de fait décliné, cependant qu'en Italie et en France ils n'avaient augmenté que fort peu, et pour d'autres

25. Extraits de « *The Morgenthau Diaries* », Magazine *Collier's*, 27 septembre au 1er novembre 1947

raisons. Mais le président savait qu'il avait une blague espiègle en perspective, et ne voulait pas mettre au courant le Dr. Sprague, faute de quoi celui-ci serait entré dans des explications, et aurait mis à bas tout le spectacle. Aussi ne lui dit-il rien. Peu de temps après, le Dr. Sprague démissionna, et sur la porte de l'une des pièces du département exécutif, on apposa la légende : « *Dr. George F. Warren, conseiller économique auprès du président.* » Bien entendu, lorsque le rêve féerique finit par se dissiper, le bon docteur, qui était un homme honnête et un bon spécialiste agricole, s'évapora lui aussi du gouvernement.

Quelque temps plus tard, le sénateur Borah et plusieurs autres sénateurs des États d'argent se rendirent à la Maison-Blanche pour exhorter Roosevelt à faire quelque chose au sujet de l'argent métal. Après une bonne dose de badinage amusant, Key Pittman finit par obtenir une réponse de la part du président. « *Très bien* », dit le président en riant, « *j'ai mené des expériences avec l'or et elles ont totalement raté. Pourquoi ne pourrais-je pas mener quelques expériences avec l'argent ?* » [26]. Al Smith trouva des commentaires à émettre à cet égard selon un langage caractéristique. Il appelait cette nouvelle blague les « *dollars bobards* » [27] — un terme qui resta — et demanda pourquoi le « *parti démocrate est toujours voué à rester le parti des tenants de l'argent papier, de la planche à billet, de l'étalon-argent, des partisans d'une monnaie contrôlée, des fabricants de dollar à la gomme et des cinglés.* »

Le pauvre Henry, cependant, qui appréciait de contourner Woodring et de passer outre Woodin quant aux politiques du Trésor, se fit administrer à haute dose le même traitement de la part de Roosevelt lui-même. Après que Roosevelt l'eut nommé secrétaire au Trésor à la suite de Woodin, Morgenthau prépara un projet de loi d'impôts avec l'aide d'experts du Trésor. Vingt-quatre heures avant qu'il fût soumis au Congrès, Roosevelt avait fait appeler l'un

26. Déclaration que m'a faite le sénateur William E. Borah
27. « *Baloney dollars* » en anglais, NdT

des sous-fifres de Henry, au Trésor, et l'avait gardé à la Maison-Blanche toute la nuit pour le faire travailler sur une autre lubie que l'on venait de vendre au président comme projet de loi d'impôts, dont Henry n'entendit parler que lorsqu'il fut prêt à être soumis au Congrès. Par la suite, Henry engagea une éminente autorité en matière d'imposition, pour réorganiser nos lois d'imposition et préparer un système d'imposition plus rationnel. Lorsque cette tâche fut préparée, il fit un voyage de repos vers Sea Island, en Géorgie. Durant son absence, Oliphant amena un jeune homme brillant à la Maison-Blanche et convainquit Roosevelt en l'espace d'une brève discussion de jeter aux orties l'ensemble du système d'impôts sur les entreprises, de faire cesser toutes les impositions en vigueur sur les entreprises, et de ne taxer que leurs bénéfices non-distribués. Un bureau exécutif sobre n'a jamais accueilli un dessein plus imbécile. Tout avait été préparé lorsque Morgenthau revint, et se prépara à soumettre au président son propre projet [28]. Le Congrès fut choqué, et les dirigeants démocrates durent reprendre le projet de loi, en rétablissant les impôts sur les sociétés et en usant suffisamment du projet de taxation des bénéfices non distribués pour sauver la face du président.

4.

Il y avait d'autres projets — le projet de loi de Sécurité Sociale et le projet de loi sur les Marchés des Titres. Il n'y avait pas de réelle objection à la sécurité sociale — tout le monde y était favorable. Les républicains avaient dénoncé le président pour sa lenteur à présenter un projet. En temps voulu, une loi fut adoptée. Mais ici nous découvrîmes un trait de l'esprit du président, qui consistait à empiler les périodes de problèmes pour ses dirigeants au Congrès.

28. Extraits de « *The Morgenthau Diaries* »

On pouvait lui laisser connaître une idée très bonne d'un côté, et elle ressortirait fantastiquement déformée de son esprit. Il n'existe qu'une seule manière d'accorder des pensions de vieillesse aux travailleurs en retraite. Ceux qui travaillent encore et leurs employeurs doivent amasser chaque année suffisamment de contributions pour payer les pensions. La commission finalement nommée par Roosevelt en vue de préparer un projet fit précisémment une proposition dans ces lignes, avec une taxe « *payez au fil de l'eau* » — une petite taxe sur les salaires pour répondre aux besoins annuels, ajoutée d'un fonds de prévoyance de deux ou trois milliards. Le projet de loi, une fois réalisées les auditions auprès d'un comité du Congrès, était prêt à être rapporté lorsque Morgenthau fut envoyé en toute hâte au comité muni d'un dessein qui venait d'être vendu au président lors d'une brève discussion. Le projet était d'augmenter suffisamment ladite réserve pour payer les pensions, plus assez pour créer une réserve de 47 000 000 000 $ en 40 ans. On lui donna le nom frauduleux de Fonds de Réserve pour les personnes âgées. Le *Security Board* allait collecter les impôts chaque année, en utiliser une petite partie pour payer les pensions, et conserver le reste dans le « *Fonds* ». C'est-à-dire qu'il allait le « *prêter* » au Trésor et que le Trésor allait le dépenser comme bon lui semblerait. À la fin des 40 années, on avait dit à Roosevelt que cet argent pourrait être utilisé pour rembourser la dette nationale [29].

Heureusement, le Congrès de 1938 eut le courage de mettre un arrêt à cela, et de réduire les contributions à une somme modérée. En l'état, les impôts sur les salaires s'élèvent à deux pourcents — un pourcent pour les travailleurs et un pourcent pour l'employeur — et même ainsi, le fonds dispose de nombreux milliards en surplus aux pensions versées. Mais si le Congrès n'avait pas retoqué cela, la taxe serait aujourd'hui de six pourcents au lieu de deux.

La loi sur les Marchés des Titres fut finalement adoptée selon

29. John T. Flynn, « *The Social Security Reserve Swindle* », Magazine *Harper's*, fév. 1939

le modèle standard du *New Deal* — la création d'une commission, d'un nouveau bureau, à qui l'on avait accordé les pouvoirs importants de définir les lois pour les marchés des titres. Il s'agit d'une bonne idée qui fut grossièrement déformée. Il reste encore difficile d'évaluer tous les dégâts que cette loi a provoqué. La guerre se déclencha avant que les marchés d'investissement pussent connaître la moindre renaissance significative. Mais une chose au moins est certaine : la Commission avait entre les mains des pouvoirs dont elle n'aurait pas dû disposer, des pouvoirs qui pouvaient être utilisés, et auraient fort bien pu l'être, pour détruire littéralement le marché de l'investissement dans ce pays.

Il restait une chose — les banques. Lorsque les banques avaient été fermées puis rouvertes après la crise, la chose qui suivait était d'adopter une loi bancaire rationnelle qui aurait rendu impossibles les abus commis dans le passé. Pour quelque raison que je n'ai jamais pu comprendre, le président ne fit jamais montre du moindre intérêt en la matière. Deux mesures émergèrent. L'une d'entre elles était le *Glass-Steagall Act*, qui visait à éliminer certains des traits pernicieux permis par les lois précédentes. L'autre était le système actuel de dépôts bancaires assurés. Le président et ses partisans reçurent beaucoup de louanges pour ces lois. Sans discuter du fait que celles-ci furent sensées ou non, le fait reste que le président refusa de soutenir le projet de loi *Glass-Steagall*, et qu'il s'opposa résolument à la garantie des dépôts, qui lui avait été proposée en premier par John Garner. Ces deux lois furent adoptées sans qu'il levât le petit doigt pour les aider [30].

Voilà ce qui arriva au nouveau *New Deal* — le second *New Deal*. Les importantes expériences controversées et sensationnelles qui en étaient le cœur furent toutes tuées, ou moururent de leurs propres faiblesses. La NRA, l'AAA, le projet *Gold Purchase and Managed Money* s'évaporèrent. Roosevelt était heureux, une fois qu'ils eurent disparu, qu'ils ne fussent plus, mais il détestait ceux qui s'étaient

30. « *John N. Garner's Story* »

opposés à eux et à qui les faits avaient donné raison. Il ne leur pardonna jamais. Il n'eut strictement rien à voir avec la réforme bancaire qui fut adoptée. Son projet infondé de taxation avec surplus avait dû être étouffé par ses propres lieutenants. Les taxes qu'il avait promis de réduire étaient désormais plus élevées que jamais. La dette qu'il allait bloquer et rembourser était désormais proche d'avoir doublé. Et le projet de dépenses — les dépenses réalisées par Hopkins au travers du WPA — avait pris une si mauvaise odeur que Hopkins reconnut publiquement qu'il s'agissait d'une erreur et que le président appuya son opinion en affirmant que les dépenses de chômage devaient cesser — et devaient à l'avenir être dirigées vers des travaux publics utiles.

Que resta-t-il de ce second *New Deal* ? Il restait une chose, un lapin — le lapin dépensier — car l'argent pouvait sortir. C'est cela qui fut comptabilisé pour tout regain d'activité économique et pour le pouvoir gigantesque que le président avait acquis sur la machinerie de son parti, sur de nombreux groupes dans la nation et sur chaque ville, chaque comté et chaque gouvernement d'État qui voulait une partie de cet argent. Mais le *New Deal*, dans sa seconde édition, n'était en aucune manière un système de politique gouvernementale. Il s'agissait d'une suite de mesures fondées sur des principes contradictoires, dont les plus importants avaient été éliminés.

1.6 La danse des fêlés

L'époque où se déroula le *New Deal* peut certes être qualifiée de désarticulée. La nature prit sa part dans le festival des désastres. Les plaines, asséchées depuis longtemps, étaient balayées par de cruels orages de poussière qui rendaient la vie impossible. Le bétail périssait dans les pâtures et les fermiers désespérés entassaient leurs maigres biens dans leur vieux tacot et commença la migration dramatique vers la côte Ouest des Okies, à la recherche de

nourriture et de vie. Des crues inondèrent les grandes vallées où passaient des rivières, apportant leur lot de mort et de famine. Ces phénomènes naturels s'ajoutèrent aux dislocations provoquées par l'homme, son ignorance et sa folie.

Un vieux fermier de l'Oklahoma, regardant passer les tacots sur les champs asséchés, déclara : « *Les temps sont bien arrivés pour que les cieux s'ouvrent, et que les prophètes descendent de la montagne et postulent à des élections.* » En périodes de stress, ils ne nous déçoivent jamais. Et bien sûr, ce furent plutôt de la crasse et de la misère, que des cieux, que se levèrent les messies aux voix bizarres, prêchant dans le désert et proclamant des gospels de toutes sortes. Roosevelt avait connu des temps plus ou moins faciles avec l'opposition républicaine. Celle-ci était allée chercher des électeurs du mauvais côté de la rue. Les électeurs avaient désormais changé de trottoir, et se trouvaient sur celui où des foules de gens se retrouvaient sans emploi, ou abîmés, ou pauvres comme Job, vieux, malades, usés ou écrasés de désespoir. M. Roosevelt avait fredonné à leurs oreilles le doux air de l'abondance. Mais voici qu'un nouveau groupe de prophètes commençait à s'assembler et à récolter les voix du même côté de la rue que Roosevelt.

Ce fut pour lui un plus grand défi politique que celui posé par les républicains. Ces champions audacieux menaçaient de diviser les rangs des dépossédés. À ceux à qui le grand et bon président avait offert une croûte de pain, certains de ces grands esprits prolixes en promesses avaient offert toute une miche, d'autres ayant été jusqu'à s'engager à livrer un gâteau avec glaçage. Les hommes à l'esprit droit savaient que nous étions entrés dans le désordre en passant par une longue suite de pêchés économiques et sociaux, et que le remède passerait par le traitement de certaines dislocations définies dans le corps social, et que nous aurions à nous armer de patience dans un long processus de rétablissement. Mais en de telles circonstances, ces hommes ne sont pas en mesure de défier les charlatans qui savent tout soigner avec une seule et même boîte de pilules. Roosevelt, une fois parvenu au pouvoir, commença, en

totale violation de sa promesse Numéro Un, à dépenser de l'argent comme un marin saoul, puis à promettre monts et merveilles. En échange, il n'exigeait des gens que leur voix.

Au département de l'Agriculture, un grand bureau fut établi, comme une jungle de machines à rédiger des chèques, et du cœur de bruits mécaniques assourdissants jaillissait une marée de chèques remplis à l'ordre des fermiers, en échange de la mort de leur cheptel, du piétinement de leurs plantes et de la mise à feu de leurs récoltes en plein champ. À Washington, les hôtels et pensions de famille étaient envahis par les délégations venues des exploitations agricoles, des villages et villes, des comtés, chambres de commerce, conseils au commerce, universités et organisations commerciales, tous alignés en longues files, chapeau et mains tendus pour récupérer l'argent facile qui coulait du Trésor fédéral par imposition des mains du président. Soudainement, toutes les lois à l'ancienne sur la gravité, les tables arithmétiques semblèrent avoir été annulées sur décret du président. L'impact de tout cela, n'émanant pas de prophètes aux longues chevelures, mais du président des États-Unis, et de nombreux ministres du cabinet et hommes d'affaires à l'aspect réfléchi, sembla desserrer un boulon quelque part dans la structure sociale qui maintient les hommes debout et les fait se déplacer en accord avec les lois de la raison.

Ainsi se présenta une grande assemblée de prophètes, rivalisant de promesses avec le président. Si les réalistes républicains restèrent impuissants dans un concours contre sa nouvelle collection de promesses aux slogans bien choisis, il se trouvait en compétition avec des hommes qui pouvaient promettre plus que lui. Et un effet qu'eurent ces étranges évangélistes fut de donner au président téméraire un aspect de retenue conservatrice.

Le plus dangereux de ces prophètes fut peut-être Huey Long, ce puissant et fou carangue de Louisiane, « *le Bonaparte des Bayous* », dont la carrière courte mais ardente ne fut pas sans provoquer des maux de tête sans fin à Roosevelt. Après une carrière tempétueuse comme gouverneur de Louisiane, il fut élu au Sénat et, avant d'y

prendre place, joua un rôle décisif à un moment critique de la nomination de Roosevelt. Ne craignant ni Dieu, ni homme, ni le Diable, il n'était intimidé ni par la Maison-Blanche, ni par le Sénat. Lors de sa première rencontre avec Roosevelt à la Maison-Blanche, il se tint devant le président, le chapeau sur la tête, et souligna les points qu'il développait en pointant le doigt sur la poitrine du chef des États-Unis. Il comprit très rapidement qu'il pouvait arpenter le Sénat aussi brutalement qu'il avait parcouru les lieux de la législature de son État. Il marchait à grands pas au Capitole, suivi de ses gardes du corps. Il fulminait sur les lieux du Sénat. Il prolongea seul un discours d'une durée de 15 heures 30 minutes par obstruction. Il comprit très rapidement que le *New Deal* était un amas de baratin, et se mit à prêcher selon son propre gospel quant à la vie d'abondance.

Il criait : « *Distribuez nos richesses — tout est écrit dans le Livre divin. Suivez le Seigneur.* » Ce fut le prélude à sa croisade *Share-the-Wealth*. Huey proclamait « *tout homme un Roi* » avec Huey comme *Kingfish*. Il énonçait ne pas être un spoliateur communiste. Il assurait à Rockerfeller qu'il n'allait pas lui prendre *tous* ses millions. Il n'enlèverait pas un seul luxe aux royalistes économiques. Ils pourraient conserver leurs « *viviers, leurs propriétés terriennes et leurs chevaux pour la chasse.* »

Lorsqu'il commença, il ne suivait aucun plan. Il ne disposait que d'un slogan et travailla sur cette base. Mais en 1934 il était prêt à lancer le mouvement avec Gerald L. K. Smith, un ancien prêcheur de Shreveport, à sa tête. Le programme était simple. Aucun revenu ne pourrait dépasser un million de dollars. Chacun disposerait d'un revenu minimal de 2500 $. L'argent serait mis à disposition par un prélèvement sur le capital qui prendrait aux riches leur capital — ce qui révélait que Huey ne savait rien de plus sur l'économie que le président. Il y aurait, bien entendu, des pensions vieillesse pour chacun, une formation gratuite jusqu'à l'université pour tous, un réfrigérateur électrique et une automobile pour chaque famille. Le gouvernement allait acheter tous les surplus agricoles pour parer

aux jours de disette. Bien entendu, chacun n'aurait à travailler que quelques heures, et les anciens combattants toucheraient des bonus. Toute propriété en surplus serait remise au gouvernement afin que celui à qui il manquerait un lit pût en recevoir un de la part de celui qui en possédait plus d'un.

Certains éditeurs qui soutenaient Roosevelt affirmaient que le plan de Huey était « *semblable au rêve étrange issu de l'obscurité d'une plantation.* » On ne sait pas trop pourquoi Huey rompit avec Roosevelt. C'est sans doute du fait qu'il était impossible pour lui d'endosser le rôle de second violon de tout homme, et qu'il en était arrivé à percevoir des horizons plus larges pour ses propres talents étranges. Les visiteurs du Capitole étaient plus intéressés que les guides leur montrassent Huey Long que tout autre curiosité propre au bâtiment. Il avait conscience de l'immense notoriété qu'il avait accumulée et il pensait voir approcher les conditions qui lui auraient permis de répéter sur la scène nationale la performance à couper le souffle qu'il avait produite en Louisiane.

Il ne fait pas de doute qu'il avait décidé de ruiner Roosevelt. Il déclara la guerre à Joe Robinson, le dirigeant du Sénat pour Roosevelt, ainsi qu'à Pat Harrison, du Mississippi, car il avait plus ou moins décidé d'annexer les États voisins de l'Arkansas et du Mississippi à son comté du Sud. Il déclara la guerre à Roosevelt et le dénonça selon des termes que l'« *Homme du Commun* » si cher à Roosevelt pouvait comprendre. Au Sénat, il s'écria :

> *Hoover est un hibou qui hulule. Roosevelt est un hibou qui s'agrippe. Un hibou qui hulule tape dans le nid, en fait sortir la poule et l'attrape alors qu'elle tombe. Mais un hibou qui s'agrippe se glisse jusqu'au perchoir et s'agrippe à la poule, et lui parle doucement. Et la poule tombe amoureuse de lui. Et vous vous rendez alors compte — il n'y a plus de poule.*

Il dénonçait Roosevelt sur un point vulnérable. Il l'appelait « *Prince Franklin, Chevalier du* Nourmahal*, s'amusant sur ce voi-*

lier à 5 000 000 *$ avec Vincent Astor et Royalty pendant que les fermiers meurent de faim.* » Farley affirme que Roosevelt lui donna pour instruction de n'accorder aucun parrainage à Huey. Les milliards de Roosevelt, adroitement utilisés, avaient brisé toute machine politique aux États-Unis. Le parrainage sur lequel ils avaient jadis vécu, et l'argent local dont ils avaient jadis disposé pour aider les pauvres étaient marginaux en rapport aux avalanches d'argent que contrôlait Roosevelt. Et aucun parrain politique ne pouvait rivaliser avec lui, quel que fût le comté des États-Unis que l'on considérât, en matière de distribution d'argent et d'emplois.

Roosevelt se mit à travailler la Louisiane face au carangue rebelle. Il déversa de l'argent sur les ennemis de Huey pour qu'il fût versé aux loyaux Cadiens de Huey. Et vint un moment où Huey sembla sur le point de revenir à la niche. Mais il continuait d'être une personnalité incorrigible disposant d'une énergie inépuisable. Lorsque Roosevelt essaya d'acheter à renfort de fonds fédéraux l'électorat et le cercle de Louisiane, Huey répliqua par une suite de coups spectaculaires et reprit l'État sous sa coupe de manière presque aussi totale que le Reich de Hitler était sous la coupe de son Führer. Tout d'abord, il bloqua l'entrée des fonds fédéraux en Louisiane. Il força la législature à adopter une loi interdisant tout État, ou conseil local, ou tout dirigeant, de contracter quelque dette, ou de recevoir le moindre fonds fédéral sans l'assentiment d'un conseil central de l'État. Et ce fut Huey qui nomma et domina ce conseil. Il coupa un flot estimé à 30 000 000 $ en projets du PWA. Puis il mit en place, par des opérations et des emprunts au niveau de l'État, une succession de travaux publics, de routes, de ponts, d'écoles, d'hôpitaux, de projets agricoles et de mesures de secours. L'argent était dépensé pour promouvoir Huey au lieu de Roosevelt. On apprenait aux gens à remercier et exalter Huey au lieu de Roosevelt pour tous ces bienfaits.

Il accorda aux gens des exemptions d'impôts, mit fin au vote censitaire, diminua les taxes sur l'automobile, imposa des impôts plus élevés aux services et aux entreprises. Il s'empara du dépar-

tement de police de la Nouvelle-Orléans des mains du *City Ring*, révoqua leurs commissaires. Il était suivi par des soldats. Il rassembla en ses mains, en passant par le gouverneur qui lui était acquis, le contrôle absolu sur chaque bureau de l'État et chaque paroisse. Il contrôlait le système éducatif et les enseignants. Il s'empara de l'Université d'État et ajouta son équipe de football, avec son orchestre d'une centaine d'instruments à l'hippodrome bruyant et clignotant qu'il exploitait personnellement. Il avait en sa possession l'ensemble de l'appareil de gouvernement de la Louisiane — les écoles, le trésor, les bâtiments publics ainsi que les hommes et femmes occupant ces bâtiments. Il avait sous son contrôle la plupart des tribunaux, et disposait de sa propre police secrète. Il organisait les élections, comptait les voix, et tenait entre ses mains le pouvoir de vie ou de mort sur la plupart des entreprises implantées dans l'État.

Roosevelt en était profondément alarmé. Le Comité National Démocrate fut stupéfié lorsqu'un sondage confidentiel révéla que Long, en se présentant comme candidat indépendant, pouvait espérer remporter entre trois et quatre millions de voix, et que son plan *Share-the-Wealth* avait profondément sapé la force démocrate dans les États industriels et agricoles. Farley affirme qu'il existait une possibilité pour « *que ce troisième mouvement pût se poser comme arbitre du pouvoir lors de l'élection de 1936.* » Le sondage indiquait que Long pouvait prétendre à 100 000 voix dans l'État de New York, ce qui, en cas d'élection serrée, pouvait suffire à y faire perdre Roosevelt. Long devint un sujet de conversation fréquent à la Maison-Blanche.

Mais le destin avait basculé en faveur des démocrates en 1932, et devait continuer de leur être favorable. Le dimanche 8 septembre 1935, Long se trouvait à Baton Rouge pour émettre des ordres au cours de l'un de ses fréquents accès de colère politiques. La Louisiane connaissait un état approchant celui de la terreur. Long traversait un couloir du Capitole de l'État. Le Dr. Carl Austin Weiss, un jeune docteur, réussit à tromper la vigilance des gardes du corps

de Long et à l'abattre. Les gardes plombèrent le corps de Weiss — de 61 balles. Huey mourut le 10 septembre, et fut enterré en présence de 120 000 adorateurs en pleurs venus de tout l'État. L'oraison fut prononcée par Gerald L. K. Smith, qui affirma : « *Son corps ne connaîtra pas le repos tant que des corps affamés demandent à manger.* » Un monument a été édifié à la mémoire de ce démagogue espiègle dans le *Hall of Fame* du bâtiment du Capitole à Washington, et son corps repose dans une crypte sous le Capitole de l'État — un sanctuaire où des foules se rassemblent chaque jour pour vénérer la mémoire de l'homme qui piétina leurs lois, cracha sur leurs traditions, les chargea du fardeau d'une dette et dégrada leur société à un niveau ressemblant au joug d'une dictature fasciste européenne.

L'assassinat de Long supprima la menace posée par Huey sur le trottoir de Roosevelt, mais la machine qu'il avait créée restait en place. Elle ne pouvait exister qu'en faisant usage de ses techniques et en jouant sur l'immortalité du dirigeant assassiné. Nous y reviendrons.

Il y avait un autre personnage qui empiétait sur le territoire de Roosevelt. Un médecin âgé de Long Beach, en Californie, regardant un beau jour par sa fenêtre, vit trois vieilles femmes fouillant une poubelle à la recherche de nourriture. Cette vision enflamma l'âme du docteur. Son corps fut la proie d'une torture physique. Il éclata dans un violent spasme d'invectives contre un système qui rendait possible une telle scène. Ainsi inspiré, il s'assit pour élaborer un plan en vue d'y mettre fin, et en sortit rapidement le célèbre Plan Townsend pour une Pension Vieillesse Renouvelable. Ce vieux gentleman était le Dr. Francis E. Townsend. Il s'agissait d'un honnête homme, doté d'intentions généreuses. Mais sa colère l'emporta dans les labyrinthes de l'économie moderne, qu'il comprenait aussi mal que les pauvres vieilles femmes dont le malheur avait déclenché son ire.

Le plan était la simplicité-même. Chaque personne atteignant l'âge de 60 ans recevrait 200 $ par mois. Quatre conditions s'ap-

pliquaient :

1. Il ou elle devait prendre sa retraite.
2. Il ou elle ne devait présenter un casier judiciaire vierge.
3. Il ou elle ne devait pas disposer d'un revenu dépassant les 2400 $ par an.
4. Il ou elle devait dépenser l'ensemble des 200 $ chaque mois.

Un couple composé d'un homme et d'une femme âgés de plus de 60 ans recevrait donc 400 $ par mois. On comptait 10 384 000 personnes de plus de 60 ans. Mais le docteur estimait que seulement 8 000 000 souscriraient aux conditions. Cela coûterait au pays 1 600 000 000 $ par mois, soit 19 000 000 000 $ par an. L'argent proviendrait d'une taxe sur les transactions établie à 2 %, prélevée sur toute transaction commerciale. Une idée plus folle ne pénétra jamais le cerveau d'un homme. Mais l'époque était propice aux philosophes cinglés. Ce plan n'était guère plus fou que les desseins de Henry Wallace de tuer le cheptel et de brûler les récoltes, ou ceux de la NRA de Roosevelt. Mais l'esprit des gens avait déraillé de la réalité. Et cette promesse alléchante alluma les imaginations et les appétits parmi les personnes âgées. Elle se répandit comme un feu de prairie parmi les aînés, jusqu'à ce que des millions se retrouvassent à marcher derrière le bon docteur en une sainte croisade. Au cours des trois derniers mois de l'année 1935, l'organisation collecta 350 000 $ et continua de croître sur cette base.

Les commentateurs riaient de ce rassemblement pathétique de personnes âgées se rassemblant derrière leur Don Quichotte qui posait des défis. On affirma qu'il était déjà assez mal de faire croire au Père Noël aux enfants, mais qu'amener Grand-Père à y croire était impardonnable. Et d'ajouter que les Long et les Townsend, les Sinclair et les Roosevelt s'étaient positionnés professionnellement comme gardiens de mon frère, mais qu'il était temps que quelqu'un se positionnât comme comptable de mon frère. Il n'était cependant pas possible de rire de la vaste horde d'électeurs enregistrés qui

prenaient le vieux docteur au sérieux. Comme Huey, il occupait une place importante dans l'esprit de Roosevelt et dans ses discussions. Car le docteur monopolisait des millions de *New Dealers* naturels avec son plan de pensions vieillesse renouvelable. Les anciens se rassemblaient dans les gares, réalisant des estimations de voyages ci-et-là. La passion pour le voyage s'emparait de leur imagination alors qu'ils contemplaient un troisième âge fait de plaisirs et de plus d'argent que la grande majorité d'entre eux n'avaient jamais eu en leur possession durant toute leur vie.

Et ce n'était pas tout. Pendant que Huey et le docteur criaient pour faire de tout homme un roi ou un touriste, les inflationnistes n'avaient jamais relâché leur pression sur les divers plans monétaires. Il semblait que les planches à billet allaient devoir se mettre en marche. Et cette appréhension tout à fait fondée exerça une profonde influence sur l'esprit des hommes d'affaires qui se trouvaient exhortés à s'étendre et à s'exposer au dangereux pari qu'est celui de l'inflation.

Cependant, en Californie, un mouvement presque incroyable se mettait en branle. Upton Sinclair, un vieux socialiste qui avait remué les États-Unis trente années plus tôt avec son célèbre roman « *The Jungle* », avait vécu des années durant en Californie. Il s'agissait d'un critique intelligent et travailleur du système capitaliste, et un écrivain d'une fécondité impressionnante. De sa plume jaillissaient romans, brochures, pamphlets, ouvrages critiques, qu'il publiait lui-même, et traduisait dans toutes les langues du monde. Il s'agissait d'un homme délicat, érudit, et profondément sincère. Soudain, ce socialiste stupéfia les électeurs de Californie en annonçant sa candidature à la nomination démocrate au poste de gouverneur, face à George Creel, un brillant et courageux journaliste libéral qui bénéficiait du soutien des dirigeants démocrates. Creel, un ancien réformateur de l'ère Wilson, et qui continuait de nourrir une foi chimérique dans les lois de l'arithmétique et de la gravité, allait bientôt découvrir que malgré son statut de démocrate de longue date, il n'avait pas sa place dans une primaire démocrate face à un

socialiste de longue date, doté d'un programme consistant à peu à peu transformer la Californie en paradis socialiste.

Sinclair disposait d'une arme fantastique. Nous étions encore en dépression. Nul ne semblait vraiment savoir quoi faire à ce sujet. Sinclair capitalisa là-dessus. Il affirma aux électeurs qu'il disposait d'un plan, et qu'il était absolument sûr de son fait. Il affirma :

> *Nous pouvons mettre fin à la pauvreté en Californie.* Je sais de quoi je parle. *Je suis expert en matière de dépressions. J'ai passé trente années de ma vie à les étudier. Je sais ce qui les provoque et comment les soigner. Et je vous affirme que la seule manière de le faire est au travers de mon plan pour METTRE FIN À LA PAUVRETÉ EN CALIFORNIE.*

Des premières lettres de ces mots[31], on tira le nom du mouvement, EPIC. Creel affirme qu'en l'espace d'une nuit les gens cessèrent de parler du temps qu'il fait, et se mirent à parler d'EPIC.

Comme tous les plans, il s'agissait là également de la simplicité même. On trouvait en Californie un million de personnes sans emploi dans l'industrie, ou affamées dans les fermes. Sinclair ajoutait qu'il existait également un grand nombre d'usines et d'exploitations agricoles à l'arrêt. L'État allait rassembler les fonds nécessaires à relancer toutes les usines à l'arrêt et les exploitations agricoles abandonnées. Les chômeurs pourraient être remis au travail dans ces usines, fabricant des biens essentiels pour eux-mêmes et toutes les personnes sans emploi. Les autres seraient mis au travail dans les fermes inexploitées, pour faire pousser de la nourriture et extraire des matières premières nécessaires aux usines. Selon lui, ces personnes sans emploi n'étaient pour l'instant plus profitables pour ceux qui travaillent dans le domaine privé. En fait, ils constituaient une charge, car le domaine privé devait verser des impôts pour leur venir en aide. EPIC allait sortir tous ces chômeurs d'une situation

31. En anglais, « *End Poverty In California* », NdT

où il fallait leur venir en aide, donc en décharger le dos des éléments auto-soutenus de la communauté. L'État allait tout financer avec une émission d'obligations.

Le tout serait opéré par une *California Authority for Land* (CAL) qui allait acheter les fermes abandonnées, ainsi que par la *California Authority for Production* (CAP) qui allait reprendre les usines à l'arrêt, le tout se faisant livrer par une grande flotte de camions et une chaîne de magasins où seraient vendus à ceux qui étaient employés par ces autorités les vêtements et la nourriture produits par la CAL et la CAP. Bien sûr, il y aurait une *California Authority for Money* (CAM) qui émettrait les obligations pour financer tout cela. Les impôts sur les ventes seraient levés. On établirait un impôt sur le revenu pour les revenus supérieurs à 5000 $, et des exemptions d'impôts pour les maisons et fermes dont la valeur était estimée à moins de 3500 $. Et ce n'était pas tout, car il y avait également un grand Projet Hydraulique de la Vallée Centrale pour l'énergie.

Tous ces plans étaient considérés comme cinglés. Mais celui de Sinclair n'était pas l'œuvre d'un cinglé. Il savait ce qu'il faisait. S'il avait réussi, il aurait créé dans le corps du système capitaliste de Californie une organisation socialiste plus ou moins complète, opérant strictement sur le principe de la production pour l'usage. D'un coup, 10 à 15 % de la population de la Californie aurait été transférée en économie socialiste. Il croyait sans doute, et il avait raison, que la réussite de son plan aurait peu à peu épuisé et affaibli le système capitaliste qui l'aurait contenu et soutenu, et l'EPIC aurait peu à peu avalé l'ensemble.

Il y avait d'autres groupes — le *Crédit social* du Mayor Douglas, et les Technocrates de Howard Scott, dont aucun ne connut de grands progrès, quoiqu'ils fournissent aux importantes équipes d'économistes de M. Roosevelt certains de leurs plus hauts « *économistes* » et statisticiens. Les avocats du Crédit social établissaient comme principe que le système capitaliste ne produisait pas assez d'argent par le revenu pour permettre à tous les producteurs

d'acheter le produit national des biens consommables en générant du profit. Pour le dire d'une autre manière, les clients d'une nation ne reçoivent pas assez de revenus pour acheter ce que les employeurs produisent, tout en générant un profit. On peut énoncer un argument puissant en faveur de cette thèse. Cependant, les avocats du Crédit social proposaient que pour corriger ce déficit en matière de pouvoir d'achat, le gouvernement émît par intervalles à destination de chacun ce qu'ils appelaient des dividendes sociaux, de l'argent émis par le gouvernement, afin de leur permettre d'acheter ce dont ils avaient besoin. Cela revenait à ce qui suit : le gouvernement donnerait à chacun une somme d'argent à certaines périodes de l'année.

Les Technocrates étaient les plus radicaux des nouveaux réformateurs. Ils insistaient sur l'idée que nous devions disposer d'une économie continentale — c'est-à-dire que nous devions unifier les États-Unis, le Canada, le Mexique et les pays d'Amérique Centrale pour disposer d'un continent auto-suffisant. Nous devions alors liquider le système démocratique et remettre la gestion du système aux seules personnes capables de le comprendre, à savoir les ingénieurs, à qui ils ajoutèrent par la suite les économistes et d'autres techniciens. Cela s'appelait le Soviet des Ingénieurs. Ensuite, nous allions abolir le système monétaire en place et baser toute monnaie sur l'unité de valeur — l'erg. Cela allait plus loin, mais nous en avons dit assez. L'un des plus éminents soutiens de la Technocracie, et principal sponsor du fêlé Howard Scott, était M. Leon Henderson, qui avait été nommé statisticien pour la NRA puis conseiller économique et directeur de recherche pour le parti démocrate, et enfin chef du bureau de l'Administration des Prix — l'OPA [32] de triste mémoire durant la guerre.

Cette danse des fêlés, qui se déroulait sur le propre trottoir de Roosevelt, eut un rôle ravageur sur son propre spectacle de soigneur. L'année électorale 1936 se profilait de manière menaçante.

32. *Office of Price Administration*, NdT

Il fallait les liquider, composer avec eux, les apaiser, ou les dévorer. Et quelqu'un, avec l'aide du destin, s'acquitta à merveille d'amener tous ces derviches à cesser leur joyeux battage et à rejoindre les rangs du grand *New Deal*.

Alors que Hoover était encore président, le Trésor et le département de la Justice avaient poursuivi les forces de Huey Long au sujet de leurs impôts sur le revenu. Mais une fois Roosevelt au pouvoir, la Justice avait détourné les yeux d'eux. Cependant, lorsque Huey prit le sentier de la guerre, la Justice se remit au travail et s'intéressa de nouveau à lui-même ainsi qu'à ses compères. On a affirmé que la décision de l'inculper pour fraude fiscale avait été prise la veille même de sa mort. Mais il laissa derrière lui une brochette d'héritiers qui savaient comment manier les pouvoirs du Saint Huey parti pour le grand voyage. L'organisation de Huey ne montra aucun signe de faiblesse. Le Trésor et le département de Justice se mirent en action, et avant peu, on compta des inculpations pour fraude fiscale contre au moins 25 dirigeants et hommes de main de Long.

Richard W. Leche était gouverneur. Au mois de janvier 1936, il fut réélu dans un gigantesque glissement de terrain, démontrant ainsi la survie du pouvoir de Long. Mais d'une manière mystérieuse, le chœur rauque de la dénonciation de Washington par la machine Long s'arrêta net. Selon Drew Pearson, dans la colonne Merry-Go-Round, un journaliste de Washington rencontra Marvin McIntyre, le secrétaire de Roosevelt, et affirma : « *Mac, vous est-il déjà venu à l'esprit que l'administration pourrait établir un arrangement avec le gang de Louisiane ? . . .Je pense que je pourrais vous rendre un service.* » McIntyre affirma : « *Je pense que l'on s'en est déjà occupé.* » « *Alors personne n'a de souci à se faire ?* » « *Personne,* » répondit Mac.

Peu après, le procureur des États-Unis demanda au tribunal des États-Unis de lever la plupart des accusations portées contre la foule de Long. Westbrook Pegler surnomma cela la seconde acqui-

sition de la Louisiane. Harnett Kane[33], qui a écrit un brillant récit de cet épisode, affirme : « *Le socle d'une offre au rabais judiciaire fut établi, et les hommes, en s'acquittant d'amendes de 1000 $, n'eurent plus à répondre des accusations qui auraient pu leur coûter des années d'emprisonnement.* » Les poursuites au civil furent menées à leur terme et l'on parvint à récupérer 2 000 000 $ d'impôts non payés. Au mois de juin, juste avant que la convention démocrate se rassemblât, Roosevelt fit un voyage au Texas. L'organe législatif de Louisiane reçut pour ordre de la part du gouverneur Leche de suspendre ses opérations et de « *se réunir* » au Texas, aux *Centennial Grounds*, où Roosevelt s'était établi. C'est là qu'ils adoptèrent une résolution louant la divine Providence pour avoir apporté « *un grand dirigeant, Franklin D. Roosevelt, qui a sauvé la nation de la ruine et du chaos,* » et appelèrent le parti républicain à retirer la candidature d'Alfred Landon et à réélire Roosevelt à l'unanimité. L'orchestre de l'Université d'État, qui avait constitué la fierté et la joie de Huey, joua l'air de la chanson de Huey — « *Every Man a King* ».

Quant à Upton Sinclair et à son projet EPIC, il connut son baptême du feu lors d'une élection. Il remporta les primaires démocrates face à Creel et ce socialiste de toute une vie, sur une proposition strictement socialiste, devint candidat du parti démocrate. Sinclair se rendit à la Maison-Blanche et en ressortit de bonne humeur. EPIC et le *New Deal*, affirma-t-il, étaient tout à fait cohérents entre eux. Hopkins déclara espérer que Sinclair serait élu. « *Il est de notre côté, n'est-ce pas ?* » demanda-t-il. Et une fois Sinclair retourné en Californie, il publia une lettre de Farley exhortant chacun à voter pour l'ensemble de la liste. Par la suite, Farley allait affirmer que cette lettre était une erreur sténographique.

Roosevelt était prêt à jouer avec l'une de ces curieuses hérésies. Ray Moley plaida auprès de lui au mois de septembre pour dissocier son administration de Sinclair. Roosevelt affirmait que Merriam, le

33. Harnett Kane, « *Louisiana Hayride* » (Morrow, 1941).

candidat républicain au poste de gouverneur, se mettait à soutenir les gens de Townsend et que l'hérésie Townsend n'était pas pire que l'hérésie de l'EPIC. Puis il ajouta : « *En outre, ils me disent que Sinclair est certain de remporter l'élection* » [34]. Creel commença par accepter de soutenir Sinclair, avec la promesse qu'il ne pousserait pas le plan EPIC lors de l'élection générale, ce qui paraissait incroyable, car il s'agissait de l'ensemble de son programme. En tous cas, Creel rapporta cela à Roosevelt et Farley, qui approuvèrent l'accord. Mais bien entendu, Sinclair devait promouvoir le plan EPIC, et le fit avec la même vigueur dont il avait fait montre en le promouvant lors des primaires, suite à quoi, le 26 octobre, Creel lui envoya une lettre de répudiation [35].

Frances Perkins dit que les sobres libéraux de Californie étaient horrifiés par l'EPIC, et plaidaient pour qu'elle amenât le président à contenir la vague de soutien à Sinclair au moment où il se présentait aux primaires face à Creel. Mais cela ne gênait pas Roosevelt le moins du monde. Il affirma : « *Eh bien, ils pourraient être élus en Californie et y implanter EPIC, mais quelle différence cela fera-t-il dans le comté de Dutchess, dans l'État de New York, ou dans le comté de Lincoln, dans le Maine ?* » [36].

En fin de compte, le candidat républicain l'emporta face à Sinclair. Et en très peu de temps, tout vestige du mouvement EPIC disparut de Californie.

Bientôt, on trouva des reliquats de ce mouvement ralliant le nouvel évangélisme connu sous le nom « *Du Jambon et des Œufs* » [37] — un plan visant à donner à chacun, tous les jeudis, la somme de 30 $, un plan, qui fit également élire le sénateur Sheridan Downey au Sénat des États-Unis.

Dans l'intervalle, Roosevelt fit observer à ses intimes qu'il était nécessaire de voler quelques petites choses au bon vieux docteur

34. Raymond Moley, « *After Seven Years* », p. 229
35. George Creel, « *Rebel At Large* » (Putnam, 1947), pps. 280 à 287.
36. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », p. 124
37. « *Ham and Eggs* », NdT

Townsend. Pour quelque raison étrange, Roosevelt avait retardé son intérêt envers les pensions pour les personnes âgées. Wagner et d'autres avaient travaillé sur un projet de loi d'assurance chômage, mais pas sur les pensions de vieillesse. Lors des élections du Congrès de 1934, les républicains avaient dénoncé Roosevelt pour n'avoir rien fait à ce sujet. Il nomma par conséquent une commission pour étudier le sujet. Mais après l'élection, il affirma aux membres de cette commission que le moment n'était pas encore venu pour cela. Ce fut le coup de balai des adeptes de Townsend, de ceux de *Share-the-Wealth*, et de ceux de l'EPIC qui aiguillonnèrent son intérêt et parvinrent à obtenir le passage de la loi de Sécurité Sociale avec une assurance vieillesse et une assurance chômage. Alors que Townsend s'agitait, Roosevelt agissait. Les anciens devaient apprendre bien plus tard que l'on ne trouvait guère de sécurité sociale dans la loi Roosevelt. Mais des querelles commençaient à diviser les adeptes de Townsend. Le Dr. Townsend entra en conflit avec la Chambre des Représentants, qui le traita avec mépris. Ses lieutenants se divisèrent. Puis, au mois de juin, à la veille de la convention démocrate, Farley tint une conférence avec Gomer Smith, l'un des directeurs de Townsend. Smith affirma à Farley que lui-même et plusieurs autres contrôlaient sept votes dans le directoire, et que c'était eux, et non Townsend, qui allaient contrôler l'organisation. La réunion fut tenue secrète afin de ne pas compromettre Smith.

Ainsi, au moment où l'élection se produisit, les adeptes de Townsend, ceux de *Ham and Eggs*, ceux de l'EPIC et la foule de Long étaient tous embarqués sur le wagon qui roulait sur le trottoir de Roosevelt, bien harnachés sous sa gouverne et de son cocher talentueux, Jim Farley.

Cette curieuse épidémie de notions grotesques soutenues par des hommes superficiels et parfois dangereux ne constitue bien sûr pas un phénomène inconnu. Lorsque de petits hommes réfléchissent aux grands problèmes, la frontière entre ce qui est sensé et ce qui ne l'est pas est très étroite et vague. Et lorsque une idée est lancée qui correspond avec les aspirations profondes de grands nombres

de personnes perturbées spirituellement et économiquement, elle se répand comme une infection physique et monte avec virulence jusqu'à connaître un phénomène de contagion. L'état mental et spirituel des masses vers le bas de la pyramide économique était un terrain parfait pour tous ces faiseurs de promesses de sécurité et d'abondance. Roosevelt prospéra sur ce terrain. Et il se retrouva dans un grave dilemme politique lorsque les promesses faites par ses compétiteurs dépassèrent en taille et en beauté les siennes.

L'une des erreurs commises par les critiques du président à l'époque était de l'accuser de dériver vers le communisme. Et chaque nouveau remède aux malheurs des gens était présenté comme du socialisme ou du communisme. Le communisme allait infuser dans le *New Deal* de M. Roosevelt en son temps, mais cela n'était clairement pas encore arrivé à ce moment-là. Certains, parmi les agitateurs les plus radicaux entourant le président et pouvant de temps à autre connaître la nature de ses pensées pensaient que le système capitaliste, ainsi que notre système représentatif traditionnel étaient devenus désuets. Mais il ne s'agissait pas de communistes. La plupart d'entre eux étaient des révolutionnaires communistes dilettantes et déboussolés, des révolutionnaires de salon plutôt que de barricade — assez hardis pour discuter dans des salons accueillants ou des cocktails, mais pas pour agir. Qui plus est, peu nombreux étaient ceux parmi eux qui avaient même la hardiesse de se reconnaître comme communistes philosophiquement. Ils s'étaient concocté ce pot-pourri simple et confortable de socialisme et de capitalisme, sous le nom d'*Économie Planifiée*, qui donnait à ses adeptes un vaste champ où ferrailler sans aller jusqu'à se faire qualifier de Rouges.

Telle était la révolution — l'*Économie Planifiée* — qu'ils préparaient et appelaient de leurs vœux. Il y eut un moment, à l'ère de la NRA et de l'AAA, où les choses semblèrent bien se présenter pour ce rêve téméraire. Mais leurs desseins ne furent jamais pleinement compris de ceux qui critiquaient le plus âprement le régime Roosevelt. Ils n'eurent jamais les rênes en main, même si tel sembla être

le cas. Mais l'heure allait venir où ils côtoieraient de beaucoup plus près leur rêve d'un peuple planifié. Nous y reviendrons plus bas.

C'est en 1934 que les craintes obsédantes générées par ces rêveurs bruyants et complaisants prit la forme d'un fort incendie. Le Dr William A. Wirt [38], célèbre pour avoir fondé depuis 1907 le *Système Gary*, qui prenait en charge l'éducation publique et la gestion des écoles de Gary, Indiana, se trouvait à Washington. Il fut invité à un cocktail au domicile de son ancienne secrétaire, Miss Alice Barrows. Après ce cocktail, il écrivit une lettre à divers amis, dont James H. Rand, qui lut cette lettre lors d'une audition de la Chambre. Rand affirma qu'un *brain-truster* avait dit à Wirt :

> *Nous pensons tenir Roosevelt au milieu d'un flot rapide, dont le courant est si fort qu'il ne peut pas se retourner et en sortir. Nous pensons pouvoir y maintenir M. Roosevelt jusqu'à ce que nous soyons prêts à le supplanter par un Staline. Nous pensons tous que M. Roosevelt n'est que le Kerensky de cette révolution. Nous sommes à l'intérieur. Nous disposons du contrôle des avenues d'influence. Nous pouvons faire croire au président qu'il prend lui-même les décisions.*

Cela provoqua un orage de colère au Congrès, tant parmi ceux qui crurent Wirt que parmi ceux qui le crurent pas. Il ne faisait aucun doute que Wirt avait bien entendu cela. L'homme qui lui avait dit affirma plus tard qu'il n'avait fait que titiller Wirt. Mais le fait est que nombre de ces soi-disant intellectuels roses et écarlates y croyaient. Ils pensaient que l'heure de la grande catastrophe capitaliste était arrivée. Ils pensaient que les mesures mi-figue, mi-raisin adoptées par Roosevelt allaient échouer — et elles finirent par échouer. Puis viendrait la révolution. Mais il se révéla que ce ne fut pas aux Rouges que Roosevelt céda à ce moment, mais à

38. Ledit « *incident Wirt* » fut rapporté de manière complète dans les journaux de l'époque

des intérêts particuliers, aux fermiers qui voulaient des prix élevés, aux dirigeants syndicaux qui voulaient plus de pouvoir, aux banquiers qui voulaient telle ou telle chose, aux villes, comtés et chambres et conseils d'États qui voulaient de l'argent de la part du gouvernement, aux patrons politiques qui voulaient parrainage et pots-de-vin, aux pauvres et aux chômeurs qui voulaient de l'argent de la part du gouvernement, aux cinglés qui voulaient des choses diverses et, dans l'ensemble, à tout groupe disposant d'assez d'électeurs pour exister.

1.7 Un ennemi est accueilli

À quel stade les communistes découvrirent-ils le défaut de l'armure du *New Deal* et s'engouffrèrent-ils à l'intérieur ?

Les critiques et ennemis du président Roosevelt ont commis, depuis le tout début, l'erreur fondamentale de systématiquement ne comprendre ni lui, ni ses objectifs. Au cours de la première administration Roosevelt, ses ennemis politiques l'avaient dénoncé comme agent conscient ou inconscient des philosophes communistes œuvrant à socialiser les États-Unis. Cela était erroné. Roosevelt n'hébergeait pas une once de conviction en lien avec la philosophie communiste. L'un des éléments qui reste le moins compris à son égard est que fondamentalement, il n'adhérait à aucune philosophie politique ou économique. Il n'était pas homme à s'intéresser à des notions fondamentales. Miss Perkins, qui le connut bien, était certaine que Roosevelt n'était pas un radical politiquement ou économiquement. « *Il tenait le* statu quo *de notre système économique* », affirma-t-elle, « *comme aussi bien établi que sa propre famille.* » Il était entré dans la vie politique sous l'influence des théories de Wilson sur les réformes politiques libérales. C'est-à-dire qu'il avait voté pour les candidats démocrates sans héberger d'opinion tranchée sur le sujet. Roosevelt se rallia aussi naturellement au parti démocrate qu'il s'était rallié à l'église épiscopale. Mais tout

en n'étant pas un radical, on peut tout également affirmer qu'il n'était pas un conservateur. Il était un homme littéralement dénué de philosophie fondamentale. Les positions qu'il adopta sur les questions politiques et économiques ne furent pas prises selon des croyances politiques profondes, mais sous l'influence des nécessités politiques.

Miss Perkins affirma qu'il n'avait « *aucune objection théorique ou idéologique à la propriété publique lorsque cela était nécessaire.* » Sur cette position, il pouvait se positionner d'un côté ou de l'autre sans commettre aucune violence à quelque philosophie politique ou économique, car il n'adhérait à aucune de celles-ci. Miss Perkins affirme qu'une fois, un jeune journaliste, en sa présence, eut la conversation qui suit avec Roosevelt. Le reporter demanda :

M. le président, êtes-vous communiste ?

Non, répondit Roosevelt

Êtes-vous capitaliste ?

Non.

Êtes-vous socialiste ?

Non.

Le jeune homme lui demanda alors quelle était sa philosophie politique. « *Philosophie ?* » le président était troublé. « *Philosophie ? Je suis chrétien et démocrate — voilà tout* » [39].

Par chrétien, il entendait qu'il était membre de l'église chrétienne. Par démocrate, il indiquait qu'il était membre du parti démocrate. Il ne s'intéressait pas aux théories de l'église ou du parti. Celles-ci fluctuent dans le temps. Il pouvait changer avec elles. Le test était la valeur des théories comme appâts à électeurs. Pour mettre des mots sur le sujet, il était au sens le plus propre un opportuniste, et la philosophie de l'opportunisme n'était pas du tout en accord avec l'idée de se faire communiste ou socialiste, ou même rose clair, durant la première administration de Roosevelt.

39. Frances Perkins, « *The Roosveelt I Knew* », p. 330.

En fait, la seule chose qu'il réalisa en se basant sur une philosophie bien définie fut le programme constitué par la NRA et l'AAA. Il s'agissait d'un plan visant à mettre sous l'aile du gouvernement toute la vie industrielle et agricole du pays, de l'organiser en grandes exploitations agricoles et en grands cartels industriels, comme on les appelait en Allemagne, en corporations pour user du terme italien, et d'opérer les affaires et les fermes selon des plans menés sous la supervision du gouvernement. Il s'agit de la négation totale du libéralisme. C'est, en réalité, l'essence du fascisme. Le fascisme ne va qu'un pas plus loin, en insistant, de manière logique, sur l'idée que cela ne peut pas être réalisé sous un gouvernement démocratique ; que cela ne peut être opéré que sous un régime totalitaire. Bien sûr, Roosevelt ne savait pas qu'il infligeait une expérimentation fasciste, car il ne savait pas ce qu'était le fascisme. En ces jours-là, le fascisme n'était pas défini comme un anti-sémitisme. Il s'agissait d'un mot servant à décrire le système politique de Mussolini. Roosevelt se contenta de faire quelque chose qui sur le moment sembla opportun politiquement, car cela satisfaisait de grands nombres d'exploitants agricoles et d'hommes d'affaires. Il ne s'arrêta jamais aux fondamentaux de ces décisions, car son esprit ne s'intéressait jamais à ceux-ci. La NRA ne satisfit pas pleinement les groupes technocratiques représentés par les Tugwell et leurs disciples, malgré leurs nombreux points de concordance. La NRA laissait trop de contrôle aux mains des milieux d'affaires, alors que ces groupes auraient préféré voir ce contrôle aux mains des techniciens — de préférence les professeurs. Quant aux Rouges, ils ne bougèrent pas résolument avant le second mandat, et ne menèrent aucune action *de masse* avant le troisième mandat, bien que leur pièce d'ouverture fût jouée durant le premier mandat. Et à ce moment-là, le point d'entrée était le mouvement syndical.

En 1935, Roosevelt avait un problème syndical sur les bras. Lorsque la NRA avait été lancée, elle contenait une clause appelée la *Section 7a.* On l'appelait la *Magna Carta* du travail. Elle donnait aux syndicats le droit de négocier collectivement en nommant des

représentants par eux choisis. Les dirigeants des syndicats y avaient vu un grand instrument pour la réhabilitation du travail organisé. Les niveaux d'adhésion aux syndicats avaient atteint des points bas par suite de la dépression. Certains syndicats étaient sur la voie de la désintégration. Lorsque les codes de la NRA furent lancés, ils représentaient en pratique des syndicats d'employeurs obligatoires, et les dirigeants syndicaux se mirent à l'œuvre pour faire croître leurs niveaux d'adhésion. Ils découvrirent rapidement que la NRA, du point de vue du syndicat, constituait une pure fraude. Les employeurs étaient *contraints* de constituer une *seule* autorité de code pour chaque industrie. Les travailleurs ne disposaient que du *droit* de *s'organiser* et ils pouvaient s'organiser en une, deux, trois, ou douze syndicats distincts. Par exemple, l'industrie de l'acier était unifiée sous le *Steele Institute*, mais les travailleurs de l'acier étaient soit pas syndiqués du tout, soit séparés dans autant de syndicats qu'il existait d'usines. Outre la protection offerte aux syndicats, l'application de la loi ne leur donnait aucun motif de satisfaction. Le code garantissait des salaires minimaux, mais le plus souvent le salaire garanti s'élevait à 14 $ par semaine. Dans de nombreux cas, les travailleurs gagnaient moins d'argent selon les codes. Par exemple, à Detroit, les ouvriers des usines avaient vu leur salaire augmenté de 35 cents à 40 cents de l'heure. À 35 cents de l'heure, ils travaillaient 60 heures et gagnaient entre 42 $ et 45 $ en deux semaines. À 40 cents de l'heure, ils travaillaient 40 heures au vu des limitations de temps de travail, et gagnaient 32 $ en deux semaines.

L'ensemble fonctionnait si mal que la loi Wagner sur les relations de travail fut adoptée, sans doute pour contraindre à une forme de solidarité dans les syndicats et leur accorder des droits de négociations efficaces. De fait, de nombreux employeurs étaient favorables à cette loi. L'employeur qui voulait payer des salaires décents à ses salariés et leur accorder des conditions et des temps de travail décents pouvait se voir mis en difficulté par les employeurs anti-sociaux qui voulaient presser les travailleurs le plus possible.

Cette loi aurait pu avoir une chance, mais la manière dont elle fut administrée après la réélection de M. Roosevelt en 1936 fut outrageuse.

En tous cas, plusieurs idées se mirent à circuler à ce moment-là à la Maison-Blanche. Tout d'abord, il fallait apaiser le monde du travail et il fallait faire quelque chose pour faire taire les murmures qui montaient des masses laborieuses.

La seconde était une idée bien plus sérieuse. Il y avait à ce moment autour du président des hommes qui distinguaient les possibilités gigantesques du travail organisé en tant que force politique. Ils connaissaient l'histoire des mouvements syndicaux en Angleterre, qui avaient tellement cru qu'ils avaient littéralement balayé le vieux parti libéral comme force politique. Ils pensaient qu'une chose semblable pouvait être réalisée aux États-Unis, et ils voulaient que le président usât de ses vastes pouvoirs et de fortes sommes d'argent pour encourager la formation du monde du travail en grande force politique. Pour y parvenir, il fallait accroître le champ des organisations syndicales.

Aux États-Unis, l'*American Federation of Labor*, qui intégrait le plus gros de la main d'œuvre organisée, était spécialisée pour n'organiser que des unions par métiers. C'est-à-dire que les charpentiers, plombiers, maçons, peintres, machinistes, etc. étaient organisés dans des unions représentant ces métiers séparés. Ils ne constituaient qu'une petite partie de la main d'œuvre organisée. La grande majorité des travailleurs était sans qualification et était employée dans des usines ou des industries séparées, et n'était pas organisée. On comptait trois grands syndicats industriels — l'*United Mine Workers* de John L. Lewis, l'*International Ladies Garment Workers* de David Dubinsky et l'*Amalgamated Clothing Workers* de Sidney Hillman. Un syndicat industriel est un syndicat au sein duquel les gens engagés dans une industrie séparée sont intégrés nonobstant le type de qualification pour lequel ils sont employés. Lewis avait depuis longtemps parlé de l'importance d'organiser l'ensemble de la main d'œuvre en syndicats industriels. La *Federation of Labor*

s'opposait résolument à cette idée.

Mais le syndicat industriel était le seul grand instrument au travers duquel toute la main d'œuvre pouvait s'organiser, et l'on a dit que le président fut exhorté à promouvoir cette idée comme point de départ pour établir un puissant mouvement politique basé sur les forces de travail.

À un moment où l'on comptait environ quatre millions d'hommes dans les syndicats étasuniens et dans la mesure où les syndicats réussirent en fin de compte à atteindre les quinze millions d'adhérents, on peut voir quelles étaient les possibilités politiques. Roosevelt fit appeler John L. Lewis et William Green, et les exhorta à constituer des syndicats industriels. Green, chef de l'*American Federation of Labor*, refusa, mais Lewis ne se fit guère prier. Sous la direction de Lewis, Hillman et Dubinsky, la lutte pour les syndicats industriels avait commencé. Lewis proposa que la *Federation of Labor* admît les syndicats industriels comme membres. Cela précipita une âpre lutte entre Lewis, Hillman, Dubinksy d'une part et ce que l'on appelait la Vieille Garde d'autre part — Green, Hutchinson et Frey. Cette lutte atteignit le statut de crise à Atlantic City en 1935, lors de la convention de la Fédération, au cours de laquelle le comité de la Fédération fit connaître un rapport s'opposant aux syndicats industriels. Suite à cela, au travers d'un furieux échange d'épithètes, Hutchinson du Syndicat des Charpentiers qualifia Lewis de bâtard, et Lewis le frappa à la mâchoire. Benjamin Stolberg, dans son ouvrage « *Story of the CIO* », affirme que « *ce coup se fit sentir à travers tout le mouvement de la main d'œuvre étasunienne, et le divisa en deux.* » [40]

Sous la direction de Lewis, un nouveau groupe de syndicats se forma, sous le nom de *Congress of Industrial Organizations* (CIO), qui se mit à l'œuvre le 9 novembre 1935. Son épine dorsale était

40. Benjamin Stolberg, « *The Story of the CIO* », (Viking, 1938). Ce volume contient un récit excellent et fiable du mouvement de la main d'œuvre durant les administrations Roosevelt, jusque 1938.

constituée par l'*United Mine Workers*, le *Ladies Garment Workers* et l'*Amalgamated Clothing Workers*. Son nombre total d'adhérents s'élevait à un million. Ces syndicats ne sortirent pas de l'*American Federation of Labor*. Cependant, le 4 août 1936, le conseil exécutif de l'*American Federation of Labor* vota la suspension des syndicats du CIO sauf s'ils se démantelaient sous un mois. Et cette menace fut suivie d'effet. Le travail important du nouveau CIO fut accompli après 1936, mais l'année 1936 fut une période de travail d'organisation effréné, parmi les travailleurs non-qualifiés du pays.

Un syndicat de main d'œuvre n'est pas chose qui peut être incantée rapidement par des mains non qualifiées. Un demi-siècle d'organisation de la main d'œuvre a constitué un corps disposant d'une connaissance experte quant à l'organisation et l'opération d'un syndicat. Alors que John L. Lewis, Dubinsky et Hillman œuvraient à organiser des millions de travailleurs, ils se trouvèrent immédiatement confrontés au problème de trouver des organisateurs compétents pour promouvoir et gérer les nouveaux syndicats. *C'est à ce stade que le Rouge apparut sur scène.*

Il y avait aux États-Unis une organisation de la main d'œuvre communiste connue sous le nom de *Trade Union Unity League*, qui prenait directement ses instructions depuis Moscou. On estime à dix ou quinze milles le nombre de communistes adhérents alors à ces syndicats. On y comptait également bien sûr un grand nombre d'adhérents non-communistes, et la connexion communiste était soigneusement dissimulée. Joseph Zack représentait le parti communiste aux États-Unis, et s'occupa de ses activités en lien avec la main d'œuvre de 1919 à 1934. Il s'était rendu en Russie où on l'avait mis au fait des techniques de contrôle communistes de la main d'œuvre.

Puis, en 1934, Moscou donna pour ordre au parti communiste des États-Unis de dissoudre les syndicats de la *Trade Union Unity League* et de diriger les adhérents de ces syndicats à l'*American Federation of Labor*. C'était le début de leur plan visant à percer de l'intérieur le mouvement d'union de la main d'œuvre étasunienne.

L'objet n'en était pas de faire progresser la cause des unions de la main d'œuvre ni d'obtenir de meilleures conditions de travail pour ses membres, mais d'utiliser l'appareil de l'union de la main d'œuvre comme instrument d'une révolution. Ce ne sont pas là des suppositions, cela a été prouvé par le témoignage de Joseph Zack en personne, ainsi que celui de Benjamin Gitlow, qui était secrétaire du parti communiste des États-Unis ; et les minutes officielles du parti sur cette période l'établissent également. Au mois de janvier 1935, le parti communiste des États-Unis adopta la résolution suivante :

> *L'afflux de centaines de milliers de nouveaux travailleurs depuis les industries de base et les usines de production de masse, vers les syndicats de l'*American Federation of Labor*...rendent ces syndicats plus militants et les orientent vers des syndicats de masse, ce qui ouvre de nouvelles et importantes possibilités d'un travail de masse révolutionnaire en leur sein. Au vu de cela, la principale tâche du parti dans la sphère du travail des syndicats devrait être d'œuvrer dans les syndicats de l'*American Federation of Labor *afin de mobiliser énergiquement et sans relâche les masses de leurs membres et les syndicats dans leur ensemble pour la défense de l'intérêt quotidien des travailleurs, assurer la direction des mouvements de grève, mener la politique de la lutte des classes au sein des syndicats...* [41]

Peu après eut lieu la séparation entre l'*American Federation of Labor* et le *Congress of Industrial Organizations*, et John L. Lewis se retrouva en recherche d'organisateurs expérimentés. Les dirigeants communistes virent en la montée du CIO une meilleure opportunité pour leurs objectifs révolutionnaires que dans l'AFL, et donnèrent pour instruction à leurs membres de se retirer de celle-ci et de rejoindre le CIO. Les dirigeants du CIO, de leur côté, furent

41. Martin Dies, « *The Trojan Horse in America* » (Dodd, Mead, 1940).

ravis de trouver à porter de main plusieurs milliers d'organisateurs syndicaux expérimentés, et de pouvoir exploiter leurs talents. Certains hommes parmi eux étaient des communistes notoires, mais les dirigeants du CIO s'imaginèrent qu'ils pourraient faire usage de leurs aptitudes spéciales pour l'organisation tout en contenant leurs énergies révolutionnaires. Ils allaient tomber de haut, comme nous allons le voir.

Lewis était intéressé par l'idée de faire se lever des syndicats industriels comme le sien, car il avait toujours cru en celui-ci. Roosevelt était intéressé par l'idée d'amener dans les syndicats étasuniens autant d'électeurs que possible, et de capturer leur direction pour établir une puissante faction syndicale qui pourrait contrôler le parti démocrate et que lui-même et ses alliés pourraient contrôler au travers des vastes pouvoirs du gouvernement et les vastes pouvoirs des dirigeants syndicaux, ainsi qu'avec les immenses ressources financières qu'un si important mouvement de main d'œuvre aurait à sa disposition. Les communistes étaient intéressés par l'idée de pénétrer les syndicats dans des positions clés telles que dirigeants de syndicats, statisticiens, économistes, etc. pour utiliser l'appareil des syndicats aux fins de promouvoir la cause de la révolution.

Je pense que nous devons rester justes, et évoquer à ce stade le fait que ni Roosevelt, ni Lewis n'appréhendaient le péril auquel ils exposaient aussi bien les syndicats que le pays. Cette chose que l'on appelle activité et propagande révolutionnaire constitue un art en soi. Elle a été fortement développée en Europe, où les groupes révolutionnaires ont été actifs depuis un demi-siècle, et où les groupes révolutionnaires communistes sont parvenus à un tel succès au cours des 25 dernières années. En pratique, ces faits restaient, à l'époque que j'évoque ici, ignorés des hommes politiques et dirigeants syndicaux des États-Unis, et cela reste ignoré à ce jour d'une vaste majorité de dirigeants politiques. L'heure vint où Lewis comprit la gravité de la situation et y fit face franchement, et s'en occupa sans attendre. Mais, comme nous allons le voir, Roosevelt, au travers d'une combinaison d'événements et d'influences,

s'empêtra de plus en plus dans la toile tissée par divers opérateurs révolutionnaires, non par intérêt de sa part pour la révolution, mais parce qu'il ne s'intéressait qu'aux voix.

Mais pour l'instant, il capitalisait fortement sur les activités du CIO. Celui-ci mit à disposition un demi-million de dollars pour la campagne 1936 de Roosevelt, et lui apporta un immense groupe de travailleurs syndiqués actifs qui jouèrent un vaste rôle dans la victoire écrasante qui fut la sienne lors de ces élections. Mais parmi eux, on trouvait désormais un grand nombre de communistes, occupant des positions très importantes au sein du nouveau mouvement syndical, certains s'approchant de plus en plus du cœur du pouvoir de l'organisation. Telle était la brèche dans le mur par laquelle ils étaient entrés. Leur pouvoir allait croître et prospérer.

1.8 À cheval sur le lapin blanc

Nous étions en 1936, et le verdict quant à M. Roosevelt appartenait désormais au peuple. Au fil des années, un observateur peu informé aurait bien pu supposer que le *New Deal* de Roosevelt connaissait un état de déroute considérable. L'une après l'autre, les grandes aventures de M. Roosevelt en architecture sociale avaient été proscrites par la Cour Suprême, étaient tombés en miettes du fait de leurs propres faiblesses, ou avaient subi une combinaison des deux phénomènes. La NRA s'était évaporée et chacun était heureux d'en être débarrassé. L'AAA avait été déclarée inconstitutionnelle, et était sujette à d'âpres critiques. Le plan Warren pour l'or s'était plus ou moins évaporé en tant que politique effective. La loi Guffey sur le charbon avait été déclarée inconstitutionnelle. Le président continuait d'être mis au pilori du fait de ses dépenses colossales, de ses budgets déséquilibrés, de ses déficits gigantesques suivant ses attaques sans merci, menées contre Hoover en 1932. En 1935, le niveau des dépenses de l'administration Hoover avait été plus que doublé par Roosevelt, et la dette avait augmenté de 16

milliards de dollars. Les attaques stridentes et en staccato menées par M. Roosevelt contre Hoover, le désignant comme le plus grand dépensier du monde, retombaient désormais sur lui.

Le spectacle grotesque de l'armée de pelles de Harry Hopkins, de la mise à mort des cochons et de la destruction des récoltes par Wallace, et de la danse joyeuse des cinglés dépensiers qui faisaient la fête au sein de la parade électorale de Roosevelt, tout cela provoquait l'hilarité et le mépris de la part des blagueurs et des commentateurs.

Harry Byrd s'intéressait de près aux extravagances du *New Deal* et annonça que le fonctionnariat avait proliféré à un rythme aussi effréné que le gouvernement se retrouvait à louer des bureaux dans 107 bâtiments privés pour y faire œuvrer ses fonctionnaires. Le sénateur Carter Glass lança ses attaques les plus rudes contre l'administration. « *Le New Deal* », disait-il, « *n'est pas seulement une erreur. Il s'agit d'une disgrâce pour la nation. Je préférerais mourir que voir la disgrâce de cette ère.* » Le sénateur Bailey, de Caroline du Nord, le sénateur Ashurst d'Arizona, le sénateur Copeland de New York étaient vent debout. Lewis Douglas, le premier directeur du budget de Roosevelt, James Warburg, l'un de ses premiers champions, George Peek, Hugh Johnson, le gouverneur Ely du Massachusetts, et par-dessus tout, Al Smith, n'épargnaient pas leurs critiques. Al Smith déclara que si Roosevelt était de nouveau positionné comme candidat démocrate pour l'élection présidentielle sur un programme soutenant le *New Deal*, il « *partirait faire un tour* ». Smith, observa un journaliste, offrait à Roosevelt les trottoirs de New York brique par brique.

L'accusation voulant que Roosevelt avait joué un jeu d'expérience irresponsable, en utilisant le peuple étasunien comme rat de laboratoire, fut lancée avec un effet tel que Roosevelt fut contraint, dans une lettre envoyée à Roy Howard, dirigeant des journaux Scripps Howard, de lui assurer que la phase expérimentale du *New Deal* touchait à sa fin. Entre autres difficultés, le président se vit remettre la loi du bonus aux soldats. Il opposa son veto à cette

loi, mais convint d'un arrangement avec les dirigeants démocrates pour qu'elle fût adoptée en passant outre ce veto. Ainsi, le président pourrait revendiquer avoir essayé de l'empêcher, cependant que les démocrates pourraient revendiquer l'avoir fait adopter.

Le pays était perclus de grèves — plus de 2000. L'impulsion du CIO pour que l'on adhérât à ses nouveaux syndicaux se poursuivait avec une énergie débordante. On n'écartait pas l'apparente gravité des différends qui s'étaient développés entre les dirigeants démocrates. Les sénateurs des États du Sud — des hommes comme Walter George, Pat Harrison, Millard Tydings et d'autres encore dont on n'aurait pu ignorer les opinions, étaient dégoûtés par l'orgie des fonds de secours qui s'était produite sous Hopkins. Le président estima nécessaire de déclarer quelque chose à ce sujet. Il énonça qu'accorder des secours de cette manière « *revient à administrer un narcotique, un subtil destructeur de l'esprit humain. . .Je ne veux pas que la vitalité de notre peuple se fasse saper par l'administration d'allocations chômage, de paniers de consommation, par quelques travaux de jardinage chaque semaine, de balayage de feuilles ou de ramassage des papiers usagés dans les jardins publics.* » Il se déclara favorable aux travaux publics utiles — routes, autoroutes, reforestation.

Les esprits étaient à vif. Blanton, le représentant du Texas, proposa de se battre contre les docteurs de Washington, un par un. John O'Connor, de New York, déclara qu'il allait botter le train du Père Coughlin sur toute la distance séparant le Capitole de la Maison-Blanche. Le Père Coughlin, qui avait au départ vanté Roosevelt comme un grand dirigeant, le dénonçait désormais comme menteur. Vito Marcantonio affirma qu'il aimerait rencontrer Valentine, le commissaire de police de New York, dans un gymnase. Le *Sun* suggéra que le restaurant de la Chambre aurait mieux fait de proposer de la viande crue sur son menu. Les adeptes de Townsend se battaient entre eux. Townsend accusait le représentant McGroarty, qui avait introduit la loi Townsend, d'essayer de livrer les adeptes de Townsend aux démocrates. William Randolph

Hearst, qui avait soutenu Roosevelt en 1932, et sans le soutien duquel ce dernier n'aurait pas pu être le candidat démocrate à cette élection, attaqua Roosevelt pour avoir accepté le soutien d'organisations extérieures à la forme de gouvernement des États-Unis, et Steve Early affirma que Hearst était « *un célèbre patron de presse* » qui avait pratiqué une tentative planifiée de détruire Roosevelt. D'autres qualifiaient Roosevelt de communiste et le Révérend John O'Brien fulminait avec une véhémence ardente contre cette « *calomnie laide, lâche et flagrante.* »

Lorsque les républicains se rassemblèrent, ils désignèrent comme candidats à la présidence et à la vice-présidence, respectivement, Alfred Landon, du Kansas et Frank Knox de Chicago. Landon, comme gouverneur du Kansas, s'était fait remarquer avec un budget équilibré et par ses qualités de dirigeant. Les républicains adoptèrent pour cette élection une plateforme qui ne se distinguait guère de la plateforme démocrate de 1932. Lorsqu'on les accusa de voler la plateforme démocrate de 1932, les républicains répondirent : « *Pourquoi pas ? Les démocrates n'en ont plus l'usage. Qui plus est, elle est en parfaitement bon état — puisqu'elle n'a jamais été utilisée.* » Leur foi principale résidait sur l'accusation envers le président d'avoir usurpé les pouvoirs du Congrès, attaqué l'intégrité des tribunaux, envahi les prérogatives constitutionnelles des États, tenté de substituer à la libre entreprise un monopole régulé, forcé le Congrès à adopter des lois inconstitutionnelles, rempli des quantités de bureaux avec des essaims de fonctionnaires destinés à harasser le peuple et d'instiller la crainte dans le commerce et l'industrie, découragé les nouvelles entreprises et ainsi prolongé la dépression, utilisé les fonds de secours pour corrompre et intimider les électeurs, et fait appel à un préjudice de classe pour enflammer les masses et créer de dangereuses divisions.

Bertrand Snell, président permanent de la convention des républicains, affirma : « *le peuple devrait remercier Dieu pour la Constitution, la Cour Suprême, et une presse courageuse.* » Que l'on soit ou non d'accord avec cette affirmation, la plupart des hommes, j'en

suis convaincu, conviendront aujourd'hui au vu des événements que sans interdictions constitutionnelles et sans Cour Suprême, Roosevelt aurait sans aucun doute adopté des mesures terrifiantes, vu comme il était parti. Et comme exemple de l'effet du temps sur les slogans et les hymnes, l'orchestre de la convention républicaine salua l'arrivée de la délégation de New York en jouant alternativement : « *The Sidewalks of New York* » et « *California Here I Come* » en honneur des deux âpres antagonistes de la bataille de 1928 — Smith et Hoover.

Pour la convention démocrate, la chanson-thème était toujours « *Happy Days Are Here Again* ». Un enthousiasme délirant fut monté par tous les procédés connus du show business pour rendre important un événement qui ne l'est pas. À partir du moment où le marteau tomba pour ouvrir ce conclave sauvage, jusqu'au coup de marteau final, tout ce qui fut fait ou dit, ou qui sembla se produire, fut réalisé en accord avec un scénario soigneusement arrangé et suivi. Les délégués n'étaient que des marionnettes et donnèrent leurs répliques exactement comme les figurants lors du tournage d'un film. La seule chose qui se produisit de manière spontanée lors de cette convention fut une démonstration imprévue de la part de Jim Farley, le metteur en scène du grand hippodrome. Ce fut réellement un spectacle pour Farley. Un Texan monté sur un âne faisait le tour du hall. Les délégués désignèrent en criant une reine pour la convention ; ils rugirent et paradèrent ; ils abolirent la règles des deux tiers et, après que tout fut terminé, le samedi soir, sur Franklin Field, face à une foule constituée de 100 000 personnes, Roosevelt et Garner se tinrent entourés par Mme Roosevelt, Sr. et Jr., James, John, Franklin Jr. et M. et Mme John Boettiger, cependant que Lily Pons chantait « *The Star-Spangled Banner* » et que les démocrates épuisés chantaient, criaient et pleuraient.

Au fil de la campagne, les paris s'établissaient à huit contre cinq sur Roosevelt. Mais les républicains pensaient disposer d'une chance en or de l'emporter. John Hamilton, du Kansas, fut nommé président national, et il défia Jim Farley de nommer six États où

Roosevelt pourrait l'emporter avec certitude. Les prévisionnistes républicains — et de nombreux autres — se firent complètement berner par le groupe d'éléments et de sujets hostiles à Roosevelt que nous avons énumérés — l'opposition d'Al Smith et les démocrates opposés au *New Deal*, les scandales des fonds de secours, la totale trahison par Roosevelt de ses promesses de 1932, la montée des impôts, des prix et de la dette, les feulements tapageurs et furieux des représentants de ces millions de gens qui voulaient des pensions vieillesse et d'autres dons du gouvernement. Peu après la convention démocrate, le Père Coughlin, le représentant Lemke et quelques éléments résidus du mouvement *Share-the-Wealth*, menés par Gerald L. K. Smith, s'assemblèrent pour constituer un troisième parti. Ils le nommèrent *Union Party*. Il revendiquait la Justice Sociale, les Pensions Renouvelables et *Tout Homme Un Roi*. Puis il désigna Lemke comme candidat à la présidence, et Gerald L. K. Smith annonça au monde que son parti raflerait 20 millions de voix au mois de novembre.

Ces hommes politiques amateurs ignoraient que Farley avait déjà fait main basse sur la foule de Huey Long et sur les adeptes de Townsend, et que seules les carcasses de ces mouvements étaient présentes à la convention de l'*Union Party*. Et il échappa aux prévisionnistes que la plupart des démocrates opposés au *New Deal* venaient du Sud, et que les démocrates des États du Sud ont une marque bien à eux. Carter Glass avait laissé fuser une longue suite d'adjectifs sulfureux pour qualifier le *New Deal*. Mais Heywood Broun apprécia à sa juste valeur ce facteur en affirmant : « *Carter Glass n'abandonnerait jamais le parti, quand bien même celui-ci désignerait le démon en personne comme candidat à la présidence. Il pourrait s'en prendre verbalement à Lucifer, peut-être qu'il refuserait d'aller dîner chez lui, mais si le Diable était démocrate, il ne lui refuserait pas sa voix.* »

Ils avaient négligé le fait que le Sud avait les deux jambes plongées jusqu'aux genoux dans les fonds d'aide et les travaux publics de Roosevelt. La politique nationale acheminait désormais vers le

Sud des milliards de dollars. Lorsque Alf Landon parlait des invasions de Roosevelt contre la Constitution, l'homme qui recevait les aides et l'agriculteur qui touchait son chèque de subvention lui répondaient : « *la Constitution ne se mange pas.* » Et ce n'était pas tout, car les petits commerçants avaient désormais des clients par millions dont les dépenses de la WPA, de la PWA, du CCC et de l'AAA pour leur commerce faisaient toute la différence entre un livre de compte bénéficiaire ou dans le rouge. À la radio, Roosevelt affirmait que toute la question était en fait assez simple — posez-vous simplement une seule question. Votre situation présente est-elle pire ou meilleure qu'au début de notre mandat ? Il rappela les chiffres de l'emploi le jour de son investiture et durant cette campagne. Quant à la dette publique, il affirma que nous avions emprunté huit milliards, mais que nous avions accru le revenu national de 22 milliards. Est-ce que vous emprunteriez 800 $ par an si cela vous permettait d'accroître votre revenu de 2200 $? demanda-t-il. C'est cela que nous avons fait, répondit-il, en se donnant l'air d'un homme qui a résolu une énigme complexe. Et bien que ces chiffres fussent faux, et ce raisonnement totalement erroné, il était en pratique impossible à tout orateur républicain d'argumenter avec les électeurs contre ces chiffres apparemment plausibles et évidents.

Étrangement, durant la campagne, un sujet sembla s'ingérer par intervalles, comme une odeur distante et indéfinissable. C'était l'odeur de la guerre que l'on distinguait en fond. Le parti socialiste tint sa convention à Cleveland et désigna Norman Thomas comme candidat à la présidence. Mais une âpre lutte fut levée au sujet d'une résolution appelant à une résistance de masse à la guerre au travers d'une grève générale. La résolution fut adoptée mais Louis Waldman, Algernon Lee, James O'Neal and Thomas Kreuger quittèrent le mouvement et constituèrent ce qu'ils dénommaient la *Social Democratic Federation of the United States*. Ainsi, le sujet de la guerre divisa le parti socialiste dès l'année 1936.

Les gens se montraient quelque peu nerveux à ce sujet. S'il fal-

lait citer une résolution qui fut fermement imprégnée dans leurs esprits, c'était bien qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser embringuer dans une nouvelle guerre. La révolution espagnole battait son plein, et l'Allemagne, l'Italie et la Russie y trempaient les doigts, à la grande irritation de divers groupes étasuniens. Quelqu'un écrivit qu'il ne s'agissait que d'une répétition en costumes d'un conflit plus important entre la Russie et l'Allemagne, présenté comme inévitable. Roosevelt, qui exploitait tout moyen de s'attirer des voix, et percevant cette résistance résolue à la participation des États-Unis à une nouvelle guerre, prit ce sujet pour thème dès de sa première allocution de campagne. Il affirma à son auditoire qu'« *il était plus préoccupé et moins jovial au sujet des conditions internationales mondiales qu'au sujet de nos perspectives intérieures immédiates.* » Cela revenait basiquement à affirmer qu'il percevait davantage une possible guerre qu'une nouvelle crise intérieure aux États-Unis. Il ajouta : « *Nous évitons les engagements politiques qui pourraient nous empêtrer dans des guerres à venir ; nous évitons toute connexion avec les activités politiques de la Société des Nations.* » Il affirma à son auditoire : « *Nous ne sommes pas isolationnistes, sauf dans la mesure où* nous essayons de nous isoler totalement de la guerre. » Puis il avertit que « *tant que la guerre existera sur terre, il existera un danger pour que même une nation désirant éperdument la paix puisse se trouver aspirée dans cette guerre.* »

Il poursuivit avec emphase : « *Je déteste la guerre. J'ai passé des heures innombrables, je continuerai de passer des heures innombrables à réfléchir et à envisager la manière dont cette nation pourra être préservée de la guerre.* » Le Congrès, expliqua-t-il, lui avait conféré une certaine autorité pour positionner des barrières de protection assurant la neutralité des États-Unis en cas de guerre. Le président s'était vu remettre « *de nouvelles armes pour maintenir notre neutralité.* » Aussi, il approuvait l'existence de ces armes dans le *Neutrality Act*. Mais cela ne suffisait pas. Que nous soyons dans ou hors de la guerre allait dépendre de qui serait président à

ce moment-là. « *Néanmoins* », dit-il en appuyant avec staccato sur chaque mot, « *et je m'appuie sur une longue expérience pour en parler — le maintien effectif de la neutralité étasunienne dépend aujourd'hui, comme par le passé, de la sagesse et de la détermination de quiconque occupe à ce moment-là le bureau du président des États-Unis et celui du Secrétaire d'État* » [42].

Les choses n'auraient pas pu être plus claires. À ce moment, trois nations de premier plan flirtaient avec la guerre. La guerre pouvait éclater. Elle pouvait se répandre sur l'Europe comme l'avait fait la première guerre mondiale, qui avait commencé en Serbie et avait englouti le monde. Roosevelt disait aussi bien que les mots peuvent l'énoncer que si le président, lorsque l'opportunité se présenterait, voulait nous amener en guerre, le *Neutrality Act* ne suffirait pas, mais que si le président voulait nous en préserver, cette loi serait un outil des plus utiles à sa disposition. Et, bien entendu, l'implication finale était que la meilleure chance pour le peuple étasunien d'éviter cette grave possibilité était de le réélire au poste de président.

Puis il fit vibrer une corde sensible : « *Il est clair que notre politique actuelle...pourrait en cas de guerre sur un autre continent réduire les profits de guerre qu'amasseraient sans cela les citoyens étasuniens. Les produits industriels et agricoles disposant d'un marché de guerre peuvent engendrer des fortunes immenses au bénéfice de quelques hommes.* Pour une nation dans son ensemble, cela engendre le désastre. » Quelles personnes propices à attiser une guerre, dès lors, nous fallait-il craindre ? « *Ne nous voilons pas la face* », poursuivit-il, « *quant au fait que nous pourrions trouver dans notre pays des milliers d'Étasuniens qui, à la recherche de richesses immédiates, l'appât du gain, s'emploieraient à rompre ou à échapper à notre neutralité.* » Ils vous diraient que les chômeurs pourraient trouver un emploi, que les États-Unis pour-

42. « *Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt* », Vol. 5, pps. 285-292 (Random House).

raient s'emparer du commerce mondial. « *Il serait difficile pour les Étasuniens* », poursuivit le président, « *de regarder au-delà — de comprendre les inévitables sanctions, le jour inévitable des comptes qui fait suite à une fausse prospérité. . .Mais toute la sagesse des États-Unis ne se trouve pas concentrée à la Maison-Blanche ou au Département d'État ; nous avons besoin du traitement, des prières et du soutien du peuple des États-Unis qui nous accompagnera sur notre chemin à la recherche de la paix.* »

Il conclut en disant que « *la paix dépendra de leurs décisions au jour le jour (celles du président et du secrétaire d'État). . .Nous pouvons rester hors de la guerre si ceux qui veillent et décident comprennent de manière suffisamment détaillée les affaires internationales pour s'assurer que les petites décisions d'aujourd'hui n'amèneront pas à la guerre et si dans le même temps ils disposent du courage de dire non à ceux qui égoïstement ou peu sagement nous amèneraient à la guerre.* »

Bien sûr, Roosevelt n'évoquait pas une menace de guerre qui aurait été vague ou mythique. Il parlait d'une guerre en Europe ou en Asie. Hitler était au pouvoir depuis quatre années. Il avait dénoncé le Traité de Versailles et le Pacte de Locarno. Il avait marché sur la Rhénanie. Il avait annoncé son intention de réarmer l'Allemagne jusqu'aux dents. Il transpirait le feu et le souffre au nez de ses voisins. Aussi, lorsque Roosevelt faisait mention d'une possible guerre, on se figurait bien une guerre ressemblant à celle qui finit par éclater en Europe en 1939. Et il disait au peuple des États-Unis que si une telle crise survenait, la seule chance de rester hors du conflit était de le nommer président, pour être certain que le *Neutrality Act* serait pleinement utilisé afin de nous préserver de la guerre.

Deux mois plus tard, Jim Farley rapporta à Roosevelt que le sénateur Hugo Black, qui venait de procéder à un voyage traversant de nombreux États, lui avait dit que l'opposition du président à une possible guerre était le point le plus efficace qu'il avait retenu, couplé au fait qu'il était familier de la situation internationale,

et Black exhortait Farley à amener le président à prononcer un nouveau discours à ce sujet.

Pour ceux qui avaient suivi l'élection de près, le résultat fut une conclusion évidente. Mais peu d'observateurs avaient imaginé à quel point ce résultat serait massif. Jim Farley avait prédit que Landon ne tiendrait que des États. Cette prédiction doit rester comme un record absolu en matière de prophétie politique. Roosevelt obtint 523 voix de grands électeurs, Landon seulement huit. Dans aucun État, hormis le New Hampshire, le résultat ne fut même serré. Roosevelt avait obtenu 27 751 000 voix, Landon 16 681 000. Chose curieuse, l'élection ne fit pas que naufrager sur le moment le parti républicain ; elle faillit également détruire le parti socialiste. Ce parti avait jadis attiré un million de voix sur la tête d'Eugene V. Debs. Il avait fait un score de 884 000 voix pour Thomas en 1932. Cette fois-ci, il obtint 187 000 voix. C'étaient environ 700 000 voix socialistes qui avaient été absorbées par le parti démocrate.

Après l'élection, dans tout le pays, rédacteurs et autres observateurs politiques émirent des prédictions quant à l'idée que la défaite de Landon marquait la fin du parti républicain.

L'élection portait en elle un enseignement profond pour ceux qui sont quelque peu familiers de l'histoire européenne. Qu'est-ce qui avait conduit à ce résultat mirobolant ? La voix d'or du président ? Son pouvoir oratoire ? Son charme personnel extraordinaire ? Bien évidemment que non. Son programme était presque entièrement effondré, et les choses qui en restaient, comme le *Social Security Act*, le *Stock Exchange Act*, l'*Utility Holding Company Act*, etc. n'avaient absolument pu pour l'instant porter aucun résultat sur le système économique. Les hommes ne remportent pas les élections avec une voix d'or ou un charme personnel. Ils ne remportent pas de victoires aussi éclatantes que celle-là. De fait, le président était soutenu loyalement par de nombreux hommes qui, loin de succomber à son charme, le détestaient.

La victoire du président n'était due qu'à une seule et unique chose, à ce grand lapin — le lapin dépensier — qu'il avait avec

autant de réticence tiré de son chapeau en 1933. Cela lui avait mis entre les mains un fonds de presque 20 milliards de dollars, avec lequel il avait pu satisfaire les appétits de vastes groupes de gens dans chaque comté des États-Unis — pas uniquement les pauvres victimes inconsolables de la dépression, mais les ambitions longuement différées de chaque agglomération, comté, ville, et de chaque État, aspirant à de grands projets très chers qui seraient faute de cela restés hors de leur portée. Il avait ainsi pu s'engager dans cette succession d'aventures grandioses et téméraires, qui sous une apparence très audacieuse ne comprenaient que peu ou pas du tout les grandes lois de la nature et de l'économie qu'il bafouait. Les frugaux fonds de campagne engagés dans les élections présidentielles du passé ne pesaient guère face à l'incroyable tonneau rempli de milliards que le président avait déversé douze mois par an. De tous ces lapins fictifs que le président sortait de son chapeau, c'était celui-là, et celui-là seul, qui avait survécu et qui restait apte à poursuivre le travail important qui restait. Ce lapin était devenu un coursier renifleur, doté d'une exceptionnelle vigueur. Il était devenu un peu sauvage. Mais ce fut ce monstrueux lapin, avec Roosevelt juché sur le dos, qui le porta dans cette course effrénée sur les bureaux de vote de 46 États et le renvoya illico à la Maison-Blanche pour quatre années de plus.

Chapitre 2

Confusion

2.1 L'approche du Boom étasunien

C'était la seconde fois que Franklin D. Roosevelt se trouvait face au principal Juge de la Cour Suprême, au niveau du portique d'accès du Capitole, pour prêter serment comme président. Pour un homme qui prenait un plaisir presque enfantin à créer des précédents, il devait avoir tiré une bonne dose de satisfaction du fait qu'il était le premier président, selon la nouvelle loi, à prêter serment le 20 janvier au lieu du 4 mars. Hormis cela, ce fut une investiture normale, même la pluie étant au rendez-vous.

Mais la scène avait fortement changé dans le grand pays. La nation connaissait ses désastres, mais il s'agissait de phénomènes naturels — des rivières sorties de leur lit et des fermes inondées —, et aucune grande perturbation économique n'était en vue. Roosevelt parut face à la foule comme le grand docteur qui avait soigné la nation. À dire vrai, le patient n'est pas totalement rétabli. Le PIB national, les rémunérations, ainsi que la production industrielle affichaient tous des niveaux 20 % inférieurs à ceux de 1929, et les nouvelles constructions n'atteignaient que le tiers de leur niveau de

1929. Les produits agricoles restaient à un prix inférieur à celui de 1929. Mais les choses changeaient vers le mieux.

La victoire écrasante du président aux élections avait eu un effet sur ses ennemis. Un sentiment de frustration politique avait balayé les dirigeants des milieux d'affaires du pays. Nombre d'entre eux étaient tellement abattus du fait du soutien populaire pour le président qu'ils perdirent tout sens de la combativité. Un vague pressentiment les habitait, et leur faisait craindre qu'ils ne comprenaient pas bien la situation nouvelle, et que le mieux à faire était d'en tirer son parti au mieux. Journaux et magazines affirmaient que le parti républicain était mort.

Outre la connotation dépressive, cependant, croissait une nuance d'optimisme. Les hommes de Wall Street et les cercles d'affaires parlaient du boom étasunien à venir. Même la grande industrie de l'acier, la dernière à ressentir l'appel de cette résurrection, mugissait. Je me rendis avant Noël dans des villes d'aciéries, juste avant l'investiture de 1937. En approchant de la région de l'acier le ciel brûlait des rayonnements des fours à ruche — des milliers de ces fours ramenés à la vie parce que les fours modernes existants étaient inadaptés. À Pittsburgh, un esprit d'empressement et de mouvement était réapparu pour la première fois depuis 1929. Dans tous les hôtels et restaurants, les orchestres jouaient la nouvelle chanson « *Santa Claus Is Coming To Town* ». Les moulins assuraient trois services quotidiens et les travailleurs recevaient des augmentations de 10 %. Ils s'acquittaient de leurs vieilles factures, et achetaient de nouvelles choses dans les magasins. Les broches vrombissaient dans les usines textiles de coton de Nouvelle-Angleterre. Au mois de mars, certains hommes d'affaires craignaient que le boom ne partît hors de contrôle et se développât trop fort.

La main d'œuvre était en mouvement. Le grand mouvement des ouvriers de l'acier, avec John L. Lewis comme commandant en chef du CIO, était à l'œuvre. Les travailleurs se ralliaient en grands nombres, et l'on distinguait la promesse d'un important enjeu. Les grèves en mode « *sit-in* » étaient en progrès dans de nombreuses

usines, et l'ensemble de la côte Pacifique était paralysée par une grève des transports. Mais rien de cela ne nuisait à la lumière des perspectives des hommes d'affaires, friands du boom.

La grande victoire du mois de novembre avait eu un effet sur Roosevelt également. C'était presque l'ensemble de son programme de premier mandat qui reposait en ruines sur le sol autour de lui. Toutes les composantes théâtrales qui avaient attisé l'imagination du peuple avaient été enlevées de la scène. Malgré cela, une reprise se faisait nettement sentir, ou plutôt quelque chose qui ressemblait à une reprise. Le nombre de chômeurs était faible, autour de sept millions, et il continuait à diminuer chaque mois. Le président estimait avec confiance avoir géré la dépression, mais l'ensemble du spectacle de reprise qui se faisait sentir dans le pays ne résultait que du programme de dépenses de l'administration.

Il avait appelé cela « *amorcer la pompe.* » La pompe, bien entendu, était la grande machine des affaires dans laquelle les États-Unis déversaient des milliards, et les colossales énergies de sa main d'œuvre pompaient le vaste flot de biens, et le revenu nécessaire à les acheter. Roosevelt avait déversé 16 milliards de dollars d'argent public emprunté dans cette pompe, mais il n'avait rien fait pour réparer la pompe. La pompe faisait sortir des biens et un revenu, mais seulement tant qu'il continuait de l'amorcer. Les grandes industries de l'investissement étaient au point mort. L'industrie du bâtiment dans son ensemble restait sous les seuils de prospérité d'un facteur égal au tiers ou à la moitié. Sans renaissance de l'investissement, il ne pouvait y avoir aucune renaissance du système économique. Le système était soutenu par les dépenses d'argent-dette consenties par le gouvernement.

Le président ne percevait pas clairement le sens total de tout cela. Il avait imaginé que la pompe s'était mise à fonctionner, et qu'il pourrait très bientôt annoncer avec fierté qu'il pouvait cesser de l'amorcer, c'est-à-dire arrêter de dépenser de l'argent-dette et équilibrer le budget.

Il était d'une humeur gaie et triomphante. Un homme naturel-

lement vain, car la victoire écrasante sortie des bulletins de vote avait considérablement enflé son ego. Peu d'hommes, dans la vie publique, ont jamais reçu des applaudissements aussi nourris, ou été entourés d'autant de flatteurs. La raison, bien entendu, en était qu'aucun homme dans toute notre histoire n'avait jamais eu entre les mains un portefeuille si empli de dollars par milliards à distribuer aux États et aux villes, au monde des affaires, aux travailleurs, aux riches comme aux pauvres. La flatterie arrosait sa tête, qu'il portait haut. Après tout, ces applaudissements généraux, ces flatteries innombrables ne pouvaient pas tous se révéler faux. De fait, les résultats de sa magie ne s'étalaient-ils pas devant lui ? Peut-être après tout *était-il bien* un magicien. Il se fit plus arrogant, et qui plus est, décida qu'il allait punir certains éléments puissants qui l'avaient défié. Pour commencer, il allait mettre à genoux la Cour Suprême.

Outre ceci, qu'est-ce que Roosevelt pourrait faire à présent ? Si, comme il le supposait, le système économique se dirigeait désormais rapidement vers un équilibre sain, que pourrait-on lui demander de plus ? Il allait devoir équilibrer le budget, et sans doute réduire la dette qu'il avait créée. Il avait donné au pays un *Social Security Act*, rouvert les banques, dompté Wall Street. Qu'est-ce qui restait à faire ?

Il n'est pas toujours aisé de savoir ce que Roosevelt signifiait en examinant ce qu'il a pu dire à tel ou tel moment. Par exemple, dans son allocution d'investiture de 1937, il donna l'impression qu'étendu face à lui se trouvait certains objectifs très importants — que des millions de gens travaillaient pour des salaires ridiculement bas, que des millions de fermiers vivaient des vies sordides, dans des fermes pires que les plus pauvres fermes européennes, affirma-t-il ; que des millions de gens ne mangeaient pas à leur faim. Il énonça la phrase : « *un tiers d'une nation mal vêtue, mal nourrie et mal logée* » et de ceci il fit émerger la promesse qu'il ne faisait que démarrer son combat et qu'il proposait de faire usage des pouvoirs alloués au gouvernement pour mettre fin à tout ceci.

Pourtant, peu de temps après, il affirma à un sénateur très puissant, et qui le soutenait, qu'il en avait terminé avec les expérimentations, et que désormais tout ce qu'il voulait était de consolider ses gains. Une telle affirmation, survenant quelques semaines après son stimulant discours d'investiture, constituait le contraire exact de celui-là. Lequel de ces points de vue représentait ce qu'il avait réellement à l'esprit ?

Je répète ici que jusqu'au moment de son investiture comme président, Roosevelt n'entretint probablement aucun doute quant au bien-fondé de notre système en place. Il avait fait partie de cette école qui estime que le gouvernement devrait faire peser son poids davantage au bénéfice de ceux que l'on appelle les « *petites gens* ». Cette attitude générale de bienveillance envers l'intérêt des masses, par opposition aux intérêts des milieux d'affaires, caractérisait les groupes de notre pays qui aimaient à se faire appeler libéraux.

Comme précédemment noté, il s'agissait d'opinions auxquelles il avait souscrit à l'époque où il était encore un jeune homme. C'étaient également les opinions de ses associés, et de la faction du parti au sein de laquelle il avait commencé sa carrière. Il est parfaitement évident, à l'examen de ses discours et de ses actions, qu'il n'est pas parvenu à ces principes par suite d'un long examen de la nature et de la structure de la société. Considérant l'ensemble du programme de Roosevelt — ce qu'il avait réalisé, et ce qui lui restait à faire — Raymond Moley le décrit de la manière la plus saisissante qui soit. À sa propre stupéfaction, il écrivit :

> *Apparu principalement par suite du prodige qu'un homme aurait pu être assez flexible pour se laisser porter à croire tant de choses en si peu de temps. Mais considérer ces politiques comme résultant d'un plan unifié revenait à penser que l'accumulation de serpents empaillés, d'images de baseball, de bannières d'écoles, de vieilles chaussures de tennis, d'outils de charpentier, de livres de géométrie et de plateaux de chimiste dans la*

> *chambre d'un petit garçon aurait pu y être placée par un décorateur d'intérieur*[1].

Pour autant que l'on puisse en juger, les opinions de Roosevelt à ce moment-là étaient dans l'ensemble que les grandes entreprises étaient immorales, que les pauvres ne disposaient pas du repos qu'ils méritaient et que la dépression était le résultat des pêchés des entreprises, et que celles-ci devaient être punies pour ces pêchés. Mais il est parfaitement évident qu'il ne savait pas quels étaient les pêchés qui avaient causé les dégâts. Sans aucun doute, les hommes d'affaires commettent des pêchés, seuls et en groupes organisés. Certains de ces pêchés découlent de la cupidité. D'autres découlent de motivations parfaitement légitimes. D'autres sont des pêchés du cœur ; certains sont des pêchés de l'esprit sans iniquité consciente. Certains pêchés causent des torts très importants à l'ensemble de l'économie sociale. D'autres, pourtant tordus, n'ont pas cet effet — et peuvent même aider celle-ci. Il n'existe aucun élément permettant d'affirmer que Roosevelt mît jamais le doigt sur les causes réelles qui avaient amené le système de libre entreprise privée à dysfonctionner. Outre ceci, il avait dérivé vers la théorie générale, définie de manière fort vague, selon laquelle le gouvernement doit s'ingérer dans la situation et, en usant de son crédit et de sa puissance régulatrice, doit endosser un rôle de contrôle pour faire fonctionner le système. Il n'avait assurément pas exploré la direction vers laquelle cette théorie allait l'amener. Il s'agit de la théorie de l'État bienveillant tout-puissant, vers laquelle l'Europe avait dérivé depuis cinquante ans, et qui avait commencé par de petites étapes expérimentales et incertaines, très semblables à celles que Roosevelt adoptait. Mais la dernière chose qu'il avait à l'esprit était de soupçonner que les jalons qu'il adoptait allaient l'amener aussi loin qu'ils finirent par le faire, et comme ils finissent par le faire pour tout homme d'État qui choisit de s'y essayer.

1. Raymond Moley, « *After Seven Years* », pps 369, 370.

S'il était dans le vrai, il fallait qu'il crût qu'en l'état courant des choses l'ensemble du système économique tournait comme une horloge et qu'à ce stade il lui incombait d'accorder quelque chose à l'homme laborieux et aux éléments les plus pauvres de la communauté. Qui plus est, pour ce faire, il lui fallait rester au pouvoir, c'est-à-dire que non content de continuer d'occuper la Maison-Blanche pour quatre années de plus, il lui fallait un Congrès souple vis-à-vis de ses propres désirs et une Cour Suprême qui ne déclarerait pas ses actions illégales. Pour cela, il avait besoin de gagner toutes les élections, et particulièrement le scrutin de mi-mandat désignant le Congrès, en 1938. En aucune manière il ne pouvait permettre à la dépression de se montrer à nouveau.

Les trois forces qu'il désirait mettre en action étaient en mouvement. Tout d'abord, il y avait le grand mouvement de la main d'œuvre industrielle. En deuxième, l'élection avait écrasé ses ennemis et lui avait mis entre les mains un pouvoir gigantesque pour faire valoir sa volonté. Troisièmement, le pays était parti pour un nouveau grand boom étasunien. Comment cela allait-il tourner ?

Ce ciel bleu et serein se trouva troublé par l'arrivée d'un nuage. La grande grève en *sit-in* avait commencé. À Detroit, le syndicat était retranché à l'intérieur de l'usine Fisher Body ainsi que l'usine General Motors. Ces événements avaient enfiévré le vice-président Garner. Il alla voir Roosevelt. Il lui parla franchement. Et Roosevelt lui assura qu'il était d'accord quant au fait que les grèves étaient illégales, et pas normales. Garner eut l'impression que Roosevelt allait faire une déclaration contre ces grèves. Mais il n'en fit rien. Au cours de la suite du mois de janvier, après son investiture, Garner, Robinson et Roosevelt se retrouvèrent à discuter du programme législatif. Garner fit mention des grèves en *sit-in*. Elles constituaient une saisie illégale de propriété. Si le gouverneur du Michigan n'y mettait pas fin, la situation s'apparentait à un refus de gouvernement républicain au peuple du Michigan. Le gouvernement fédéral se devait d'intervenir. Mais Roosevelt refusa d'agir. Il affirma que toute tentative de faire sortir les hommes des usines dé-

boucherait sur un bain de sang. La discussion tourna à la querelle. Garner, en colère, dit à Roosevelt : « *Si vous ne trouvez pas moyen de gérer cette situation, John L. Lewis est un homme plus grand que vous*[2]. » Le sénateur Robinson calma le vice-président. Mais à partir de cet épisode, Garner resta dans un état d'aversion continue quant au développement de la situation de la main d'œuvre. Le sénateur Byrnes proposa une résolution affirmant qu'aux yeux du Sénat, la grève en *sit-in* était illégale. Le sénateur Joe Robinson, dirigeant de la majorité, lui affirma qu'il y était favorable, mais qu'en tant que dirigeant il ne pouvait pas promouvoir cette résolution. La résolution fut mise en échec suite à l'influence exercée par Roosevelt. Mais ce sujet allait dangereusement diviser le parti démocrate durant tout le second mandat.

Les traits de la personnalité du président commençaient à se faire visibles, mais seulement d'une manière assez vague. Lorsque Roosevelt devint président, on connaissait fort peu sa personne. Sa longue maladie, commencée juste à la fin de la première guerre mondiale, l'avait soustrait à la circulation générale, jusqu'à ce qu'il se présentât à l'élection pour le poste de gouverneur de l'État de New York. Il ne se montrait pas comme le font habituellement les hommes impliqués dans la vie publique, et ne maintenait que peu de contacts personnels avec les hommes qui allaient plus tard travailler avec lui.

Il apparaissait désormais aux yeux du public comme une personne géniale, heureuse, et souriante en toute circonstance, chaleureuse et généreuse. Il avait acquis la réputation d'être un orateur au talent extraordinaire. Mais de nombreux récits évoquaient que ces fameux discours qu'il avait prononcés avaient été écrits par d'autres personnes, et que son talent se résumait surtout à celui d'un acteur, capable de bien déclamer son texte.

À Washington, parmi ses associés et les dirigeants démocrates, il avait commencé à se forger une réputation d'être quelque peu sour-

2. « *John N. Garner's Story.* »

nois et de peu fiable en cas d'accord conclu. Garner affirma qu'il était difficile de conclure un accord avec lui — « *il allait dévier de l'accord* » [3]. De nombreux récits circulaient quant à sa promptitude à sceller une promesse, et à sa promptitude à l'oublier. Dans les conversations personnelles, il ne tarissait pas de grands récits sur sa propre personne, et sa prouesse à écarter des adversaires imaginaires. Cependant, le grand public, dans l'ensemble, ne savait rien de ceci, et l'image du *gentleman* aristocrate au langage soutenu doté d'une intégrité personnelle incontestable continuait de persister dans les cercles populaires.

Il s'agissait d'un bel homme, doté d'une personnalité colorée et singulièrement favorisé par la nature dans son apparence physique. Il n'était pas surprenant que ce fût un homme futile. Après sa victoire de 1936, il se tenait juché au plus haut de la renommée. Les courtisans le flattaient ; les hommes politiques, organisations, les gens de toutes sortes qui cherchaient une part du vaste trésor qu'il avait donné au Congrès se mesuraient les uns aux autres quant à leur capacité à ce que chacun pouvait lui soustraire. Une sorte de légende se noua autour de sa personne en partant de là — au sujet de son charme, de sa voix, de ses lumineux traits d'esprit, etc. Il aurait été moins qu'humain s'il n'avait pas succombé aux murmures de la vanité.

Autre point, on parlait dans tout le pays d'un étrange laisser-aller dans le comportement de sa famille. À Washington, un groupe de sénateurs envoya un émissaire pour lui suggérer que les escapades de certains de ses fils ombrageaient son nom de critiques peu amènes [4]. Il assura au sénateur qu'il avait donné à ses fils une bonne éducation, qu'il avait fait tout son possible pour les mettre sur le droit chemin et qu'il ne se sentait pas responsable de ce qu'ils faisaient. Magazines et journaux publiaient des récits sur les

3. Ibid.

4. Mes informations proviennent du sénateur des États-Unis qui fut envoyé en parler à Roosevelt

tentatives menées par des membres de sa famille qui s'employaient à exploiter la Maison-Blanche à des fins commerciales. Ce fut la source d'une surprise considérable dans une famille qui était supposée être riche. Les activités de Mme Roosevelt, ses présentations et ses apparitions dans des émissions radiophoniques contre paiement de fortes sommes étaient à tout le moins inhabituelles. Il fallut au grand public un certain temps pour s'habituer à elle.

Dans l'ensemble l'ensemble de tous ces facteurs amenait dans certains cercles au ressenti selon lequel les standards éthiques de cette famille n'étaient pas très élevés, chose inattendue de la part de gens de leur classe et de leur rang. Nombreux en furent surpris. D'autres en furent déçus et perturbés. La tradition de la Maison-Blanche comme exemplaire en bonnes manières et en bonne conduite se trouvait mise à l'épreuve.

On retrouve la gravité de tout ceci dans un fait qui prit une signification très importante. Nous relaterons ce fait un peu plus loin. Pour l'instant, nous pouvons en rester au commentaire suivant : déjà cette drogue spirituelle fatale, le Pouvoir, avait commencé son œuvre sur le mental et l'esprit du président. Le Pouvoir est un composé toxique insidieux. Au cours de l'histoire, il a produit certaines des tragédies les plus épouvantables. Le pouvoir était désormais arrivé aux mains de cet homme. Quelles étaient ses qualités morales et intellectuelles pour résister à ses effets corrosifs ? L'immense victoire du président au mois de novembre constituait une forte dose à absorber, sauf pour une âme très bien armée. Cette chose que l'on appelle le pouvoir avait été le sujet d'intenses préoccupations de la part des hommes qui avaient bâti la République. Ils avaient établi les arrangements les plus élaborés pour maintenir cette coupe maudite loin des mains des présidents. À présent, elle résidait dans les mains de l'un d'entre eux, emplie presque à ras-bord — mais pas tout à fait. Si ce qui suit doit constituer une leçon pour l'histoire, c'est parce qu'il s'agit d'une nouvelle expérience clinique quant aux effets du pouvoir sur l'esprit humain et sur la société humaine.

2.2 La guerre contre les tribunaux

S'il manquait des éléments pour étayer le fait que la victoire massive de Roosevelt avait eu un effet sur lui, il ne perdit pas de temps à en apporter la preuve. Le 4 février 1937, deux semaines après son investiture, le président fit demander à Joe Robinson, son dirigeant au Sénat, ainsi qu'au *Speaker* Bankhead de se présenter lors d'une réunion du cabinet ce même jour, et de venir avec Hatton Sumners et le sénateur Henry Ashurst, les présidents respectifs des comités judiciaires de la Chambre et du Sénat. Le cabinet et ses invités législateurs furent assemblés peu avant midi, autour de la grande table de la salle du cabinet, chacun se demandant ce qui était en train d'arriver [5].

Voici qu'arriva le président, un peu en retard, dont le fauteuil fut positionné en bout de table. Le commis positionna sur la table, face à chaque participant, plusieurs documents. Le président consulta sa montre et affirma ne pas disposer de beaucoup de temps. Il les avait fait appeler pour les informer qu'il envoyait au Congrès un message, ainsi que le brouillon d'un projet de loi proposant une réorganisation de la Cour Suprême. Le projet de loi visait à lui accorder le pouvoir de nommer un juge pour chaque membre de la Cour Suprême atteignant l'âge de 70 ans et refusant de partir en retraite, et lui donnait le droit de nommer ainsi jusque six juges supplémentaires. Il expliqua que cela était nécessaire parce que du fait de l'âge des juges de la Cour Suprême, celle-ci était en retard sur ses travaux, que la méthode d'administration du bordereau de la Cour Suprême était défaillante, et que la même règle appliquée aux juges de district et de circuit, allait lui permettre de mettre à disposition des juges en nombre suffisant pour traiter les affaires

5. Un récit complet de l'épisode a été écrit par Joseph Alsop et Turner Catledge, « *The 168 Days* », *Saturday Evening Post*, 18 janvier 1937. James A. Farley, « *Jim Farley's Story* » (Whittlesey House, 1948) a également produit un récit plutôt complet. J'ai interrogé personnellement un grand nombre des personnes impliquées dans cette lutte historique.

en retard dans les tribunaux.

Il apporta quelques explications supplémentaires, consulta de nouveau sa montre, et expliqua qu'il avait une conférence de presse quelques minutes plus tard, qu'il ne pouvait s'attarder davantage, et quitta la pièce.

Le président des États-Unis venait de mettre au courant le cabinet et les dirigeants démocrates du Congrès d'un plan, le plus téméraire et le plus révolutionnaire qu'aucun président ait jamais suggéré aux collègues de son parti. Sur tous les présents, pas une seule âme, sauf le procureur général Cummings, n'avait eu le moindre soupçon de ce qui allait arriver. Aucun commentaire ni opinion ne fut sollicité. Il s'agissait d'un ordre impérial, émis par un homme qui s'était confondu quant à sa vraie place dans l'ordre général des choses.

Il s'agissait ici d'un spectacle qui était géré directement par M. Roosevelt. Jusqu'à présent, il avait pu profiter, pour les sujets politiques, des conseils avisés et des directions posées par Jim Farley, et pour les sujets en lien avec le Congrès, des services du vice-président Garner, de Joe Robinson au Sénat, et de Bankhead, Rayburn et d'autres membres de la Chambre. Mais cette fois-ci, tous ces hommes avaient soigneusement été sortis de la boucle.

Ce plan avait été mitonné entre Roosevelt, le procureur général Homer Cummings et Donald Richberg. La Cour Suprême avait invalidé non seulement la NRA et l'AAA, mais toute une suite de lois relevant du *New Deal* de Roosevelt. Après tout, il y avait, et il y a toujours une Constitution, et Roosevelt l'avait mise de côté dans sa poussée impétueuse vers les nombreuses mesures contradictoires du *New Deal*. Sa conception de la structure du gouvernement ne fut jamais claire. L'indépendance des tribunaux est une chose que tous les partis avaient accepté comme allant de soi. Pourtant, Roosevelt pouvait suggérer au Juge en chef de la Cour Suprême Hughes qu'il pourrait être opportun que celui-ci discutât de décisions constitutionnelles controversées avec lui, et que dans le même temps il discutât des législations proposées avec le Juge en chef. Même le

plus novice des juristes se rend compte de l'inconvenance d'une telle idée. Pourtant, Roosevelt, en énonçant l'incident, décrit la froideur manifestée par Hughes vis-à-vis de cette proposition comme une preuve de la « *mauvaise volonté à coopérer* » de la part de la Cour Suprême.

Plus d'un an plus tôt, Tommy Corcoran avait suggéré au sénateur Burton K. Wheeler l'ajout de deux juges à la Cour Suprême, et le sénateur Wheeler avait conseillé que le président oubliât rapidement toute idée de ce genre. Corcoran avait rapporté cela au président, trahissant par là certaines préoccupations quant à la propriété de cette proposition. Par la suite, Homer Cummings avait pris le sujet au sérieux et c'était lui qui avait proposé au président ce projet de réforme des tribunaux. Roosevelt en avait été satisfait et avait imposé à Cummings et Richberg, qui avait à ce moment-là été intégré aux discussions, le secret le plus absolu. Aussi, rien ne fut révélé quant à ce plan jusqu'à ce qu'il fût jeté sur la table au matin du 4 février 1937.

La nouvelle fit évidemment sensation. L'opposition républicaine était vent debout. Mais plus grave, une vaste section de l'écrasante majorité démocrate était atterrée. On allait recourir à des comités judiciaires issus des deux chambres pour procéder à des auditions sur ce projet de loi. Le Juge Hatton Sumners, du Texas, était président du comité de la Chambre. Il avait été l'un des membres de la réunion du cabinet lorsque Roosevelt avait balancé son plan face aux dirigeants de la Maison-Blanche. Au moment où Sumners quitta la Maison-Blanche ce matin-là, plusieurs journalistes lui demandèrent de quoi il s'agissait. Il avait alors répondu : « *C'est ici que je vais pouvoir encaisser mes jetons.* »

Les dirigeants de la Chambre, pour mécontents qu'ils fussent, rapportèrent à Roosevelt qu'il disposait d'une majorité de 100 pour le projet de loi à la Chambre. Je pense que l'histoire se souviendra que la Chambre des Représentants élue lors du glissement de terrain de 1936 fit montre du plus bas niveau de caractère et d'intelligence pour cette institution depuis la guerre civile. Ses membres

et ses dirigeants se firent les instruments empressés du président, et se chargèrent d'aller glaner ses bontés. Pour autant ce projet de loi allait un peu trop loin, et cependant qu'ils s'empressaient respectueusement d'affirmer dans les sondages officieux réalisés par les dirigeants de la Chambre leur volonté de soutenir ce projet de loi, ils marmonnaient entre eux et ne se plaignirent même pas lorsque le ferme et vieux Hatton Sumners résolut que le comité judiciaire de la Chambre ne mènerait même pas d'auditions sur ce projet. Le président et ses subalternes considérèrent l'idée de faire voter la Chambre pour contraindre ce comité à traiter ce projet de loi. Le vote leur fut favorable, mais pour une raison ou pour une autre, ils décidèrent de ne pas agir, et de plutôt démarrer les auditions sur le projet de loi du côté du Sénat.

Les dirigeants républicains décidèrent qu'il serait sage de leur part, après des expressions formelles et superficielles de désaccord individuel, de laisser cet os à ronger aux démocrates. Depuis son chevet en Virginie, Carter Glass se mit à lancer des suites d'épithètes peu flatteurs quant à ce projet qui, selon lui, était « *totalement démuni de toute compréhension morale.* » Harry Byrd, Millard Tydings, et surtout Burton K. Wheeler rabattirent les oreilles aux gens, et lors d'une réunion ultérieure des critiques démocrates du plan, il fut décidé que Burton Wheeler allait prendre la direction de l'opposition.

Wheeler s'était illustré au cours d'une longue et distinguée carrière comme champion courageux et honnête des causes libérales. À l'instar de la plupart des libéraux, il s'était montré critique envers la Cour Suprême, mais il avait foi en la Constitution et dans le système étasunien, et son âme s'élevait toute entière en révolte face au projet audacieux mené par le président pour détruire l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Wheeler était un démocrate — un démocrate puissant. Il savait, en prenant la direction de son mouvement, qu'il mettait à la main de Roosevelt son propre arrêt de mort politique, que Roosevelt n'hésiterait pas à signer. Il frappa un grand coup au projet dès

le premier jour des auditions du Sénat. Les raisons énoncées publiquement par Roosevelt pour ce projet manquaient absolument de franchise. Il ne disait pas qu'il voulait adjoindre à la Cour Suprême un lot de juges qui se seraient prononcés selon ses désirs. Il énonçait des raisons quant à l'âge et les infirmités de tant de juges que la Cour Suprême était désespérément en retard sur ses travaux. C'était Sam Rosenman qui avait soufflé cette raison à Roosevelt. Dès le premier jour des auditions ouvertes, le sénateur Wheeler se leva et lut une lettre du Juge en chef Hughes, par laquelle ce dernier portait l'attention quant au fait — un fait bien connu des avocats — que le bordereau de la Cour Suprême, pour la première fois depuis de nombreuses années, était tout à fait à jour. Aucune affaire en retard n'était à déplorer. Hughes, non content de présider la Cour Suprême, avait administré de manière compétente et rigoureuse les affaires qu'il appartenait à la Cour Suprême d'examiner. Cette lettre perça totalement le prétexte sur lequel le projet de Roosevelt était fondé.

La Maison-Blanche en fut consternée. Roosevelt convoqua ses conseillers les plus proches à la Maison-Blanche. Il était en colère contre Rosenman, qui avait inventé cette excuse minable, désormais totalement éventrée, et il passa sa colère sur Rosenman. Un membre du groupe, plus hardi que les autres, affirma qu'il ne restait rien d'autre à faire que de sortir du bois franchement, et d'énoncer la vraie raison du projet de loi. « *Ceci* », affirma-t-il, « *est un projet visant à faire faire ses valises à la Cour Suprême. Vous devez le dire franchement aux gens. Tant que vous ne l'aurez pas fait, vous ne pourrez pas faire valoir les vrais arguments qui sont les vôtres pour ce projet.* »

Mais l'optimisme de Roosevelt restait intact. Gonflé à 100 % par les éloges que l'on déversait sur sa personne du fait de son charme irrésistible, il pensait disposer de la confiance absolue des électeurs, et estimait pouvoir les convaincre de soutenir son projet sans le moindre problème. Il dit à Farley : « *Tout ce que nous avons à faire est de laisser se déverser le flot de courrier sur le Congrès.*

Il suffit d'attendre. Tout ce que j'ai à faire est de prononcer un meilleur discours, et l'opposition viendra mendier à la porte de la Maison-Blanche. » Il avait déjà prononcé deux discours — d'abord une causerie au coin du feu au cours de laquelle il avait demandé aux gens de lui faire confiance, d'avoir foi en lui et ses motivations. Mais pour une raison ou une autre, la voix d'or n'avait pas fonctionné.

La première erreur de Roosevelt était la manière dont il avait annoncé le projet, qui constituait une insulte envers ses dirigeants. Sa seconde erreur était la fausse raison qu'il avait avancée pour ce projet, désormais battue en brèche. Sa troisième erreur fut de supposer qu'il pouvait faire ce qu'il voulait pourvu qu'il pût atteindre les gens avec sa voix. Il s'apprêtait à en commettre une quatrième.

Le plan d'attaque de Wheeler n'aurait guère pu être meilleur. Il n'appela face au comité que des libéraux bien connus, des hommes dont la position de libéraux face au pays n'aurait pu être remise en question. Semaine après semaine, défilèrent avocats, éducateurs, autorités en matière de loi constitutionnelle, rédacteurs et dirigeants, qui tous avaient critiqué les décisions de la Cour Suprême, mais qui tous rejetaient l'idée selon laquelle, du fait que la Cour Suprême n'était pas d'accord avec eux sur le système de gouvernement, il aurait fallu la supprimer, et retirer à nos libertés constitutionnelles le rempart d'un tribunal indépendant face aux agressions du pouvoir exécutif. De la même manière que la lettre de Hughes avait coupé l'herbe sous le pied de Roosevelt quant au prétexte voulant que le projet visait à pallier aux retards répétés des tribunaux, la stratégie de Wheeler déshabilla totalement Roosevelt du faux atour selon lequel l'opposition à ce projet ne provenait que des royalistes économiques et des conservateurs. Plus les sénateurs écoutaient les arguments déployés jour après jour face au comité judiciaire du Sénat, et plus les gens en apprenaient sur les arguments énoncés et sur les hommes qui venaient les évoquer, plus faible et désespéré apparaissait le projet du président.

À ce stade, les hommes les plus proches de Roosevelt en lien

avec cette affaire se mirent à parler de compromis. Un compromis évoqué consistait à limiter le nombre de nouveaux juges de la Cour Suprême à deux. Un autre était de permettre au président de nommer un juge de la Cour Suprême pour chaque membre atteignant l'âge de 75 ans, mais dans la limite d'une seule nomination par année. Roosevelt aurait pu obtenir ce compromis, qui aurait été malheureux, mais lui aurait permis d'afficher une victoire sur la Cour Suprême. Il rejeta l'idée d'un compromis, malgré les conseils quasiment unanimes de son entourage.

Durant cette bataille, les événements semblèrent se retourner contre Roosevelt qui, quelques mois plus tôt, se considérait encore comme l'enfant chéri du Destin. Tout d'abord, la Cour Suprême fit connaître une suite de cinq décisions affirmant le caractère constitutionnel de récentes mesures adoptées par le Congrès ; dont une ou deux avaient été adoptées à la majorité unanime, ce qui réduisait l'accusation selon laquelle la Cour Suprême aurait été hostile de manière perverse. Puis, le juge Van Devanter démissionna, ce qui donna à Roosevelt l'opportunité de nommer un juge de sa propre teinte politique.

Cela confronta le président à un nouveau dilemme. Les dirigeants du Sénat voulaient que Joe Robinson fût nommé. C'était l'ambition de toute la vie de Robinson. C'était la défense militante et indéfectible de Robinson pour le projet de Roosevelt qui avait maintenu celui-ci en vie. Mais Robinson ne fut pas nommé, et en fut indigné, et un froid s'installa entre lui et la Maison-Blanche. Roosevelt, en apprenant cela, dut envoyer son fils James apaiser Robinson, et l'inviter à la Maison-Blanche. Roosevelt dut alors expliquer maladroitement au sénateur au caractère bien trempé qu'il ne pouvait pas le nommer à la Cour Suprême cette fois-ci, car il lui fallait nommer un libéral bien reconnu pour contrer les objections des *New Dealers* qui considéraient Robinson comme un réactionnaire.

Le refus d'un compromis par Roosevelt mettait désormais en colère ses propres soutiens, qui se trouvaient contraints de défendre

cette affaire bien peu populaire. Il lui fallut en fin de compte assurer à Robinson qu'il allait bien être nommé, puis pour couronner les difficultés subies par Roosevelt, Robinson subit une crise cardiaque au Sénat, et mourut peu de temps après, seul dans son appartement.

Les esprits étaient désormais échauffés. Tous les dirigeants démocrates de la Chambre et du Sénat, les directeurs de cabinets et hommes politiques montèrent dans un train spécial pour Little Rock, en Arkansas, pour assister aux funérailles de Robinson. À bord du train, l'atmosphère était tendue par les querelles et les chamailleries. Le train abandonna son ambiance funéraire et devint un conseil démocrate ambulant, bouillonnant de ressentiment contre le projet de réforme de la Cour Suprême et contre tous les problèmes que celui-ci avait soulevés, dont la division ouverte au sein du parti démocrate. Farley affirme qu'il fut « *stupéfait par le volume d'amertume engendré par le sujet de la Cour Suprême.* » En tête de liste se trouvait la question de qui allait succéder à Robinson à la tête du Sénat.

Alben Barkley, du Kentucky, l'assistant du dirigeant du Sénat, était candidat. Pat Harrison, du Mississipi, l'était également. Roosevelt, suite à l'inhumation de Robinson, désira communiquer avec l'organisation démocrate au Sénat au sujet du projet de loi sur les tribunaux. Pour ce faire, il écrivit à Barkley — la lettre « *cher Alben* », qui mit pratiquement un terme à la candidature de Harrison. Harrison était outré. Il affirmait qu'il s'agissait de la manière de Roosevelt d'appuyer la candidature de Barkley pour le poste. Farley dut s'immiscer dans la brèche. Il fit connaître au président la colère du camp Harrison. Le président réfuta être favorable à Barkley. Il écrivit une lettre gentille à Harrison, mais dans les faits, il était favorable à Barkley, et il agit pour s'assurer que Barkley obtînt le soutien que lui, Roosevelt, pouvait lui accorder par la bande au Sénat, ce qui revint à l'élire comme dirigeant du Sénat. Il s'agit d'un exemple de l'un de ces incidents qui amenait chaque membre du haut-commandement de M. Roosevelt à dire à un mo-

ment ou à un autre que le président les avait induits en erreur avec des contrevérités patentes.

Le vice-président Garner, écœuré par les problèmes de main d'œuvre dont il considérait Roosevelt comme responsable, avait pris ses cliques et ses claques et était parti au Texas. Roosevelt se plaignait que Garner l'avait laissé tomber dans la lutte pour les tribunaux. Mais en réalité, il n'avait aucun droit de se plaindre. Il n'avait mis dans la confidence ni Garner, ni aucun autre dirigeant dans son plan sur la Cour Suprême. Il avait tout préparé pour le traiter par lui-même. Il avait tourné cette affaire en un mauvais pas épouvantable, et voici qu'il se plaignait amèrement que Garner l'avait déserté. Cependant, lorsque le train des funérailles de Robinson arriva à Little Rock, Garner était présent. L'événement l'avait fait sortir de son isolement à Uvalde. Sur son trajet retour en train vers Washington, Garner prit contact avec tous les sénateurs et dirigeants démocrates qui étaient à bord du train. Lorsque le président revint à Washington, il fut informé par ceux qui continuaient de prendre part à sa bataille qu'il n'était désormais plus possible d'en tirer un compromis qui aurait permis de sauver la face.

Suite à cela, Garner se rendit à la Maison-Blanche. Il se montra brutalement franc avec le président. il lui dit qu'il avait perdu, et suggéra que la meilleure chose à faire désormais était de laisser les choses entre les mains de Garner pour qu'il en tirât le meilleur parti possible. Roosevelt accepta sur un ton las. Garner alla voir Wheeler et lui demanda quelles conditions permettraient de clore cette affaire. Wheeler répondit : « *Reddition inconditionnelle.* »

Dans l'intervalle, le président demanda à Barley de rencontrer Wheeler et de conclure un arrangement selon lequel le projet de loi resterait au moins inscrit au calendrier. Le 22 juillet, dans l'après-midi, le sénateur Logan se leva de son siège au Sénat. Il avait été convenu que le projet de loi serait retransmis au comité, mais sans les clauses concernant la Cour Suprême. Le sénateur Logan constitua la motion pour le retransmettre. Hiram Johnson, de Californie,

prit la parole. Il demanda : « *La Cour Suprême est-elle hors de ce projet ?* » Le sénateur Logan, avec un voile de tristesse dans la voix : « *La Cour Suprême est hors de ce projet.* » Le sénateur leva les mains et affirma : « *Gloire à Dieu !* » sous un tonnerre d'applaudissements depuis les galeries. Le projet de loi qui s'en prenait à la Cour Suprême était mort.

Par la suite, Roosevelt se plaignit auprès de Farley de ce que Garner était le responsable de cette défaite. Il avait dit à Garner de conclure le meilleur compromis qu'il pouvait mais, disait Roosevelt, « *Il est apparent que Garner n'a fait aucun effort en cette voie. Il a simplement capitulé face à l'opposition.* » Mais la vérité était que Garner avait capitulé face à une opposition qui disposait déjà de toutes les voix nécessaires pour vaincre le président.

Cela se produisit au mois de juillet un peu plus de sept mois après cette avalanche de votes qui avait amené M. Roosevelt à se croire invincible, et qui l'avait trahi jusqu'à cette défaite pathétique aux mains de l'une des assemblées du Congrès les plus faibles et obéissantes de l'histoire.

Il reste une facette à cet épisode de la Cour Suprême, sans laquelle on ne perçoit pas toute la signification de l'événement. La critique de la Cour Suprême était générale parmi les hommes d'État démocrates. Ils estimaient que certains des membres étaient beaucoup trop orientés à droite, et qu'une infusion de nouveaux esprits était hautement désirable. Parmi ces critiques, on trouva Hatton Sumners, du Texas. Mais le juge Sumners était un avocat qui avait également étudié l'histoire de notre système constitutionnel. Il pensait que certains, parmi les juges les plus âgés, prendraient leur retraite si le gouvernement annonçait que cela leur permettrait de conserver leur salaire entier. Il approcha les juges Van Devanter et Sutherland sur le sujet, et ils exprimèrent leur désir de prendre leur retraite, mais sans pouvoir se le permettre avec une demi-paye. Sumners discuta de ceci avec le président et introduisit un projet de loi prévoyant une retraite avec un traitement complet.

Certains parmi les plus frénétiques des *New Dealers* critiquèrent

promptement Sumners pour sa tentative de traiter avec douceur une bande de vieux conservateurs, et de dépit, il retira son projet de loi. Par la suite, lorsque les murmures contre la Cour Suprême commencèrent à monter de manière menaçante, il proposa de nouveau son projet de loi avec la pleine assurance de la part de deux juges que ceux-ci prendraient leur retraite sitôt que celui-ci serait adopté. Il en informa Roosevelt, qui savait donc *que la voie était ouverte face à lui pour obtenir une majorité de ce qu'il appelait des libéraux à la Cour Suprême sans difficulté.* Bien qu'il le sût, il rejeta cette méthode, et au lieu de cela déclencha son mouvement massif contre la Cour Suprême. Sumners fut alors satisfait que le jugement de Roosevelt sur ce sujet fût déstabilisé et que ce qu'il recherchait n'était pas une simple majorité, mais bien la subrogation totale de la Cour Suprême et de l'organe judiciaire au pouvoir exécutif, en établissant un précédent qui rendrait en pratique impossible l'indépendance de la Cour Suprême à l'avenir.

2.3 La dépression oubliée

Un mois après la seconde investiture de Roosevelt, de nombreux hommes d'affaires craignaient que nous ne pussions voir un boom fugitif. Les nuages de la guerre avaient assombri l'Europe. Les Européens envoyaient leur argent aux États-Unis. La Grande-Bretagne venait de lancer un programme d'armement de 7 500 000 000 $ et l'on s'attendait à ce que l'industrie ici reçût une bonne part de ces profits de guerre. Notre Loi de Neutralité n'interdisait pas les ventes d'armement à l'étranger en temps de paix. Et Marriner Eccles, ainsi que d'autres dirigeants de l'administration, s'inquiétaient que la montée de l'industrie de l'armement perturbât notre économie.

Au fil de l'année 1937, le président s'occupa de sa guerre ratée contre la Cour Suprême. Mais au moins un courant d'air agréable se faisait-il sentir du fait des rapports idylliques au sujet de la si-

tuation des affaires commerciales que le président recevait de la part des statisticiens du *New Deal*. Malgré toutes les pertes subies dans le cadre de ses projets étincelants, il lui semblait que sa grande mission — sortir la nation de la dépression — était sur le point d'être achevée. Pour un court moment, son esprit s'évada des desseins délicats préparés par les réformateurs qui voulaient rebâtir les États-Unis. Il ne restait que trois années avant que son bail à la Maison-Blanche prît fin. S'il pouvait remettre solidement la nation sur pieds pour 1938, sa tâche principale deviendrait de renforcer les quelques institutions qu'il avait établies et qui avaient résisté à l'orage. Il cessa de parler de sujets comme la NRA et la planification. Il s'intéressait désormais au petit homme d'affaires, à la mise en œuvre des lois anti-trust. Deux ans auparavant à peine, il faisait des leçons aux journalistes avec un tableau au mur et un pointeur, comme un vrai professeur, pour leur expliquer comment les entreprises et les hommes d'affaires devaient pouvoir se rassembler et écrire leurs propres règles pour contourner les lois anti-trust, que la méchante Cour Suprême avait rétablies en annulant la NRA, parce que les tribunaux ne lui laissaient pas le champ libre. En 1934, la commission sur le commerce fédéral avait attaqué les barons de l'acier pour leurs pratiques monopolistiques. Roosevelt avait réprimandé les commissaires, les avaient envoyés à la niche et avait coupé dans leurs dotations jusqu'à l'os. Outre cela, le gros sujet avait été d'équilibrer le budget.

Au mois d'août, cependant, alors que sa défaite face à la Cour Suprême continuait de le titiller, des signes commencèrent à se faire jour quant au fait que la vitalité quittait peu à peu le boom. Les gens continuaient de parler de rétablissement, mais l'élément qui produit un rétablissement solide dans le système capitaliste — le retour des investissements réels — ne s'était pas matérialisé. L'industrie de la construction connaissait le marasme. Les financements privés restaient à un niveau désespérément insuffisant. On accordait beaucoup de publicité aux fortes émissions d'actions et d'obligations. Mais ces émissions ne servaient qu'à remplacer d'an-

ciennes actions et obligations qui étaient rappelées, et n'apportaient pas d'argent frais aux entreprises.

En 1932, on comptait 11 385 000 chômeurs. Mais les chiffres du chômage avaient connu une amélioration durant le premier mandat du président. Au mois de juin 1937, le chômage était descendu à 4 464 000, ce qui restait un nombre trop important. Et il ne s'améliora plus. Ces chiffres empirèrent, et au mois de novembre 1937, on comptait 7 000 000 de personnes sans emploi [6]. Dès le mois de juillet, les hommes demandaient : « *Qu'est devenu le boom ?* » Le Trésor se vantait de ce que les paiements d'allocations de secours avaient baissé par rapport à leur niveau de l'année précédente. Mais tel n'était pas le cas. Le Trésor avait adopté une pratique consistant à utiliser une méthode très complexe pour faire ses comptes, et produisait des résultats truqués. En réalité, les paiements de secours avaient été maquillés sur d'autres lignes. Ils étaient dans la réalité plus importants que ceux de l'année précédente. Les prix des actions commencèrent à baisser, et au mois de septembre, la sombre perspective se fit jour sans qu'il fût possible de la dissimuler plus longtemps. Daniel Roper, le secrétaire au commerce, publiait des déclarations prometteuses au sujet des milieux d'affaire. Mais les faits avaient suinté jusque la Maison-Blanche, et le 8 octobre 1937, Jim Farley parla des entreprises à Roosevelt. Roosevelt rejeta ce qu'il avait à en dire. Tout allait bien, dit-il. Ce n'était qu'une tentative menée par les entreprises pour discréditer sa ligne politique.

Une telle réaction était caractéristique de Roosevelt. Il attribuait chaque issue défavorable à un complot secret ourdi par ses ennemis. Il faisait remonter toute critique de ses mesures à une haine personnelle secrètement ressentie contre lui. Il restait amer au sujet de sa défaite face à la Cour Suprême. Il ricanait sur le

6. On trouve plusieurs études statistiques pour cette période. J'ai adopté celles utilisées par le *National Industrial Conference Board*, qui sont les plus précises et également les plus prudentes. Les estimations des chiffres du chômage publiées par l'*American Federation of Labor* étaient bien plus élevées.

Sénat et la Chambre. Il affirma à Farley que les problèmes envers ces deux institutions, et avec le vice-président, venait du fait que leur manière de penser restait désuète. Ils ne comprenaient pas l'importance d'un salaire minimal et d'une législation sur la durée maximale du temps de travail. Il s'agissait d'un commentaire étrange, de la part de l'homme qui avait contraint le Congrès, peu après sa première élection, à abandonner le salaire minimal et la législation sur la durée maximale du temps de travail que le Sénat avait déjà adoptés. Il existait d'autres sujets, dont aucun n'était d'une importance folle, qu'il voulait faire passer, et alors, il disait à Farley qu'« *alors il allait simplement suivre le mouvement.* »

Lors d'une réunion du cabinet, plus tard au cours de la même journée, Dan Roper entreprit d'affirmer que les entreprises se portaient bien. Roosevelt lui sauta dessus. « *Dan,* » dit-il, « *il faut que vous arrêtiez d'affirmer des choses à la Hoover* ». Roosevelt n'était pas en désaccord avec Roper. Il estimait simplement qu'il fallait ignorer la situation et que les choses allaient se régler d'elles-mêmes. « *Tout va bien se terminer si nous nous tenons bien tranquilles et restons calmes,* » conclut-il. Le lendemain, il déclara à Farley que l'on parlait trop dans l'ensemble, et que l'on menait trop de conférences de presse. « *Je vais y mettre un terme* », dit-il.

À la fin du mois d'octobre, les faits déprimants quant aux conditions économiques ne pouvaient plus être ignorés. Le marché s'effondrait, et les critiques de l'administration affirmaient que la fin du *New Deal* était arrivée. Au mois de novembre, lors d'une réunion du cabinet, miss Perkins fit état d'un rapport qui venait d'être établi par son statisticien, Isador Lubin. Ce rapport montrait que le taux de chômage était en hausse de deux pourcents, affirma-t-elle, alors qu'il aurait dû baisser de deux pourcents. Les industries lourdes étaient à la traîne et les ventes postérieures au salon de l'automobile étaient décevantes. Elles craignaient que les choses pussent devenir dangereuses au vu de ces conditions. Henry Morgenthau, le froussard du cabinet, trouva le courage de prendre la parole. Il affirma que les entreprises se plaignaient que les impôts sur les

gains en capital et les bénéfices non-distribués nuisaient à la reprise. Puis il osa dire : « *Je pense qu'il serait réconfortant pour vous de montrer à quel point nous nous portons mieux aujourd'hui.* »

Roosevelt lui cloua le bec avec une réplique malpolie : « *Oh, pour l'amour de Dieu, Henry ! Faut-il que je vous relise le dossier ?* »

Le pauvre Henry rougit alors que Roosevelt le clouait du regard, dans un silence embarrassant. Farley prit la parole. « *Patron* », dit-il, « *je pense que la situation s'améliorerait si vous pouviez dire quelque chose pour soulager les craintes des entreprises. Franchement, je pense que vous devriez faire une déclaration apaisante.* » D'autres dirigeants du cabinet — Woodring et Wallace — exprimèrent le même point de vue. Mais Roosevelt était en colère. Il accusa Wall Street de la dépression. Puis il éclata : « *Toutes les critiques et plaintes quant à la situation économique sont pointées vers moi, mais bien peu de gens m'apportent des suggestions concrètes sur la manière de remédier à la situation. La critique est aisée, mais apporter de l'aide est une toute autre chose.* »

Voilà où en était l'homme qui avait éclaté Hoover sans la moindre pitié lorsque la dépression était celle de Hoover. Désormais, il s'agissait de la dépression de Roosevelt, après qu'il eut dépensé 17 milliards de dollars. Et il ne voulait pas qu'on lui rappelât ce simple fait. Il commença par le réfuter. Puis il claqua : « *J'ai pleinement conscience de la situation qui est la nôtre. Je l'ai étudiée depuis longtemps. Et je sais qui en est responsable. Les entreprises, et particulièrement le secteur bancaire, se sont liguées contre moi.* »

Le spectre lugubre du monde menaçant des entreprises continua de hanter la réunion du cabinet, et à rendre difficile la discussion avec Roosevelt. Morgenthau était convaincu que le pays se dirigeait vers une nouvelle dépression. Après sa première rebuffade, il se retira du sujet. Mais le 7 novembre, il écrivit une lettre à Roosevelt, affirmant simplement que nous nous dirigions vers une dépression. Cette nuit-là, il téléphona au président, et eut ce qu'il qualifia de « *sombre conversation* ». Roosevelt se mit en rage. Il affirma à Mor-

genthau qu'il connaissait « *un vieil oiseau sage* » qui lui avait dit que les entreprises provoquaient délibérément la dépression pour lui braquer un pistolet sur la tempe, et le forcer à revenir sur le *New Deal.*

Lors d'une réunion du cabinet le lendemain, Roosevelt remit de lui-même le sujet sur la table. Il fit mention au cabinet de la lettre de Henry. Il se mit en colère et affirma : « *Je suis las et fatigué que le cabinet, qu'Henry et que chacun me dise ce qui se passe dans le pays, et que personne ne me suggère quoi faire.* »

Il s'agissait certes d'une déclaration des plus extraordinaires. À peine plus d'une année auparavant, il avait été réélu par une majorité sans précédent pour un président, sur la base de la théorie selon laquelle il était le seul homme à savoir quoi faire. Et voici qu'il se retrouvait piégé par les mystérieux enchevêtrements d'une dépression, et que *personne ne lui suggérait quoi faire pour y remédier.* S'il y avait une seule chose qui était ancrée dans son esprit, c'était bien que *lui, au-dessus de tout autre homme, savait quoi faire pour y remédier.* En fait, il avait résolu la dépression. Il l'avait boutée hors du pays. Il était en train d'ajouter quelques touches finales à son grand édifice de rétablissement, et comment ! voici cette Vieille Dépression fouinant autour de la Maison-Blanche et tous les petits hommes de son cabinet morts de peur, et personne pour dire au grand Tueur de Dépression que faire pour s'en débarrasser. Apparemment, la dépression n'était pas morte. Elle avait simplement été endormie, mise à plat avec 17 milliards de dollars de frappes étourdissantes. Mais malgré tout, cette chose rouvrait les yeux, respirait, reniflait même, et revenait à la vie. Se pouvait-il que tous les médicaments magiques qu'il avait administrés eussent été mauvais — résumés à un antidouleur de charlatan ?

Lorsque le président eut prononcé sa triste complainte, un silence inquiétant se fit dans la pièce où se tenait la réunion du cabinet. Selon le récit de Henry Morgenthau, ce fut lui, l'humble et docile ombre du Grand Homme, qui prit son courage à deux mains et, comme un lapin invoqué hors d'un chapeau, regarda le pitbull

dans les yeux. Il dit : « *Vous* pouvez *y changer quelque chose. Vous pouvez faire quelque chose pour les voies ferrées. Vous pouvez faire quelque chose pour le logement. Par dessus-tout, vous pouvez faire quelque chose pour rassurer les entreprises.* »

Puis il attendit que les murs s'effondrassent. Mais ils restèrent droits, si bien qu'il poursuivit : « *Voici ce que les entreprises veulent savoir : est-ce que nous nous dirigeons vers le socialisme, ou est-ce que nous allons poursuivre sur une base capitaliste ?* »

Roosevelt marmonna qu'il leur avait déjà répété et répété cela.

« *Très bien* », dit Henry, « *répétez leur pour la quinzième fois.* »

Jim Farley ajouta : « *C'est ce qu'ils veulent savoir.* »

Même Henry Wallace soutint la proposition.

Roosevelt décida donc d'apaiser les entreprises. Quelques jours plus tard, il était prévu que Henry Morgenthau fît un discours face à l'Académie Nationale de Sciences Politiques. Il était entouré d'associés de Morgan, et tout le gratin du monde des affaires étasunien était attablé face à lui. Et Henry leur dit. Il leur dit que le *New Deal* voulait les capitaux irriguer la production et les entreprises privées prospérer. Puis il prononça une phrase concrétisant une idée qui n'avait jamais été très bien accueillie dans l'esprit du président. Henry énonça : « *Nous croyons qu'une grande partie du chômage qui reste disparaîtra si les fonds des capitaux privés sont utilisés davantage dans les entreprises productives. Nous croyons que l'une des manières les plus importantes de parvenir à ces fins est actuellement de poursuivre notre progression vers un équilibre du budget fédéral.* »

On aurait vraiment cru entendre M. Hoover ou M. Ogden Mills ou M. Landon. Et ce malgré le fait que toute la thématique développée par le *New Deal* de M. Roosevelt avait été la guerre contre les entreprises. Il s'agissait d'une Guerre Sainte. Et Roosevelt et les hommes qui l'entouraient prenaient plaisir à considérer le monde de l'entreprise comme mauvais, et le profit comme criminel. Désormais, Morgenthau était envoyé comme émissaire du président pour prononcer cet appel tardif au monde des entreprises. La pauvre

créature fut horrifiée de la réponse. L'assemblée commença par pousser de petites exclamations, puis éclata carrément de rire. Pour Oliphant, le conseiller légal au Trésor du *New Deal* auprès de Henry, cela démontrait toute la légitimité du *New Deal*. Cela montrait « *la futilité de travailler avec eux.* »

Après tout, la situation était quelque peu amusante, et nul ne peut accuser les convives d'avoir ri. Le budget était à l'époque dans le rouge pour pas moins de 300 000 000 $ par mois.

La technique de Roosevelt consistant à s'en prendre à l'homme d'affaires fut reprise. Au mois de décembre, Jackson, l'assistant au Procureur Général, et le Secrétaire Harold Ickes prononcèrent des discours inspirés par le vieux fantôme agité par le président, le fantôme des 60 familles qui hantent les États-Unis en les contrôlant. Au mois de janvier, John D. Biggers étonna l'administration avec son rapport, suite à un sondage révélant que 10 millions de personnes se trouvaient sans emploi. Bientôt, ce nombre allait atteindre les 11 800 000 — *un nombre plus élevé que lors de l'élection de Roosevelt en 1932.*

Le pessimisme gagnait le cabinet. Farley écrivit dans son journal :

> *Les jours qui vont suivre, à mon avis, seront plus importants pour le président que ceux qui suivirent sa première investiture. À l'époque, il essayait de nous sortir de la dépression (de Hoover) et à présent nous connaissons une période qui sera reprochée à la présente administration, et à ses politiques*[7].

Les sombres réalités du pays avaient désormais profondément sombré dans l'esprit de Roosevelt. Il restait tout juste dix-huit mois avant qu'une convention démocrate ne choisît son successeur. Tout cet édifice chamarré de rétablissement dont il devait être l'architecte primé était en train de s'effondrer autour de lui. Une chose était certaine. Le deuxième *New Deal* était un échec. Le premier

7. James A. Farley, « *Jim Farley's Story* ».

New Deal avait été abandonné, comme nous l'avons vu, juste après son investiture. Une approche totalement nouvelle et une suite inaudible de dispositifs avaient été mis en œuvre au son des tambours et au beuglement des trompettes. C'était le deuxième *New Deal*. L'une après l'autre toutes ses composantes avaient été abandonnées, à l'exception de quelques réformes sociales bien intentionnées mais tout à fait inefficaces. Le président en était arrivé à une réalisation selon laquelle, après tout, amorcer la pompe — dépenser des milliards — avait en soi fait le travail, et il espérait pouvoir s'appuyer tranquillement là-dessus jusqu'à la fin de son mandat. Mais voici que cela même avait échoué. Malgré les milliards, et la dette, la dépression était de retour. Et il ne s'agissait pas d'une nouvelle dépression. Il s'agissait de l'ancienne dépression, qui n'avait pas été repoussée, mais à peine cachée derrière un rideau de 15 milliards de dollars de dette gouvernementale. Et, pire que tout, il n'avait pas la moindre idée de ce qu'il pourrait faire. Il faisait en réalité face, à ce moment, à la perspective effrayante, après tout le battage, de quitter ses fonctions au cœur d'une dépression aussi importante que celle qu'il avait trouvée en 1932. Cette perspective était humiliante à l'extrême, surtout pour un homme dont la vanité l'avait poussé à se prendre pour un super-tueur de dépression.

Le 16 janvier 1938, lui-même et le pauvre Henry Morgenthau avaient pris place pour un triste repas. Roosevelt lui affirma que « *les deux années à venir ne comptent pas — l'eau a bien coulé sous les ponts.* » Puis il lui révéla l'ampleur de ses projets — ils allaient devoir augmenter encore les dépenses, oublier l'équilibre du budget, et continuer avec un déficit de deux ou trois milliards de dollars par an, pendant deux années. Puis, un conservateur prendrait le pouvoir. L'administration ferait ce que Roosevelt avait promis — mettre fin aux dépenses du gouvernement. Puis l'ensemble se dirigerait vers un gros *crash*. À ce stade, ils devraient tous crier pour que Roosevelt et Morgenthau reviennent et les sortent du trou. Le trait stupéfiant de cette étrange confiance que Morgenthau a racontée est comme suit. Roosevelt et Morgenthau étaient déjà dans un

trou — le type de trou où se trouverait l'administration suivante. Personne n'allait crier pour les faire venir au pouvoir à présent — ils y étaient déjà. Et ils ne disposaient pas de la moindre idée de ce qu'il fallait faire pour sortir du trou, à part des dépenses. Morgenthau conclut de tout ceci que Roosevelt avait banni de son esprit toute idée quant à un troisième mandat. Et il se peut que tel fût le cas.

Roosevelt se trouvait désormais au cœur d'une lutte acharnée contre les dépensiers, comme Harry Hopkins, Aubrey Williams, Leon Henderson et Rex Tugwell d'un côté, et Henry Morgenthau, le porte-parole effrayé des conservateurs de l'autre côté. Farley rapporte qu'il eut une conversation à ce sujet avec Roosevelt le 28 mars 1938. Il est d'une prime importance de révéler le problème précis auquel Roosevelt était confronté, et comment il le résolut.

Il affirma à Farley qu'il allait devoir « *s'engager dans le réamorçage ou le secours* ». Farley s'accorda avec cela. Mais alors Roosevelt reconnut une difficulté peu comprise à l'époque, ou même depuis. À quoi pouvait-il dépenser l'argent ? Là résidait le problème. Il n'existe qu'un nombre d'objets limités sur lesquels le gouvernement peut déverser de l'argent. Cela déborde de la définition du système fédéral. Le gouvernement fédéral peut bâtir des écoles, des hôpitaux, des routes, des institutions de toutes sortes. Mais ceux-ci sont construits dans des localités, des comtés, des États, et les activités qui sont menées au sein de ces établissements restent du ressort de la juridiction des États. Les États doivent payer les professeurs, les infirmières, et tous autres personnels, et doivent financer et maintenir en état les routes et autres équipements. Le gouvernement fédéral peut dépenser de l'argent pour des expériences agricoles, de la recherche scientifique, des parcs nationaux, des barrages hydro-électriques, etc. Mais en fin de compte, ces dépenses restent limitées. Le seul gros poste de dépense du gouvernement fédéral reste l'armée, et la marine. Roosevelt expliqua à Farley qu'il ne pouvait pas dépenser d'argent sur les projets locaux, du fait que les États et les villes ne voulaient pas plus de bâtiments ou d'ins-

titutions qu'ils ne pourraient maintenir. Ils avaient déjà bien assez de mal à entretenir ceux qui avaient déjà été construits. Roosevelt révéla à Farley que de nombreux projets de la WPA, approuvés par le gouvernement, avaient été abandonnés parce que les États et villes ne disposaient pas des fonds nécessaires pour les maintenir. Il devait dépenser — mais à quel poste budgétaire dépenser ? Les élections du Congrès de 1938 et la purge de Roosevelt étaient en cours, et bien entendu, Harry Hopkins distribuait tout cela aussi vite que possible sans guère porter de considération quant à l'utilité ou même la décence. Il fallait répondre à une urgence politique, et cela ne pouvait durer sans fin. Et l'ensemble du problème se retrouvait compliqué du fait qu'au sein de sa propre famille politique, les pressions favorables à un équilibrage du budget se faisaient de plus en plus embarrassantes.

Cependant, les dépensiers exercèrent une forte impulsion à l'hiver et comme Roosevelt se rendait à Warm Springs, Morgenthau partit pour Sea Island, en Géorgie, pour établir un plan d'équilibrage du budget. Aux alentours du 10 avril, Roosevelt revint à Washington et Henry eut une longue conversation avec lui. Ce fut, confesse-t-il tristement, « *une conversation longue et peu agréable* », en compagnie de Roosevelt et de Hopkins. Le pauvre Henry perdit la bataille. Il découvrit que les dépensiers avaient gagné. Tous les plans de ces derniers étaient exécutés. Ils n'avaient consulté personne au cabinet, ni au Trésor, ni même le directeur du Budget. Le secrétaire Ickes allait convaincre les États et les villes d'augmenter encore leurs emprunts. Nathan Straus allait doubler les emprunts pour le logement. Ils allaient lancer une grande route transcontinentale. Morgenthau déclara à Roosevelt que le programme lui faisait peur. Juste après que Roosevelt dévoila ses projets au cabinet, Henry l'interrompit pour dire que les entrées d'argent des impôts allaient baisser de 900 millions, et que les projets du président allaient accroître les déficits de trois milliards et demi. Ces nombres choquèrent les dirigeants du parti.

Morgenthau était tellement déprimé le lendemain qu'il affirma

au président qu'il « *pensait sérieusement à démissionner.* » Roosevelt le lui reprocha, refusa d'admettre sa démission, et Henry partit dans un état d'esprit misérable.

En réalité, Henry n'en connaissait même pas la moitié. Le pays avait désormais atteint un état de crise plus important qu'en 1933. La dette publique, qui s'élevait à 22 milliards lorsque Roosevelt avait pris ses fonctions, — qui constituait quasiment entièrement un héritage de la première guerre mondiale — s'élevait désormais à 37 milliards. Les impôts avaient plus que doublé. Le président était en guerre contre les conservateurs de son propre parti, et son propre cabinet était divisé et tendu. Le chômage connaissait des chiffres largement supérieurs à ceux du mois d'octobre 1932. Roosevelt savait désormais qu'il était en état de crise. Et il n'avait rien à sa disposition pour combattre cette crise, hormis une seule arme — les dépenses gouvernementales — qui avait échoué et dont il savait désormais qu'il s'agissait d'un palliatif, et non d'un remède. Il savait que les dépenses qui étaient à sa portée, pour les raisons que nous avons évoquées précédemment, étaient désespérément inefficaces. Et pourtant, il était à présent convaincu, pour des raisons que nous allons voir ci-après, qu'il devait non seulement dépenser, mais dépenser deux ou trois fois plus qu'il ne l'avait déjà fait. Le pays pourrait-il se le permettre ? Il pensait que l'alternative était un effondrement de proportions similaires à celles de 1933, et que cela impliquait, après tous les lauriers qui avaient été posés pour orner son front, qu'il quitterait ses fonctions en état de disgrâce.

La position de Roosevelt, à ce moment-là, était singulièrement embarrassante. Il avait dénoncé Hoover comme jetant l'argent par les fenêtres, pour avoir refusé de baisser les impôts et pour son échec à équilibrer le budget. Puis il s'était mis à dépenser davantage que Hoover, à augmenter les impôts, à plonger le gouvernement dans un abîme de dettes, et voici que les choses allaient au moins aussi mal qu'au moment où il avait proféré ces accusations et ces défis à l'encontre de Hoover. Il serait intéressant de savoir quelles pensées pouvaient s'entasser dans cet esprit insouciant et douillet,

alors qu'il se voyait désormais couler sous le poids du système économique en effondrement.

À un homme doté d'un peu plus d'humilité, le doute aurait pu s'instiller, dans les tréfonds secrets de l'esprit, quant à l'idée qu'après tout, il ne comprenait pas complètement le vaste organisme qu'il avait œuvré à réparer, et qu'il pouvait être plutôt un bricoleur du dimanche qu'un mécanicien, ou un charlatan plutôt qu'un médecin. On aurait certes pu s'attendre à trouver une petite étincelle de compréhension quant au problème gigantesque auquel Hoover avait été confronté, qui avait eu à faire face au désastre à son paroxysme, et non après qu'il eut fait déferler sa puissance considérable. Des voix commençaient à se faire entendre — des voix qui avaient été élogieuses pour Roosevelt en 1933 et en 1934 — pour suggérer qu'après tout, Hoover ne savait peut-être pas si mal ce qu'il faisait, qu'à ce stade, neuf années après le début de la dépression et après que les irritants accidentels avaient dans une certaine mesure disparu du fait du temps et de la gravité, la situation fondamentale du pays n'était pas plus avancée à présent qu'elle ne l'avait été à la fin de la lutte de trois années menée par Hoover contre le désastre, et qu'elle allait encore largement empirer du fait des dépenses en milliards d'argent du gouvernement en fonds de secours — la chose-même que Roosevelt avait dénoncée comme tellement choquante.

La dépression qui avait assailli notre société non-préparée en 1929 ne constituait en aucun cas un phénomène mystérieux pour ceux qui avaient porté attention aux études plus ou moins novatrices sur le sujet des cycles économiques. Il s'agissait, avant tout et fondamentalement, de l'une de ces perturbations cycliques que connaît le système de libre-entreprise. Ce système économique présente de manière intrinsèque certains défauts qui l'exposent par périodes à certains mauvais ajustements. Et nous connaissions à ce moment l'une de ces périodes. Si le problème s'était résumé à cela, le problème aurait pu être reglé et la situation rétablie en l'espace de deux ou trois années. Mais cette dépression cyclique était

aggravée par des irritants supplémentaires :

1. Le système bancaire avait été fortement affaibli par une suite d'abus, dont certains découlaient de la cupidité de certains banquiers, et d'autres découlaient de l'ignorance.
2. Une orgie de spéculation folle avait pénétré le système, simulée par diverses mauvaises pratiques dans le domaine de la finance d'investissement.
3. Une dépression en Europe, découlant de raisons propres à cette région, avaient produit les répercussions les plus graves ici.

La conséquence centrale de ces multiples perturbations fut de bloquer et d'arrêter presque complètement le flux de l'épargne vers l'investissement. Tous les économistes savent désormais ce que bien peu semblaient savoir à l'époque — que dans le système capitaliste, le pouvoir s'amorce dans les paiements réalisés aux travailleurs par les employeurs et à d'autres, dans le cadre du processus de production. Et ce pouvoir doit perpétuellement être rafraîchi par un flux ininterrompu d'épargne vers l'investissement — la création de nouvelles entreprises, et l'expansion de celles qui sont déjà en place. Si ce flux dirigé de l'épargne vers l'investissement ralentit, c'est l'ensemble du système économique qui bat de l'aile. S'il est fortement arrêté, c'est l'ensemble du système économique qui se dirige vers l'effondrement.

Aussi, quoi que l'on puisse penser de Hoover, il avait au moins compris ceci. Et quoi que l'on puisse penser de Roosevelt, il n'avait pas la moindre idée à ce sujet. Le président Hoover, alors qu'il était secrétaire au Commerce, avait promu une suite d'études sur cette facette du cycle économique. Les études avaient été menées par le *National Bureau of Economic Research*, et avaient heureusement été dirigées par Wesley C. Mitchell, de l'université de Columbia, un pionnier en matière de recherche simulée sur les cycles économiques et les sources et comportements du revenu intérieur. Les résultats

de ces études parurent dans plusieurs volumes, et furent largement discutées à l'époque.

Lorsque la dépression parut, Hoover, conscient de l'opinion digne de foi la plus à jour à ce sujet, savait bien que le gros problème central consistait à réactiver le système économique en rétablissant les conditions selon lesquelles l'épargne et le crédit bancaire allaient recommencer à irriguer les investissements privés. Il ne pouvait guère agir quant à la situation en Europe, mais il pouvait agir pour les banques. Et il pouvait également agir pour corriger toute la machinerie de la spéculation. Outre ceci, il y avait à traiter les ravages purement humains de la dépression, découlant du fait que tant de gens se retrouvaient au chômage.

Le problème bancaire consistait à sauver les banques qui étaient menacées de destruction et à corriger le système bancaire, tout d'abord afin de rétablir la confiance dans les banques, puis pour empêcher une réédition du désastre. La manie spéculative avait été corrigée, mais nombre des outils de destruction qui avaient été utilisés sur les marchés spéculatifs continuaient d'exister, disponibles aux mains de tout opérateur déraisonnable désireux d'en faire usage ; et tout au long du mandat de Hoover, ce type d'événement — l'opération implacable de parieurs sur le marché des actions, conjuguée à l'arme dangereuse des ventes à découvert — continua de provoquer par intervalles des effondrements spectaculaires du marché, qui intensifièrent la perte de confiance de la population.

Hoover avait par conséquent exhorté à une réforme de la structure bancaire et, lorsque la situation empira encore, avait établi la Reconstruction Finance Corporation pour venir en aide aux banques menacées de panique bancaire et aux désastres. Il avait instauré les enquêtes sur les marchés spéculatifs, qui fonctionnaient déjà lorsque Roosevelt prit ses fonctions, et que nombre de gens mal informés attribuèrent à une initiative de ce dernier.

Hoover s'était rapidement appuyé sur un groupe de propositions. Tout d'abord, il avait insisté pour que les dépenses du gou-

vernement subissent des coupes, et cette demande de sa part n'avait jamais faibli. Deuxièmement, il avait demandé que le Congrès dût équilibrer le budget, et ne pas exposer le crédit de la nation aux dangers de la dépression. Troisièmement, il avait insisté pour que l'aide aux personnes en détresse fût en premier chef la fonction des États et des communautés locales, ainsi que d'organisations privées. C'étaient aux États et aux gouvernements locaux de fournir les fonds. Mais il avait exhorté que la *Reconstruction Finance Corporation* y contribuât en prêtant des fonds fédéraux aux États, avec la sécurité d'obligations d'État. Quatrièmement, il estimait que le gouvernement fédéral devait stimuler la reprise du système économique au travers de dépenses en travaux publics, mais que ceux-ci fussent des travaux publics essentiels — des routes, des barrages, des bâtiments publics nécessaires, etc. À cet effet, presque aussitôt que la dépression prit des proportions menaçantes, il exhorta le Congrès à planifier un programme de travaux publics s'élevant à 600 000 000 $, des constructions de route à hauteur de 75 000 000 $, le barrage du Colorado pour 65 000 000 $, des aménagements de rivières et de ports pour 150 000 000 $. De fait, il avait été pionnier pour proposer l'intervention du gouvernement dans la correction des désordres économiques cycliques. Il avait proposé que les gouvernements devraient garder sous le coude travaux publics et améliorations durant les périodes de prospérité, afin de ne pas accentuer les proportions des phases d'expansion, et que ces améliorations fussent plutôt lancées à l'apparition d'une dépression.

Mais Hoover avait contre lui, outre ces désordres naturels, internationaux et sociaux, une force supplémentaire, à savoir une Chambre des Représentants démocrate qui s'était employée sans répit à gêner toutes ses tentatives à partir de 1930. Cette Chambre avait un intérêt manifeste pour la dépression. La dépression était pour elle comme un don du ciel. Et alors que la campagne pour la présidence se mettait en branle en 1931, rien n'aurait pu davantage décevoir ses espoirs qu'une réussite des plans de Hoover en vue d'endiguer la marée.

Les dirigeants démocrates, et parmi eux Roosevelt, lorsqu'il fut déclaré candidat, s'employèrent à maintenir la tension en dénonçant de la part de Hoover un « *échec à équilibrer le budget* », une « *plongée de la nation dans la dette* », son augmentation des impôts et la croissance de ses dépenses. Roosevelt l'avait qualifié de « *plus grand dépensier de l'histoire* », avait parlé de sa « *multiplication de bureaux inutiles et oppressifs* », de son « *échec à gérer les effondrements bancaires* » et enfin de son « *insensibilité aux souffrances humaines et au sort des chômeurs.* » Pendant que les démocrates le condamnaient pour ses extravagances, la Chambre démocrate adopta un projet de loi pour saisir 1 500 000 000 $ de dépenses d'assiette au beurre à l'ancienne.

La collection de jurons émis par Roosevelt pour dépeindre Hoover comme le dépensier, le siphoneur, le fabricant de dette, le créateur de bureaux, et j'en passe, a été répétée sans fin. Mais lorsque Roosevelt s'est trouvé au pouvoir, il s'est mis à faire ces mêmes choses — dépenser des milliards, obtenir ces milliards au travers d'un accroissement de la dette publique, empiler bureau sur bureau et dans l'ensemble mener toutes les actions qu'il avait dénoncées chez Hoover au travers d'accusations sans fondement. La nation était certes tombée dans l'endettement parce que les rentrées d'impôts, du fait de la dépression, avaient chuté de manière critique. Hoover avait certes dépensé beaucoup d'argent, mais jamais autant que Roosevelt demanda à dépenser. Mais quoi que fît Hoover, on peut retenir ceci ; cela fut réalisé en conformité avec une théorie définie et compacte quant à la cause et au remède des dépressions. Et je pense qu'il est aujourd'hui reconnu que s'il avait disposé d'un Congrès sympathique avec ses propres théories, le système économique aurait pu être sauvé de son marasme sans avoir à subir l'effroyable train de conséquences qui découlèrent des politiques menées par Roosevelt. Il y aurait certes eu fort à faire pour remettre le système économique en parfaite santé, et nul ne le savait mieux que Hoover. Et il est fort possible que nul n'en sût moins à ce sujet que Roosevelt. Il semblerait que les plus incondition-

nels admirateurs en conviendraient, si on les confrontait au fait qu'après six années d'extravagances, de déficits et de dette, après tant de desseins audacieux qui durent être abandonnés pour cause d'échec, Roosevelt se retrouva en 1938 avec 11 800 000 chômeurs sur les bras, des entreprises ne montrant toujours pas la moindre étincelle de reprise, et tout son cabinet divisé, énervé et acariâtre.

Il avait mené la charge, de l'avant et dans tous les sens, comme un soldat amateur au sein d'une émeute, poussant, tirant et manœuvrant dans toutes les directions, sans réaliser le moins du monde ce qu'il était en train de faire. Pourtant, de ses nombreuses saillies, un motif de comportement clair commençait à se faire jour. Il était toujours facile d'aller lui vendre un projet impliquant la dépense d'argent du gouvernement. Il était toujours facile d'attirer son intérêt sur un projet qui allait accorder quelque bénéfice particulier à une certaine classe de la population, en échange de ses voix aux élections. On pouvait être certain de l'intéresser dès lors qu'un schéma présentait les apparences de la nouveauté, et il s'emparait rapidement de tout plan qui pourrait surprendre et exciter les gens du fait de ses qualités théâtrales. Que plusieurs de ces projets fussent à jamais hostiles les uns envers les autres n'entrait pas en ligne de compte. Comme un médecin social, il administrait allégrement à son patient une pilule pour la diarrhée, et une seconde pour la constipation, une solution pour l'hypertension et une seconde pour les chutes de tension, une potion pour provoquer la fièvre et une seconde pour l'atténuer, des excitants et des sédatifs, des médicaments prophylactiques et des poisons, chacun de ces traitements étant adopté de bon cœur sur les suggestions d'un charlatan présentant une théorie à exploiter, ou à un groupe organisé à qui cela profiterait ou que cela soulagerait. Tel était Roosevelt. Et cela le ramena en 1938 en un lieu très proche de son point de départ, sans qu'il ne disposât plus du moindre remède dans sa petite trousse à pharmacie, à l'exception de dépenses, et plus de dépenses encore.

Mais comment allait-il dépenser, et sur quoi ? Des ponts, des routes, quelques barrages supplémentaires ? Ils n'absorberaient, au

mieux, que quelques milliards. Alors, où dépenser, à quoi ? Il avait déjà une assez bonne idée en tête quant à quoi dépenser. Il avait dénoncé Hoover, entre autres choses, pour avoir autant déversé d'argent sur l'*establishment* militaire. Il avait averti : si l'on n'arrêtait pas les républicains, ils allaient bientôt exposer le peuple au fardeau d'« *un milliard de dollars par an pour l'establishment militaire et naval.* » Désormais, en considérant le monde depuis le trou qu'il avait lui-même creusé, il lui fallait avaler tout cela également. En laissant libre cours à ses pensées lors d'une conversation qu'il tint avec Farley, il dit : « *Le danger de la guerre contre le Japon provoquera naturellement un accroissement de notre programme d'armements, que nous ne pouvons éviter.* » Il avait récemment averti les Étasuniens contre ces hommes politiques qui allaient leur dire que l'industrie militaire allait fournir des emplois aux gens, et des profits aux entreprises. Mais il allait être difficile, selon son discours de Chautauqua, à peine deux années auparavant, « *pour les Étasuniens de regarder plus loin, de comprendre les sanctions inévitables, l'inévitable jour des comptes qui fait suite à une fausse prospérité.* » Pourtant, voici qu'il jouait désormais avec ce même motif de guerre.

Mais quelque chose de neuf s'était produit dans son esprit, dont les dirigeants de son cabinet ne savaient rien. Une nouvelle théorie était venue danser dans son esprit — une théorie étincelante et captivante — qu'il lui fallait embrasser et serrer contre son cœur, comme un homme dans l'eau qui sent ses forces l'abandonner et qui soudain découvre à ses côtés un nageur puissant et vigoureux.

Avant d'examiner cette idée lumineuse, il restait encore un problème à Roosevelt en 1938 — les élections du Congrès qui approchaient.

2.4 Harry le Sauteur et les joyeux Hot Dogs

Le titre original de cette section, intraduisible, est « Harry the Hop and the Happy Hot Dogs *». « Harry the Hop » fait clairement référence à Harry Hopkins, NdT.*

Alors que les élections de 1938 se profilaient, la situation avait changé par rapport à ce qu'elle était au début de la seconde administration. Ni le Congrès, ni le pays n'étaient plus aux pieds de Roosevelt. Son parti était profondément divisé et les haines au sein même de ce parti étaient profondes et poignantes. Il ne pouvait pas se permettre de perdre le moindre élément subalterne du Congrès. Il avait opté de faire sortir de la Chambre et du Sénat les membres qui l'avaient humilié lors de la lutte contre la Cour Suprême, ainsi que ceux qui avaient grogné face à ses extravagances. Il était désormais nécessaire de leur enseigner qu'ils ne pouvaient pas s'opposer à sa volonté en toute impunité. Il était colérique, amer et vindicatif. Les noms sur la liste de purge étaient nombreux, mais en tête de cette liste figuraient les sénateurs Walter F. George, de Géorgie, Millard Tydings, du Maryland, Guy Gillette, de l'Iowa, et à la Chambre, John O'Connor de New York. Qui plus est, Roosevelt estimait nécessaire de soutenir la renomination de ses animaux de compagnie spéciaux, comme Alben Barkley, du Kentucky, et Joe Guffey de Pennsylvanie. Dans le Kentucky, le gouverneur, « *Happy* » Chandler, un dirigeant tapageur, roucoulant, serreur de mains, constituait une sérieuse menace pour la réélection de Barkley. De fait, il semblait que depuis quelque temps Chandler était en position de le battre.

Roosevelt avait également décidé qu'il fallait reprendre les dépenses. C'était le dernier lapin qui restait dans la manche du magicien. Ces deux projets le rapprochèrent de l'homme qui avait œuvré à orchestrer le plus gros de ses dépenses passées, et qui avait accompli cette tâche avec le meilleur ratio de retours politiques. Il s'agissait de Harry Hopkins, que le président appelait affectueusement *Harry the Hop*.

Hopkins avait débuté à Washington, tout à fait au bord du *New Deal*, avait peu à peu fait son chemin vers le centre, et se retrouvait à ce stade membre du petit groupe qui se frayait un chemin contre tous les autres pour s'approcher du haut de la pyramide. Ce fut vers Hopkins que Roosevelt se tourna dans la campagne visant à réparer son sort malheureux.

La carrière de Hopkins avait commencé, par une sorte d'ironie poétique, au cœur même de cet âge de la voiture à cheval, qui évoquait les sarcasmes du grand législateur à qui il offrait ses services. Son père était un fabricant de harnais de Sioux City, dans l'Iowa, où Harry avait fait ses premiers pas dans la vie de l'entreprise en vendant des journaux, des magazines et des cigarettes. Sa mère était une méthodiste dévote qui lui avait enseigné à prier, travailler, et éviter la pauvreté. Il fit ses études au *Grinnell College*, reçut son diplôme et se plongea sans tarder dans le grand océan de l'aide sociale.

Il occupait un emploi de chef d'un petit camp d'été à Boundbrook, dans le New Jersey, qui l'avait amené à l'Est et l'avait implanté à proximité des fontaines de la philanthropie et des salons à cocktails de Babylone, au sein desquels il allait s'épanouir. À partir de là, il s'engagea dans la vie multi-facette du travailleur social. Le monde de l'aide sociale de New York est déjà en soi un monde multicolore. Il est composé par les pauvres, absolument essentiels à l'existence de la profession, des riches, qui font des dons aux pauvres, et des travailleurs sociaux, qui jouent le rôle du tuyau faisant s'écouler la générosité des riches jusqu'aux mains des pauvres. Il est préférable, selon le livre saint, de donner plutôt que de recevoir, et Harry Hopkins ne fut jamais en reste quant aux conséquences plaisantes qui découlent de la profession qui consiste à donner.

Il avait commencé avec un salaire de 45 $ par mois à *Christodora House*, sur l'avenue B, et s'était rapidement élevé à la tête de l'*Association for Improving the Condition of the Poor in New York*, avec un salaire de 10 000 $ par an — c'était le bon vieux temps où

un tel salaire permettait de mener un train de vie confortable, et où celui qui les gagnait n'était pas tenu de verser 2500 $ d'impôts au gouvernement Roosevelt-Hopkins.

La fonction principale du secrétaire ou du directeur d'une grande entreprise philanthropique est de lever de l'argent. Par chance, ce monde de la pauvreté de New York est un terrain propice pour trouver des veuves bien dotées, de riches octogénaires, ainsi que les fils et filles de la dernière génération de « *riches criminels* » qui se dédient à faire partir l'odeur qui entache leur nom de famille en arrosant les pauvres de millions de dollars laissés derrière eux par leurs pères « *prédateurs* ». La principale tâche du secrétaire est de suivre ce jeu furtivement. Le plus gros du travail est fait par les jeunots de l'assistance publique, dans les quartiers pauvres, qui enquêtent, vérifient, fouinent, rapportent, conseillent et supervisent. Mais le cœur de la tâche du secrétaire est sur Park Avenue et aux environs, avec de fréquents voyages le week-end jusqu'aux fermes à bétail, clubs de golf, pavillons de chasse et autres refuges pour riches bénévoles. Cette vie est propice à avoir quelque effet sur le secrétaire. Il se retrouve à étendre les jambes sous la table à thé ou la table à dîner des riches, à boire des grands crus, à goûter des viandes de choix et à fumer des cigares parmi les plus chers. Cela cultive un appétit pour la grande vie plutôt exagéré pour un secrétaire ou un directeur à 10 000 $. Après quelque temps, il se retrouve à consommer les alcools dédouanés et caviars d'importation sortis des réserves d'autres personnes, et à regarder d'autres personnes ramasser les chèques dans les boîtes de nuit. Chaleureusement, les dames âgées se demandent comment le pauvre gars s'en sort avec son maigre traitement. Les hommes extravagants sont également gênés, si bien qu'un jour notre secrétaire, dont il est quasiment certain qu'il a développé quelques thèses marxistes dans sa jeunesse, se retrouve à accepter des pourboires versés par les exploiteurs capitalistes. « *Pourboires* » n'est pas le mot juste ; car il s'agirait plutôt de petite monnaie. Il n'est pas facile d'établir à quel stade un pourboire se transforme en don, ou un don

en bonus, un bonus en donation, ou quand une donation prend l'éminence royale d'un honoraire. Mais l'honoraire devient l'usage. Il s'agit d'une drogue à laquelle on s'accoutume, mais elle permet au secrétaire de vivre de la même manière que celle à laquelle ses compagnons sont habitués.

Cela peut avoir d'autres effets sur un homme, bien qu'il y en ait pour y résister et y survivre. Un trait important de sa fonction professionnelle est de trouver et conserver des parrains. Il doit fréquenter assidument les femmes riches, et cultive l'art de prononcer le mot « *oui* » avec une dizaine d'intonations différentes pour les hommes aux chéquiers bien garnis. Il s'agissait d'un mot que Harry allait trouver des plus utiles dans le monde politique trépidant de la Maison-Blanche. Ce fut par cette joyeuse vie de dons et de gratifications, la vie de la prospection, le questionnaire, le superviseur et le budget déséquilibré, que Harry Hopkins connut son entraînement pour le somptueux rôle de l'aide sociale planétaire et de trompe-l'œil global, et monta depuis sa modeste fonction consistant à distribuer les minces allocations dans le proche voisinage de l'Avenue B à la gestion comme grand aumônier du plus somptuaire Hâroun ar-Rachîd de toute l'histoire de l'extravagance humaine.

Hopkins avait épousé une collègue travaillant dans l'aide sociale à Christodora House. Comme nous l'avons vu, il connut une ascension rapide, et après avoir travaillé dans le Sud avec la Croix Rouge durant la première guerre mondiale, il rejoignit en 1924 la *Society for Improving the Condition of the Poor* au poste de directeur-assistant, puis, au cours de la même année, devint directeur de la *New York Tuberculosis Association.*

Puis, en 1928, le destin se retroussa les manches pour voir jusqu'où il pouvait secouer Harry. Al Smith était dans la course à la présidence et Hopkins contribuait à sa campagne lorsqu'il rencontra Franklin D. Roosevelt, qui était candidat au poste de gouverneur pour l'État de New York. Hopkins organisa un comité de médecins soutenant Roosevelt à ce poste. Il plut immédiatement à Roosevelt, et devint instantanément copain avec Mme Roosevelt.

Roosevelt fut élu gouverneur. Puis vint la dépression, qui allait voir couler le lait et le miel sur Harry Hopkins. Jesse I. Straus, propriétaire du grand magasin Macy à New York, prit le poste de direction de la *Federal Emergency Relief Administration* de New York en 1931, et nomma Hopkins directeur exécutif. Hopkins prit ensuite sa place à la présidence de l'administration, sous l'influence de Mme Roosevelt. Lorsque Roosevelt devint président et voulut une *Federal Emergency Relief Administration*, il nomma Hopkins à ce poste sur les exhortations de Mme Roosevelt.

Harry occupait ainsi un poste qu'il comprenait — distribuer de l'argent — mais désormais il n'avait plus à se préoccuper de faire entrer l'argent à distribuer. La loi NRA avait donné à Roosevelt 3 300 000 000 $ à dépenser. Il est difficile à croire, mais pourtant vrai, que Roosevelt était réticent à dépenser cet argent. Cependant, Mme Roosevelt parvint à amener Hopkins au président par la voie directe, en passant outre toutes les barrières des secrétaires, et Hopkins vendit directement au président l'idée d'un programme de secours modéré passant par des subventions aux États. Roosevelt supposait que la NRA allait apporter la prospérité rapidement, mais à la fin du mois de juillet, la bulle éclata et le grand champion des budgets en équilibre se tourna de désespoir vers les deux choses qu'il avait dénoncées — dépenser, et verser des allocations chômage. Il mit alors Harold Ickes à la tête de la Public Works Administration (PWA) et Harry Hopkins à la tête de la Civil Works Administration (CWA). En peu de temps, Harry disposa d'une grande armée sarclant les mauvaises herbes et balayant les feuilles. Il affirma au président : « *J'ai quatre millions de personnes au travail, mais pour l'amour de Dieu, ne me demandez pas ce qu'ils fabriquent.* »

Lorsque Hopkins commença sa mission exotique, il se trouvait dans un paradis pour travailleur social — une splendide abondance de chômeurs et une source d'argent inépuisable. Mais Roosevelt et lui firent une nouvelle découverte. Chacun d'eux étant profondément ignorant quant à la finance, ils ne rêvaient pas de la magie

qui réside dans la dette publique. Lorsqu'il avait été élu pour la première fois, Roosevelt avait supposé que pour dépenser, il lui faudrait lever des impôts, chose très impopulaire. L'alternative était d'emprunter de l'argent au peuple, et il savait que cette tâche était difficile. Il ne rêvait pas au miracle incroyable consistant à faire *emprunter de l'argent* à la BANQUE du *gouvernement*. Il ne savait pas que la banque crée en réalité l'argent qu'elle prête lorsque qu'elle constitue l'argent d'établir l'emprunt. Lorsque Roosevelt comprit ceci, il vit qu'il disposait dans sa boîte à outils d'une chose très pratique. *Il pouvait dépenser sans lever d'impôts ou emprunter de l'argent au peuple, tout en créant dans le même temps des milliards en dépôts bancaires. Merveilleux !*

Mais Hopkins et lui découvrirent une chose encore plus importante. Aussitôt que Roosevelt disposa de ses 3 300 000 000 $, les membres du Congrès, du Sénat, les maires, gouverneurs, chambres de commerce, organisations de charité de tous les États et de toutes les villes se positionnèrent en file d'attente. Hopkins vit avant Roosevelt que le président avait entre les mains, à grande échelle, ce que les partis politiques avaient eu en main par le passé à petite échelle. Les petits chefs locaux, avec leurs petits pots-de-vin et leurs prestations de sécurité sociale, que l'on trouvait dans les club-houses des districts étaient des petits joueurs. Voici que toute la philanthropie du pays, qui allait transiter par les hommes politiques locaux, provenait d'un seul grand patron établi à Washington. Aucun dirigeant de district ne pouvait satisfaire les appétits de ses constituants à une échelle comparable à celle du grand chef de tous les chefs. Roosevelt découvrit ce que le premier ministre italien Giolitti avait mis au jour cinquante années auparavant, qu'il n'était pas nécessaire d'acheter les hommes politiques. Il achetait leurs constituants avec de l'argent emprunté, et les hommes politiques n'avaient pas d'autre option que de suivre. Quiconque trouvait à raconter une fable à peu près potable recevait de l'argent, mais à une condition, qu'il jouât le jeu avec Roosevelt. Harry Hopkins estimait que 25 millions de gens vivaient des seules dotations de la WPA. Ce

n'était pas le charme tant loué du président, ni sa voix d'or, qui étaient le secret de son pouvoir stupéfiant. C'étaient ses flots de milliards scintillants. Tel était le lapin qui produisait les résultats pour le compte du magicien — le lapin dépensier. Harry Hopkins était le Gardien du Lapin d'Or, et il connaissait par cœur les tours que Roosevelt comptait présenter avec celui-ci.

La CWA avait très rapidement mal tourné, agence de balayage de feuilles qu'elle était, et elle fut donc réorganisée au sein de la Works Progress Administration (WPA). Comme nous l'avons vu, Roosevelt était résolu à purger les hommes qui l'avaient feinté lors de la lutte contre la Cour Suprême, et à soutenir ceux qui étaient restés derrière lui. Lors des élections de 1938, le sénateur Alben Barkley se trouvait en opposition pour la nomination démocrate dans la primaire du Kentucky face à « *Happy* » Chandler, qui était à l'époque le gouverneur de l'État. Au cours de l'élection, de graves accusations furent portées pour soutenir le candidat de l'administration. Un comité spécial du Sénat enquêta sur ces accusations. Les auditions furent publiées, mais ne connurent pas une très large diffusion. Les performances de la WPA au Kentucky, ainsi qu'en divers autres lieux que nous citons ici proviennent de ce rapport officiel[8].

Dans le premier district de la WPA au Kentucky, un dirigeant de la WPA s'était mis à travailler sur le gouverneur Chandler. Il avait reçu ses ordres depuis le siège politique de la WPA au Kentucky. Il avait confié à neuf superviseurs de la WPA et à 340 chronométreurs de la WPA l'ouvrage d'établir des formulaires pour vérifier tous les soulageurs du district. Une fois cette tâche réalisée, il avait poursuivi en vérifiant les 17 000 pauvres diables qui touchaient de l'argent pour voir comment ils se positionnaient au niveau de l'élection. Le comité du Sénat prit possession de ces formulaires.

8. Les faits en lien avec les activités de l'élection de 1938 de la WPA sont extraits du rapport officiel du comité du Sénat des États-Unis sur les dépenses de campagne.

FIGURE 2.1 – Affiche de propagande promouvant la *Works Progress Administration*

Dans le second district de la WPA, un autre dirigeant de la WPA, qui était l'ingénieur de la zone, établit un sondage minutieux des travailleurs des comtés de Pulaski et de Russell. Les contremaîtres de la WPA s'étaient vu remettre des feuilles de papier sur lesquelles ils devaient rapporter le positionnement des soulageurs vis-à-vis de la campagne politique. Au Kentucky, il devint partie intégrante de l'organisation de la WPA de M. Hopkins d'apprendre combien des sans-abris présentaient une dévotion suffisante envers Franklin D. Roosevelt pour qu'il fût justifié de leur donner à manger. Il ne suffisait pas qu'un indigent du Kentucky fût sans-abri et sans nourriture. Il fallait qu'il pensât que le président des États-Unis était son rédempteur, et qu'il fût disposé à enregistrer cette opinion lors des élections. Il fut demandé aux soulageurs de signer des documents promettant leur soutien au sénateur âgé du Kentucky. On leur remit des badges pour la campagne de ce dernier, et

ils reçurent pour instruction de les arborer, et des cas existent où, s'ils refusaient de le faire, ils se faisaient éjecter hors des rangs de la WPA.

Tout ceci, bien entendu, se produisit au cours d'une primaire démocrate pour laquelle seuls des démocrates pouvaient voter. Mais on trouvait dans le Kentucky également de nombreux républicains qui ne pouvaient pas voter aux primaires démocrates tant qu'ils étaient républicains. On leur fit donc modifier leurs adhésions, et devenir démocrates, sous peine de ne pas disposer d'emploi au sein de la WPA.

Une femme, employée par la division de l'emploi pour le district 4 du Kentucky, reçut une lettre du superintendant du projet, lui demandant une contribution au comité de campagne de Barkley. Un superviseur de l'emploi du district 4 lui parla, lui affirma que l'élection approchait, et qu'elle pourrait se trouver critiquée si elle ne contribuait pas, car elle était employée par la WPA, qu'elle devait par conséquent faire montre de sympathie envers le programme et se montrer loyale ; et il affirma également qu'il était républicain, mais qu'il allait changer d'adhésion. Puis il lui dit qu'elle aurait l'autorisation de contribuer, si elle le souhaitait, à hauteur de deux pourcents de son salaire. Des lettres furent envoyées par le superintendant à quasiment tous les soulageurs. Le superviseur assistant de la WPA, qui touchait 175 $ par mois, envoya en retour de cette lettre un chèque de 42.50 $, et un autre, qui gagnait 1800 $ par an, donna 30 $.

Voici un exemple de lettre qui était envoyée. Celle-ci émanait du superintendant du projet sur lequel travaillaient ces gens :

> *Nous savons que vous, en tant qu'ami de la* National Administration*, êtes soucieux de voir le sénateur Barkley réélu, car il a soutenu le président pour l'ensemble des lois instituant le* New Deal*...Si le sénateur Barkley est nominé et élu par une large majorité, il existe des possibilités certaines qu'il devienne le candidat du*

> *parti démocrate pour 1940. Pensez à ce que cela pourrait impliquer pour le Kentucky. Nous savons que vous appréciez l'opportunité de vous voir remettre une chance de prendre une part active à la réélection du sénateur Barkley, en versant une contribution libre pour couvrir ses dépenses de campagne. Verser une telle contribution revient en réalité à souscrire à la poursuite de la politique du* New Deal.

Ces gentlemen étaient charmants et pleins d'attentions — ils autorisaient les soulageurs à souscrire au plan de versements. La lettre poursuivait :

« *Comme l'indique le bon de souscription joint, vous pouvez verser une première moitié de votre contribution à présent, et le solde pour le 16 juillet.* »

Les employés de la WPA témoignèrent l'un après l'autre avoir reçu la lettre qui précède, ou une formulation du même acabit, et qu'ils avaient apporté des contributions en proportion de leur salaire, en général autour des deux pourcents.

En Pennsylvanie, où le sénateur Joe Guffey présidait les destinées du parti démocrate, l'histoire fut similaire. Les hommes qui conduisaient les camions pour la WPA se virent solliciter une contribution de 100 $ par tête dans le comté de Carbon. Il fut demandé aux propriétaires des camions par les dirigeants de la WPA de rendre visite à des représentants de certains dirigeants politiques, à leur domicile. Ils s'y rendaient par dix ou par douze, et de nombreux hommes y contribuèrent. Dans le comté de Lucerne, c'était la même chose. On leur donna pour instruction de se présenter au siège du parti démocrate pour verser leur contribution. Dans le comté de Montgomery, les salariés de la WPA reçurent des lettres affirmant que sous la direction du sénateur de Pennsylvanie (Guffey) et du comité de l'État, une réunion conjointe des salariés de la WPA allait être tenue à une certaine date, et on leur disait « *qu'aucune excuse ne sera acceptée pour ne pas s'y présenter.* »

Les preuves établirent que les salariés de la WPA, dans ce comté, y compris les chronométreurs et les femmes pauvres œuvrant sur des projets de couture, se virent demandés de modifier leur adhésion de républicains à démocrates, et qu'en de nombreuses instances, des personnes qui refusèrent de le faire furent licenciées. Des témoignages établirent que l'on trouvait divers républicains au sein du projet de la WPA aux abords de Wilkes Barre. Ils vivaient à Wilkes Barre, et estimaient avoir le droit de rester républicains. Ils découvrirent bientôt que ce droit s'était évaporé en devenant pupilles du *New Deal*, et qu'en punition, 18 d'entre eux furent transférés du projet aux abords de Wilkes Barre à un autre projet distant d'une bonne cinquantaine de kilomètres de leur domicile, du fait qu'ils refusaient de se débarrasser de leur badge républicain.

En Pennsylvanie, des cartes de travail furent émises par le parti, habilitant les récipiendaires à se faire embaucher par les autoroutes de l'État ; ces cartes furent distribuées par des groupes politiques. Certaines de ces cartes habilitaient le porteur à un emploi « *durant deux à quatre semaines, aux abords de la période de l'élection.* » Dans un comté, entre septembre 1935 et septembre 1938, la WPA dépensa plus de 27 000 000 pour les autoroutes. Quelles étaient les chances d'un homme ou d'un parti face à cette machinerie ? Al Smith avait affirmé que nul ne peut battre un milliard de dollars.

Ceux qui, malgré leur état de pauvreté et de dépendance, refusèrent de soumettre leur indépendance en payèrent le prix. Un homme de Plymouth, en Pennsylvanie, se vit attribuer un travail de secours à col blanc avant l'élection, pour 60.50 $ par mois. On lui donna pour instruction de changer son appartenance, de républicain à démocrate. Il refusa et se vit bientôt transféré — transféré de son travail à col blanc à un emploi consistant à piocher des cailloux dans une carrière. Ses nouveaux collègues sur ce site avaient également refusé de modifier leur appartenance politique. C'était les États-Unis, les États-Unis des hommes qui chantaient et fredonnaient sur le concept de liberté 365 jours par an, et qui parlaient de démocratie et de liberté pour tous les hommes du monde.

Ce fut la même chose dans le Tennessee, où la WPA allumait un feu sous le gouverneur Browning. Les soulageurs qui étaient favorables à Browning — si l'on pouvait le prouver — étaient excommuniés de la liste des employés. On leur demandait leur contribution — deux pourcents. Il fut demandé à un homme de contribuer 5 $. Il ne les avait pas. On le convoqua le lendemain. Le percepteur décida de réduire sa contribution à 3 $. Il ne les avait pas non plus. On lui dit de les trouver. Il dut les emprunter. Un autre, déjà évalué par deux fois auparavant, se rebella. « *Vous n'êtes pas obligé de payer* », se vit-il affirmer, « *mais si vous ne payez pas, le temps que vous allez passer à la WPA va être très difficile pour vous.* » On faisait payer 25 et 50 centimes aux soulageurs noirs.

Dans le comté de Cook, dans l'Illinois, où Kelly et Nash arboraient la bannière du *New Deal*, 450 hommes furent embauchés dans un district électoral, et renvoyés le lendemain de l'élection. Soixante-dix d'entre eux, connus pour travailler pour l'autoroute, reçurent pour instruction de se rendre sur leur lieu de vote et de faire campagne pour le bulletin de vote Horner-Courtney-Lucas. Ces 450 hommes coûtèrent 23 268 $. Toutes leurs cartes de travail furent paraphées par le directeur de campagne de l'Illinois-Nord pour Horner-Courtney-Lucas.

L'enquête en question couvrit quatre États. Mais il ne fait pas le moindre doute quant au fait que les pratiques révélées dans les quatre États du Kentucky, du Tennessee, de Pennsylvanie et de l'Illinois se produisirent également à des degrés plus ou moins étendus dans la plupart des États de l'Union. Bien sûr, ces œuvres furent menées par des hommes sur le terrain pendant que M. Hopkins restait assis à Washington, et prétendit être totalement innocent de ces actions. De fait, lorsque les découvertes établies par le comité furent rendues publiques, Hopkins déclara qu'il avait mené sa propre enquête et réfuta toutes les accusations. Mais le comité affirma : « *Après de nouvelles enquêtes menées par ses propres soins, il en est resté à ses propres découvertes.* » L'attention fut également portée sur une allocution prononcée par Aubrey Williams,

l'administrateur adjoint en chef de M. Hopkins, lors d'une importante conférence de la WPA en date du 27 juin 1938, au cours de laquelle il avait dit : « *Nous devons nous serrer les coudes, nous devons maintenir nos amis au pouvoir.* »

Ces primaires de l'année 1938 furent bien entendu la scène de la grande purge de Roosevelt, au cours de laquelle des sénateurs et membres du Congrès démocrates distingués furent annihilés. Raymond Moley indiqua que Harry Hopkins dirigeait l'ensemble de cette purge tout en faisant transiter ces centaines de millions. De fait, le 31 août 1938, alors que la campagne battait son plein, Hopkins se plaignit de ce que la tête de l'opposition démocrate exhortait les démocrates à s'inscrire et à voter aux primaires pour aider à mettre en échec les objectifs du président Roosevelt, non pas dans les élections générales, « *où les visions divergentes des partis sont clairement comprises, mais de manière furtive, au sein des conseils de notre propre parti.* » Prenez bien le soin d'évaluer cette affirmation. Cet homme se plaignait bel et bien que les opposants démocrates au président appelaient des démocrates à s'inscrire et à voter dans le cadre d'une primaire démocrate. C'était déjà devenu criminel de la part d'un démocrate de manifester son désaccord avec l'administration. M. Hopkins déclarait criminel pour un démocrate, en désaccord avec les nominations des candidats désignés par l'administration à divers échelons de s'inscrire au sein de son propre parti et de voter contre les nominés choisis par l'administration. Mais tout en objectant à voir des démocrates s'inscrire comme tels, et voter au sein d'une primaire démocrate, sauf à soutenir Roosevelt, ses agents du Kentucky, du Tennessee, de Pennsylvanie et de l'Illinois, et pratiquement de tous les autres États, menaçaient les soulageurs de famine si ceux-ci n'abandonnaient pas leur appartenance républicaine, et ne s'enregistraient pas au parti démocrate, allant dans certains cas jusqu'à les licencier, ou jusqu'à leur faire casser des cailloux dans une carrière.

Roosevelt était profondément convaincu qu'il n'avait qu'à laisser savoir à l'électorat démocrate de tout État ou district que tel ou

tel sénateur ou membre du Congrès était son ennemi, et que cela suffisait à sonner sa perte. Il en était arrivé à la conclusion bien ancrée que les gens ne s'intéressaient plus aux problèmes, mais qu'ils ne s'intéressaient plus qu'à lui-même, qu'ils étaient pour lui, ou contre lui. Lors de la campagne de 1936, il avait affirmé à son directeur de campagne qu'il n'existait qu'un seul sujet — « *moi* » — et il avait affirmé aux membres de son cabinet que le peuple était favorable à son projet quant à la Cour Suprême du fait que lui-même y était favorable, et que le peuple serait favorable à tout sujet pour lequel il se prononcerait.

Il fut donc totalement stupéfait d'apprendre qu'à l'exception d'un seul, tous les candidats démocrates qu'il avait promis à la purge pour les primaires de 1938 furent nommés de nouveau. Barkley et Guffey, bien entendu, avaient été nommés de nouveau pour le Sénat, mais ils n'étaient pas impliqués dans la purge — leurs combats avaient été locaux. La seule occurrence où Roosevelt parvint à ses fins fut la défaite du membre du Congrès John O'Connor, dans la ville de New York. En cette instance, il avait attribué la tâche à Tommy Corcoran, qui s'était rendu à New York, et qui, avec toutes les forces de l'administration sous son pouvoir, avait réussi à mettre en échec O'Connor. Roosevelt considéra ceci comme une preuve de sa propre perspicacité politique, du fait que l'œuvre de mettre en échec O'Connor avait été confiée en cette instance à un subalterne de la Maison-Blanche. Il estimait que cette réussite avait d'une manière ou d'une autre découlé de sa propre maîtrise.

L'odeur des performances de Harry Hopkins au sein de la WPA se fit tellement sentir qu'il devint souhaitable de le soustraire de ce poste une fois passées les élections de 1938. C'est alors que cet homme cynique, qui avait vécu toute sa vie de dotations et de pourboires, qui n'avait jamais pris part à la moindre transaction d'affaire, qui méprisait les entreprises et leurs dirigeants, et adorait exhiber son mépris, qui, au sein du groupe entourant le président était celui qui faisait montre du talent le plus prononcé quant à l'aiguillonner contre les entreprises et dont les seuls contacts avec

les hommes d'affaires avaient été de bénéficier de leurs générosités, cet homme, fut, entre tous, choisi par le président pour devenir secrétaire du Commerce ! Il passa une grande partie de son mandat de secrétaire à l'hôpital. Lorsque qu'il quitta le département du Commerce, un peu plus d'un an et demi plus tard, ce fut pour pénétrer à la Maison-Blanche comme favori de la cour, officiellement installé et proclamé comme tel — et pas juste comme conseiller amical du président, comme de nombreux présidents l'ont institué, mais comme résident de la Maison-Blanche, arpentant ses couloirs avec la possibilité d'accéder au chevet du président à toute heure du jour ou de la nuit, pensionnaire indépendant occupant une fonction qui ne fut jamais créée par le Congrès et n'existe pas réellement, se voyant verser un salaire qui ne fut jamais autorisé par le Congrès, exerçant des fonctions jamais sanctionnées par le Congrès, exerçant la plus haute autorité sans avoir été nommé d'aucune manière constitutionnelle, c'est-à-dire sans aucune confirmation de la part du Sénat, surclassant les dirigeants du cabinet, et, de fait, émettant des ordres aux dirigeants du cabinet en les signant « *H. H.* »

Il allait gagner assez en pouvoir pour tenir un membre du cabinet hors de la Maison-Blanche onze mois durant — pour rendre impossible à un dirigeant du cabinet, un conseiller légalement désigné du président de même voir le président, presque une année durant. Cet étrange personnage, opérant depuis l'ombre, devint, aux côtés du président lui-même, la personne la plus puissante des États-Unis.

Comme Harry Hopkins fraya-t-il son chemin jusqu'à une telle position de pouvoir ? Ce ne fut pas un accident. Cela se produisit parce qu'il disposait d'un caractère tout à fait conforme aux fonctions qu'il était attendu qu'il exerçât, et d'un talent spécial pour manœuvrer parmi les groupes ampoulés de la politique de palais. Il était riche en ruses, toujours retors dans ses desseins, et quelque chose, dans son histoire personnelle, éclaire tout à fait ces éléments de son caractère qui le rendaient si propre à jouer le rôle d'un intrigant.

Hopkins habitait une zone de vie morale et éthique qui ne correspond pas à la zone occupée par les Étasuniens normaux. Il a été dépeint au grand public comme un homme dont la vie aurait été dédiée au bien-être des masses nécessiteuses. Lorsqu'il s'était marié, il était un jeune travailleur social. Ils avaient eu trois fils. En 1930, son épouse l'avait traîné en justice pour obtenir un divorce, pour cause d'infidélité. Elle obtint son divorce, et, selon mes informations, une injonction à verser une pension alimentaire annuelle de 5000 $. Hopkins gagnait à l'époque 10 000 $ par an. Cela signifiait que la moitié de son salaire lui revenait, et que l'autre moitié servait à soutenir sa femme et ses trois enfants. Cela n'apparaît pas avoir constitué une disposition excessive. Tout ceci constitue bien entendu une affaire qui relève de la vie privée de Hopkins, mais n'en est pas moins tout à fait pertinent, si l'on considère plusieurs facettes de cet incident. Peu après le divorce, il prit une seconde épouse. Il devint administrateur de la WPA, avec un salaire de 10 000 $ annuels. Hopkins était un homme aux goûts très dispendieux. Il fallait des sommes d'argent considérables pour lui apporter le niveau de divertissement duquel il était dépendant, et 10 000 $ ne suffisaient pas à prendre soin de ses deux familles et de ses appétits dépensiers. Ce point fut reglé d'une manière que l'on ne peut négliger si l'on veut se forger une idée du caractère de M. Hopkins. M. Marquis W. Childs, dans un article paru dans le *Saturday Evening Post* des 19 et 26 avril 1941, affirme que Hopkins était sous forte pression financière au vu des circonstances, et peinait à assurer les versements de la pension alimentaire due à sa première épouse. Pour régler cette situation, des travailleurs sociaux furent rassemblés pour lever un fonds de 5000 $ par an, afin de verser la pension alimentaire due par Hopkins. Divers travailleurs sociaux se retrouvèrent donc avec la tâche de libérer Hopkins de l'obligation naturelle faite à Hopkins de s'occuper de ses propres enfants, afin de le laisser céder à ces goûts dispendieux pour lesquels il avait nourri une accoutumance. En théorie, ces fonds lui furent versés pour des conférences, qu'il n'eut que rarement le temps d'aller prononcer.

Il s'agissait d'un subterfuge établi pour masquer le véritable dessein de ce prélèvement. Et cela dura pendant deux années. Puis, au mois de janvier 1936, son salaire fut augmenté à 12 000 $, et les travailleurs sociaux furent libérés du fardeau d'assurer la pension alimentaire de Hopkins.

Il s'agit d'une histoire étrange au vu de l'incident suivant, relaté par M. Childs dans les mêmes articles ; au moment de la WPA, Hopkins, qui avait tellement besoin d'argent que la pension alimentaire servant à nourrir ses propres enfants devait être assumée par un groupe de travailleurs sociaux à faible salaire, se retrouvait dans le même temps à jouer au poker avec les hommes qui l'entouraient, avec des pertes si raides qu'il pouvait perdre 500 à 600 $ par soirée, et qu'il trouvait le temps et les moyens d'aller passer des week-ends aux domiciles de certains des malfaiteurs très riches qu'il aimait tant à dénoncer, et de rendre des visites fréquentes aux pistes de course de Saratoga, Pimlico et Warrenton. *Life* a publié des récits tout à fait semblables quant à cet homme.

Puis vint le moment où Harry dut quitter la WPA, puis jugea utile de mettre un terme à sa carrière comme secrétaire du Commerce. Il se retrouva pour un temps sans revenu. Hopkins appartient à cette classe de gens dont il faut s'occuper d'une manière ou d'une autre. Comme il n'avait pas de travail, il fallut en inventer un pour lui. À peu près dans le même temps, le président créa de lui-même un monument — une bibliothèque bâtie sur sa propriété, que les générations futures pourraient visiter en pèlerinage et en honneur à sa mémoire. À en croire un article rédigé pour *Life* par M. Felix Belair, Walker, le postmaster général et John D. Hertz, le magnat des taxis, ainsi que d'autres amis millionnaires, constituèrent une cagnotte pour verser à Hopkins 5000 $ par an, pour qu'il dirigeât la bibliothèque Franklin D. Roosevelt à Hyde Park. Mais, bien entendu, Hopkins ne pouvait pas vivre de subsides aussi misérables. Il s'ensuivit qu'une fois voté la loi Prêt-Bail, le président trouva une manière d'assurer un salaire de 10 000 $ par an pour Harry au sein du programme éponyme.

Dans l'intervalle, il avait déménagé à la Maison-Blanche, où il jouissait du privilège supplémentaire d'être nourri et logé gratuitement. Sa seconde épouse était décédée, et la fille qui était née de ce second mariage vivait avec lui à la Maison-Blanche. Il est à noter que par la suite, lorsqu'il se maria pour la troisième fois et déménagea avec elle à Georgetown, sa fille, après avoir vécu quelque temps sous leur toit, revint occuper la Maison-Blanche. Mme Roosevelt évoque les tracas que lui inspirait la vie solitaire de cette enfant, et comment elle en parla à Hopkins. Il lui affirma : « *Cela n'a aucune importance. La seule chose importante est de gagner la guerre.* » Pour autant, il réussit à trouver tout le temps nécessaire pour assouvir assidûment ses moyens de distractions préférés dans les boîtes de nuit de New York et de Washington.

Il avait également trouvé le temps nécessaire durant cette période pour mener à bien sa dernière séduction en date, épouser une troisième femme, et l'amener avec lui à la Maison-Blanche pour y vivre aux frais du gouvernement. Mais même avec la prise en charge du gîte et du couvert à la Maison-Blanche, des transports gratuits et des notes de frais du gouvernement, 10 000 $ par an ne suffisaient pas à Hopkins. Comme d'habitude, il fallut trouver des moyens pour lui en verser davantage. Il se mit donc à apparaître dans les magazines comme une référence littéraire, comme de nombreux autres acteurs du *New Deal*. Tom Beck, le dirigeant de la *Crowell-Collier Publishing Company*, un fidèle satellite de la Maison-Blanche durant l'épisode du *New Deal*, accorda à Hopkins les miettes de ses repas en lui versant 5000 $ pièce pour sept ou huit articles parus dans *American Magazine* sur une période de plusieurs années — des articles écrits, bien entendu, par quelqu'un d'autre et signés par Hopkins. Il s'agissait de l'une des formes de rackets préférées des « *érudits* » du *New Deal*.

Lorsqu'il se maria pour la troisième fois, il fut accusé d'avoir passé son voyage de noces sur un navire confisqué à son propriétaire par le gouvernement, et converti en bâtiment de guerre. Il fut également allégué que Lord Beaverbrook avait offert à la nou-

velle Mme Hopkins un magnifique collier d'émeraudes. Par la suite, Drew Pearson publia le récit selon lequel ses dénégations étaient vraies, ce n'était pas un collier d'émeraudes mais de diamants que Beaverbrook avait offert, d'une valeur de 4000 $. À l'instar de Jacques dans Les Deux Orphelines, il était accusé d'avoir dérobé un manteau et répondait : « *Vous mentez — c'était une cape.* » Pourquoi Beaverbrook, qui représentait alors le gouvernement britannique, dut-il faire un cadeau de 4000 $ à la fiancée de l'homme qui arrangeait les livraisons *Prêt-Bail* à l'Angleterre — un homme qu'il ne connaissait qu'à peine ?

Puis, au mois de décembre 1942, M. Bernard Baruch fit donner un dîner pour M. et Mme Hopkins. Cela se produisait pendant la guerre, alors que le président ne cessait d'appeler le peuple à consentir des sacrifices toujours plus importants dans le cadre de l'effort de guerre, et d'apprendre à se passer de tout raffinement, et même de nombreux biens nécessaires. Un journaliste entreprenant publia le menu sacrificiel du buffet qui fut donné en l'honneur de Hopkins et de sa fiancée. Le voici [9] :

Bowl of Caviar with trimmings
Pate de Foie Gras
Cheese croquettes
Baked Oysters Bonne Femme
Celery, Radishes, Olives, Pecans
Tortue Clair (En Terrine)
Creme au Champignon Frais
Profitrole
Truite en Gelee
Homard en Aspic
Terrapin (Baltimore style)

Chicken a la King
Steamed Rice
Sliced tomatoes, crisp lettuce
Mayonnaise French dressing

Mousse of chicken
Gallatine of Capon
Cold tongue
Beef a la Mode
Corned beef in jelly
Turkey-Chicken-Virginia Ham

9. Le traducteur fait le choix de ne pas le traduire, la moitié en étant exprimée dans un français peu académique. Il s'agit donc du menu littéral, NdT

Calves head Vinaigrette
Russian dressing
Mixed green salad
Assorted cheese and crackers
Iced black cherries and vanilla ice cream
Socle of Raspberry Ice
Petits Fours
Demi Tasse

Un journaliste de Washington écrivit : « *Tout au long de l'événement, le visage de Hopkins, qui a averti ses concitoyens dans un récent article paru dans un magazine qu'ils vont devoir sacrifier lait, thé, et qui a prédit des restrictions drastiques de toutes les activités civiles à l'exception de la fabrication de cercueils, était couronné de sourires.* »

L'histoire de Hopkins ne serait pas complète si l'on ne faisait pas mention à la foire d'empoigne qui se déroulait dans les coulisses pour rester dans le sillage du grand homme. Dès le début du *New Deal*, Felix Frankfurter avait été dépeint comme l'être mystérieux, assis dans l'ombre, et tirant les ficelles qui manipulaient toutes les marionnettes qui avaient mitonné la *NRA* et inventé l'*AAA*, qui était la voute Rouge, et qui constituait en réalité le coupable, ni vu, ni connu, caché derrière la plupart des entreprises dangereuses de M. Roosevelt. Les bureaux étaient supposés être emplis de satellites de Frankfurter, et en temps voulu, son équipe exclusive constituée de sapeurs et de foreurs en vint à être appelée les « *happy hot dogs* ».

En réalité, Felix Frankfurter ne fut jamais un Rouge — ni un communiste pernicieux, ni un socialiste charitable. Il désapprouvait la NRA et considérait l'AAA avec mépris, et par-dessus tout, il condamnait, bien qu'en public il proclamât la paix, la lutte contre la Cour Suprême. Frankfurter parut moins aux yeux du grand public que les soutiens proéminents de l'administration. En réalité, il y avait peut-être moins en commun entre Frankfurter et Roosevelt qu'entre Roosevelt et tous ceux qui firent longtemps partie de son entourage intellectuel. Frankfurter avait été de longue date un disciple des théories sociales du Juge Brandeis et de la philo-

sophie juridique du Juge Oliver Wendell Holmes. C'est Brandeis qui l'avait fait admettre à la Faculté de Droit de Harvard après la première guerre mondiale, où il était resté jusqu'à son entrée à la Cour Suprême. L'une des passions essentielles qui avaient empreint Frankfurter était la liberté d'expression. On aurait pu le désigner comme un réformateur, non comme un socialiste. Il avait défendu Sacco et Venzetti, non parce qu'il était communiste, mais parce qu'il estimait qu'aucun homme accusé d'un crime teinté d'implications politiques ne devrait être condamné et électrocuté sans avoir reçu une défense compétente.

Sa nature connaissait pour autant une autre facette, qui n'était pas du tout aussi inoffensive que sa philosophie politique. Il présentait une aspiration à exercer le pouvoir par la bande. Il avait le désir de façonner les choses de manière anonyme. Sans nourrir la moindre ambition d'une fonction politique, il adorait exercer un pouvoir sur les esprits des hommes qui portaient ces mandats. Il écrivait peu de choses, mais cultivait une association intime avec ceux qui écrivaient. Il fut sans aucun doute un professeur qui inspira ses élèves. Il leur parlait non seulement de la loi, mais également de l'histoire et des idées politiques, et attira ainsi dans ses classes de jeunes hommes vivement intéressés par les affaires publiques. Lorsqu'ils quittaient l'école de droit, ils entraient dans de puissants cabinets de droit, ainsi qu'au gouvernement. Au cours de quelques années qui suivirent 1929, l'afflux de ces esprits énergiques vers le gouvernement augmenta, tandis que diminuait la demande dans le domaine privé. Bientôt, presque sans s'en rendre compte, Frankfurter trouva ses étudiants et ses adeptes occuper toutes sortes de places à Washington, à proximité des centres de pouvoir.

Alors que la dépression empirait, Frankfurter mena un effort plus conscient en vue de positionner ses étudiants à des postes où leur poids se ferait sentir. Un bureau de Washington peut employer mille personnes, mais seule une poignée d'entre elles a une réelle importance — l'administrateur, le conseiller, l'économiste, le statisticien, le représentant public. Ce sont ces hommes, qui influencent

la politique, et c'était la politique, et non les postes, qui intéressait Frankfurter.

L'action la plus décisive menée par Frankfurter à cet égard fut d'envoyer Thomas G. Corcoran, l'un de ses élèves les plus compétents, à un poste au sein de la *Reconstruction Finance Corporation*, sous la présidence de Hoover. Tommy avait un flair pour les affaires publiques, et une passion pour les manœuvres politiques.

Lorsque le *New Deal* se mit à créer bureau sur bureau, et que le nombre de postes désirables aux yeux de Frankfurter et de Corcoran se multipliait, Corcoran se mit à les pourvoir avec ce que Hugh Johnson appella les « *happy hot dogs* ». Tommy trouvait les postes ; Frankfurter produisait les recommandations, et les garçons de Frankfurter embauchaient. Ils étaient partout. Bien sûr, la plupart d'entre eux étaient avocats, mais nombreux étaient ceux qui étaient devenus économistes en l'espace d'une nuit. Et bientôt, Tommy Corcoran se retrouva à la Maison-Blanche, au bras du président, écrivant ou supervisant la préparation de ses discours.

C'est avec le départ de la seconde campagne — c'est-à-dire, après le départ de Moley et la mort de Louis Howe que l'influence de Frankfurter fut la plus importante sur la Maison-Blanche, malgré les fortes préoccupations entretenues par Frankfurter par le basculement de Roosevelt vers l'économie planifiée. Mais peu à peu, l'influence personnelle de Frankfurter décrut, surtout après le combat contre la Cour Suprême.

Lorsque Frankfurter commença à emplir les bureaux avec ses avocats et économistes, il ne comprenait pas bien ce qu'il faisait. Nombre d'entre eux étaient ses protégés, mais il ne connaissait pas si bien que cela la nature des pensées qui occupaient leurs esprits. Le passage du temps, peut-être l'odeur et la couleur de l'activité révolutionnaire qui intrigue les jeunes esprits, l'absorption de ces jeunes gais et truculents par la vague mais tranchante philosophie du *New Deal*, sous des législateurs et des philosophes qui brassaient un breuvage bien plus goûteux et bien plus enivrant que celui auquel ils avaient goûté avec leur vieux professeur — tout

cela se combinait pour attirer ces gars plus près de Roosevelt que de Frankfurter. Certains d'entre eux avaient basculé vers les eaux bien plus turbulentes du communisme et du quasi-communisme. Entre 1937 et 1940, sans doute Frankfurter devint-il une référence mineure en matière d'influence politique. Mais il revint en force lorsque les États-Unis entrèrent en guerre.

Dans l'intervalle, les choses ne se passèrent pas trop bien pour son « *chef de cabinet* », Tommy Corcoran. Tommy avait vécu à la Maison-Blanche des mois durant pour rester auprès de son patron. Mais Hopkins lorgnait sur la place occupée par Tommy. Hopkins comptait explicitement prendre possession de la confiance de Roosevelt, et il œuvrait, manœuvrait et mentait lorsque c'était nécessaire pour repousser quiconque, et par-dessus tout, Corcoran. Dans ce défi, Corcoran ne fut pas à la hauteur de Hopkins. Corcoran aime la politique, avec une ferveur gaélique. Il cultive des opinions. Il constitue un sacré travailleur, et conservait sa propre collection de croyances politiques. Il comptait bien conserver sa position à proximité du trône, principalement dans le but d'influencer l'esprit de Roosevelt par les visions de sa propre philosophie.

Hopkins ne cultivait aucun objectif aussi ridicule et impraticable. Dans sa jeunesse, il avait cultivé des pensées socialistes modérées, mais à ce moment, il ne lui restait aucune philosophie, et ses opinions étaient influencées par son profond cynisme. Son objet était de devenir le premier homme de pouvoir aux côtés de Roosevelt. Il expliqua sa théorie à cet égard plus d'une fois. Il affirma qu'un homme doit toujours conserver une idée claire quant à la source de son pouvoir. Certains hommes reçoivent leur pouvoir de la part du peuple. D'autres reçoivent indirectement leur pouvoir par un autre homme. Il reconnaissait librement qu'il n'était en mesure d'obtenir aucun pouvoir de la part du peuple. Il fallait donc qu'il s'arrimât à l'homme qui avait du pouvoir à distribuer. La source de ce pouvoir était le président, si bien qu'il s'arrima au président. Pour conserver ce pouvoir, il lui fallait cultiver le président. Il ne relevait pas de son registre de se lancer dans des

explications avec Roosevelt, de le mettre en colère, ou même de faire un usage résolu du mot « *non* ». Il devait rester le perpétuel subalterne, obéissant, cultivant les bonnes grâces de son maître, flattant sa vanité, s'acquittant de ses corvées, satisfaisant ses désirs, devinant subtilement la nature de ces désirs et ce sans révéler ses découvertes, lui accordant les faveurs qu'il désirait, parvenant à ses propres fins en déviant sournoisement le maître, et de toutes façons, en éliminant d'emblée tout rival à cette faveur royale.

C'est l'une des caractéristiques du pouvoir de longue durée qu'il attire à lui les hommes de cette sorte. L'homme disposant de vastes pouvoirs trouvera à coup sûr des personnages comme Hopkins creusant leur trou pour obtenir sa confiance s'il désire s'entourer de ce type de profil. Les hommes d'un calibre intellectuel et spirituel élevé se rendent rapidement désagréables aux dirigeants qui attendent la soumission de la part de leurs subalternes. Ils trouvent rapidement répulsive l'atmosphère de cour. Ou bien ils partent d'eux-mêmes, ou bien on les renvoie. En fin de compte, les seuls à rester sont les hommes du type de Hopkins. Il y avait des hommes près de Roosevelt qui étaient intéressés à l'influencer avec leurs propres idées politiques. Il y avait des hommes qui ne s'intéressaient pas à la politique, mais seulement à discerner les bascules mentales préférées de Roosevelt, et à les promouvoir. Hopkins était de cette seconde sorte. Au fil des années, les hommes plus compétents, l'un après l'autre, présentant quelque sens de dignité personnelle, et ne se contentant pas du rôle de lèche-bottes, s'éloignèrent, ou furent éloignés. Raymond Moley, Lewis Douglas, John Hanes, Hugh Johnson, George Peek, Tommy Corcoran, Jim Farley, Stanley High et de nombreux autres partirent. La garde du palais qui resta était composée d'hommes tels que Harry Hopkins, Sam Rosenman, le général « *Pa* » Watson, qui était une sorte de bouffon pour le roi, l'amiral (docteur) McIntire, le médecin du président qui ne voyait aucun problème chez le président, pas même dans son système vasculaire, David Niles et Henry Wallace, qui se pendaient très vite aux basques du président, pour rapidement qu'il en changeât — des

hommes qui écoutaient attentivement les moindres changements de désir de Roosevelt, les sentaient et les évaluaient comme des animaux fidèles, et couraient docilement faire le tour que leur maître attendait de leur part.

Il y en avait d'autres, comme Hull, qui restaient, quoique dans les franges extérieures de la politique, prêts à subir toutes les indignités pourvu qu'il pût continuer de se désigner comme secrétaire d'État, et promouvoir sa campagne fébrile pour la réciprocité commerciale, pendant que Roosevelt nommait ambassadeurs, représentants, et employés mineurs du département d'État sans prendre la peine de même le consulter, et menait ses affaires de politique étrangère en passant par Sumner Welles, derrière le dos de Hull.

2.5 La danse des philosophes

Les planificateurs

Il nous faut à présent considérer certains des hommes qui s'occupèrent de cette idée éclatante et séduisante qui dansait sur le bureau de Roosevelt alors qu'il luttait contre la crise grave de son destin en 1938. Roosevelt avait pleuré de désespoir pour obtenir de l'aide de la part de son cabinet : « *Personne ne me dit quoi faire.* » De fait, il n'avait pas pour habitude d'acquérir ses lapins magiques auprès de son cabinet. Le vieil Hull et le gros Jim Farley, Dan Roper, Harry Woodring et le vieillissant Swanson n'avaient jamais rêvé d'entrer dans le commerce des lapins. Cummings en avait produit un — le projet contre la Cour Suprême — et celui-là avait mordu le maître. Morgenthau n'était en aucun cas un éleveur de lapins magiques, ni même Miss Perkins, ni Ickes qui, après tout, n'était qu'un progressiste à l'ancienne qui s'était battu pour le pouvoir, restait favorable à la conservation des sols, et appartenait en réalité au premier *New Deal* auquel il avait apporté une illusion de révolution grâce à sa langue de vitriol. Wallace, bien sûr, pouvait promouvoir des lapins et, avant son départ, des écureuils.

Mais pour le moment, il était plutôt abasourdi qu'autre chose. Ce fut toujours de la part de son appartenance rapidement mouvante au cabinet de la cuisine que Roosevelt obtint ses grandes idées. Et tel fut encore le cas ici.

Le membre le plus influent de ce groupe fut peut-être toujours Rexford Guy Tugwell, quoique son influence fût plus puissante de manière indirecte, au travers des esprits qu'il influençait. Lui, plus que quiconque dans cette orbite, représenta la véritable forme du troisième *New Deal* qui s'apprêtait à éclore.

Tugwell provenait d'une ferme de l'État de New York, avait fait ses études après le lycée à la *Wharton School of Business*, puis était devenu professeur pour l'université de Pennsylvanie, l'université de Washington, et finalement Columbia. Ray Moley, qui l'avait connu à Columbia, l'avait enrôlé dans le *Brain Trust* de Roosevelt en 1932, et lorsque Roosevelt fut investi, Tugwell fut nommé assistant au secrétaire de l'Agriculture sous Henry Wallace.

Peut-être aucun cœur ne fut-il jamais aussi froid pour un homme du commun que celui de Tugwell. Contrairement à certains de ses collègues, il n'était pas du tout bizarre. Il différait de la plupart d'entre eux en ce qu'il disposait d'un esprit excellent, et qu'il écrivait très bien, dans un style sévèrement froid assorti d'un formalisme péniblement cultivé. Il se perfectionnait dans l'art délicat de se montrer méprisant. À l'université, il regarda le monde, et le trouva distinctement *de troisième classe* — pas du tout la sorte de monde qu'il aurait bâti. Il en sortit un poème sous le titre « *The Dreamer* », faisant état de son intention générale en référence à sa propre patrie sordide, comme suit :

> *Je suis fort.*
> *Je suis grand et bien bâti.*
> *Les puanteurs de cette nation me rendent malade.*
> *Les tsars nantis me rendent malade.*
> *J'ai été habité d'un grand songe où ils disparaissaient.*
> *J'ai assemblé mes outils et mes graphiques.*

Mes plans sont prêts, et praticables.
Je vais me retrousser les manches — refaire l'Amérique[10].

Et voilà qu'en effet, il se trouvait à Washington avec ses graphiques et ses outils — sauf que ses outils étaient des hommes, et qu'il n'en faisait pas grand cas non plus. Il n'alla pas loin comme administrateur au département de l'Agriculture, principalement du fait de ses mauvaises manières. Les agriculteurs qui faisaient appel à lui étaient traités avec mépris. Mais les cibles favorites de ses humiliations restaient les membres du Congrès et du Sénat. Il se disputait avec tous, sauf, bien entendu, le président — la source de son pouvoir d'alors. Il fallut lui faire quitter Washington du fait des problèmes qu'il créait, et en temps voulu, comme de nombreux autres *New Dealers*, il dissimula son mépris sous un boisseau en rampant sous les ordres de l'un des ennemis de l'Homme du Commun — une grande corporation sucrière de Puerto Rico. Malgré tout ceci, néanmoins, cet érudit bien vêtu, presque un dandy, arrogant et peu apprécié qui, autant que quiconque, indiquait les lignes que le dirigeant du *New Deal*, si mystifié et si désemparé, allait emprunter.

Avant de poursuivre sur cette piste, il nous faut reconstruire en esprit l'état de l'opinion politique de ce côté de la controverse appelé la Gauche. Rien n'a si parfaitement rendu troubles les critiques des divers *New Deals* de M. Roosevelt que leur obscurité quant au sens d'un grand nombre de termes, tel que socialisme, communisme, fascisme, libéralisme, conservatisme, et j'en passe. Il nous faut nettoyer ce point avant de distinguer clairement ce qui se produisit à Washington au cours des deux années qui suivirent.

Cela remonte à loin, et commence avec les socialistes. On trouvait de nombreuses écoles de socialistes. Mais aux États-Unis, la variante qui prit une forte influence sur les esprits des Étasuniens

10. Blair Bolles, dans l'*American Mercury*, septembre 1936.

fut celle des socialistes démocrates, dirigée par Eugene Debs, Maurice Hilquit et Norman Thomas. Ces hommes étaient profondément dévoués à l'idéal de la liberté humaine. Ils pensaient pouvoir, par une suite graduelle d'altérations dans la structure de notre société, créer un véritable monde démocratique qui verrait tous les hommes jouir non seulement de liberté, mais d'abondance. Ils pensaient que cela ne pourrait jamais être atteint sous le système de la propriété privée et du profit. Ils ne professaient pas la révolution, mais plutôt une acquisition progressive par l'État de tous les services publics — l'électricité, le transport, les communications et les grandes industries de base telles que charbon, pétrole, acier, etc. En partant de cela, cet État partiellement socialisé pourrait poursuivre ses acquisitions de toutes les autres activités économiques jusqu'à tout point jugé atteignable.

Ils rêvaient d'une richesse en commun coopérative, qui ferait partager entre tous l'abondance créée par un grand organisme productif détenu par le peuple. Cela mettrait fin à la pauvreté, à l'ignorance et aux crises. Le parti socialiste atteignit une fois des millions de voix, et en 1932 Norman Thomas fut le candidat choisi par 800 000 électeurs. Mais l'influence du parti socialiste ne peut être mesurée par le nombre de voix qui lui sont accordées. Sa philosophie a pénétré profondément la pensée de grands nombres d'hommes qui n'ont jamais glissé de bulletin socialiste dans l'urne, et particulièrement dans ces groupes que l'on qualifie en vrac d'intellectuels.

La révolution russe fut fondamentalement une révolution socialiste. Lénine préférait appeler son gouvernement un gouvernement communiste, mais le terme portait une signification très proche. De fait, la Russie se fit appeler Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Cependant, Lénine et ses collègues rejetèrent totalement l'idée d'une société contrôlée de manière démocratique, et instaurèrent à la place la Dictature du Prolétariat, qui n'était dans les faits rien d'autre qu'une dictature instaurée par le parti communiste, une toute petite fraction de la population. Ce fut dans les faits une dictature gérée par une élite — les soi-disant experts

de l'organisation socialiste. Et les choses n'ont pas changé. Cette dictature, si complète, si cruelle, si sauvage en fait, a produit un sentiment de défaite ou au moins de frustration dans les esprits de grands nombres de gens qui avaient nourri le vieux rêve socialiste démocratique. Cet exemple choquant établi par le premier État socialiste tempéra la tolérance avec laquelle le rêve socialiste était entretenu par de nombreuses personnes qui n'adhérèrent jamais au socialisme, mais étaient prêtes à lui donner une libre voix dans la discussion des problèmes publics.

De l'autre côté, des États semi-socialistes fleurirent un peu partout en Europe — on les appelait social-démocraties. Ces États étaient partiellement socialistes, partiellement capitalistes, partiellement parlementaires, mais présentaient tous les défauts du parlementarisme européen exagérés à l'extrême. Peut-être serait-il mieux d'affirmer que les systèmes qui étaient au moins capitalistes aux trois quarts étaient opérés par des gouvernements socialistes, car dans la plupart des pays d'Europe, pendant au moins un temps, les premiers ministres socialistes et divers ministres socialistes menèrent la danse.

Cependant, la chose la plus important qui est ressortie de tout ceci fut une nouvelle approche qui lança un appel très fort à nombre des mêmes intellectuels qui avaient tergiversé avec le socialisme. Je dit nouvelle, mais elle n'était pas vraiment nouvelle. Les hommes avaient flirté avec cette idée en Allemagne depuis les jours de Fichte, dont on pourrait dire qu'il est le père de la théorie du capitalisme planifié. L'idée était qu'il suffirait de nationaliser les banques, les voies ferrées, tous les moyens de transport, les mines et quelques grandes industries de base — peut-être pas même toutes celles-ci. Cela laisserait toutes les usines, magasins, divertissements, fermes, etc. aux mains de propriétaires privés. De fait, une telle société serait socialiste environ pour un quart, et aux trois quarts restants une propriété privée, ou capitaliste. Cependant, dans cette société, l'État assumerait la responsabilité de faire tout le travail ; il se tiendrait responsable du bien-être de l'ensemble des citoyens, de leur

protection face aux risques de la vie — pauvreté, maladie, vieillesse, etc. Et pour faire fonctionner l'ensemble de manière continue sans perturbations l'État établirait certaines grandes agences ou conseils de planification, qui étudieraient et observeraient en continu le fonctionnement du système économique et établiraient des plans couvrant la production, les prix, la distribution, les finances, les profits, les salaires, les temps de travail, etc. Ainsi, nous aurions ce qui serait en fait un capitalisme planifié — avec l'État responsable de la planification et s'assurant de la mise en œuvre de ses plans en gérant de grands bureaux gouvernementaux armés des pouvoirs nécessaires pour assurer la conformité.

Il s'agissait du refuge parfait pour les grandes masses d'intellectuels — étudiants, professeurs, avocats, hommes politiques, auteurs, journalistes et autres — qui avaient flirté timidement avec le socialisme et le communisme, mais n'osaient pas reconnaître ouvertement adhérer au socialisme ou au communisme, car cela les aurait ostracisés dans les écoles, journaux, autres professions ou dans le monde des affaires. Mais se fit ainsi jour une forte dose de tolérance envers l'idée de planifier notre système capitaliste, jusque dans les cercles les plus conservateurs. Et un homme pouvait soutenir publiquement et avec véhémence un tel système d'Économie Planifiée sans encourir les représailles de constituer un radical trop extrême pour la société polie et pratique.

Il n'y avait qu'un seul problème à cela. Il s'agissait du système adopté par Mussolini — l'État capitaliste planifié. Et il lui avait donné un nom — le fascisme. Hitler prit ensuite le pouvoir, et adopta la même idée. Son parti s'appelait parti nazi, et ce nom était un dérivé de son vrai nom, mais il était consacré au fascisme. Mussolini et Hitler, bien sûr, comprenaient qu'un système de cette nature, qui entreprend d'imposer un vaste complexe de décrets au peuple tout en l'assujettissant à des taxes confiscatoires pour soutenir les immenses activités de l'État ne peut pas être réalisé sans un gouvernement absolu, disposant du pouvoir d'assurer la conformité. De fait, ce système s'était répandu en Europe. 70 années durant,

tous les pays d'Europe, avec l'Allemagne en tête, avaient tenté l'expérience de l'idée sinistre de l'État de sécurité, l'État qui s'emploie à donner à son peuple des emplois et une protection contre les risques de la vie. Après la première guerre mondiale, la dominance de ces idées sur les populations de chaque État européen devint totale, et avant la seconde guerre mondiale, chaque État d'Europe se dirigeait résolument vers la faillite, en raison du fardeau impossible consistant à répondre à de telles obligations.

Quoi que cela fût, il s'agissait de l'opposé direct du libéralisme. Il s'agissait d'une tentative, à plus ou moins mi-distance entre le communisme et le capitalisme, d'organiser une société stable et de le faire en établissant un État équipé de pouvoirs massifs sur la vie et le destin des citoyens. Il se peut qu'il s'agisse d'un exercice sage, mais il s'agit de la négation de la philosophie libérale qui a des décennies durant lutté pour émanciper les peuples de la tyrannie d'États par trop puissants. Et cette doctrine, curieusement in-étasunienne, se retrouvait propagée aux États-Unis comme une fleur éclatante des libéraux. Bien entendu, ils n'osaient pas la dénommer fascisme, car le nom était mauvais. Ils n'osaient pas reconnaître qu'elle portait en elle le rétablissement pour l'État d'une suite nombreuse de ces mêmes pouvoirs que nous avons arrachés à l'État en vue de donner aux hommes leur liberté. Ils la désignaient sous le nom d'Économie Planifiée. Mais il s'agissait, et il continue de s'agir du fascisme, quel que soit le nom qu'on lui donne. Et bien qu'on puisse l'initier sous un régime de libre république, celle-ci est promise à dépérir et à mourir à cause des faiblesses du gouvernement qui essaie de le mettre en œuvre par des appels désespérés au peuple. Petit à petit, le gouvernement doit être renforcé, les droits des citoyens face au gouvernement réduits. Petit à petit, si l'Économie Planifiée doit être mise en œuvre, la libre république doit dépérir. Ces deux idées — l'idée d'une libre république et l'idée

d'une Économie Planifiée — ne peuvent pas coexister [11].

Mais cela ne comptait guère aux yeux de Tugwell et de son école. Il écrivit :

> *La planification deviendra une fonction du gouvernement fédéral ; ce sera ou bien ainsi, ou bien l'agence de planification prendra le pas sur le gouvernement, si bien que, bien entendu, un tel schéma se trouvera assimilé à l'État* [12].

Le plus bavard des partisans affirmés du système de l'Économie Planifiée était M. George Soule, dans les colonnes de la *New Republic*. Il écrivit un ouvrage à ce sujet en 1932, et à peu près dans le même temps, Stuart Chase se mit à soutenir une Économie Nationale Fermée [13]. Ce terme d'Économie Planifiée est très piégeur. Si vous vous y opposez, on peut vous demander : « *Tenez-vous réellement à ce que nous ne planifiions pas notre système économique ?* » Quelle objection pourrait avoir quiconque quant à établir des plans pour faire fonctionner un système économique ? Si l'on me demande : « *Pensez-vous qu'il soit souhaitable d'établir des plans pour faire fonctionner le système économique ?* », je répondrais « *Oui.* » Mais quel système ? Un système communiste ? Un système fasciste ? Ou un système capitaliste ? Je crois en l'idée d'établir des plans pour faire fonctionner notre système capitaliste libre. Quel doit être l'objet de ma planification ? Il doit s'agir de maintenir le système de la propriété privée, et la liberté, et de son fonctionnement avec la plus haute efficacité. Bien évidemment, je ne peux pas établir de plans pour un système capitaliste libre de la même manière que j'établirais des plans pour un système communiste. Mes plans doivent être établis pour faire fonctionner le

11. Pour une discussion complète des origines du national-socialisme, du fascisme et de leur relation avec la planification nationale, voir « *As We Go Marching* » de John T. Flynn (Doubleday, 1944).

12. *American Economic Review*, Supplement, Vol. XXII, No. 1, mars 1932.

13. George Soule, « *The Planned Economy* » (Macmillan, 1932) et Stuart Chase, « *Autarchy* », magazine *Scribner's*, septembre 1933.

système capitaliste libre en pleine capacité, selon son propre génie qui lui est spécial.

Mais les planificateurs avaient autre chose en tête. La première chose qu'ils comptaient faire était de détruire la liberté du système. La chose suivante serait d'en socialiser environ le quart. Bien entendu, ceci ne constituerait pas de la planification pour faire fonctionner « *notre* » système économique. Il s'agirait de planification en vue d'y substituer un autre. Ces planificateurs estiment qu'au sein de l'État, il faut établir une vaste agrégation de bureaux, avec un bureau au-dessus de tous, totalitaire, et en mesure de décider ce qui sera produit, en quelle quantité et par qui, qui aura le droit de produire, où et à quel prix il récupérera ses matières premières, et à quel prix il les vendra, ainsi que ce qu'il devra payer comme salaire, ainsi que les conditions selon lesquelles le travail sera effectué, et ainsi de suite. En matière de commerce extérieur, les affaires seront gérées précisément comme elles l'étaient dans l'Allemagne de Hitler, au travers de vastes cartels d'État qui, si possible, s'uniront avec des cartels similaires d'autres pays pour former de grands cartels internationaux qui réguleront le flux international de biens. L'agence de planification centrale contrôlera les banques et les flux de tous les investissements, décidera où ils iront et pour quels profits ils travailleront. C'est cela qu'ils escomptent lorsque ils parlent de planification, et tout homme doté de bon sens comprend que lorsque de tels plans sont établis pour guider un peuple libre — 140 millions de personnes — qui n'est pas habitué à ce qu'on lui dise quoi faire, ce peuple refuse d'obéir à moins que le gouvernement n'ait à sa main des pouvoirs assez formidables pour l'y contraindre. Ceci implique une accumulation perpétuelle de pouvoir au centre, jusqu'à ce qu'il devienne absolu. Et que cela soit bien ou mal, il s'agit d'une révolution complète. La « *Société Planifiée* » n'est qu'un terme mou et trompeur désignant une société en partie capitaliste, et en partie socialiste, menée par une dictature des experts.

Stuart Chase, l'un des rares planificateurs à énoncer cette af-

faire sans crainte et avec franchise, reconnut que l'introduire dans une société de *laissez-faire*[14] serait suicidaire. « *On ne peut l'introduire* », affirma-t-il, « *que lorsque les gouvernements prennent le pouvoir et les profits spéculatifs des mains des banquiers et des hommes d'affaires. . .De nouvelles industries doivent être établies ; les anciennes industries liquidées ; la recherche industrielle pour des produits de substitution encouragée à grande échelle ; des millions de potentiels chômeurs envoyés à de nouvelles embauches ; une colossale réduction du capital ajustée d'une manière ou d'une autre ; un commerce extérieur restant rigidement budgété par l'autorité centrale. La Planification Nationale et le nationalisme économique doivent aller de pair, ou ne pas apparaître du tout.*[15]. »

Le principal pionnier de la planification aux États-Unis fut peut-être Thorstein Veblen, et ce fut de lui que Tugwell et les autres tirèrent leur inspiration. Veblen, comme tant d'autres de son genre, était un bougre désagréable. Il était né dans le Minnesota en 1857, et avait fait ses études dans une petite université luthérienne, dont il se fit honnir du fait de ses manières incroyablement détestables. De là, il porta son esprit sarcastique à Johns Hopkins, en espérant y obtenir une bourse, et où, non content de ne pas y parvenir, il contracta des dettes du fait d'une vie de débauche. Après un temps passé à Yale, il rentra chez lui, où il resta plusieurs années durant en prétextant avoir contracté une fausse maladie. Puis il épousa une jeune femme riche, et s'offrit de nombreuses années d'oisiveté. Comme Marx et d'autres philosophes semblables, il avançait selon la théorie que le monde lui devait ses moyens de subsistance. À la fin de cette suite de congés sabbatiques faciles, il décida, à l'âge de 34 ans, de retourner à l'université. Son épouse finit bien entendu par le quitter.

Il se rendit enfin à la *New School for Social Research* à New York. Il présentait un esprit brillant, quoiqu'erratique, et l'on ne

14. En français dans le texte, NdT.
15. Stuart Chase, « *Autarchy* », magazine *Scribner's*, septembre 1933.

saurait exagérer l'influence qu'il eut sur les jeunes professeurs présentant des penchants radicaux à New York, à Columbia et au sein de la *New School*. À une époque où il était populaire d'être en révolte lorsque l'on fréquentait l'université, Verben fournit à ses adeptes un flux continu d'inclinaisons séduisantes et mi-cuites quant au monde qui les entourait. Le point sur lequel il restait fixé était que notre système d'entreprise démocratique était dirigé par nombre d'ignorants, et que le remède était une nouvelle structure de société qui verrait les experts — les techniciens et les professeurs — prendre le pouvoir. Il s'agissait du gouvernement par une élite, qui est précisément ce à quoi croyait Mussolini.

Veblen décida que le système capitaliste courait à sa perte, du fait qu'il ne pourrait jamais produire l'abondance. C'était impossible du fait que les hommes d'affaires qui le dominaient étaient systématiquement engagés dans un sabotage — à savoir, le retrait conscient de l'efficacité pour fabriquer de la rareté et faire croître les prix. Seuls les techniciens possédaient la connaissance technologique pour produire en toute période tous les biens et services nécessaires à la population. Malheureusement, les experts se trouvaient actuellement sous le contrôle des banquiers et des propriétaires absents, qui les avaient contraints à réduire les productions. Veblen insistait sur l'idée que les ingénieurs devaient s'unir, car ils étaient en petit nombre et pouvaient facilement y parvenir. « *Avec le temps, il ne devrait pas être surprenant que la guilde des ingénieurs soit amenée à mettre en commun ses moyens intellectuels, et à débouter cette vaste caste de propriétaires absents qui ne fait que préserver les intérêts acquis, et à défaire un système industriel…* »

> *Une grève générale des spécialistes technologiques de l'industrie ne doit pas impliquer davantage qu'une petite fraction de l'ensemble de la population ; pourtant, elle provoquerait rapidement un effondrement de l'ancien ordre et balayerait la fabrique usée de la finance, et reléguerait au néant le sabotage des absents pour le*

bien commun[16].

L'un des hommes qui tomba sous le charme de cet iconoclaste grivois et sans foi ni loi était Rex Tugwell, et ce fut Tugwell, parmi tous les hommes qui avaient une possibilité d'influencer Roosevelt, qui ressemblait le plus à Velben dans la substance de sa philosophie.

On en trouvait un autre en la personne de Leon Henderson. Vers 1932, un philosophe miteux au pantalon rapiécé, du nom de Harold Scott était apparu sur notre scène instable, soutenu par Leon Henderson. Scott était empli de la philosophie veblenienne. Il lança un petit mouvement misérable, jusqu'à ce que Leon Henderson et d'autres parvinssent à le faire paraître à la tribune d'un important banquet d'hommes d'affaires. Henderson lui enfila un costume bas de gamme, et Scott se mit à faire trembler les âmes des convives. Ses mots étaient strictement ceux de Veblen. Le système présent allait s'effondrer. Rien ne pourrait le sauver, sauf un Soviet des Ingénieurs. Il fallait qu'ils prissent le pouvoir. Puis nous devions unir l'ensemble du continent en une seule entité économique selon le type le plus sévère de nationalisme économique, car les États-Unis ne disposaient pas à eux seuls de toutes les matières premières essentielles à une économie auto-suffisante. Les ingénieurs allaient tout prendre en charge. On abolirait l'argent, et l'unité de valeur deviendrait l'erg — l'unité de mesure de l'énergie. Les possibilités de production deviendraient colossales.

Plusieurs gentlemen des milieux académiques établirent un institut à l'université de Columbia pour étudier la possibilité de cette grande Économie Continentale, et celle-ci fut promue par Henderson et d'autres dans ce qui fut appelé *Technocracy, Inc.* Henderson était directeur. Mais les philosophes tombèrent bientôt en désaccord et le projet explosa. Le 12 janvier 1942, le membre du Congrès Martins Dies, émit dans la Chambre l'accusation selon laquelle Henderson avait été technocrate. Henderson, faisant alors le pitre

16. Thorstein Velben, « *The Engineers and the Price System* » (Viking, 1921), p.81.

comme patron de l'OPA, réfuta cette accusation avec indignation, et proposa de manger l'annuaire de Washington sur les marches du Capitole si Dies pouvait prouver ses accusations. Mais les preuves étaient faciles à trouver. Le *Times* de New York du 24 janvier 1933 annonçait la dissolution de *Technocracy, Inc.* par suite de la démission de quatre de ses huit directeurs, dont Leon Henderson. Le *Herald Tribune* de New York rapportait le même récit, et ajoutait que Leon Henderson défendait *Technocracy*, nonobstant sa démission. Les problèmes s'amoncelèrent quant à la manière dont Scott gérait les choses.

Peu après cette aventure de remodelage continentale, Leon Henderson devint conseiller économique de la NRA, et partant de cette explosion incroyable, il monta pour devenir conseiller économique et directeur de recherche du Comité National Démocrate.

Quant à M. Tugwell, il maintint toujours un canal bien contrôlé pour faire connaître ses vues quant aux affaires. Ces hommes et ceux qui leur ressemblaient n'avaient jamais tenu en grande estime le second *New Deal* qui s'écroulait en 1938. Roosevelt fut abasourdi, demandant pourquoi personne ne lui avait dit quoi faire — et ces hommes et leurs confrères savaient pendant tout ce temps précisément ce qu'il fallait faire.

Cependant, il restait encore un groupe de philosophes, et pendant que montaient à leurs oreilles les notes douces et discordantes de l'effondrement du système capitaliste, comme une symphonie de Chostakovitch, ils prirent le pas avec leur propre potion de guérison.

Les dépensiers

Tout au long de l'hiver et du printemps 1938, un groupe de jeunes instructeurs de Harvard et de Tufts œuvraient à un livre pour lequel ils avaient choisi comme titre : « *Un Programme Éco-*

nomique pour la Démocratie Étasunienne »[17]. Ce petit ouvrage fit son apparition au mois d'octobre 1938, au moment où la vérité solennelle quant à l'effondrement du second *New Deal* était apparue clairement à chacun, y compris à M. Roosevelt.

Ces jeunes professeurs avaient évolué sous la direction d'une personne relativement plus éminente qu'eux — le Dr. Alvin H. Hansen, professeur d'économie à Harvard, qui était destiné à devenir avant peu le législateur économique en chef du *New Deal* dans sa Troisième Édition revue et corrigée[18].

On peut présenter en quelques mots la théorie proposée par ces gentlemen. L'expansion de l'économie étasunienne avait pris fin en 1929. Avant cela, cette expansion s'était produite pour plusieurs raisons bien connues :

1. La population avait connu une croissance rapide en raison de l'immigration ouverte.
2. L'expansion des États-Unis vers l'Ouest était ouverte à l'entrée et à l'exploitation.
3. L'expansion technologique s'était développée à une vitesse stupéfiante.

Mais tout ceci avait pris fin. La population ne croissait plus qu'à une vitesse lente. La colonisation du Grand Ouest n'était plus un vecteur de développement, ces territoires étant désormais exploités et occupés. Les avancées technologiques n'étaient plus possibles à une cadence aussi rapide — la grande ère des inventions révolutionnaires était révolue. Un changement fondamental s'était fait jour dans la structure de l'économie étasunienne.

17. « *An Economic Program for American Democracy* », NdT.

18. Pour une discussion complète sur ces théories, voir « *An Economic Program for American Democracy* », par Sept Professeurs de Harvard et de Tufs (Vanguard, 1938) ; le livre « *Fiscal Policy and Business Cycles* » de Alvin H. Hansen (Norton, 1941). Pour une analyse et une réponse aux théories de Hansen, voir « *The Post-War Federal Debt* » par John T. Flynn, magazine *Harper's*, juillet 1942.

Leur théorie continue ainsi : au cours des cinq dernières années, les dépenses du gouvernement se sont avérées constituer une force puissante pour promouvoir le bien-être national. Trop de gens ont commis l'erreur de penser qu'il s'agissait d'un remède temporaire visant à susciter un rétablissement auto-porté. Sans doute M. Roosevelt avait-il lui-même commis cette erreur. Il avait supposé qu'il ne faisait que réamorcer la pompe des affaires. Et cette nouvelle école d'insister : les dépenses publiques ne pouvaient pas rétablir le système économique soutenu par des fonds privés à un état de pleine production, du fait que le système de propriété privée n'en était plus capable. Les dépenses publiques devaient être utilisées non comme une amorce pour la pompe, mais comme pompe additionnelle ou auxiliaire permanente. L'ancienne pompe — les industries et le monde privé des affaires — ne pouvait plus produire le revenu national nécessaire à une vie d'abondance. Le gouvernement devait mettre en place, non pas une simple pompe d'amorçage pour relancer l'ancienne pompe, mais une nouvelle pompe qui devait prendre pleinement sa part aux côtés de l'ancienne pour créer l'abondance.

Et ils concluaient : « *Le gouvernement doit assumer la pleine responsabilité du maintien du revenu national à un niveau suffisamment élevé pour assurer la pleine utilisation de nos ressources humaines et matérielles.* »

Ils insistaient sur l'idée que cela devait être réalisé à partir de dépenses publiques. « *La notion selon laquelle les dépenses publiques peuvent constituer un dispositif de secours temporaire doit être abandonnée.* »

Ils développaient leur thèse ainsi. Le peuple ne dépense pas l'ensemble de ses revenus pour acquérir des biens et des services consommables. Chaque année, il épargne des sommes importantes. Cette épargne se voit donc soustraite de la fonction de dépense. Il faut d'une manière ou d'une autre la ramener dans le flux de dépense, faute de quoi le système s'effondre. Par le passé, on s'est de manière orthodoxe appuyé sur l'investissement privé pour ache-

miner ainsi les flux d'épargne. Les gens qui épargnent, et qui ne désirent pas dépenser leur argent pour acheter des habits, de la nourriture, ou des biens consommables, sont prêts à l'investir. S'ils l'investissent, ils le placent dans ce que l'on appelle des biens du capital — des biens conçus pour produire d'autres biens, comme par exemple des logements, des immeubles, des machines, etc. S'ils agissent ainsi, leur argent sert à employer des travailleurs, des experts, des techniciens, etc. et retourne par ce biais dans les mains de personnes qui vont le dépenser. *Pour maintenir à pleine puissance le système capitaliste, il faut qu'existe un flux continu de toute l'épargne vers l'investissement — vers les nouvelles industries et vers l'expansion des industries déjà existantes.* Il s'agit d'une théorie parfaitement sensée. La plupart des économistes ayant étudié les cycles économiques depuis de nombreuses années y adhèrent. C'était la base de la conclusion à laquelle étaient parvenus de nombreux observateurs lorsque ils avaient prédit la dépression de 1929. C'était la base de l'opinion de ceux qui, en 1933, appelaient M. Roosevelt à adopter un programme qui pourrait encourager l'expansion économique au lieu de faire la guerre aux entreprises et de tuer les investissements. Cependant, ces économistes du *New Deal* ne faisaient qu'apprendre ce principe d'importance. Mais ils conclurent qu'un flux continu de l'épargne vers l'investissement privé n'était plus possible. Il n'est possible que lorsque les dirigeants d'entreprises désirent emprunter des fonds pour les nouvelles entreprises, et pour l'expansion de celles qui existent déjà. Mais, selon eux, nous ne verrions plus jamais cela se produire. L'expansion à une échelle suffisante des nouvelles entreprises, et de la croissance de celles qui sont déjà en place, est une chose désespérée, du fait que l'économie a atteint la fin de son ère d'expansion, comme décrit ci-avant. La seule manière d'éviter l'inévitable effondrement du système est par conséquent que le gouvernement entre dans le jeu, emprunte ces sommes que les entreprises refusent d'emprunter, et les dépense sur toute une gamme de projets d'assistance sociale, d'éducation, de société, et autres activités publiques.

Bien entendu, les dépenses publiques avaient déjà plongé le gouvernement dans une dette atteignant presque les 40 milliards de dollars. Une dépense de fonds sans interruption, empruntés par le gouvernement, signifierait une expansion sans fin de la dette du gouvernement. Mais aux yeux de ces nouveaux philosophes économiques, cela ne mettrait pas fin à la léthargie du peuple. La dette gouvernementale n'est pas comme la dette privée, disaient-ils. Il n'est pas nécessaire de la rembourser. Le gouvernement peut la maintenir à flot sans fin en émettant de nouvelles obligations couvrant celles qui arrivent à expiration. Qui plus est, les intérêts sur la dette du gouvernement ne seront pas un fardeau. La dette est due par le peuple à lui-même. C'est le peuple qui détient la dette. Le peuple détient les obligations qui représentent la dette. Le gouvernement lève des impôts sur le peuple pour payer les intérêts des obligations. Il prend l'argent dans la poche des gens, puis l'y remet, sous forme d'intérêts. Cela revient à sortir l'argent d'une poche, pour le remettre dans l'autre.

Le gouvernement n'avait donc pas à se préoccuper de la taille de la dette. On pouvait emprunter sans fin. L'un des éminents économistes de Harvard prononça un discours dans lequel il assurait à son auditoire qu'au fil des années, le gouvernement pourrait créer une dette d'un millier de milliards de dollars sans avoir à s'inquiéter outre mesure. Bien sûr, on n'a jamais promulgué de proposition plus tordue au nom de l'enseignement supérieur. Mais le fait est que tout ceci sortait, non pas de derviches hurlant dans la Corn Belt, mais de gentlemen qui prenaient soin de s'identifier comme économistes de Harvard, qui lui conféraient une respectabilité qui fit que ce discours fut accueilli et écouté dans les quartiers les plus éclatants.

À peu près dans le même temps, M. Tugwell et Leon Henderson entrèrent dans une discussion avec une paire d'économistes plus orthodoxes au sujet du problème de rétablissement public. M. Tugwell et M. Henderson reconnurent tous deux que le programme de dépenses du président avait échoué. Mais ils insistaient sur l'idée

qu'il avait échoué parce qu'il avait été mené à une échelle bien trop modeste. Au lieu de dépenser trois milliards par an, chose pour laquelle on maudissait Roosevelt, Tugwell affirma qu'il aurait dû dépenser douze milliards par an.

Il n'est pas difficile de comprendre l'effet euphorique que de tels propos produisirent sur l'esprit de M. Roosevelt. Toujours bienveillant envers des idées fraîches et bizarres, il se trouvait désormais dans un état de frustration amère, car après ce qu'il avait pensé être une frénésie de dépenses, la dépression était de retour sur son perron. Et voici que se présentaient des hommes, non pas des philosophes populistes aux cheveux longs et prêchant à un coin de rue, mais des braves et honnêtes professeurs de Harvard et de Columbia, lui affirmant que son problème était qu'il n'avait pas dépensé assez. Il ressemblait à un homme souffrant de la gueule de bois, après avoir bu un litre de rhum, exhorté par son épouse d'arrêter de boire, et sur le point de promettre de le faire, rencontrant soudain un groupe d'éminents docteurs qui lui assureraient que toute l'étendue de son problème résultait du fait qu'il aurait dû boire trois litres au lieu d'un, le tout sans rien manger. On n'aurait sans doute pas pu trouver de suggestion à glisser à l'oreille de Roosevelt qui fût de nature à le ragaillardir sur le champ, à le sortir de la dégringolade spirituelle de laquelle il ne pouvait plus trouver de voie de sortie ; au contraire, voici qu'il lui était révélé qu'il avait fondamentalement eu raison. Il n'avait commis l'erreur que de se montrer trop pingre, trop réticent. Ce seul lapin restant — le lapin dépensier — le lapin qu'il avait été assez ingrat pour se laisser porter à croire qu'il avait été sauvage — désormais, il comprenait que tout le problème provenait de ce qu'il l'avait gardé tenu avec une laisse trop courte, que le lapin n'avait pas du tout été assez sauvage. Voici qu'il était prêt pour un tour plus sauvage que jamais.

Ce furent ces deux groupes — les Planificateurs et les Dépensiers — qui avaient désormais pris possession de son esprit et lui faisaient ressentir que loin d'être parvenu à la fin de son expérience,

il n'en était en vérité qu'au début. Et voici qu'il avait sous la main l'objet de dépenses le plus magnifique qui soit — la Défense Nationale.

Il était désormais parvenu au point que les gouvernements branlants et stupéfiants de l'Europe avaient atteint à la veille de la première guerre mondiale. Très bientôt, un Comité National Economique Temporaire, composé de représentants de la Chambre, du Sénat et du département exécutif fut nommé pour mener une grande étude de notre système économique. Le sénateur O'Mahoney en fut désigné président, mais Leon Henderson, l'un des champions de cette nouvelle école, dirigeait réellement les opérations de ce comité. Chacun eut l'opportunité d'exprimer ses vues. Mais Henderson et ses associés immédiats menèrent toute la représentation dans la direction des idées nouvelles. Puis fut nommé un Conseil National à la Planification des Ressources. Fidèle à ses étranges contradictions, Roosevelt y nomma son oncle comme président, le colonel Frederic Delano, un ingénieur vieillissant qui était l'un des propriétaires de mines les plus réactionnaires de toute sa profession. Mais le dieu dans la boîte, le philosophe économique qui devait inspirer ses fins et ses moyens était le Dr. Alvin Hansen, l'apôtre en chef des dépensiers, qui fut désigné à un poste au sein du Conseil de la Réserve Fédérale, d'où il se mit à tenir lieu de penseur économique en chef du *New Deal* — le troisième *New Deal*.

Presque tous les hommes qui étaient responsables du petit livre proclamant cette théorie au monde furent assemblés à Washington, et devinrent conseillers économiques pour l'une ou l'autre des branches du gouvernement. Leon Henderson finit par prendre la direction de l'OPA lorsque la guerre se produisit, et Richard Gilbert, le principal adjoint de Hansen, devint son conseiller économique.

Roosevelt disposait désormais d'un plan. Les événements en Europe lui offraient un moyen de dépenser de l'argent selon une méthode qui allait provoquer l'approbation de nombre de ses critiques les plus acerbes.

La propagation de ces deux idées — l'Économie Planifiée et la

théorie des Dépenses et de la Dette — provoqua des vagues de frissons dans les bureaux de Washington. Une brume de dépression spirituelle s'était installée sur le grand orchestre de *New Dealers* qui avaient joué de leurs instruments avec tant de joie jusqu'à l'apparition de la fissure économique. Mais voici que les dépenses reprenaient. Les dépenses allaient devenir permanentes, et sans fin. De partout, ils voyaient les signes selon lesquels le président, qui avait été considéré comme un retardataire dans leur grand voyage philosophique, était désormais totalement converti. L'argent se mit à se déverser et on voyait les signes d'une intention claire pour que le flot se trouvât amplifié. Le taux d'emploi se remettait à augmenter. Jamais depuis la première investiture la nouvelle bureaucratie était autant mise en évidence. Elle entra dans une vie intellectuelle plus active.

Dans la capitale, on tombait souvent et soudainement sur un bureaucrate heureux et impatient, qui avait récemment été tuteur, professeur ou instructeur dans quelque université où il se rongeait les sangs quant à l'inutilité de l'existence du professeur — où il présidait aux destinées d'une bonne vingtaine de jeunes par quelque petit fragment d'apprentissage humain, cependant que des hommes moins élevés et plus basiques présidaient les destinées de la nation. À présent qu'il se trouvait à Washington, et par un retournement rapide de la roue de la fortune, il présidait une division nombreuse constituée de fonctionnaires d'un rang inférieur au sien, gagnait le double de son salaire de professeur, et était émerveillé et ravi de se retrouver à fabriquer une politique qui façonnait la vie d'un million d'agriculteurs, ou de deux millions de femmes au foyer. Le sens du pouvoir anonyme faisait pulser le sang dans son cerveau surchauffé. Après un moment, il lui semblait possible d'appréhender n'importe quel problème, pour vaste qu'il fût.

Dans certains bars à cocktails ou dans les salons de réceptions de nombreuses Madame de Staël, ils se rassemblaient et se faisaient montre de leur fascination par ce qu'ils en étaient venus à considérer comme le régime des philosophes. À peine deux ou

trois années auparavant, c'étaient les cinglés qui se dandinaient et faisaient claquer leurs talons de toute part, tout en terrifiant les hommes de pouvoir. Désormais, comme au cours des journées précédant la Bastille, les philosophes tourbillonnaient en une nouvelle danse, un peu plus folle que celle des fêlés. La ville ne manque pas de salons sous lesquels trône une cave bien remplie. Le petit instructeur d'eau douce se retrouvait à Georgetown debout aux côtés d'une cheminée coloniale, joliment sculptée, un caviar hors d'œuvre dans une main et un cocktail martini dans l'autre, discutant avec tel secrétaire assistant, ou tel commissaire Duschmolle, conférant de ce qu'on allait faire de la récolte de pommes de terre, ou de la nouvelle situation qui était survenue en Chine. C'était ravissant. C'était enivrant. Les journées mortes de l'aride Hoover étaient à jamais révolues. Le sentiment vacillant et incertain qui avait environné le second *New Deal* s'était estompé. Roosevelt avait vu la lumière — ils savaient depuis le début que cela se produirait. La théorie de la crise permanente était désormais établie. Oh, bénie soit la crise ! Oh, joie de la catastrophe ! Enfin, nous avons réellement mis le pied à l'étrier de la vraie révolution — la révolution parfaite, sans effusion de sang, montée à partir de graphiques et de tableaux de chiffres, affublée non de massacres ou de sacrifices, mais d'une montée en pente douce et agréable sur les collines fleuries de la dette gouvernementale. Mais même l'optimiste le plus fou, ou le prophète le plus bienheureux n'avait aucune vision de la hauteur que prendrait la montagne.

2.6 Nuages de guerre

Alors que les ombres de la dépression s'allongeaient sur les États-Unis, les nuages de guerre s'assombrissaient sur l'Europe. La première guerre mondiale avait constitué le résultat inévitable de 50 années d'histoire européenne. Elle avait commencé par l'invasion de la Serbie par l'Autriche, tout comme la seconde guerre

mondiale commença par l'invasion de la Pologne par l'Allemagne et la Russie. Mais pas plus que l'invasion de la Serbie n'avait constitué la raison de la première guerre mondiale, celle de la Pologne ne constitua la cause de la seconde. En chacune des deux instances, le viol d'un petit pays n'était guère que la dernière étape d'une longue suite de causes empilées, qui avaient rendu cette dernière étape inévitable.

Pendant 70 ans, l'Europe s'était développée selon les mêmes lignes :

1. l'extension des services sociaux au-delà de la capacité de l'État à les assurer ;
2. l'utilisation du militarisme comme moyen d'employer des hommes dans l'armée, et dans les usines servant à fournir les armées
3. le paiement de tout ceci par le biais de dettes gouvernementales ;
4. l'extension graduelle des idées socialistes radicales à travers l'Europe.

La première guerre mondiale avait interrompu, mais n'avait pas mis fin, à ces basculements. Les nouveaux gouvernements européens mettaient en branle aussi vite que possible des programmes militaristes. Les partis de gauche étaient puissants au sein des gouvernements, et faisaient usage de ce pouvoir pour développer à une cadence jamais observée jusque-là l'État providence, engagé à fournir emplois et sécurité pour tous. En Allemagne, l'utilisation du militarisme pour soutenir le système économique, en ouvrant des emplois, avait pris du retard du fait du traité de Versailles. Mais Hitler s'était débarrassé de cette entrave et s'était employé à la même chose que tous les autres gouvernements — développer l'État providence avec un emploi pour chacun, la sécurité pour tous et une armée qui allait fournir un million d'emplois dans ses propres rangs, et deux millions d'emplois dans les usines de production d'armements, d'uniformes, et de nourriture pour l'armée. Partout, le

militarisme était la plus conséquente de toutes les industries. Ce que fit Hitler en Allemagne, Mussolini en Italie, Metaxas en Grèce et divers autres dictateurs dans d'autres pays, n'était que le résultat final de chaque tentative d'établir l'État providence. Cela ne peut pas fonctionner sous un gouvernement démocratique, car il faut un dictateur à sa tête pour mettre en œuvre ses politiques rigoureuses. *L'État providence ne peut opérer sans État policier.*

Partout en Europe, les armées étaient à l'exercice, les équipes armées de pelles étaient à l'œuvre dans les forêts, et les pauvres ainsi que les chômeurs recevaient des subventions de leurs Harry Hopkins allemand, italien, autrichien, grec, yougoslave, et d'autres pays. Les usines d'armement tournaient également à plein, mais la charge qu'elles représentaient pour les peuples était intolérable. Dans une certaine mesure, les peuples pouvaient rester soumis à ces contrôles de masse et aux exactions commises par les autorités policières des États absolus, mais une autre arme était essentielle à cet égard : il s'agissait de la peur. Ni le peuple allemand, ni le peuple italien, ni celui d'aucun autre pays n'aurait pu rester assujetti indéfiniment aux impôts écrasants et aux contrôles humiliants, sauf à être maintenus dans un état de peur. Le contrôle exercé sur l'esprit des gens se faisait aussi important pour le dictateur que ses armées et sa police. Et il se trouvait que les États européens militaristes-providence-police avaient à leur disposition deux des instruments de propagande les plus puissants que le monde ait jamais connu — la radio et le cinéma. Les campagnes de haine se déroulaient de toutes parts. Chaque population d'Europe était terrifiée par la radio et le cinéma ; on lui instillait les pires craintes quant à ses voisins. Après 1933, plus rien n'aurait pu éviter la guerre en Europe. La seule question qui restait était de savoir combien de temps elle pourrait être contenue, et à quel point précis elle allait éclater. Il fallait que cela se produisît rapidement. En 1936, Hitler avait assez gagné en force pour dénoncer les traités de Versailles et de Locarno, et envoyer ses soldats en Rhénanie démilitarisée, sans que la France ou l'Angleterre levassent le petit doigt. Mussolini avait

envahi l'Éthiopie.

Au début de l'année 1937, et alors que Roosevelt commençait son second mandat, l'odeur de la guerre perçait l'atmosphère depuis quatre directions — d'Espagne, du Japon, d'Italie et d'Allemagne. La première ombre du retour de la dépression arriva au mois de juillet aux États-Unis, et ce fut au cours de ce même mois de juillet que le Japon commença, avec l'incident du pont Marco Polo, l'invasion du Nord de la Chine ; dans le mois qui suivit, Tokyo avait pris possession de Peiping et envahit Shanghai.

Au début de l'année 1938, alors que Roosevelt et son cabinet accumulaient les jours de déprime du fait du retour de la dépression, Hitler provoqua la stupeur en envoyant l'armée allemande occuper l'Autriche, puis en affirmant que l'Autriche avait cessé d'être en tant que nation. Il avait affirmé que l'on comptait 10 millions d'Allemands vivant hors des frontières de l'Allemagne, qui devaient être réhabilités dans la patrie. Avec ce coup autrichien, il en avait récupéré 7 millions. Mais il en restait encore 3 millions dans les Sudètes, en Tchécoslovaquie. Cela devint son objectif suivant, et il le fit savoir au monde. Au cours du printemps et de l'été 1938, il tempêta contre la Tchécoslovaquie. La France et la Grande-Bretagne se mirent à parler d'affrontement. Au mois d'avril, la France énonça clairement qu'elle tiendrait ses engagements quant au traité signé avec les Tchèques si l'Allemagne attaquait, et à la fin du mois de mai, ordre fut donné aux Tchèques de se mobiliser. Des divisions blindées allemandes s'approchaient de la frontière tchèque et la crise approchait. Des accrochages avaient lieu sur la frontière tchèque. Chamberlain et Daladier faisaient pression sur Hitler. Hitler exigeait les Sudètes. Des abris anti-bombardement furent creusés en hâte à Hyde Park, et des centres de distribution de masques à gaz furent installés à Piccadilly. Chamberlain, Daladier et Mussolini se rendirent à Munich le 29 septembre 1938 pour discuter avec Hitler. Un accord fut trouvé, stipulant que l'ensemble de la région des Sudètes revenait à l'Allemagne, et Chamberlain rentra à Londres avec sa célèbre annonce, selon laquelle il rapportait « *la*

paix à notre époque. » Mais nul n'y croyait. Hitler reprit immédiatement son agitation face à la Tchécoslovaquie.

Alors que les légions d'Hitler déferlaient sur la Tchécoslovaquie, le sous-secrétaire d'État Sumner Welles proclama à la radio que Roosevelt avait envoyé un message personnel à Mussolini pour le supplier d'intervenir et qu'à sa demande, Mussolini l'avait fait. En résultat, Hitler avait arrêté ses soldats, et envoyé une invitation à Chamberlain à se rendre à Munich. Cinq jours plus tard, Woodring, le secrétaire de la guerre, proclama la même chose. Et le secrétariat de la Maison-Blanche tenait un registre de tous les messages du président, synchronisés avec les événements se déroulant à Munich, afin de prouver que Roosevelt avait œuvré en faveur de la paix. Par la suite, lors de la campagne de 1940, Willkie accusa Roosevelt d'avoir fanfaronné quant au rôle d'apaisement qu'il avait joué. Le secrétaire Hull réfuta avec indignation cette accusation, et énonça que le président « *n'avait jamais téléphoné à Mussolini* » comme évoqué par Willkie. Cependant, dans les mémoires les plus récents de M. Hull[19], il oublie cette réfutation, et fanfaronne lui-même quant au fait que le président envoya « *un message à Mussolini* » et un autre à Hitler. Il écrit que savoir « *si les actions menées par le président portèrent ou non des résultats est impossible à dire. Mais sans aucun doute, elles produisirent une influence considérable* » et il produit fièrement une lettre envoyée par le roi George VI à Roosevelt affirmant : « *Je n'ai guère de doute quant au fait que vos efforts ont fortement contribué au résultat.* » Que tel fût ou non le cas, le bureau du président, ainsi que ses agents, proclamèrent haut et fort qu'il avait permis l'apaisement de Munich.

Quiconque suivait la marche des affaires internationales savait dans quelle direction Hitler se dirigeait. Il se dirigeait contre la Russie. Bien sûr, il maintenait une revendication face à la Pologne pour le rétablissement du Couloir polonais et il était inévitable qu'il finît par passer à l'affrontement à ce sujet. Mais cela restait

19. Cordell Hull, « *Memoirs* », New York *Times*, 26 janvier au 6 mars 1948.

un objectif mineur. Hitler s'était positionné comme grand ennemi du communisme, qui se transformait en menace pour l'ensemble de l'Europe. Mais ses ambitions russes contenaient des visées bien plus pratiques que la seule « *défense* » de la civilisation occidentale face au communisme. Ce qu'Hitler voulait réellement était de détruire le gouvernement communiste en Russie, puis de se saisir de l'Ukraine, et du Caucase avec les vastes ressources de ces régions. Il comptait les arracher à l'Union soviétique et les amener sous contrôle allemand où il disposerait d'un accès libre et total à leurs nombreuses ressources pétrolières, minérales, en bois, chimiques et agricoles. Le moment où Hitler allait entreprendre son entreprise agressive dépendait de son propre jugement quant au niveau de préparation des armées allemandes, et ce moment semblait approcher fortement en 1938.

Ces mouvements vers la guerre suscitaient un profond intérêt de la part du peuple étasunien. Le ressenti général était que notre entrée dans la première guerre mondiale, quoique bien intentionnée, avait été fort mal avisée, qu'aucun des objectifs moraux grandioses n'avait été atteint, que l'ensemble des discussions de haut niveau quant à mettre fin à la guerre à jamais, et instaurer un règne de paix via la Société des Nations avait constitué un échec cuisant, que nos alliés nous avaient raillés du fait de notre égoïsme, de notre volonté de nous enrichir au travers de la guerre, avaient demandé l'annulation des dettes de guerre, et nous avaient attribué le sobriquet d'oncle Shylock. On ressentait que nous avions été attirés dans cette guerre par suite de décisions malavisées prises jour après jour par l'administration qui était alors en poste, et que nous nous étions laissés porter à croire que le robinet des ressources de guerre constituait une opportunité pour la prospérité des entreprises.

Dans l'ensemble, les Étasuniens étaient résolus à ne pas reproduire cette erreur, et c'est de cela que sortit la célèbre loi sur la neutralité. Dans ses mémoires, Cordell Hull, le secrétaire d'État, a dénoncé le comité spécial du Sénat enquêtant sur l'industrie des munitions, qui fut dirigé par Gerald P. Nye, le sénateur du Dakota

du Nord, pour avoir établi le principe de cette loi de neutralité dans nos textes de loi. Il est possible qu'encore aujourd'hui, le secrétaire Hull ignore la manière dont la loi sur la neutralité fut adoptée, car le président avait pour habitude — comme l'a démontré M. Hull en personne — de mener des projets importants relatifs aux affaires étrangères sans consulter son secrétaire d'État.

Il me semble que l'origine de la loi sur la neutralité n'a jamais été rendue publique jusqu'ici. L'auteur s'est trouvé en position de connaître les faits, et peut les énoncer ici pour la première fois. Je fus moi-même l'un des conseillers du comité Nye. Le 20 mars 1935, le sénateur Nye assembla le comité en session de direction. Il y informa les membres, ainsi que moi-même, qu'il venait de recevoir un message de la part du président, lui demandant de se rendre sur le champ à la Maison-Blanche, accompagné du plus grand nombre de membres de ce comité que possible. Je ne me souviens pas du nombre de membres qui s'y rendirent en compagnie du sénateur Nye, mais ils partirent immédiatement, et le président s'employa longuement à discourir sur les causes de la guerre, sur la base de ses propres expériences de la guerre.

Il affirma ensuite qu'il pensait que la bonne chose à faire du point de vue du comité serait de préparer une loi qui pourrait garantir, dans l'éventualité d'une guerre en Europe, la neutralité absolue du peuple étasunien. Ce fut la première proposition d'une loi de neutralité, et celle-ci provint du président des États-Unis, le supérieur de M. Hull à l'époque. Plusieurs sénateurs exprimèrent sur le champ leur accord avec cette idée. Le président avança alors qu'il pensait que William Jennings Bryan avait eu raison sur le sujet en 1916. Le sénateur Bennett Clark, dont le père avait été battu aux primaires de la présidentielle par l'encadrement de Bryan, fut pris d'un rire quelque peu sardonique et affirma : « *Ma foi, pour ce qui me concerne, je ne trouve aucune utilité à William Jennings Bryan, ou pour quelque valeur qu'il défendît, mais je suis d'accord avec lui sur ce point.* » Cela faisait référence à la position prise par Bryan, selon laquelle il fallait interdire aux citoyens étasuniens de

voyager sur des navires étrangers en temps de guerre, ou sur des navires étasuniens se dirigeant vers les zones de guerre.

Le comité était très heureux de la suggestion du président, et quitta la Maison-Blanche en plein accord avec lui. Par la suite, le sénateur Nye prépara, après consultation de ses collègues, la première ébauche de la célèbre loi de neutralité, dont les grandes lignes avaient été suggérées par le président. Elle fut introduite au Sénat et à la Chambre, et fut adoptée à une très confortable majorité. Elle prévoyait une date limite de deux années, après l'expiration desquelles elle fut de nouveau adoptée par les deux Chambres à une écrasante majorité.

Le président appliqua rapidement la loi, avec une bonne dose d'enthousiasme, lorsque Mussolini attaqua l'Éthiopie, puis lorsque la guerre civile espagnole éclata, et le président découvrit que la loi ne s'appliquait pas aux guerres civiles, mais uniquement aux guerres voyant s'affronter plusieurs pays, si bien qu'il fit appeler le sénateur Nye, et lui demanda de faire amender la loi sur le champ pour qu'elle s'applique aux guerres civiles, chose qui fut réalisée. Ainsi, le président put promptement déclarer que la loi de neutralité s'appliquait également à l'Espagne.

Lors de la campagne de 1936, lors de son célèbre discours de Chautauqua auquel nous avons déjà fait référence, le président décrivit les conditions qui amènent les pays à la guerre. Il avait dit : « *La production industrielle et agricole, dotée d'un marché de guerre, peut constituer des fortunes immenses à une poignée d'hommes. Pour une nation dans son ensemble, elle produit un désastre.* » Il décrivit la manière dont les profits de guerre avaient stérilisé nos fermes, étendu les monopoles, produit une expansion injustifiée de l'industrie et un niveau de prix qui avait disloqué les relations entre débiteur et créditeur. Puis il énonça, pleinement soutenu : « *Le Congrès des États-Unis m'a accordé une certaine autorité pour apporter des protections à la neutralité étasunienne en cas de guerre* » et il avertit la nation que ceci ne suffisait pas, à moins que le président en personne fût de ceux désirant faire usage

de cette autorité.

Malgré cela, des années durant, ceux qui ont écrit à ce sujet ont fait référence aux lois de neutralité comme si celles-ci avaient été imposées au président contre sa volonté, et afin de le paralyser dans la conduite des affaires étrangères. On a fait référence à l'ensemble de la politique édictée dans les lois de neutralité sous le terme de « *gaffe de la neutralité* », comme s'il s'était agi d'une bévue commise par les critiques du président au lieu que non seulement il partagea, mais dont il fut bel et bien l'instigateur. Ce n'est qu'une chose de plus que réalisa le président dans le domaine des affaires étrangères sans consulter M. Hull, et il ne lui confia sans doute jamais que l'idée de départ était venue de lui-même.

Lors de sa campagne de 1936, Roosevelt avait affirmé que « *le maintien efficace de la neutralité étasunienne dépend aujourd'hui comme de par le passé de la sagesse et de la détermination de quiconque occupe à ce moment le bureau du président des États-Unis et celui du secrétaire d'État.* » Et il avait averti : en cas de guerre à l'étranger, nous devrions nous tenir en garde face à ceux qui cherchent « *l'or des fous* », ceux dont le regard peine à regarder plus en avant, « *pour comprendre les inévitables sanctions, le jour inévitable des comptes qui fait suite à une fausse prospérité.* » Il promettait que nous pouvions nous tenir hors de la guerre, « *si ceux qui veillent et désirent conservent une compréhension suffisamment détaillée des affaires internationales pour s'assurer que les petites décisions d'aujourd'hui n'amènent pas à la guerre, et si dans le même temps ils font preuve du courage de dire non à ceux qui par égoïsme ou par folie voudront nous amener en guerre.* » C'est ce que l'on appelle l'isolationnisme.

Et voici que la guerre en Asie était un fait — une vaste guerre, avec un million de soldats japonais en Chine. Une guerre civile faisait rage en Espagne, qui avait soulevé divers éléments de notre peuple, et les légions de Hitler étaient mobilisées pour le plongeon final en Pologne, puis en Russie.

Le moment fatal était à portée, qui verrait les décisions au

quotidien du président des États-Unis nous amener dans une direction ou une autre, et c'était Roosevelt qui occupait le bureau ovale. Déjà, les commandes pour du matériel de guerre affluaient. L'Angleterre avait monté un fonds de préparation à la guerre pour 7 500 000 000 $. Des clameurs montaient d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Italie, de Chine, du Japon pour se procurer acier, ferraille, pétrole, avions, pièces d'aviation. L'heure était arrivée où « *des milliers d'Étasuniens qui, cherchant des richesses immédiates, l'or des fous, allaient s'employer à faire tomber ou à passer outre notre neutralité.* »

Qu'est-ce que le président allait faire ?

Il était là, avait une dépression sur les bras — onze millions d'hommes sans emploi, toute l'étoffe de sa politique en lambeaux, ses promesses remontant à peine à quelques mois auparavant quant à l'équilibre du budget encore marquées dans les esprits des gens, et face à cela, la nécessité pressante, pour reprendre ses termes, de dépenser deux à trois milliards par an de déficit et, le pire de tout, comme il l'indiquait à Jim Farley — *pas de postes de dépense pour écouler cet argent.*

Voici que se présentait à lui un cadeau des dieux — et pour le coup, des dieux de la guerre. Voici que se présentait de lui-même ce poste de dépenses. Voici que se présentait la chose pour laquelle le gouvernement fédéral pourrait réellement dépenser de l'argent — les préparations militaires et navales.

De toute évidence, au vu de l'état perturbé du monde, on pouvait trouver des arguments en faveur d'une telle approche. Mais en 1932, Roosevelt avait dénoncé Hoover pour avoir dépensé trop d'argent pour l'armée et la marine. Voici qu'il établissait promptement un immense programme de dépenses militaires et navales — qui était légitime et auquel le Congrès donna son accord — mais sans pratiquer la moindre coupe budgétaire dans les immenses dépenses qu'il consentait aux autres départements du *New Deal*, tout cela avec de l'argent emprunté, et en faisant croître la dette du gouvernement. Il faisait purement et simplement monter les niveaux

d'emprunt du gouvernement. Il avait désormais engagé tous ses jetons sur la théorie que les Planificateurs et les Dépensiers lui avaient vendue, à savoir que la dette gouvernementale est sans importance. Il pouvait désormais déployer ses ailes pour une grande envolée sous l'influence de cette nouvelle théorie sans connaître de vague à l'âme quant aux conséquences économiques de ses décisions.

En 1936, lorsque Mussolini attaqua l'Éthiopie, le président avait sans tarder appliqué la loi de neutralité. Nous avons vu que lorsque la guerre civile éclata en Espagne, il fit amender sans délai cette même loi pour couvrir cet événement. Mais en 1937, lorsque le Japon envahit la Chine, *nous connaissions une dépression, et à ce moment-là, il refusa d'appliquer la loi de neutralité, et autorisa les livraisons en provenance des États-Unis à destination de la Chine et du Japon.* L'excuse invoquée était qu'aucune déclaration de guerre n'avait été proclamée, ce qui n'avait guère de sens. La loi de neutralité ne requérait pas qu'un agresseur proclamât une déclaration de guerre ; un acte de guerre suffisait. La seconde excuse était que nous constituions la seule source de matériels de défense pour la Chine, malgré le fait que nos livraisons au Japon en la matière étaient six fois plus importantes que nos livraisons à destination de la Chine. La logique du *New Deal* du président exigeait désormais une guerre commerciale contre le Japon. Mais le président renia les clauses obligatoires de la loi de neutralité parce que son administration exigeait qu'à ce moment, les États-Unis perçoivent un peu de cet « *or des fous* » en provenance du Japon.

Au mois de septembre 1937, deux vieux gentlemen — Cordell Hull et Norman Davis — conférèrent entre eux, et décidèrent que les États-Unis étaient devenus trop isolationnistes. Ils actèrent que « *des décisions au jour le jour* » devaient être prises pour nous amener un peu plus près de la rixe qui couvait en Europe. Ils allèrent voir Roosevelt, et lui vendirent l'idée qu'il devait prononcer un discours sur la « *coopération internationale* » [20]. Roosevelt ac-

20. Ibid.

cepta sans peine. Les deux hommes écrivirent alors ce discours. C'est sans aucun doute Davis qui s'y attela, Hull étant incapable de rédiger de lui-même un discours potable. Ce fut ce discours que prononça Roosevelt le 5 octobre 1937 à Chicago. Ce fut le célèbre discours de la « *quarantaine* », qui fit sensation. Il parla d'« *homicides qui font rage dans le monde, [et] détruisent toutes les œuvres de la civilisation.* » Puis il dit :

> *Si de telles choses en viennent à se produire dans d'autres parties du monde, que nul ne s'imagine que les États-Unis vont y échapper. . .que cet hémisphère ne sera pas attaqué et qu'il continuera tranquillement et paisiblement de poursuivre les éthiques et les arts de la civilisation. . .Si ces jours arrivent, nul ne sera à l'abri des armes, l'autorité ne sera d'aucun secours, la science n'aura aucune réponse. L'orage se déchaînera jusqu'à ce que chaque fleur de la culture soit piétinée, et jusqu'à ce que tous les êtres humains soient brassés dans un vaste chaos. . .Il semble malheureusement avéré que l'épidémie de non-droit se propage sur le monde. Lorsqu'une épidémie médicale se répand, la communauté approuve et applique une quarantaine aux patients pour empêcher que la maladie se propage. . .La guerre est une contagion, qu'elle soit déclarée ou non déclarée. Elle peut engloutir des États et des peuples situés loin du théâtre originel des hostilités. Nous sommes déterminés à rester hors de la guerre, mais nous ne pouvons pas nous protéger des effets désastreux de la guerre et des dangers de nous y trouver impliqués. Nous adoptons des mesures propices à minimiser notre risque d'implication, mais nous ne pouvons pas être totalement protégés dans un monde de désordre au sein duquel la confiance et la sécurité ont été brisées.*

Ernest Lindley, un journaliste du *New Deal*, demanda au pré-

sident lors d'une conférence de presse si ce discours constituait une répudiation de la neutralité [21]. Lorsque Roosevelt répondit qu'il n'y avait pas de conflit entre ce programme et la neutralité, Lindley répondit que les deux principes semblaient diamétralement opposés. Roosevelt refusa de préciser ce qu'il sous-tendait par la mise en quarantaine d'un agresseur.

Hull et Davis n'étaient pas responsables de l'idée de quarantaine dans le discours. Ce discours en dit plus que ce qu'ils estimaient nécessaire dans sa formulation, mais bien sûr, ne dépassait pas la destination qu'ils avaient voulu atteindre sur le fond. Ils voulaient que les États-Unis entrassent en guerre si celle-ci se présentait. Mais ils sentaient qu'il faudrait y amener le peuple petit à petit. Ils voulaient que, pour commencer, le président effrayât un peu le peuple. Mais il dépassa la dose prescrite. La réaction fut si violente qu'ils estimèrent devoir reporter d'au moins six mois leur dessein — susciter aux États-Unis un climat propice à la guerre.

Deux mois plus tard, une canonnière étasunienne, le *Panay*, fut bombardée sur la rivière Yangtse, en Chine, en plein cœur de la zone de guerre sino-japonaise. Le Japon présenta immédiatement ses excuses et accepta de payer des réparations importantes et de punir les officiers coupables de cette action. Si le président avait appliqué la loi de neutralité, comme son devoir l'exigeait, ce navire n'aurait pas été en place pour protéger les pétroliers étasuniens qui livraient du pétrole au beau milieu de l'affrontement de deux armées en Chine. L'objet de la loi de neutralité était précisément d'éviter un tel incident. Cependant, suite à l'incident du Panay, M. Hull se mit à agiter un esprit guerrier autant qu'il le put, et à la radio comme dans les cinémas, des tentatives frénétiques furent menées pour susciter la colère du peuple étasunien.

Au mois de janvier 1938, je discutai avec l'un des conseillers les plus intimes du président. Je lui demandai si le président sa-

21. « *Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt,* » 1937 Vol., 414 ff.

vait que nous étions en dépression. Il répondit que, bien entendu, le président le savait. Je demandai ce que le président proposait de faire. Il répondit : « *Reprendre les dépenses.* » Je suggérai alors qu'il allait difficilement pouvoir trouver des objets sur lesquels le gouvernement fédéral serait en mesure de déverser de l'argent. Il me répondit qu'il savait quels étaient ces objets. Alors, demandai-je, vers quelles destinations le président va-t-il dépenser ? Il rit et répondit par un seul mot : « *Des navires de guerre* ». Je demandai pourquoi. Il dit : « *Vous savez que nous allons entrer en guerre.* » Et lorsque je lui demandai qui nous allions combattre, il me répondit « *le Japon* », et lorsque je lui demandai où et pour quelles raisons, il répondit : « *en Amérique du Sud* ». « *Ma foi* », répondis-je, « *vous suivez un raisonnement logique. Si votre seul espoir est de dépenser, et que le seul objet de dépense possible est la défense nationale, il va vous falloir un ennemi contre lequel vous défendre, ainsi que la perspective d'une guerre.* »

Il semble qu'à ce moment-là, le meilleur espoir d'une guerre à donner à moudre au peuple était contre les Japs, qui venaient de couler le *Panay*, et comme il semblait que les probabilités d'amener le peuple à s'énerver contre le Japon étaient faibles, l'Amérique du Sud paraissait une zone de combat propice à simuler nos peurs et nos émotions. Il n'y a rien de nouveau à cela. Les rois et les ministres ont joué de cette manière depuis des lustres, et se sont convaincus avoir agi sagement et noblement.

2.7 Le troisième mandat

Il ne fait aucun doute que Franklin D. Roosevelt caressa l'idée d'un troisième mandat dès le moment de sa seconde investiture. Il était impossible, pour un homme tirant une satisfaction aussi intense quant à créer autant d'événements sans précédent, de ne pas se sentir irrésistiblement attiré à créer celui-là.

Cependant, il est possible qu'avec l'effondrement économique

de 1937-1938, cette idée sortît de son esprit. Henry Morgenthau avait clairement établi que Roosevelt entretenait l'espoir de pouvoir traverser les années restantes de sa seconde administration sans équilibrer le budget, puis de quitter le pouvoir pour attendre l'effondrement inévitable qui n'aurait pu manquer de suivre son départ, en prologue à un nouveau mandat Roosevelt. La désastreuse bataille contre la Cour Suprême, la défaite désespérée de la purge, le profond clivage au sein de son parti et au cœur même de son propre cabinet, l'échec patent de toutes ses politiques l'avaient amené à espérer une période de paix, et il est établi qu'il discuta avec un magazine dans l'idée de produire des écrits en échange d'honoraires très confortables.

Après l'arrivée à Washington des champions académiques de la dépense gouvernementale, et la montée de la fièvre de guerre en Europe, qui lui apportait presque sur un plateau les moyens de dépenser sur une échelle des plus élaborées, le sentiment de frustration qui avait étouffé dans sa poitrine l'ambition d'un troisième mandat s'était désormais évaporé. Il savait à présent qu'il disposait du projet parfait pour dépenser — la défense nationale. Il savait à présent, car les économistes de Harvard et Tufts lui en avaient donné l'assurance, que toutes ses craintes au sujet du budget non-équilibré n'étaient que des avatars archaïques issus d'une autre époque. Il ne fait strictement aucun doute, selon les récits de tous ceux qui le voyaient fréquemment, qu'au début de l'année 1939, ses esprits s'élevèrent vers les airs. Roosevelt savait que la guerre approchait, avec une forte probabilité que les États-Unis pussent y entrer. Si les États-Unis n'entraient pas réellement eux-mêmes en guerre, ils joueraient probablement un rôle critique aux contours de celle-ci, et lorsque celle-ci prendrait fin, ils seraient assis en tête de table, pourquoi pas avec le rôle d'arbitre, pour établir quelque grande paix lumineuse. Chacun doit comprendre très clairement que Roosevelt ne pouvait pas supporter la pensée de se départir de l'expérience glorieuse de gérer le rôle des États-Unis dans la guerre au profit de quelqu'un d'autre. Il est désormais quasiment certain qu'au début

de l'année 1939, voire un peu plus tôt, il avait pris sa décision de tenter une troisième élection.

Roosevelt avait une faiblesse qui était une source d'embarras sans fin et de perplexité pour ses conseillers les plus proches. Lorsqu'il était résolu à mener quelque action qu'il avait très envie de réaliser, mais dont il estimait qu'elle ne tiendrait pas si elle était discutée, il avait une sorte d'habitude d'enfant de non seulement taire ses intentions auprès de ceux qui auraient dû les connaître, mais même de les dissimuler comme un petit garçon déterminé à quelque espièglerie. Ayant pris sa décision de briguer un troisième mandat, il tint le sujet totalement secret d'à peu près tout le monde. Il comprenait les difficultés politiques qu'impliquait une troisième nomination. Il voulait donc qu'il s'agît d'un mouvement « *rengagez Roosevelt* », montant spontanément des rangs du parti. Évidemment, il ne toucha pas un mot à un quelconque membre de son cabinet, ni à quiconque parmi les flagorneurs qui constituaient son cabinet d'arrière-cour pour qu'ils allassent promouvoir sa nomination. Il existe un vieil adage irlandais, selon lequel la moitié d'un mot vaut mieux qu'une phrase complète. Il est probable qu'à Hopkins ainsi qu'à quelques autres, Roosevelt ne fit que glisser un demi-mot, et qu'ils s'engagèrent de toute leur âme, de toute leur énergie, et du plus gros de leur temps dans la grande aventure consistant à s'assurer de la nomination de Roosevelt.

Presque tout cela fut mené par les hommes qui passaient le plus gros de leur temps à la Maison-Blanche et aux alentours, et c'est avec fourberie que toute cette fable du « *rengagez-vous* » fut menée avec Roosevelt à la fois dans le rôle de la vierge effarouchée et du président du mouvement *Rengagez Roosevelt*.

Apparemment, sur la fin de l'année 1938, Edward J. Flynn [22] discuta d'un troisième mandat avec Roosevelt, qui lui raconta une histoire sur son « *Oncle Ted* », comme il l'appelait. Lorsque Theodore Roosevelt en était à considérer une situation similaire, il avait

22. Edward J. Flynn, « *You're the Boss* » (Viking, 1947), p. 154.

dit à des amis que le peuple des États-Unis « *est malade et fatigué des Roosevelt,* » qu'il « *était malade à force de contempler mon sourire et d'entendre ce qu'Alice avait pris au petit-déjeuner. En réalité, ils veulent une pause avec les Roosevelt.* » Le peuple ressentait la même chose quant à sa propre famille, disait Roosevelt. Il était fatigué de les voir.

Les démocrates de l'organisation n'étaient à ce moment-là pas trop emballés par une nouvelle candidature de Roosevelt. Garner n'y était assurément pas favorable, pas plus que Farley. Flynn affirme qu'il se retint d'exhorter Roosevelt à tenter une nouvelle campagne. Il sentait que le président n'était pas au meilleur de sa forme, qu'il n'était plus jeune, qu'il « *lui manquait une partie de la résilience et du pouvoir de réaction rapide qu'il avait eus par le passé.* » L'empressement vers un nouveau mandat venait entièrement des *New Dealers*, et ils travaillèrent dur pour assembler les délégués qu'il fallait à cet effet, chose dont Flynn affirme qu'elle ne fut d'aucun secours pour la cause, car partout ceux-ci étaient mal considérés par les dirigeants orthodoxes. Charlie Michaelson [23], dont je suis convaincu qu'il ne fut jamais au fait des secrets d'alcôve du parti ou de la Maison-Blanche, affirme qu'il écrivit en 1938 : « *Bien sûr, je suis habilité à deviner, et mon idée est que FDR préférerait avoir une crise d'urticaire plutôt que quatre années de plus de la migraine que signifie être président.* »

Miss Perkins, qui révérait Roosevelt, dit qu'elle ne le poussa jamais à candidater pour un troisième mandat, car elle « *avait un vrai doute quant à la sagesse des troisièmes mandats, affaire de principe.* » Et elle insiste sur l'idée que le président ne voulait pas vraiment d'un troisième mandat. Elle alla le voir avec Daniel Tobin, du syndicat des conducteurs, sur un sujet syndical, mais elle n'en relate pas la date. Tobin affirma à Roosevelt qu'il devait candidater pour un troisième mandat. Le président répondit : « *Non, non, Dan. C'est au-dessus de mes moyens. Je vous le dis, cela fait*

23. Charles Michaelson, « *The Ghost Talks* » (Putnam, 1944), p. 147

longtemps que je suis ici. Je suis fatigué. En outre, je dois prendre soin de moi. Ce problème que j'ai aux sinus — le climat de Washington en fait quelque chose d'épouvantable...Je n'ai jamais eu ce problème avant de venir ici. Les médecins disent qu'il me faut un mois d'hospitalisation en traitement continu, et je ne peux pas faire ça, vous savez...Non, je ne peux pas redevenir président. Je veux rentrer chez moi à Hyde Park. Je veux m'occuper de mes arbres. J'ai une grande plantation là-bas, Dan. Je veux rentabiliser la ferme. Je veux terminer ma petite maison sur la colline. Je veux écrire l'histoire. Non, je ne peux pas le faire, Dan. » Puis il ajouta en riant : « *Vous savez, le peuple non plus n'aime pas le troisième mandat* » [24].

Tobin lui assura que les syndicats le soutiendraient. Cela pourrait s'être produit en 1938, au cours des mois sombres. Cependant, Roosevelt était assez malin pour savoir qu'un tel démenti n'empêcherait pas le « *rappel* » pourvu que tous les hommes de la Maison-Blanche, Hopkins en tête, l'orchestrassent.

Lors de cette même instance, Roosevelt affirma à Tobin que John L. Lewis était venu le trouver et l'avait lui aussi, de manière très similaire à Tobin, exhorté à se présenter pour un troisième mandat, et qu'il lui avait fait la même réponse. Mais Lewis avait suggéré que « *si John L. Lewis était désigné vice-président, toutes les objections disparaîtraient* » [25]. Cette affirmation était totalement fausse. Qui plus est, John L. Lewis était un homme bien trop intelligent pour s'y prendre de cette manière aux fins de briguer la nomination comme président ou vice-président.

Au mois de juillet 1938, Fred Perkins, du *Press* de Pittsburgh, demanda lors d'une conférence de presse tenue à la Maison-Blanche : « *M. le président, est-ce que vous vous hasarderiez à commenter la suggestion du gouverneur Earle proposant que vous vous présentiez pour un troisième mandat ?* » Le président répondit : « *Il fait très*

24. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », pps. 125-128.
25. Ibid.

chaud aujourd'hui. » Puis Robert Post, du *Times* de New York, enchaîna : « *M. le président, est-ce que vous allez nous dire à présent si vous allez accepter un troisième mandat ?* » Le président répondit : « *Bob Post devrait mettre un bonnet d'âne sur sa tête et aller au coin.* » Puis Fred Perkins essaya de nouveau : « *Est-ce que votre déclaration de l'hiver dernier couvre pleinement le troisième mandat ?* » Le président répondit : « *Fred Perkins doit lui aussi enfiler un bonnet d'âne* » [26].

Cependant, Farley affirme qu'après 1938, le président s'intéressa de plus en plus à la convention de 1940, et qu'il voyait son successeur en chaque homme ayant le calibre de le faire dans le pays, et qu'à mesure que l'heure de cette convention approchait, il se faisait de plus en plus critique de tous ces possibles candidats à la présidence. Il est habituel, pour un président qui ne désire pas briguer sa propre succession, qu'il veuille voir un successeur qui considère d'un bon œil ses politiques et sa personne, et qui soit un candidat en mesure de l'emporter. De fait, le comportement normal de Roosevelt, s'il ne se préparait pas lui-même, aurait dû être de regarder avidement en toutes directions pour trouver quelqu'un qui veuille le suivre et l'aider à construire sa stature, ou celle d'un autre candidat de poids. À partir de 1938, Roosevelt fit exactement le contraire. Theodore Roosevelt s'était entouré du cabinet le plus compétent de notre époque. Il était lui-même un grand homme, confiant envers ses propres capacités à gérer d'autres hommes d'envergure, et n'avait pas peur de s'entourer de ceux-ci. Franklin Roosevelt s'entoura d'un cabinet dont la stature fut possiblement la plus rabougrie de notre époque. Theodore Roosevelt, soucieux qu'un homme d'envergure prît sa suite, avait fait de très gros efforts pour faire monter William Howard Taft. Franklin Roosevelt, loin de cela, ne manqua jamais d'écraser quiconque était proposé comme possible successeur. Le nom de Paul McNutt était avancé. Roosevelt l'envoya faire le haut-commissaire aux Philippines, et demanda en

26. James A. Farley, « *Jim Farley's Story,* » p. 152.

blaguant : « *Est-ce assez loin ?* »

Les quatre noms les plus souvent évoqués étaient Garner, Hull, Farley et McNutt. Farley dit que Roosevelt ne pouvait considérer Garner en aucune circonstance — « *il était trop conservateur.* » Il ne voulait pas de Hull parce que celui-ci était trop lent — « *prenait trop de temps à réfléchir aux choses.* » Il ne pouvait pas prendre Farley, celui-ci étant catholique, et ce ne serait pas une décision sage. Sur la base de tout cela, Farley écrivit en 1939 dans son journal personnel :

> *Je suis satisfait intellectuellement de ce que le président ne sera pas candidat à sa propre réélection,* mais pourrait être prêt à écouter des arguments.. *Je ne sais pas s'il a quelqu'un en tête pour de bon pour prendre sa suite. S'il devait choisir quelqu'un en ce moment, mon pronostic porterait sur Harry Hopkins, Robert Jackson ou Frank Murphy, dans cet ordre*[27].

On a affirmé que la rupture de Jim Farley avec Roosevelt avait été provoquée par la détermination de ce dernier à briguer un troisième mandat, bloquant par là les aspirations du premier à se présenter à la présidence. Mais une lecture attentive des mémoires de Farley établit tout à fait nettement qu'il n'avait aucune ambition à être désigné comme candidat à la présidence, qu'il était flatté que cela pût être suggéré, mais que ce qu'il pensait pouvoir briguer était une nomination à la vice-présidence. Il écrivit par exemple en 1939 : « *Je n'ai aucun doute quant au fait que, si je peux contribuer à la nomination de Garner ou de Hull, je peux me positionner en seconde place de chacun de ces deux candidats si je le veux.* »

Au mois de février 1939, Farley mena deux longs voyages prolongés pour sonder les sentiments du parti. Il écrivit : « *Ma propre opinion est que les dirigeants du parti, à quelques exceptions près, ne veulent pas que Roosevelt brigue un troisième mandat.* » Il nota également que ceux-ci n'en pouvaient plus de Wallace, Hopkins,

27. Ibid., pps. 151-173.

Corcoran et les autres, et ne se délectaient pas de l'idée d'une âpre campagne pour défendre une troisième candidature. Selon lui, telle était l'opinion de chaque dirigeant responsable avec lesquels il avait conféré, à l'exception d'Olson en Californie et de Kelly, à Chicago. Farley nota qu'après ceci, lors de fréquentes conversations avec Roosevelt, lorsque divers noms apparaissaient en des occasions liées de manière ténue à l'élection, Roosevelt les disqualifiait par « *il veut devenir président* » comme s'il s'agissait d'une insulte. Il était fâché du fait que McNutt vît même son nom discuté comme candidat à la présidence. Il dit à Farley : « *Je considère comme du mauvais goût de sa part de laisser son nom être énoncé alors qu'il est encore membre de mon administration* » [28]. Cela signifiait que tout démocrate membre de l'administration Roosevelt devait empêcher que son nom fût discuté pour la présidence, sauf à démissionner.

Au mois de juin, Garner affirma à Farley qu'en aucun cas il ne soutiendrait un troisième mandat. Farley était d'accord, et lui confia : « *Nous pouvons nous unir pour arrêter Roosevelt.* » Garner affirma à Farley qu'il avait commis le péché de devenir populaire, et qu'il s'agissait d'une chose que Roosevelt ne pouvait tolérer de la part de quiconque. Il dit : « *Il est jaloux de Hull du fait de son positionnement face au peuple. Il est jaloux de moi du fait de ma popularité au Congrès. Il devrait être ravi de voir des hommes du parti aller dans son sens, mais il n'aime pas cela.* »

Cela se produisit au mois de juin 1939, et peu de temps après, le cardinal Mundelein fit appeler Farley et l'exhorta à soutenir un troisième mandat de la part de Roosevelt. Mundelein était venu directement de la Maison-Blanche. Roosevelt n'avait pas consulté Farley en rendez-vous depuis dix-huit mois, et après ceci, ses visites à la Maison-Blanche se raréfièrent. Puis, durant l'été, Roosevelt demanda à Farley de venir à Hyde Park. Il parla de la campagne de 1940, et des candidats. Il y avait Garner — c'est tout simplement

28. Ibid.

impossible. Puis Wallace — il n'a pas ce qu'il faut. Puis McNutt — il tourna son pouce droit vers le sol. Puis il en vint au troisième mandat, et après une pause, il se pencha et avec une grande confiance dans la voix, il énonça : « *Je vais vous dire une chose que je n'ai dite à aucune âme vivante* », puis presque dans un murmure : « *Bien sûr, je ne vais pas briguer de troisième mandat, mais je ne veux pas que vous le laissiez savoir à quiconque, car cela rendrait ma position difficile si ce fait était connu de manière prématurée.* » Farley jura de garder le silence.

Après avoir laissé cela faire son chemin, il affirma à Farley que, tout en ne voulant pas candidater, il ne voulait pas faire campagne pour un candidat perdant. Farley lui demanda quelle sorte de candidat il voulait. Il fit : « *Prenez quelqu'un qui est sympathique envers mon administration, et qui poursuivra mes politiques.* » Il est parfaitement clair, sur la base de ce que Farley écrivit à l'époque, qu'il ne crut pas Roosevelt. De nombreux hommes, ennemis du président, l'avait accusé d'être, pour l'exprimer avec modération, insincère. Farley avait constitué son principal lieutenant politique depuis l'époque où il avait été nominé pour être gouverneur. Roosevelt en était à présent, sous le sceau du secret, à faire connaître à Farley une affirmation sur un sujet de l'importance la plus haute pour chacun d'entre eux. Et Farley ne le crut pas.

Après cet épisode, Farley partit pour l'Europe. Pendant son absence, Hitler envahit la Pologne, et les Britanniques ainsi que les Français lui déclarèrent la guerre. À son retour, Roosevelt avait trouvé la solution répondant exactement à son problème. Farley le trouva dans un état d'excitation avancée. Ils déjeunèrent ensemble, et Farley dit : « Nous sommes à toutes fins pratiques en état de guerre. *Je pense qu'à ce stade, les sujets politiques devraient être ajournés. Le peuple n'est pas intéressé par la politique. Il s'intéresse à son pays et à sa famille.* » À cela, Roosevelt répondit : « *Jim, vous avez mis le doigt sur le problème* », ce qui correspond à la déclaration de Frances Perkins, selon qui, pour Roosevelt, la guerre commença au mois de septembre 1939.

Mais par la suite, lors d'une soirée de réception à la Maison-Blanche, Roosevelt affirma à l'épouse de Farley qu'il passait de très mauvais moments. Les gens essayaient de l'amener à se représenter et il ne voulait pas le faire. Ce à quoi elle répondit : « *Eh bien, c'est vous le président, n'est-ce pas ? Il vous suffit de leur dire que vous ne serez pas candidat.* » Il parut très surpris et se tourna vers une autre dame située à sa droite. Ce fut à ce stade que Farley sut avec certitude que Roosevelt allait se présenter de nouveau, et après cet épisode, Roosevelt se mit en pratique à ignorer Farley ; un secrétaire assistant de la Maison-Blanche reçut pour instruction de ne pas seconder Farley lors d'un discours qu'il s'apprêtait à prononcer. Cordell Hull affirme qu'entre juillet 1938 et 1940, Roosevelt lui affirma avec certitude que Hull serait son successeur. Mais durant tout ce temps, il établissait ses plans pour un « *rappel* » — et jouait la comédie à Hull, qui à ce qu'il semble continuait de croire que Roosevelt voulait qu'il se portât candidat.

Toute cette affaire est un monument de duplicité, au cours duquel Roosevelt, qui avait assurément décidé de se présenter s'il en avait la capacité, se posait devant Farley comme ne voulant pas briguer de troisième mandat, et se posant devant Hull comme voulant que ce dernier fût son candidat, cependant que tous les agents du *New Deal*, avec son plein accord et en toute connaissance de cause, récuraient tout le pays à la recherche de délégués, et que Roosevelt usait de tout artifice et de toute pression qu'il pouvait exercer pour tuer dans l'œuf tout possible prétendant à la nomination. Désormais sauvé par la guerre du désastre qui avait submergé son administration en 1938, totalement converti aux théories dorées que lui avaient vendues Hansen et Tugwell quant aux déficits éternels et aux dépenses par milliards sur les plus grandioses projets de la WPA, voici qu'il pouvait renaître des cendres d'un simple dirigeant du *New Deal* pour devenir un Saint Michel moderne, brandissant le glaive face à Hitler et toutes les forces du mal qui menaçaient le monde.

2.8 Les troupes de choc du troisième New Deal

Désormais que la Tchécoslovaquie était envahie, et que la perspective d'une guerre européenne était devenue une certitude, Roosevelt était désormais prêt à se mettre au travail pour se faire réélire.

L'aile conservatrice du parti démocrate était unie dans la colère, jusqu'au vice-président Garner. Cette colère découlait de la puissance des syndicats radicaux au sein du parti, des attaques contre les entreprises, de la bataille contre la Cour Suprême, et de la purge. Néanmoins, le président conservait la main sur la machinerie du parti.

Lors de la convention de 1932, Roosevelt avait subi l'hostilité des dispositifs internes du parti dans les grandes villes. Ils s'étaient montrés hostiles au départ, mais avaient été réalignés par Jim Farley. Lors de l'élection de 1936, ils avaient constitué des amis réticents, mais désormais, ils étaient totalement conquis par Roosevelt. En plus de ceux-ci, il disposait des vastes légions de la main d'œuvre organisée qui, en 1939, se voyait dirigée directement depuis la Maison-Blanche grâce à la main de maître de Sidney Hillman. Il disposait de l'immense armée salariée par le gouvernement du *New Deal*, qui comptait des millions de personnes. Et il allait se mettre désormais à cultiver ces groupes raciaux et religieux, dont les émotions avaient été enflammées par les atrocités commises en Europe, contre des habitants de leurs propres patries.

Les patrons vertueux

Le domaine de la politique étasunienne n'a jamais connu une religion aussi largement ni aussi lumineusement vertueuse que celle du *New Deal*. Du début à la fin, elle se montra constante en une entreprise héroïque — la guerre à mort contre le mal, l'avarice, la pauvreté et l'oppression. Elle avait en réalité un ennemi monstrueux contre lequel elle basculait sa lance brillante sans répit, et

il s'agissait du PÊCHÉ. Si vous critiquiez le *New Deal*, vous étiez *dans le camp* du pêché.

Mais il faut reconnaître que parmi les guerriers du *New Deal*, on trouvait de nombreux éléments dont l'enrolement au sein d'une armée opposée au pêché était quelque peu surprenant. Cet ensemble d'hommes était ceux que leurs amis appellent des dirigeants, et que leurs ennemis qualifient de *boss* dans les grandes villes. Que faisaient les dirigeants de ces grandes organisations du côté des anges ?

Dans la ville de New York, Tammany Hall était l'organisation qui s'occupait des animateurs démocrates de la ville. Cette organisation avait existé de longue date, et avait connu une existence parfois désagréable. Sa devise était : « *Au vainqueur les butins* », et ces butins étaient constitués non seulement des emplois qui étaient offerts aux travailleurs du parti, mais à ces grandes entreprises qui vivent de l'État et que l'on peut qualifier du terme de *greffe*. La greffe illégale était l'imposition d'extorsion sur les sous-traitants, les maisons de jeu, la prostitution, et les vices de toutes sortes. Il existait cependant une zone connue comme greffe légale, consistant de diverses formes de bénéfices dont les dirigeants d'organisations et leurs favoris tiraient des profits, sur la base d'activités légales, mais qu'ils ne pouvaient pas récupérer du fait de pressions et de pouvoirs politiques. Par exemple, un dirigeant de Tammany pouvait avoir un partenaire silencieux dans quelque société gérant des contrats avec la ville. Dans les villes, les entreprises d'obligations et d'assurances sont un élément important de toutes sortes d'activités — des liens au sein des tribunaux, avec les titulaires de charges, des assurances et liens des sous-traitants de la ville et les entreprises assurant les grosses sociétés qui dépendent principalement des appels d'offre de la ville ou des faveurs de l'administration en place. Il y avait toujours des dirigeants de Tammany ayant des intérêts dans une société d'assurance, soit de manière directe, soit au travers de leurs proches.

Avec l'advenue de Charlie Murphy comme dirigeant, les valeurs

morales avaient fortement changé. Murphy, comme nombre de ses contemporains, était un homme droit lié aux valeurs de la famille, et un membre sérieux de l'église. Il commença comme tenancier de bar, mais arrêta cette activité en prenant de l'âge lorsqu'il comprit les aspects brutaux du vice organisé, et ses liens avec la machinerie politique. Lorsque John Hylan devint maire de New York, il décida, sous la forte influence de son épouse très religieuse de mettre fin aux tolérances pour le vice dans la ville de New York. Murphy le soutint dans cette entreprise, et quoi que les critiques puissent dire de Hylan et de Tammany, il mit en œuvre cette politique, et fit sortir ces industries de New York vers le New Jersey, où elles furent chaleureusement accueillies.

Je ne dis pas que les dirigeants de Tammany Hall s'étaient tous mutés en anges. Il resta toujours quelques-uns d'entre eux pour s'indigner de ce revirement vers la grâce, et il resta des domaines de ce qu'on l'on pourrait appeler *greffe légale* qui furent extensivement cultivés. Mais un autre facteur était entré en scène. Al Smith se profilait comme candidat à la présidence. Murphy avait pour ambition d'élire un authentique homme du Tammany à la Maison-Blanche, et dans le cadre de ce plan, il commença à mettre en œuvre un code de bonne conduite plus exigeant sur les dirigeants du Tammany, chose contre laquelle certains s'insurgèrent. Mais Murphy disait que le Tammany ne pouvait pas se permettre une mauvaise réputation, qui aurait souillé le nom d'Al.

Un autre point est à noter au sujet du Tammany. Il s'agissait principalement d'une organisation politique, mais l'une des activités de cette organisation était l'aide sociale. Le Tammany vivait du soutien de masses d'électeurs. Dans chaque district de la ville, on trouvait un club Tammany. C'était le quartier général de la vie politique du district, mais également le centre de certains services sociaux. Chaque nuit, le *boss* y était, entouré d'innombrables employés de la ville dans les divers départements de son administration — conseils d'écoles, tribunaux, travaux publics, santé, etc. — et une foule de gens ayant besoin d'aide se présentaient chaque

soir à ce club — une femme qui veut que sa fille, une professeure, obtienne un poste dans une école plus proche de son domicile ; une autre qui demande de l'aide pour un litige au tribunal pour son fils en déserrance, tout un ensemble de victimes des éternelles amendes routières, demandant qu'il en fût pris soin, une femme pauvre à la recherche d'un peu de charbon ou de quelques dollars, ou d'un mot du commissaire à l'aide sociale au bénéfice d'un proche, et diverses personnes cherchant de l'aide sous toutes formes.

Le coût de toute cette forme d'aide sociale n'était pas exorbitant pour le *boss* du district. Les services personnels étaient rendus par les salariés fidèles de la ville, et les dépenses pécuniaires restaient modestes et entraient facilement dans les fonds propres du *boss*, ainsi que les fonds perçus sur les employés et les prestataires de la ville, ainsi que d'autres qui jouissaient des faveurs du chef. Mais il s'agissait de la source de pouvoir la plus importante, à la racine de l'emprise que Tammany Hall et ses organisations affiliées des autres arrondissements de la ville avait sur les gens de New York.

Parmi ces machineries urbaines, les pires étaient la machine Kelly-Nash de Chicago, la machine Hague de Jersey City, et la machine Pendergast du Missouri, bien qu'il y en eût de nombreuses autres dans les grandes villes industrielles. Lorsque Roosevelt avait été candidat à l'investiture, en 1932, toutes ces machines étaient opposées à lui. Elles avaient continué de ricaner face à lui après son élection, et il avait continué de les critiquer. Il avait par exemple ordonné à Farley de lutter contre la nomination d'Ed Kelly au poste de maire de Chicago. À New York, il avait commis contre l'organisation démocrate, qui avait contribué à son élection, l'impardonnable offense politique de promouvoir la candidature de LaGuardia comme maire, qui fut élu avec l'étiquette de républicain, du fait du soutien des démocrates mécontents membres du *New Deal*.

Lorsque Roosevelt devint président, comme nous l'avons vu, il se mit à dépenser des sommes colossales sur des fonds de secours et de travaux publics. Dans un seul district du Tammany, par exemple, coulaient désormais non pas quelques milliers de dol-

lars versés selon des manières méthodiques et économiques du *boss*, mais des centaines de milliers, voire des millions de dollars, destinés à toutes sortes d'aides dont des emplois pour les chômeurs, et des dotations généreuses de la part d'agences de soutien. Les dotations, bien entendu, provenaient d'agents du *New Deal*. Le chef local du Tammany pour le district ne pouvait plus rivaliser avec la main extravagante des écouleurs de générosité mandatés par Roosevelt. Le seul espoir du dirigeant du Tammany quant à conserver sa place dans le district était de faire affaire avec l'homme de Washington qui avait la main sur ces flux de richesses. Il fallait qu'il devienne l'homme du district disposant du contrôle sur le flux de cet argent, ou bien c'en était fini de lui, car le gouvernement national pouvait installer dans chaque district un bienfaiteur qui pouvait sur-performer le *boss* non pas d'un facteur dix, mais d'un facteur cent.

Roosevelt ne traitait aucune affaire en direct avec ces chefs. Il fallait qu'ils s'adressent à l'homme de Roosevelt au Tammany, qui s'avéra sans doute être le pire de tous les chefs de cette organisation. Les hommes de Tammany savaient tout de lui, et il devint après cela le modèle sur lequel se calquer, sur lequel tout le Tammany se conformait. Il s'agissait de Jimmy Hines, le dirigeant du onzième district.

La prohibition avait laissé sa marque sur Tammany, comme elle l'avait laissé sur tout aux États-Unis. Elle avait fait apparaître le speakeasy, l'entreprise d'alcool clandestine, et les criminels et gangsters dont elle était la proie. Avec l'apparition de Jimmy Walker comme maire de New York, l'organisation se mit à replonger dans ses anciennes fragilités. Greffées sur toutes sortes de vices commercialisés, les affaires reprenaient de plus belle. Plus d'un district tomba entre les griffes et sous le contrôle d'hommes qui étaient ligués avec ces entreprises. Jimmy Hines était le pire de tous. Il avait développé un partenariat avec Dutch Schultz, un célèbre gangster et assassin.

Il n'est pas difficile de comprendre comment il devint le bras

droit de Roosevelt à New York. Des années avant cela, un jeune homme, fraîchement diplômé de l'école de droit, désireux de progresser, opta pour le camp démocrate. Son nom était Samuel I. Rosenman. Après avoir obtenu son diplôme auprès de l'université de Columbia, il alla voir M. Hines et lui fit part de ses ambitions — il voulait entrer dans la législature. Hines l'envoya à l'un de ses conseillers de confiance, un vieux juge de Tammany, pour examen. Le juge établit que Sammy connaissait ses leçons, si bien que Rosenman entra dans la législature et en temps voulu, se fraya un chemin jusqu'aux bonnes grâces de Franklin Roosevelt, alors gouverneur, et qu'il devint le premier membre et le dernier survivant de son *Brain Trust*. Il resta toujours l'un des amis politiques proches de son parrain, Jimmy Hines, tout en évoluant sous le projecteur de la pureté et de la sainteté du *New Deal*, et il parvint à faire de Hines le bras droit de Roosevelt parmi les *boss* du Tammany.

En 1933, LaGuardia prit le pouvoir à New York City, et pour les dix années qui suivirent, Tammany perdit son emprise sur la machinerie politique de New York, sauf au travers des directions de certains arrondissements, et en 1942, il la perdit sur l'État, lorsque Dewey devint gouverneur. Tammany se retrouva dès lors tout à fait en dehors du jeu. L'organisation avait perdu l'administration des emplois et des avantages sociaux. Nombre des clubs avaient fermé, ou étaient devenus de froids et mornes repaires n'attirant plus les affamés, les pauvres et les dépossédés cherchant de l'aide. Tammany avait vendu son célèbre bâtiment ancien sur la 14ème rue, et avait fait bâtir un nouveau bâtiment sur Union Square, aux abords de la 14ème rue, mais après quelques années de lutte, l'organisation ne put s'y maintenir ou payer les intérêts de son emprunt immobilier, et dut vendre. Le jour où Jimmy Walker, représentant Tammany Hall, remit les clés au nouveau propriétaire, les anciens sachems du Tammany, ainsi que les autres membres dévots de cette congrégation en déclin trouvèrent refuge en larmes dans le restaurant de Luchow. Le nouveau propriétaire était David Dubinsky, qui dirigeait l'*International Ladies Garment Workers Union*, une

organisation syndicale, dominée par les socialistes, et qui s'alignait sur Roosevelt.

Petit à petit, les dirigeants de Tammany qui prenaient leur retraite se voyaient remplacés par des nouveaux venus prêts à ne jurer que par Roosevelt et le *New Deal*. La tenue de ces fonctions n'implique pas de détenir de grosses sommes d'argent. Les richesses sont dans les dotations, la greffe, légale et illégale, souvent collectée par des hommes qui ne sont pas en poste, mais sont en affaires avec ceux qui sont en poste. Certains dirigeants démocrates de la nouvelle bande se mirent à basculer vers le racket autour de divers vices. Frank Costello, le plus célèbre des chefs de racket du pays, devint le facteur le plus puissant de cette organisation jadis fière. De nombreux dirigeants de districts géraient des boîtes de nuit et des points chauds, et peu à peu, de larges sections de Tammany tombèrent entre les mains d'éléments criminels ou proches des milieux criminels.

C'est ce Tammany, dans son état le plus bas, qui s'abandonna au *New Deal* et finit par devenir l'outil politique de M. Roosevelt à New York. De la machinerie politique à l'ancienne, intéressée par les emplois et parrainages, vivant sur fonds publics et de diverses greffes auxiliaires, prodiguant à l'occasion une bonne administration physique du gouvernement de la ville, à l'occasion une administration assez mauvaise, à l'occasion se montrant très corrompue, à l'occasion plutôt honnête, l'organisation se fit quasiment criminelle en arborant la bannière du Monde Libre et de l'Homme Libre.

En 1932, l'Illinois envoya à la convention démocrate une délégation dirigée par Tony Cermak, un rude génie politique qui avait émigré de Bohême, avait commencé avec une charrette, était devenu capitaine d'un commissariat, s'était entiché de la greffe, s'était organisé avec les Polonais, les Tchèques, les Lituaniens et les Slovènes à Chicago pour constituer un puissant bloc racial appelé *United Societies*, était devenu le *boss* de la Douzième Circonscription, avait réuni la pègre pour Brennan quand celui était le *boss*, puis à la mort de ce dernier, avait pris sa succession comme dirigeant

démocrate et était devenu maire de Chicago.

Cermak avait lutté contre la nomination de Roosevelt à Chicago, et se rendit à Miami au mois de février 1933 pour faire la paix avec Roosevelt, lorsque la balle destinée à Roosevelt l'avait tué. Ed Kelly, le principal assistant de Cermak et ingénieur en chef du District Sanitaire de Chicago, devint maire et après cela, Ed Kelly et le vieux Pat Nash devinrent les deux *boss* jumeaux de Chicago et des démocrates de l'Illinois.

L'histoire des huit années qui suivirent est incroyable. Le gang de Capone, privé de son racket de la Prohibition, était entré dans les affaires — paris hypiques, maisons de jeu, maisons de débauche, avec des rackets spéciaux chez les barbiers et d'autres lieux. Les rackets de Capone étaient opérés par Jack Gusik, Ryan *le Chiqueur*, Levin *la Grande Gueule*, Harry Gusik *le Graisseur de Pattes*, Frank Diamond (le beau-frère de Capone), Charles et Rocco Fischetti (les cousins de Capone), Eddie Vogel, tsar des machines à sous, et Billy Skidmore, avec qui tout Chicago traitait pour rester hors de prison. Les rackets sur les syndicats avaient atteint des niveaux incroyables. À un moment, la rumeur se répandit qu'une personne très importante avait été prise pour une fraude fiscale à hauteur de 100 000 $. Il s'avéra qu'il s'agissait de Kelly, le maire. Roosevelt avait essayé d'empêcher sa nomination, mais en vain. Au cours des trois années durant lesquelles Kelly avait été commissaire au district sanitaire, il avait omis de déclarer 450 000 $ de revenus. Le Trésor le poursuivit, mais le laissa conclure un accord. Mais il refusa de divulguer la source de ces revenus. Il conclut un accord pour 105 000 $.

Comme la machine de Tammany Hall, la machine Kelly-Nash était soumise au pouvoir de Roosevelt et à ses innombrables millions déversés sur l'Illinois. Et au moment où le mouvement pour un troisième mandat se produisit, Ed Kelly fut l'un de ses principaux

dirigeants, battant le rappel pour « *Roosevelt et l'Humanité* » [29].

Nulle part ailleurs aux États-Unis on ne pouvait trouver de cercle politique plus connu pour sa désobéissance effrontée à la loi, à la décence et aux principes que la célèbre machine de Frank Hague dans le Nord du New Jersey. Hague avait propulsé sa carrière, de concierge à maire de la ville en dix années. En 1932, il était maire depuis 14 ans. Il était le *boss* incontesté de l'État, et disposait à sa guise des délégués de cet État pour la convention nationale, du fait d'une majorité relative de 100 000 personnes qu'il pouvait justifier dans le Comté de Hudson — assez pour diluer toute majorité hostile à ses propres candidats dans le reste de l'État. Hague se faisait de plus en plus arrogant. Il tyrannisait ses critiques ainsi que ses opposants lors des élections, et braillait et beuglait sur eux. Il n'aimait pas Roosevelt. Il n'aimait pas les *New Dealers* autour de Roosevelt, et par-dessus tout, il vouait une détestation aux roses et aux Rouges.

L'année 1938 fut, nous l'avons vu, désastreuse pour le *New Deal* de Roosevelt. La convention nationale ne devait se dérouler que dix-huit mois plus tard. Au cours de cette année, le juge William C. Clark, un authentique *New Dealer*, devint le sujet des préoccupations de Hague. Clark avait mis un frein sur certaines des attaques les plus patentes et les plus offensives contre la liberté de parole sur son bailliage. En 1938, Clark était le juge de la cour des États-Unis pour le district de Hague, et au cours de cette année, il fut promu juge de la Cour d'Appel des États-Unis pour le New Jersey. Cela convenait bien à Hague. Il avait un candidat pour la place laissée vacante par Clark, et la nomination de ce dernier appartenait à Roosevelt. Son candidat était T.G. Walker, qui avait été promu depuis un siège de l'assemblée pour devenir juge du plus haut tribunal de l'État — la State Court of Errors and Appeals. Hague

29. Pour un récit complet des origines et des exploits de la machine Kelly-Nash à Chicago, voir John T. Flynn, « *These Our Rulers,* » magazine *Collier's*, 29 juin au 20 juillet 1941.

voulait que Walker fût nommé à la suite de Clark afin de laisser de la place pour son fils à la place de Walker. Il fallut manœuvrer longtemps, mais Hague, avec l'aide de Roosevelt, y parvint. Il avait fait quitter à son ennemi Clark le point où il était le plus offensif, avait mis Walker à sa place, et le jeune Hague, qui n'avait même pas obtenu son diplôme de droit, avait eu sa place dans la plus haute cour de l'État.

Hague avait eu ce qu'il voulait de la part de Roosevelt. Par la suite, Roosevelt eut quelque chose à demander à Hague. Claude Swanson, le secrétaire de la Navy, qui avait occupé ce poste depuis 1933, avait des années durant été dans un état de grande faiblesse. Charles Edison était secrétaire assistant de la Navy, et du fait de la maladie de Swanson, il occupait de fait son poste. À la mort de Swanson, Edison brigua la promotion, mais Roosevelt avait quelque raison de ne pas vouloir de lui. Il exhorta Hague à faire d'Edison le gouverneur ou le sénateur du New Jersey. Hague accepta. Puis Roosevelt nomma Edison secrétaire de la Navy, et par la suite Hague le nomina comme gouverneur du New Jersey. Ce fut une mauvaise journée pour Hague, car Edison, une fois élu, se mit en tête que c'était lui, et non pas Hague, qui était gouverneur, ce qui déclencha une longue et âpre lutte entre les deux hommes, l'un deux représentant le clientélisme, la machinerie politique et la corruption à ses niveaux les plus bas, et l'autre représentant l'esprit de réforme rationnelle et démocratique, et l'honnêteté dans les élections et le gouvernement. Dans cette bataille, qui survint après l'élection de 1940, Roosevelt mit son influence et son pouvoir du côté de Hague.

Nous venons de mentionner trois célèbres *boss* de grandes villes, mais on en trouvait de semblables dans tout le pays. En 1939, quoique la plupart d'entre eux eussent Roosevelt en détestation, ils avaient été totalement subjugués à sa volonté du fait des immenses sommes d'argent qu'il pouvait ou bien dépenser dans leur district, ou bien leur soustraire. Et ils continuèrent de jouer un rôle de plus en plus important dans cette chose vertueuse connue sous le nom de *New Deal*. En 1940, ils comptaient parmi les plus ardents

supporters de Roosevelt.

Sidney Hillman

Au début du second mandat, les événements commencèrent à impacter la distribution des personnages du *New Deal*. Les pouvoirs, l'un après l'autre, glissaient des mains d'un groupe d'hommes, et passaient à de nouvelles mains. La tête de Sidney Hillman se mit à dépasser de la direction du syndicat, et son ombre se fit de plus en plus longue aux abords de la Maison-Blanche. Il allait continuer de croître ainsi en influence jusqu'à devenir l'un des deux ou trois hommes les plus puissants des États-Unis. Au début de l'année 1937, le nouveau mouvement syndical, le CIO, sous la direction de Lewis, Hillman, Dubinsky et Murray, allait de l'avant. Lorsque Roosevelt fut investi, la grande grève opposée aux usines de General Motors battait son plein, avec 113 000 travailleurs qui avaient débrayé. Ce fut une lutte amère, marquée de violence des deux côtés, mais surtout de la part des grévistes en mode *sit-in*.

Le 1er mars, John L. Lewis et Myron Taylor surprirent le monde entier avec un accord conclu entre l'*US Steel* et l'*Association of Iron and Tin Workers*, et dans les deux mois qui suivirent, 260 sociétés travaillant dans l'acier suivirent. En 1938, presque 450 sociétés avaient conclu un accord avec plus de 450 000 travailleurs. Mais le CIO perdit sa lutte contre la grève *Little Steel*. La grande lutte opposant Ford et les syndicats devint le combat le plus difficile de tous. Le CIO répandait ses activités parmi les groupes de cols blancs — la *Newspaper Guild*, même les avocats, représentants de commerce, vendeurs au détail, architectes, chimistes, techniciens, et travailleurs du gouvernement. Au début de l'année 1938, plus de trois millions de travailleurs s'étaient ainsi organisés.

Lorsque la NRA fut mise au rebut par la Cour Suprême, le Congrès adopta le *National Labor Relations Act* de Wagner pour remplacer la section *7a*, mais de manière bien plus agressive, si bien qu'une guerre commença non seulement entre le capital et

le travail, mais même au sein du travail, entre l'AFL et le CIO, quant à savoir de quelle organisation relèverait le destin de plus de 30 millions de travailleurs étasuniens. Conformément au *Wagner Act*, des élections furent organisées sur les sites de production pour déterminer quel syndicat serait le porte-parole des travailleurs, et dans la guerre entre l'AFL et le CIO, les travailleurs en arrivèrent au conflit armé entre eux en certains lieux. Mais outre la guerre entre le capital et le travail et celle séparant le CIO et l'AFL, une guerre intestine se produisait également au sein du CIO. Elle résulta de plusieurs éléments de discorde. L'un d'entre eux était la profondeur à laquelle les communistes avaient pénétré dans le CIO. L'autre était la mesure selon laquelle le CIO se voyait utilisé en politique pour servir les intérêts de Roosevelt. Le troisième résultait de différends quant aux politiques et méthodes, et des inévitables affrontements entre fortes personnalités.

Cependant, du point de vue de la main d'œuvre et du public, le plus important de ces éléments de discorde était la pénétration des communistes au sein du CIO. Le 13 août 1938, John P. Frey, président du département *Metal Trades* de l'AFL, fit une apparition face au Comité de la Chambre enquêtant sur les Activités anti-étasuniennes. Frey, au cours d'une présentation qui s'étala sur plusieurs journées, exposa au comité de manière étayée la pénétration du CIO par le parti communiste. Il cita les noms de 280 organisateurs salariés dans les syndicats du CIO qui étaient membres du parti communiste. Il porta l'accusation selon laquelle John Brophy, qui était directeur du CIO, avait été expulsé par l'*United Mine Workers* des années auparavant pour activités déloyales, et que s'il n'était pas directement membre du parti communiste, il était assisté dans son travail par deux membres actifs du parti. Il s'était rendu en Russie en tant que membre d'une délégation soutenue par le parti et approuvée par Moscou, et à son retour l'UMW l'avait accusé d'être un agent à la solde du gouvernement soviétique. Brophy avait déclaré lors d'une réunion que la condition des travailleurs en Union soviétique « *devait être une source d'inspiration pour les*

travailleurs aux États-Unis. »

Frey énumérait les syndicats membres du CIO l'un après l'autre, en donnant les noms des communistes qui occupaient des postes de direction et de confiance. Il porta par exemple l'accusation selon laquelle ils dominaient l'*United Office and Professional Workers Union*, que le président de cette organisation était un membre du parti communiste, et qu'au travers de cette organisation, ils avaient infiltré le gouvernement en positionnant de nombreux membres du parti dans presque tous les bureaux de Washington.

Au moment de son témoignage, Frey, un vieux et respecté dirigeant syndical, devint l'objet de l'une des dénonciations les plus brutales et des plus explosives jamais proférées par les auteurs et organes partisans du *New Deal* dans tout le pays. Le lendemain de la première apparition de Frey face au comité, Martin Dies, le président [du comité, NdT], se rendit à la Maison-Blanche en lien avec une affaire qui avait trait au Texas. Lorsqu'il y parvint, le président [Roosevelt, NdT] le traita avec une impolitesse étudiée. Il affirma brusquement à Dies : « *Dans quel but laissez-vous cette chose se transformer en dénonciation du CIO ?* » Et il voulut que Dies mit fin au témoignage de Frey.

Dies lui expliqua que le Comité avait convoqué toutes sortes de gens pour entendre leurs vues sur le sujet des activités subversives. Dies avait invité le CIO et l'AFL à envoyer des représentants. Le CIO avait refusé, mais l'AFL avait envoyé John Frey. Cependant, cette explication ne satisfit pas le président, qui se mit très en colère. Il affirma à Dies : « *Eh bien, personne ne s'intéresse au communisme, absolument personne. J'ai entendu parler de ça toute ma vie. Il n'y a pas de menace communiste ici. La grande menace qui pèse sur ce pays réside dans le nazisme et le fascisme. C'est sur des sujets comme ceux-là que vous pouvez contribuer utilement. Pour ce qui concerne les dirigeants des syndicats, je connais ces groupes. L'AFL est conservatrice et réactionnaire, mais John L. Lewis est le dirigeant syndical le plus progressiste et libéral que j'aie jamais connu.* » Bien sûr, nul n'avait accusé Lewis d'être communiste. À

ce moment, la séparation entre Lewis et le CIO était déjà installée. Ce n'était pas John L. Lewis qui protégeait les communistes. Le lecteur studieux pourrait être intéressé par la lecture du comité aux activités anti-étasuniennes[30] de 1938 et de lire le témoignage de John P. Frey, qui disait déjà en 1938 ce que le Procureur général des États-Unis affirma dix années plus tard, et que l'ensemble du pays finit par reconnaître non seulement comme un fait, mais comme l'un des faits les plus graves quant à la structure de notre vie économique.

C'étaient les communistes qui fabriquaient les grèves en mode *sit-in* et qui instiguèrent et organisèrent le *Lansing Holiday*, qui vit une foule de 15 000 personnes bloquer le capitole de l'État et au cours duquel 2000 d'entre elles, armées de matraques, reçurent pour instruction de marcher sur l'université et de revenir avec des étudiants. Au forum du *Herald Tribune* qui se déroulait dans le même temps à New York, le président prononça l'une des attaques les plus amères qu'il lança jamais contre un dirigeant du gouvernement. C'était contre Martin Dies, pour avoir enquêté sur les influences communistes dans les grèves de *sit-in*.

Avant la fin de cet acte, Dubinsky et Lewis furent sortis du CIO, et Sidney Hillman devint non seulement l'esprit qui y domina, mais également le conseiller le plus proche de Roosevelt issu du mouvement syndical, et à la fin, quoiqu'il ne fût pas démocrate, l'homme le plus puissant du parti démocrate.

Sidney Hillman[31] était né en 1887 à Zargare, en Lituanie, qui était alors un territoire russe. Il était arrivé aux États-Unis en 1907, après un bref séjour en Angleterre. Hillman ne travailla jamais comme ouvrier agricole ou mécanicien. Ben Stolberg affirme qu'il

30. *Committe of Un-American Activities*, NdT

31. Les faits au sujet de Sidney Hillman sont issus des rapports et du témoignage produits au Comité de la Chambre sur les Activités anti-étasuniennes, « *The Story of the CIO* » écrit par Benjamin Stolberg, de nombreux éditoriaux écrits par Westbrook Pegler relatant ses enquêtes sur les affaires Rosen et Lepke, et de mes propres recherches sur l'affaire Lepke

fut le seul dirigeant syndical d'importance à n'avoir jamais été lui-même travailleur. Il commença sa carrière syndicale en prenant part à l'organisation des *Amalgamated Clothing Workers of America*, et en devint à l'âge de 27 ans le premier président. Il conserva ce poste jusqu'à sa mort, et durant toute cette période, resta le tsar incontesté de ce syndicat.

Hillman ne fut jamais membre du parti communiste. Il ne laissa jamais les communistes entrer dans l'*Amalgamated Clothing Workers*. Il comprenait le parti communiste et ses méthodes bien mieux que John L. Lewis, et était un homme bien trop intelligent pour jamais laisser sa propre organisation syndicale protéger des groupes qui auraient pris des ordres en provenance d'autres sources.

Mais la nature précise de la philosophie politique et économique de Sidney Hillman n'est pas facile à établir. L'obédience de son syndicat était très largement socialiste, mais les membres de son syndicat étaient employés par un très grand nombre de petites manufactures d'habillement, additionnées de quelques grandes ; il s'agissait de petits employeurs capitalistes. Ils vivaient des fruits du système capitaliste, et en son sein, et Hillman, en intelligent dirigeant syndical, acceptait cette situation et œuvrait à extraire une part de revenus aussi importante que possible de l'industrie de l'habillement pour ses membres. Hormis cela, cependant, il est tout à fait probable que Hillman, quoique non communiste, fût de tout temps sympathique à la philosophie communiste. C'était un révolutionnaire, et il est probable que si une vague révolutionnaire avait saisi les États-Unis à n'importe quel moment, Hillman aurait figuré parmi les plus compétents et les plus pugnaces de ses dirigeants.

Il n'est pas aisé d'établir si un homme est communiste ou non, s'il n'est pas membre du parti. Tout d'abord, il existe toutes sortes de communistes, tout comme on trouve toutes sortes de socialistes. On trouve les staliniste, les trotskystes et les lovestonéistes. Les trotskystes et les lovestonéistes sont aussi violemment antistalinistes que les socialistes, et du fait de leur guerre contre Sta-

line, ils ont reçu aux États-Unis une grande tolérance, classés qu'ils sont comme anti-communistes, alors que cela n'a rien de rationnel.

Il est certain que la révolution russe déclencha une forte passion en Hillman. En 1922, il se hâta de se rendre en Russie avec un plan. Il avait organisé aux États-Unis ce qu'il appelait la *Russian-American Industrial Corporation*, dont il était le président. L'objectif de cette organisation était d'opérer l'« *industrie textile et d'habillement de Russie.* » La société de Hillman vendit aux organisations syndicales des actions à 10 $, à hauteur de millions de dollars. La lettre que fit circuler la corporation pour promouvoir cette vente d'actions au sein des syndicats proclamait : « *C'est une obligation morale vitale que d'aider la Russie à se remettre sur pied.* » Hillman se rendit en Russie pour vendre l'idée à Lénine. Depuis Moscou, il câbla : « *Le contrat signé garantit l'investissement et un dividende de minimum 8 %. Le contrat bancaire permet également de dispenser de l'argent au taux le plus bas. Ai tenu une longue conférence avec Lénine qui garantit le soutien soviétique.* »

Lorsque l'*Amalgamated Clothing Workers* se réunit à Chicago le 8 mai 1922, un message fut envoyé depuis Moscou par W. Z. Foster, qui était à l'époque président du parti communiste. On y lisait : « *La défaite des employeurs est le résultat naturel du splendide esprit de l'*Amalgamated*. À de nombreuses reprises, alors que je dialoguai avec vos syndicats lors de ma tournée en cours, je me suis émerveillé de cet esprit en développement, mais depuis que je suis arrivé dans ce pays, je ne m'émerveille plus. C'est l'esprit de la révolution russe, l'esprit qui amènera les travailleurs à l'émancipation.* » Ce message fut lu lors de la convention de Hillman, et figura dans ses actes. Le message que l'on renvoya en réponse disait : « *Nous vous remercions de tout cœur pour votre message stimulant.* »

Lorsque le *Congress of Industrial Organizations* fut constitué, tous les dirigeants étaient conscients, comme nous l'avons déjà exposé, que certains syndicats communistes pratiquaient des percées. Mais nul n'avait aussi bonne conscience de ce que cela signifiait

pleinement que Sidney Hillman. Avant le *New Deal*, le gros du syndicalisme communiste se trouvait à New York et dans les environs. Lewis, dont les syndicats opéraient sur le domaine du charbon, n'était guère perturbé par l'influence communiste. Dans l'ensemble, aux yeux des dirigeants syndicaux du pays, le communisme était vu comme une caractéristique mineure, mais cela n'était pas le cas de Hillman ni des dirigeants syndicaux de New York, surtout dans les syndicats dominés par des adhésions socialistes, qui avaient une conscience aiguë du mouvement syndical pro-communiste et des hommes qui le dirigeaient. Hillman n'entretenait aucun doute au sujet de Michael Quill, Joseph Curran, Harry Bridges, Ben Gold, Abram Flaxner, ni de nombreux autres qui étaient entrés au CIO. Et Sidney Hillman savait aussi bien que quiconque que les communistes membres des syndicats ne s'intéressent pas à améliorer le sort de leurs membres, mais à l'utilisation de l'appareil syndical à des fins révolutionnaires. Il savait également qu'ils prennent leurs ordres auprès du parti communiste, et non des membres du syndicat.

Hillman ne fut jamais un partisan affirmé des objectifs communistes. Il faisait cependant montre de profondes sympathies envers la cause communiste en Russie, ainsi qu'à l'idéal d'extrême-gauche aux États-Unis, mais il restait un homme extrêmement pratique, qui n'entamait jamais un combat s'il n'estimait pas pouvoir le gagner. Il n'imposa jamais sa philosophie personnelle à son syndicat, et ses activités politiques ne dépassèrent jamais le stade qu'autorisaient les considérations pratiques.

Il s'agissait d'un homme résolu, qui ne reculait devant aucun instrument pouvant être utile à ses plans. C'était un homme outrecuidant, égocentrique et âpre au combat, dont les haines pouvaient être acharnées. Il disposait sans doute de l'un des esprits les plus brillants du mouvement syndical — acéré, actif sans relâche et connaissant les riches histoire et philosophie de la lutte syndicale et des mouvements révolutionnaires en général. Lorsque, ultérieurement, Lewis et Dubinsky allaient quitter le CIO, Hillman

se ferait suprême, et révèlerait de manière plus claire les profondes racines de ses aspirations révolutionnaires, qui étaient restées un temps étouffées par les nécessités relevant de la direction pratique d'un syndicat.

Il ne fait aucun doute que Hillman fut l'un des premiers dirigeants syndicats à utiliser la brutalité dans le cadre de ses activités. En 1931, un fabricant textile de Brooklyn du nom de Guido Fererri connut un vif différend avec l'*Amalgamated* de Hillman, et fut menacé par l'un de ses dirigeants. Quelques jours plus tard, on retrouva Fererri assassiné par balles dans la rue. À l'époque, un personnage célèbre du nom de Louis Buckhalter, surnommé Lepke, tenait lieu d'homme de main pour le compte d'un syndicat, et Lepke fut soupçonné d'avoir commis ce crime. Par la suite, un jury de Brooklyn reconnut ce même Lepke coupable de meurtre au premier degré sur la personne de Joseph Rosen, dans une confiserie de Brooklyn, le 30 novembre 1936. Il fut condamné à la chaise électrique, mais purgeait dans le même temps une peine de 14 années au pénitencier de Leavenworth, pour avoir organisé un réseau de trafic narcotique de dix millions de dollars, et une autre peine de 30 années pour racket syndical, deux peines qui cumulées devaient le maintenir en prison jusqu'en 1980. Dewey, le gouverneur de New York, demanda qu'il fût sorti du pénitencier pour son exécution du fait du meurtre de Rosen. Il fit cette demande par quatre fois, mais chaque fois, le procureur général Biddle refusa de le laisser sortir du pénitencier. Ainsi, du fait de cette insistance pour que Lepke purgeât sa longue peine de prison pour des crimes relativement moins importants, l'homme échappa longtemps à l'exécution à laquelle il avait été condamné pour un crime bien plus grave. Pourquoi ? Dans la nuit où Fererri fut tué, Lepke avait été vu par un policier dans les rues avoisinantes de Brooklyn. Il avait dit à Lepke : « *Vous vous trouvez trop près d'un lieu où un meurtre a été commis, et je vous emmène au poste.* » L'agent emmena Lepke au poste de police. Lepke y passa un coup de téléphone à Hillman, qui peu après se présenta au poste de police avec Fiorello LaGuar-

dia, son avocat. On n'entendit plus jamais parler de cette affaire, et personne ne fut jamais inculpé pour le meurtre de Fererri.

Au mois de décembre 1941, Lepke était toujours à Leavenworth, et le gouverneur Dewey essayait de mettre le grapin sur lui. William O'Dwyer, qui deviendrait maire de New York, était procureur de district à Brooklyn, et plein d'ambition. Il enquêtait sur chaque phase du réseau de meurtres dont Lepke était la tête. Son principal enquêteur était un capitaine de police, et des histoires fuitaient, faisant état de ses progrès. Mais cette fois-ci, le conseiller de Hillman, Fiorello LaGuardia, était maire de New York. À ce titre, il avait autorité sur la police de New York, et était le supérieur de l'enquêteur d'O'Dwyer. Celui-ci reçut pour ordre de la part de LaGuardia de donner à ses supérieurs un rapport complet des activités de chaque membre de son équipe pour chaque heure du jour au cours des huit mois précédents, et de continuer à produire de tels rapports heure par heure par la suite. LaGuardia voulait de toute évidence établir le périmètre de l'enquête menée par O'Dwyer. O'Dwyer ordonna à son principal enquêteur de refuser de souscrire à cet ordre, ce qu'il fit, mais cela le contraignit à démissionner de la police. Cette affaire fit sensation à New York.

Pourquoi le maire voulait-il connaître les sujets des enquêtes en cours ? Les journaux se mirent à émettre des hypothèses, et le très prudent *Times* de New York rapporta qu'il était reconnu qu'O'Dwyer enquêtait sur l'affaire Fererri, et que cette enquête mettait en cause un dirigeant politique de haut niveau de la ville de New York, ainsi qu'un dirigeant syndical de réputation nationale, et que cette affaire avait trait aux activités d'homme de main de Lepke pour le compte d'un syndicat. O'Dwyer accusa Laguardia d'essayer de saborder l'enquête, puis l'affaire fut masquée par l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, et fut ensevelie dans le trou de mémoire collectif qui suivit. O'Dwyer disparut également et devint général dans l'armée.

Pourquoi LaGuardia voulait-il saborder l'enquête menée sur un meurtre notoire ? Pourquoi le président des États-Unis refusait-il

de laisser sortir Lepke au bénéfice de Dewey, le sauvant par là de la chaise électrique ? Pourquoi sauver la vie d'un homme condamné comme dirigeant d'un syndicat du meurtre ? Qui était l'homme politique de premier plan supposément impliqué ? Qui était le dirigeant syndical nationalement connu ?

Le meurtre pour lequel Lepke fut inculpé, et condamné à l'exécution par Dewey, et contre lequel il était protégé par Roosevelt était, comme nous l'avons vu, celuis de Joseph Rosen. Rosen était un sous-traitant de transport qui faisait transiter vers des usines non-syndiquées d'autres États des ouvrages non terminées du fait des syndicats dans l'État de New York. Il avait été expulsé du circuit par Lepke au bénéfice d'un membre local de l'*Amalgamated* de Hillman, et Rosen menaçait d'aller expliquer au procureur de district la manière dont les choses s'étaient déroulées. Pour le faire taire, Lepke lui avait trouvé des petits boulots, et en 1936, il avait ouvert une petite confiserie où les membres du syndicat local recevaient pour ordre d'aller dépenser un peu d'argent. Cette branche locale était contrôlée par Lepke et un vice-président de l'*Amalgamated*. Apparemment, Lepke ne fit jamais confiance à Rosen vivant, et décida de l'assassiner. La plus haute cour de l'État de New York, dans sa décision relative à l'affaire Rosen, affirma que Lepke avait soutenu la faction qui avait pris le contrôle de la branche locale, et que Paul Berger, l'homme qui avait pressé la détente dans l'affaire Rosen, était un intermédiaire entre Lepke et l'*Amalgamated*. En fin de compte, Rosen, comme Fererri, fut assassiné.

Il ne fait aucun doute que le gouverneur Dewey estimait que si Lepke lui était livré, il pourrait, dans l'espoir de sauver sa vie, raconter toute l'histoire des meurtres Fererri et Rosen. En fin de compte, en 1944, le gouvernement fédéral livra Lepke, qui fut questionné par le procureur de district de New York et le gouverneur Dewey, mais Lepke ne se mit pas à table, et alla à la mort conformément au code d'honneur du gangster, qui consiste à se taire.

Il faut observer à ce stade qu'il n'y a pas d'intention d'établir une connexion entre le président des États-Unis et le gangster

Lepke. Le seul objet est ici de révéler la connexion entre Lepke et Hillman. Il n'y a de fait aucune intention d'accuser Hillman d'avoir jamais engagé Lepke ou quiconque dans le but de commettre un meurtre. Mais Hillman fit des affaires avec Lepke, et Lepke était un gangster, une brute et un meurtrier. L'objet est de faire la lumière sur la nature de ces groupes qui contribuèrent à la force et au soutien du *New Deal*, qui apparaissait aux yeux du public comme une grande et noble armée, luttant pour une juste cause de justice et pour l'homme de la rue. Il n'y a ici aucune intention non plus d'insinuer que les dirigeants syndicalistes et les syndicats sont des organisations ne respectant pas la loi, dirigées par des gangsters et des assassins. L'écrasante majorité des membres des syndicats ne savent rien de plus à ce sujet que n'importe qui d'autre, et l'écrasante majorité des dirigeants syndicaux étaient dans l'ensemble honnêtes, travaillaient dur et payaient modestement les agents de leurs syndicats. Mais pour quelque raison, de temps à autre, un élément sans foi ni loi remonta à la surface, qui criminel, qui anarchique par excès de zèle révolutionnaire, qui simple pratiquant de greffes. Et ces éléments constituèrent la section la plus puissante de ces groupes qui soutenaient le président. Il ne s'agissait en aucun cas d'une Armée du Seigneur, comme cela fut si largement vanté.

Minorités raciales et religieuses

Un nouvel élément faisait désormais son apparition sur la carte politique. Aux États-Unis, et particulièrement dans les États les plus peuplés, on trouve de grands nombres de personnes qui sont nées en Europe, ou dont les parents sont nés en Europe, et qui restent profondément empreints de leurs anciennes origines raciales et religieuses. Tel a toujours été le cas, et il s'agit d'un phénomène parfaitement naturel. Nous avons toujours reconnu dans ce pays que les gens peuvent être de très bons Étasuniens sans se départir de leur attachement sentimental pour leur terre d'origine. Lors des élections, on pouvait voir ces groupes partager leurs voix pour

toutes sortes de candidats, de tous partis. Ici et là, on pouvait détecter des corrélations entre leurs origines et leur vote sous l'influence d'un homme politique compétent et adroit, comme dans le cas des Tchèques avec Cermak à Chicago. Mais on ne pouvait guère avancer qu'un seul parti pouvait se targuer d'attirer les affections de l'un ou l'autre de ces groupes en tant que tels.

Cependant, à partir de 1938, et surtout vers le début de 1939, les ambitions de Hitler et le traitement reçu par les diverses races et religions en Allemagne produisirent des réactions puissantes et enfiévrées aux États-Unis parmi les gens les plus affectés par ces événements. Sans aucun doute, chacun aux États-Unis était piqué par les performances de Hitler — ses persécutions envers les Juifs, ses invasions contre les droits accordés aux autres Églises, son agression contre l'Autriche et son agression clairement planifiée contre les Tchèques et les Polonais, les Lituaniens et d'autres peuples baltes, sans parler des peuples des Balkans. À quelques exceptions près, la plupart des Étasuniens ressentaient de la sympathie pour ces peuples et partageaient avec eux l'excitation émotionnelle qu'ils connaissaient. Mais il s'agissait d'une masse parfaite d'éléments inflammables, et prête à l'emploi pour tout homme politique assez peu scrupuleux pour en faire usage.

Chaque homme politique des États-Unis devait désormais se préoccuper du problème de l'approche de la guerre. Chaque homme politique savait également qu'aucun homme de sa profession ne pouvait se faire l'avocat d'entrer dans une guerre qui pourrait éclater en Europe. D'un autre côté, ils avaient conscience des voix qui pouvaient être gagnées en endossant un rôle d'ennemi intransigeant face à Hitler. C'était un sujet délicat de déterminer dans quelle mesure ils pourraient concilier ces voix et résister résolument à toute tentative d'implication dans la guerre qui approchait. Il se trouva que les voix de ces groupes les plus gravement affectés par la guerre étaient circonscrites à des zones limitées. Ainsi, par exemple, on trouve des Polonais surtout dans six ou sept États du Nord, et particulièrement à New York. Roosevelt s'était exprimé

contre l'entrée dans une guerre européenne avec plus de force et de manière plus affirmative que tout autre homme impliqué dans la vie publique. Il avait figuré parmi les premiers à avertir le peuple des possibles tentatives d'impliquer ce dernier, et l'avait prévenu qu'il fallait garder l'œil à la fois sur les hommes politiques et les hommes d'affaires qui, lorsque les tambours de guerre se faisaient entendre en Europe, allaient s'employer d'abord à tirer des profits de la guerre, puis de nous y attirer étape par étape, au travers de petites décisions quotidiennes.

Mais Roosevelt restait par-dessus tout un homme politique, et il n'avait pas la moindre intention de se laisser subtiliser par quiconque s'opposerait à lui le soutien de ces nombreux groupes qui constituaient la cible particulière de l'oppression menée par Hitler. À partir du mois de mars 1939, lorsque Hitler entra en Tchécoslovaquie et se mit à tempêter contre les Polonais, Roosevelt se positionna comme le champion, plus fort que tout autre, des victimes menacées par les agressions de Hitler.

Au cours de la campagne, il donna pour instruction à ses assistants de faire prononcer des discours par les représentants et ambassadeurs des nations opprimées qui étaient encore présents aux États-Unis. Il pensait qu'ils pourraient parler dans les villes où se concentraient en grands nombres des habitants originaires des pays d'où ils provenaient. Il voulait que les ambassadeurs de leurs propres pays leur dissent que d'autres gouvernements « *regardaient Roosevelt comme le sauveur du monde,* » selon ses propres termes. Farley reconnaît que cela eut lieu, et que cela constitua une erreur, affirmant qu'il avait déjà exposé cette opinion à l'époque.

Roosevelt avait également donné pour instruction à son président national d'organiser un Comité des Douze, et disait qu'il devrait compter cinq hommes religieux — un catholique, un presbytérien, un épiscopalien, un baptiste et un rabbin juif. Farley nota l'omission des méthodistes. Roosevelt suggéra qu'ils y adoptent un méthodiste en retirant le juif, puis se corrigea en affirmant que l'on comptait plus de juifs que d'épiscopaliens, aussi, gardons le juif et

retirons l'épiscopalien [32]. Ainsi, les minorités raciales et religieuses se transformèrent en simples pions à positionner sur l'échiquier politique. On allait exacerber leurs craintes et leurs espoirs. Aux yeux de Roosevelt, ils ne représentaient qu'autant d'électeurs.

Les salariés

Dans les temps précédant le *New Deal*, les employés du gouvernement aux États-Unis étaient principalement salariés des États, des comtés et des villes. C'étaient les organisations et les machineries locales, avec ce que l'on considérait alors comme leurs importants effectifs, qui jouissaient de cet élément de pouvoir dans les élections. Les effectifs fédéraux étaient faibles et le nombre de personnes qui en étaient affectées était insignifiant. Cependant, avec la montée du *New Deal*, une vaste armée de gens rejoignit les effectifs du gouvernement fédéral, et comme certains effectifs étaient flexibles et ne présentaient aucun lieu d'aucune sorte avec le service public, il devenait chose simple pour le gouvernement de faire usage de cet outil ancien mais ô combien amélioré pour contrôler les voix dans des emplacements choisis. On pouvait planifier le versement des allocations versées aux agriculteurs, et des subsides de toutes sortes, pour correspondre aux moments où les bénéficiaires allaient déterminer leur choix électoral. On pouvait faire croître les fonds de secours dans les comtés douteux, et on le fit, comme nous l'avons vu avec les activités menées par Hopkins au cours des primaires démocrates de 1938.

Ainsi, Roosevelt ne doutait pas de sa capacité à se voir nominé, malgré la longue tradition établie dans son parti et dans le pays qui s'opposait aux troisièmes mandats. Restait le problème de se faire élire, ce qui semblait assez simple. Après tout, on comptait 531 voix de grands électeurs. Il lui suffisait d'en capter la majorité — 266. Il pouvait compter sur les 157 du Sud (dont l'Oklahoma et

32. James A. Farley, « *Jim Farley's Story* », p. 59.

l'Arizona). Il ne lui en faudrait que 109 du Nord. Le Nord avait 374 grands électeurs. Il ne lui faudrait par conséquent qu'un peu plus d'un tiers des voix du Nord, et quatre États pouvaient les apporter — l'État de New York, le New Jersey, l'Illinois et le Massachusetts. Il établit qu'avec le soutien des États du Sud qui étaient naturellement démocrates, les *boss* des grandes villes dans les grands centres industriels qui avaient été mis sous sa coupe, le vote syndical qui avait été mobilisé sous des syndicats qui étaient en majorité politisés, les votes des groupes raciaux et religieux qui étaient affectés par la guerre, ajoutés aux voix de l'immense armée active des effectifs fédéraux, il pourrait franchir les difficultés d'une élection de troisième mandat. L'histoire de la campagne pour un troisième mandat que nous allons à présent exposer est celle de la gestion de tous ces groupes, et la faisabilité de cette gestion fut grandement facilitée par le fait qu'au mois de septembre 1939, au moment-même où démarraient les travaux de préparation de la convention, Hitler marcha sur la Pologne.

2.9 Roosevelt rompt avec le passé

Le 17 juillet 1940, Franklin Roosevelt devint pour la troisième fois le candidat nominé du parti démocrate pour l'élection présidentielle. Le prologue à cet événement avait été fourni par l'Europe.

Après des mois de rage contre les Polonais, et cependant que la Grande-Bretagne et la France négociaient avec Molotov en vue d'une alliance contre Hitler, le 23 août 1939, l'ensemble du monde occidental fut choqué par la nouvelle : Hitler et Staline avaient conclu un accord. Une semaine plus tard, le 1er septembre, Hitler envoyait ses divisions de Panzers et son infanterie motorisée en Pologne, dans une nouvelle sorte de guerre. Alors qu'Hitler prenait l'Ouest de la Pologne, Staline occupait l'Est du pays en conformité avec l'accord qu'ils avaient conclu. Staline prit les trois États baltes en « *garde défensive.* » Deux jours plus tard, la Grande-Bretagne et

la France déclaraient la guerre à l'Allemagne. Les armées françaises furent déplacées vers la frontière allemande, et une armée britannique fit son apparition en France. Des escarmouches et quelques actions mineures se produisirent. Mais la ligne Maginot était réputée imprenable, et les armées hostiles s'installèrent de chaque côté de celle-ci, pour une longue période d'inactivité que l'on a appelée « *la drôle de guerre.* »

Puis, le 9 avril 1940, rompant le calme de ce front Ouest endormi, l'armée allemande surgit sur le Danemark, pendant que la marine allemande se saisissait de la Norvège. Un mois plus tard, les Nazis s'emparèrent du Luxembourg en une journée, de la Hollande en quatre jours, et de la Belgique en 18 jours. L'attaque contre la France fut lancée dans une furie terrifiante. Les Britanniques furent rapidement adossés à la mer à Dunkerque, d'où l'ensemble de leur armée quitta la France — 335 000 hommes, qui laissèrent derrière eux leurs équipements sur les plages de Dunkerque. Les panzers nazis rugissaient sur les diverses routes de France, derrière la ligne Maginot, et entrèrent à Paris le 14 juin. Le cabinet français démissionna et le 21 juin, les dirigeants français se rendirent à la triste cérémonie de rencontre avec Hitler et ses maréchaux dans la forêt de Compiègne, dans le même wagon militaire que celui où le maréchal Foch avait reçu la reddition de l'armée de Kaiser en 1918. Après avoir assisté à cela, Hitler ordonna que ce wagon fût transporté en Allemagne. À ce moment, les délégués de la convention républicaine arrivaient à Philadelphie.

Au fur et à mesure que la convention s'assemblait, la guerre constituait donc le sujet principal. Le gouvernement avait déjà réservé des milliards pour la défense. Les affaires montaient fortement. Les entreprises de guerre s'assemblèrent à Washington. Il ne s'agissait plus d'une question de chômage, de prix bas ou de dépression. La grande question était : Allons-nous ou non entrer en guerre ? Le sondage de Gallup montra un vote écrasant contre cette option ; mais également une majorité presque aussi importante favorable à aider les alliés submergés par la guerre.

Les principaux candidats paraissant devant la convention républicaine qui se réunit le 24 juin étaient le gouverneur Dewey, le sénateur Robert A. Taft, le sénateur Arthur Vandenberg, et Wendell Willkie. Lorsque la convention se rassembla, Willkie semblait être le moins probable de ces candidats, mais croissait en force. Dewey fut éliminé au quatrième tour et lors du sixième tour, qui mettait en concurrence Taft et Willkie, ce dernier fut désigné candidat nominé par le parti républicain, par l'un des renversements les plus surprenants de l'histoire de la convention.

Les démocrates estimaient que Willkie allait faire un formidable opposant. Mais à partir du moment où il fut désigné candidat républicain, le résultat de l'élection ne fit plus guère de doute. Charles McNary, le dirigeant républicain du Sénat, fut désigné comme candidat à la vice-présidence. L'adjonction de ces deux hommes — Willkie et McNary — était si impossible, ils constituaient un duo aussi incongru, qu'avant la fin de la campagne, McNary considéra sérieusement de se retirer de la course.

Il y eut un moment lors de cette convention où une voix s'éleva pour émettre un avertissement solennel, dont le sens profond ne parvint pas jusqu'aux oreilles des délégués. L'ancien président Hoover, au cours d'une allocution soigneusement préparée, parla de l'« *affaiblissement de la structure de la liberté dans notre nation.* » Il parla de la lutte de cent années de l'Europe pour la liberté, puis de la manière suivant laquelle l'Europe, en moins de vingt ans, avait abandonné sa liberté pour la servitude. Cela ne résultait pas du communisme ou du fascisme. Ces phénomènes n'en constituaient que des conséquences. « *La liberté* », dit-il, « *a été affaiblie bien avant la montée des dictateurs.* » Puis il désigna la cause :

> *En chaque instance précédant la montée de gouvernements totalitaires, il y a eu une période* dominée par les planificateurs économiques. *Chacune de ces nations a connu une ère dominée par des hommes qui, les yeux plein d'étoiles, croyaient qu'ils pouvaient planifier et*

contraindre la vie économique des peuples. Ils pensaient qu'il s'agissait de la manière de corriger les abus ou de répondre aux urgences dans les systèmes de libre-entreprise. Ils exaltaient l'État comme pouvant résoudre tous les problèmes économiques.

Ces hommes se croyaient libéraux. Mais ils croyaient également pouvoir disposer d'une dictature économique menée par l'administration, et dans le même temps préserver la liberté d'expression, la justice méthodique et le libre gouvernement. On aurait pu les qualifier de libéraux totalitaires. Ces hommes étaient les pères spirituels du New Deal.

*Ces hommes n'étaient ni communistes, ni fascistes. Mais ils mélangeaient ces idées dans les systèmes libres. Il est exact que les communistes et les fascistes n'étaient pas loin. Ils ont constitué des fronts populaires et ont donné les signaux d'applaudissements. Ces hommes ont fait se déplacer la relation entre gouvernement et libre-entreprise depuis le rôle d'*arbitre *à celui de* contrôleur*. Directement ou indirectement, ils ont pris le contrôle du crédit, des prix, de la production industrielle et agricole. Ils ont dévalué, amorcé et pratiqué la déflation. Ils ont contrôlé les entreprises privées par une compétition du gouvernement, par les régulations et par les impôts. À chaque échec, ils ont répondu par des exigences d'un contrôle et d'un pouvoir toujours accrus...Lorsqu'il a été trop tard, ils ont découvert que chaque fois qu'ils avaient engagé le bras du gouvernement dans le secteur de l'entreprise privée, sauf pour corriger les abus, l'esprit des gens s'était troublé. Immédiatement, les gens s'étaient faits craintifs et hésitants. Les initiatives s'étaient réduites, la production industrielle avait ralenti.*

Puis se sont présentés le chômage chronique et les dé-

> *penses gouvernementales frénétiques dans le but de soutenir les chômeurs. Les dettes du gouvernement ont monté, et en fin de compte les crédits du gouvernement se sont retrouvés sapés. Des misères de leurs peuples ont surgi des groupes de pression — entreprises, syndicats, agriculteurs demandant du secours ou quelque privilège spécial. La haine de classes a empoisonné la coopération.*

Il s'agissait d'une description parfaite de l'Europe au cours des années précédant et suivant immédiatement la première guerre mondiale. Et de ces vexations et dislocations sortirent le communisme en un lieu, le fascisme en d'autres lieux et lesdites social-démocraties en d'autres lieux encore, qui étaient en réalité des sociétés socialistes pour un quart, et capitalistes pour trois quarts, administrées par des ministres socialistes qui enserraient les chaînes de la planification bureaucratique autour des branches solides de l'entreprise privée.

M. Hoover entreprit alors de décrire le progrès de cette sinistre idée dans une suite de manchettes : Pouvoirs Étendus au président, Vaste Extension de la Bureaucratie, La Cour Suprême tranche en défaveur du *New Deal*, Attaque contre la Cour Suprême, la Cour est emplie de Libéraux Totalitaires, le Congrès remet le Pouvoir d'Émettre des Chèques en Blanc au président, la Volonté des Législateurs Affaiblie par le Parrainage, Attaques contre les Entreprises, Haine de Classes Active, Groupes de Pression Stimulés, Droits des Hommes Méprisés par les Conseils et Enquêtes, Rancœur contre la Libre Opposition, Tentatives de Discréditer la Presse Libre.

Il s'agissait bien entendu du grand problème auquel le pays était confronté. L'apparition de gouvernements fascistes en Europe, telle que décrite par M. Hoover, correspondait précisément aux desseins des Tugwell, Hansen, Henderson, Hillman, Wallace et Hopkins qui étaient désormais devenus les schémas du troisième *New Deal* — non pas communiste, non pas fasciste, mais un programme com-

mun sur lequel communistes, fascistes, et diverses teintes de rose pouvaient s'unir sous le grand objectif du Capitalisme d'abondance planifié et géré par l'État. Mais nul ne s'y intéressait à ce moment. Les milliards coulaient de nouveau, tout montait — les salaires, les prix, les ventes, et — *la dette gouvernementale.* Mais cela ne comptait pas, car nous avions appris par les économistes de Harvard et de Tuft que la dette du gouvernement n'est rien du tout — une chose que nous « *devons à nous-mêmes.* » Nous étions tous embarqués dans une grande croisade pour sauver les libertés et la « *démocratie* » en Europe, à présent prise dans le grand désastre final qui marquait le sommet de toutes ces idées folles qui avaient débouché sur le fascisme et le communisme en Europe, et qui se trouvaient désormais introduites aux États-Unis par le même type d'esprits qui les avaient instillées en Europe.

La plateforme du parti républicain dénonça Roosevelt pour son attisement des flammes de la haine de classes, pour amener le discrédit sur l'appareil judiciaire, fomenter la guerre entre le capital et le travail et pour les impôts qui croissaient, ainsi que la dette et l'embrigadement croissant. On trouvait cependant dans la convention républicaine un certain nombre de délégués, principalement des États de l'Est, dont la position sur la guerre n'était guère différente de celle de Roosevelt. Et ils luttèrent toute une nuit, dans le cadre du comité aux résolutions, en vue d'un point fort engageant le parti à une trajectoire semblable à celle de Roosevelt. Ils furent battus. Le point relatif à la guerre qui fut adopté disait :

> *Le parti républicain est fermement opposé à l'implication de cette nation dans la guerre étrangère. Nous pâtissons encore des effets néfastes de la dernière guerre mondiale, une guerre qui nous a coûté une augmentation de 24 milliards de dollars de notre dette nationale et un bouleversement total de notre système démocratique en addition des pertes en vies humaines et des dégâts irréparables causés à la santé de milliers de nos*

garçons.

L'administration Roosevelt fut dénoncée pour la mauvaise utilisation qu'elle avait faite des vastes sommes réservées à la défense nationale, puis la plateforme déclara :

> *Nous nous déclarons favorables à un établissement prompt, ordonné et réaliste de notre défense nationale, au point tel que nous serons en mesure non seulement de défendre les États-Unis, leurs possessions et les poste avancés essentiels d'attaques étrangères mais également de maintenir en guerre la Doctrine Monroe...Dans l'intervalle, nous soutiendrons toutes mesures de défenses nécessaires et appropriées proposées par l'administration dans ses tentatives tardives de récupérer le temps perdu ;* mais nous déplorons les affirmations explosives émises par le président en direction d'autres gouvernements, qui ne font que mettre notre paix en péril, et nous condamnons toute action et décision de l'exécutif qui pourraient amener à la guerre sans autorisation du Congrès des États-Unis.

Le point exprimait de la sympathie pour toutes les nations non-agressives dont les idées ressemblaient le plus étroitement aux nôtres, et favorisait l'extension à tous les peuples luttant pour la liberté ou dont la liberté est menacée « *d'une aide qui ne sera pas en violation du droit international ou incohérente avec les prérequis de notre propre défense nationale.* »

Avant que la conférence s'assemblât, Roosevelt exécuta une manœuvre politique qui sans aucun doute provoqua un grand embarras parmi les républicains. Il annonça la nomination de Henry L. Stimson, qui avait été secrétaire d'État sous le président Hoover, au poste de secrétaire à la guerre, et Frank Knox, candidat à la vice-présidence aux côtés de Landon en 1936, comme secrétaire à la Navy. Stimson comme Knox n'étaient de fervents supporters de la politique de guerre de Roosevelt. Certains traits ayant lieu à ce

curieux épisode n'ont, à ma connaissance, jamais été racontés en entier. Nous y viendrons en relatant les événements de ces quelques semaines.

Le 15 juillet, la convention nationale démocrate s'ouvrit à Chicago pour désigner un « *successeur* » au président Roosevelt. La grande question présentée à cette convention était bien entendu la désignation du président pour un troisième mandat. Des années plus tard, nombre de ceux qui jouèrent les rôles de premier plan au cours de cette comédie bruyante et truculente racontèrent leur propre histoire de ce qui se produisit, si bien qu'il est désormais possible de raconter la manière dont toute cette affaire fut gérée.

Au cours d'un chapitre précédent, nous avons vu comment Roosevelt, au cours de l'été 1939, avait confié sous le sceau du secret le plus absolu à Jim Farley, à Hyde Park, qu'il ne serait pas candidat à un troisième mandat. Néanmoins, Farley avait commencé à comprendre que Roosevelt serait bien candidat, et qu'il jalonnait le terrain en cette direction sans mettre Farley, Garner ou tout autre dirigeant dans la confidence. Il établissait ses plans astucieusement pour se faire « *rappeler.* » Le mouvement commença au cours de l'année 1939, et les dirigeants en furent Ed Kelly de Chicago et Frank Hague, du New Jersey. Quelque temps plus tard, Harold Ickes et Harry Hopkins proférèrent des demandes publiques pour la désignation de Roosevelt, et par la suite le procureur général Jackson et le sénateur Joe Guffey se joignirent à la clameur publique. Guffey, Hopkins et Tommy Corcoran se mirent à prendre contact avec les dirigeants des États. Il est absolument probable que Roosevelt ne se confia pas pleinement à quiconque parmi eux sauf peut-être Hopkins, mais Ickes, Hopkins, Wallace, Corcoran et Jackson faisaient partie de l'entourage politique de la Maison-Blanche, menèrent la campagne sans le moindre obstacle de la part du président, et savaient, sans qu'il fût nécessaire de leur dire, qu'ils travaillaient en ligne avec ses désirs.

Au mois d'août 1939, lors d'une réunion des *Young Democrats*, Roosevelt affirma que si le candidat désigné par le parti était un

conservateur, ou quelqu'un soutenant le *New Deal* du bout des lèvres, il ne pourrait pas soutenir activement cette candidature, et il indiqua le type de candidat qu'il pourrait soutenir. Arthur Krock écrivit dans le *Times* de New York que « *sa description du candidat idéal ressemble à un auto-portrait.* » Un ou deux jours plus tard, le maire Kelly affirma aux *Young Democrats* qu'« *ils ne devaient pas accepter de "*non*" de la part de Roosevelt.* » Au mois de décembre 1939, le vice-président Garner avait décidé que Roosevelt serait candidat. Il s'était prononcé comme irrévocablement opposé au troisième mandat, et annonça sa propre candidature au titre d'opposition publique à cette idée. Chose curieuse, l'annonce de Garner ne lui attira aucune proposition de soutien de la part d'aucun dirigeant du parti. En Illinois, Ed Kelly, après avoir parlé avec Roosevelt, fit figurer le nom du président dans la primaire de l'Illinois. Roosevelt ne le fit pas retirer. Puis, le 23 mars 1940, Farley déclara qu'il avait consenti à faire figurer son propre nom pour la primaire démocrate du Massachusetts.

Le 1er juillet 1940, deux semaines avant que la convention démarrât, Roosevelt demanda à Farley de lui rendre visite à Hyde Park. Lorsque Farley parvint à la maison, il fut accueilli par la mère du président. Les journaux du matin affirmaient que Jim allait démissionner de la présidence du comité national et rejoindre le monde de l'entreprise. La vieille dame le salua cordialement, et lui demanda s'il y avait quelque chose de vrai dans ces récits. « *Vous savez* », dit-elle, « *je détesterais savoir que Franklin va se présenter à la présidence si vous n'êtes pas dans le coin. J'aimerais être certaine que vous allez aider mon garçon.* » À l'intérieur de la maison, Mme Eleanor Roosevelt reçut Farley, et lui dit qu'elle était choquée à la pensée qu'il ne dirigerait pas les opérations lors de la campagne à venir. Aucun doute n'existait, dans la maison Roosevelt, quant à l'identité du candidat.

Après déjeuner, Farley s'assit avec le président dans son bureau. Roosevelt commença en expliquant qu'il n'avait pas écrit de lettre indiquant qu'il ne serait pas candidat aux alentours du 1er

février, comme il l'avait promis durant l'été précédent. Il affirma que la guerre avait démarré, et que faire une telle déclaration aurait rendu caduque sa position dans le monde et handicapé les tentatives des États-Unis à rendre service à la crise mondiale de manière constructive. Comme nous le verrons, Roosevelt jouait un jeu soigneusement étudié face à Farley. Il secoua la tête tristement et affirma : « *Je ne veux toujours pas briguer la présidence.* »

Il répéta : « *Je ne veux pas me porter candidat,* et c'est ce que je vais affirmer face à la convention. » Il suggéra plusieurs manières de le dire, mais l'implacable Farley, qui apparemment ne se laissait pas duper par cette petite comédie, lui dit qu'il n'aurait pas dû attendre aussi longtemps, qu'il avait, par ses propres manœuvres, tué tout autre candidat et que les dirigeants avaient peur de se lever contre lui, par crainte de subir une punition, et que s'il ne voulait pas se porter candidat, il aurait dû agir comme le général Sherman l'avait fait de nombreuses années auparavant — en faisant une déclaration énonçant : « *Je ne serai pas candidat à l'élection présidentielle si je suis désigné par la convention, et je ne prêterai pas serment si je suis élu.* » Visiblement, Roosevelt ne s'était pas attendu à une telle réponse. Il sombra un moment dans une rêverie, expliqua à Farley que s'il était désigné par la convention, puis élu, il ne pourrait pas en cette période refuser de prêter serment même en sachant qu'il serait mort 30 jours plus tard. Cela mit fin au sujet du point de vue de Farley. Il savait que Roosevelt serait désigné candidat, et ferait campagne. Il déclara au président qu'il avait pris sa décision, et qu'il allait se porter lui-même candidat face à la convention.

Après ceci, la conversation se poursuivit d'une manière des plus singulières, avec trois personnes en présence — Farley d'une part, Roosevelt, l'homme qui n'allait pas se présenter en second, et Roosevelt, l'homme qui avait décidé de se présenter en troisième. Le temps de reprendre son souffle, il se mit à parler des candidats à la vice-présidence. Il écarta Lucas et Stark. Il écarta Bankhead du fait de son trop grand âge et de sa mauvaise santé — car l'homme qui se portait candidat à ses côtés devait être en bonne santé, lui-

même ne sachant pas combien de temps il allait tenir. « *Vous savez, Jim* », dit-il, « *un homme subissant une paralysie peut mourir à tout moment.* » Il semblait penser qu'il n'y avait pas de problème à ce qu'un candidat à la présidence avec une faible espérance de vie pût être élu, mais que le candidat à la vice-présidence devait quant à lui être en bonne santé. Il écarta Maloney du Connecticut, ainsi que Jesse Jones, car sa santé n'était pas excellente non plus. Il ne voulait pas de Rayburn ni de James Byrnes ou Garner. Ayant ainsi discuté de qui pourrait candidater à la vice-présidence à ses côtés, il se mit à ébaucher la lettre qu'il allait écrire à la convention, pour leur dire qu'il ne voulait pas être candidat, et du moment auquel il devrait envoyer cette lettre. Étant ainsi entré dans les détails sur la manière dont il s'auto-éliminerait, il ajouta : « *Sans aucun doute, j'accepterai d'être désigné candidat à la radio, et je m'arrangerai pour parler aux délégués avant qu'ils ne quittent le hall de la convention*[33]. »

Miss Perkins dit qu'elle ne sut jamais avec certitude quand Roosevelt se décida à briguer la candidature, mais que Frank Walker et d'autres responsables de la campagnes savaient vers mars ou avril qu'il y serait prêt « *si les choses pouvaient être traitées de la bonne manière* », mais qu'ils avaient promis le secret absolu. Elle affirma que Harry Hopkins avait été choisi pour s'occuper du quartier général de Roosevelt, car il était devenu familier de nombreux hommes politiques démocrates en administrant les fonds de secours[34]. Il allait s'occuper de toutes les décisions, et disposerait d'un câble privé jusque la Maison-Blanche.

Cordell Hull[35] affirme que Roosevelt, durant tout ce temps, l'avait exhorté à briguer la présidence. Mais Hull avait insisté sur le fait qu'il ne le voulait pas. Nous devons garder à l'esprit que Miss Perkins affirma que Walker et d'autres connaissaient les plans

33. Ibid, p. 257.
34. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », p. 130.
35. Cordell Hull, « *Memoirs* ».

du président dès le mois de mars. Jim Farley avait percé à jour la comédie du président longtemps avant cela. Puis, le 1er juillet, Roosevelt affirma à Farley qu'il ne voulait pas se présenter, et qu'il allait le dire à la convention, en mélangeant à cela une discussion quant à ses plans sur la manière de se présenter, qui serait son vice-président, et comment il allait accepter d'être désigné candidat à la radio. Le 20 juin, Hull vit le président, qui l'exhorta une fois de plus à se présenter. Puis, le 3 juillet, deux jours après qu'il eut raconté à Farley comment il pourrait accepter la nomination du parti démocrate lorsqu'elle serait annoncée, Roosevelt invita Hull à déjeuner. Il affirma à Hull comment il allait dire à la convention qu'il ne voulait pas se porter candidat, suite à quoi, affirma Roosevelt, « *c'est vous qu'ils vont désigner.* » Il demanda l'opinion de Hull quant à la lettre qu'il se proposait d'écrire. Hull répondit qu'une telle lettre ne retarderait pas la nomination de Roosevelt pendant plus d'une minute. Là-dessus, Roosevelt se mit immédiatement à discuter de ses propres chances d'être élu, et il s'ensuivit une conversation bizarre au cours de laquelle il discuta alternativement de qui se présenterait aux côtés de Hull pour la vice-présidence, et de ses propres plans pour se porter candidat. Hull dit qu'il savait dès lors que le président avait décidé d'être candidat [36]. Hull ne savait pas que Roosevelt avait raconté à plus d'un que Hull ne ferait pas l'affaire, qu'il était « *par trop partisan du libre échange* » et qu'« *il était trop vieux et trop lent.* »

Roosevelt ne dupa personne. Mais pourquoi essaya-t-il ? Il construisait l'illusion du « *rappel* » et s'employait à créer des témoins de cette comédie.

La convention s'ouvrit dans une humeur plutôt sombre. Jim Farley y était, toujours président du comité national, appelant la convention à s'ouvrir. Les délégués, à quelques exceptions, n'étaient guère que des pions entre les mains des dirigeants, et les dirigeants n'étaient guère que des marionnettes entre les mains du président.

36. Ibid.

Néanmoins, la plupart des délégués ne savaient pas quelle était l'intention. Ils ne savaient pas pour qui ils étaient supposés voter. Et ils n'aimaient guère la situation. Miss Perkins fut choquée, en se rendant à Chicago, de l'amertume qui régnait dans les couloirs lorsque les candidats potentiels à la présidence et les délégués qui leurs étaient favorables se mirent à comprendre que le président allait vraiment se porter candidat. Les dirigeants, dit-elle, ne savaient pas ce qui se passait. Ils étaient en colère du fait de la purge. Nombre d'entre eux restaient très gênés du fait de la lutte contre la Cour Suprême. Nombre d'entre eux pensaient que nous avions eu plus qu'assez du *New Deal.* Les délégués savaient que John Garner avait refusé de se porter candidat comme vice-président pour un troisième mandat. Il n'était même pas présent à Chicago.

Edward J. Flynn, qui allait prendre la suite de Farley comme président national, affirma : « *La convention à Chicago n'a pas été un rassemblement très enthousiaste,* » et « *les dirigeants politiques ont pensé que l'on commettait une erreur, que jamais auparavant le sujet d'un troisième mandat n'avait été essayé.* » Ils ne savaient pas comment les choses allaient se passer. Ils pensaient que « *l'ambition du président pour un troisième mandat était soutenue fortement par les machines politiques.* » Il décrivit les dirigeants de l'organisation comme amers. « *Je pense qu'il n'est que justice que d'affirmer* », dit-il, « *que la majorité des délégués présents à Chicago n'ont pas été enthousiastes pour la re-nomination du président, même s'ils ont pensé que s'ils ne prenaient pas cette option, le parti serait si désespérément divisé qu'aucun candidat n'aurait eu la moindre chance de l'emporter.* » En considérant les événements rétrospectivement, il affirma la certitude que les dirigeants « *n'ont pas soutenu Roosevelt par motivation ou affection, ou par suite de quelque sujet politique, mais plutôt parce qu'ils savaient que s'opposer à lui serait dommageable à leur organisation locale*[37]*.* »

Harry Hopkins était présent, bien entendu, mais on ne le vit

37. Edward J. Flynn, « *You're the Boss* », pps. 156,157.

guère. Il avait établi son QG dans les chambres 308 et 309 du *Blackstone Hotel*, avec une ligne directe jusque Roosevelt. Il était en communication constante avec le président, quant à chaque action qui était entreprise. Avec lui, on trouvait des collaborateurs aussi mal assortis que le *boss* Ed Kelly et le *boss* Frank Hague, ou encore David K. Niles, un attaché de la Maison-Blanche, qui détestait de longe date les gens comme Kelly ou Hague. Un flux constant de dirigeants d'États se déversait dans les chambres louées par Hopkins, qui venaient prendre leurs instructions. Selon Miss Perkins, le travail consistant à prendre contact avec les dirigeants et de leur communiquer les intentions du président était assigné à Frank Walker. Le président n'était pas candidat, mais devait être « *rappelé,* » et chacun des délégués comprit bien entendu qu'il ne s'agissait là que d'une pure comédie.

Alors que la convention s'ouvrit sur les airs joués par l'orchestre, et avec Farley tambourinant du marteau, la plupart des sièges des délégués restèrent vides. Une voix solitaire s'éleva : « *Nous voulons Roosevelt.* » Farley présenta le maire de Chicago, Ed Kelly, qui allait officiellement accueillir les délégués. Le maire conclut sur ces mots : « *Notre bien-aimé président, Franklin D. Roosevelt.* » Un délégué de l'Oklahoma en costume blanc sauta sur ses pieds, agita la main, et environ la moitié des délégués se levèrent et applaudirent.

Le lendemain, les vrais feux d'artifice commencèrent. Le sénateur Alben Barkley, président permanent de la convention, prononça son allocution. Lorsqu'il eut terminé le discours formel, il se racla la gorge et dit : « *Et maintenant mes amis, j'ai une déclaration supplémentaire à faire au nom du président des États-Unis.* » Le silence tomba sur la convention. Farley savait déjà ce qui allait suivre. Le président lui avait téléphoné durant la nuit précédente, et avait dit : « *Je voulais vous dire qu'Alben dispose de la déclaration dont nous avons parlé. J'ai décidé que le mieux à faire était de la prononcer une fois établie l'organisation permanente.* »

Barkley poursuivit :

> *Moi-même, ainsi que d'autres amis proches du président, savons depuis longtemps qu'il ne désire pas redevenir candidat. Nous savons également qu'en aucune manière il n'a exercé la moindre influence quant à la sélection des délégués, ou quant à l'opinion des délégués présents à cette convention. Ce soir, sur demande spécifique et avec la permission de votre président, j'expose ce simple fait clairement à la convention. Le président n'a jamais eu, et n'a pas aujourd'hui le moindre désir ou dessein de continuer d'occuper les fonctions de président, d'être candidat à ce poste, ni d'être désigné candidat à ce poste par cette convention. Il désire avec ferveur et sincérité établir clairement que tous les délégués de la présente convention sont libres de voter pour n'importe quel candidat. Tel est le message que je vous apporte ce soir de la part du président des États-Unis, par l'autorité de sa parole.*

Pas une seule syllabe quant à *ne pas vouloir se représenter*, pas une seule ligne pour dire aux délégués de *choisir un autre candidat* et *se retirer complètement de la course* ; tout juste qu'il « *ne* désire *pas occuper les fonctions de président ou être désigné candidat.* » Les délégués étaient rendus libres de voter pour tout candidat, cependant que chaque personne présente à la convention savait que Harry Hopkins, un résident de la Maison-Blanche et alter ego du président, Frank Walker et les membres de son cabinet présents assuraient tous aux dirigeants que si le président était désigné candidat, il ferait campagne pour la présidence. On comptait 1094 délégués à la convention, c'est-à-dire 1094 hommes politiques qui comprenaient la langue de la politique lorsqu'ils l'entendaient. Il n'était pas nécessaire que quiconque traduisît le texte pour eux. Tout comme Farley avait su le 1er juillet, lorsque Roosevelt lui avait dit qu'il ne voulait pas être candidat, qu'il avait vraiment décidé de se porter candidat, tous ces délégués en masse, sur le champ

pour certains et après un moment de réflexion pour d'autres, comprirent précisément ce que le président voulait dire, et ce qui était attendu de leur part.

Mais les organisateurs n'avaient rien laissé au hasard. Ed Kelly avait reçu pour tâche la responsabilité de gérer les démonstrations. Au sol, bien entendu, et au-dessus des têtes de chaque délégation, on trouvait référence aux noms des États dont ils provenaient. Kelly avait préparé une collection de pancartes en doublon, et un groupe de costauds, bien musclés, issus des entrepôts et d'autres districts de Chicago, étaient mobilisés dans l'ombre. Des hauts-parleurs puissants étaient positionnés tout autour du hall, dont les câbles étaient reliés sous terre où se trouvait le commissaire des égouts de Chicago. Lorsque Barkley termina son message, il fallut un moment aux délégués pour comprendre, mais seulement un moment. À ce moment, la voix des égouts se fit entendre, et depuis les hauts parleurs, la voix jaillit sur le parterre : « *Nous voulons Roosevelt.* » Elle poursuivit : « *La Pennsylvanie veut Roosevelt ! La Virginie veut Roosevelt ! New York veut Roosevelt ! Le Massachusetts veut Roosevelt !* » et ainsi de suite, État par État. Et alors que la Voix jaillissait, les brutes sortaient de l'ombre avec la fausse bannière des États, et venaient parader dans le hall. Les délégués, qui à présent criaient et applaudissaient, se soumettaient, hormis certaines délégations qui vivaient mal l'apparition de la fausse bannière de leur État en train de parader dans le hall. Plusieurs empoignades se produisirent lorsque des délégués tentèrent de récupérer ces bannières, mais les brutes en marche, avec leurs fausses bannières commencèrent à s'aligner le long de la scène, face au sénateur Barkley tout sourire, qui venait tout juste de désigner Roosevelt comme candidat à la présidence, et à chaque bannière qui passait, Barkley se penchait et l'embrassait. Tout se termina alors et les délégués, ayant rapidement traduit la fausse dénégation de Roosevelt, déclarèrent à la perfection leur compréhension de ce que voulait l'homme.

Le problème suivant auquel furent confrontés les organisateurs

du « *rappel* » était de savoir comment le formuler. Ils ne voulaient pas que Roosevelt fût formellement désigné comme candidat. Cela aurait pu le confronter à la nécessité de refuser. Leur premier dessein avait été de faire lever la question par le premier délégué appelé au vote nominal, celui de l'Alabama, et de lever la suite des appels par noms en procédant à une désignation de Roosevelt par acclamation. Mais Farley trancha contre cette option, du fait que cela aurait constitué une violation des règles, et qui plus est, en regardant ceux qui la proposaient de manière assez significative, il affirma : « *Si vous faites cela, il ne sera pas nécessaire de passer par une élection.* » Divers autres plans avaient été suggérés. En fin de compte, ils furent contraints de tenir une nomination standard, qui fut faite par le sénateur Lister Hill de l'Alabama.

Le sénateur Wheeler disposait d'un quartier général pour soutenir sa candidature à la présidence, mais l'objectif principal de Wheeler était de disposer d'une place sur la plateforme qui porterait quelque espoir de rester hors de la guerre, et il obtint une place qui le satisfaisait, si bien qu'il sortit de la course. Farley, cependant, se battit farouchement jusqu'au bout. Il fut désigné par Carter Glass, qui était désormais un vénérable patriarche du parti, et dont le discours de désignation fut ponctué par des huées et des cris. Ed Flynn avait tenté d'amener Farley à se retirer de la course. Farley avait refusé. Il avait dit : « *N'ayez pas l'impression que je me porte candidat à la présidence. Chacun sait que le président dispose des voix, mais ils essayent de monter une comédie pour faire apparaître au monde qu'il s'agit d'un rappel unanime. Je suis déterminé à laisser savoir aux gens que je suis opposé à un troisième mandat, et cette manière est la seule que j'aie de le faire.* »

Roosevelt fut bien entendu désigné comme candidat. Lors de l'appel aux voix nominal, le résultat fut de 946 ½pour Roosevelt, 72 ½pour Farley, 61 pour Garner, 9 ½pour Tydings et 6 pour Hull. Farley, à la fin de l'appel aux votes, et avant que le résultat fût annoncé, changea, pour que le vote devint unanime. C'est ainsi que le président fut « *rappelé* » par son parti.

Mais c'est seulement ici que survint l'épisode le plus perturbant — le choix d'un candidat à la vice-présidence. Il ne manquait pas d'aspirants espérant — le sénateur Bankhead, le présentateur Rayburn, Paul McNutt, Jesse Jones, Lloyd Stark, gouverneur du Missouri, et d'autres encore. Les délégués pensaient que cela au moins était un choix qui restait ouvert. Avant son départ de Washington, Miss Perkins[38] avait discuté du sujet de la vice-présidence avec Roosevelt et après avoir rejeté divers noms, elle avait demandé à Roosevelt s'il pensait que Henry Wallace ferait l'affaire. Roosevelt y réfléchit, et répondit qu'il pensait que Wallace pourrait renforcer sa candidature, et qu'il serait à la hauteur si quelque chose arrivait au président, car il n'était pas isolationniste.

Cependant, à la convention, nul ne semblait savoir qui Roosevelt voulait comme vice-président. La bataille royale entre les candidats à la vice-présidence se fit assez âpre. Ce sujet se présentant à la suite de la nomination de Roosevelt, au cours de laquelle les délégués avaient bien senti qu'ils étaient utilisés comme des pions, de la désaffection de Garner, puis du retrait de Jim Farley, ils étaient d'une humeur noire. Miss Perkins affirma que le sentiment était amer, ce qui est une manière polie de dire les choses. Elle affirma que Bob Allen (de l'équipe éditoriale de Pearson et Allen) vint la voir dans un état très énervé, pour lui dire que la situation était terrible. Elle allait se terminer sur une montée terrifiante de la détestation de Roosevelt au sein du parti démocrate, selon lui, et il voulait qu'elle appelât Roosevelt pour l'exhorter à se présenter à la convention.

Elle appela Roosevelt, lui fit part de l'amertume, de la confusion, des combats qui avaient failli éclater et l'exhorta à venir à Chicago pour s'adresser aux délégués. Il refusa, mais suggéra qu'Eleanor pût faire le déplacement, et elle le fit. Il s'enquit de la course à la vice-présidence. Elle lui fit part de la confusion et du sentiment de malaise qui régnait, et l'exhorta à prendre sa décision et

38. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », pps. 130-134.

à mettre fin à la lutte entre candidats. Il répondit qu'il n'avait pas encore décidé, et s'enquit de Wallace. Il n'y avait aucun signe d'une campagne menée par Wallace, mais elle l'avait poussé à s'y mettre. Il se mit à en parler, parlant plus ou moins à lui-même, et conclut en disant : « *Oui, je pense que ce serait mieux qu'il s'agisse de Wallace. Oui, ce sera Wallace. Je pense que je vais m'y tenir,* » et il lui demanda de le faire savoir à Harry Hopkins. Hopkins fut surpris en l'apprenant. Il appela le président pour vérifier, puis déclara aux journalistes que ce serait sans doute Wallace. Le matin du 18 juillet, Roosevelt appela Farley et lui fit part de la nouvelle. Lorsque celle-ci se répandit, elle provoqua une nouvelle déflagration. Ickes affirma qu'il s'agissait d'un satané affront. Jesse Jones était ulcéré. Les autres candidats étaient indignés. Les délégués ne voulaient pas de Wallace et se montrèrent très peu corrects pour le faire savoir. Ed Kelly appela la Maison-Blanche et exhorta à ce que Byrnes fût nommé, mais le président n'était pas d'accord. De nombreux dirigeants voulaient continuer de se battre, mais les candidats se retirèrent, de dégoût, l'un après l'autre. Lorsque Wallace fut nominé, les délégués poussèrent des cris et ils continuèrent de crier à chaque mention de son nom. Ed Flynn s'adressa au parterre et affirma aux délégués que le président voulait Wallace. Le sénateur Lucas dit la même chose dans un discours, et chacun d'eux fut accueilli par des cris.

Dans le même temps, Mme Roosevelt arriva en avion, et Farley l'introduisit face à la convention. Elle prononça un discours digne, exprimant avec beaucoup de gentillesse sa profonde gratitude envers Farley pour tout ce qu'il avait fait — chose dont Farley dit qu'il n'en avait jamais entendu le premier mot de la bouche de Roosevelt. Lorsque Mme Roosevelt arriva, cependant, elle reconnut que la nomination de Wallace était une erreur. Elliott Roosevelt fit une apparition pour protester contre cette nomination, et affirma à Farley que si ce dernier nominait Jones, il prononcerait un discours pour le seconder. Mme Roosevelt téléphona à son mari. Elle lui dit qu'elle était d'accord avec Farley sur l'idée que Wallace ne ferait

pas l'affaire. Roosevelt lui dit de lui passer Jim. Il dit à Farley : « *J'ai donné ma parole à Wallace. Qu'est-ce que vous faites quand vous donnez votre parole ?* » C'était une terrible question à poser à Farley de la part de Roosevelt. Farley fit une réponse aussi cassante qu'un coup au visage : « *Je la tiens !*[39] »

Cette convention se retrouvait désormais au bord de la rébellion. Elle n'avait pas encore reçu la réponse de Roosevelt quant à savoir s'il allait « *consentir* » à son « *rappel.* » À son retour à Washington, à la Maison-Blanche, Roosevelt prépara avec Sam Rosenman le brouillon du discours qu'il allait prononcer à la radio pour accepter cette nomination. La Maison-Blanche fit savoir, par Steve Early que le président ne ferait aucune déclaration ni aucun discours avant la fin des travaux de la convention, et Early reconnut que cela signifiait « *avant que Wallace soit désigné* »[40].

Le vote commença dans le tumulte. Les délégués et spectateurs étaient incontrôlables. Le scrutin fut tenu au milieu de cris et de huées. Mais en fin de compte, le fouet du *Boss* fonctionna. Wallace reçut 627 $^{7}/_{10}$, Bankhead 327 $^{4}/_{15}$. D'autres voix étaient éparpillées entre Farley, Lucas, Jones, Barkley et d'autres. Wallace avait préparé un discours d'acceptation, mais le sentiment était si mauvais qu'il ne le prononça pas. Il resta hors de la convention.

Apparemment, la décision prise par Roosevelt de retenir Wallace était réellement une décision de la onzième heure. Tout indique qu'il voulait Hull comme vice-président. Cela aurait permis de faire d'une pierre deux coups. Il aurait aimé se débarrasser de Hull au poste de secrétaire d'État, mais aurait été content de l'avoir comme vice-président au Sénat, où il aurait pu servir sa politique plus efficacement en gardant l'emprise sur les sénateurs du Sud. Mais Hull pensait qu'il devait être président, ou rien. Hull avait dit à Farley qu'il estimait qu'« *il était traité injustement par ce gars en ne laissant pas mon nom apparaître à la convention.* » Hull dit : « *Il a*

39. James A. Farley, « *Jim Farley's Story,* » p.300.
40. Ross T. McIntire, « *White House Physician* » (Putnam, 1946), p. 125.

essayé tout ce à quoi il avait pu penser pour m'amener à prendre la vice-présidence. Il a argumenté et souri. Puis il a souri et argumenté. J'ai dit Non, par Dieu et par Dieu, non et c'est tout ce qu'il y a à en dire. J'ai eu l'impression qu'il essayait de me forcer la main[41] ».

Quant à Farley, Ed Flynn et d'autres essayèrent de l'amener à rester président national, mais il refusa résolument, et démissionna à la fois de ce poste, et de celui de Postmaster General. Ed Flynn fut nommé président national, et Frank Walker prit le second poste.

Roosevelt fut élu. Aux yeux des non-initiés, les républicains semblaient disposer d'une opportunité en or — les démocrates divisés, de nombreux dirigeants affirmant qu'ils « *ne se déplaceraient pas,* » d'autres encore soutenant le candidat républicain, la résistance naturelle à un troisième mandat, l'échec de toutes les politiques de Roosevelt, sa violation de chacun des promesses qu'il avait faites, ses impots et sa dette ainsi que les anxiétés créées par ses politiques syndicales, sans parler de la division au sein des syndicats eux-mêmes, avec John L. Lewis exhortant ses mineurs à voter pour Willkie. Mais tout ceci faisait fi du nouvel alignement. Roosevelt tenait le Sud, et il ne lui fallait récupérer que 109 votes de grands électeurs sur les 374 du Nord. Et il lui suffisait de quatre États pour les récupérer, et dans ces États, on trouvait les importantes minorités qui avaient totalement été capturées par Roosevelt sur le sujet de la guerre. Ce phénomène, couplé au vote rémunéré et aux grosses machines des villes dans ces mêmes États, suffisait à sécuriser son élection. Roosevelt eut 449 voix, Willkie seulement 82. Malgré tout, l'élection fut plus étroite que ne le suggèrent ces nombres de grands électeurs. De nombreux grands États ne se prononcèrent en faveur de Roosevelt que par une modeste, voire courte majorité. On ne saura jamais ce qui aurait pu se produire si un autre candidat que Willkie avait été désigné par les républicains.

Un incident se produisit au cours de ce combat, qui illustre

41. James A. Farley, « *Jim Farley's Story,* » p. 233.

avec un éclat lumineux les extrémités auxquelles un homme sous l'influence d'une overdose d'ambition est prêt à recourir, et à quel point il peut frôler son objectif à cet égard. Lorsque Hitler frappa la Pologne, au mois de septembre 1939, Roosevelt rassembla les dirigeants démocrates et républicains du Congrès à la Maison-Blanche pour envisager une loi, et il invita Alfred Landon et Frank Knox, les candidats désignés des républicains en 1936, à participer également. Alors qu'il était à Washington, Landon apprit que Roosevelt avait pour projet de l'inviter, lui et Knox, à rejoindre son cabinet. Quelques jours plus tard, Landon déclara publiquement que Roosevelt devait se retirer de la course pour un troisième mandat dans l'intérêt de l'unité nationale. Peu après, Knox se vit proposer un poste au cabinet, mais pas Landon. Knox affirma que sans Landon, il n'intégrerait pas le cabinet, mais continua de rendre visite à Roosevelt.

Le 13 mai 1940, trois semaines avant la convention républicaine, Frank Altschul, le beau-frère du gouverneur Lehman, appella Landon et lui demanda s'il accepterait une invitation à la Maison-Blanche pour discuter avec le président. Landon accepta, et le lendemain, le général « *Pa* » Watson, l'aide militaire de Roosevelt, câbla une invitation à déjeuner à Landon pour le 22 mai. Cependant, Landon dit à Watson qu'il lui envoyait une copie du discours qu'il s'apprêtait à prononcer pour critiquer la politique étrangère du président, et qu'il pensait que le président devait en voir une copie. Il envoya le discours. Frank Knox disposait également d'une copie de celui-ci. Il téléphona à Landon. Il affirma qu'il allait ruiner sa carrière et son parti s'il prononçait ce discours : *vous ne devriez pas critiquer le président.* Cependant, Landon prononça le discours, et reçut un second câble de Watson, confirmant le déjeuner. Il partit pour Washington, et fit un arrêt à New York. Il y prit part à un dîner en compagnie de quatre journalistes politiques renommés. Ils lui dirent : « *Nous ne savons pas si vous le savez ou non, mais le parti républicain fait face à une débâcle.* » La débâcle était le plan que Roosevelt façonnait pour mettre littérale-

ment le parti hors d'état de fonctionner, en incitant ses dirigeants à ne pas contester son élection. Des commentateurs comme Dorothy Thomson et H.V. Kaltenborn ainsi que d'autres commentateurs favorables à la guerre appelaient les républicains à ne pas remettre l'élection en cause. Et Roosevelt avait pour dessein d'amener les candidats républicains à la présidence de 1936 à intégrer son cabinet, aux postes de secrétaire à la guerre et de secrétaire à la Navy. Il pensait que cela aurait pour résultat de tellement démoraliser les plus agressifs des dirigeants du parti que ceux qui se prononçaient pour une entrée en guerre directe pourraient contraindre le parti à laisser l'élection se passer comme elle avait commencé. L'idée avait sans aucun doute été vendue à Frank Knox. Il était en contact fréquent avec Roosevelt, et usait de son influence pour persuader Landon d'intégrer le cabinet, et il avait dit à ce dernier qu'il ne devrait pas critiquer le président.

Alors que la situation se levait sur Landon, il prépara une déclaration pour les journaux sur le champ, selon laquelle quels que soient les événements, une élection devait être tenue. Les journalistes dirent : « *Vous savez que ceci va provoquer l'annulation de votre déjeuner.* » Et lorsque Landon se rendit à Washington le lendemain, il reçut un coup de téléphone de la part de M. Altschul disant que le général Watson l'avait appelé et lui avait demandé de prendre contact avec Landon pour annuler son rendez-vous à déjeuner avec le président. Il voulait que Landon prît la responsabilité d'annuler le déjeuner. Watson avait suggéré que Landon pourrait dire qu'il se sentait subitement malade, et devait immédiatement rentrer chez lui. Landon répondit : « *Je ne vais certainement pas faire une telle foutue chose.* » Et il fit une déclaration à Arthur Evans, de la *Tribune* de Chicago, affirmant : « *Je suis venu ici sur invitation du président et je rentre chez moi sur son invitation. Je reviendrai lorsque mon président le voudra.* » Il convoqua alors une conférence de presse pour 10h00. Alors que celle-ci se préparait, il reçut un coup de téléphone de la part du président. Roosevelt déclara : « *Alf, entre Altschul et Watson, ils nous ont brouillés.* »

Il dit à Landon de venir à déjeuner. Roosevelt, bien entendu, ne proposa pas à Landon la place au cabinet, mais il parla de tenir de nouvelles rencontres. Puis Landon déjeuna avec Knox. Knox parla de la terrible menace nazie envers nos institutions. Landon affirma : « *Je pense qu'un troisième mandat du président constitue une plus importante menace envers nos institutions que quoi qu'il puisse se produire depuis l'extérieur. Si nous entrons au cabinet, autant annuler les élections. Mais il devrait y avoir un* qui pro quo. *PAS DE TROISIÈME MANDAT.* » Knox dit, « *Alf, il ne peut pas se porter de nouveau candidat. Il est dans une forme physique terrible. Le président m'a dit la semaine dernière : "*Regardez-moi, Frank, je ne pourrais pas faire campagne pour un troisième mandat, quand bien même le voudrais-je.*"* » Et Knox lui prit la main pour illustrer la manière donc la main de Roosevelt tremblait [42].

Cependant, Roosevelt n'abandonna pas son plan. Mais l'idée d'une élection incontestée dut être abandonnée. Avec leurs candidats de 1936 partis visiter le camp du président, les républicains auraient été en position très embarrassante. Mais juste au moment où la convention républicaine s'apprêtait à commencer, Roosevelt annonça que Stimson et Knox étaient nommés secrétaires à la guerre et à la Navy. Pour faire cela, Roosevelt avait dû utiliser des méthodes autoritaires au sein de sa famille officielle. Aux alentours du 16 juin, il avait envoyé Watson voir Woodring pour dire qu'il voulait que Woodring se joignît à Morgenthau pour vendre ou transférer divers avions de l'armée à la Grande-Bretagne. Woodring avait répondu ne pas pouvoir faire cela, sauf si cela pouvait être mené sans affecter nos défenses. Woodring avait discuté ce sujet avec le département et avec les généraux, et leur avait promis qu'il tiendrait sa position. Lorsque la demande de Watson fut répétée, Woodring refusa de rencontrer Morgenthau. À peu près au même moment, lors d'une réunion du cabinet, le président proposa de transférer 50

42. Je dispose d'une lettre du gouverneur Alfred Landon qui confirme ces faits.

destroyers à la Grande-Bretagne. Roosevelt affirma au cabinet qu'il avait réglé le sujet avec le procureur général. Lors de la réunion du cabinet, Edison, le secrétaire de la Navy, protesta, au grand dépit du président. John Garner, en décrivant par la suite cet incident, affirma que le procureur général Jackson était venu le voir (Garner) après la réunion, et avait dit que « *malgré la déclaration prononcée selon laquelle il avait approuvé la vente et la tenait pour légale, il n'avait pas pris de telle décision.* » Garner lui dit qu'il aurait dû lever la voix.

Cependant, le refus par Woodring d'approuver le transfert d'avions et la protestation d'Edison quant à la vente de destroyers scellèrent leurs deux destins. Watson écrivit à Woodring une lettre affirmant que le président aimerait se voir proposé sa démission. Woodring envoya sa démission accompagnée d'une longue lettre, dont le contenu est resté depuis soigneusement privé. Roosevelt, perturbé par la lettre, offrit à Woodring un poste d'ambassadeur, que ce dernier refusa. Roosevelt lui écrivit de nouveau et Woodring ne répondit jamais à cette dernière lettre. Le président fit nommer Edison par Hague au poste de gouverneur du New Jersey. Ceci dégagea la voie pour nommer Stimson et Knox.

2.10 Henry Wallace

Qu'en était-il de l'homme qui venait d'être porté vice-président des États-Unis, juste à l'arrière de la présidence assurée par un homme dont la santé portait à question jusque pour lui-même ? La santé de Henry était à peu près le seul critère qui l'avait qualifié pour devenir vice-président, puis président.

D'où la pression en faveur de Wallace était-elle venue ? Miss Perkins pense avoir été la première à évoquer son nom. Edward J. Flynn dit que l'affaire fut discutée avant qu'ils quittassent Washington et se missent d'accord. Miss Perkins, qui est honnête, ne peut pas se tromper lorsque elle évoque avoir téléphoné au pré-

sident depuis Chicago et qu'il n'avait pas encore pris sa décision au sujet de Wallace. L'ensemble de son récit laisse l'impression qu'il n'était pas vraiment sûr de lui, et de nombreux autres éléments renforcent le soupçon selon lequel la pression avait été exercée par d'autres sources, et que Roosevelt y céda avec certaines appréhensions. Nous pourrions conclure, sur la base du témoignage de Hull, que le vrai candidat de Roosevelt était Hull, qui dit que le président l'avait littéralement bousculé pour qu'il se fît candidat. Hull était un spontané. Cela l'aurait fait quitter le département d'État, où il était un enquiquineur, et l'aurait porté au Sénat, où il aurait pu être utile. Certainement Roosevelt opta-t-il pour Wallace après que Hull refusa.

Wallace était un être qui se prenait très au sérieux. Et pourtant, on trouvait en lui une bonne dose de comédie — de grandes traînées bizarres sur son maquillage qui auraient suscité des rires au théâtre, mais qui n'apportent aucun caractère comique ou joyeux à son caractère, et que l'on ne saurait considérer comme drôle, même avec l'imagination la plus poussée, au vu du contexte sombre des événements de l'époque. On l'a dépeint comme un mystique vague et peu réaliste, mi-scientifique, mi-philosophe, avec d'autres ingrédients qui le feraient ressembler, dans une bande dessinée, au personnage du professeur doté d'un filet à papillons.

Wallace naquit en 1888 dans une ferme de l'Iowa, mais il s'agit de la ferme d'un riche exploitant agricole qui disposait d'une maison à la ville en plus de celle au milieu des champs de maïs. Il fit ses études au *State Agricultural College*, en sortit à l'âge de 22 ans et travailla pour le compte du journal le *Wallace's Farmer*, qui avait été fondé par son grand-père. En 1921, son père partit pour Washington occuper le poste de secrétaire à l'Agriculture, et Henry devint éditeur du *Wallace's Farmer*, une riche propriété éditoriale. Il conserva ce poste jusque 1931, année où le journal, criblé de dettes, échappa aux mains de la famille, ce qui lui fit perdre son emploi. Deux années plus tard, il fut nommé secrétaire à l'Agriculture par Roosevelt. Ainsi, il commença sa carrière po-

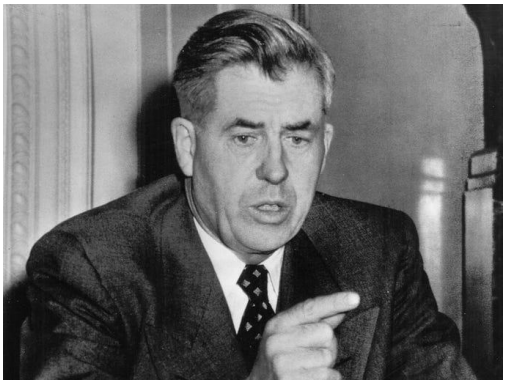

FIGURE 2.2 – Henry Wallace en 1947

litique par un poste haut-placé. Il n'avait aucune réputation dans le pays, n'avait apporté aucune preuve d'éminence en tant qu'éditeur, auteur, homme d'affaires ou homme politique, ce qui rendait étrange sa désignation — qui apparaît d'autant plus étrange au vu du fait qu'il était notoirement membre du parti républicain. Une fois à Washington, on le considéra comme un personne peu pratique, qui attirait quelque peu l'échec, et se laisser bercer par des idées étranges, et il y avait une forme de consensus quant à l'opinion du *Sun* de Baltimore qui le décrivit comme « *l'un des personnages les plus admirables et les plus ridicules du New Deal.* »

L'*Agricultural Adjustment Administration* — l'AAA — avait en particulier était engendrée par Wallace, et contribua autant que la NRA à apporter discrédit et même railleries sur l'administration Roosevelt. Il ne serait pas exact d'affirmer que Wallace, à cette période, était de gauche. L'homme était quasiment sans aucune opinion politique affirmée. Il n'était absolument ni républicain, ni démocrate de l'école orthodoxe. Son républicanisme était un simple héritage de son père et de son grand-père. Il faut établir une distinction entre la philosophie de nombreux hommes qui se jettent

sur des expériences étranges et bizarres dans la vie économique, et la philosophie du communisme ou du socialisme modernes. Mais Wallace avait fait entrer des hommes comme Tugwell au département, au poste de sous-secrétaire à l'agriculture. Une chose qui est bien avérée sur Wallace est sa pose laborieuse visant à passer pour un intellectuel. Et au contact de Tugwell, il avait rencontré un esprit qui était vif, occupé, largement enrichi par l'histoire économique et sociale, et aussi sûr de soi qu'on peut l'être. Il est tout à fait certain que l'esprit de Wallace, errant au milieu des incertitudes, se fit peu à peu infecter par un Tugwell bien plus compétent avec la théorie de la planification d'État pour le bien-être de tout le peuple. Il est tout à fait aussi clair qu'il ne perçut pas sur le moment l'affinité essentielle entre la planification d'État, le fascisme et le communisme ; qu'il ne comprit pas que ces trois concepts relevaient de la même unique et grande philosophie générique. Une fois adoptée cette position, Wallace évolua lentement et à tâtons, peu à peu, vers la philosophie des planificateurs sans, je pense, s'abandonner totalement à elle jusqu'à la veille de sa nomination comme vice-président, et sans comprendre à ce moment les pleines implications de ce changement. Farley affirme que Wallace, juste avant la convention de 1940, exprima des craintes selon lesquelles Roosevelt allait trop loin sur la gauche. Cela résultait probablement du fait que Wallace ne comprenait pas que les avocats de la planification d'État étaient sérieusement orientés à gauche. Mais de ce point, il allait rapidement bouger. S'adonnant à de rapides changements de philosophies, Wallace pouvait en attraper une nouvelle au vol, comme un acrobate saute et attrape un trapèze en plein air, et adopte la trajectoire de celui-ci une fois qu'il l'a saisi.

Pour comprendre ce qui rendait dangereux cet homme, il faut considérer un autre trait de sa nature — son intérêt pour le mysticisme. On trouve chez Wallace une forte tendance vers le religieux. Le début de sa vie avait été marqué par l'église présbyterienne, mais à l'université, il était devenu pour un temps quelque peu sceptique — mais seulement pour un court intervalle — puis s'était tourné

de nouveau vers ce qu'il appelait « *la nécessité de croire en Dieu, imminent et transcendant.* » Il estimait que le presbytérianisme, sévérement logique et critique, ne correspondait pas à ses aspirations et il se mit à fréquenter l'Église catholique romaine, attiré par son riche rituel et l'attitude dévote de la congrégation. Il aimait la génuflexion, l'agenouillement, le signe de la croix, l'adoration silencieuse et il se mit à s'intéresser aux dogmes. Ceux-ci le repoussèrent après un temps, et, chose plutôt intéressante, c'était ce qu'il appelait une méthode de raisonnement scolaire, avec son insistance intransigeante sur les processus sévères de la logique, qui le repoussa, si bien qu'il changea de nouveau pour la Haute église épiscopale, où il trouva l'atmosphère chaude, apparemment rituelle, sans l'insistance lourde et insistante des dogmes sous-jacents au rituel.

Il est tout à fait certain que son âme n'en arriva en aucune manière à trouver le repos dans le confort plaisant et assuré de la haute-église, si bien qu'il se mit à errer de culte en culte, les testant tous, cherchant la sorte de dieu dont il pouvait se rapprocher, avec lequel il pouvait communier. De fait, on pense qu'il élabora un projet alimentaire en étudiant les principes économiques de Confucius[43]. Plusieurs journalistes qui ont écrit des articles à son sujet disent qu'il s'était essayé au bouddhisme, au confucianisme et aux mystères et aux croyances de l'Orient, et qu'il avait étudié l'astrologie et savait lire les horoscopes.

Dans l'intervalle, il avait bricolé avec les concepts économiques. Mordecai Ezekiel, qui croyait en la planification d'État aussi fermement qu'Adolf Hitler, et qui avait un plan assurant à chacun 2500 $ par an, un emploi pour tous et la sécurité du berceau à la tombe, était son conseiller économique au sein du département de l'agriculture. Il ne fut donc nullement surprenant qu'après que Wallace eut occupé un certain temps le poste de secrétaire à l'agriculture,

43. L'auteur fait sans doute une référence indirecte au 1er travail de Confucius, gardien dans un grenier d'État https://www.unza.zm/confucius/about/confucius,NdT

exposé aux Tugwell et Ezekiel et aux exhortations intérieures de sa propre soif mystique, il ait affirmé le 7 décembre 1933 au *Federal Council of Churches*, que peut-être la chose vers laquelle nous devrions nous diriger ressemblait aux anciennes théocraties. Il pensait cependant qu'il faudrait que les temps deviennent plus durs pour adoucir les cœurs du peuple et le secouer « *suffisamment pour qu'il se prépare à se rassembler dans l'adaptation moderne de la théocratie à l'ancienne.* » La chose qu'il n'aimait pas avec le socialisme et le communisme était leur sécheresse spirituelle. « *Les machines économiques et les entreprises* », dit-il, « *devraient être de plus en plus sujettes aux besoins religieux, artistiques et plus profondément scientifiques de l'homme* », et apparemment, ce développement devait déboucher sur une version de l'ancienne théocratie. Sans aucun doute, Wallace croyait en cela lorsqu'il l'évoqua lors d'une réunion religieuse. Nous ne saurons jamais s'il y crut réellement ou non, si cela sortit d'une conviction réellement travaillée ou si cela ne fut guère plus qu'une fantaisie oratoire passagère.

À un moment, au cours des années 1920, un gentleman du nom de Nicholas Constantin Roerich fit son apparition sur la scène étasunienne. Roerich était un grand philosophe fortement auto-promu, sur le modèle de l'Asie orientale. Il assembla autour de lui un groupe d'admirateurs et de disciples qui s'adressaient à lui comme à leur « *Gourou* » — une personne ou un professeur spirituel et religieux. Il leur dispensait une bouillie philosophique composée de pseudo-yogisme et d'autres enseignements occultes orientaux, selon lesquels certains êtres supérieurs ont pour mission de guider les affaires de l'humanité. Roerich écrivit une longue suite de livres — « *In Himalaya,* », « *Fiery Stronghold* », « *Gates Into the Future,* » « *The Art of Asia,* » « *Flame in Chalice,* » « *Real of Light.* » Il fonda l'*Himalayan Research Institute of the Roerich Musuem* à Nagara, en Inde, et fonda également le *pacte Roerich* et la *Bannière de la Paix*, signés par 22 pays en 1935. Cette cérémonie se déroula à la Maison-Blanche. Wallace organisa la présentation, et fut nommé plénipotentiaire des États-Unis pour signer le pacte. Lors de la cé-

rémonie, Wallace affirma : « *Je suis profondément reconnaissant d'avoir été nommé par le président Roosevelt pour signer ce document important* auquel je me suis intéressé depuis de nombreuses années *et que je considère comme une étape inévitable dans les relations internationales. Le pacte Roerich, qui constitue ce traité, stipule que tous les musées, cathédrales, universités et bibliothèques qui seront désignés par les nations et marqués par une bannière — désignée comme* bannière de la paix *— qui les désigne comme territoire neutre respecté par toutes les nations signataires.* » Et à cette occasion, Wallace décrivit Roerich comme « *un grand génie versatile* » et « *l'une des plus grandes personnalités et l'un des vrais dirigeants de la culture contemporaine.* »

Alors que Roerich était sur le chemin pour arriver ici, avec sa longue barbe blanche, un riche courtier du nom de Louis L. Horch devint le plus ardent et le plus révérend des disciples du gourou Roerich. Il leva les fonds, y contribuant beaucoup de lui-même, en vue d'ériger un beau bâtiment dont le prix se chiffra à plusieurs millions de dollars, au croisement de la 105ème rue et de Riverside Drive, à New York, appelé Musée Roerich, que Westbrook Pegler, qui a mis à la lumière nombre des éléments cités ici, appelle la lamaserie de Roerich, ou *Joss House*. Roerich peignait des canevas obscurs et symboliques, et le rez-de-chaussée du Roerich Museum fut consacré à l'exposition de ces œuvres. Les autres étages du bâtiment tinrent lieu d'appartements et de bureaux pour les élus, pour les amis, ou pour les âmes utiles.

On croyait que les dessins de Roerich possédaient un pouvoir particulier sur l'esprit de ceux qui les contemplaient, assis et au calme. De nombreux disciples de son culte rendirent visite au bâtiment et souscrivirent à ce rituel assis et contemplatif, à la recherche d'une sorte de « *conscience du monde* » cachée dans ces barbouillages obscurs. Ceux qui suivaient Roerich le considéraient comme un grand dirigeant spirituel. Horch, en s'adressant à lui, le dénommait « *notre maître bien aimé* » et terminait ses lettres « *unis à jamais en amour, en beauté et en action, votre Logvan.* »

Logvan et Logdomor étaient les noms sous lesquels on désignait Horch dans son cercle mystique.

Horch mit 1 100 000 $ dans le programme Roerich et affirma « *c'est notre joie de donner sans jamais penser à recevoir le principal ou l'intérêt.* » Une fois que Wallace fut secrétaire à l'Agriculture, Horch devint à un moment *senior marketing specialist* auprès du Département, pour le compte de la *Surplus Commodity Corporation*. Cet étrange bureau était exactement le bon endroit pour Horch. Il était organisé et dirigé par un gentleman du nom de Milo Perkins, de Houston, au Texas, un ancien prêcheur théosophiste qui allait prendre une dimension considérable au sein du *New Deal* avant que toute cette comédie prît fin.

Roerich avait décidé qu'il désirait mener une expédition en Asie. Horch affirme qu'il s'attendait à fonder un nouvel État en Sibérie, dont il serait le dirigeant. Pour rendre cela possible, Wallace envoya Roerich en Chine récupérer des graines d'herbes folles. Mais les récits dans les journaux chinois imprimés en langue anglaise indiquèrent que Roerich postula à la 15ème infanterie des États-Unis à Tiensin, pour obtenir des fusils et des munitions, et que l'expédition avait des desseins mystérieux. Bien sûr, Roerich n'était pas botaniste, et ne présentait aucune qualification spéciale pour chercher les graines d'herbes folles. Horch y était de 1 100 000 $ de sa poche, et commençait à perdre foi envers son professeur. Il semble que Wallace laissa tomber Roerich dans le même temps, et le congédia durant son séjour en Asie. Par la suite, Horch porta plainte pour récupérer son investissement d'avenir infructueux, et prit possession du bâtiment. En 1942, Horch fut transféré du département de l'Agriculture au Conseil de guerre économique, dont Wallace était le dirigeant, et dont Milo Perkins était le directeur exécutif, et lorsque Wallace devint secrétaire au Commerce, il nomma Horch responsable de la division des approvisionnements dans le bureau de New York de la *Foreign Economic Administration.*

Une controverse sur l'ensemble de cette affaire fait rage depuis un certain temps entre Westbrook Pegler, chroniqueur, et Henry

Wallace, et toute la rage est du côté de Pegler. Pegler a en sa possession un ensemble de lettres écrites par quelqu'un à Roerich, dans lesquelles Roerich est adressé comme « *Mon cher gourou.* » Le contenu de ces lettres est stupide au point de l'imbécillité. Pegler a dénoncé que certaines de ces lettres, qui sont rédigées à la main sur du papier à en-tête du département de l'Agriculture, transmises par lui-même à trois experts de premier plan en graphologie des États-Unis, dont il cite les noms, sont de la même main — les experts en attestent et sont prêts à se rendre à la barre et à en témoigner sous serment — que deux lettres en possession de Pegler, qui lui ont été adressées par Henry Wallace et sont signées de sa main. Cela fait plusieurs années que Pegler martèle ce sujet. Il a présenté le témoignage sur cette affaire de la manière la plus élaborée, et avec moult détails. Il a demandé à Wallace de confirmer ou d'infirmer l'authenticité de ces lettres et de son lien avec elles, et à ce jour, Wallace a refusé de lui répondre. Le point de Pegler est que l'homme qui a écrit ces lettres était inapte à être secrétaire à l'Agriculture ou secrétaire du Commerce, et que le prendre pour vice-président des États-Unis ne fut rien d'autre qu'un crime contre la nation, et que Roosevelt était au courant de l'incident Roerich lorsque il prit cette décision. Pegler a fini par publier un ensemble de ces lettres incroyables, en défiant Wallace de les réfuter. Wallace a ignoré ce défi.

Wallace est certes un drôle d'oiseau, plus bizarre que quiconque a jamais été perché à un poste ministériel. Il adorait s'exhiber comme un penseur aux idées profondes. Hugh Johnson dit de lui : « *C'est un plaisir et une merveille d'écouter la simplicité naïve et assez douce de l'érudition de Wallace. Il va traiter presque tous les sujets soit sur le plan scientifique, soit sur le plan littéraire. Il a une fois prononcé une dissertation sur les grands livres et sur leur influence sur la destinée humaine. Dans le même temps, avec sa franchise habituelle, il a reconnu qu'il n'en avait lu que fort peu.* » Au départ, il fut spécialiste de sa propre âme, de sa santé et du producteur de maïs. Même ce groupe d'intérêts limité le fit s'envoler

vers diverses destinations lointaines dans le monde aéré du fanatique. Il mena une sorte de voyage touristique pour visiter les diverses religions, élimina le maïs de manière plus réaliste ; essaya sur sa propre personne toutes sortes de régimes, s'établissant comme végétarien, et expérimentant toutes sortes d'étranges passe-temps athlétiques, tel le lancer de boomerang ou la lutte indienne. Mais une fois entré au département de l'Agriculture, son cercle d'intérêts s'étendit. Il n'était pas de problème national qui n'excitât pas son intérêt — et une fois intéressé, il se faisait préoccupé, et une fois préoccupé, il allait au combat. Dans toutes ces questions, pour ésotériques qu'elles fussent, il fallait qu'il y ait un groupe choisi de personnages jouant les gentils, face à des méchants. Cependant, il restait nationaliste, et certainement pas socialiste. Au sein du département, lors de sa première grande bataille, il prit parti avec ceux qui étaient qualifiés de réactionnaires — George Peek, *et al.* — contre les soldats de Dieu — Jerome Frank, Gardner Jackson, Lee Pressman et Rex Tugwell — quant à la détresse des métayers face aux propriétaires. Il organisa la première purge des radicaux de Washington, faisant sortir Frank, Pressman et Jackson de l'AAA.

Mais au moment où la guerre se préparait, les centres d'intérêts de Wallace s'étaient étendus. Et ils continuèrent de s'étendre jusqu'à englober le cosmos. Il s'en tenait désormais à son flair pour penser. Il aimait s'en prendre à quelque chose de grand — comme le monde, par exemple. Après tout, il s'agit de l'une des plus petites planètes, mais assez grande pour commencer. Comme quelqu'un en fit l'observation, il s'était positionné « *en tant que conscience du monde.* » Il évoluait désormais dans un milieu où son âme était chez elle — dans le vaste champ immatériel de la morale du monde. Sur les sols, en bas, là où se trouvent les hommes, les arbres, les bâtiments, les organisations et machines qui encombrent le paysage, il fallait naviguer avec attention pour éviter de se faire écrabouiller ; la vie y était difficile. Mais Wallace, une fois déployées ses ailes, s'était envolé dans les vastes espaces de la morale du monde qui dominaient le sol, et il y était heureux.

Il s'écria d'extase au cours d'un discours : « *La révolution du peuple est en marche et le diable, assisté de tous ses anges, ne pourra pas s'y opposer. Ils ne pourront pas l'emporter, car le Seigneur est du côté du peuple.* » Il ne se battait désormais plus contre George Peek, Hugh Johnson et Harold Ickes. C'était contre le démon qu'il se battait, et ses anges sombres. Et à ses côtés se trouvaient le seigneur, Franklin D. Roosevelt, et les anges de lumière — les démocrates et la CIO et, en temps voulu, se rallieraient à lui Joe Staline et Glen Taylor, le sénateur chantant de l'Idaho. Il allait commencer à définir les desseins du monde — emplir tous les continents de TVA [44], d'autoroutes à six voies faisant le tour du monde, d'AAA mondiales, d'Administration de Rétablissement du Monde, de Parlements Mondiaux et de Policiers Internationaux.

Voilà qui était l'homme choisi comme vice-président par Roosevelt, qui s'était alarmé que sa santé n'était pas bonne et qui avait contraint son parti à adopter ce drôle d'oiseau, malgré une tempête de protestations furieuses.

44. Tennessee Valley Authority, entreprise d'État gérant de nombreux domaines d'activités de la vallée du Tennessee depuis 1933, NdT

Chapitre 3

Trahison

3.1 Un nouveau spectacle commence

Le 20 janvier 1941, conformément à la tradition remontant aux premiers jours de la république, Franklin D. Roosevelt, sur les premières marches du Capitole, prêta serment comme président des États-Unis, pour la troisième fois — en rompant une tradition bien plus importante. Le président s'adressa à ceux qui se montrent dubitatifs envers la démocratie. Il souligna la manière dont, sous sa direction, la démocratie avait survécu à une crise domestique connue par les États-Unis. Puis il affirma : « *Non ! La démocratie n'est pas en train de mourir. . .Nous la sentons se répandre sur tous les continents.* » À ce moment-même, elle mourait sur tous les continents, et avait été profondément affaiblie aux États-Unis. Le discours fut rédigé sous forme d'une note très spirituelle, destinée à rester un document de référence pour l'avenir. On ne sait pas qui l'écrivit. Ce n'était certainement pas Roosevelt. Ce texte ne porte aucun des stigmates du propre style de Roosevelt, sauf peut-être dans les quatre brèves phrases de clôture, et la qualité de ce discours est très en deçà de celle du discours de sa première

investiture. En réalité, elle ne disait rien, et ne faisait pas mention de la guerre. Les hommes se voyaient déjà appelés au service militaire par conscription. Dix-huit milliards de dollars avaient été provisionnés pour la défense nationale. Le *Times* nota que la dette fédérale était apparemment tombée dans l'oubli. Les hommes allaient travailler en grand nombre dans les usines qui parsemaient le pays. Il n'y avait pas de bal de la victoire, pas de groupe défilant dans les rues, mais l'indice de l'activité commerciale remontait de semaine en semaine, jusqu'à pour la première fois dépasser le grand pic de prospérité de 1929. Des millions d'hommes occupaient déjà des emplois, ou se faisaient embaucher sur des postes qui étaient restés fermés des années durant. Deux cent vingt-cinq forteresses volantes et chasseurs firent une grande parade aérienne au-dessus de la Maison-Blanche. Les soldats qui marchaient pour la parade d'investiture étaient désormais de vrais soldats. Le général Marshall, un chef d'État-major, ouvrait la parade sur un véhicule. En Angleterre, Harry Hopkins était présenté aux foules de travailleurs qui criaient : « *Harry, Harry, Harry !* »

Tous les sujets importants qui avaient agité l'esprit des gens étaient désormais enterrés sous l'empressement vers la guerre. La veille de son investiture, Roosevelt avait reçu Wendell Willkie, lui avait donné une lettre à destination de Churchill, et le candidat républicain était parti pour l'Angleterre. Roosevelt lui souhaita bonne allure, et cela fut le début du mouvement visant à rallier Willkie au camp de Roosevelt, comme Stimson, Knox et d'autres républicains s'étaient déjà fait capter.

Pour le moment, sur le front de la guerre, les armées d'Hitler étaient positionnées pour pratiquer ce qu'elles espéraient constituer le coup final, cependant qu'aux États-Unis le Congrès débattait de la loi *Prêt-bail.* Le comité aux affaires étrangères de la chambre se préparait à tenir des auditions. Les gros titres des journaux présentaient le caractère le plus alarmant. Quatre jours avant l'investiture, le *Times* de New York publia un gros titre en grande police noire : « *HULL EXHORTE À CE QUE L'AIDE LA PLUS*

COMPLÈTE SOIT ACCORDÉE À LA GRANDE-BRETAGNE DU FAIT DES CRAINTES AU SUJET DE LA NORVÈGE. » Le lendemain, ce fut : « *STIMSON VOIT UN DANGER D'INVASION SI LA NAVY BRITANNIQUE EST BATTUE OU PRISE.* » Le lendemain : « *CHURCHILL DEMANDE DES ARMES ÉTASUNIENNES, PAS DE GRANDE ARMÉE ÉTASUNIENNE EN '41* » ; « *STIMSON VOIT UNE CRISE DANS 90 JOURS.* » Le dimanche 19, on lisait dans les gros titres : « *KNUDSEN EXHORTE À UNE AIDE TOTALE À LA GRANDE-BRETAGNE* » ; « *WILLKIE VOIT LA RUINE DU PARTI DANS L'ISOLATION* ». Et le lendemain, Willkie partit comme une sorte d'envoyé officieux de Franklin Roosevelt à Churchill. Dans un peu plus de dix mois, le coup serait frappé sur Pearl Harbor, et les États-Unis entreraient en guerre. Ce qui allait suivre au cours des trois années suivantes serait l'histoire des États-Unis en guerre. Tous les autres sujets — les impôts, la dette, les syndicats, la lutte entre la fédération et les États, les pouvoirs du Congrès et le président, la bureaucratie — tous ces sujets devinrent des questions purement subsidiaires à la question de la guerre.

Le grand succès théâtral — le *New Deal* — allait être retiré des planches. Le président en personne allait affirmer qu'il tuait son héros populaire. « *Ce ne sera plus le Docteur* New Deal, » dit-il. « *Ce sera le Docteur Gagner-la-Guerre.*[1] » Cela devait être une production plus grandiose encore — le grand drame du salut du monde.

3.2 La Maison-Blanche se lance en affaires

Il faut ici faire une pause pour un temps pour disposer d'un aperçu de la Maison-Blanche et de ses occupants. Le résultat de cette inspection ne peut en aucun cas être agréable aux yeux d'un Étasunien. Au fil de leur montée escarpée vers le firmament de la

1. *Times* de New York, 24 décembre 1943.

vie publique, on s'attend instinctivement à ce que les hommes de pouvoir respectent un code de conduite d'autant plus strict, à titre privé comme public. Au sommet, la Maison-Blanche est tenue au code de conduite le plus élevé de tous. Il faut qu'il en soit ainsi. Les codes de conduite du président et de sa famille structurent inévitablement la conduite de tous les ordres et de tous les niveaux de services publics qui leur sont inférieurs. La nation élit le président. Elle n'élit ni son épouse, ni ses enfants. Mais une loi non-écrite, enracinée profondément dans les mœurs du peuple, exige de l'épouse du président la même éthique que de lui. Il ne saurait être question de voir le président mettre sa conscience en jeu sur le nom de son épouse. Ce canon de *noblesse oblige*[2] étend ses pré-requis raisonnables sur l'ensemble de la famille proche du président. Et il faut dire que pour la longue lignée d'hommes et de femmes qui ont vécu à la Maison-Blanche, pour ce qui concerne leur proche famille, ils ont souscrit à cette haute tradition.

La famille Roosevelt entra à la Maison-Blanche sous l'hypothèse universelle qu'ils représentaient le top du top des traditions de la famille étasunienne. Ils descendaient d'une longue lignée supposément raffinée. Ils étaient riches. Le président en personne avait hérité de son père et de son beau-frère environ 600 000 $. Il était fils unique, et sa mère pesait plus d'un million de dollars.

Il était supposé être un réformateur. Alors qu'il était gouverneur de New York, le pays fut apparemment secoué par une longue suite de petites corruptions parmi divers dirigeants du Tammany. Le shériff Tom Farley avait été dénoncé par Samuel Seabury pour avoir conservé une grande quantité d'argent liquide dans une « *boîte de conserve* » secrète. Les « *boîtes de conserve* » des dirigeants firent soudainement l'objet de l'attention du public. Le Shériff Farley fut jugé par le gouverneur Roosevelt, qui le démit de ses fonctions. Ce faisant, il fit la déclaration qui suit :

L'assentiment passif par des gens irréfléchis des actions

2. En français dans le texte, NdT

> *de ceux* qui tournent astucieusement à leur avantage personnel les opportunités offertes par le service public *est incompatible avec les idéaux modernes du gouvernement, et avec la moralité publique. Des bénéfices personnels de cette nature ne peuvent pas être pardonnés, car ils sont accompagnés de la popularité personnelle du défendeur et d'une grande générosité publique. Le service public devrait inspirer l'intégrité financière à titre privé.*
>
> *L'intendance assurée par les fonctionnaires est une tâche sérieuse et sacrée. Ils sont si proches des moyens de s'enrichir personnellement qu'en un sens qui n'est pas du tout le même pour les citoyens ordinaires, leurs possessions personnelles sont investies d'une importance publique dans le cas où leur intendance serait remise en question. L'une de leurs profondes obligations est de reconnaître ceci, sans réticence et sans résistance, librement. Il en va de l'esprit réel de la confiance publique d'apporter, si l'on est mis en question personnellement, des preuves publiques de la nature, de la source et de l'étendue de ses affaires financières.* [3]

Cette déclaration, qui fut sans doute rédigée pour le président par Raymond Moley, son conseiller lors du procès, fut saluée par un grand coup de trompette morale, représentant un standard sain de moralité publique. Ce n'est peut-être pas un fait très connu, mais c'est un fait tout de même qu'il s'agit là d'un standard suivi par des milliers d'hommes dans la vie publique, exerçant des positions élevées ou basses — heureusement pour ce pays. Les salaires proposés par le service public ne sont pas très gratifiants. Le profit réside dans la greffe. La greffe est un mot d'argot pour décrire l'action de « *prendre pour proie le public, soit contre la loi, soit conformément à celle-ci.* » Cela consiste à « *faire progresser la position de*

3. « *Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt* », Vol. I, p. 583.

quelqu'un ou sa richesse, par des moyens malhonnêtes ou injustes, en faisant usage des avantages d'une position officielle pour son bénéfice. » Ceux qui tirent le plus d'argent de la politique sont, habituellement, ceux qui n'ont pas de poste officiel. Les contracteurs, les courtiers d'assurance, les avocats, les parieurs et ceux qui s'y affèrent peuvent, au travers de leurs connexions officielles, se préparer un nid douillet, pas forcément par des moyens malhonnêtes, mais par des moyens injustes — injustes pour le public. En quelques occasions, des présidents ont connu l'embarras de voir quelque parent éloigné essayer d'user de ses relations à des fins de profit. Et en deux ou trois exemples, des membres du cabinet ont pu être impliqués. Dans l'administration de Grant et dans celle de Harding, des amis firent usage de leurs connexions avec le président à leur propre bénéfice. Mais les familles immédiates des présidents étaient restées indemnes. Lorsque la famille Roosevelt emménagea à la Maison-Blanche, ils avaient face à eux l'exemple d'une longue lignée de prédécesseurs et du code d'honneur que le président en personne avait déclamé.

1.

Alors que Roosevelt était encore gouverneur de l'État de New York, James, son fils aîné, qui était encore étudiant à Boston, se vit proposer par une société d'assurance un emploi payé 15 000 $ par an. Jimmy[4] écrivit plus tard dans l'article paru dans un magazine[5] : « *Je n'étais pas dupe. Je savais parfaitement qu'ils me payaient pour le nom que je portais. J'...avais besoin de cet argent.* » Ses fonctions, telles qu'il les décrivait, consistaient à rester assis à un grand bureau à ne rien faire. Le fils de Herbert Hoover,

4. *Jimmy* est simplement le diminutif du prénom *James*, NdT

5. Walter Davenport, « *I'm Glad You Asked Me* » (interview de James Roosevelt), magazine *Collier's*, 20 et 27 août 1938.

durant la présidence de son père, s'était vu proposer un emploi avec un gros salaire à la clé. Comme Jimmy, lui non plus n'était pas dupe. Mais il refusa cet emploi, en affirmant : « *Le nom de mon père n'est pas à vendre.* » Jimmy gagna 19 000 $ en 1932 et 21 000 $ en 1933, ses premières années sur le marché du travail, et cet argent fut versé pour faire usage du nom de son père.

Dans le même temps, un gentleman du nom de John A. Sargent, à Boston, qui gagnait 7500 $ par an — en travaillant dur — comme représentant en assurances, vit les possibilités qu'offrait Jimmy. Il réussit à constituer une société d'assurance sous le nom *Roosevelt and Sargent*. Sargent savait comment capitaliser ce nom au maximum. Le premier grand compte de Jimmy était l'*American Tobacco Company*, dont George Washington Hill était le président. Hill avait besoin qu'on lui rendît service et le président l'invita à Warm Springs. Jimmy envoya un télégramme à Warm Springs : « *Dites à papa d'être gentil avec M. Hill.* »

Jimmy fit des affaires dans ou en lien avec les domaines suivants, entre autres : l'autorité du port de New York, *Columbia Broadcasting System*, sujet au contrôle du gouvernement, *Ames Baldwin Wyoming Shovel Co.*, *Transcontinental and Western Airlines*, *West Indian Sugar Company*, *National Distillers Products*, *Associated Gas and Electric Co.*, *Armour and Co.*, *National Shawmut Bank of Boston*, *First National Bank of Boston*, *Eastern Steamship Co.*, *Pennsylvania Dixie Cement Co.*, *New England Power Association*, *Ritz-Carlton Hotel of Boston*, *Roxy Theatre* à New York, *Waldorf-Astoria Hotel* à New York, *the Boston Braves*, *Stone and Webster*, *Detroit Edison Co.*, *Pressed Steel Car Corporation*, *Federal Office Building* de Vesey Street, New York [6]

Pourquoi *Roosevelt and Sargent*, une compagnie d'assurance de Boston, se mit-elle à signer des contrats dans tout le pays ?

6. La liste des clients assurés par James Roosevelt a été publiée dans de nombreux journaux. Le *Sun* de New York du 20 octobre 1936 a publié les noms cités ici. Le nombre de ces clients connut bien entendu une forte croissance, surtout durant la guerre.

William Gibbs McAdoo fut nommé dirigeant de l'*American President Lines*[7] pour un salaire de 25 000 $ par an. Le gouvernement des États-Unis détenait 90 % des lignes. La RFC accorda à ces lignes un emprunt de plusieurs millions de dollars. La Commission Maritime accepta de verser un subside annuel de trois millions par an pendant cinq années. Après cela, les assurances de cette société furent transférées à *Roosevelt and Sargent.*[8]

En 1938, le gouvernement contraignit les planteurs de sucre du Sud à investir dans la canne à sucre. Les producteurs étasuniens se battirent contre cette décision. Les planteurs cubains y étaient favorables, car ils pouvaient planter quatre fois plus que les planteurs du Sud. La *West Indies Sugar Company* était le gros bénéficiaire. Ses profits étaient immenses. Cette seule compagnie exportait vers les États-Unis autant de sucre qu'en produisaient tous les planteurs de Louisiane et de Floride réunis n'en produisaient. Et Jimmy décrocha l'assurance de la *West Indies Sugar Company*[9]. On livra pour cinquante millions de dollars de coton à la Chine au travers d'un prêt consenti par le RFC et le gouvernement. Et Jimmy en décrocha l'assurance. Il fallait assurer les navires de la *Pan American Airways.* L'amiral Land de la commission maritime des États-Unis affirma que la commission « *détournait de plus en plus d'assurances au profit de firmes étasuniennes.* » Une part juteuse de ces assurances revenait au jeune Jimmy. La *Columbia Broadcasting Company* était sujette à une commission fédérale. Jimmy décrocha son assurance. Walter Horne, un courtier en assurances, était propriétaire du terrain où était érigé le *Fox West Coast Theatre*, et le bail

7. Une société de transport maritime, NdT

8. Archives du Congrès, 13 mars 1940, p. 4352. Voir aussi le *Post* de Washington du 23 février 1940 et le *World-Telegram* de New York du 24 février 1940.

9. Rapport de l'*American Sugar Cane League*, décembre 1938, imprimé pour partie dans le *Tribune* de Chicago le 5 juin 1939. Voir aussi « *I'm Glad You Asked Me* » (*Collier's*, 27 août 1938) dans lequel James Roosevelt reconnaît assurer ce client.

stipulait qu'il devait le faire assurer. À l'époque, Joe Schenck, la magnat des films qui se préoccupait de ce théâtre était en prison, et sollicitait une grâce fédérale. Horne se vit affirmer que la politique d'assurance de 315 000 $ sur cette propriété devait être transférée à Jimmy.

FIGURE 3.1 – James Roosevelt

Ce jeune homme se débrouillait bien par lui-même. Alva Johnson écrivit dans un article du *Saturday Evening Post* qu'il avait tiré un million de dollars de cette affaire. Jimmy répondit dans *Collier's* que cela était inexact. Il n'en avait pas tiré un million. Mais il reconnut ce qu'il avait fait. En 1934, ses revenus d'assurance ne s'élevaient *qu'à* 37 215 $. Ses revenus totaux pour l'année s'élevaient à 49 167 $. Ils étaient de 44 668 $ en 1936. En 1937, ils s'élevaient à 61 000 $ pour l'année. Et en 1939, ils étaient de 100 000 $, soit 25 000 $ de plus que ce que gagnait son père au poste

de président des États-Unis [10]. Les Roosevelt étaient satisfaits de la défense selon laquelle Jimmy n'avait pas gagné un million, mais seulement un quart de million.

C'était de la greffe. Soyons honnêtes à ce sujet. C'est le nom de cette pratique. C'était de la greffe au vu et au su du président. Dudley Field Malone, assistant au secrétaire d'État sous Wilson, appela Roosevelt à enquêter sur les affaires d'assurance menées par son fils. La réponse du président fut qu'il ne pouvait rien faire pour empêcher son fils de gagner sa vie.

Roosevelt avait une attitude très différente sur la manière dont d'autres gagnaient leur vie. Arthur Mullen, membre du comité national du Nebraska, avait été animateur de salle pour le compte de Roosevelt lors de la convention démocrate de 1932. En 1932, lorsque Mullen avait dit à Roosevelt qu'il allait ouvrir un cabinet juridique à Washington, Roosevelt avait approuvé et affirmé : « *il pourrait laisser savoir qu'il a joui des amitiés de l'administration.* » Début 1934, le sénateur James F. Byrnes avait critiqué à la radio les membres du comité national qui exerçaient des professions juridiques à Washington. Roosevelt avait dit à Mullen qu'il serait mauvais pour lui (Roosevelt) si des membres des comités nationaux exerçaient des professions juridiques devant les tribunaux de Washington [11] et ce à la même période où il approuva que son fils prospectât des contrats d'assurances auprès de sociétés de tout le pays qui travaillaient en lien avec le gouvernement. Chose tout à fait étrange, Jimmy allait devenir membre du comité national de Californie sans le moins du monde infléchir ses activités d'affaires. Et aux environs de 1937, Jimmy devint secrétaire privé de son père. Il résolut le délicat problème éthique que cela posait en quittant le conseil d'administration de *Roosevelt and Sargent*, bien évidemment sans démissionner de son poste, et fit figurer le nom

10. Alva Johnson, « *Jimmy's Got It,* » *Saturday Evening Post*, 2 juillet 1938. Voir également « *I'm Glad You Asked Me* », *Collier's*

11. Arthur E. Mullen, « *Western Democrat* » (Wilford Funk, 1940), p. 321.

de sa mère à la place du sien au conseil d'administration. Voici qui inaugurait une toute nouvelle ère dans les pratiques commerciales politiques étasuniennes. Et avec la guerre qui approchait, avec les vastes affaires que le gouvernement menait à coup de millions indénombrables avec les grosses sociétés dans tous les États-Unis, le commerce d'assurances de *Roosevelt and Sargent* connut une croissance démesurée. Nul ne connaît l'étendue de leurs bénéfices.

Après tout, imaginons que vous dirigiez une grosse société brassant des millions de dollars dans des contrats signés avec le gouvernement, et une nuée de fonctionnaires du gouvernement rôdant continuellement autour de vos sites de production et de vos livres de comptes, puis qu'un jour le téléphone vienne à sonner et qu'une voix vous dise : « *Ici la Maison-Blanche* » ou « *Ici James Roosevelt, de la société* Roosevelt and Sargent », puis-je vous solliciter pour vous assurer ? Que feriez-vous ? Vous pourriez répondre au jeune M. Roosevelt que vous êtes choqué, ou que vous pourriez porter ces faits à l'attention de son père, ou que vous pourriez le dénoncer publiquement. Mais vous devriez bien prendre en compte le fait que vous aviez déjà derrière vous le gouvernement de son père, au travers d'une dizaine de bureaux du *New Deal*, et que la vie, du fait de ces contraintes et directives, était déjà quasiment intolérable. Ce n'est pas une vision agréable, et il est quelque peu difficile d'y croire, et impossible de la cautionner, pour de nombreux Étasuniens honnêtes que l'on a gavés d'histoires de pureté et de noblesse du régime Roosevelt.

Jimmy ne cantonnait pas ses opérations aux seules assurances. Au mois de juillet 1935, il devint président de la *National Grain Yeast Corporation*, qui avait été montée durant la Prohibition. En 1929, cette société s'était vue refuser un permis de fabriquer de l'alcool parce que ses investisseurs étaient anonymes. Jimmy fit par la suite mention d'un certain Frank J. Hale comme président de la société. Hale avait été un agent de la prohibition. Avant que Hale devînt agent, son compte en banque présentait un solde moyen de 300 $, mais après sa nomination, il déposa plus de 155 000 $ dans

deux banques en l'espace d'une année — toute cette somme fut déposée en liquide, sauf 5000 $. Pourquoi cette société embaucha-t-elle le fils du président, qui n'avait alors que 28 ans, sans expérience dans ces activités, et le paya-t-elle 25 000 $ par an ? [12]

Vers la fin de l'année 1938, le département de la Justice préparait une affaire contre les sociétés de films, selon les lois anti-trust. Jimmy démissionna de son poste comme aide de son père pour prendre un emploi auprès de Samuel Goldwyn. En devenant ainsi dirigeant de l'une des sociétés mises en cause, le nom de Jimmy dut être ajouté à la liste des défenseurs concernés par le procès. Il reçut 50 000 $ pour cela. Par la suite, il se mit à exercer des activités de production pour son propre compte.

Jimmy était donc un homme extrêmement occupé, et il ne fut pas surprenant que sa santé en pâtît. En 1938, il se rendit à la clinique Mayo, et après y être resté pour un temps, il tomba amoureux de son infirmière. En 1940, son épouse demanda le divorce, affirmant qu'en 1938, Jimmy lui avait demandé de divorcer et lui avait demandé de quitter la Californie avec leurs deux enfants. Elle avait refusé et il l'avait abandonnée. Elle obtint le divorce en 1940, et une décision de justice impliquant une très forte somme d'argent pour un homme aussi jeune. Le divorce fut prononcé au mois de mars, et au mois d'avril, Jimmy épousa son infirmière. Ceci se produisit en 1940, et à cette époque, le pays s'était déjà habitué aux aventures maritales des Roosevelt.

2.

De ce troupeau d'agneaux des Roosevelt, Elliott était le plus sombre. Son frère Jimmy n'avait pas pu obtenir son diplôme à la faculté de droit. Elliott, quant à lui, ne s'intéressait pas aux

12. Westbrook Pegler dans le *Journal-American* de New York, 29 août 1945.

études, et ne s'ennuya même pas à entrer à l'université. Il grandit un peu comme une mauvaise herbe. Et lorsque son père devint président, disposant de l'exemple de son frère aîné, Elliott considéra clairement sa relation avec la Maison-Blanche comme une franchise lui permettant de s'enrichir aussi rapidement que possible.

Il partit pour le Texas en 1933, où il resta sept années durant, et il gagna durant cette période plus d'argent que son père aux fonctions de président. Bien qu'il fût encore un très jeune homme, il commença sa carrière au Texas avec une nouvelle épouse. Il avait divorcé de sa première épouse au Nevada quatre mois après être arrivé au Texas, et avait épousé cinq jours après ce divorce une fille du Texas avec qui il allait avoir trois enfants, avant de changer de base d'opérations commerciales et maritales.

Elliott était un homme d'affaires schématique et son esprit s'axa sur les ententes et les promotions. L'une des premières actions de Roosevelt en matière de politique étrangère fut de reconnaître la Russie soviétique. Trois mois plus tard, — le 28 février 1934 — Elliott conclut un accord avec Anthony Fokker pour vendre au gouvernement soviétique 50 avions militaires, pour un prix qui allait laisser à Elliott une commission d'un demi-million de dollars, et autant pour Fokker, qui affirma face à un comité du Sénat que le prix était excessif, mais qu'Elliott disposait de suffisamment d'influence sur l'*Export-Import Bank* et la *Russian Purchasing Commission* dans ce pays pour décrocher l'affaire à ce prix. Elliott n'avait que 23 ans à l'époque [13].

L'année suivante, il passa à la radio. Un homme d'affaires texan possédait cinq stations radiophoniques. Il embaucha Elliott comme vice-président pour un salaire de 30 000 $ par an. Elliott vendit quatre de ces stations à William Randolph Hearst. Mais M. Hearst était *persona non grata* pour le *New Deal*, et bien entendu la *Fede-*

13. Archives du Congrès, 25 septembre 1940. Voir également le *Times* de New York du 11 octobre 1936 et les auditions réalisées par le *Special Senate Committee Investigating the Munitions Industry* du 6 octobre 1936.

ral Communications Commission n'allait pas accepter de le laisser acquérir ces radios. Au mois de mai 1936, Elliott Roosevelt arriva du Texas à la Maison-Blanche et demanda rapidement à la *Federal Communications Commission* de faire transférer ces quatre stations radio à M. Hearst. Un membre de la commission y objecta, mais les deux membres démocrates se prononcèrent pour cette acquisition, sans qu'une audition fût même nécessaire. Le membre de la commission qui objectait à cette opération n'apprécia pas que le fils du président apparût face à la commission nommée par son père. Puis, un mois ou deux plus tard, l'été arriva, et le membre objecteur de la commission partit en vacances. Dès qu'il eut quitté la ville, avec à peine une heure de préavis, les deux membres restants procédèrent à une réunion éclair et approuvèrent l'acquisition. Un membre de la famille du président avait appelé depuis la Maison-Blanche pour accélérer ce transfert, « *parce que cela comptait beaucoup pour Elliott.* » Certes, cela comptait beaucoup pour lui. Il reçut une forte somme pour chacune des radios qui changèrent ainsi de propriétaire, et fut engagé comme vice-président de la société d'exploitation avec à la clé un gros salaire [14]. C'est ainsi qu'Elliott débuta sa carrière radiophonique. Ses aventures suivantes dans ce domaine sont telles que nous ne les examinerons qu'un peu plus bas.

Elliott s'impliqua dans toutes sortes d'affaires. Son nom n'arrêtait pas de jaillir en lien avec quelque promotion douteuse. Par exemple, il existait une coopérative de transmission électrique, au Texas, sur la rivière Brazos. Harry Slattery, le *Rural Electrification Administrator*, refusait d'approuver un contrat pour la vente d'énergie et ses opérations furent suspendues pendant trois mois, ce qui généra une perte de 180 000 $. Elliott avait envoyé une lettre à Stee Early, le secrétaire de son père, pour retarder toute action sur ce projet. Cette lettre est citée comme preuve, et est attribuée au

14. *Federal Communications Commission*, bordereaux n° 3964 et 3966, 14 mai, 21 mai, 13 août 1936.

lien entre Elliott avec une société privée d'électricité qui le payait 12 000 $ par an au titre d'agent publicitaire — une simple question secondaire [15].

Alors que la guerre se préparait, Elliott se glissa dans l'armée au grade de capitaine, et fut affecté, de tous les postes possibles, à la division des achats de Dayton, en Ohio. Il connut des promotions rapides aux rangs de major, colonel puis brigadier-général, cependant que des officiers compétents, dotés du grade de colonel lorsque la guerre éclata, qui avaient commencé leur carrière à West Point et qui présentaient de longues carrières honorables restèrent maintenus au même grade pendant toute la guerre. Pendant qu'il était dans l'armée, il abandonna sa seconde épouse ainsi que ses enfants, comme il avait déjà abandonné la première, et épousa à l'issue d'une brève relation une jeune actrice qui entra rapidement dans le cercle de la Maison-Blanche et se mit à en tirer des bénéfices. Le mariage fut organisé selon des circonstances que l'on peut désormais qualifier comme relevant des meilleures manières pour la famille Roosevelt. À ce moment-là, Elliott côtoyait Howard Hughes, le fabricant d'avions militaires, qui avait des contrats signés avec l'armée. Elliott « *engagea sa foi* » dans un complexe de loisirs au bord du grand Canyon. Johnny Meyers, le célèbre publicitaire travaillant pour Hughes, accompagna la fiancée et Jack Frye, de la *Hughes Airplane Company*, fut le témoin. La note de cette nouba fut réglée par la société de Hughes. Hughes décrocha un contrat d'action de reconnaissance photo à 22 000 000 $ auprès du gouvernement, sur recommandation d'Elliott, après que deux major-généraux, en charge d'adopter ce contrat, l'eurent rejeté. Le publicitaire de Hughes témoigna sous serment que durant une période de deux années, il avait dépensé plus de 5000 $ pour divertir Elliott, qu'Elliott lui avait emprunté 1000 $ — mais l'avait remboursé — et qu'exactement dans le même temps où Elliott se trou-

15. Auditions face au *Senate Committee Investigating the Rural Electrification Administration*, 22 mai 1944 (témoignage du Lt. Clyde T. Ellis).

vait en Californie au sujet de ce contrat, ses notes d'hôtel avaient été réglées par Hughes. [16]

Le président Roosevelt était-il au fait des activités menées par ses fils ? Nous savons que des hommes haut-placés dans le parti l'avertirent, et l'on ne saurait penser que les nombreuses attaques parues dans la presse contre Elliott comme Jimmy n'atteignirent jamais les oreilles de la Maison-Blanche. Mais le président avait des informations plus directes que celles-là. Alors qu'Elliott était encore au Texas, son père fit un voyage à Fort Worth. À l'époque, plusieurs inculpations « *brûlantes sur le pétrole* » étaient en cours. Le président esquiva les journalistes à Fort Worth, et fit un voyage sur une île fabuleuse située dans le Golfe du Mexique. Il y retrouva une fête avec de nombreux invités, surtout des parties prenantes de l'industrie du pétrole, et parmi eux, plusieurs étaient inculpés dans les affaires de « *pétrole brûlant* ». Dans la semaine qui suivit, les inculpations sur ces affaires furent réglées, après que les défenseurs eurent plaidé *nolo contendere.* Elliott emprunta 40 000 $ à l'un des hommes intéressés par ces affaires et présent à cette fête. Cet homme demanda à Elliott s'il pouvait faire quoi que ce fût avec Henry Morgenthau, et Elliott lui assura ne pas pouvoir, mais il fit mieux que cela. Il obtint un rendez-vous avec son père à la Maison-Blanche, en faisant venir le pétrolier comme conseiller sur les problèmes des opérateurs pétroliers indépendants. Les relations entre Elliott et tous ces gens ne se finirent pas très bien, et avant de mettre fin à sa carrière au Texas, il dut s'acquitter de cet emprunt de 40 000 $. [17]

Qu'était-il advenu de ce code d'honnêteté publique que Roosevelt avait établi alors qu'il était gouverneur, puis candidat à la présidence ? Que dire d'un dirigeant qui permet à un membre de sa famille d'obtenir des faveurs ou des profits en usant de ses connexions

16. Auditions face au *Sub-Committee of Senate War Investigating Committee*, août 1947.

17. Westbrook Pegler dans le *Journal-American* de New York, 6 et 9 novembre 1945. J'ai également enquêté personnellement à ce sujet.

politiques ? Nous n'utilisons pas ces mots à la légère. Ce sont les propres paroles de Franklin D. Roosevelt. En révoquant le Shériff Farley, il déclara : « *Que penser d'un dirigeant public qui permet à un membre de sa famille d'obtenir de faveurs ou des profits en usant de ses connexions politiques ?* » Le *Tribune* de Chicago a estimé que les revenus d'Elliott entre 1933 et 1944 s'élevèrent à 1 175 000 $, soit environ 100 000 $ par an, et que pratiquement chaque dollar fut gagné en relation avec ses liens avec la Maison-Blanche.

3.

L'un des phénomènes les plus curieux du *New Deal* fut l'épouse du président. Elle avait cette qualité : elle était vraiment tout à fait inédite. Le peuple élit un président. Dans la nature des choses, les présidents ont des femmes et des enfants. L'histoire de la vie du président, sa personnalité, ses habitudes et ses opinions sont tous des sujets légitimes, auxquels on s'intéresse en général à plein durant la campagne. Mais l'épouse et les enfants du président sont intégrés au *package* et il est certes rare que le peuple ne nourrisse des soupçons quant à ce qu'il reçoit à cet égard. La Maison-Blanche est désormais le domicile du président ainsi que l'endroit d'où il travaille, et l'épouse du président assume la direction générale du lieu. La famille vit, en un sens, en haut d'une colline, et cette colline appartient au peuple, si bien que l'épouse du président et sa famille proche disposent d'un statut officiel bien défini durant son mandat. Qui plus est, l'épouse devient bénéficiaire, du fait de l'élection de son époux, d'une indemnité à vie de 5000 $ pour avoir été l'épouse du président, si elle lui survit.

De toute évidence, la bienséance ne permettrait pas que le Congrès adopte une loi exigeant que l'épouse du président et ses enfants se comportent correctement. Cent cinquante années d'histoire ont prouvé que, hormis sous une seule administration, une telle loi

serait tout à fait superflue. On pouvait compter sur les présidents et les épouses de présidents pour préserver la bienséance régissant ce statut particulier, semi-officiel et pour obéir à cette bienséance et veiller à ce que leurs enfants y obéissent.

Mme Eleanor Roosevelt naquit en 1884. Elle était la fille d'Elliott Roosevelt, un jeune frère de Theodore. Apparemment, il s'agissait d'une sorte d'homme gai, insouciant et heureux, qui ne fit guère autre chose de sa vie que de s'adonner à ses penchants. Il sortit de *St Paul School*, encore adolescent, sans aller à l'université, partit à l'Ouest pour sa santé, toucha son héritage et voyagea de par le monde, chassa le gros gibier, revint aux États-Unis et épousa Anna Hall, dont le père vivait uniquement de ce que ses parents lui donnaient. Ainsi, du côté de son père comme de sa mère, elle descendait de deux familles de New York vivant uniquement de leurs héritages et n'ayant jamais travaillé un seul jour de leur vie.

Les faits se rapportant à sa famille dans les années suivant sa naissance sont de nature à laisser hors du présent récit, mais Mme Roosevelt elle-même a rédigé un ouvrage exposant par le menu ces inadaptations malheureuses. Elle écrit que son père était un ivrogne, qui mourut dans un sanatorium. Je ne tiens pas à racler ce scandale familial. Je n'en prends note que pour la lumière qu'il jette sur sa fille, qui jugea bienséant de le racler elle-même pour établir un portrait de la morosité de son enfance, dont elle émergea pour entrer dans une phase aussi exposée. Le père passait le plus gros de son temps loin de son domicile familial, ou bien en Europe, ou bien en Virginie, dans un sanatorium. Sa mère mourut alors qu'elle était encore toute petite. Après cela, elle-même ainsi que deux autres jeunes enfants furent confiés à leur grand-mère maternelle, Mme Hall, où elle vécut sous un régime de discipline des plus solennels et rigoureux. Jusqu'à ce qu'elle atteignît l'âge de quinze ans, elle ne fut pas scolarisée, sauf pour une brève période, aux environs de l'âge de six ans, dans un couvent situé en France.

Elle s'est décrite comme une enfant aride et simple, manquant de manières et faisant montre d'un désir démesuré pour l'affec-

tion et les éloges qu'elle n'avait jamais reçus. Elle quitta l'école en France, selon son propre récit, dans le déshonneur, parce qu'elle avait raconté une histoire imaginaire enfantine évoquant qu'elle avait avalé une pièce de monnaie pour attirer l'attention sur elle-même. La Mère Supérieure insista pour qu'elle partît « *parce qu'on ne pouvait pas la croire.* » Elle n'eut que très peu de compagnons de son âge. En fin de compte, en 1899, à l'âge de 15 ans, elle fut envoyée dans une école appelée Allenwood, hors de Londres. Il s'agissait d'une école française, tenue par une pédagogue d'expérience du nom de Madame Souvestre, qui avait éduqué la tante d'Eleanor à Paris avant la guerre franco-prussienne, et qui désormais, dans ses années de déclin, gérait cette petite école de filles en âge de fréquenter le lycée pour des familles étasuniennes et britanniques nanties. Hormis des vacances d'été à Long Island, elle passa les trois années qui suivirent à Londres, à l'école de Miss Souvestre, en menant des voyages occasionnels sur le continent. Elle avait 18 ans lorsqu'elle revint au pays, ne disposant littéralement d'aucune connaissance quant aux États-Unis, son propre pays, la manière dont le pays fonctionnait, et ne connaissant quasiment personne de son âge. C'est elle-même qui révèle tous ces faits dans l'un de ses ouvrages [18].

Elle retourna au domicile de sa grand-mère âgée, et dans une maison où elle fut tenue, par suite de circonstances malheureuses, en grand isolement. Elle se déclare elle-même comme ayant provoqué cette situation dans son étrange livre. Le frère de sa mère était également un ivrogne. Les jeunes gens n'étaient pas les bienvenus dans la maison. Une fois, deux de ses amis furent invités à rester quelques jours, et Eleanor vécut dans une terreur telle qu'un incident malheureux pût se produire que personne ne fut plus jamais invité de nouveau, sauf si elle se sentait libre d'expliquer à ses visiteurs qu'ils pourraient passer un moment désagréable. Par la suite, elle alla habiter avec une tante célibataire dans une mai-

18. Eleanor Roosevelt, « *This Is My Story* » (Garden City, 1939).

son de ville sur la 37ème rue, indubitablement pour être éloignée de l'atmosphère de cette maison isolée et perturbée.

Voilà tout ce qu'elle connaissait de la vie lorsqu'une année plus tard, elle épousa le jeune Franklin D. Roosevelt, un cousin, après l'avoir côtoyé et qu'il lui eut fait la cour fort peu de temps, ce pendant qu'il étudiait encore au *Harvard College*. Elle dit elle-même qu'elle savait à peine ce que le mariage signifiait. Selon ses propres dires, sa grand-mère lui demanda si elle était certaine d'être réellement amoureuse, et elle répondit : « *Je répondis oui avec solennité, pourtant ce ne fut que des années plus tard que je sus ce qu'était l'amour, ou ce qu'aimer signifiait vraiment.* » J'ignore bien entendu la raison pour laquelle cette femme singulière choisit le moment où elle venait de devenir maîtresse de la Maison-Blanche pour écrire et vendre ces récits au peuple étasunien. Mais son récit de ses premières années établit clairement que l'un des désirs guidant sa vie, une fois qu'elle fut sortie des isolements, des contraintes et des confusions de ses 20 premières années, était une insatiable soif d'attention. Cette pulsion avait à peine moins de force qu'une phobie, comme les Étasuniens le savent désormais.

Mme Roosevelt n'était occupante de la Maison-Blanche que depuis peu de temps lorsque elle apparut à la radio dans le cadre d'un programme commercial pour lequel elle fut grassement payée. Ce fut quelque peu déconcertant de voir l'épouse du président s'épancher sur les toits pour vanter des préparations de toilette, des matelas et d'autres produits. Elle recevait entre 1000 $ et 4000 $ par apparition, non parce qu'elle était Eleanor Roosevelt, mais du fait de son statut d'épouse du président. La *Manhattan Soap Company*, fabriquant le savon *Sweetheart Soap*, lança une campagne dans 80 journaux offrant trois pains de savon pour le prix d'un plus un *penny*, et la campagne fut construite autour des émissions de Mme Roosevelt et de Jack Burch.

Le *Pan-American Coffee Bureau* était soutenu par huit pays d'Amérique latine. Il veillait aux intérêts de leurs exportateurs de café. Certains de ces pays payaient ses honoraires depuis leur Tré-

sor public, d'autres versaient une taxe sur chaque paquet de café exporté vers les États-Unis. Une agence publicitaire dans laquelle était employé le fils de Harry Hopkins proposa à ce bureau Mme Roosevelt comme « *attraction* », et l'offre fut acceptée. On trouva donc l'épouse du président recevant 1000 $ par semaine de la part d'un groupe de pays étrangers. L'un des pays impliqués supposait que le président était dans le coup également. Voici donc qu'il fut proposé au département d'État que la première Dame fît le battage de café pour le compte de huit républiques d'Amérique du Sud. On dit qu'à ce stade, Sumner Welles, qui avait tenu la robe de la mariée le jour de ses noces, exprima une objection. Il affirma que cela n'aurait pas bonne apparence du point de vue de nos voisins du Sud. Mais Mme Roosevelt accepta la proposition, et le compte publicitaire du *coffee bureau* fut soustrait à la première agence publicitaire, et accordé à celle à laquelle le fils de Hopkins était intéressé.

Durant la guerre, les producteurs de confiserie craignirent que les bonbons fussent classés comme « *non-essentiels* ». Ils organisèrent le *Council on Candy as Food* dans le cadre de l'effort de guerre. Ils voulaient des noms pour leur programme radiophonique. Ils obtinrent Wallace, McNutt, des généraux et amiraux qui participèrent sans être payés. Ils obtinrent également l'épouse du président, mais celle-ci factura 1500 $ ses deux premières apparitions, et 2500 $ sa troisième. À quoi, sinon à cela, Franklin D. Roosevelt avait-il pu faire référence lorsque, gouverneur, il avait parlé des familles et épouses des dirigeants tirant parti de leur position pour gagner de l'argent ? Le sujet avait paru plutôt grave lorsqu'il s'était agi des proches de petits dirigeants du Tammany. Mais apparemment, cela ne posait pas de problème de la part de l'épouse du président [19].

19. L'apparition de Mme Roosevelt dans ces programmes est un fait public. Westbrook Pegler a enquêté et couché par écrit tous les détails de ses programmes pour le café et le sucre.

La dame versatile se prit de béguin pour les films, et tourna une suite de courts récits avec Dave Ellman, l'homme du *Hobby Lobby*. Avec Ellman, elle apparut sur les écrans avec des peintures d'une Indienne Cherokee, et raconta les passe-temps de son époux et de leurs enfants [20]. Et, comme le monde entier n'est pas sans le savoir, elle s'est montrée prolifique pour écrire pour le compte de magazines, de journaux, et des livres. Elle publia un éditorial quotidien sous le nom « *My Day* » qui était vendu à de nombreux journaux quotidiens et qui ne dépassèrent que rarement le niveau littéraire ou intellectuel d'une composition de lycée. Elle a écrit une section d'un magazine mensuel, et dans l'ensemble, a proposé ses services d'auteur à des magazines avec plus de 160 articles sur tous les sujets possibles et imaginables. Elle a prononcé des conférences dans presque chaque ville des États-Unis, payées 1000 $ à 1500 $ par conférence, selon la taille de l'auditoire. On estime qu'elle a reçu, au cours des quinze années écoulées après son entrée à la Maison-Blanche, au moins *trois millions de dollars* — ce qui n'est pas mal pour une dame qui ne disposait d'aucun revenu d'aucune sorte lorsque elle emménagea à la Maison-Blanche, une dame dont l'époux passait une bonne partie de son temps à dénoncer l'avarice des hommes qui gagnaient moins en dirigeant certaines des plus grandes sociétés des États-Unis [21].

20. Youtube est inondé de propagande pro-Roosevelt par la FDR Library, très active, y compris en langue française, mais nous avons tout de même retrouvé cette édifiante publicité vidéo pour la margarine *Good Luck* tournée par Eleanor Roosevelt : https://www.youtube.com/watch?v=6HY8vxYX78s NdT

21. En 1940, j'ai réalisé une enquête approfondie sur les revenus de Mme Roosevelt, et j'ai obtenu des montants précis de la part des agents et des sociétés qui l'ont employée, y compris les sommes qu'elle a reçues pour ses conférences et émissions radiophoniques. Une liste complète de ses chroniques dans les journaux, de ses publications dans les magazines et ouvrages, et de ses conférences et émissions radiophoniques révèle un revenu minimum, en sept années et demie, de 1 200 000 $. Un examen de ses activités depuis lors indique que la somme totale sur la période de quinze années ne peut pas être inférieure à 3 000 000 $.

On commença par entendre, pour atténuer l'éclatement soudain de la prospérité de Mme Roosevelt, qu'elle donnait beaucoup d'argent à des organismes de bienfaisance. Chaque *boss*, à son niveau, en fait autant. Le sujet qui est en jeu n'est pas ce qu'elle fait de l'argent, mais des canons de la décence publique qu'elle a pulvérisés en gagnant cet argent. Qui plus est, l'axe de défense exposant qu'elle déverserait cet argent à des fins de bienfaisance s'est vu fortement désintégré.

Néanmoins, malgré tous ces défis à toutes les commodités, toutes les lois imposées par la décence, toute la bienséance traditionnelle ainsi que le corps de règles que les gens bien intentionnés s'imposent à eux-mêmes, la famille Roosevelt, en usant d'une technique de propagande soigneusement cultivée guère différente de celle qui fut employée pour vendre les élixirs de charlatans, a imposé au peuple étasunien la croyance selon laquelle ils étaient probablement les êtres les plus élevés ayant jamais occupé la Maison-Blanche [22]. Derrière ce rideau de grande morale, ils sont parvenus à mener en matière de politique publique les programmes les plus incroyables, que notre peuple, inaccoutumé à ce type de pratique, a accepté en croyant que ces programmes provenaient d'esprits dotant les êtres les plus nobles et les plus droits.

Franklin D. Roosevelt, alors qu'il était gouverneur et jugeait la conduite, non pas d'un président ou de son épouse, mais d'un homme politique du Tammany, fit également cette déclaration :

> *En matière de politique publique sensée, je suis tout à fait certain qu'il existe un prérequis que lorsque un dirigeant public subit une enquête ou une instruction, surtout s'il s'agit d'un dirigeant public élu, et qu'il apparaît que son train de vie ou que le total de ses dépôts bancaires dépassent de loin le salaire qui lui est publi-*

22. Il est intéressant de noter, comme nous l'avons évoqué dans une note précédente, que la propagande de la FDR library continue d'être distillée à cet égard en cette fin du premier quart du XXI^{ème} siècle, NdT

> *quement versé, lui, le dirigeant public élu, a pour devoir public envers la communauté d'apporter une explication raisonnable ou crédible quant aux sources des dépôts, ou la source qui lui permet de maintenir un train de vie dépassant le montant de son salaire*[23].

Bien entendu, on n'a pas enquêté sur les entrées d'argent du président, mais la formule morale que le gouverneur Roosevelt avait proposée doit ici s'appliquer au président Roosevelt de manière bien plus approfondie qu'elle ne s'appliqua à un sheriff de comté du Tammany. Cette formule ne saurait être contournée du fait que c'est sa femme, et non lui-même, qui est l'instrument à l'origine de ces fortes sommes — son épouse qui jusqu'à ce qu'il devînt président, ne gagnait rien. Le président a spécifiquement bouclé la boucle en insistant pour que la règle citée ci-avant s'appliquât non seulement au dirigeant public lui-même, mais également à sa famille qui a profité de sa confiance. Et il a répété : « *L'État doit exiger la conformité à ces normes, car si le gouvernement populaire doit continuer d'exister, il doit tenir ses représentants à une rectitude stricte et sans compromis. Il se doit d'être un maître rigide, mais juste.* »

Je pense qu'il est juste d'affirmer que l'histoire de la charge publique au niveau le plus élevé du gouvernement fédéral ne présente nulle part ailleurs dans son histoire l'épouse d'un ministre de cabinet ou d'un président se mettant soudainement à prospérer en devenant l'une des personnes de tout le pays à empocher le plus d'argent. Comme exemple pour les futurs dirigeants — et nous ne pouvons pas savoir quelle sorte d'hommes prendront le pouvoir en des temps troublés — les recettes de chaque membre de la famille Roosevelt doivent faire l'objet d'une enquête pleine et entière, permettant de remonter tous les fils aux influences politiques de cette famille durant la période où Roosevelt fut président des États-Unis.

23. « *Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt,* » Vol. I, p. 583.

Pourquoi le président permit-il à son épouse de poursuivre sur une lancée aussi fantastique et pourquoi les dirigeants démocrates la laissèrent-ils faire sans la moindre protestation ? On peut être certain que, dès lors que l'on constate un phénomène de cette nature, il y a une raison pour qu'il existe. Cette raison en ce cas était que Mme Roosevelt rendait un important service aux projets politiques de son époux. Nous avons déjà vu les conditions inhabituelles selon lesquelles les majorités de M. Roosevelt étaient fabriquées. Nous devons nous souvenir que le *New Deal*, terme par lequel je désigne la collection de politiques que nous appelons *New Deal*, était aussi éloigné de la philosophie politique des démocrates des États du Sud que cela se pouvait. Il n'y eut jamais assez de gens dans le pays appartenant à la frange démocrate plus ou moins orthodoxe pour élire M. Roosevelt. Il lui fallait s'attirer le soutien de groupes hors de la frange démocrate. L'un de ces groupes, bien entendu, était l'élément radical au sein des grandes villes, et particulièrement à New York. Par exemple, lors des élections de 1940, M. Roosevelt avait été le candidat du parti démocrate, mais n'avait pour autant pas reçu assez de voix sur le ticket démocrate pour remporter l'État de New York. Il était également le candidat de l'*American Labor Party*, qui apporta les voix nécessaires pour surpasser l'avance dont les républicains disposaient sur les démocrates. L'*American Labor Party* avait été au départ un conglomérat de radicaux de toutes sortes, allant du rose pâle au rouge pourpre. Mais en 1944, les communistes s'étaient totalement emparés de l'*American Labor Party.* Lors de l'élection de 1944, le gouverneur Dewey avait reçu presque un demi-million de voix de plus sur le ticket républicain que Roosevelt n'en avait obtenues sur le ticket démocrate, mais Roosevelt était le candidat de deux autres partis — l'*American Labor Party* des communistes, et le parti libéral, qui était une collection de roses de salon, de technocrates, de pieux fascistes et de communistes étasuniens non-staliniste. Ces deux partis lui apportèrent plus de 800 000 voix et c'est ainsi que fut montée sa majorité pour l'État de New York. La même chose était

vraie de l'Illinois, du New Jersey, du Connecticut, du Massachusetts, et d'autres vastes États industriels, quoique le fait ne fût pas si évident, car les radicaux opéraient à l'intérieur du parti démocrate, où l'on ne pouvait pas aussi facilement les identifier.

C'est sur ce terrain que Mme Roosevelt apportait ses services indispensables au président. C'était elle qui fraternisait avec les Rouges et les roses, avec les fascistes-rouges, les technocrates, et les lisières fêlées dans leur ensemble, leur donnant un sens d'association avec la Maison-Blanche, invitant leurs dirigeants et leurs animaux fétiches à la Maison-Blanche ainsi qu'à son appartement de New York, se rendant à leurs réunions, cautionnant leurs nombreuses organisations paravents, et, d'une manière générale, faisant d'elle-même une épine dans le côté de l'organisation démocrate lorsqu'il fallait se confronter à ses membres orthodoxes ; mais elle faisait sa part du travail pour tenir en ligne la faction Rouge sans laquelle Roosevelt n'aurait pas pu être élu après son second mandat. Aussi bizarres que fussent ses apparitions, aussi offensantes qu'elles pussent être pour démocrates dits sensés — quasiment jusqu'au stade de la nausée —, elles étaient indispensables et c'est la raison pour laquelle elle resta tolérée, quand bien même pour remplir cette mission elle viola toute bienséance et choqua jusqu'aux personnes les moins sensibles du parti démocrate.

Voyons comment elle mena ce travail, et soyons justes avant de prononcer un jugement sur elle. Il nous faut nous souvenir qu'elle était une femme d'une intelligence très limitée, et qu'elle ne disposait d'absolument aucune information quant à la philosophie des divers groupes avec lesquels elle jouait.

En 1921, après que Roosevelt fut frappé par une paralysie infantile, elle se retrouva soudainement, et pour la première fois de sa vie, dans une position de détention du pouvoir de son propre chef. Alors qu'avec son sens plutôt rigide des responsabilités formelles, elle menait tous les efforts pour contribuer au rétablissement de son époux, elle vit également la nécessité de maintenir en vie son intérêt pour les affaires publiques, ainsi que ses contacts, et elle s'attela à

cet ouvrage. Elle s'était déjà familiarisée avec les agitateurs syndicaux de gauche, et elle amenait ces gens aussi souvent que possible à son époux emprisonné, où ils s'occupaient à travailler avec un esprit en pratique vide sur les problèmes syndicaux et économiques. Dès l'instant où une personne du type de Mme Roosevelt s'expose à ces infections, le mot court entre les cercles radicaux, dont les résidents sont prompts à remarquer les possibilités offertes par un instrument de cette nature. Durant le mandat de Roosevelt à Albany, elle fut amplement cultivée par ces groupes, si bien qu'en 1933, lorsqu'elle se rendit à Washington, ils disposaient d'un accès facile et amical à sa personne.

Je pense qu'il faut faire mention, à son corps défendant, qu'à ce stade — en 1933 —, le pays, et cela comprenait également les personnes en charge de responsabilités publiques, n'était pas très bien informé quant aux périls impliqués par les activités de propagande Rouge. Les Rouges s'étaient emparés de trois ou quatre cultes démocratiques étasuniens très populaires :

1. la liberté d'expression,
2. la défense du travailleur opprimé — l'homme oublié,
3. le secours aux pauvres.

Ils avaient également entrepris de pénétrer les universités, à la fois via le corps enseignant et le corps étudiant, en passant par leurs organisations paravents dominées par les Rouges. La première tentative d'exposer ces tentatives avait été menée par le *House Committee on Un-American Activities*. Les attaques contre Martin Dies et contre le comité Dies, comme on le nomma, avaient été conçues et menées presque entièrement par le parti communiste. Mais le parti communiste était en soi impuissant quant à mener quelque action efficace, et il faisait usage des personnes les plus puissantes et les plus éminentes dans le pays pour faire son sale travail. Durant l'ensemble des premier et second mandat du président, Mme Roosevelt avait été industrieusement cultivée par les communistes et leurs diverses organisations paravents. Nous n'avons pas ici assez

de place pour en faire le récit complet. Mais elle remplit bien son office, tout en les conservant dans le même temps dans la frange du *New Deal.*

Tout au long de l'année 1939, le président s'occupa d'établir des plans pour sa désignation comme candidat à un troisième mandat, tout en feignant y être opposé. Et tout au long de cette même année, Mme Roosevelt promut sans relâche l'amitié de ces groupes communistes. L'un de ces déguisements communistes était le Congrès Étasunien de la Jeunesse [24]. Il était dominé par les communistes via la *Youth Communist League*, et par un groupe de travailleurs, comprenant William W. Hinckley, Joseph Cadden qui avait pris sa suite au poste de secrétaire exécutif, et Joseph P. Lash, l'un des dirigeants du mouvement. Le comité Dies se mit à enquêter sur ces organisations, malgré le fait que le président avait convoqué Martin Dies et lui avait ordonné d'arrêter d'enquêter sur les communistes.

Alors que le comité d'enquête sur les activités anti-étasuniennes était en train d'enquêter sur l'*American Youth Congress*, un groupe d'adolescents roses s'engouffra dans la salle où se réunissait le comité. À leur tête se trouvait l'épouse du président des États-Unis, et ils établirent dans la salle un cirque à trois rangées, sautillant, distribuant des pamphlets, s'adressant aux membres du Congrès et gênant la tenue des débats. Joseph P. Lash, qui était le secrétaire exécutif de l'*American Student Union*, fit son spectacle. Il chanta une petite chanson à destination du comité, que les petits roses avaient concocté à New York. Les paroles en étaient :

« *Si vous voyez un anti-Étasunien s'approcher de vous en tapinois, Eh bien, alcalinisez avec Martin Dies, et il disparaîtra.* [25] »

Ce spectacle fut produit avec de petits cris de joie de la part de l'assemblée rose qui y assistait, et avec l'approbation souriante de

24. *American Youth Congress*, NdT

25. « *If you see an un-American come lurking your way*
Why, alkalize with Martin Dies and he will disappear. »

leur impresario, Mme Eleanor Roosevelt. À ce moment précis, Joe Lash vivait à la Maison-Blanche au titre d'invité de Mme Roosevelt, et Joe Cadden ainsi qu'Abbot Simon y étaient hébergés de manière occasionnelle. Une fois terminé le spectacle, Mme Roosevelt ramena tous ses jeunes invités jusqu'à des véhicules de la Maison-Blanche, qui les transportèrent jusqu'à la Maison-Blanche pour qu'ils s'y détendissent. Dans sa chronique du lendemain à destination des journaux, elle mit un bon coup de pression au comité Dies. Et alla jusqu'à faire convoquer un membre du comité à titre privé, et lui demander de veiller à ce que l'*American Youth Congress* ne fût pas catégorisé comme organisation paravent communiste. Voici que l'épouse du président des États-Unis, un département disjoint du gouvernement, faisait usage de la Maison-Blanche comme terrain de lobbying pour un groupe de jeunes communistes et roses contre un comité du Congrès [26].

Des choses se produisaient à l'échelle mondiale dans le même temps. Hitler avait envahi la Pologne, et dans le même temps, la Russie avait secoué ses laquais étasuniens en s'alliant à lui pour envahir la Pologne. Joe Lash avait dirigé le mouvement inspiré par les communistes au sein de l'*American Student Union* en vue de maintenir les États-Unis du côté pacifiste. Lash avait été membre du parti socialiste. Il l'avait quitté en 1937, et avait publié sa lettre de démission dans le journal communiste *New Masses*, où il vantait la direction vigoureuse de l'Union soviétique. Lash travaillait en collaboration avec le parti communiste. Après ceci, l'*American Student Union* devint un pur outil utilisé par l'organisation Rouge aux États-Unis.

Suite au pacte conclu entre Hitler et Staline, l'*American Student Union*, après un discours prononcé par Earl Browder, alors chef du parti communiste, dénonça la guerre entre l'Angleterre et la France d'une part et l'Allemagne d'autre part comme une guerre

26. Auditions tenues par le *House Committee on Un-American Activities*, 1940-1941.

impérialiste, et se voua « *à mobiliser le campus étasunien pour mettre en échec toute tentative d'impliquer notre pays dans une guerre entre la Grande-Bretagne, la France contre l'Allemagne, ou contre l'Union soviétique.* » Cependant, lorsque Hitler envahit la Russie, ils répudièrent cette position et se vouèrent de tout cœur à la défense de la Russie.

La guerre en Europe avait déjà commencé lorsque Mme Roosevelt se donna en spectacle dans le bâtiment de la chambre avec ses révolutionnaires adolescents. Au printemps 1941, l'*American Youth Congress* tint une convention à Washington, où le juge de la Cour suprême Jackson ainsi que d'autres dirigeants prit la parole. Ils clôturèrent l'événement par un rassemblement sur la pelouse de la Maison-Blanche. L'Allemagne et la Russie étaient encore alliées à ce moment. Le président, depuis le porche de la Maison-Blanche, s'adressa à ces jeunes philosophes éparpillés sur la pelouse. En faisant référence à l'Allemagne et à la Russie, il leur demanda de condamner toute forme de dictature, et à ce stade, il fut ébahi de voir les jeunes philosophes accorder au président et à Mme Roosevelt une huée. À partir de ce point, bien entendu, Mme Roosevelt se mit à les considérer comme des communistes, en dépit du fait qu'elle avait rejeté tous les éléments l'indiquant jusque-là. Huer le président les transforma d'un coup en communistes.

Son protégé, Joe Lash, se retrouvait désormais dans une position très désagréable. De toute évidence, il ne pouvait pas continuer à mener ses opérations avec une organisation qui avait hué ses hôtes, car il vivait de manière assez soutenue à la Maison-Blanche. Mme Roosevelt se mit donc à soutenir une nouvelle organisation appelée *International Students Service.* Joe Lash, le laquais communiste, fut nommé avec le soutien de la première dame secrétaire de cette nouvelle organisation, avec des appointements de 4200 $ par an. Un membre du Congrès, fervent *New Dealer*, rendit un matin visite à la Maison-Blanche. Alors qu'il y était, il vit Abbot Simon, du conseil national de l'*American Youth Congress*, sortir de l'une des chambres. Il n'en crut pas ses yeux. Il demanda à l'huissier

de la Maison-Blanche s'il s'était trompé. Ce dernier l'assura qu'il n'en était rien, et que ce petit communiste occupait cette chambre depuis deux semaines, et dormait dans le lit qui avait été celui de Lincoln.

Lash continuait d'être hébergé par la Maison-Blanche, symbole qu'il était pour tous les Rouges des États-Unis. Quelque temps plus tard, l'*American Peace Mobilization*, une autre organisation paravent communiste, se mit à battre le piquet devant la Maison-Blanche. Joe Cadden, qui avait encore dormi fort peu de temps auparavant à la Maison-Blanche, défilait désormais devant la bâtisse avec les manifestants, cependant que Joe Lash, séparé de ses vieux camarades, regardait depuis l'intérieur de la Maison-Blanche les mobilisés roses en faveur de la paix ainsi que son ami Cadden.

Toute cette affaire est un peu compliquée. Lorsque nous parlons des communistes dans la vie politique étasunienne, il faut expliquer le mot. Il y a le communiste membre du parti communiste, qui reconnaît son statut de communiste et en est fier. On n'en compte sans doute pas plus de 80 000 ou 90 000, au maximum. Mais on trouve également des centaines de milliers, peut-être un demi-million, de gens aux États-Unis, mais principalement à New York et dans les vastes États industriels de l'Est, qui flirtent avec les communistes sans être membres du parti. La plupart d'entre eux sont désorientés. Ils sont en général d'accord entre eux sur deux choses uniquement — la première est que le système capitaliste et la forme démocratique de la vie politique sont dépassés et devraient être abolis, et la seconde, que le parti socialiste, dirigé par ses vieux socialistes démocratiques, est une voie sans issue, désespérément faible et désuet. À ce stade, ils divergent en une multitude de groupes, certains se montrant à 100 % communistes sans être staliniste — c'est-à-dire qu'ils pensent qu'un communiste étasunien devrait s'affirmer comme Étasunien et lutter pour une révolution communiste étasunienne nonobstant les intérêts russes.

Puis, ils s'estompent en diverses teintes de rouge, jusqu'à un rose chétif. Pendant que le parti communiste était contraint par

son maître staliniste de soutenir la Russie après le pacte Hitler-Staline, le plus grand nombre de communistes et de roses hors du parti refusèrent d'adopter la ligne staliniste. La plupart d'entre eux estimaient que le pacte Hitler-Staline était purement temporaire, et que bientôt, Hitler, dès qu'il aurait mis la France hors d'état de nuire, allait se retourner contre la Russie. Ils étaient désorientés mais restaient Rouges et roses, et étaient toujours utiles pour les élections en 1940, et c'était le travail de Mme Roosevelt que de les maintenir alignés. Après l'invasion de la Russie par Hitler en 1941, bien entendu, la situation s'éclaircit magnifiquement pour eux, et elle put reprendre à une échelle encore accrue sa liaison entre la Maison-Blanche et ses amis Rouges. La portée de sa compréhension quant à la gravité de ce à quoi elle œuvrait doit être sujet à débat, mais elle comprenait bel et bien qu'elle apportait des voix à Franklin D. Roosevelt, et comme cela ne pouvait se faire sans elle et toutes les riches cueillettes de la Maison-Blanche, elle y œuvrait sept jours sur sept.

Son très long séjour à la Maison-Blanche, couplé à la longue indulgence du peuple vis-à-vis des nombreux déplacements accomplis par la famille hors du champ des bonnes manières avaient gravement compromis son sens de la bienséance. La loi non-écrite à laquelle sont astreints les présidents et leurs familles est qu'ils devront se montrer plus méticuleux que quiconque dans l'observation des limites éthiques et sociales imposées à la population en temps de tension. Mais Mme Roosevelt estimait que sa position à la Maison-Blanche l'habilitait à passer outre ces limitations.

Alors que les citoyens étasuniens se voyaient privés de carburant, hormis pour les usages essentiels, Mme Roosevelt parcourait le pays pour tenir des conférences et poursuivre ses activités lucratives, ses politiques et distractions personnelles, nonobstant la loi. L'OPA annonça que les rations d'essence allaient être réduites si l'on trouvait des automobiles stationnées à proximité des lieux de divertissement. Mme Roosevelt usait sans limitation de son automobile pour se rendre en ces lieux, et fut publiquement mise au

pilori pour cela lorsqu'elle se rendit de la Maison-Blanche à un concert de Marian Anderson à Washington.

Elle autorisa sa gouvernante à faire les allers et retours en voiture depuis son domicile dans le Maryland chaque jour, en usant d'un véhicule de la Maison-Blanche, alors qu'elle aurait fort bien pu voyager comme le faisaient tous les citoyens normaux. Elle fit un voyage éclair de 41 000 km à bord d'un avion de transport de l'armée, dans le Pacifique, et revint via un avion de l'armée spécialement affrété. Elle partit à bord d'un gros bombardier quadrimoteur, avec un équipage composé de deux capitaines, trois sergents-maîtres et d'un sergent, avec à bord un journaliste de Washington — un major rattaché au commandement de l'armée de l'air. Elle se déguisa en travailleuse de terrain de la Croix-Rouge pendant ce voyage — tout ceci en dépit du fait que Roosevelt avait averti le peuple du fait qu'une forteresse volante consommait autant de carburant pour mener un seul bombardement que cinq voitures particulières faisant le tour de tout le continent. Son voyage consomma l'équivalent de 138 000 coupons A, ou 185 voyages en voiture traversant de part en part le continent. L'avion avait été réaménagé, on y avait positionné un lit confortable pour la dame, et pendant qu'elle était dans le Pacifique, elle mena un voyage spécial sur une île pour aller voir son protégé politique, Joe Lash. Dans le même temps, le bureau des transports de la défense avait lancé une grande campagne pour contrôler de plus près les transports civils, et le gouvernement venait de réduire les livraisons de lait pour économiser du carburant. Mme Roosevelt, en commentaire de ces décisions, avait affirmé : « *nous devons apprendre à récupérer les choses par nous-mêmes au lieu de les faire livrer.* »

Elle acceptait les cadeaux les plus coûteux offerts à titre privé et de la part de gouvernement étrangers qui avaient besoin qu'on leur rendît service — un manteau de vison à 10 000 $ de la part des fourreurs du Canada, un bracelet d'or de la part de l'empereur Haïlé Sélassié, une couronne d'or de la part du sultan du Maroc, et des cadeaux offerts par diverses organisations commerciales étasu-

niennes. Elle affirma d'un ton léger : « *Le président ne peut accepter de cadeau de la part d'un gouvernement étranger, mais je peux pour ma part accepter des cadeaux de la part de n'importe qui.* » Aucune loi ne devrait être nécessaire pour maîtriser l'épouse d'un président. Theodore Roosevelt avait une règle permanente : tout cadeau alimentaire qui lui était envoyé devait être remis à une association de bienfaisance, et tout autre cadeau était à renvoyer à l'expéditeur. Mais avec les Roosevelt de la branche Franklin Delano, la règle semblait s'être mue en « *ramasser tout ce qui peut l'être.* » [27]

3.3 Quel genre d'homme ?

1.

Quel genre d'homme laisserait ainsi sa famille faire de la Maison-Blanche un quartier général pour ses opérations commerciales ? Cette image ne ressemble en rien à la vision de l'homme d'État juché sur un promontoire moral, bien au-dessus d'hommes de moindre stature, membres du Congrès.

En temps voulu, quelqu'un mènera une enquête dans la vie personnelle du jeune Roosevelt, de manière assez objective pour nous permettre de nous constituer une opinion sur les origines des désirs mentaux et moraux qui l'amenèrent à la trajectoire qu'il choisit dans le cadre de sa présidence. Pour l'instant, nous ne disposons que d'une poignée de faits de surface récupérés principalement auprès de sa mère, de son épouse, et de sa famille. Ces quelques éléments sont maigres, et font l'objet de déformations pathétiques.

Une partie de la légende Roosevelt réside dans le concept d'une ancienne famille aristocrate raffinée, qui se serait faite l'amie de

27. L'acceptation par Mme Roosevelt de tous ces cadeaux, son mépris pour les régulations de rationnement durant la guerre, etc. sont des sujets qui furent traités publiquement dans les journaux de l'époque.

l'homme du commun. Peut-être ce point n'a-t-il guère d'importance, mais il sert à illustrer l'écorce scintillante de la fable qui recouvre l'ensemble du récit qui est propagé sur Roosevelt. Le père de Roosevelt était un Roosevelt de la sixième génération, qui joua décemment le rôle d'écuyer de la rivière Hudson. C'était un homme monotone, formel et respectable, qui se mouvait au plus près de l'orbite considérée comme coutumière pour un tel homme. En 1900, cependant, le nom Roosevelt était devenu intéressant à des fins promotionnelles, car il avait été illustré par Theodore Roosevelt, qui appartenait à une toute autre branche de la famille.

Du côté de la mère de Franklin D. Roosevelt, il n'y a certes aucune distinction à trouver de par le sang. Son père était un vieux commerçant croustillant de la mer de Chine, et trafiquant d'opium. La famille devait une grande part de sa fortune aux mines de houille de Virginie occidentale, et Frederic Delano, le frère de Mme Roosevelt mère, dirigeait cette entreprise, avec une politique d'emploi aussi dure et abrasive et une histoire sociale aussi sombre que toutes les autres entreprises de cette région. Tout ceci, pour ce qui concerne Franklin Roosevelt, est sans importance, hormis la contradiction que cela constitue quant à la légende infondée fabriquée par son porte-chemises extravagant. Sa mère était cependant une femme de grande beauté et d'une grande force de caractère, quoi que Roosevelt ait pu recevoir en matière de bonne mine et de positivité, cela provenait d'elle.

Roosevelt naquit et fut élevé au cœur d'une propriété baroniale, entourée par de grandes étendues de terre et de nombreux serviteurs, et ourlée d'une solitude élaborée. Nous ne savons pas quelle sorte de petit garçon il fut, mais nous savons qu'il resta soigneusement éloigné des autres garçons de son âge, et grandit sans connaître le contact des autres enfants, habituel aux États-Unis. On peut trouver un échantillon de la masse d'« *histoire* » frauduleuse racontée sur lui dans l'une des quelques biographies officielles

publiées à ce jour. Elle a été produite par Alden Hatch [28], et bien qu'elle soit souvent citée, il s'agit de l'ouvrage le plus absurde jamais écrit depuis que le vieux Parson Weems écrivit son livre sur Washington. En référence à son enfance, Hatch affirme, pour expliquer « *sa compréhension des gens — pas uniquement des Étasuniens mais des gens du monde entier* » qu'« *il jouait avec des enfants anglais sur les pelouses des jardins de châteaux anglais ou dans les rues de Londres* » et qu'il avait connu des « *garçons allemands à la* Volkschule *de Bad Nauheim et des petits Français dans les parcs de Paris.* » En réalité, le jeune garçon Roosevelt était resté sévèrement isolé des autres enfants. Il fut scolarisé pour la première fois à l'âge de sept ans lorsque lui et le fils Rogers constituèrent pour une brève période une classe hébergée à la maison Rogers, jouxtant Hyde Park, avec pour enseignante la gouvernante des Rogers. Ses parents l'emmenèrent à l'étranger pour des vacances d'été à partir de l'âge de trois ans. Il restait sous la garde d'une gouvernante pendant que ses parents voyageaient en France, à Londres et à Berlin, suivant les routes habituelles empruntées par les visiteurs étasuniens de cette époque. À Londres, ses parents rendaient visite à diverses personnes. Lorsque le garçon eut environ 12 ans, il fit un périple en vélo durant quelques semaines autour des villes allemandes avec son tuteur. Il passa quelques semaines, un peu plus d'un mois tout au plus, dans une petite école allemande pendant que ses parents étaient à Bad Nauheim. Cela résume l'ensemble de sa scolarité, hormis bien sûr celle qu'il reçut de sa gouvernante, jusqu'à l'âge de 14 ans. C'est alors qu'il fut envoyé à Groton [29]. On nous demande d'attribuer sa large compréhension des Étasuniens et des Européens à l'histoire selon laquelle durant ses voyages d'été entre l'âge de trois et de douze ans « *il joua dans les rues de Londres et dans les parcs de Paris* », chose qu'il ne fit évidemment

28. Alden Hatch, « *Franklin D. Roosevelt, an Informal Biography* » (Holt, 1947).

29. Rita S. Halle-Kleeman, « *Gracious Lady, life of Sara Delano Roosevelt,* » (Garden City, 1939).

même pas, et avec une paire d'autres garçons issus d'une propriété voisine sous le tutorat d'une gouvernante.

À Groton, une école très sélective, le garçon fut un élève indifférent, et il le resta une fois à Harvard. Il arbora dans la suite de sa vie un insigne *Phi Beta Kappa*, mais celui-ci ne lui fut remis qu'à titre strictement honorifique par une petite université pour femmes, alors qu'il occupait le poste de gouverneur.[30] Il s'intéressait au sport, et se montra actif au sein du journal *Crimson* de Harvard, dont il fut l'éditeur durant sa dernière année d'études. Son parcours d'étudiant ne fut marqué d'aucune distinction. Après être sorti de Harvard, il étudia le droit à l'université de Columbia, mais n'obtint pas son diplôme. Il ne faut pas conserver cet événement comme marque d'un manque d'intelligence de sa part. Mais c'est un élément de ce que chacun savait alors à son sujet, à savoir qu'il n'était pas fait pour étudier.

Il ne s'intéressait guère à la lecture. Les biographes favorables affirment, comme s'il s'agissait d'une sorte de génie, qu'il « *absorbait par les autres* » ce qu'il apprenait plutôt que par la lecture. Mais l'on n'« *absorbe* » pas l'histoire ou l'économie par les autres en discutant. Ces matières doivent être patiemment étudiées pendant de longues durées depuis les seules sources disponibles — les livres appropriés. Miss Perkins, qui le connut du début de son âge adulte jusqu'à sa mort, affirme qu'il n'était pas fait pour étudier, qu'il ne savait rien en matière d'économie, et qu'il reconnaissait n'avoir jamais lu le moindre livre à ce sujet[31]. Edward J. Flynn, son directeur de campagne pour l'élection de 1940, qui lui avait été étroitement lié en tant qu'ami et que secrétaire de l'État de New York, alors qu'il était gouverneur, affirme ne jamais l'avoir vu lire un livre[32]. Trois hommes qui travaillèrent étroitement avec lui à la Maison-Blanche, et un homme qui en fit autant par le passé

30. Déclaration de Mme Barbour Walker, doyenne du *William Smith-Hobart College* à l'époque.
31. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », p. 34.
32. Edward J. Flynn, « *You're the Boss,* » p. 212.

à Albany affirment également qu'ils ne le virent jamais s'intéresser à un livre, hormis parfois à quelque histoire de détective. Les seuls livres qui l'aient jamais réellement intéressé étaient des livres sur la *Navy*, surtout des ouvrages anciens, comme un collectionneur pourrait s'y intéresser. Il amassa une bibliothèque considérable à ce sujet. Il faut supposer qu'il en lut un grand nombre. Mais l'histoire de la *Navy* et de ses batailles n'est pas l'histoire des États-Unis ou de l'Europe, ni de leurs importants et complexes mouvements politiques et sociaux.

Sa carrière d'avocat fut extrêmement sommaire. Il commença comme auxiliaire juridique chez Carter, Ledyard et Milburn. Par la suite, un débutant travaillant pour cette même firme tomba sur un ancien mémo adressé au chef de bureau et signé par M. Ledyard, lui donnant pour instruction d'« *en aucune circonstance ne laisser aucun litige sérieux* » à la charge du « *jeune M. Roosevelt.* »

En 1910, il fut élu au Sénat de l'État par le comté de Dutchess. Il n'avait participé à aucune politique et n'y était guère connu. Les démocrates désignaient habituellement un candidat pour le Sénat parmi les familles appartenant au comté, et avaient reçu une cotisation significative. Ils ne le désignèrent pas par des primaires. Ils proposèrent cette nomination au jeune Roosevelt, qui ne l'accepta qu'avec réticence. Mais il s'agissait d'une année favorable pour les démocrates de l'État de New York. Theodore Roosevelt et le président Taft étaient en guerre. Charlie Murphy conclut son célèbre accord avec le grand Bill Barnes, le *boss* républicain de l'État qui voulait battre Theodore Roosevelt. C'est ainsi que les démocrates élurent leur candidat au poste de gouverneur, John A. Dix, et firent entrer avec lui les démocrates du comté de Dutchess, dont le jeune Roosevelt.

Charlie Murphy tenta de forcer l'organe législatif à nommer William Sheehan au Sénat des États-Unis. Selon les histoires que l'on raconte à présent, le jeune Roosevelt s'insurgea contre le choix du notoire « *Blue-eyed* » Billy Sheehan, et mena un mouvement de démocrates insurgés pour entraver la volonté du grand *boss* du

Tammany. En réalité, il existait une révolte jusqu'au sein du Tammany quant à cette nomination. Edward M. Shepard, un avocat distingué, Thomas Mott Osborne et William Church Osborne menèrent la révolte démocrate avec Sheppard comme candidat au Sénat. L'un des amis les plus proches de Murphy, J. Sergeant Cram, dénonça ouvertement la candidature de Shepard. Le jeune sénateur du comté de Dutchess, portant l'illustre nom des Roosevelt, s'intéressa à cette lutte, car les dirigeants du parti venant de ce comté, menés par Lewis Stuyvesant Chandler, étaient opposés à Sheehan. Le jeune Roosevelt, démocrate, riche, beau, et aligné sur la lutte réussie contre le *Boss*, fut naturellement l'objet d'une bonne couverture par les journaux. On prononçait de plus en plus son nom. Il prit une part active et relativement honorable à cette lutte, mais la légende telle qu'elle est présentée n'en est pas moins très éloignée de la réalité.

En 1912, les républicains étant divisés dans la grande querelle entre Taft et Roosevelt, les démocrates s'emparèrent du pays, et Roosevelt, bien qu'alité par la fièvre typhoïde durant la campagne, fut réélu sénateur de l'État. Lorsque Wilson entra à la Maison-Blanche, et que quelqu'un suggéra que disposer d'un Roosevelt démocrate dans l'administration serait une bonne idée, Franklin Roosevelt se vit proposer un poste d'assistant-secrétaire à la Navy, une distinction pour laquelle sa seule légitimité était de porter le nom de Roosevelt. Il avait alors 31 ans. Il n'avait rien fait, avait échoué à obtenir son diplôme de droit, et n'avait pas non plus réussi dans la pratique du droit. Au moment de la fin de la première guerre mondiale, il avait 36 ans. Apparemment, son service au département de la Navy avait été satisfaisant, bien que je n'aie pu trouver nulle part le moindre élément authentique permettant d'en juger, ni de l'infirmer. Il se vanta par la suite d'avoir « *arrosé autour de lui de l'argent comme on pourrait le faire avec de l'eau* », chose qu'il n'est pas difficile de croire.

Mais son nom lui avait apporté beaucoup de publicité. Il s'était porté candidat à la nomination pour le Sénat des États-Unis dans

l'État de New York pour la primaire démocrate de 1914, mais avait été battu à plate couture par James W. Gerard, qui avait à son tour été battu par les républicains. En 1920, lorsque James M. Cox fut désigné comme candidat à la présidence, et alors qu'une victoire des républicains apparaissait comme relativement certaine, Roosevelt fut désigné comme candidat à la vice-présidence. En réalité, il n'était pas très connu, et n'avait absolument aucune légitimité à paraître à ce poste. Mais il avait la chance pour lui. Le gouverneur Cox choisit Roosevelt comme co-listier, en pariant sur la valeur de son nom. Il affirma à Charlie Murphy, le dirigeant du Tammany, qu'il voulait Roosevelt. Personne ne s'attendait à ce que Murphy fût d'accord. Mais il répondit : « *Cox est le premier candidat à la présidentielle à m'accorder la courtoisie de me consulter sur quoi que ce soit, aussi vais-je m'aligner sur lui.* »

Les républicains s'emparèrent de l'État de New York et du pays, et M. Roosevelt rentra à New York. Son ami Van Lear Black, un compagnon de voile, était président de la *Fidelity and Casualty Company*. Il proposa à Roosevelt un emploi comme vice-président pour 25 000 $ par an, là également comme moyen de développer ses affaires. Puis, au mois d'août 1921, Roosevelt fut frappé de poliomyélite, ce qui mit fin à sa carrière politique pour les sept années qui suivirent.

À ce stade, on ne pouvait pas considérer Roosevelt comme un homme présentant des qualifications indispensables en quelque domaine que ce fût. Il avait 40 ans. Il avait une réputation de snob. Dans le corps législatif, selon sa fervente disciple Frances Perkins, « *il n'aimait pas beaucoup les gens…il avait un manque d'humilité juvénile, une tendance à l'auto-satisfaction et il était sourd aux espoirs, aux craintes et aux aspirations qui qualifient le lot commun.* » Des démocrates comme Bob Wagner, Al Smith et d'autres « *le trouvaient impossible, et le disaient*[33] ». Il n'avait que fort peu voyagé aux États-Unis au moment de son entrée au département

33. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew* », p. 12.

de la Navy, et il se mit alors à réaliser de petits déplacements pour inspecter les lancements de navires au milieu des foules. Il n'avait jamais réellement vu les États-Unis. Lorsque il était à Washington, il fréquentait un ensemble très réduit et très exclusif de gens « *bien* ». Il n'avait jamais prononcé un discours ou énoncé un mot dont quiconque se souvînt.

Au cours des jours où il étudiait à Harvard, peu après son mariage, lui et sa jeune épouse avaient fait un voyage en Europe — une simple balade touristique de ville en ville. Il n'était pas retourné en Europe depuis cette date, sauf par deux fois, lorsque en tant qu'assistant secrétaire, durant la guerre, il avait pris part à une tournée d'inspection navale qui avait duré un mois environ, et à la fin de la guerre une seconde tournée en lien avec la démobilisation des forces armées en Europe. Il n'allait pas remettre les pieds en Europe jusqu'à son voyage pour Casablanca, 23 années plus tard. Pourtant, les gens qui géraient son image décidèrent d'établir le mythe selon lequel il possédait une forme de connaissance intime et étroite du peuple étasunien, et qu'il avait également eu, du fait de ses voyages d'enfance en Europe, son voyage avec sa jeune épouse, et ses deux tournées durant la guerre, une vision complète et approfondie quant aux vies, aux idéologies et aux manières des peuples du monde. Il n'est pas possible de réfuter le fait que lorsque Roosevelt se rendit à Washington en 1933, il ne se trouvait que fort peu d'hommes au Sénat ne disposant pas d'une connaissance plus étendue que la sienne des sujets économiques et politiques européens que celle du nouveau président. Sans aucun doute, aux côtés de Herbert Hoover, il n'était qu'un enfant. Roosevelt collectionna les timbres durant toute sa vie, et comme tous les collectionneurs de timbres, il en vint à connaître l'emplacement sur une carte de chaque pays dont il possédait des timbres. Il adorait faire montre de cette connaissance toute spéciale. Mais ce simple et rudimentaire sujet de géographie n'est pas à confondre avec le sujet bien plus formidable et profond des mouvements économiques, sociaux et politiques européens et asiatiques.

En affirmant tout ceci, je n'accuse pas Roosevelt d'être un homme mauvais parce qu'il fut un étudiant médiocre, ne lut pas de livres sur l'économie, les sciences sociales, le droit ou la politique et en savait moins en matière d'affaires étrangères que William Borah, Herbert Hoover, Key Pittman ou Carter Glass. Je ne fais simplement que tâcher d'établir une image juste et bien cadrée de M. Roosevelt, conforme avec les limitations plus ou moins étroites qui bridaient ses énergies intellectuelles et ses intérêts.

Cependant, il pensait en savoir beaucoup sur ces sujets, quoique de temps à autre il reconnût qu'il ne comprenait pas très bien les questions financières et économiques. Mais il avait une manière de fanfaronner quelque peu quant à son baggage intellectuel, au sujet duquel il se montrait en secret assez sensible. Par exemple, il arborait la marque Phi Beta Kappa strictement honorifique qui lui avait été remise par le *William Smith-Hobart College*, une école pour filles de l'État de New York, lorsqu'il était gouverneur de cet État, ce qui laissait supposer à ses visiteurs qu'il l'avait reçue à Harvard. Il avait coutume de raconter une histoire sur la manière dont il avait humilié un adversaire face à un jury. La faiblesse de son récit était qu'il s'agissait d'une vieille blague de tribunal, que l'on racontait au sujet des avocats depuis bien longtemps, et qu'il en tirait un crédit personnel alors qu'il n'avait de toute sa vie jamais siégé face à un jury. Une autre fois, il expliqua à Emil Ludwig un enseignement qu'il venait de découvrir, en affirmant avoir appris cette technique « *lorsqu'il enseignait* » et que son supérieur lui avait expliqué comment gérer ses élèves. Bien sûr, il n'avait jamais été enseignant. Alors qu'il était président, il affirma à une assemblée constituée de sénateurs qui avaient tous connu la première guerre mondiale de près, alors que lui-même était resté dans le civil, qu'il « *en avait vu plus sur la guerre que tout homme présent dans la pièce.* » Et au cours de l'un de ses discours, lorsqu'il voulait insister auprès de son auditoire quant à son horreur pour la guerre, il l'expliquait en relatant les choses horribles qu'il avait vues sur le champ de bataille, décrivait le régiment qu'il avait vu se

faire décimer, les milliers de jeunes soldats qu'il avait vus s'étouffer dans le sang et la boue en France, alors qu'il n'avait de toute sa vie jamais connu une bataille. Et bien qu'il n'ait jamais servi dans l'armée ou la marine, il s'était fait nommer membre de l'*American Legion*, après quoi il se montrait à l'occasion portant une casquette de la Légion.

Roosevelt, longtemps avant de devenir gouverneur, eut l'occasion d'exhiber à Robert Moses une facette de son caractère qui amena le commissaire du parc de l'État de New York à lui administrer une réprimande que jamais il n'oublia ni ne pardonna. Le gouverneur Smith avait nommé Roosevelt comme membre de la *Taconic Park Commission*, un poste honorifique. Cependant, la commission est dotée d'un secrétaire exécutif rétribué 5000 $ par an. Roosevelt avait demandé à Moses de nommer Louis Howe, le secrétaire personnel de Roosevelt, à ce poste. Moses était prêt à le faire jusqu'à ce que Howe lui dît que la gestion des affaires personnelles de Roosevelt lui prenait tout son temps, et qu'il ne pourrait pas consacrer à ce travail plus de quelques heures par semaine. Cela révolta Moses, qui envoya à Roosevelt une forte réprobation écrite pour avoir essayé de faire rétribuer son propre secrétaire par les fonds de l'État. Ce type de pratique n'est pas inhabituel au niveau de la basse politique. Il s'agit d'une sorte de greffe laxiste, si elle est faite discrètement. Ce n'est pas une chose que l'on attend de la part d'un homme riche qui se présente comme adepte des pratiques les plus élevées de la moralité politique.

Cependant, quelque chose avait changé en Roosevelt. Sa maladie avait changé quelque chose en lui, et en sa faveur. L'âpre expérience qu'il avait endurée durant cette longue période de rétablissement depuis son attaque de poliomyélite avait sans doute adouci, réchauffé et détendu sa personnalité. Au cours de ses tentatives de rétablissement, il s'était rendu à Warm Springs, en Géorgie, et y avait passé plusieurs années. Il s'était retrouvé assis à discuter avec de nombreuses autres personnes qui souffraient comme lui, dont de nombreux enfants. Il nageait dans la piscine avec ses

camarades patients, s'asseyait pour discuter avec eux, et pour la première fois de sa vie, percevait les esprits et les cœurs d'autres êtres humains en détresse. Il connut cette forme de camaraderie humaine jusqu'à un niveau qu'il n'avait jamais touché auparavant. Jusqu'alors, sa vie avait été une longue succession de cadeaux de la part de sa bonne étoile, au point qu'il en était venu à penser qu'elle lui était attachée naturellement et sans retour. Et elle lui avait fait défaut. La terrible maladie qui était venue l'habiter avait peut-être effacé de son caractère la supposition d'une fortune supérieure, qui lui avait fait porter si haut la tête — de fait, tellement haut physiquement que les gens en parlaient. Sa tête avait été rabaissée, et si la maladie gênait ses membres, elle libéra quelque chose dans son esprit. Pour la première fois de sa vie, il ressentait un désir de faire quelque chose de purement humain au service d'autres êtres humains.

Mais Warm Springs devint le sujet de l'une des plus étranges affaires dans le processus de désignation d'un homme au poste suprême. Lorsque Al Smith fut désigné candidat à la présidence en 1928, il était soucieux de choisir comme candidat au poste de gouverneur de New York une personne qui avait des chances d'être élue. On trouvait trois ou quatre hommes qualifiés pour cela. Mais le Nord du pays, ainsi que les dirigeants du Tammany ne parvinrent à s'accorder sur aucun de ces candidats pour des raisons purement politiques. Smith insista alors, au vu des circonstances, sur l'idée que Roosevelt serait le meilleur candidat, qu'il résoudrait le problème parce qu'il était le seul sur lequel les dirigeants pouvaient s'accorder. On pensait dans l'ensemble que la réussite éblouissante de Smith comme gouverneur permettrait à n'importe quel démocrate de remporter l'État, pourvu que le parti fût uni derrière lui. Les dirigeants du Tammany objectaient énergiquement à Roosevelt. Ils disaient qu'il n'était pas fiable, qu'il était superficiel, et sans expérience comme administrateur politique. Smith, cependant, les convainquit que, malgré ces défauts, il disposait de la qualification indispensable de n'avoir aucun ennemi, et qu'il permettrait ainsi

d'éviter une division du parti. Il n'avait pas d'ennemi du simple fait que depuis 1920, il n'avait pas eu de carrière politique.

Au cours des mois d'été, Smith demanda à Ed Flynn de soumettre l'affaire à Roosevelt. Roosevelt et Smith étaient en bonnes relations, mais seulement dans le spectre politique. Ils ne se côtoyaient guère hors de ce champ. Le récit tellement mis en exergue de la « *belle amitié entre l'aristocrate de la rivière Hudson et le garçon des trottoirs de New York* » était une pure fable pour journaux[34]. Roosevelt admirait Smith. Il l'avait désigné pour la présidence de la convention démocrate de 1924 dans un discours qui était encore cité, dans lequel il avait désigné Smith le *Happy Warrior*. Du fait de ce discours, Smith savait que Roosevelt entretenait des ambitions politiques. Roosevelt était allé voir Smith et lui avait demandé la permission de prononcer le discours de désignation[35]. Il voulait entamer son retour en politique, et pensait que cette démarche pourrait le mettre sous le feu des projecteurs. Smith n'avait pas envie de céder, mais il le fit, et Roosevelt prononça le discours qui avait été écrit pour être prononcé par quelqu'un d'autre, y compris la phrase du « *Happy Warrior* » pour laquelle Roosevelt se fit bien remarquer.

Smith affirma à Flynn qu'il n'était guère qu'un ami politique, alors que Flynn était un ami proche, si bien que lui, Flynn, aurait plus d'effet pour persuader Roosevelt à se présenter au poste de gouverneur. Flynn fit pression sur Roosveelt pour qu'il acceptât cette nomination au cours de plusieurs coups de téléphones passés à Warm Springs. Au début, il s'y montra catégoriquement opposé. Mais après plusieurs conversations, Flynn se mit à sentir que Roosevelt faiblissait. Roosevelt donnait pour raison de son refus le fait qu'il devait poursuivre ses traitements à Warm Springs pour au moins une durée d'une année supplémentaire, afin de recouvrer l'usage de ses jambes. Cependant, au cours d'une conversation, il

34. Edward J. Flynn, « *You're the Boss* », p.67
35. Déclaration de Alfred E. Smith à moi-même.

affirma que « *l'une des raisons pour lesquelles il ne pouvait pas se présenter comme gouverneur était qu'il avait dépensé une grande partie de sa fortune personnelle à Warm Springs, et qu'il estimait qu'il devait rester et s'occuper de cette initiative, jusqu'à ce qu'*elle finisse par devenir rentable. [36] » (l'emphase a été ajoutée par l'auteur.)

La convention démocrate pour l'État devait se rassembler à Rochester le 1er octobre. Le 26 septembre, Smith téléphona à Roosevelt depuis Milwaukee à Warm Springs pour insister sur l'importance de sa candidature. Smith discuta avec lui. Il avait l'impression que Roosevelt faiblissait. Il finit par dire : « *Si la convention vous désigne, est-ce que vous refuserez de vous porter candidat ?* » Quelle que fût la réponse de Roosevelt, Smith en tira la conviction qu'il accepterait de battre campagne s'il était désigné. Lorsque Smith se rendit à Rochester, il affirma aux dirigeants que Roosevelt allait se porter candidat [37]. Roosevelt avait dû garder le sentiment qu'il ne s'était pas montré catégorique quant à « *ne pas accepter* » s'il était désigné, car il envoya ensuite à Smith un câble, jusque Rochester. Smith prit connaissance de ce message une fois arrivé à Rochester, et une fois la convention réunie. Le message disait : « *Je confirme mon message téléphonique : il me plaît beaucoup d'envisager que je pourrais considérer la possibilité de me présenter comme gouverneur.* » Roosevelt énonçait ensuite deux raisons qu'il avait de refuser :

1. « *Votre propre historique à New York est si bon que vous garderez l'État quel que soit le candidat* » ;
2. « *Mes médecins sont affirmatifs quant au fait que l'amélioration continue de mon état dépend de mon éloignement d'un climat froid* » et d'« *exercices quotidiens à Warms Springs durant les mois d'hiver* ».

36. Edward J. Flynn, « *You're the Boss* », p.67
37. Déclaration d'Alfred E. Smith à moi-même.

Il ajoutait : « *Comme je n'ai que 46 ans, je dois à ma famille ainsi qu'à moi-même de saisir la chance qui se présente de voir mon état s'améliorer...Je dois donc avec beaucoup de regrets confirmer ma décision de ne pas accepter cette nomination*[38] »

Mme Roosevelt se trouvait à Rochester en tant que membre du Comité des Femmes pour Al Smith. Ed Flynn et John J. Raskob y étaient également, ce dernier ayant récemment été nommé président du comité démocrate national visant à diriger la campagne d'Al Smith pour la présidence. La situation était très mauvaise. Le câble envoyé par Roosevelt affirmant de manière définitive qu'il ne pourrait accepter réinstalla l'âpre division entre Tammany et les dirigeants du Nord, qui ne parvenaient toujours pas à s'accorder sur un autre candidat. Son télégramme semblait sans appel. Mais Flynn affirma à Smith qu'il pensait que Roosevelt pouvait être amené à accepter, que ses soins médicaux n'étaient pas la raison réelle de son refus, que la vraie raison résidait dans les obligations financières qu'il avait souscrites à Warm Springs, qu'il était confronté à une forte perte personnelle, mais que si cela pouvait être retiré de l'équation, il pourrait céder. Smith dit à Flynn d'affirmer à Roosevelt qu'ils allaient s'occuper de son problème financier. « *Je ne sais pas de quelle foutue manière nous pourrons nous y prendre, mais nous y parviendrons,* » affirma-t-il[39]. Flynn suggéra que le problème fût présenté à Raskob. Cela fut fait. Smith demanda à Raskob de téléphoner à Roosevelt. Raskob y réfléchit, mais décida d'en parler à Mme Roosevelt.

Il se rendit dans son salon à l'hôtel, et lui dit que le gouverneur Smith voulait qu'il téléphonât à son époux. Il dit qu'il se sentait très gêné à cet égard. Roosevelt avait jusque-là avancé son état de santé comme raison de refuser cette investiture. À présent, cependant, on avait dit à Smith que la raison résidait dans les obligations qu'il avait souscrites à Warm Springs, qui l'avaient poussé dans le rouge

38. Compton Mackenzie, « *M. Roosevelt* » (Dutton, 1944), p. 143.
39. Edward J. Flynn, « *You're the Boss,* » p. 68.

et avaient capté une grande partie de sa fortune. Raskob affirma à Mme Roosevelt qu'il ne pouvait se départir du sentiment selon lequel la raison réelle du refus de son époux n'était pas ces problèmes financiers, mais plutôt des conseils prodigués par les médecins. Si tel était le cas, Raskob pensait ne pas devoir pousser son époux à se porter candidat. Si quoi que ce fût devait arriver à Roosevelt par suite d'une campagne intense, ou des rigueurs imposées par son mandat, mettant possiblement sa vie en danger, lui, Raskob, s'en sentirait responsable. Mais si le problème financier était la raison réelle, alors il allait passer un coup de téléphone à Roosevelt. Il demanda à Mme Roosevelt sa franche opinion. Elle répondit que si son époux disait que sa santé lui permettait de se porter candidat, alors Raskob pourrait s'y fier, et que la véritable raison était le problème financier à Warm Springs. Chacun eut l'impression que Mme Roosevelt voulait que son époux se portât candidat.

À la demande de Raskob, Mme Roosevelt essaya alors de joindre son époux. Roosevelt sentit l'anguille sous roche, et essaya d'esquiver l'appel. On avait atteint une heure tardive de la nuit, et il se trouvait à un pique-nique à Manchester, aux abords de Warm Springs, en train de prononcer un discours. Il ne rappella qu'une fois rentré à Warm Springs. Mme Roosevelt passa la ligne à Raskob. Les éléments semblent indiquer que Smith était également présent. Roosevelt expliqua à Raskob qu'il avait certaines obligations en lien avec Warm Springs, qu'elles s'élevaient à une forte somme d'argent, et qu'il avait pour projet de faire une tournée pour lever des fonds pour les financer, et qu'il devait rester à Warm Springs pour cela. Après quelque discussion, Raskob demanda « *si ces obligations étaient écartées* », si Roosevelt pensait qu'il aurait la voie libre pour accepter la nomination. Roosevelt répondit par l'affirmative, mais qu'il ne voyait pas comme ces obligations pourraient être écartées. Raskob lui demanda alors d'annoncer franchement le montant de ces obligations. Roosevelt répondit : « *Deux cent cinquante mille dollars.* » Raskob régla alors le problème en disant : « *Très bien. Votre nomination est importante pour l'État de New*

York. Je mène ce combat pour nous débarrasser de la Prohibition, dont je pense qu'elle constitue une terrible plaie sociale, et je pense que la seule manière d'y parvenir est de faire élire Al Smith. Je suis donc prêt à souscrire à la somme totale de 250 000 *$. Vous pouvez accepter la nomination et oublier ces obligations. Vous pouvez lancer une levée de fonds pour faire campagne, et si elle ne couvre pas ce total, je payerai la différence.* » Roosevelt fut un peu estomaqué par cette proposition. Il affirma qu'il pensait qu'elle était très généreuse. Raskob lui demanda alors : « *Est-ce que ceci répond à vos objections financières, et vous permet de vous porter candidat ?* » Roosevelt répondit en riant : « *He bien, cette proposition supprime tous les accessoires sur lesquels je m'appuie. Vous pouvez dire que je vais accepter la nomination.* »

Cette nuit-là, juste après cette conversation, Raskob s'assit dans le salon d'Al Smith, rédigea un chèque personnel d'un montant de 250 000 $ et l'adressa par la poste à Roosevelt. Le lendemain, 2 octobre, Roosevelt était nominé pour devenir gouverneur, et Herbert Lehman comme lieutenant-gouverneur. Raskob n'obtint de réponse à sa lettre qu'après une semaine, lorsque Roosevelt arriva à New York pour préparer sa campagne. Il rencontra alors Raskob. Après des salutations cordiales, il prit le chèque de Raskob dans sa poche et le posa sur la table devant Raskob. Il dit : « *Je ne peux pas accepter ce chèque, John. Vous n'avez pas promis de donner l'argent. Vous avez uniquement promis de le garantir et cette proposition me suffit.* » Peu après, un comité fut constitué pour lever les fonds promis. Will Woodin en fut nommé président. On organisa une rencontre avec des hommes fortunés, et l'on y expliqua toute l'affaire. Raskob souscrivit 50 000 $. D'autres dirent des souscriptions, mais les contributions restèrent très inférieures à la somme. Cependant, par la suite, Raskob souscrivit de nouveau 50 000 $, et d'autres hommes riches y ajoutèrent de nouvelles contributions.

Les 250 000 $ furent rassemblés et remis à Roosevelt [40].

Il faut relater une petite histoire pour apporter à ce récit son caractère complet. Merriwether Inn était un grand hôtel éphémère d'été de Warm Springs, en Géorgie. George Foster Peabody, le philanthrope, avait entendu dire que les eaux chaudes de ses sources présentaient un effet singulièrement bénéfique sur les patients atteints de poliomyélite. Il avait acheté les sources, et avait par la suite dit à Roosevelt que celui-ci ferait bien d'essayer. Roosevelt, qui cherchait ardemment à se rétablir, visita Warm Springs en 1924. Il y resta quelque temps, et répéta ses visites plusieurs années durant, ayant acquis la conviction qu'en nageant dans les eaux chaudes du bassin, les patients de la polio avaient grandement été aidés à rétablir au moins un usage partiel de leurs membres. Il chercha des conseils professionnels, puis acheta à Peabody l'hôtel ainsi que 480 hectares à Peabody, et le transforma en hôpital pour patients de la polio. Il pensait que les gens souffrant de la polio seraient prêts à payer pour ces bénéfices, et que l'institution pourrait être transformée en quelque chose de rentable. Il prit la direction générale de l'entreprise, et en l'espace de plusieurs années, celle-ci connut de fortes pertes. Il affirma plus tard qu'il avait coulé une grande partie de sa fortune dans cette affaire. Il se peut qu'il ait perdu beaucoup d'argent, mais il avait en fait souscrit de fortes dettes dont il était garant. On ne sait pas avec précision à qui il devait tout cet argent. Mais les obligations étaient pressantes. Il pensait à démarrer une tournée de levée de fonds pour couvrir cette dette. Mais comme il s'agissait surtout d'argent destiné à lui-même pour sortir sa personne d'un trou, ce n'était pas chose facile. C'était la raison pour laquelle il ne pouvait pas accepter la nomination de l'État de New York. La proposition de Raskob lui permettait non

40. Les faits relatifs au paiement de 250 000 $ à Roosevelt pour qu'il se portât candidat au poste de gouverneur m'ont été relatés par John J. Raskob, alors président du comité national démocrate, et corroborés par William Bray, ancien lt. gouverneur de l'État de New York, qui était présent durant ces négociations.

seulement de se porter candidat, mais le sortait également d'une situation très difficile. Ce que toute cela signifie est que Roosevelt n'accepta la candidature au poste de gouverneur qu'une fois que Raskob ait garanti 250 000 $ pour couvrir ses dettes.

Une fois Roosevelt élu comme gouverneur, de nombreuses améliorations furent apportées à Warm Springs. Mais elles découlaient de la générosité de donateurs privés. M. et Mme Edsel Ford construisirent une belle piscine entourée de gazon. En 1930, des patients assemblèrent 40 000 $ pour construire un petit hôpital, et en 1935, Georgia Hall, le bâtiment d'administration, fut érigé grâce aux contributions de citoyens de Géorgie. En 1935, deux dortoirs furent construits grâce à des fonds apportés par Samuel, Rush et Claude Kress, et un autre bâtiment grâce à des contributions consenties par des amis des constructeurs, Hageman et Harris[41]. Les fonds levés et remis à Roosevelt ne contribuèrent à aucune de ces améliorations. Roosevelt ne fit jamais mention en public de l'argent qui lui fut donné par Raskob et ses associés. Compton Mackenzie et Emil Ludwig, qui ont tous deux écrit des biographies adulatrices de Roosevelt, sur la base d'éléments par lui-même communiqués, mentionnent la grande entreprise de Warm Springs et le bien-être qu'elle procure, mais ne s'arrêtent jamais au fait que ce fut un groupe d'hommes intéressés par Al Smith qui paya les dettes contractées par Roosevelt dans l'entreprise.

Nous pouvons à présent revenir aux aventures lucratives de la famille, promues depuis la Maison-Blanche. Nous avons vu comment Roosevelt apporta son aide au moment où Elliott s'employait à obtenir un gros emprunt de la part de deux hommes du pétrole, alors que les inculpations étaient imminentes au Texas. Mais on trouve une connexion plus directe encore entre le président et certains des desseins commerciaux d'Elliott et de Jimmy. En 1939, feu le membre du Congrès William I. Sirovich, de l'État de New York, téléphona à M. Carruthers Ewing, le conseiller général de

41. Rapport de la *Georgia Warm Springs Foundation.*

l'*Atlantic and Pacific Tea Company*, et lui dit que le président lui avait demandé de venir en aide à son fils Elliott pour emprunter 200 000 $. À la demande de Sirovich, Ewing présenta Elliott à John Hartford, le dirigeant de l'*A & P Company*, et Elliott expliqua à ce dernier qu'il voulait emprunter 200 000 $ pour acheter une nouvelle station radiophonique pour son réseau du Texas, et que la station allait prochainement valoir un million de dollars. Hartford était quelque peu gêné. Il dit à Elliott qu'une transaction de cette nature pourrait embarrasser son père, le président. À ce moment-là, Wright Patman, le membre du Congrès du *New Deal* faisait la guerre aux chaînes de magasins, et avait un projet pour les soumettre à un impôt d'une manière qui aurait fortement frappé l'*A & P*. Hartford était sur le point de lancer une grande campagne de publicité nationale pour essayer de contrecarrer ces projets. Au vu des circonstances, cependant, la présence du fils du président n'était pas sans éveiller les soupçons.

Elliott opta pour la méthode la plus directe pour répondre à l'objection de Hartford. Il décrocha le téléphone, appela son père à la Maison-Blanche, et lui présenta Hartford par téléphone. Hartford lui demanda s'il était au courant de la démarche de son fils. Le président répondit qu'il en était parfaitement au fait, et que la proposition était parfaitement sensée, et qu'il apprécierait grandement tout ce que Hartford pourrait faire pour aider son fils. Hartford fut extrêmement surpris que le président s'adressât à lui en l'appelant « *John* », et l'invitât à lui rendre visite à la Maison-Blanche, car il n'avait jamais eu aucune relation personnelle avec lui auparavant. Hartford envoya le lendemain le chèque de 200 000 $ à Elliott, et reçut en collatéral l'action du réseau du Texas. Il s'agissait déjà à ce stade d'un spectacle extraordinaire — le président intervenant pour qu'un prêt de 200 000 $ fût consenti à son fils, dont il ne connaissait que trop bien le comportement anormal, par un homme qu'aucun d'eux ne connaissait, et dont la société subissait les attaques d'un membre du Congrès adepte du *New Deal* à ce même moment. Cependant, la partie la plus stupéfiante reste à venir.

Cet emprunt avait été consenti en 1939. En 1942, Hartford n'avait reçu aucune nouvelle d'Elliott quant au remboursement du capital, ou des intérêts. En réalité, il ne s'attendait pas à en recevoir. Il s'était représenté, comme il l'affirma face à un comité du Congrès, qu'en échange de cet emprunt, on « *lui avait retiré une grosse épine du pied.* » Cependant, en 1942, le président fit appeler Jesse Jones et lui demanda d'essayer de régler les problèmes financiers d'Elliott. Jones fit venir Hartford, lui dit qu'il agissait pour le compte de la famille Roosevelt, et suggéra qu'Hartfort acceptât une somme de 4000 $ en règlement de l'addition à 200 000 $ d'Elliott – et ce bien entendu, en lui rendant les actions. Ces actions, Jones l'assura à Hartford, n'avaient aucune valeur. C'était ce que les Roosevelt avaient dit à Jones. Hartford accepta la proposition, et à réception du chèque de 4000 $ envoyé par Jones, il renvoya les actions du réseau du Texas. Il nota sa perte de 196 000 $ dans sa déclaration d'impôts du Texas, si bien que le Trésor des États-Unis épongea le plus gros de cette perte. On apprit par la suite que les actions valaient environ un million de dollars. Jones les remit au président, et les envoya à la seconde épouse divorcée d'Elliott, une moitié pour elle, et l'autre moitié pour ses enfants. Il est probable que durant toute l'histoire des États-Unis, il s'agissait de la première fois qu'une telle entourloupe était menée par un président étasunien, et qui plus est, un président qui se posait face au peuple comme le plus droit des paragons d'excellence morale et politique ayant jamais occupé ce poste. [42]

Cette histoire alla encore bien plus loin. Elliott, piloté par feu Hall Roosevelt, le frère de Mme Roosevelt, obtint un emprunt de 25 000 $ de la part de Charles Harwood, un homme de New York qui croyait dans le *New Deal*, et qui avait pour ambition de de-

42. L'épisode du prêt Elliott Roosevelt-Franklin Roosevelt-Hartford a été relaté en premier par Westbrook Pegler. Les affirmations publiques réalisées par Hartford et Jesse Jones et imprimées dans les journaux à l'époque ont absolument validé l'ensemble des affirmations de Pegler. Voir également les auditions face au *House Committee on Ways and Means*, septembre 1945.

venir juge fédéral. Celui-ci aussi avait reçu comme collatéral de l'emprunt des actions du réseau du Texas. Il n'obtint pas le poste qu'il souhaitait à la magistrature, mais fut nommé gouverneur des Îles Vierges. Mais contrairement à Hartford, lorsque Jones vint lui proposer 1000 $ pour solder la dette et récupérer les actions laissées en collatéral, il répondit qu'il ne voyait pas de différence entre une perte de 100 % et une perte de 96 % ; il garda les actions et sauva son patrimoine. On connaît trois ou quatre autres emprunts qui furent soldés à des pourcentages divers de leur valeur faciale par Jones à la même période. Tous additionnés, ces emprunts contractés par Elliott s'élevaient à quelque 800 000 $. Le récit en est long et sordide. Des hommes d'affaires furent invités à la Maison-Blanche, d'où se faisaient entendre tant d'imprécations furieuses contre les hommes d'affaires corrompus. Leurs noms ont été publiés. Ils furent invités à consentir des emprunts ou à s'assurer auprès des entreprises des fils du président. Certains d'entre

eux eurent la bonne idée de refuser [43].

Roosevelt était doté d'une large dose d'égoïsme, qui lui rendait impossible en certaines circonstances de percevoir la ligne étroite séparant la conduite propre ou impropre lorsque l'on occupe des fonctions officielles — et particulièrement une fonction aussi éle-

43. Les aventures en affaire de la famille Roosevelt ont été explorées dans le plus grand détail par Westbrook Pegler, et les résultats en sont parus dans nombre des éditoriaux qu'il a écrits. Les apologistes de Roosevelt se sont employés à écarter les accusations de Pegler, non pas en réfutant les faits, mais en le qualifiant de « *haineux envers Roosevelt* ». Mais Pegler ne peut être écarté de la sorte. Ceux qui ont essayé de le faire ne savent que fort peu de choses quant à Pegler ou ses méthodes. Ils sont absolument inconscients du fait que Pegler est l'un des journalistes les plus méticuleux et scrupuleux travaillant pour les journaux étasuniens. Aucune tentative n'est trop laborieuse pour décourager sa poursuite infatigable quant aux faits. Il est à ce titre aussi éloigné de cette sorte de chroniqueurs de rumeurs si prisés et si vantés par les propagandistes du *New Deal* que le sont les deux pôles l'un de l'autre. La teneur de leurs critiques est que Pegler imprime ces accusations parce qu'il déteste Roosevelt. La notion selon laquelle il pourrait détester le clan Roosevelt par conséquence de ce qu'il a découvert au sujet de ses membres ne semble pas effleurer les critiques de Pegler. De fait, Pegler commença en 1932 sa carrière de journaliste en soutenant très généreusement et en admirant les Roosevelt, et il participa souvent aux hamburgers-frites de Mme Roosevelt à Hyde Park. Il fut également un ardent soutien de l'ensemble du programme d'aide aux Alliés. Mais Pegler, comme de nombreux hommes de bien, a commencé par ressentir un sentiment de surprise peinée, puis finalement de colère, lorsqu'il a découvert que les gens qu'il avait respectés l'avaient trompé. Nul ne s'autorise une sensation aussi luxueuse de colère justifiée plus qu'un *New Dealer* découvrant un petit employé de la ville, ou un petit homme d'affaires dans quelque entreprise de greffe. Pegler s'estime tout aussi habilité à se mettre en colère lorsqu'il découvre ces pratiques à la Maison-Blanche que ces *New Dealers* lorsqu'ils les découvrent dans un tribunal ou un hôtel de ville. Les accusations formulées par Pegler sont étayées à l'envi par des faits — des noms, des dates, des montants, les noms des témoins, les témoignages officiels, etc. Pegler se serait retrouvé en prison ou en faillite depuis longtemps si ses victimes avaient la moindre raison de penser qu'ils pourraient le faire condamner en justice pour diffamation. La plupart des éléments imprimés ici en référence aux opérations d'Elliott sont fondés sur les rapports extrêmement documentés de Pegler. J'ai pour autant vérifié ceux que j'ai cités, pour la plus grande partie, à l'exception de ceux qui sont tellement prouvés et reconnus ne pas nécessiter de vérification supplémentaire.

vée que celle de la présidence. Par exemple, Roosevelt avait été toute sa vie un ardent collectionneur de timbres. Il ne s'était jamais laissé aller à se faire plaisir en mettant beaucoup d'argent dans ce passe-temps. Un intime affirme qu'il ne payait que rarement un timbre plus de 10 $. Mais il savait tout ce qui est à savoir sur ce passe-temps et son côté commercial. Lorsqu'il devint président, il se retrouva de fait à la tête du bureau des Postes et du bureau des Impressions et des Gravures. Très vite, il amena Jim Farley, le Postmaster General, qui ne connaissait rien à ce passe-temps apparemment inoffensif, à lui faire porter les premières impressions non perforées (c'est-à-dire, les impressions sans les trous habituels) de diverses nouvelles émissions de timbres. Farley récupérait les impressions, les payait à leur valeur nominale, et donnait l'une d'entre elles au président, une autre à Mme Roosevelt, une troisième à Louis Howe, et ainsi de suite à quelques autres.

Peu après, une autorité en la matière fit appel à Farley, et lui expliqua que ces impressions non-perforées étaient extrêmement rares, du fait qu'il était très difficile de s'en procurer, qu'elles allaient présenter une valeur commerciale immense, et qu'il s'agissait donc d'une action éthiquement douteuse. Farley l'assura que les impressions ne partiraient jamais sur le marché commercial, qu'elles n'étaient que remises au président à destination de sa collection personnelle, etc. Peu de temps après cela, une impression fit surface en Virginie. L'homme qui avait averti Farley écrivit au propriétaire et lui demanda son prix. L'homme en voulait 20 000 $. L'histoire fuita jusqu'au Congrès, et Huey Long s'apprêtait à détruire Roosevelt lorsque le département du bureau des Postes ordonna qu'un grand nombre de planches non perforées fût imprimé et distribué, afin de faire disparaître la valeur de rareté de celle qui avait été mise sur le marché.

Mais le président avait enrichi sa collection personnelle de timbres à une très grande échelle. Et ce n'était pas tout. Lorsque on fabrique un nouveau timbre, la première épreuve, imprimée sur la teinte originelle, a une valeur marché particulièrement élevée, tout

simplement du fait de sa rareté. Une fois émis, un timbre peut connaître des changements de temps à autre — un changement de typographie, l'ajout d'un petit drapeau, une enluminure décorative ici ou là. L'épreuve d'impression originelle prend par conséquent une valeur croissante, et en matière de collection de timbres, c'est la rareté d'un article qui fait sa valeur sur le marché. Par le passé, on avait pour usage, lorsqu'un timbre commémoratif était émis, de remettre à quelqu'un — peut-être le sénateur ou le gouverneur de l'État impliqué par la commémoration, ou une autre personne en lien avec l'événement — l'épreuve de teinte. Mais il existait des abus, et d'autres personnes pouvaient les accaparer. Ils devenaient des articles très prisés sur le marché du timbre, valant de fortes sommes d'argent. Aussi, lorsque Theodore Roosevelt était président, il ordonna l'interdiction de remettre ces épreuves de teinte à quiconque. Lorsque Franklin Roosevelt devint président, connaissant la valeur de ces objets, et profitant de son statut de patron du bureau des Impressions et des Gravures, il ordonna que lui fussent remises un grand nombre d'épreuves de teintes, remontant aussi loin que 1896. Selon ce nouvel ordre, elles ne pouvaient être remises qu'à lui. Et il les ajouta à sa collection personnelle. À sa mort, ces seules épreuves de teinte, résultat de ce raid massif pratiqué par le président, se vendirent 59 000 $, somme qui fut portée à son patrimoine. L'ensemble de la collection de timbres, comprenant épreuves de teinte et impressions non perforées, ajoutée à sa collection par ailleurs modeste, se chiffra à 275 000 $[44].

Il reste un incident unique dans notre histoire politique nationale. Il s'agit de l'histoire singulière du domaine de Roosevelt et des desseins qu'il entretint personnellement pour construire son propre sanctuaire avec de l'argent du gouvernement et des fonds extorqués à des titulaires de charges publiques fédérales. À ma

44. Je dois l'expression correcte de ces faits à M. Philips H. Ward, une autorité éminente en matière de timbres, et auteur d'une chronique pour *Mekeel's Weekly Stamp News*, qui a enquêté sur ce sujet

connaissance, nos annales politiques ne disposent d'aucun exemple comparable d'une vanité personnelle absolument pas bridée par le moindre sentiment de honte.

On construit des statues par centaines, à tous niveaux de célébrité. Mais les sanctuaires sont réservés aux rares hommes dont les actions, filtrées par le crible de l'histoire, fournissent les preuves de grandeur qui mérite ce tribut extraordinaire. En temps voulu, le candidat à de tels honneurs finira par se faire reconnaître à son rang. Le plus grand de nos sanctuaires — la maison de Washington à Mount Vernon — fut restaurée et est maintenue par un groupe privé, la *My. Vernon Ladies Association.* Après la mort de Jefferson, son domaine fut conservé pour ses héritiers par des amis, et sa maison — Monticello — est gérée par le *Thomas Jefferson Memorial Foundation*, une organisation privée. L'État de l'Illinois fournit les fonds — environ 15 000 $ par an — pour l'entretien de la tombe de Lincoln à Springfield. La tombe imposante de Grant fut construite par souscription populaire et est contrôlée par la *Grant Monument Association.* Les dépenses annuelles s'élèvent à 15 000 $ par an — dont 6000 $ sont payés par la ville de New York et le solde par le *Grant Endowment Fund.* Franklin D. Roosevelt ne prit aucun risque de se voir négligé. Il conçut personnellement l'idée d'un sanctuaire pour lui-même, organisa et promut lui-même le mouvement et exerça des pressions lui-même pour le faire progresser. Et il fit cela bien avant la guerre — avant d'avoir vu son aura grandie par les événements et par la propagande pour le bien et le mal comme un personnage mondial.

L'idée germa dans l'esprit de Roosevelt dès 1938. À ce moment, la dépression était revenue sur le pas de sa porte. Plus de 11 000 000 de personnes étaient sans emploi. Il venait de dire à Henry Morgenthau que la meilleure trajectoire à adopter pour eux était d'osciller au cours de deux années à venir, sur un déficit annuel de deux à trois milliards de dollars, puis de quitter son poste, laisser le désordre aux républicains, et attendre que le peuple le rappelle en 1944. Il est incroyable mais vrai que ce fut à ce moment de frus-

tration qu'il ait mitonné ce projet d'un sanctuaire national dédié à sa personne. Dans cette conception, ce sanctuaire se mélangeait à un autre objectif, plus pragmatique. Roosevelt projetait, en quittant ses fonctions, de rentabiliser son nom et sa position en se faisant auteur. L'idée de Roosevelt quant au statut d'auteur était confortable. Un employé pour faire des recherches, et un nègre à ses côtés pour écrire, avec son nom pour donner de la valeur à ce qui pourrait en sortir. Nous savons que peu après ces événements, il entama des négociations avec le magazine *Collier's* pour un poste à 75 000 $ annuels, pour écrire ou soutenir une colonne hebdomadaire. Il concevait désormais le projet de faire construire sur son domaine de Hyde Park une bibliothèque et un atelier qu'il pourrait utiliser pour gérer ses affaires une fois qu'il aurait quitté la Maison-Blanche. L'étape suivante, dans son idée, était de la transformer en « *bibliothèque mémorielle,* » dont les fonds seraient constitués par les milliers de travailleurs du parti qui occupaient des fonctions dans son administration. Et les choses se firent ainsi en premier — une bibliothèque du mémorial Franklin D. Roosevelt. Il fournirait les terres sur le domaine de sa mère. Les tenants de charges démocrates payeraient les factures pour le bâtir et le meubler. Du fait de son statut de « *bibliothèque mémorielle* », l'organisation serait exemptée d'impôts. Et il pourrait y travailler avec ses employés, comme proposé par la suite, pour *Collier's* à hauteur de 75 000 $ pour lui, avec en outre trois ou quatre de ses employés payés par *Collier's*. Tout ceci était géré par un comité pour lever les fonds et terminer le projet constitué avec son partenaire juridique, Basil O'Connor, Joseph Schenck, qui fut par la suite mis en prison par le gouvernement, Ben Smith, un opérateur de Wall Street, et plusieurs autres. Ils levèrent 400 000 $ de la part des éléments de l'« *homme du commun* » qui travaillaient pour les démocrates. Ils dépensèrent 300 000 $ pour le bâtiment, 15 000 $ pour le mobilier, 10 000 $ pour les dossiers, et 15 000 $ en dépenses administratives.

Au moment où l'édifice fut terminé, l'idée s'était développée. Au mois de juillet 1939, Roosevelt céda au gouvernement devant

notaire 6.4 hectares du domaine de Hyde Park, sur lesquels se trouvait la bibliothèque. Les États-Unis, au travers des archives nationales, devinrent propriétaire et *gestionnaire* de la « *bibliothèque* », ce qui lui retirait cette charge. La « *bibliothèque* » devait conserver ses documents, collections de maquettes de navires, etc. ainsi que lui mettre à disposition un atelier de travail complètement gratuit pour le reste de sa vie, et devenir un monument après sa mort.

Si un Roosevelt en retraite, bousculé par le retour de la dépression en 1938, répudié par le pays sur l'affaire du combat contre la Cour Suprême, et par son pays sur le combat de la purge, confronté à une grave révolte et divisé dans son parti, si cet homme pouvait s'envisager comme le seul président étasunien à disposer d'un sanctuaire construit et soutenu par le gouvernement, dans quelles dimensions son ego allait-il gonfler une fois les États-Unis entrés en guerre, lorsque, tel un empereur romain, il allait lancer des milliards indénombrables sur le monde, lorsque ministres, rois, dictateurs et empereurs allaient le couvrir de flatteries en le suppliant de leur accorder quelques millions ? À la fin de l'année 1943, les flatteries, les applaudissements, les flagorneries avaient littéralement pourri la nature de Franklin Roosevelt. En décembre de cette année, il décida, tel un Pharaon égyptien, de transformer sa maison en grand sanctuaire historique — une pyramide yankee — où sa famille pourrait vivre dans une sorte de dignité impériale, où il pourrait prendre sa retraite s'il survivait à la guerre, comme une sorte d'Homme d'État Mondial Senior, et Dictator Emeritus, et où il pourrait être enterré. Au mois de décembre 1943, il légua au gouvernement « *comme site historique national* » son domaine de Hyde Park, avec la provision que lui et les membres de sa famille auraient le droit d'y vivre toute leur vie durant, pourvu qu'ils payassent les impôts d'État et locaux. Le secrétaire Ickes demanda au Congrès 50 000 $ par an pour la maintenance du domaine. Des frais d'admission y sont désormais demandés, et l'on estime que les coûts de maintenance s'élèveront à environ 100 000 $ par an.

Ainsi, Roosevelt n'est pas seulement le seul président dont la

maison et la tombe sont maintenues par le gouvernement au titre de sanctuaire national, mais le gouvernement les maintenait déjà avant son décès, le tout selon un projet qu'il avait conçu de lui-même et mis en œuvre avant sa mort.

Je sais que l'invétéré *New Dealer* dira : à quoi sert de ratisser toutes ces affaires déplaisantes sur Roosevelt ? À quoi servit de ratisser toutes ces affaires déplaisantes avec le Shériff Farley, un simple shériff du Tammany, dont la modeste boîte de conserve fut utilisée par Roosevelt pour prêcher un sermon quant à la vertu des dirigeants ? Se peut-il que des spectacles tels que celui auquel nous avons assisté de la part de Roosevelt et de sa famille doivent être dénoncés quand ils sont commis par un policier gagnant à peine 60 $ par semaine, ou par quelque dirigeant d'une ville obscure, mais qu'il ne faille même pas en faire mention quand il s'agit d'un président étasunien ? Se peut-il qu'il existe un plafond en matière de morale publique et personnelle, et qu'un président s'autorise à proliférer au-dessus de ce plafond, suivant des règles différentes ? Y a-t-il réellement quelqu'un qui y croie ? Y a-t-il quelqu'un qui insistera sur l'idée qu'il y aurait un stade dans l'échelle de salaires dans la vie publique à partir duquel les Dix Commandements cessent de suivre le personnage montant ; que le Cinquième, le Sixième et le Septième Commandements sortent du tableau au moment où celui qui assure une charge passe, disons, de 10 000 $ à 12 000 $, ou bien qu'il évolue par le Cabinet, la Cour Suprême et finalement la présidence. Ou se peut-il que la loi morale s'applique à tous les présidents sauf ceux qui aiment l'homme du commun, ou les présidents de gauche, cependant que les présidents de droite restent astreints aux anciennes règles ?

Roosevelt fut bâti par la propagande, à petite échelle avant la guerre et à une échelle incroyable après celle-ci, transformé en un personnage totalement fictionnel — un grand adorateur magnanime du monde, un puissant chef d'État devant lequel les dirigeants moindres courbaient l'échine d'humilité, un grand penseur, un grand orateur — l'un des plus grands de l'histoire — un ennemi

du mal sous toutes ses formes. Sous sa première administration, quelqu'un était responsable du travail tout à fait précis consistant à vendre Roosevelt au public. Son physique engageant, sa vitalité purement physique couplée à son infortune physique, son esprit dynamique qu'il exhibait à profusion, le rôle qu'il endossa instantanément comme frère au grand cœur des nécessiteux, de riche ennemi des « *malfaiteurs aux grandes richesses* » et bien entendu de dépenser ces fabuleux milliards que le Congrès lui avait mis entre les mains — tout ceci, combiné aux résultats dramatiques qui marquèrent son premier mandat, le firent paraître aux yeux du peuple sous une lumière exceptionnellement favorable. Les gens qui croyaient qu'il écrivait lui-même ses discours l'acclamaient comme un grand orateur. Les gens ne sachant rien de la finance ou de l'économie le vantaient comme un grand homme d'État économiste. Mais en amont et au-dessus de tout cela, des techniques sournoises avaient été industrieusement exploitées pour embellir l'image. Par exemple, Mme Roosevelt avait endossé la tâche de faire les éloges de la presse, des journalistes radio et des commentateurs. Ils étaient attirés jusque Hyde Park pour des piqueniques à base de hamburgers et de hot dogs. Ils allaient nager dans la piscine en compagnie du Grand Homme. Ils étaient invités à la Maison-Blanche. Et, à ne pas négliger, il n'y avait rien de plus facile pour eux que de trouver des emplois au sein du *New Deal* pour les membres de leur famille.

Une fois que la guerre en Europe fut sur la voie, et que Roosevelt se mit à endosser le rôle d'ami, non seulement de l'homme du commun, mais de l'ensemble de la race humaine, une fois qu'il se fût mis à désigner du doigt des dizaines de milliards de dollars, une fois qu'il eût enfin revêtu l'armure étincelante du chevalier de panache, et pointé sa grande épée face aux forces du mal sur toute la planète — alors la propagande prit des proportions formidables. Les agences de propagande les plus puissantes jamais conçues par l'humanité sont la radio et le cinéma. Pratiquement tous les réseaux radiophoniques et toutes les sociétés de cinéma s'engagèrent dans la grande tâche consistant à déverser quotidiennement sur l'esprit

du peuple étasunien — et même heure par heure, de manière incessante — l'histoire du plus grand Étasunien à avoir jamais vécu, crachant le feu et la destruction contre ceux qui le critiquaient, réduits au silence, tout en remplissant les poches du peuple avec des milliards de dollars d'argent de guerre. La radio grouillait non seulement de commentateurs et de journalistes d'actualité, mais de crooners, d'acteurs, de stars de l'écran, de feuilletons, de comédiens au visage noirci, de danseuses étoiles, de monologueurs, implantant dans l'esprit étasunien non seulement la grandeur de notre *Leader* mais l'infamie de ses critiques, la noblesse de ses objectifs grandioses et la nature sinistre des complots tordus ourdis par ses ennemis politiques. On vendit au peuple, tout d'abord la proposition selon laquelle Franklin D. Roosevelt était le seul homme à pouvoir nous tenir éloignés de la guerre ; puis, qu'il était le seul homme pouvant nous apporter la victoire dans la guerre que lui seul aurait pu nous éviter ; et finalement qu'il était le seul homme capable de se confronter à des dirigeants comme Churchill et Staline sur un pied d'égalité ; et par-dessus tout qu'il était le seul homme pouvant traiter avec succès face au brutal Staline dans les arrangements du monde d'après-guerre.

L'homme ordinaire ne comprenait pas que Hitler et Mussolini étaient, dans leurs pays respectifs, hissés à la même image de bravoure, de force, de sagesse et de noblesse pour les yeux de leur peuple, exactement comme Roosevelt l'était pour le peuple des États-Unis. Hitler n'était pas présenté au peuple d'Allemagne comme il était présenté ici. Il était exhibé sous de nobles atours et drapé des vertus les plus héroïques qui étaient ici attribuées à Roosevelt, à Mussolini en Italie, et bien entendu, à Staline en Russie. Je ne compare pas Roosevelt à Hitler. Je ne fais qu'insister sur le fait que l'image de Roosevelt vendu à notre peuple, et qui persiste sur la rétine de ses imaginations était une image complètement fausse, constituait le résultat d'une fausse propagande, et que, parmi les maux dont les États-Unis doivent se protéger, l'un des plus destructeurs est celui des techniques de propagande moderne appliquées

au problème du gouvernement.

2.

Par conséquent, quelle sorte d'homme était ce président tellement promu et encensé ? Les éléments soulignés au sein du présent chapitre ne font, bien entendu, que mettre en lumière l'une des facettes de sa personnalité. Tout ceci expose une image de lui qui est aussi mono-facette que celle qui est présentée par ses promoteurs. Il a été nécessaire d'introduire ces autres traits pour compléter le portrait déformé qui a été exposé au monde.

Roosevelt, comme le monde le voyait, était un homme d'un charme personnel inhabituel. Il était grand, large d'épaules, beau ; il débordait d'une vitalité physique, et faisait ressentir autour de lui un flux d'énergie chaud, génial et exubérant. Cela suggérait une force personnelle — une certaine manière positive et résolue, fortement mise en valeur par son apparence physique. Il plaisait rapidement aux gens. Le trait lointain, quelque peu hautain de ses premiers jours s'était dissipé. Au milieu des gens, il apparaissait à l'aise, gracieux, cordial et amical.

L'esprit derrière tout ceci présentait des capacités élevées. Roosevelt ne se laissait duper par personne. Mais comme la plupart des hommes, ses compétences relevaient d'un certain champ, et lorsqu'il œuvrait dans le périmètre de ce champ, il constituait un antagoniste formidable. L'erreur d'appréciation à ne pas faire à son sujet est de le considérer comme un penseur et comme un étudiant. Par exemple, il ne s'intéressait pas à l'étude des problèmes sociaux ou de la structure économique. Il ne développait pas, comme l'avaient fait Madison, Jefferson et Woodrow Wilson, de pensées en matière de philosophie politique. Il n'avait pas, contrairement à ces hommes, réfléchi aux grands problèmes de l'organisation sociale pour parvenir à des opinions claires quant à leurs racines, ou

aux principes de la vie et de la croissance selon divers systèmes de gouvernement social. Les principes qu'il avait avant son élection sur ces sujets étaient ceux qui venaient avec la faction du parti où il était né. Il les avait acceptés. Il ne réfléchissait pas à leur sujet. Et ils n'avaient pas de prise sur son esprit. Si une politique échouait, il pouvait l'arrêter et en lancer une autre sans rencontrer la moindre résistance d'une philosophie sous-jacente à laquelle il aurait été attaché. Ceci explique la facilité avec laquelle il avait pu annoncer toute une suite de politiques et de projets lors de sa première campagne présidentielle, puis, juste après l'investiture, en jeter pratiquement tout à la poubelle et adopter un autre ensemble de politiques fondées sur une théorie de gouvernement totalement différente. Et lorsque, en 1938, toutes ces tentatives avaient été réduites en pièces par la logique inexorable des événements, il avait pu tout remettre à la poubelle, et orienter son esprit vers cette étrange collection de théories que les Tugwell, Hansen et Wallace lui avaient vendues. Pratiquer ces revirements ne lui demandait ni violence, ni conviction réelle. Il ne se montrait pas déloyal envers une opinion installée. En réalité, il se comportait en pleine conformité avec la seule conviction politique qui l'habitait. Aux yeux de Roosevelt, le seul critère évaluant si une politique était bonne ou mauvaise était de savoir si celle-ci soulevait un soutien politique utile parmi les électeurs. Si elle lui attirait quelque groupe important d'électeurs, alors il s'agissait d'une politique sage. Dans le cas contraire, il pouvait la rejeter, ou l'annuler, sans faire violence à une quelconque philosophie politique centrale.

Ses compétences ne résidaient pas dans le champ de la philosophie politique, mais dans le champ du responsable politique. Aussi, lorsque Roosevelt approchait une politique, il ne l'examinait pas pour en étudier l'ordre social, mais en homme politique désireux d'en tirer un pouvoir. Pour cette raison, il put adopter un dessein à courte vue, comme le projet d'achat d'or ou les impôts sur les profits non-distribués, ou l'idée d'une réserve de sécurité sociale pour personnes âgées, après l'avoir inspectée quelques moments.

Son esprit ne s'intéressait pas à sonder le caractère sensé ou non de ces idées. Mais lorsqu'on lui présentait un problème de gestion ou de manœuvre politique, son esprit l'attaquait immédiatement et activement. L'esprit s'attaque avec facilité aux sujets auxquels il est accueillant, pour lesquels il présente une affinité et un appétit. Être très compétent en tout champ d'activité humaine dépend de l'industrie inhérente de l'esprit lorsqu'il traite de son sujet. L'esprit de Roosevelt était actif jour et nuit, sans relâche, et de manière profitable, sur un seul sujet — et il s'agissait de la manœuvre politique correcte en réponse à toute situation.

Il acquit la réputation d'être un grand orateur. Même ses ennemis en vinrent à penser que Roosevelt pouvait prendre un micro pour la radio et balayer les fondements de l'opposition. On ne peut remettre en question le fait que Roosevelt était un formidable orateur radio. Cependant, cela mérite analyse. Tout discours est composé de mots que l'orateur prononce d'une certaine manière. Le verdict général était qu'il possédait une voix d'or, et une technique radiophonique séduisante et stimulante. La voix, la manière, la prestation appartenaient bien à Roosevelt. Mais les mots étaient produits par d'autres. La voix était celle de Roosevelt ; le contenu était composé des mots écrits par ses rédacteurs fantômes.

Jusqu'au moment où il se présenta à la présidence — il était alors âgé de 50 ans — il avait prononcé pléthore de discours. Nul n'avait jamais remarqué qu'il était un grand orateur, et nul ne se souvient d'une seule phrase qu'il ait prononcé, hormis le titre de « *Happy Warrior* » qu'il avait décerné à Smith au cours d'un discours écrit pour lui par un juge de New York tout à fait brillant. Cependant, lorsqu'il lança sa campagne pour la présidence, il devint tout à coup un orateur fabuleux. L'explication est bien entendu qu'il s'était attaché les services de rédacteurs fantômes, qui produisaient les idées, les phrases, les petites remarques, les songes et les métaphores ; et il disposait de deux ou trois collaborateurs en mesure de transposer ces éléments en très bonne langue anglaise. Pour son discours d'acceptation, en 1932, lors de la convention de

Chicago, un discours avait été rédigé par Ray Moley et un autre par Louis Howe. Louis désirait désespérément que son discours fût prononcé. Il avait écrit des tas de discours pour le compte de Roosevelt. Celui-ci promettait d'être sa plus grande réussite anonyme. Lorsque Roosevelt monta sur l'estrade pour parler, nul ne savait lequel des deux discours il allait prononcer. D'une manière très rooseveltienne, il lut la première page du discours de Louis Howe, et le reste du discours de Ray Moley. Il prononça son allocution d'investiture — cette adresse vraiment élégante, basée sur le modèle antique — avec compétence et enthousiasme. Mais il ne l'avait pas écrite, en dépit du témoignage de Charlie Michaelson affirmant le contraire. Les contributions y avaient été apportées par plusieurs personnes, mais la production principale était celle de Ray Moley, qui écrivit tant de ses discours.

Roosevelt disposait d'une compétence confortable, après un tel spectacle, qui était de laisser penser qu'il avait lui-même écrit ses discours. Il appréciait particulièrement de « *s'auto-citer* », et il en revint un nombre incalculable de fois à répéter « *ce que j'ai déjà dit* », à savoir « *que la seule chose que nous ayons à craindre est la peur elle-même.* » Roosevelt s'imaginait avoir façonné cette phrase. Je ne sais pas qui l'avait introduite dans un discours. Cette phrase précise avait déjà été prononcée auparavant par Thoreau, et l'un des loyaux serviteurs de Roosevelt — Sam Rosenman — l'avait déjà entendue dans un cours d'anglais à Columbia, dirigé par John Erskine. Rosenman faisait partie du groupe qui contribua à ce discours.

Lorsque Moley rompit avec Roosevelt, on prit soin de lui plusieurs années durant après son départ du *Brain Trust* qu'il avait créé, car il était indispensable à la préparation des discours de Roosevelt. Roosevelt ne coupa pas complètement les ponts avec Moley avant d'estimer disposer en Tommy Corcoran d'un fantôme compétent pour polir ses paroles immortelles. Et lorsqu'en temps voulu Tommy se vit sortir du cercle des privilégiés, il fut maintenu en instance jusqu'à ce que Roosevelt trouvât en Robert Sherwood un

nouveau fantôme compétent.

La question de l'origine fantomatique des grands efforts de Roosevelt commença à le perturber. Il se fit sensible à ce sujet. Et au cours de son second mandat, il se mit à faire usage d'une technique différente. Il demandait à plusieurs personnes — Tommy Corcoran, Stanley High, Sam Rosenman et d'autres — de lui soumettre des projets de discours ou de sections, ayant trait à des sujets spéciaux, et il les assemblait ensuite, en y ajoutant ci et là une phrase ou deux. On peut trouver ces phrases ajoutées par Roosevelt dans de nombreux discours, car la différence de style est perceptible. Roosevelt pouvait, bien entendu, rédiger lui-même un discours, mais il n'aurait guère produit qu'un résultat banal et commun. Il pouvait se tenir face à un auditoire et prononcer un discours, mais celui-là n'aurait rien eu d'impressionnant. Ses discours ont été édités et publiés en huit gros volumes, avec des notes de bas de page élaborées, supposément écrites par lui-même, mais en réalité produites par quelqu'un d'autre — un autre fantôme. On peut, en parcourant ces volumes, détecter les discours que Roosevelt produisit de lui-même. L'un des stigmates les plus reproductibles réside dans le nombre de fois où un paragraphe commence par la lettre « *I* »[45]. D'ailleurs, il fut payé 38 000 $ par un journal pour produire une suite du premier lot de ses documents et allocutions publics — une chose tout à fait nouvelle pour un président — après quoi ils furent publiés sous forme de livre — en cinq volumes — à 15 $ pièce.

Toute cette affaire de discours écrits par des nègres mérite peut-être qu'une forme de code professionnel politique soit mis en œuvre. De nombreux hommes publics, capables de rédiger des discours de haute volée, se trouvent parfois contraints par la presse ou par les événements de faire mettre en forme leurs discours par des nègres, tout simplement du fait qu'ils ne disposent pas du temps suffisant pour le faire eux-mêmes. Mais il s'agit là d'une chose tout à fait différente de la pratique instituée par Roosevelt, qui faisait d'ordi-

45. Le « *Je* » anglais, NdT

naire préparer ses discours par un corps de fantômes, dirigés par un maître-fantôme mettant les travaux en ordre final, après quoi Roosevelt en transcrivait les mots face au monde comme s'ils étaient les siens, et les considérait comme autant d'exemples de ses propres prouesses fabuleuses en matière d'éloquence. On ne peut imaginer Webster ou Clay, Jefferson, Madison ou Monroe, Lincoln, Cleveland, Bryan, Theodore Roosevelt, Taft, Woodrow Wilson, ou Herbert Hoover faisant rédiger leurs discours par quelqu'un d'autre et se faisant passer pour un grand orateur en empruntant l'éloquence d'un autre.

Le trait de caractère de Roosevelt le plus difficile à faire figurer au tableau est son code relâché quant à ses propres affaires financières et à celles de sa famille. La Maison-Banche n'avait, de toute son histoire, jamais rien connu de tel. On y avait constaté un relâchement considérable à l'époque de Grant, mais ni lui ni sa famille n'étaient impliqués, et il avait absolument été victime de ces transactions. On avait noté un certain relâchement sous Harding également, mais là encore ni la Maison-Blanche, ni ses occupants n'avaient été éclaboussés. C'est chose curieuse que cette éruption d'exploitation financière de la Maison-Blanche par le président et sa famille se produisit durant l'administration de l'un des locataires les plus riches de la Maison-Blanche, et qui de surcroît avait été promu sans relâche comme l'un de ses locataires les plus nobles.

C'était ce trait particulier de l'homme qui amena certains de ses intimes à affirmer qu'il était un personnage complexe. Roosevelt n'avait rien de réellement complexe. Il appartenait à une catégorie d'hommes bien connue, que l'on trouve dans la vie politique de chaque ville et chaque État. Il s'agit de la catégorie du gentleman bien né et riche présentant des affinités pour la vie publique, son importance et ses honneurs, qui se trouve un poste au sein des machines politiques les plus corrompues, s'exprime pendant les campagnes et invoque les platitudes les plus pieuses qui soient au sujet des vertus publiques, tout en amassant ses propres dividendes en provenance de la corruption par quelque moyen que ce soit. En

tous cas, il s'agit d'une catégorie au sein de laquelle les sentiments et prétentions les plus nobles se conjuguent avec une conscience politique de bas étage.

Dans le cas de Roosevelt, avec son approche plutôt simple de la vertu du dirigeant, sa faiblesse pour les jugements hâtifs, ses sautes impulsives dans des directions inconsidérées, sa vanité, son absence de philosophie politique installée, son appétit pour le pouvoir politique et ses importantes capacités de pur politicien, la présidence, une fois entre ses mains, se transforma en instrument aux conséquences abominables. La combinaison des qualités nommées ci-avant l'exposait, une fois qu'il eut entre les mains des pouvoirs étendus, à l'influence corrosive de ce pouvoir. Une loi, qu'au départ il n'approuva pas, qui lui mit entre les mains trois milliards de dollars à dépenser selon son bon vouloir, fit affluer de chaque bourgade, de chaque comté, des prétendants à sa générosité, qui se courbaient et s'aplatissaient devant lui, l'applaudissaient et l'acclamaient, et cela lui monta à la tête. Peu à peu, une nature guère différente de celle de nombreux hommes publics raisonnés de sa catégorie, se désintégra, cependant que le pouvoir le corrompait. À la fin, il en fut totalement corrompu. Sa carrière a prouvé, une fois de plus, ce que nos aïeux ne savaient que trop bien lorsqu'ils établirent ce gouvernement : que le pouvoir, rarement, fait croître et purifie les parties les plus nobles de la nature d'un homme, mais qu'il agit comme drogue puissante sur ses éléments les plus bas.

3.4 Vers le précipice

1.

À l'aube de l'année 1941, on observait depuis huit ans les expériences menées par Roosevelt. Nul ne saurait contester la nature du mandat qu'il avait reçu par le peuple. Il n'avait pas été élu

pour établir un nouveau système de gouvernement et d'économie, pour installer un système socialiste, fasciste ou communiste, ni une quelconque forme de capitalisme planifié par l'État. Sa promesse avait été de rétablir les conditions selon lesquelles le système libre étasunien de gouvernement représentatif, ainsi que le système libre d'entreprise privée, pussent fonctionner avec la meilleure efficacité.

Notre peuple comprend bien le mot « *business* ». Ce terme fait référence à cette suite de grandes et petites entreprises, qui produisent des biens et services pour la population. Ce secteur réalise deux tâches. Il produit notre nourriture, nos habits, nos biens de luxe comme de première nécessité ; et il assure également l'emploi qui permet aux gens de gagner de quoi acheter ces choses. Lorsque Roosevelt parvint au pouvoir, on aurait pu supposer que le monde des affaires constituait une sorte de gigantesque conspiration criminelle opposée au bien-être de notre nation. Il commença par une attaque rapide contre le monde des affaires, et il la poursuivit jusqu'à la guerre. Même durant la guerre, dans les moments où il pouvait céder au sujet, il faisait des projets d'assauts renouvelés contre le monde des affaires.

Ce dont la nation avait besoin, lorsqu'il prit ses fonctions, était davantage d'emplois — des emplois aux machines, dans les boutiques, dans les mines et les magasins, pour créer et distribuer les biens nécessaires, et distribuer salaires et dividendes qui permettaient de se payer ces biens. S'il faut que chacun dispose d'un emploi, ces emplois doivent produire quelque chose — des biens ou des services.

Clairement, ses fonctions exigeaient de lui d'utiliser par tous les moyens les pouvoirs du gouvernement pour améliorer les conditions afin qu'elles facilitent la vie des entreprises. Quiconque connaissait bien le sujet de l'organisme économique de cette époque comprenait ce que chacun semble comprendre à présent, que les entreprises ne peuvent pas fonctionner à plein sans un flux continu de l'épargne vers de nouveaux investissements. De nouveaux investissements signifient un flux de richesse vers l'établissement de nouvelles indus-

tries, et l'expansion de celles qui existent déjà. Cela signifie que l'on bâtit des maisons et des bâtiments, que l'on produit et installe de nouvelles machines et de nouveaux outils. Cela signifie que l'on organise de nouvelles sociétés ou partenariats, que l'on souscrit à de nouvelles actions de sociétés, et à cet effet, que l'on emprunte des fonds aux investisseurs, ou bien aux institutions d'investisseurs, comme les banques et les sociétés fiduciaires. Tout ce système avait ralenti autour de 1929, provoquant la dépression. Il s'agissait d'une dépression capitaliste typique, mais qui était aggravée :

1. du fait de l'existence d'un tel nombre de banques fragiles dont la faillite avait contribué à la panique générale ;
2. par l'incidence de la dépression sur toute l'Europe, qui avait profondément ébranlé notre commerce extérieur.

Un autre facteur était politique : le président Hoover, à partir de 1930, s'était trouvé face à une Chambre démocrate, qui s'intéressait davantage à le discréditer qu'à coopérer avec lui pour mettre fin à la dépression.

Comme nous l'avons vu, Roosevelt, plutôt qu'aider à bloquer la grande crise bancaire, était déterminé à la voir dévaler la pente jusqu'au point le plus bas, celui où toutes les banques durent fermer. Nous avons vu qu'après cela, il ne s'intéressa pas du tout aux projets de réforme bancaire, et que tout ce qui fut fait à cet égard le fut sans son aide, ou malgré son opposition. Il était essentiel qu'il fît tout ce qui était à sa portée pour rétablir la confiance envers notre système économique. Au lieu de cela, il avait mené un bombardement incessant de celui-ci, s'était employé sans relâche à l'intimider, à le dénoncer, à appeler les gens à s'en méfier, et à le laisser à la merci d'une dizaine de desseins écervelés et semi-révolutionnaires, parmi lesquels on trouva le financement par le déficit, l'inflation, les remèdes universels utopiques et le sermon perpétuel prêchant le mal qu'il y avait à faire des profits, le parasitisme des investisseurs, et la canaillerie des hommes d'affaires.

La simple vérité est que les entreprises privées ne s'en sont jamais remises — alors qu'il s'agit du facteur suprême de rétablissement. Les dépenses publiques et l'accroissement de la dette publique ont empêché la machine de l'entreprise, effrayée et bousculée, qui dès lors n'évoluait qu'à une allure hésitante. Elle ne revint jamais aux niveaux de production normaux, et en 1938, malgré toutes les dépenses, elle faiblit à nouveau, et sombra dans une dépression totale. Roosevelt avait lancé une dizaine de projets théâtraux comme la NRA, l'AAA, le CCC, la PWA, la WPA et d'autres aventures chamarrées et écervelées qui faisaient du bricolage sans jamais toucher aux vrais problèmes, et en fin de compte, en 1938, il en était presque revenu à son point de départ, sauf que la dette fédérale avait vu son niveau doubler.

Mais on distinguait un motif à travers tout cela, car ce processus était bien aligné avec l'inclinaison naturelle de l'esprit du président. Ce motif consistait à appliquer une pression permanente en vue de modifier la structure du gouvernement, en accroissant les pouvoirs alloués au président. Cela consistait en une utilisation graduelle d'une technique après l'autre pour accroître les pouvoirs du gouvernement fédéral, aux dépens de ceux des États, et, au sein du gouvernement fédéral lui-même, d'accroître les pouvoirs de la présidence aux dépens de ceux alloués au Congrès et aux tribunaux.

Le premier de ces dispositifs fut l'utilisation de dotations par un système de chèque en blanc, et une législation fonctionnant comme un chèque en blanc. Selon notre système, c'est le Congrès qui tient les cordons de la bourse. Si le président voulait dépenser plus d'argent, il devait spécifiquement le demander au Congrès. Si un membre du Congrès, ou un sénateur voulait quelque chose pour son district ou pour son État, il devait introduire un projet de loi pour l'autoriser, et allouer l'argent pour payer les factures. Mais dès le début du premier mandat de Roosevelt, la NRA prévoyait une dotation de 3 300 000 000 $ à la discrétion du président pour constituer des fonds de secours et des dotations de rétablissement. Il avait désormais entre les mains une somme d'argent égale à la

somme totale dépensée par le gouvernement en l'espace de 10 années en sus des dépenses ordinaires du gouvernement. Il décidait comment le dépenser, et où. Si un membre du Congrès ou un sénateur voulait une dotation pour son district, au lieu d'introduire un projet de loi au Congrès, il se rendait à la Maison-Blanche, le chapeau dans les mains, et demandait l'argent au président. Partout dans le pays, les États, les grandes villes, les comtés, les organisations d'entreprises, les institutions de toutes sortes voulaient des projets de toute sorte. Au lieu de s'en remettre au Congrès, ils allaient voir le président. À partir de là, les membres du Congrès devaient bien s'entendre avec le président, sous peine de recevoir peu ou pas de subsides pour leurs districts. C'est là que résidait le secret du pouvoir du président, mais cela constitua également un coup énorme porté au principe fondamental de notre gouvernement, qui est conçu pour préserver l'indépendance du Congrès face au pouvoir exécutif.

De même, la législation par chèque en blanc amena à la soumission du Congrès et à la montée de la bureaucratie. Selon notre système traditionnel, le Congrès seul pouvait adopter des lois. Le bureau exécutif ne faisait que mettre la loi en application. Mais désormais, le Congrès se mit à adopter des lois qui créaient de vastes bureaux et leur donnait le pouvoir d'établir des « *régulations* » ou des « *directives* » dans un vaste champ d'autorité. Selon une telle loi, le bureau devenait un corps quasiment législatif, habilité par le Congrès à établir des régulations ayant effet de lois. Cette pratique crut, jusqu'à ce que Washington fût emplie d'une myriade de bureaux rédigeant des lois, les mettant en œuvre, et les interprétant même au travers de tribunaux instaurés au sein même des bureaux, abolissant littéralement à grande échelle le principe de séparation des pouvoirs entre pouvoir exécutif, législatif et judiciaire.

Alors que l'effort de guerre était en cours, ces bureaux crurent en nombre jusqu'à s'étendre sur toute la ville, et dans les villes voisines. Washington n'était pas en mesure d'héberger tous les bu-

reaux, ni même de loger tous les fonctionnaires [46]

Nombre de ces bureaux ne furent même jamais autorisés par le Congrès. Même le Comptroller-General des États-Unis [47], qui a pour tâche d'auditer les comptes du gouvernement, déclara n'avoir jamais entendu parler de certains de ces bureaux. Ils avaient été créés suivant une nouvelle méthode exploitée par Roosevelt. Au lieu de demander au Congrès d'adopter une loi, d'établir un bureau et de le doter d'un budget, le président se contentait de nommer un groupe d'hommes, par lui autorisé à organiser une corporation conforme à la loi des États. Une fois cela réalisé, on trouvait une corporation du gouvernement au lieu d'un bureau, et un groupe de directeurs de corporation au lieu de commissaires. La *Reconstruction Finance Corporation* s'était vue dotée d'un budget couverture par le Congrès, avec autorité pour emprunter de l'argent. Elle emprunta vingt ou trente milliards de dollars. La RFC achetait des actions d'une nouvelle corporation, et lui prêtait de l'argent — dix, cinquante, ou cent millions, parfois des milliards. Ainsi, le président passait outre le Congrès et la Constitution, et s'engageait dans des activités aussi totalement inconstitutionnelles que l'imagination peut en concevoir, comme des entreprises commerciales opérant au Mexique et au Canada. En usant de ces dotations couvertures, la législation du chèque en blanc et la corporation gouvernementale, il n'était pas de pouvoir interdit au gouvernement par la Constitution dont il ne pouvait réussir à s'emparer. Et si on laissait perdurer ces techniques, la Constitution serait détruite et notre système de gouvernement modifié du tout au tout sans vote du peuple, et sans le moindre amendement porté à la Constitution. Roosevelt, par ses expériences au petit bonheur toutes conçues pour apporter plus de pouvoirs à sa personne, prépara un cadre parfait pour un futur dictateur de l'école moderne : ce dernier pourrait

46. En annexe est produite une liste partielle de bureaux du *New Deal* compilée par M. E.M. Biggers de Houston, Texas

47. Le Comptroller-General a plus ou moins en charge un équivalent de la Cour des Comptes actuelle en France, NdT

usurper sans grande difficulté tous les pouvoirs nécessaires pour faire fonctionner un despotisme de première classe aux États-Unis.

Cependant, la catastrophe de la guerre en Europe modifia totalement l'ensemble des perspectives du président. En 1938, confronté à sa propre dépression, il ne disposait plus que d'une seule arme contre elle — accroître le volume des dépenses publiques. Mais comme il le reconnut, le grand problème était de trouver des projets dans lesquels le gouvernement fédéral pourrait déverser de l'argent. L'attaque d'Hitler contre la Tchécoslovaquie apporta au président un moyen facile de dépenser avec l'assentiment général — la défense nationale. Et l'attaque contre la Pologne du mois de septembre 1939, et l'embrasement d'une guerre européenne totale entre d'un côté Hitler et la Russie, et toute l'Europe occidentale de l'autre mit entre les mains du président tous les objets de dépense dont il avait besoin.

Mais la guerre fit plus que cela. Elle prit possession de son esprit et de son imagination. Lui qui s'était positionné comme le sauveur indispensable des États-Unis, voyait désormais devant lui un nouveau rôle plus grand encore. Malgré son échec tragique aux États-Unis, il s'empara du rôle de sauveur du monde. Finis les maux et les problèmes locaux aux États-Unis. Les dépenses de guerre allaient s'en charger. Tous ces problèmes pernicieux et insignifiants, en lien avec les fermes, les magasins, les impôts et la dette quittèrent son esprit. Devant lui s'ouvrait la glorieuse perspective de la guerre. Ce n'était pas seulement une voie de sortie qui se présentait à lui, mais une sortie glorieuse et magnifique pour tous les problèmes insolubles des États-Unis, et il s'y jeta, non pas comme un homme s'échappant devant l'effondrement de son temple, mais comme un homme se rendant à un festival.

2.

Les États-Unis auraient-ils dû s'engager dans la guerre européenne ? On trouvait dans la vie publique de nombreux hommes éminents qui pensaient que les États-Unis devaient sans tarder se porter au secours des nations alliées, même au risque de se voir entraînés dans la guerre. D'autres pensaient que nous devions aider nos alliés, mais en restant distinctement « *hors de la guerre.* » D'autres encore étaient opposés à ce que nous aidions les alliés en restant « *hors de la guerre* », car ils pensaient que cela ne pouvait que nous entraîner dans la guerre. Ces trois groupes, dans l'ensemble, résument les opinions qui étaient celles de la population lorsque l'Allemagne frappa la Pologne. Je ne vais pas ici traiter de ce problème [48]. Je vais supposer que ces trois groupes étaient motivés par des raisons et des sentiments parfaitement honnêtes. Et je ne vais pas entreprendre de dire quel groupe avait raison. Il s'agit là d'une question aux proportions colossales, qui ne peut pas être traitée ici.

Mais la conduite de Roosevelt dans cette crise, et la manière avec laquelle il traita le peuple étasunien reste un sujet approprié. C'est un fait qu'au mois de septembre 1939, la nation était de manière écrasante opposée à toute entrée en guerre des États-Unis. Voici la situation que Roosevelt décrivit dans son discours de Chautauqua en 1936. Il avait parlé des Étasuniens qui, « *cherchant des richesses immédiates, l'or des fous* », allaient tenter de briser notre neutralité. Il avait prévenu qu'il serait difficile pour les Étasuniens de lever les yeux au-delà vers « *le jour inévitable des sanctions.* » Et il avait prévenu : la paix allait dépendre des décisions au jour le jour du président et du secrétaire d'État. « *Nous pouvons rester hors de la guerre* », avait-il dit, « *si ceux qui veillent et désirent disposent d'une compréhension suffisamment détaillée des affaires internationales pour s'assurer que les petites décisions d'aujourd'hui ne nous dirigent pas vers la guerre.* »

48. On invite le lecteur intéressé par cette question à se référer à l'ouvrage « *La guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle,* » de Harry Barnes, NdT

Le président savait que le peuple ne désirait pas entrer en guerre. Il avait donc adopté une position de dirigeant de ceux qui voulaient rester hors de la guerre — et le sondage Gallup avait indiqué que 83 % des Étasuniens partageaient ce sentiment. Mais en tant que dirigeant de ceux qui voulaient rester hors de la guerre, il demanda au Congrès « *de démolir la loi de neutralité* » en autorisant la circulation d'armes vers la Grande-Bretagne et la France. Le président avait affirmé au peuple que s'ils suivaient sa voie, nous resterions éloignés de la guerre. Au début de l'année 1940, il prit la décision suivante — donner à la Grande-Bretagne un million de fusils en provenance des réserves de l'armée étasunienne. Puis il parla d'une aide « *en restant hors de la guerre.* » La troisième étape fut la conscription. L'armée demandait 500 000 hommes. Le président insista pour que ce nombre fût monté à 1 500 000. Les autorités de l'armée affirmèrent que la seule utilisation possible d'une armée de cette taille serait la tenue d'opérations en outre-mer.

Puis, le président se mit à faire des affirmations depuis la Maison-Blanche au sujet de sous-marins détectés au large de nos côtes. Dans un discours, il expliqua comment des bombardiers allemands pouvaient décoller du Groenland, et de là, bombarder Omaha. Il déclara que si Hitler l'emportait sur l'Angleterre, nous allions perdre notre indépendance et nos libertés. Il déclara que « *nous étions les suivants sur la liste de Hitler.* »

Après avoir modifié la loi de neutralité, donné un million de fusils de l'armée à l'Angleterre, et porté les effectifs de l'armée à 1 500 000 hommes, le président adopta l'étape suivante — il remit à la Grande-Bretagne 50 destroyers appartenant à la Navy étasunienne, sans autorisation du Congrès. Les hommes et femmes qui constituaient les divers comités visant à amener notre pays à entrer en guerre approuvaient ces décisions. Ils se montraient honnêtes et logiques, car ils affirmaient ouvertement que nous devions accorder toute l'aide possible aux alliés, même en prenant le risque d'entrer en guerre. Mais le président affirmait son opposition à une entrée en guerre des États-Unis, et prenait ces décisions pour rester hors

de la guerre. Je ne critique pas ici le fait qu'il menât ces actions. Je critique la raison qu'il en donnait, qui était absolument opposée à la vérité. Dans le même temps qu'il menait ces actions, 83 % du peuple, mois après mois, continuait de faire savoir son opposition à une entrée en guerre.

Après l'élection de 1940, en réalité début 1941, la décision suivante prise par le président fut la proposition Prêt-Bail. Le sénateur Burton K. Wheeler affirma qu'il s'agissait d'une mesure permettant au président de mener une guerre non-déclarée contre l'Allemagne. Le président réfuta cette affirmation avec colère. Une fois la loi adoptée, M. Herbert Agar, l'un des dirigeants du *Comité pour Défendre les États-Unis en Aidant les Alliés*, prononça un discours à Boston. M. Agar était alors très proche du président. Mais il n'aimait pas la ligne que prenait celui-ci face au peuple étasunien. Il affirma : « *Les soutiens de la loi* Prêt-Bail *ont trop menti au Sénat et à la presse des États-Unis. Étant l'un de ceux ayant participé le plus à l'adoption de cette loi, je préfère l'analyse du sénateur Wheeler à ce sujet.* » Le sénateur Wheeler avait dénoncé la mesure comme ne visant pas à maintenir les États-Unis hors de la guerre, mais comme « *une loi permettant au président de mener une guerre non-déclarée contre l'Allemagne.* » « *Voilà,* » affirma M. Agar, « *précisément ce dont il s'agit. . .Nos rangs n'ont eu cesse d'affirmer qu'il s'agit d'une loi visant à maintenir les États-Unis hors de la guerre. C'est faux.*[49] ».

Une question fut levée durant les débats : Comment allions-nous acheminer les armes vers la Grande-Bretagne ? Les critiques du président disaient que l'étape suivante allait devoir être d'assurer la sécurité des expéditions d'armes en organisant des convois. Le président dénonça cela, et affirma son opposition à envoyer des convois. « *Les convois* », avait-il déclaré, « *impliquent que l'on va*

49. Archives du Congrès, 77ème Congrès, 1ère session, Vol. 87, Part 7, p.7902.

ouvrir le feu, et ouvrir le feu veut dire qu'il y a la guerre[50]. » Pourtant, dans le même temps, presque au moment où il prononça ces mots, il se mit à dépêcher des convois.

La vérité est que le président avait décidé d'entrer en guerre dès le mois d'octobre 1940. Affirmer le contraire revient à traiter d'imbécile Franklin Roosevelt, nos chefs d'État-major maritimes et tous nos hauts gradés militaires et de la Navy. Lors de la première guerre mondiale, il avait fallu mener un effort gigantesque pour vaincre l'Allemagne. La Grande-Bretagne avait alors dépêché un million d'hommes en France. La France avait trois millions d'hommes en armes. Nous avions pour alliés l'Italie et la Russie. Ainsi que le Japon. L'Italie disposait d'un million d'hommes contre l'Allemagne, et la Russie quatre millions. Pourtant, tout cela n'avait pas suffi à faire partir l'Allemagne de France. Lorsqu'elle se rendit, elle possédait encore le plus gros de ses conquêtes. Y a-t-il quelqu'un pour penser que Roosevelt, ou le général Marshall, ou tout autre haut dirigeant militaire pensait que l'Angleterre pourrait seule se battre, et faire partir de France les armées de Hitler ? L'Angleterre n'avait pas un seul soldat sur le sol français. La France était prostrée. Ses usines d'armement étaient en possession de Hitler. L'Italie était plutôt contre nous que pour nous. Le Japon également. Le président savait que pour faire partir Hitler hors de France, il aurait fallu envoyer des armées étasuniennes en France, et envoyer la Navy étasunienne en avant toute dans la guerre. Et il savait cela au mois d'octobre 1940[51].

50. C'était une époque où les dirigeants occidentaux reconnaissaient encore qu'ouvrir le feu contre les forces armées d'un autre pays implique être en guerre. Ce n'est plus le cas, NdT.

51. Il le savait même sans doute bien avant, et les Britanniques également. On peut penser qu'ils ne seraient jamais entrés en guerre contre l'Allemagne sans certaines garanties ou à tout le moins sans s'attendre à une aide importante en provenance d'outre-Atlantique. Voir l'excellent ouvrage de Russell Grenfell sur les motivations britanniques à entrer en guerre, puis à ne pas y mettre fin : Haine Inconditionnelle, NdT

La première preuve établissant qu'il voulait entrer en guerre remonte au 10 octobre, lorsque le secrétaire Knox fit appeler l'amiral J. O. Richardson, commandant en chef de la flotte étasunienne dans le Pacifique. Knox affirma à Richardson que le président voulait qu'il établît une patrouille du Pacifique — un mur de navires étasuniens étendu sur tout le Pacifique Ouest de manière à interdire au Japon tout accès à ses approvisionnements ; un blocus du Japon pour empêcher par la force qu'il entrât dans l'océan Pacifique. Richardson protesta vigoureusement. Il affirma qu'il s'agirait d'un acte de guerre, et qu'en outre, cela nous ferait perdre notre marine[52] Bien entendu, Roosevelt dut abandonner ce projet. Le président voulait que cela fût mis en œuvre dès le 10 octobre, bien qu'évidemment le grand public n'en sût pas le premier mot. Pourtant, trois semaines plus tard, il affirma dans un discours à Boston : « *Je vous le dis, pères et mères, et je le répèterai encore, encore et encore. Vos fils ne seront pas envoyés dans des guerres étrangères.* »

Aussitôt que la loi Prêt-Bail fut adoptée, il se mit, sans le reconnaître, à envoyer des convois de navires britanniques et étasuniens chargés d'armes à destination de l'Angleterre. Et comme il l'avait dit, « *Les convois impliquent d'ouvrir le feu, et ouvrir le feu signifie la guerre* », on se mit à ouvrir le feu, si bien qu'à tous égards, nous étions en guerre, les navires étasuniens partant dans les faits avec les vaisseaux britanniques à la poursuite de sous-marins allemands[53].

Au mois de janvier 1941, alors que l'on débattait de la loi Prêt-Bail, une commission d'officiers haut-gradés étasuniens et britanniques, issus de l'armée et de la marine des deux pays, représentant leurs chefs d'État-major respectifs, tinrent une session secrète à Washington pour préparer un document ayant pour objectif : « *De déterminer les meilleures méthodes selon lesquelles les forces*

52. Auditions devant le Comité conjoint sur l'investigation de l'attaque de Pearl Harbor, première partie.

53. Archives du Congrès, 77ème Congrès, 1ère session, Vol. 87, Part 8, p.8314 (Rapport de l'amiral Stark sur ledit incident *Greer*

armées des États-Unis et du Commonwealth britannique, ainsi que leurs alliés, pourront vaincre l'Allemagne et ses alliés, si les États-Unis étaient contraints d'en arriver à la guerre. » Puis, suivait tout le plan de guerre. Ce document fut signé le 29 mars 1941. Immédiatement, un groupe similaire d'officiers des armées et des marines britanniques et étasuniennes se réunirent à Singapour pour déterminer les détails de la guerre conjointe dans le Pacifique. L'objet de ce plan est précisé dans le document : « *Vaincre l'Allemagne et son allié japonais en Extrême-Orient.* » La partie de ce plan revenant à la Navy fut totalement définie, et fut appelée « *Rainbow Plan* ». Il s'agit du plan que l'amiral Kimmel reçut pour ordre de mettre en application au cas où la guerre démarrerait. Tous ces événements se produisirent entre une année et huit mois avant Pearl Harbor [54].

Il faut bien comprendre ici que je ne m'emploie pas à émettre une critique contre ceux qui estimaient que le pays devait entrer en guerre. Ils l'affirmaient haut et fort. Le président, quant à lui, se présentait comme étant du côté de ceux qui voulaient rester hors de la guerre, tout en décidant en secret de faire entrer son pays en guerre, et ses confessions publiques étaient à l'exact opposé de ses intentions secrètes. Il ne dit pas la vérité au peuple étasunien, et du début à la fin, poursuivit une trajectoire de tromperie délibérée envers ses compatriotes quant à ses projets.

Lorsque ces critiques furent émises contre lui à l'époque, ceux qui les émirent furent dénoncés comme fascistes et adorateurs de Hitler. Mais désormais, une nouvelle forme d'excuse fait son apparition. Le professeur Thomas A. Bailey, dans son récent livre, « *The Man in the Street* », écrit :

> *Roosevelt trompa de manière répétée le peuple étasunien durant la période précédant Pearl Harbor. . .Il était confronté à un terrible dilemme. S'il laissait le peuple dormir dans un nuage d'isolement, le pays pourrait de-*

54. Auditions face au *Joint Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack*, Part 15, Exhibits 49, 50 et 51.

> *venir la proie d'Hitler. S'il se prononçait sans équivoque en faveur de l'intervention, il perdrait l'élection de 1940*[55].

Ceci est écrit, non par un critique de M. Roosevelt, mais par un défenseur. Et M. Arthur Schlesinger Jr., professeur d'histoire à Harvard, l'un des champions de M. Roosevelt les plus industrieux, approuve cette affirmation et ajoute pour commentaire que « *S'il (Roosevelt) allait induire le peuple à bouger un tant soit peu, conclut le professeur Bailey, il (Roosevelt) n'avait d'autre choix que de le duper tout en agissant selon ce qu'il considérait relever de son meilleur intérêt*[56]. » Je suis certain que Machiavel ne pourrait pas trouver mieux que cela. C'est cet enseignement du philosophe florentin qui saisit l'imagination de Mussolini et l'amena sur les traces de Machiavel, tel à un autel. Au moins cela ne laisse-t-il aucune question en suspens quant à la politique installée de fausseté de Roosevelt. Quiconque souhaite désormais affirmer, comme l'a dit Herbert Agar, que Roosevelt a menti au peuple à propos des manœuvres qu'il employait pour les amener à la guerre peut l'énoncer sans contradiction. La réponse doit être que Roosevelt mentit au peuple pour son propre bien. Et si Roosevelt avait le droit de faire cela, qui ne peut pas bénéficier du même droit ? À quel point devons nous cesser d'exiger que nos dirigeants traitent honnêtement et dans la franchise avec nous ?

Si cette vision doit exister, il est grand temps que quelqu'un s'emploie à résumer par écrit ce que l'on pourrait appeler la base morale du mensonge politique. Si nous devons croire les mémoires écrits par certains des collègues de M. Roosevelt, il ne se sentait pas limité dans l'usage de ce mensonge « *moral* » uniquement face au peuple. Il trouvait justifié d'employer cette arme utile en traitant avec les dirigeants de son cabinet, ainsi qu'avec sa propre organisation démocrate. En d'autres occasions, il en était parvenu à ce

55. Thomas A. Bailey, « *The Man in the Street* » (MacMillan, 1948).
56. *Book Review* du *Times* de New York, 9 mai 1948.

même dispositif éthique en essayant de soutirer 200 000 $ à John Hartford pour son fils Elliott, puis plus tard pour lui rendre 4000 $ pour récupérer les actions pour lesquelles il avait prêté la somme initiale. Une enquête philosophique exhaustive mérite d'être menée pour déterminer les limites jusqu'auxquelles cette arme discursive et efficace peut être employée. On a en général supposé que nos diplomates sont libres de mentir aux diplomates étrangers, et qu'en temps de guerre et lorsque l'on est sur la voie de la guerre, on a le droit de mentir *ad libitum* à l'ennemi. Le droit du président — et peut-être de certains dignitaires de rang moindre — de mentir à son propre peuple et, peut-être, en certaines circonstances, de se mentir entre eux, devrait être exploré et décrit. Ainsi, il peut être utilisé objectivement par les représentants de tous les partis.Il ne semble pas juste de limiter le droit au mensonge aux seuls hommes bons et sincères.

3.5 La Charte Atlantique

Le chapitre suivant de ce récit de la marche des États-Unis vers la guerre s'ouvrit au matin du 15 août 1941. Dans les journaux du matin, les gros titres évoquaient que Roosevelt et Churchill s'étaient rencontrés en mer, sur la baie de Placenta, au large de la côte de Terre-Neuve — le président sur l'*Augusta*, le premier ministre sur le *Prince of Wales*, entourés sur le pont par une flopée de dignitaires militaires et navals des deux pays, protégés par mer par une imposante flotte, et par air par un ciel constellé d'avions de combat. À la fin de cette rencontre, le président et le premier ministre publièrent ce qu'ils appelèrent une déclaration conjointe. Les parties les plus importantes de ce document résidaient dans ses trois premiers paragraphes :

> *Premièrement, leur pays n'aspire à aucun agrandissement, territorial ou autre. Deuxièmement, ils désirent ne voir aucun changement territorial qui ne s'accorde*

> *pas avec les désirs librement exprimés des peuples concernés. Troisièmement, ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre, et désirent voir les droits souverains et l'auto-gouvernement rétabli pour ceux qui en ont été privés par la force.*

On y trouvait d'autres clauses — d'ouvrir à tous, vainqueurs et vaincus sans distinction, l'accès aux matières premières et au commerce dans le monde, de promouvoir la plus entière collaboration de tous les peuples pour des conditions économiques améliorées ; une paix en laquelle tous les hommes puissent résider en sûreté ; la liberté des mers pour tous, et l'abandon de l'usage de la force comme instrument de défense nationale.

Cela faisait un certain temps que Roosevelt avait en tête le côté théâtral de cette conférence. À divers moments, il avait envisagé diverses personnes pour son casting. Son premier candidat pour une grande conférence sur mer, avant le début de la guerre européenne, avait été Hitler. Il n'existait aucune raison de se rencontrer sur mer, hormis les caractéristiques purement spectaculaires que Roosevelt avait toujours adorées. L'effet dramatique de la rencontre fut très important. Il en sortit une retentissante émission radio et des gros titres dans tous les journaux. Mais, chose caractéristique de Roosevelt, la grande déclaration de principes ne constitua qu'un simple épisode de cette réunion. L'objet en était strictement militaire. Ayant décidé d'embringuer les États-Unis dans la guerre lorsqu'il le pourrait, ayant formulé avec les dirigeants britanniques militaires et navals un programme d'action complet lorsque le moment serait venu de frapper, restaient de graves affaires à régler. Nous savons désormais, grâce aux mémorandums de M. Sumner Welles, qui relèvent des registres officiels, ce qui se produisit. Churchill ne pensait pas que les accords de Singapour allaient assez loin. Lors de la rencontre entre les deux hommes, Churchill souleva trois sujets.

Premièrement, il confia à Roosevelt une information stupéfiante, à savoir que la position de l'Angleterre à Gibraltar se faisait précaire. L'État-major britannique s'attendait à voir Hitler occuper l'Espagne dans les 30 jours. Si cela se produisait, les Britanniques seraient contraints d'évacuer Gibraltar. Il leur faudrait par conséquent s'emparer des Îles Canaries pour protéger leur passerelle vers la Méditerranée. Ces Îles appartenaient à l'Espagne, et la Navy britannique estimait que l'opération nécessiterait une immense force. Cela rendrait impossible pour l'Angleterre de continuer à garantir plus longtemps au Portugal la protection des Îles des Açores. Churchill avait par conséquent suggéré au premier ministre portugais qu'il demandât à Roosevelt de prendre le relais de l'Angleterre quant à l'engagement de protéger les Açores. Et une lettre du ministre portugais, le Dr. Salazar, était déjà entre les mains de Roosevelt. Les Açores sont au large de la côte de l'Espagne. Roosevelt convint très rapidement d'assurer cet engagement.

Churchill discuta ensuite de la situation dans le Pacifique. Le Japon s'était emparé de l'Indo-Chine ; Churchill ne voulait pas qu'il avançât plus avant de crainte qu'il menaçât Singapour, et demanda au président d'émettre un avertissement à destination du Japon. Roosevelt accepta par les mots suivants :

> *Si le gouvernement japonais entreprend toute action supplémentaire dans la poursuite de la politique de domination militaire par la force ou la conquête dans la région Pacifique qu'il a apparemment entreprise, le gouvernement des États-Unis sera contraint de prendre sur le champ toute action de quelque nature que ce soit qu'il estimera nécessaire à sa propre sécurité, nonobstant la possibilité que de telles actions puissent déboucher sur un conflit entre les deux pays.*

Cordell Hull, dans ses mémoires, affirma que ceci revenait à envoyer un ultimatum au Japon, et qu'il avait été choqué en le lisant. Le président, dès son retour à Washington, remit sans attendre

l'avertissement à l'ambassadeur japonais, cependant, sur l'insistance de Hull, le message avait été retravaillé en langage diplomatique — mais, selon Sumner Welles, sans en changer le sens.

Churchill souleva alors le problème final : ils allaient devoir livrer à la presse une explication quant aux sujets desquels ils avaient discuté. Le président suggéra qu'il ne pouvait pas révéler l'engagement qu'il avait pris. Churchill objecta fortement à cela. Il voulait stimuler le courage des Britanniques et des peuples des pays occupés, qui seraient fortement déprimés si on leur disait que les Étasuniens ne s'étaient engagés à rien.

Il fut finalement convenu qu'ils ne feraient pas mention des engagements ; au lieu de cela, ils se contenteraient d'affirmer qu'ils avaient discuté d'une aide, telle qu'autorisée selon la loi Prêt-Bail, aux nations résistant à l'agression, et faire suivre ceci d'une annonce des principes sur lesquels ils fondaient leurs espoirs d'un monde meilleur. Cela plut à Roosevelt. Lorsqu'il rentra au bercail, et qu'on lui demanda de but en blanc, lors d'une conférence tenue avec ses propres dirigeants du Congrès, s'il avait ou non engagé les États-Unis à quelque chose, il répondit : « *Non* ». Il n'osa pas reconnaître qu'il avait consenti à deux graves engagements, le premier d'envoyer des soldats étasuniens sur une île européenne où l'on s'attendait à une attaque, et l'autre d'envoyer au Japon ce que le secrétaire d'État qualifia d'ultimatum. Cette dénégation fut formulée face à ses propres dirigeants. De l'autre côté, Churchill, en rentrant chez lui, se sentit libre de créer l'impression qu'ils avaient fait beaucoup de choses lors de cette rencontre. Il prononça ce discours magnifique à la chambre des Communes, selon les meilleures manières de ce corps historique, au cours duquel il créa avec soin l'attente que le vaste pouvoir des États-Unis serait prochainement enfin exploité — quoiqu'il ne dît rien de tel de manière directe [57].

57. Les faits en lien avec la rencontre de la charte Atlantique sont tirés du témoignage de Sumner Wells, des auditions face au *Joint Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack, Part II, pps. 479* et seq*, et Part XIV, comprenant les Exhibits 22A, 22B et 22C, pps. 1255* et seq.

Cette déclaration fut publiée sous le titre : « *Une déclaration conjointe.* » Le lendemain, dans le *Times* de New York, référence y fut faite sous un titre disant : « *America's Mein Kampf.* » Mais après quelques jours supplémentaires, les journaux se mirent à la désigner comme *Charte Atlantique*. Et lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, les nobles principes énoncés furent acceptés comme garantie de la conduite des alliés dans les pays occupés. Le jour de Pearl Harbor, les pays occupés par l'Allemagne ou les puissances de l'Axe étaient la France, la Belgique, la Hollande, la Norvège, les États baltes, la Pologne, la Tchécoslovaquie et les États des Balkans (Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Hongrie et Grèce), et bien sûr la Chine.

Trois semaines après Pearl Harbor, Roosevelt convoqua les représentants aux États-Unis de tous ces pays occupés, et leur déclara :

> *Soyez assurés, messieurs, que le rétablissement des pays occupés par l'Allemagne et souffrant sous le joug de l'Axe est ma préoccupation la plus importante, partagée au même degré par M. Churchill. Nous promettons que tout sera mis en œuvre pour assurer l'indépendance de ces pays.*

Churchill était présent. Il se tourna vers l'ambassadeur polonais, et affirma :

> *Nous n'oublierons jamais ce qu'a fait la glorieuse Pologne et est en train de faire, ni ce que la Grèce et la Hollande ont fait héroïquement au cours de cette guerre. J'espère qu'il n'est pas nécessaire que j'ajoute que la Grande-Bretagne s'est assigné l'objectif de rétablir la pleine indépendance et la liberté aux nations qui ont été envahies par Hitler*[58].

58. Jan Ciechanowski, « *Defeat in Victory* » (Doubleday, 1947), pps. 86, 87.

Ces nouvelles assurances allaient être répétées à moultes reprises avec diverses ornementations oratoires. Quant à la « *Charte Atlantique* », qui n'était rien d'autre qu'un écran pour dissimuler ce que l'on avait décidé à Placenta Bay, on en fit un bel exemplaire, portant les noms de Churchill et de Roosevelt, que l'on exposa au *National Museum* de Washington, où les foules le considérèrent avec révérence comme l'un des plus grands documents de l'histoire.

Le chapitre final, clôturant l'histoire de ce « *document* », allait se terminer trois années plus tard.

3.6 Le rêve d'un bricoleur

Notre pays entra formellement en guerre le 7 décembre 1941, lorsque les Japonais attaquèrent Pearl Harbor. Sans l'assentiment du Congrès, le président ne pouvait pas lancer une attaque. Il savait que demander au Congrès une déclaration de guerre déboucherait sur un refus. Au cours de la semaine précédant Pearl Harbor, les sondages continuaient d'afficher 75 % d'opinions défavorables à une entrée en guerre. Mais le président était résolu à la guerre. Et il avait d'ores et déjà commencé à mener une guerre non déclarée depuis plusieurs mois. Les événements qui amenèrent à Pearl Harbor ont fait l'objet d'enquêtes minutieuses, même s'il reste beaucoup d'éléments que l'on pourrait encore aller chercher. Pour autant, il est établi avec certitude que le président et son cabinet de guerre savaient qu'une attaque allait se produire, sans savoir que c'est Pearl Harbor qui serait frappée. Déterminer s'ils auraient dû ou non le savoir n'est pas un sujet sur lequel nous nous pencherons ici. Le président avait dit aux Japonais que s'ils pratiquaient la moindre action dans le Pacifique, les États-Unis devraient réagir. L'action attendue était contre la péninsule de Kra, ou peut-être Singapour directement, les Indes néerlandaises orientales, ou les Philippines. Le 27 novembre, dix jours à peine avant l'attaque, le président affirma au secrétaire Stimson, qui le nota dans son journal personnel,

que notre trajectoire était de manœuvrer les Japonais afin qu'ils nous attaquassent. Ainsi, nous serions entrés en guerre, et son problème aurait été résolu. L'attaque nous fit bien entrer en guerre. Et elle résolut bien le problème de Roosevelt. Ce fut une solution coûteuse. Mais elle lui permettait de sortir d'une passe difficile, et d'entrer dans la phase qu'il avait œuvré à obtenir — la guerre.

Bien sûr, après l'attaque, la nation s'unifia derrière le gouvernement. La conduite de la guerre couvrait diverses régions séparées. Il y avait la guerre sur mer et la guerre à terre. On ne peut pas encore écrire tout le récit de la manière dont tout cela fut géré, et une fois que les données seront disponibles, la tâche sera colossale, et totalement hors du champ de compétence du présent auteur. Je ne vais donc en traiter aucune partie.

Un autre secteur comprenait la direction de la grande tâche consistant à produire les armes ainsi que tout le matériel auxiliaire, nécessaires à nos propres armées ainsi qu'à nos alliés. Il s'agit d'un autre sujet dont l'histoire n'a été racontée que partiellement. Les éléments appropriés pour que ce récit puisse être authentique ne seront disponibles que lorsque les archives du gouvernement auront été ouvertes sur une base bien plus étendue. Je n'ai pas le sentiment que le moment soit venu d'écrire ce récit.

On trouve encore deux autres secteurs de la guerre dont on peut faire le récit de manière raisonnablement complète. L'un d'entre eux traite de la gestion des populations civiles, et de certains facteurs économiques qui n'ont pas de lien direct avec les combats ou les lignes de production. L'autre a trait aux règlements qui découlèrent de la guerre du point de vue de nos alliés et de la paix dans le monde. Ce sont des sujets qui furent traités par des civils, et qui furent influencés plus directement par le président. Le premier à attirer notre attention fut géré sous la supervision du vice-président des États-Unis, M. Henry Wallace.

Le problème des matières premières était un sujet grave. Il nous fallait conserver celles dont nous disposions déjà, et nous assurer de récupérer notre part et plus dans d'autres parties du monde

où l'Allemagne et le Japon œuvraient également à s'en emparer. Le *Board of Economic Warfare* fut créé pour contrôler les exportations de matières premières ayant besoin d'exportations privées, et pour s'occuper de l'exportation de tous les éléments essentiels à l'effort de guerre, à l'exception des armes et des munitions. Le vice-président Wallace fut nommé président du *Board of Economic Warfare* (BEW). Plusieurs membres du cabinet en étaient également membres, mais M. Wallace le géra sans guère interagir avec eux.

Cette institution comportait un élément de « *cape et d'épée* ». Elle était en guerre contre Hitler et Hirohito sur les marchés mondiaux. Elle achetait les choses dont nous avions besoin. Mais elle achetait également, lorsqu'il le fallait, des choses dont nous n'avions pas besoin afin d'empêcher l'ennemi d'en disposer. On appelait cela des achats « *prohibitifs.* » L'institution émettait chaque jour des milliers d'autorisations d'exportation. C'était un bureau de taille, empli de fonctionnaires. Au sommet, à côté de Wallace, se trouvait une réplique de Wallace bas de gamme — un authentique fonctionnaire du *New Deal*, s'il en fut un. Il s'agissait de Milo Perkins, le directeur exécutif.

Perkins était né dans l'Ouest, mais avait déménagé à Houston, au Texas, lorsque son père y avait hérité d'un ranch, puis échoué à le faire fonctionner. Le jeune Milo ne s'était pas engagé dans les études supérieures, et était devenu représentant de commerce vendant des sacs en toile de jute. Les sacs étaient des articles rares durant la première guerre mondiale, et Milo gagnait ainsi 100 $ par jour. Après la guerre, il avait établi sa propre affaire de sacs en toile de jute avec un associé. Son affaire avait failli sombrer durant la dépression, mais avait surnagé, et au moment où Wallace devint secrétaire de l'Agriculture, Perkins déclarait gagner 20 000 $ par an. Perkins était un homme doté d'une âme — l'une de ces âmes qui produit un bruit incessant à l'intérieur du corps qu'elle occupe. Il s'essaya aux arts et à la musique, et enfin à la théosophie. Le *New Republic* affirma de lui que « *durant neuf années, à neuf*

heures chaque dimanche matin, il endossait son habit de prêtre, prenait comme acolytes ses fils, et prêchait devant une congrégation de cinquante personnes[59]. » Bien entendu, il était végétarien, avait abjuré l'alcool, et détestait le tabac.

En 1934, il s'introduisit dans le monde de l'édition dans *Nation.* Il lança un coup de clairon : « *Prenez la Torche ! Hommes de Bien, Prenez la Torche !* » Il voulait qu'ils adhérassent à un projet d'une semaine de 30 heures et à une augmentation de salaire de 25 %. Puis il avait écrit à Wallace. Il lui avait exprimé que « *depuis l'enfance, j'ai voulu vivre dans un monde que je puisse soulever.* » Wallace, étant en perpétuelle recherche sur le marché de jongleurs de planètes, avait trouvé son homme, et en très peu de temps, celui-ci se retrouva membre du département de Wallace, soulevant un salaire de 5600 $ par an — pas tant que cela, pourtant, pour un vendeur de sacs à 20000 $ annuels — et avant peu, il reçut un emprunt de 3 000 000 $ pour l'une des exploitations de Réimplantation loufoque de Tugwell, en vue d'établir un moulin de bonneterie dont les occupants pourraient œuvrer dans les Usines du Seigneur, « *partageant entre les gens et les gestionnaires les profits des moulins.* » La seule chose fut qu'ils ne parvinrent jamais à partager quoi que ce fût. Il œuvra ensuite dans diverses activités wallaciennes, et finalement dans le BEW, menant « *la guerre derrière la guerre,* » où, selon le *New Republic*, il allait trouver « *les marges de manœuvre dont il avait besoin pour mettre ses idées en pratique.* » De petites choses comme « *la production à plein régime* », « *l'abondance pour tous* » et « *un emploi pour chacun* » étaient des affaires simples pour Perkins. Le *New Republic* le cite affirmant : « *Des gens demandent comment vous allez réaliser tout cela ?* » Mais, continuait Perkins, « *En fait, seuls les timides posent cette question. Le seul problème est "*Quelle méthode utiliser.*"* » Perkins connaissait de nombreux moyens de le faire. Il affirma : « *Les gens du "*Comment*" ont peur de l'avenir. Les gens du "*Le-

59. *New Republic*, 9 février 1942.

quel*" l'accueillent.* » Perkins était un vrai homme du *Lequel.*

En 1943, le BEW avait 200 commandos économiques sur le terrain qui se battaient contre Hitler sur les marchés du monde, et environ 3000 à Washington dirigeant leurs étranges opérations. Les hommes du « *Lequel* » ou les docteurs du « *Lequel* » comme Perkins, comme il se présente, disposent d'un choix entre de nombreuses manières de produire l'abondance, mais c'est avec des milliards qu'ils travaillent le mieux. Une grande partie du travail du BEW était menée en Amérique du Sud, et beaucoup de ses achats y étaient faits pour que ces pays connaissent l'abondance, afin de les empêcher de nous abandonner et de se rallier à l'Axe.

Ce dispositif dépensa 1 200 000 000 $, même si aucune loi ne l'autorisa jamais, et le Sénat ne confirma jamais la nomination de Wallace, ni celle de Perkins. Le président « *prit la torche* » et le créa par décret. Le président ordonna au RFC d'accorder au BEW tous les fonds qu'il pourrait demander. Jesse Jones témoigna que si Wallace ou Perkins demandaient de l'argent, il n'avait pas d'autre choix que de leur accorder, et ils demandèrent un milliard et un quart, et les obtinrent.[60]

Bien sûr, il fallait un chef économiste à une si importante légion de soldats économiques. Je ne sais pas comment ils en vinrent à le choisir. Mais ces deux grands guerriers géopolitiques — Wallace et Perkins — apparurent en compagnie d'un gentleman connu comme le Dr. Maurice Parmalee, né à Constantinople. Il avait passé de nombreuses années à s'imprégner du « *nouvel apprentissage* » en Europe, et avait écrit un livre sous le titre « *Farewell to Poverty.* » Wallace, Perkins et Parmalee faisaient un merveilleux trio de mousquetaires, se pavanant métaphoriquement dans cet hémisphère bras-dessus, bras-dessous en chantant « *Abondance ! Nous voici !* » Parmalee avait écrit un second livre sous le titre de « *Bolchevisme, Fascisme et l'État libéral démocratique.* » Dans celui-ci,

60. Auditions devant le *Joint Committee on Reduction of Non-Essential Federal Expenditures*, 1er juin 1943.

il affirmait : « *Le haut développement technologique des États-Unis rend possible l'introduction d'une économie sociale planifiée bien plus rapidement que cela a été le cas en URSS...*On peut se passer plus rapidement de la panoplie superficielle du capitalisme qu'en Union Soviétique. » Mais le docteur s'égara également dans des branches bien plus légères de la littérature. Il a également écrit un ouvrage appelé « *Nudism in Modern Life* », conservé dans la section obscène de la bibliothèque du Congrès. Dans ce livre, le docteur fait part de son intérêt pour une science appelée gymnosophie, un culte des anciens gymnosophistes, dont il semble qu'ils étaient des anciens philosophes ermites indous, qui se promenaient nus ou à peine vêtus. Le Dr. Parmalee estimait que le nudisme ne devait pas se limiter aux ermites. Il incitait à son utilisation répandue « *partout où cela est possible, au bureau, à l'atelier ou à l'usine.* » Il écrivait : « *Le couvent et le monastère, le harem et le baraquement militaire, les clubs et écoles réservés à chaque sexe disparaîtront, et les sexes vivront une vie plus normale et épanouie.* » Peut-être en effet serait-il pratique, pour maintenir les effectifs de l'armée dans les quotas voulus, d'assimiler harems et baraquements pour pratiquer une vie nudiste heureuse et insouciante, au lieu de maintenir la conscription.

Le docteur, qui semble avoir succombé à ce que l'on pourrait appeler la théorie économique du string, n'avait guère d'espoir quant aux résultats de notre civilisation capitaliste. Il voyait peut-être des groupes de pression comme l'*Amalgamated Clothing Workers* de Sidney Hillman, avec tout son idéalisme rose, insister sur ses produits. Il estimait que, si les gymnosophistes ne sont pas nécessairement communistes, « *ces colonies nudistes gymnosophistes constituent d'excellentes opportunités pour mener des expériences suivant les lignes socialistes...Une nudité d'usage est impossible sous l'organisation sociale, économique et politique en place, antidémocratique.* » On trouvait d'ailleurs aux abords de Washington un club enchanteur — le *Washington Outdoor Club* — rassemblant un certain nombre de fonctionnaires et d'autres personnes, qui

constituait une retraite sylvestre agréable, au cœur d'une vallée isolée, où les savants, fatigués de prodiguer leurs milliards, pouvaient se départir de leurs sous-vêtements et jouer au tennis, au volley-ball et à saute-mouton.

Ces éléments avaient été portés à l'attention de Wallace par Martin Dies. M. Wallace avait suggéré qu'il aurait mieux valu pour ce qu'il appelait le « *moral* » de son département que M. Dies appartînt au camp d'Hitler. Néanmoins, le Dr. Parmalee fut remercié par le BEW — mais pour être muté dans un autre bureau. On nomma un nouvel économiste en chef — le Dr. John Bovington. Bovington n'était pas un idiot. Il avait étudié à Harvard et avait obtenu son diplôme avec les honneurs, ce qui est mieux que M. Roosevelt. Mais il était également l'un de ces esprits libres, errant au gré des vents, qui avait réussi à vivre un temps en orient, trois années en Europe et en Angleterre, deux années en Russie, et pour de plus courtes durées dans pas moins de 22 autres pays. Le trombinoscope de Harvard le présentait comme « *engagé dans les activités artistiques, la peinture sur usines, la poésie, la danse, la profession d'acteur, comme consultant pour le théâtre artistique de Moscou, les programmes commerciaux monodrames unipersonnels, le tissage, la fabrication de sandales* » et ainsi de suite. En 1931, la police de Los Angeles avait réalisé une descente au beau milieu d'un spectacle Rouge pour un Mémorial de Lénine, que Bovington mettait en scène. Cette expérience secoua terriblement M. Bovington, qui était parti pour la Russie. Il avait trouvé un emploi à Moscou, comme directeur du théâtre international. Il travaillait comme journaliste dans le monde de la libre-expression russe, écrivait des scripts et des pièces pour la radio. Il décida de rentrer aux États-Unis pour nous aider à comprendre la Russie. Le *Western Worker*, un organe communiste, avait écrit le 7 février 1935 : « *John Bovington, ancien directeur du théâtre international de Moscou, et bien connu pour être danseur, récemment revenu d'Union soviétique, donnera une conférence ainsi qu'un programme de danse au* Jenny Lind Hall*...La prestation est organisée par les Amis de la Rus-*

sie soviétique, sous les auspices de laquelle Bovington réalise une tournée dans notre pays. » Au mois de janvier 1938, il fit apparition à Long Beach, en Californie, pour la première « *Célébration du parti communiste à l'occasion du 14ème anniversaire de la mort de Lénine.* »

Il postula à un emploi au sein du gouvernement en 1943, bien évidemment sans faire mention des éléments cités ici. La seule chose qui semblait justifier l'embauche de cet économiste adagio pour cette spécialité était son travail, 23 années auparavant, par l'*American Woolen Corporation*, longtemps avant qu'il ressentît l'esprit mystique de l'économie bolchevique lui chatouiller les pieds. Par quel curieux alignement de planètes ces bizarres frères idéologiques se retrouvèrent-ils à occuper des postes de prime importance au sein des conseils du *New Deal* ? Dès que l'un d'entre eux se faisait éjecter, un autre prenait sa place. Cela ne pouvait être dû au hasard, étant donné que cela se produisit dans presque tous les bureaux d'importance. Quelle aide Bovington pouvait-il apporter à M. Perkins et M. Wallace dans la lutte contre quelque inexplicable problème de bricolage mondial ? Un claquement de doigts de la part de M. Wallace, et voici que se présentait entre les deux grands hommes du « *Lequel* », accompagné d'une musique de Hans Eisler, M. Bovington, dans une suite de sauts et de tourbillons, d'entrechats et de postures. Comment sinon ainsi aurait-il pu résoudre leurs problèmes [61] ?

Ces deux drôles d'oiseaux n'étaient pas des cas isolés. Le Comité aux Activités Anti-Étasuniennes donna à Wallace une liste de 35 communistes au sein du BEW. Cette information fut simplement rejetée avec des insultes proférées contre le Comité.

À l'automne 1943, les chamailleries entre les chefs de bureau de Roosevelt prirent une ampleur telle que l'on en frisait le scandale. Le président fit paraître un décret à leur intention, pour qu'ils se

61. Les faits concernant Bovington et Parmalee furent initialement révélés devant le *House Committee on Un-American Activities.*

gardassent d'étaler leurs différends en public. Au cours des dix mois qui suivirent, dans les coulisses, une dispute continue perdura entre le vice-président Wallace et le dirigeant du RFC, Jesse Jones. Le 29 juin 1944, Wallace fit une déclaration publique accusant Jones de « *faire obstruction à l'effort de guerre.* » S'ensuivit un combat acharné durant une semaine dans les journaux. En fin de compte, Roosevelt réprimanda les deux hommes, mais fit paraître une directive mettant fin au BEW et créant une toute nouvelle agence dotée de nouvelles initiales, en portant Leo T. Crowley à sa direction. L'une des premières choses que Crowley remarqua releva des données concernant Bovington. Crowley demanda sa démission, que l'intéressé refusa de remettre, à l'issue de quoi il fut licencié.

Par la suite, le pays se retrouva à dépendre de la gestion d'un pur homme d'affaires pour s'occuper d'un problème relevant évidemment du monde des affaires — récupérer stratégiquement des matières premières rares pour nos usines.

Quoi que le *New Dealer* touchât, cela se transformait en torche dont il fallait se saisir, cela devenait un instrument à utiliser dans ses aventures en ingénierie sociale, et à partir du mois de juin 1941, lorsque Hitler se tourna vers son partenaire Staline, ces bureaux devinrent des lieux où nichaient des colonies de termites communistes, qui utilisaient autant qu'ils l'osaient leurs positions pour faire progresser les intérêts de la Russie soviétique et aider à « *se passer de la panoplie superficielle du capitalisme* » aux États-Unis, sous couvert de la guerre.

3.7 Les années les plus heureuses de leur vie

Avant le début de la guerre, le pays était déjà devenu un paradis pour fonctionnaires. Mais avec le lancement de l'effort de guerre, les bureaux se mirent à proliférer et les fonctionnaires essaimèrent comme une nuée de sauterelles. En 1940, Roosevelt nomma une *National Defense Commission* à trois branches. Edward Stettinius, de

l'*United States Steel*, gérait l'une des branches dédiée aux matériels industriels, Sidney Hillman avait en charge la branche du travail, et Leon Henderson une troisième branche dédiée à la stabilisation des prix. Cela ne fonctionna pas. Au mois de janvier 1941, l'organisation devint le funeste *Office of Production Management* (OPM) sous la direction de William S. Knudsen et de Sidney Hillman. Au mois d'août, cette nouvelle organisation était empêtrée dans les querelles. Roosevelt nomma un super-bureau pour la chapeauter, nommé *Supply Priorities and Allocation Board*, et mit Henry Wallace à sa tête. Bien entendu, celui-ci éclata également avant même d'avoir réellement pris son essort, et après l'attaque de Pearl Harbor, le *War Production Board* (WPB), dirigé par Donald Nelson, prit le relais. À un certain stade, on perdit Leon Henderson et sa *Price Stabilization Division*, qui se transforma finalement au mois d'avril 1941 en bureau séparé, appelé *Office of Price Administration*, avec Henderson à sa tête. Après cela, il s'employa à s'installer en ville. L'odeur qui en émanait persiste encore de nos jours, et cet *Office* restera à jamais un classique d'étude décrivant ce qu'il ne faut pas faire, et comment ne pas le faire.

Henderson était peut-être le pire choix pour diriger ce bureau. Installé à un poste demandant un tact et une compréhension infinis, il avait autant de tact qu'un éléphant en fuite. Loin de constituer une personne mauvaise, il était intrinsèquement incapable de résister aux effets destructifs personnels du pouvoir. Le pouvoir ne pénétra pas uniquement son esprit, comme pour d'autres ; il envahit également ses muscles. D'une taille d'1m67 et pesant 95 kg, il se mit à projeter son corps rondouillard en toutes directions, à crier et hurler des ordres, à menacer de jeter les gens par les fenêtres et à s'exhiber devant la population comme une sorte de comédien idéologique costaud. Il se fit prendre en photo sur un vélo de la victoire devant le Capitole ; il conduisait ostensiblement en ville une automobile décrépite ; il apparaissait, tel Churchill, avec un cigare de 15 cm, et se présentait le plus souvent comme un homme disposant d'un pouvoir écrasant et terrifiant. On le voyait beaucoup dans les

boîtes de nuit, et sa maison devint le rendez-vous de l'intelligentsia : de nombreuses fêtes et cocktails y furent organisés, afin que les puissants penseurs pussent reposer leurs cerveaux immenses.

FIGURE 3.2 – Leon Henderson, avec son cigare et son vélo de la victoire, 1942

Il s'opposait à tout le monde, et énervait tout le monde. Mais ce fut pour lui une merveilleuse époque. Les ménagères pauvres le maudissaient. Les hommes d'affaires empressés, qui devenaient presque fous du fait de ses directives troubles et multiples, voulaient faire couler son sang. Mais pour Leon, c'était surtout une bonne partie de plaisir. Écrivant sur cette période après s'être fait éjecter, il énonça : « *Lorsque j'y pense à présent, je vois déjà cette période comme le bon vieux temps. C'est la même chose que si je me remémorais mes vieux acolytes de l'équipe de baseball de Millville — je ne me souviens pas avoir perdu une seule partie ou*

avoir commis la moindre erreur. La nature est ainsi bien faite. » Il se souvenait avoir presque raté le bus — c'était une conversation provoquée par le hasard, avec Harry Hopkins, qui l'avait amené à travailler au TNEC. Puis, cela avait été simplement des ébats d'un bureau au suivant — TNEC, SEC, NDAC, SPAB, OPM, WPB, OES, OPACS, et bien entendu l'OPA. « *Et,* » poursuivit-il, « *ça a été des bons moments du début à la fin, même lorsque je me suis énervé.* » Pour nous autres, en revanche, ce n'était pas du tout de bons moments — uniquement énervant. Mais pour Leon — pauvre Leon, qui avant son apparition fortuite à Washington n'avait jamais occupé de poste à responsabilité — ce fut un sacré bon moment de régenter 130 millions de personnes.

Il s'était mis à œuvrer selon un principe de base totalement débile — que l'inflation était provoquée par les prix élevés, et que l'on pouvait prévenir l'inflation en réduisant les prix. En réalité, c'est l'opposé. L'inflation n'est pas provoquée par des prix élevés. Ce sont les prix élevés qui découlent de l'inflation. L'inflation correspond à l'expansion du pouvoir d'achat disponible pour acheter des choses en excès par rapport aux biens disponibles à l'achat. Augmentez le nombre de dollars dans les poches des gens sans augmenter le volume de biens disponibles sur les étagères des magasins, et vous observerez de l'inflation. L'inflation découlait de la méthode utilisée par le gouvernement pour financer la guerre. Tout d'abord il se jeta sur cette tâche d'une manière approchant à l'ivresse avancée. Cela partit du haut de la pyramide. L'argent n'était pas un sujet. Distribuez-le partout, avec un abandon total ! Pendant que les prix demandés par les commerçants pour les biens étaient surveillés par la police des prix de Henderson, les prix payés par le gouvernement pour le matériel de guerre, les productions de guerre, et les salaires de la guerre n'étaient dans la mire de personne. L'argent sortait sans limite. Et l'argent provenait principalement d'emprunts consentis auprès des banques, l'argent le plus inflationniste qui soit. Une nation dont le peuple avait encaissé en matière de salaires et de prises de bénéfices environ 70 milliards par an se retrouvait soudain

à un niveau de 100 milliards, puis 150 milliards, puis 200 milliards par an, mais les nombres d'automobiles, de réfrigérateurs, de radios, de fours électriques, et la quantité de viande, de beurre, de farine, d'œufs et d'articles d'habillement ne faisaient que baisser. C'est cela qui produisait l'inflation. Bien entendu, il fallait maintenir les prix à des niveaux raisonnables, car les prix qui s'envolent tendent à aggraver la cause centrale de l'inflation, et qui plus est, ont pour conséquence de réserver les produits de première nécessité aux plus fortunés. Mais quoi que l'on fît à ce sujet, il fallait établir une relation rationnelle entre les prix et les coûts de production, et cette loi apparut sur un claquement de doigts de l'OPA.

Bien évidemment, cette loi ne parvint pas à maintenir les prix à des niveaux bas. On publia des communiqués de presse vantant le maintien des niveaux de prix. Mais plus les biens les plus rares se vendaient sur le marché noir où les prix étaient en fin de compte bien plus élevés que si les régulations avaient été premièrement réalistes, et deuxièmement, gérées par une agence comprenant l'esprit populaire, et qui aurait traité le peuple avec un certain degré de compréhension.

Cela commença par les contrôles sur le café et le sucre. Et du début à la fin, cela supposa que ces mesures pourraient atteindre chaque bureau, chaque entrepôt, chaque magasin et chaque maison, et surveiller et réguler chaque transaction. Il est impossible dans un espace réduit de décrire la folie colossale des expériences menées sur le sucre et le café, dont le premier résultat fut de paralyser presque totalement l'ensemble du commerce. On fit la même chose avec la viande. La filière de la viande commence, comme le plus gros de ses approvisionnements, avec les ranchs et les grands troupeaux. Ensuite, les jeunes bœufs et vaches sont acheminés vers l'Est, dans les zones spécialisées pour les nourrir, où les fermiers écoulent leurs céréales en engraissant les bovins pour la saison, puis en les revendant aux abattoirs. De là, la viande est vendue aux grossistes, puis aux bouchers au détail. Mais sur le chemin, on trouve les entrepôts, les voies ferrées, les transporteurs routiers, les

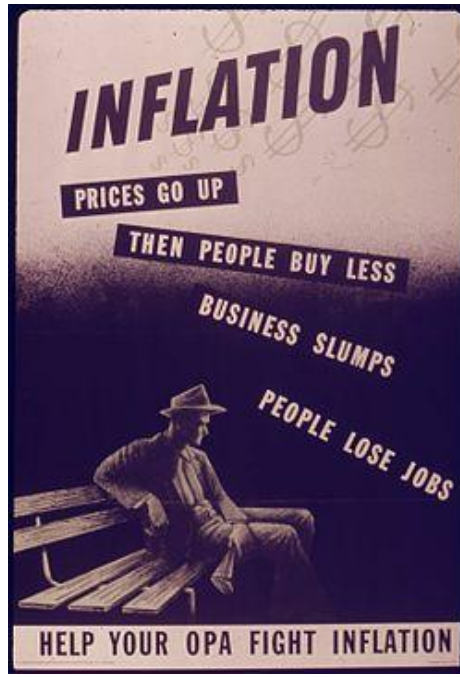

FIGURE 3.3 – Affiche illustrant la doctrine anti-inflation de l'OPA. Source : Wikipedia

agents de commission et les transformateurs en tout genre.

Cette grande complexité d'hommes, de commerces et de services a grandi au fil des années suivant cette méthode du tâtonnement qui caractérise notre système, quelqu'un faisant une expérience qui fonctionne, se retrouvant imité par tous les autres acteurs du métier. Le bétail est donc acheminé du ranch au boucher au détail suivant une longue suite de transactions et de processus, que les parties prenantes de ce vaste secteur d'affaires comprennent. Que

cela constituât ou non le meilleur système au monde, il s'agissait du système en place — le système qui a toujours été en mesure de produire toute la viande nécessaire à une échelle plus importante que n'importe quel autre pays. L'OPA n'avait pas été constitué pour modifier ce système. D'un point de vue pratique, toute tentative de le modifier ne pouvait déboucher que sur des délais colossaux, en attendant que le système de remplacement fût mis en opération. La filière constitue un système bien trop immense et complexe pour subir un tel changement. Et qui plus est, toute tentative de le modifier allait rencontrer une résistance, amère et même violente, sur l'ensemble de la ligne. Le problème auquel était confrontée l'OPA était d'empêcher les prix de monter à des hauteurs inconsidérées, tout en maintenant la production à des niveaux aussi élevés que possible et en assurant une distribution juste des approvisionnements à tout le monde. La seule manière d'y parvenir était de viser à faire fonctionner l'ensemble du système à sa plus haute efficacité et cela allait nécessiter la coopération de tous les groupes engagés dans ce système.

L'OPA était entre les mains d'hommes ne connaissant rien à l'industrie de la viande. Ils auraient bien sûr pu s'entourer d'experts, mais ils étaient déterminés à redéfinir l'industrie de la viande. Le destin avait mis en leur contrôle le vaste système de production et de distribution des États-Unis. C'était l'opportunité rêvée de pouvoir le redéfinir — de montrer à ces hommes d'affaires stupides comment on pouvait se passer de ces mécanismes coûteux et ignorants. Ils pensaient que le Destin leur avait apporté la précieuse opportunité de redéfinir les États-Unis. Ils se mirent à administrer à l'industrie de la viande une raclée qui la fit tituber, et faillit bien la ruiner. Par exemple, leur première cible avait été l'homme touchant des commissions — ce détesté intermédiaire, cet intrus pitoyable qui avait constitué l'objet du mépris du dilettante économique depuis des décennies.

Ils ne comprirent pas qu'en essayant de liquider l'homme touchant des commissions, ils n'avaient pas prévu de manière de rem-

placer la fonction qu'il remplissait. En outre, si l'on plafonne les prix, le plafond doit s'appliquer sur toute la ligne où le bétail passe d'une étape de la distribution à une autre. L'OPA avait positionné des plafonds sur les prix en divers points, mais pas sur le propriétaire de ranch, ce qui constitua la performance intellectuelle la plus médiocre que l'on pût imaginer. La viande d'une vache est produite par sa nourriture — on lui donne des aliments riches, principalement du maïs. Le producteur de maïs peut vendre son maïs directement sur le marché du maïs, ou bien acheter une vache et la nourrir de maïs. Il en décide selon le prix du maïs. S'il peut tirer un meilleur prix de la vente de son maïs sur le marché, il ne va pas engraisser du bétail. Si les prix de la viande sont plus attractifs, il va transformer son maïs en viande. Nos fonctionnaires hautement intelligents autorisèrent le prix du maïs à grimper, tout en positionnant un plafond aux prix de la viande. Les producteurs de maïs vendirent par conséquent tous leurs stocks sur le marché du maïs. Ils refusèrent d'acheter du bétail à engraisser, et les jeunes animaux, qui auraient pu gagner cent à cent cinquante kilogrammes de viande, furent directement envoyés aux abattoirs. La quantité de viande perdue dans cette histoire fut colossale. Le récit détaillé de la viande est constellé de telles bévues très coûteuses. On avait décidé de maintenir bas les salaires dans les abattoirs. Les ouvriers partirent des abattoirs légaux, et se mirent à travailler sur le marché de l'abattage au noir, pour un salaire double du plafond légal, ou se reconvertirent dans des usines de munitions, et de nombreux abattoirs durent mettre la clé sous la porte. Le malheureux propriétaire d'abattoir, négociant en viandes, ou conditionneur qui se plaignait se faisait qualifier de fasciste.

Cela provenait de la sorte d'hommes qui avaient été embauchés dans l'OPA. Au début, cela avait commencé avec le redoutable Leon Henderson, et 84 assistants. Au mois d'août 1941, une nouvelle proposition de loi, réorganisant l'OPA, était en cours d'examen au Congrès. Un membre du Congrès demanda si le projet n'allait pas nécessiter un personnel de 100 000 personnes. Henderson répondit :

« *Oh, non. Ce projet de loi sera pour ainsi dire auto-porté.* » L'année suivante — au mois de mai 1942 — Henderson demanda 110 millions de dollars et affirma qu'il lui fallait un personnel de 90 000 personnes. L'année suivante, il lui fallut 153 millions, et l'année suivante, le personnel s'élevait à 53 500 salariés et 204 000 volontaires.

Depuis les quatre coins du pays, ainsi que depuis New York et Chicago, roses et Rouge-rosâtres, et de toutes les grandes villes, sortaient les façonneurs du *Meilleur des Mondes.* Au sommet, au poste de conseiller économique, se trouvait Richard V. Gilbert, l'un de ces jeunes professeurs qui avait marché sur Washington en 1938 et avait vendu à Roosevelt la théorie selon laquelle la dette gouvernementale ne signifie rien, qu'il ne s'agit pas d'une charge, que c'est une dette que nous devons à nous-mêmes, et que Roosevelt pouvait continuer à emprunter sans fin sans avoir même à froncer son sourcil divin. L'endroit avait grouillé de petits professeurs, qui venaient de quitter leurs salaires de 2500 $ annuels pour des postes payés cinq, six, voire sept mille dollars, et des pans énormes de l'économie étasunienne se trouvaient par eux administrés. Tugwell avait chanté à l'université : « *Je suis jeune. Je suis fort. Je redéfinirai les États-Unis.* » Et voici qu'était arrivée l'opportunité envoyée par Dieu. Ils trempaient les mains dans tout. Ils édictaient la mode féminine, la forme des bas des femmes ; ils disaient aux bouchers comment découper un rôti ; ils limitaient la taille de la barbe du Père-Noël dans les centres commerciaux.

Dans les temps anciens du TNEC — l'une des premières aventures de Henderson — un gentleman du nom de A.C. Hoffman avait fait des études en techniques marchandes. Il avait écrit : « *L'un des aspects de la distribution alimentaire qui déplaît fortement à l'auteur réside dans les dépenses croissantes d'argent sur la publicité des marques proposant des produits alimentaires.* » Sous l'OPA, les fabricants se mirent à comprendre que l'OPA essayait de se débarrasser de toutes les marques et de toutes les différences de qualité. Il s'agissait également de l'une des théories caressées par Tugwell — pas de marque sur les produits, pas de différence de qualité,

uniquement une étiquette précisant ce qui se trouve dans la boîte de conserve. Et bien sûr, ce fut A.C. Hoffman, depuis les anciens jours au TNEC de Henderson, qui occupait le poste de dirigeant de la section des prix alimentaires de l'OPA, et œuvrait à mettre en application sa théorie. Il fut contraint au départ, et retourna au département de l'agriculture.

De la *London School of Economics* sortit une organisation pour promouvoir le *Political and Economic Planning* — PEP. Il s'agissait d'un dessein de planification fasciste suivant un « *Conseil national de l'Agriculture, un Conseil national de l'Industrie, un Conseil national du Transport, devant tous être des corps statutaires disposant des pouvoirs de régir leurs domaines d'activités attribués.* » Le président de ce groupe était Israel Moses Sieff. Il devint consultant spécial auprès de l'OPA en 1941. On trouvait des gars comme eux de partout.

À un moment, la distribution alimentaire s'arrêta presque totalement dans tous les États-Unis. La paperasserie exigée de la part du petit commerçant ordinaire était telle qu'il était en pratique impossible de s'y conformer. Un épicier du Michigan qui avait fait tourner un commerce sans problème pendant 40 années témoigna qu'« *Au cours des six derniers mois, j'ai été derrière mon comptoir 10 heures par jour, puis éveillé durant la moitié de la nuit pour remplir les formulaires du gouvernement. Il me reste le dimanche pour réaliser les inventaires, les comptes de rationnement, et les demandes pour obtenir du café, du sucre et des boîtes de conserve. Je ne pouvais plus tenir, alors j'ai fermé.* » Les petits distributeurs alimentaires baissaient le rideau par dizaines de milliers chaque mois. Ce furent des États entiers qui ne furent plus pourvus en suffisance de viande, de beurre, de lard ou de pommes de terre, pour une durée de deux mois. L'OPA avait fixé le prix des pommes de terre de Louisiane à 2.50 $ pour 45 kgs, et le prix des pommes de terre du Texas à 3.75 $ les 45 kgs. On acheminait donc les pommes de terre de Louisiane via la frontière, pour les vendre en tant que pommes de terre texanes. L'uniformité des

prix sur les produits fermiers pour tous les marchés faillit bien affamer les grandes villes. Les expéditeurs envoyèrent leurs produits aux marchés les plus proches, et délaissèrent les marchés à haut volume. L'OPA définit un prix plafond sur le lard, à 14,55 $ les 45 kg, mais autorisa un prix de 26,50 $ sur le porc préparé comprenant son gras. Les conditionneurs pouvaient gagner 26 centimes par livre de gras sur le porc, mais seulement 15 centimes pour le même gras, s'il était vendu comme du lard. Cette décision fut prise à un moment où notre pays et le monde manquaient cruellement de graisses. Ce furent environ un milliard de livres qui partirent dans les magasins alimentaires, sur le porc, à 26 centimes la livre ; puis il fallut lancer une campagne sauvage pour récupérer auprès des ménagères les graisses qui n'auraient jamais dû arriver jusque dans leurs cuisines [62].

Les règles, régulations et directives qui étaient émises n'étaient bien souvent pas compréhensibles à l'esprit humain. En voici un exemple :

> *Le prix maximal qu'un producteur peut facturer à toute classe d'acheteur pour tout cosmétique emballé, en deça de la régulation générale du prix maximal sera le prix maximal établi selon la régulation générale du prix maximal pour les ventes de tels cosmétiques emballés, vendus par lui à un acheteur de la même classe.*

Note de traduction : il ne faudrait pas que le lecteur pense que le traducteur a compliqué le texte, aussi voici le texte original en langue anglaise :

> *The maximum price which a manufacturer may charge to any class of purchasers for any packaged cosmetic priced under the general maximum price regulation shall*

62. Lawrence Sullivan, « *Bureaucracy Runs Amuck* » (Bobbs, Merrill, 1944). Cet ouvrage contient un récit éclairant sur l'OPA et les autres bureaux, à l'époque de la guerre.

> *be the maximum price established under the general maximum price regulation for sales of such packaged cosmetics by him to a purchaser of the same class.*

Ces règles et règlements devinrent si irritants que les gens se mirent à les ignorer. Puis l'OPA établit un réseau national de tribunaux devant lesquels les citoyens pouvaient se faire traîner et juger pour avoir enfreint les lois édictées par les bureaucrates de l'OPA. En cas de condamnation, les règles de l'OPA stipulaient qu'ils pouvaient se faire retirer leurs cartes de rationnement — condamnés à la famine. Mais les dirigeants de l'OPA eux-mêmes ne se montraient pas trop méticuleux vis-à-vis des règles du gouvernement. Instruction avait été donné que le chauffage dans tous les bâtiments n'excédât pas les 18.3 °C. Un journaliste amena un thermomètre dans le bureau de Leon Henderson, où il indiqua une température de 26.6 °C.

Les traces laissées par les folies et bourdes de l'OPA sont innombrables. Je ne peux exposer que des exemples faciles à expliquer, sans devoir entrer dans les intrications des pratiques commerciales. Les problèmes provenaient principalement du type des hommes à qui l'on avait confié le contrôle, des hommes de la trempe de Leon Henderson qui avait été, un fonctionnaire, l'un des soutiens de Howard Scorr, puis qui était devenu directeur de *Technocracy, Inc.* Ce fut pendant ce cirque de l'OPA qu'Henderson fut chargé de prendre part au mouvement *Technocracy.* Henderson le nia, et dit que si l'on pouvait le prouver, il mangerait l'annuaire téléphonique de Washington sur les marches du Capitole. Comme nous l'avons vu, le nom de Leon figure sur un document publié dans le *Times* de New York, exposant que lui et d'autres avaient démissionné de *Technocracy, Inc.*, non du fait de leurs désaccords avec les théories fondamentales de Scott, comme ils l'avaient expliqué, mais parce qu'ils n'appréciaient pas ses méthodes. Et ce qui se produisit à l'OPA se produisait en chaque lieu où ces esprits du *New Deal* étaient mis aux manettes. Au mois de décembre 1942, les choses

empirèrent à tel point qu'il fallut gentiment montrer à Henderson le chemin de la sortie. Un ancien sénateur, Prentiss Brown, prit sa succession sans obtenir de meilleurs résultats, après quoi Chester Bowles fut nommé dirigeant de ce bureau. Il s'en sortit mieux, mais à ce moment il était devenu impossible pour quiconque de faire beaucoup mieux.

Ce simple coup d'œil dans les coulisses de l'hippodrome pourra servir à disposer d'un aperçu de ce festival excentrique fiscal incroyable qui fut mis en œuvre à Washington. Du côté économique de la guerre, on trouvait la formidable tâche consistant à produire les montagnes de matériels demandés par les généraux et les amiraux. Cela était réalisé par la machine productive étasunienne. Il s'agissait d'une machine aux proportions épiques, qui avait été créée et développée bien avant que l'on entendît même parler du *New Deal*. Et en réalité, c'était sur cette même machine que les calomnies et le mépris du *New Deal* avaient été fondés, et c'était elle que les Tugwell et Wallace, ainsi que leurs subalternes, comptaient liquider. Cette machine était opérée par une gigantesque armée d'ingénieurs, de techniciens, de financiers et de dirigeants administratifs qui avaient développé les grandes ressources de la nation, qui avaient inventé et amélioré les processus techniques admirables, et qui avaient bâti la fabuleuse masse d'usines et de machines qui produisaient canons, avions, chars, voitures, navires, armes, munitions, nourriture et tous les accoutrements et nécessités de la guerre. On leur avait dit ce qu'il fallait, et ils l'avaient produit. Les Tugwell, Hopkins, Henderson et Wallace n'avaient rien à voir là-dedans. Tout cela était l'ouvrage de l'homme d'affaires tant détesté.

Dans l'empressement et la bousculade de la guerre, il y eut des mauvais calculs et même des écarts de conduite. Mais on trouvera une bonne quantité de ces déviances dans les vastes rangs de cette horde d'aristocrates subitement levée et affamée, qui des quatre coins du pays avaient afflué sur Washington pour récupérer chacun sa petite part du melon monstrueux et qui tirèrent leurs gains mal acquis de cette jungle économique appelée marché noir. On peut

discuter des profits de la guerre, mais il n'y eut en réalité guère de profits pour les hommes honnêtes, car le gouvernement ponctionna — à raison — le plus gros des bénéfices en levant des impôts pendant la durée de la guerre.

Mais il y avait un autre secteur sur ce front économique — les légions de fonctionnaires employées à faire la police des vrais producteurs et pour superviser à destination du Sénat les tâches auxquelles la production était destinée. Et à leurs côtés, on trouvait cet autre bataillon de philosophes fiscaux du *New Deal* — les lumineux évangélistes de la dette nationale, qui avaient désormais le droit de se gorger de leurs théories favorites. Au sommet, sur le siège du conducteur, trônait un homme qui méprisait toutes les règles et tous les signaux d'alarme, feux rouges comme dangers que l'on trouvait sur le chemin. Il jeta la machine monstrueuse à pleine allure, mit les gaz, ferma les yeux et la laissa avancer d'elle-même. Si quelque commission composée d'anges hostiles avait été nommée pour élaborer un schéma visant à faire monter les coûts de production, elle ne s'y serait pas mieux prise. Des dizaines de milliers de fonctionnaires, en provenance de multiples bureaux, rampaient parmi les usines de production. Ils s'inséraient dans les processus à chaque nouvelle étape, afin de les ralentir, d'accroître ses coûts et de distraire les hommes qui en pratique s'occupaient de la machine. Le sentiment selon lequel le coût n'importait pas, que la seule chose qui comptait était de « *se dépêcher* », la théorie voulant qu'un moteur lancé à pleine puissance n'a pas besoin d'être prudent, introduit tant de distractions, d'arrêts et de changements et de querelles dans l'ensemble du processus que ce furent à la fois l'économie et la vitesse qui furent sacrifiées. Pire que tout, les hommes sains et sobres succombèrent après quelque temps à la contagion et, à l'instar de leurs persécuteurs bureaucrates, se mirent à jeter des chiffres dans le vent.

Tous les crimes fiscaux furent commis en finançant et en supervisant l'effort de guerre depuis Washington. Et on en dispose en plein jour de la preuve, au vu de l'addition qui nous est désormais

présentée pour la guerre. Peu de gens comprennent l'ampleur de ce phénomène. Car c'est jusque l'esprit des financiers expérimentés qui perd le fil une fois que les chiffres se mettent à dépasser le nombre de milliards que l'on peut appréhender. J'estime le coût de la guerre à 363 milliards de dollars. Pour réussir à se figurer ce montant, il peut être utile de se souvenir qu'au cours des 144 années qui rassemblent les administrations, depuis le président Washington jusqu'à l'investiture de Franklin Roosevelt, le total des dépenses du gouvernement fédéral cumulées s'élevèrent à 117 milliards de dollars. Mais au cours des sept années entre 1941 et 1947, le coût du maintien de la guerre et ses conséquences s'éleva à lui seul à 363 milliards — trois fois plus en sept ans que nos 144 années d'histoire. Le montant total dépensé au cours de ces sept années fut de 463 milliards. J'ai soustrait cent milliards pour couvrir les montants que notre gouvernement extravagant aurait dépensés si nous n'étions pas entrés en guerre. Pour compléter le tableau, il ne faut pas négliger le fait solennel que nous n'avons à date réglé qu'un tiers de cette ardoise prodigieuse. Les deux tiers restants sont suspendus au-dessus de nos têtes sous forme de dette nationale, dont les seuls intérêts, à supposer que nous remboursions le capital, s'élèveront à presque le double du budget total du gouvernement avant l'arrivée au pouvoir de M. Roosevelt.

Le récit décrivant la manière dont ces chiffres colossaux et cette dette écrasante ont été accumulés est long et délicat. Les folies, la témérité, les inepties et incompétences épouvantables, la corruption profonde et sombre restent encore à évoquer. Il serait futile de s'y employer avant que le gouvernement ait été transféré en des mains responsables, chargées de la tâche de soumettre l'ensemble de la terrible prestation à une enquête des plus minutieuses.

Il ne fait aucun doute que cette charge intolérable, qui pèsera

sur les épaules de notre génération et de la suivante[63], et le résultat direct de l'incapacité totale du président Roosevelt aux taches de l'administration. Nous pouvons ici encore nous tourner vers le témoignage d'un dirigeant de son cabinet. Stimson, le secrétaire à la guerre, se fait généreux dans ses éloges de M. Roosevelt, et se montre prêt à lui pardonner les défauts les plus coûteux de son caractère du fait de son admiration pour l'éclair de génie qui fut celui de Roosevelt en nommant Stimson dans son cabinet. Cependant, il a écrit au mois de mars 1943 dans son journal personnel : « *le président est le pire administrateur pour lequel j'aie jamais travaillé, pour ce qui concerne le respect des procédures et routines méthodiques de ses réalisations. Il ne sait pas bien choisir les hommes, et ne sait pas les employer en coordination*[64]. »

La tâche positive consistant à stimuler et diriger la production de guerre, considérée de manière séparée de la politique de définition sous-jacente, fut accordée à Donald Nelson, un homme d'affaires compétent dans le champ limité au sein duquel il avait travaillé, mais sans distinction spéciale. Il fut nommé à la tête du *War Production Board* au mois de janvier 1942, après toute une suite de pannes. Nelson s'avéra inapte à la tâche qui lui avait été assignée. Au mois de février 1943, le secrétaire de la guerre et d'autres dirigeants de l'administration se regroupèrent pour demander au président de remplacer Nelson par Bernard Baruch. Mais, selon Stimson, aucune action ne fut adoptée durant 18 mois. Stimson résume l'histoire en disant qu'après avoir bricolé pendant deux ans en usant d'une variété de conseils et de commissions, le président finit par remettre le pouvoir entre les mains d'un seul homme, puis nomma le mauvais candidat, et lorsque cet homme sombra dans les

63. L'auteur n'a pas eu la clairvoyance de comprendre que le système de dette à jamais augmentée pourrait continuer d'exister et de croître jusqu'au premier quart du XXI^{ème} siècle. Le traducteur n'a certainement pas la clairvoyance de prévoir quand cela finira par exploser, Ndt

64. Henry L . Stimson, « *On Active Service in Peace and War,* » avec Mac George Bundee (Harper, 1948, p. 495).

problèmes, il ne le soutint ni ne le renvoya [65].

Malgré cela, on nous demande de considérer Roosevelt comme le meilleur administrateur, le grand dirigeant militaire, le grand dirigeant naval, le grand homme d'État civil, et enfin le grand maître en matière de relations étrangères. Nous allons à présent voir qu'il finit par établir de lui-même l'historique le plus incroyable dans le registre des échecs en matière de relations étrangères dans toute l'histoire de notre pays.

3.8 La police de la pensée

1.

S'il existe un département de la lutte humaine que le révolutionnaire radical comprend et aime, il s'agit bien de la guerre qui est menée contre l'esprit des masses ; la guerre qui est menée en distillant des poisons dans les esprits pour produire haine et préjugés. Il serait certes étrange que nous ne puissions pas trouver certains pratiquants de cet art sombre en provenance de New York, ainsi que certains résidus des révolutionnaires d'Europe battus et émigrés, concentrés en nombre durant la guerre dans cette institution totalement anti-étasunienne que l'on connait sous le nom d'OWI — l'*Office of War Information*.

Cela commença par une chose appelée *Office of Facts and Figures*. À sa tête, Roosevelt avait nommé l'une de ses créatures délicatement intellectuelles, Archibald MacLeish. MacLeish était le rejeton d'une riche famille étasunienne qui avait décidé en 1923 de consacrer sa vie à la poésie, et avait par conséquent « *tout largué* », et emmené son épouse et ses enfants en France. Il y resta jusqu'en 1930, à travailler sur les bords fleuris du journalisme et à écrire de

65. Ibid., pps 492 à 495.

la poésie. Voici un extrait de ce qu'il considère comme son meilleur poème — « *America Was Promises* » :

> *Who is the voyager on these coasts ?*
> *Who is the traveler in these waters*
> *Expects the future as a shore ; foresees*
> *Like Indies to the west the endies — he*
> *The Rumor of the surf intends.*

Un homme écrivant une telle poésie se transforme inévitablement en *New Dealer*, voire pire. En 1939, Roosevelt l'avait nommé Bibliothécaire du Congrès, où il s'employait à faire usage des infrastructures de la Bibliothèque pour la propagande du *New Deal.* En 1941, la Bibliothèque « *prêta* » en retour MacLeish au président pour qu'il dirigeât l'*Office of Facts and Figures.* Il assembla toute une troupe d'auteurs et de journalistes dont les âmes étaient dévouées à la grande croisade pour l'avènement du Meilleur des Mondes du Futur. Dans les faits, il s'agissait d'une agence vendant le troisième *New Deal* de Roosevelt ainsi que ce dernier au peuple sous prétexte de « *maintenir le moral du public* » et de conduire la « *guerre psychologique.* » Cet organe coûtait 600 000 $ par an, et parvenait à se maintenir en eaux chaudes tout en commettant bévue sur bévue jusqu'à devenir un fléau national, point auquel Roosevelt fut contraint de le dissoudre. Pour le remplacer, il établit l'*Office of War Information* avec à sa tête Elmer Davis. Au cours des deux années qui suivirent, l'OWI dépensa 68 000 000 $ et disposa de 5561 agents répartis dans le monde entier. Au cours de la première guerre mondiale, George Creel avait fait le travail — et y avait excellé — avec un personnel de 500 personnes et une dotation de 2 500 000 $ par an.

L'une des missions de l'OWI consistait à vendre les États-Unis à divers peuples étrangers. L'une des premières aventures en la matière consista à nous vendre au peuple d'Afrique du Nord. On lâcha depuis des avions, sur les Nord-Africains, des objets dans le dessein était que ces gens simples se mettent à nous aimer. Parmi les

messages de bonne volonté ainsi acheminés, on envoya un morceau de savon avec l'inscription « *de la part de vos amis, les Américains* », un livre de coloriages pour enfants, un tampon en caoutchouc avec encrier, un livre d'images intitulé « *La Vie de Franklin D. Roosevelt,* » un livre de coloriages pour enfants, un petit paquet de graines. Le colis gagnant contenait une épinglette. À l'avers s'y trouvait un drapeau étasunien. De l'autre côté, il y avait une image de Roosevelt — mais pas le FDR nordique que nous connaissions. L'image était colorée pour le faire paraître arabe. Toutes ces saloperies furent lâchées par milliers sur l'Afrique du Nord. On s'attendait à ce que les Arabes, les Berbères et les Sénégalais, ramassant le savon, le tampon encreur, la *Vie de Roosevelt* et l'épinglette arborant le Roosevelt arabe, se missent à voir d'une manière toute différente la politique de guerre.

Mais l'OWI avait d'autres missions que vendre les États-Unis aux Arabes. Elle s'employait également à vendre la Russie aux Étasuniens. Le chef de la section des langues étrangères de l'OWI était un jeune gentleman de 28 ans qui avait passé toute sa vie dans les quartiers de l'*East Side* de New York, qui ne parlait que l'anglais, et qui pourtant avait pour tâche de décider quelles nouvelles seraient publiées en Europe ou non. Quiconque faisait marque de désaccord vis-à-vis de sa forte admiration pour notre allié soviétique était qualifié de fasciste. Il y avait un autre enfant prodige — de 23 ans —, tenant lieu d'expert russe de l'OWI, et qui veillait à ce que rien ne vienne gêner les objectifs de notre noble alliée — y compris lorsque celui-ci fut de s'emparer de la Yougoslavie. Les émissions radio de l'OWI sur la Pologne ne se terminaient pas par l'hymne national polonais, mais par une chanson adoptée par les émigrés polonais à Moscou, que l'on connaissait comme « *Comité de Libération* » de Staline. L'expert en charge de la section polonaise était bien né en Pologne, mais l'avait quittée et avait passé toute sa vie en France, où il était notoirement communiste. Il avait fraternisé avec le gouvernement de Vichy alors que Hitler et Staline étaient copains, mais lorsque Hitler envahit la Russie, il traversa

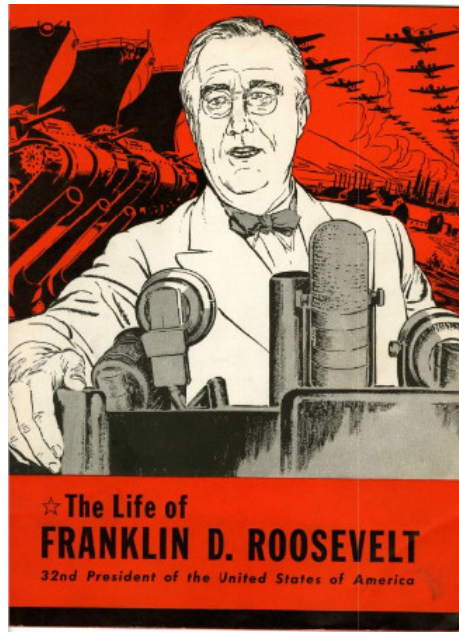

FIGURE 3.4 – Première page de la bande dessinée destinée à la propagande étrangère, racontant la vie de Franklin Roosevelt. Version complète disponible à l'adresse https://catalog.archives.gov/id/148720976

l'Atlantique et devint rapidement l'expert de l'OWI expliquant la démocratie étasunienne au peuple de Pologne [66].

Le directeur adjoint en charge de la région Pacifique et Extrême-Orient avait été un sujet britannique jusqu'au jour où il avait trouvé un emploi au sein du gouvernement à Washington, en 1942. Tout en

66. Archives du Congrès, 78ème Congrès, 1ère session, Vol. 89, Part. 13, pps. 5999, 6000.

s'occupant de cet important bureau pour l'OWI, il écrivit une pièce de théâtre qui fut produite au *Hunter College*. Burton Rascoe, lorsqu'il en fit la critique, affirma : « *Son dessein le plus ostentatoire est d'idéaliser l'Armée Rouge en Chine, de diffamer le gouvernement de Chungking mené par Tchang Kaï-Chek et de ridiculiser les idées politiques, sociales et éducatives de la vaste majorité du peuple étasunien.* » [67]

L'OWI commettait bévue sur bévue, et nombre de ces gaffes coûtaient cher. Pendant que notre département d'État et notre département de la guerre essayaient de faire sortir de la guerre l'Italie vaincue, l'OWI diffusa une émission radio sur l'Italie, salissant Badoglio et qualifiant le roi Victor Emmanuel de « *stupide petit roi.* » Le département d'État s'en indigna. Roosevelt dut publiquement réprimander Elmer Davis.

L'OWI employait des ressources colossales, fussent-elles humaines, matérielles, ou en temps d'utilisation des réseaux de câble ou radio. Elle diffusait 350 programmes radiophoniques quotidiens et envoyait chaque jour 100 000 mots par câble. Elle constituait la première productrice mondiale de pamphlets et de magazines, et une productrice importante de films, des vidéos courtes étant envoyées dans tous les pays du monde. Elle envoyait 3500 enregistrements retranscrits par mois, et livrait 50 films par an. Le plus gros de ces éléments présentait des contenus purement bidons. Un journaliste étasunien étudia les éléments ainsi envoyés en Australie. Le volume quotidien en était si important qu'il bloqua les signaux de l'armée quatre heures durant au quartier-général de MacArthur dans le Pacifique. En une seule journée, par exemple, il envoya 37 éléments distincts. L'un d'entre eux était un résumé de 625 mots d'un article de magazine sur « *Trois Conceptions de la Civilisation Moderne,* » un autre sur le sens des mots « *gauche* » et « *droite* » en politique étasunienne, un autre encore était tiré de l'article d'un magazine titré « *Comment Parvenir à une Paix Durable,* » le sui-

67. John O'Donnelle dans le *Daily News* de New York, 21 mai 1945.

vant sur l'ouverture des concerts symphoniques de la ville de New York. Tous ces éléments étaient envoyés au quartier-général de MacArthur, puis miméographés et envoyés à 70 journaux quotidiens et quelque 400 journaux hebdomadaires australiens. Une vérification effectuée auprès des plus importants quotidiens montra que pas une seule ligne de ces bidules ne servit à quoi que ce fût. Le papier était trop rare pour que l'on y imprimât des contenus d'aussi piètre qualité [68].

Tous les travaux de l'OWI n'étaient pas aussi naïfs. L'OWI imprima 2 500 000 pamphlets intitulés « *The Negro in the War* » [69], présentant des photos de M. et Mme Roosevelt, les amis des Nègres, en préparation de la quatrième campagne présidentielle. Elle imprima un joli ouvrage sous le titre « *Handbook of the United States* » [70], et accorda à une société britannique les droits de publication sur cet ouvrage. Il s'agissait d'une histoire des États-Unis, depuis la découverte par Leif Ericson jusque 1932, en quatre pages et demie. Le reste du récit était dédié à Roosevelt et à son *New Deal.* On était en 1944, une élection nationale approchait, et l'Angleterre était truffée de soldats étasuniens disposant du droit de vote.

L'OWI hébergeait un département produisant des directives à destination des magazines à bas prix sur la manière d'orienter les histoires mystérieuses et les récits d'amour. On donnait pour instruction aux auteurs d'histoires occidentales de souligner l'héroïsme de nos alliés — vous savez lesquels. On disait aux auteurs de remplir leurs feuilletons de Britanniques opiniâtres et silencieux, de Chinois fidèles, et de Latins honnêtes. Les Japonais devaient être décrits comme projetant de s'emparer de notre côte Ouest, et les traits de caractère sournois et traîtres des personnages Japs devaient faire contraste avec la fidélité des Chinois. On suggérait que

68. Ibid., 12 avril 1944.

69. Walter Davenport, dans le magazine *Collier's*, 3 juin 1944.

70. Phelps Adams, dans le *Sun* de New York, 17 avril 1944. Voir également l'éditorial du *Daily News* de New York du 19 avril 1944.

le génie du crime Fu Manchu créé sous la plume de Sax Rohmer fût japonais plutôt que chinois, sa nationalité originelle.

Ils proposaient des intrigues aux magazines à bas coût. Je ne sais pas sur quel fond celui-ci repose, mais en voici un exemple :

> *Une fille se fait séduire et se jette dans une forme de travail, comme par exemple la physiothérapie, pour oublier. Elle se retrouve à travailler au quotidien avec un docteur handicapé, et apprend peu à peu à l'aimer. À l'issue d'une crise dans leur travail qu'elle l'aide à résoudre, elle découvre qu'en dépit de ce qu'il sait sur son passé à elle, il l'aime aussi. Conclusion et fondu au noir.*[71].

En réalité, nous avions avec cette institution incroyable un mélange exprimant un non-sens inconséquent, fait de politiques du *New Deal* et d'infiltration communiste. Bien sûr, Elmer Davis, Gardner Cowles et Robert Sherwood n'étaient pas communistes. Je ne suis même pas certain de la mesure selon laquelle ils étaient même des *New Dealers*. Elmer Davis, au moins, avait laissé un contrat très lucratif à la radio pour travailler au quart de son salaire initial, chose que l'on ne peut guère dire de ses collaborateurs, qui pour la plupart gagnaient plus d'argent que jamais, tout en échappant au service militaire. Mais au fur et à mesure que les États-Unis se dirigeaient vers la guerre, il fleurit une camaraderie des plus fantastiques entre les révolutionnaires Rouges enflammés, les *New Dealers* aux yeux vitreux, et les conservateurs violet profond. La guerre les assembla en une fraternité incongrue. Ils étaient unis dans la poussée pour l'entrée étasunienne dans la guerre, mais pour toute une variété de raisons différentes et contradictoires. Et parmi ces éléments hostiles, celui qui n'était pas trouble était le groupe communiste. De ce groupe, au moins, on peut affirmer qu'ils savaient ce qu'ils voulaient. Les purs *New Dealers*, au sens où ce

71. *Herald Tribune* de New York, 7 novembre 1942.

terme se comprenait, intégraient ceux qui erraient, de vagues rêveurs détenant une conviction obscure que d'une certaine manière, la sûreté de l'espèce humaine dépendait de la création d'une sorte d'État mal défini mais bienveillant qui mettrait fin à la pauvreté, donnerait un emploi ainsi qu'une retraite paisible à chacun, et qui supposaient pouvoir accomplir tout cela pour avoir découvert que l'argent se créait spontanément dans les bâtiments du gouvernement. Ceux qui restaient étaient en grande partie des admirateurs dévôts, ou des idolâtres, des anciens altars de l'hégémonie mondiale anglo-saxonne. Mais ils pouvaient tous s'unir en un agglomérat — impérialistes anglo-saxons, *New Dealers* incertains et bigots Rouges dogmatiques — sous des bannières comme celles de l'OWI, de l'OPA ou du BEW. Outre tous ces éléments, ci et là, un bonhomme avait pris conscience de la présence de sang allemand dans ses veines, et faisait du zèle pour se purger de cette souillure.

2.

Lorsque la guerre commença, le gouvernement, comprenant la nécessité de protéger nos opérations militaires des fuites pouvant survenir du fait de rapports de presse imprudents ou mal informés, organisa l'*Office of Censorship*, sous la direction de Byron Price, un dirigeant compétent de l'*Associated Press*. Ce bureau reçut le pouvoir de superviser toutes les communications. Il établit une organisation de censure avec laquelle tous les éditeurs et producteurs d'émissions radio se mirent à coopérer de manière volontaire. Cela fonctionna admirablement, et M. Price acquit l'approbation sans réserve de la presse pour sa gestion compétente et pleine de tact, quoique ne manquant pas de fermeté, de ce problème épineux. Aucune autre autorité gouvernementale ne disposait de la moindre prérogative de s'engager dans cette activité. Et il ne fut jamais prévu que quiconque dispose du pouvoir d'essayer de s'in-

gérer dans les droits des citoyens à discuter en toute liberté des questions politiques, sujettes uniquement à l'obligation de ne pas révéler d'information pouvant aider l'ennemi à mettre en défaut nos opérations militaires.

Néanmoins, l'OWI et la *Federal Communications Commission* (FCC) s'accordèrent le pouvoir de mener la propagande la plus étendue, et les ingérences les plus dangereuses avec les stations d'émission radio en langues étrangères. Bien sûr, le dirigeant étasunien moyen n'avait aucune connaissance des opportunités que ce type d'opération accordait à ceux qui avaient des axes politiques et idéologiques à travailler.

La FCC établit un bureau qu'elle désigna sous le nom de *War Problems Division*. On comptait sans doute au moins 125 stations de diffusion radio spécialisées dans l'émission de programmes en langues étrangères, à destination de nos populations d'origines étrangères. C'étaient des millions de personnes qui les écoutaient. Bien entendu, une guerre en Europe génère immédiatement des répercussions très graves et délicates parmi les gens vivant dans notre pays, dont les patries d'origine sont impliquées. Leur position est en général très inconfortable et souvent douloureuse. Les stations radio sont tenues de prendre la guerre en compte, ainsi que les problèmes domestiques qu'elle pose. Il était donc important que ces stations fussent surveillées de près pour s'assurer qu'aucun message subversif, et qu'aucun élément pouvant affecter négativement l'effort de guerre, n'y fussent diffusés. Et à cet effet, l'*Office of Censorship* était admirablement équipé et géré. Mais la FCC décida qu'elle allait y tremper les doigts, non seulement pour surveiller les stations d'émission, mais pour carrément les diriger et les contrôler. L'OWI arriva au même moment aux mêmes conclusions. Elle instaura également une division pour gérer les problèmes des natifs étrangers au travers des radios.

La *War Problems Division* de la FCC œuvrait dans tout le pays, mais nous allons comprendre ce qu'elle faisait en limitant notre examen à quelques stations radio. La Division prit le contrôle du

bureau de la Commission à New York, mettant à sa tête un jeune avocat fort peu expérimenté. Ce bureau, en collaboration avec un bureau de l'OWI, se mit à travailler sur les stations radio de New York. L'OWI était représentée par un gentleman du nom de Lee Falk.

Au sein du district métropolitain en question, l'une des radios s'appelait WHOM. Elle appartenait à un gentleman absolument loyal et dévoué à notre pays et à ses principes. Néanmoins, les gardiens de la « *démocratie* » qu'étaient la FCC et l'OWI se mirent à essaimer dans sa station radio. Une station d'émission fonctionne sous la direction et l'observation d'un personnel particulier. On trouve un responsable pour la station, un directeur des programmes, un censeur, un surveillant, des annonceurs et des commentateurs. Si vous prenez le contrôle de la majorité ou de l'intégralité d'entre eux, vous en arrivez à contrôler la nature des émissions. Au sein de cette station, un directeur de programme fut institué en la personne de M. Giuseppe Lupis. M. Lupis était entré sur le territoire des États-Unis pour la première fois en 1926, mais il était reparti et n'était revenu y habiter qu'en 1937. Il s'était mis à travailler pour l'OWI en 1942. Il avait établi un magazine mensuel du nom de *Il Mondo*, à destination des italo-étasuniens. Il en avait nommé éditeur M. Carlo a Prato. M. a Prato, avant de venir ici, avait été établi en Suisse. Il avait été banni à vie de ce pays, après avoir été accusé d'être un agent de Maxime Litvinov. Il était parti par Marseille, doté d'un passeport tchèque portant le nom de Milan Javota, et arriva aux États-Unis en 1941. On le retrouva rapidement occupé à éditer un journal de propagande italien, et œuvrant pour le compte de l'OWI comme auteur en chef de scripts italiens.

Comment ces gens trouvèrent-ils si rapidement des emplois au sein de l'OWI et de la FCC ? Il existait une organisation privée du nom de *Short Wave Research, Inc.* Son objet était de prendre en charge les réfugiés à leur arrivée, et de leur trouver du travail au sein de l'OWI et de la FCC. Il s'agissait d'une organisation

à but non-lucratif, mais il est évident qu'elle manipulait beaucoup d'argent au vu du fait qu'au moment de sa liquidation, elle disposait d'une trésorerie de 15 000 ou 20 000 $ en liquide, provenant de la perception de participations de 10 % de la part des étrangers mis en poste dans ces agences gouvernementales. La somme fut partagée pour être versée à diverses organisations caritatives de guerre lorsqu'elle fut fermée. Lupis travailla pour un temps comme auteur de scripts pour *Short Wave Research*.

Un Italien dont le métier était maçon fut embauché comme censeur et surveillant. Un autre Italien fut mis en poste cinq semaines après être entré aux États-Unis sans lettre de recommandation, et devint également censeur ; à Noël et à Pâques il institua ses propres notions assez particulières censurant les programmes religieux.

Tout en infiltrant les stations radio avec ces réfugiés fraîchement arrivés, on fit également renvoyer d'autres personnes dont les profils ne correspondaient pas aux spécifications édictées par les gardiens de nos libertés. Ainsi, un annonceur du nom de Stefano Luotto, citoyen étasunien de bonne réputation et d'une loyauté inaltérable, fut contraint de quitter la station. Il avait été accusé d'être fasciste par un singulier processus d'association voulant que quiconque était anti-communiste était également pro-fasciste, car il s'opposait à un communiste anti-fasciste. Lupis poussa à son renvoi, et un petit journal italien, *La Parola*, publié par un gars du nom de Valenti, colporta des souillures à son sujet. Luotto fit arrêter Valenti pour diffamation, et après une longue lutte, la FCC dut reconnaître ne pas disposer de l'ombre d'un reproche à faire à Luotto. Cette affaire n'est que l'un des exemples de divers cas qui relevaient de la persécution pure et simple.

M. Eugene L. Garey, conseiller en chef du *Congressional Select Committee* enquêtant sur la FCC, déclara, en parlant de ces conditions :

> *Selon le constat établi à ce stade, il apparaît qu'au sein d'une station d'émission radio en langue étrangère de*

*la ville de New York, le directeur des programmes, l'annonceur, le rédacteur de scripts, le censeur et le surveillant des programmes en langue italienne étaient tous étrangers, ou devaient leur poste à l'*Office of War Information*, avec l'approbation de la FCC. La situation ainsi dépeinte n'est pas propre à cette seule station, ou à cette seule ville. Les informations dont nous disposons indiquent que la même situation prévaut généralement dans les stations d'émission en langue étrangère dans tout le pays. Chacun des postes clés, dans chacune des trois stations radios faisant actuellement l'objet d'une enquête ont des dotations de personnel équivalentes. Ce personnel choisit les informations, édite les scripts, et annonce les programmes. Les programmes quant à eux sont censurés par les mêmes, surveillés par eux encore, et sont présentés sous la direction d'un directeur des programmes de même nature. Le tableau mérite d'être détaillé sur la base de ces faits apparemment indépendants les uns des autres. L'OWI disposait des hommes et du matériel. Il disposait de la teinture propre à coloriser les informations. Il avait également le désir de choisir et censurer les nouvelles. Il ne lui manquait que le pouvoir, ou pour le dire de manière peut-être plus appropriée, la couleur du pouvoir, pour mettre en effet ses desseins. D'où la nécessité de solliciter la* Federal Communications Commission *à cet effet. Il est exact que la* Federal Communications Commission *ne disposait pas d'un tel pouvoir légal, mais elle avait le pouvoir d'accorder des permis, et donc le pouvoir de contraindre à obéir à ses directives. Le constat montre à présent leur utilisation indue de ce pouvoir. Travaillant main dans la main dans un objectif commun, la* Federal Communications Commission *et l'*Office of War Information *sont parvenus à un résultat qu'il est urgent*

de mettre en pause — et pose la question solennelle qui suit : « Où allons-nous ? *» Une division fut créée par la* Federal Communications Commission*, et nommée* War Problems Division*, et un groupe d'avocats se mit à œuvrer. Cette division n'était pas un organe réglementaire. Elle n'était constituée ni pour instruire, ni pour superviser, ni pour corriger quoi que ce soit. Elle avait été constituée dans l'objectif déclaré de liquider en toute illégalité l'ensemble du personnel des radios émettant en langues étrangères qui ne jouissaient pas de ses faveurs. Une véritable Gestapo fut ainsi construite, et cette entreprise illégale fut lancée. On nous suggère d'accepter cette situation illégale comme expédient bienveillant et temporaire, mais nous n'avons trouvé aucun dessein bienveillant, pour dissimulé qu'il pût être, pouvant justifier les pratiques que nous avons constatées. Chaque tyrannie commence sous couvert de bienveillance. En période de guerre, on nous demande également de faire confiance à des étrangers arrivés sur le tard dont la seule raison pour laquelle on pourrait leur accorder notre confiance est la supposition selon laquelle, du fait qu'ils ont renié leurs engagements passés, ils se montreront fidèles à leurs nouveaux engagements. Les voix de ces étrangers pénètrent nos foyers, et les gens peu avertis sont amenés à croire qu'ils parlent sous l'autorité et avec l'approbation de nos dirigeants. Ils vont jusqu'à censurer nos programmes religieux de Noël et de Pâques, et nous disent quelle musique nous pouvons écouter. La FCC s'alarme quant à savoir si nous allons réagir de manière appropriée aux nouvelles qui nous sont livrées par nos agences de presse nationales. Apparemment, nous pouvons encore lire les nouvelles parues dans nos journaux, mais nous ne pouvons plus entendre que ce que des étrangers nous laissent ouïr.*

> *Quel est média de communication qui recevra en prochain l'attention bienveillante de ces fanatiques fourvoyés ? De toute évidence, ce sera la presse. Ces interprètes de notre politique nationale — ces personnes s'employant à orienter les informations qui nous parviennent — ces destructeurs de la libre expression — sont nés à l'étranger, ont reçu une éducation étrangère à la nôtre, et nous sont étrangers dans leurs pratiques et leurs pensées. Et pourtant, ce sont ces gens à qui l'on permet de façonner nos pensées — de nous dire quels sont les objectifs et desseins de guerre des États-Unis. Ces gens sont en position de coloriser, d'effacer, ou d'incliner à leur gré les informations qui nous parviennent, selon leurs propres visions et idéologies particulières et à nous étrangères. On accuse des gens d'être pro-fascistes, et cela sans preuve et sans procès. Des personnes soupçonnées d'être pro-fascistes ont été, sans preuve aucune, soustraites à leur rôle sur la chaîne de diffusion, et remplacées par d'autres, qui elles portent la chemise noire. . .Si les radios peuvent ainsi être contrôlées au mois d'août 1943, alors rien n'empêchera que le même contrôle soit appliqué pour orienter nos informations politiques, et rien n'empêchera que soient colorisés nos objectifs et desseins de guerre, une fois la paix revenue.* [72]

Ces fouineurs sans foi ni loi s'enquerraient auprès des membres du personnel des stations radio de leurs croyances religieuses, et en une instance voulurent savoir où ils pensaient que la frontière polono-russe devait être établie. Falk prit pour position que les propriétaires des stations radio ne devaient pas conclure de contrat

72. Pour un récit complet des activités de la *Federal Communications Commission*, voir les auditions tenues par le *Select Committee* de la Chambre enquêtant sur la *Federal Communications Commission*, 1943.

avec certaines agences publicitaires dont il établit la liste. Il maintenait une liste noire et essayait de la faire appliquer. Ils enquêtaient sur quiconque était en lien avec les stations, et bien entendu, se tournaient vers divers procédés pour souiller et détruire les Étasuniens loyaux qui ne répondaient pas à leurs critères.

3.

En présence d'un gouvernement qui avait étendu ses pouvoirs sur les vies, les pensées et les opinions des citoyens, et qui n'hésitait pas à faire usage de ces pouvoirs, c'est l'ensemble du corps citoyen qui était intimidé. Les éditeurs, les auteurs, les commentateurs étaient intimidés. Les hommes dont l'opinion n'était pas conforme à la philosophie au pouvoir étaient soustraits aux ondes, aux magazines et aux journaux. Pendant que les citoyens étasuniens qui étaient mus par une dévotion profonde et désintéressée aux idéaux de notre république — pour mal dirigée qu'elle pût être au vu des nouvelles modalités de « *liberté* » —, étaient contraints au silence, les adorateurs révolutionnaires les plus flagrants et déstabilisants des systèmes communiste comme fasciste, et l'ensemble de la progéniture illégitime de ces deux idéologies — le fascisme rouge — était déversée sur nos esprits.

Tout ceci ne fut rendu possible que par une seule et unique raison — parce que le président des États-Unis approuva ces choses, les encouragea, et en de nombreuses instances, les soutint, non parce qu'il était communiste ou fasciste, ou lié plus ou moins solidement à quelque système politique, mais parce que sur le moment elles contribuèrent à ses propres ambitions.

3.9 Les Grandes Conférences

Lorsqu'une nation est en guerre, ses dirigeants sont contraints par les nécessités pratiques de l'administration de faire usage de tout moyen à leur portée pour vendre la guerre au peuple qui doit aller combattre et la financer. Il est habituel d'intégrer le dirigeant lui-même dans cet ensemble. On le dépeint donc sous des proportions et des couleurs héroïques, afin que son commandement soit auréolé de la pleine mesure de l'unité. La guerre, comme nous l'avons vu, place entre les mains d'un dirigeant le contrôle des instruments de propagande et d'opinion, à une échelle toujours plus importante. De nos jours, la presse, la radio, les films, et jusqu'aux salles de classe et aux chaires d'enseignement sont mobilisés pour justifier la guerre, magnifier le dirigeant, et intimider ses critiques. Le citoyen qui ose remettre en cause la version officielle du dirigeant et de ses politiques peut se retrouver étiqueté comme ennemi public, ou même comme traître. Par conséquent, au fur et à mesure des progrès de la guerre, au milieu de tous les pièges auxquels l'art du théâtre peut contribuer, il devient possible d'établir une immense fraude, de fausses images, de fausses oraisons ainsi qu'une fausse histoire. Après chaque guerre, il faut que de nombreuses années s'écoulent avant que les grands personnages soient réduits à leur juste proportion, et pour amener l'ensemble de la prétendue légende en accord avec la vérité.

Sans doute aucun autre dirigeant de guerre étasunien ne fut-il exhibé, durant une guerre, sur une échelle aussi héroïque que Franklin D. Roosevelt. Pourquoi et comment cela fut réalisé constitue un autre récit. Mais nous sommes ici concernés par la présentation des traces de ses réalisations à la tête de l'État en temps de guerre, libérée des déformations induites par la propagande et corrigées pour coller aux faits.

L'histoire de la gestion par M. Roosevelt de nos relations avec nos alliés et nos ennemis fut déroulée devant nous durant la guerre au travers d'une suite de grandes conférences préparées avec une

attention millimétrique pour qu'elles portent un effet aussi théâtral que possible. À l'instar de la rencontre historique entre Henri VIII et François 1er au Camp du Drap d'Or, ou celle entre Napoléon et le Tsar Alexandre sur une barge à Tilsit sur la rivière Niemen, la rencontre de nombreux monarques et de leurs ministres à Paris après Waterloo, ou encore les Quatre Grandes Puissances à Versailles, le public se vit administrer le spectacle royal au large des côtes de Terre-Neuve à bord de l'*Augusta*, à Québec, à Casablanca, à Moscou, au Caire, à Téhéran et en fin de compte à Yalta. Des communiqués éloquents feignirent d'informer le peuple de ce qui avait été convenu. Et après chacun de ces sommets, la presse et la radio résonnaient de ces immenses triomphes du président, qui ramenait à son peuple victoire sur victoire pour récompense des grandes batailles qui étaient menées dans diverses parties du monde.

Nous savons à présent que ces communiqués ne contenaient guère d'information quant à ce qui s'était réellement produit lors de ces sommets ; que l'ensemble de ce récit resta pour longtemps dissimulé derrière un lourd voile secret ; que beaucoup de ces éléments — mais pas tous — ont fini, non sans peine, par être exposés à la lumière, et que ce qui est à présent révélé est totalement différent de la chronique héroïque de triomphes dont nous fûmes abreuvés à l'époque.

Ce fut pendant que la France, la Norvège et les Pays-Bas subirent l'occupation, que la Grande-Bretagne connut des attaques aériennes, et que Hitler progressait en Russie en 1941, que nous entrâmes formellement en guerre avec l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Quels étaient alors nos objectifs ? Le premier objectif était de vaincre l'ennemi sur le terrain. Mais à la guerre, la victoire n'est pas semblable à celle d'un concours. Elle ne consiste pas simplement à maintenir votre ennemi à terre pendant que l'arbitre prononce un compte à rebours. Une fois que l'ennemi est contraint à la défaite, reste la tâche toujours difficile de traduire le KO de votre ennemi en accomplissement des objectifs pour lesquels on désirait lui infliger

ce KO.

En cette instance, nous n'étions pas seuls dans la lutte. Nous avions des alliés. Chacun de ces alliés maintenait ses ambitions propres. Une victoire complète contre les ennemis allait signifier une libération totale de tous les pays occupés. Et ces pays maintenaient également leurs propres ambitions, cependant que nos propres alliés avaient des desseins bien à eux quant aux victimes libérées. Nous avions nos propres grands objectifs. Nous luttions pour faire partir les agresseurs des terres de leurs victimes ; mais également pour un arrangement du monde de l'après-guerre, qui garantirait un monde pacifique et, bien entendu, un monde sûr pour la vie des peuples vivant en démocratie. À l'issue de la première guerre mondiale, la victoire avait été empoisonnée par le fait que, ayant mis en défaut les agressions de l'Allemagne de l'Empereur, les vainqueurs s'étaient employés à satisfaire leurs propres ambitions agressives, d'une manière réduisant au néant les proclamations grandiloquentes réalisées avant la victoire. Aussi, M. Roosevelt avait entre les mains non seulement une guerre des armes contre nos ennemis sur le terrain, mais un concours diplomatique face à nos alliés quant aux fruits de la victoire. Nous allons à présent examiner comment il alla « *de triomphe en triomphe* » au cours de ses joutes contre nos alliés.

Nous avons déjà vu comment, lors de la rencontre de la Baie de Plaisance, le président et M. Churchill s'étaient accordés sur un ensemble de principes pour gouverner la paix, et qui en vinrent à être dénommés Charte de l'Atlantique. Ces assurances faites au monde étaient :

> *Premièrement, leurs pays ne recherchent aucun agrandissement, territorial ou autre. Deuxièmement, ils désirent ne voir aucun changement territorial qui ne s'accorde pas avec les désirs librement exprimés des peuples concernés. Troisièmement, ils respectent le droit de chaque peuple à choisir la forme de gouvernement sous lequel il*

> *vivra ; et ils désirent voir les droits souverains et l'auto-gouvernement rétablis pour ceux qui en ont été privés par la force.*

Le président, tout comme M. Churchill, répéta ces assurances à plusieurs reprises, en présence des représentants de ces nations, ainsi qu'avec des grandes envolées oratoires sur leurs objectifs grandioses pour le monde. Après que la participation des États-Unis à la guerre avait été préparée depuis un certain temps déjà, la question de la collaboration de nos alliés devait être évoquée, si bien que l'on institua la première de ces conférences.

Une décision capitale

Le 19 juin 1942, Winston Churchill arriva à Washington pour une conférence très importante avec le président. Ce qui fut discuté au cours de cette conférence est resté secret jusqu'à des révélations très récentes faites par des personnes qui furent impliquées dans cet événement.

Les dirigeants militaires et maritimes étasuniens de premier plan avaient dès le début privilégié des plans en vue d'une invasion de la France en passant par la Manche, et ce le plus tôt possible. Mais le président était « *charmé* » par l'idée d'une aventure en Méditerranée. Churchill également, mais par une aventure très différente. Le secrétaire Stimson dit que le plan établi par l'armée en vue d'une opération dénommée BOLERO — une invasion de la France en 1943, avec une provision prévoyant que si la pression en Russie devenait critique, une tête de pont fût établie en France dès 1942 (sous le nom de Sledgehammer) fût établie. Au mois d'avril 1942, Roosevelt approuva le plan BOLERO et envoya Hopkins et Marshall à Londres pour le vendre à Churchill, mission dont ils s'acquittèrent.

Le 3 juin 1942, Lord Louis Mountbatten fit une apparition comme invité de la Maison-Blanche. Il passa beaucoup de temps

avec le président, à jeter de l'eau glacée sur BOLERO. Soudainement, le 17 juin, le président convoqua Stimson et Marshall. Roosevelt voulait rouvrir son plan en vue d'une invasion de l'Afrique du Nord, sous le nom de GYMNAST. Marshall reçut beaucoup de données inédites et sembla en dissuader le président pour quelque temps. Le 19 juin, Churchill arriva, informa qu'il était en accord avec Mountbatten, que Roosevelt faiblissait sur BOLERO. Le 21 juin se produisit ce que Stimson décrivit comme un « *grand pow-wow et un grand tapage* » à la Maison-Blanche. Churchill en était. Roosevelt convoqua Stimson à la hâte, ainsi que Marshall et d'autres hauts gradés de l'armée et de la marine. Churchill convint qu'il fallait mener une attaque en 1943, mais insista sur un plan en Méditerranée et dans les Balkans. Churchill, affirme Stimson, insistait sur l'idée que l'on pouvait vaincre l'Allemagne par une suite d'usures en Italie du Nord, en Méditerranée orientale, en Grèce, dans les Balkans, en Roumanie et dans d'autres pays satellites — des pays qui étaient alors satellites de Hitler, et sont devenus satellites de Staline. Marshall participa aux conférences avec le colonel Al Wedemeyer de la division des plans de guerre, qui travaillait sur les plans en vue d'une invasion pour 1943. Wedemeyer s'opposa à l'invasion des Balkans pour 1943 avec brio, et convainquit tout le monde, Churchill y compris, que ce projet était trop hasardeux. L'opération BOLERO (l'invasion de la France pour 1943), l'opération GYMNAST (l'invasion de l'Afrique du Nord) et les plans de Churchill furent examinés. Roosevelt soutint BOLERO, Churchill y consentit, la conférence prit fin et Churchill rentra chez lui.

Moins d'un mois plus tard, Stimson et Marshall apprirent que les Britanniques remettaient une fois de plus BOLERO en question. Marshall était tellement indigné qu'il proposa qu'il fût répondu aux Anglais carrément que puisqu'ils « *ne veulent pas agir comme nous en avions convenu, nous allons leur tourner le dos et nous occuper de la guerre contre le Japon.* » Stimson accepta, mais comme simple jeu de bluff pour faire changer d'avis les Britanniques. Le président les assura qu'il « *était ancré à BOLERO.* » Mais Stimson estima

qu'il persistait à préférer l'opération en Afrique du Nord. Marshall King et Hopkins furent envoyés à Londres pour décider de la stratégie à suivre pour 1943. Le résultat en fut que le projet fétiche de Roosevelt, GYMNAST (une invasion de l'Afrique du Nord), fut adopté. On le rebaptisa TORCH. Ce plan impliquait la fin de BOLERO (une invasion en 1943 en traversant la Manche). Le projet nord-africain allait consommer un tel matériel qu'une invasion de la France en 1943 aurait été impossible. L'invasion de la France pour 1943 était le « *bébé du département étasunien de la guerre, approuvé par tous ses haut-gradés de l'armée et de la marine.* » En réalité, les militaires britanniques à Washington étaient également en accord avec ce plan. En revenant à son propre projet fétiche — l'invasion de l'Afrique du Nord — et en rendant ainsi impossible l'invasion de la France pour 1943, Roosevelt agit à l'opposé des conseils de ses dirigeants militaires et maritimes. L'invasion de l'Europe fut retardée d'une année de plus — jusque 1944 [73]. Si ce plan avait été mené à bien en 1943 comme le demandaient les militaires, les armées britanniques et étasuniennes auraient disposé d'une année de plus pour frayer leur chemin au travers de la France, jusqu'à l'Allemagne et toute l'Europe occidentale, y compris dans les États satellites — pour prendre de vastes territoires que Staline finit par prendre. Il n'y aurait pas eu de division de l'Allemagne, ni de la Pologne. La Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie et peut-être de grandes parties des Balkans ne seraient jamais tombées entre les griffes de la Russie. La seule chance d'éviter tous ces terribles événements en Europe de l'Est, qui allaient par la suite nous miner, fut rejetée. Les propositions de Churchill sur les Balkans ou le projet de Stimson pour 1943 auraient pu y parvenir. GYMNAST, le dessein fétiche de Roosevelt, que Churchill fit sien parce qu'il permettait d'éviter l'invasion de 1943, mit fin à tout espoir de voir une carte de la victoire sur l'Europe fa-

73. Henry L. Stimson, « *On Active Service in Peace and War,* » pps. 413 à 448.

vorable aux idées pour lesquelles nous nous battions. N'importe quel chef d'État regardant l'avenir de manière réaliste aurait su quelles étaient les intentions de la Russie. Les preuves en étaient écrasantes. Elles étaient rappelées fréquemment, par des hommes qui furent récompensés pour leur peine en se faisant traitre de fascistes et d'hitléristes. Mais Roosevelt avait endossé cette incroyable opinion et ligne de conduite vis-à-vis de Staline, ce qui eut pour conséquence de soustraire à ses calculs les conséquences politiques énormes d'une victoire russe avant que les Alliés pussent libérer les pays conquis.

Le grand dessein de Roosevelt et Casablanca

On était en janvier 1943 — à Casablanca — avant l'ouverture de la première grande conférence entre les Trois Grands. Puis cela se transforma en conférence des Deux Grands. Staline refusait d'apparaître. Et derrière cet événement, on trouve un récit qui explique la lignée de ce qui suivit.

Le 24 septembre 1941, un mois après la proclamation de la Charte Atlantique, une réunion inter-alliés avait été tenue à St. James Palace. M. Maisky, l'ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne, avait affirmé :

> *L'[Union] soviétique a été et reste guidée dans sa politique étrangère par le principe de l'auto-détermination des nations. Par conséquent, l'[Union] soviétique défend le droit de chaque nation à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de son pays, ainsi qu'à son droit d'établir l'ordre social qu'elle estime opportun et nécessaire à la promotion de sa prospérité économique et culturelle*[74].

74. Jan Ciechanowski, « *Defeat in Victory,* » p. 80 ; *Times* de New York, 25 septembre 1941.

Il avait alors proclamé l'accord de la Russie avec la déclaration de la Charte Atlantique.

Les choses auraient-elles pu être plus claires ? Pourtant, Roosevelt avait certainement réfléchi au fait qu'au mois de septembre 1939, Staline avait conclu un pacte avec Hitler qui lui avait accordé l'Est de la Pologne comme prix pour sa perfidie. Notre département d'État savait que la Russie soviétique n'avait jamais cessé d'affirmer ses revendications sur ces pays. Peu avant la signature du pacte à Londres adhérant à la Charte Atlantique, Anthony Eden s'était rendu à Moscou où il avait été confronté à une proposition d'accord soviéto-britannico-étasunien, *reconnaissant les revendications de la Russie sur les États baltes, la Finlande et la moitié Est de la Pologne.* Berle, l'assistant au secrétaire d'État était au courant de cette proposition, et avait suggéré qu'il serait difficile pour les petits États de résister à l'inévitable expansion d'une grande puissance une fois la guerre terminée. Le président lui-même avait reconnu que le gouvernement britannique l'avait approché au sujet des revendications russes sur les États baltes. L'ambassadeur Halifax suggéra à l'ambassadeur de Pologne à Washington que la Russie « *ne bluffait pas* », et avança des arguments en soutien de ses revendications. Notre ambassadeur à Londres, Winant, était impressionné par le caractère raisonnable des revendications russes. En réalité, Britanniques et Russes avaient signé un traité au mois de mai 1942, et le secrétaire d'État Hull avait dit à l'ambassadeur polonais, Jan Ciechanowski, que jusqu'à la dernière minute, les concessions à la Russie avaient été prévues, mais qu'elles avaient été retirées sur son insistance [75].

Sikorski, le premier ministre polonais, avait rendu visite aux États-Unis et discuté avec Roosevelt. Il affirma au président qu'il craignait que les Britanniques cédassent à la Russie. Roosevelt lui répondit : « *Je veux que vous compreniez, mon général, que le gou-*

75. Jan Ciechanowski, « *Defeat in Victory,* » pps. 96, 97.

vernement étasunien n'a pas oublié la Charte Atlantique. »[76]. La situation fut sauvée, pour le moment. Mais le point que je m'emploie ici à éclaircir est que Roosevelt était pleinement informé des ambitions que la Russie poussait avec tant de vigueur avant même que l'encre de sa signature, apposée sur la Charte Atlantique, eût séché.

Roosevelt ne pouvait ignorer que la Russie continuait d'établir des plans pour mener à bien ses intentions. Elle avait déjà organisé en Russie un assortiment d'expatriés polonais rouges, pour fonder cet étrange gouvernement de Lublin qu'elle finirait par établir en Pologne. Et au mois de février 1942, une myriade d'auteurs étasuniens avaient publié une affirmation soutenant les prétentions de la Russie sur ces pays menacés.

En vérité, ce que voulait la Russie était aussi visible que la moustache sur le visage de Staline. Plus d'un observateur étasunien fit état de ces objectifs. Au début du printemps 1943, Demaree Bess écrivit dans le *Saturday Evening Post*[77] une perspective des plus claires quant aux objectifs de la Russie. On avait beaucoup parlé en termes des plus vagues du « *grand mystère russe* », et de « *Staline, la grande énigme* ». Bess signalait ce qui était parfaitement évident, et indiquait qu'aucune énigme n'existait quant à la Russie ou à Staline. Il confirmait le récit selon lequel peu après s'être fait attaquer, les Russes avaient révélé aux Britanniques leurs revendications sur la Pologne et des parties de la Roumanie. Sir Stafford Cripps, l'ambassadeur britannique en Union soviétique, et le *Times*, journal conservateur de Londres, avaient chacun signifié leur acceptation de ces revendications. Et alors que, du fait de pressions exercées par Hull, le plus gros de ces revendications restait omis du traité signé en 1942 entre la Grande-Bretagne et la Russie, la Russie ne revint jamais sur ces revendications.

76. Ibid, p.100.

77. Demaree Bess, « *What Does Russia Want ?* », *Saturday Evening Post*, 20 mars 1943.

Bess écrivit : « *Depuis qu'ils (les Russes) ont si clairement énoncé leurs désirs au cours des négociations avec les Allemands, et par la suite les Britanniques,* nul n'a plus le droit de se prétendre surpris si les Russes agissent de nouveau dans tous les territoires qu'ils ont occupés en 1939 et 1940, et les intègrent à l'Union soviétique. »

Au sujet de la guerre dans le Pacifique, Bess écrivit : « *Il est clair que la guerre en Europe se terminera avant la guerre du Pacifique. La Russie fera la paix et nous continuerons le combat. Quelles sont les probabilités pour qu'elle entre dans la guerre du Pacifique ? Pourquoi le ferait-elle ? La Russie veut la défaite du Japon. Mais les États-Unis vont s'occuper de cela. Staline a montré qu'il n'implique pas son pays dans des guerres qui ne sont pas nécessaires. S'ils veulent des territoires en extrême-Orient, ils peuvent entrer dans la guerre au moment qu'ils jugeront opportun, s'emparer de tout territoire par eux désirés, et de leur part du butin.* » La Russie, ajouta-t-il, « *n'émet aucune promesse, demande à avoir les mains libres dans le règlement d'après-guerre des territoires jouxtant ses frontières, ainsi qu'un partenariat plein et égalitaire dans les affaires du monde une fois la paix revenue.* » Affirmer cela en 1943, c'était prendre le risque de se faire qualifier de fasciste.

Quel était donc le plan de Roosevelt face à tout cela ? Nous ne devons entretenir aucun doute à ce sujet. Premièrement, il avait établi en esprit un objectif qu'il appelait son « *Grand Dessein.* » Forrest Davis, écrivant pour le *Saturday Evening Post*[78] un article de toute évidence inspiré par la Maison-Blanche, en avait établi une description. Ce *Grand Dessein* était une union des nations du monde en une grande organisation pour la paix, une fois la guerre terminée. Il voulait édifier des *Nations Unies.* Cet organe serait modelé sur la base de notre propre système inter-américain — une association souple et flexible n'exigeant aucun compromis des pays

78. Forrest Davis, « *Roosevelt's World Blueprint,* » *Saturday Evening Post*, 10 avril 1943.

quant à leur souveraineté. Elle ne disposerait d'aucune force de police en propre pour exercer son autorité, mais dépendrait des forces librement mises à disposition par ses puissants partenaires. Il faudrait qu'elle intègre la Russie, et pour l'y attirer, cette dernière, comme tous les autres pays, devrait faire fi de ses différences idéologiques, de ses griefs raciaux, de ses anciennes ambitions et collaborer loyalement avec les autres nations à la réorganisation de l'Europe. Et bien sûr, sous-jacents à cette association, on trouverait les principes de la Charte Atlantique. Et au centre-même de ce « *Grand Dessein* » se trouvait l'opinion de Roosevelt selon laquelle il pourrait amener Staline à devenir un collaborateur sincère et de bonne volonté dans les règlements d'après-guerre.

Selon cette vision, c'était Staline qui constituait sa principale cible. Il se mit à s'illusionner totalement au sujet de Staline. Tout d'abord, il décida qu'il lui fallait cultiver la bonne volonté de Staline, et pour cela, il se convainquit qu'il fallait vendre Staline à notre peuple. Par conséquent, les instruments de propagande sur lesquels il disposait d'une influence — la radio et les films, et une grande partie de la presse — se mirent à œuvrer à cette grande tâche.

Sous l'influence de cette atmosphère bienveillante, les Rouges de New York et leurs dupes obéissants, les compagnons-voyageurs, essaimèrent Washington et on se mit à les trouver occupant les postes de pouvoir, ou influençant les sections du gouvernement établissant des politiques. Joe Davies avait été amené à se rendre à Moscou, et avait écrit son célèbre livre « *Mission to Moscow* », un fouillis de fictions flagrantes, qui furent ensuite adaptées pour l'écran avec des exagérations, et imprimées sur des millions d'esprits dans les salles obscures. Les commentateurs radio — certains d'entre eux des Rouges revendiqués, d'autres Rouges de cœur, d'autres encore des outils superficiels pour les Rouges — déversèrent leur propagande en faveur d'objectifs Rouges sept jours sur sept, et 24 heures sur 24, cependant que leur temps sur les ondes, et leurs salaires princiers étaient payés par les entreprises les plus conservatrices

des États-Unis — souvent induites à embaucher ces outils russes pour faire plaisir à un gouvernement qui exerçait des influences colossales sur leurs affaires.

Qu'il me soit permis de répéter que, sous l'influence de la propagande qu'il avait promue, et de manière renforcée par son propre empressement à faire plaisir à Staline, nul dans tout le pays ne fut plus trompé par elle que Roosevelt lui-même. Dès que la Russie fut envahie, Roosevelt envoya Harry Hopkins rendre visite à Staline pour découvrir ce qu'il voulait. Averill Harriman, un émissaire agréable mais peu sagace, fut envoyé auprès de Staline au titre d'ambassadeur étasunien. Hopkins mena également quelques visites. Roosevelt se vanta que « *Harry et l'oncle Joe sont entrés dans une maison en feu. Ils sont devenus copains.* » Hopkins affirma qu'il était ridicule de penser à Staline en tant que communiste. C'était un nationaliste russe. Harriman déclara à plusieurs personnes que Staline n'était pas du tout un révolutionnaire communiste, mais simplement un nationaliste russe. Il affirma à l'ambassadeur polonais que pas une seule fois lors de ses conversations avec Staline, il n'avait reçu d'indication que la politique de révolution mondiale de Lénine était restée un objectif de la Russie staliniste [79]. Chacun d'entre eux, Hopkins et Harriman, ainsi que Joes Davies, se firent totalement berner, et transmirent leurs illusions à Roosevelt, qui n'avait pas besoin de sel pour les avaler. Lui-même assurait également à ses visiteurs que Staline n'était pas du tout communiste, mais simplement un vrai patriote russe.

S'étant auto-satisfait sur ce point, Roosevelt décida de pousser à une rencontre avec Staline, pour le convaincre de son amitié réelle, lui faire subir son sourire désarmant, et user de son célèbre charme pour briser le réalisme froid de ce tyran pur et dur. La notion selon laquelle il pouvait soustraire Staline aux objectifs séculaires du gouvernement russe, en usant de ses manières charmeuses, semble de nos jours, à dire le moins, quelque peu naïve.

79. Jan Ciechanowski, « *Defeat in Victory,* » p. 231.

Cependant, le moment vint où il espérait que Staline s'exposerait à son jeu de séduction. Au mois de janvier, Roosevelt et Churchill convinrent de se retrouver à Casablanca, en compagnie de leurs conseillers militaires. Jusqu'au dernier moment, ils ne surent pas si Staline allait se présenter ou non. Lorsque Elliott Roosevelt arriva, la première question qu'il posa à son père fut : « *Est-ce qu'il va venir ?* » Par la suite, Roosevelt affirma : « *J'ai essayé par cinq fois de rencontrer cet homme, et chaque fois, il m'a évité.* » [80].

Staline n'évitait pas Roosevelt par crainte d'avoir à se trouver confronté à son charme. Son dessein inflexible était de ne formuler aucun engagement à quiconque. Il formulait une suite incessante de demandes à Roosevelt et Churchill. Il voulait ce second front. Il disait qu'il luttait seul contre Hitler, que la Russie jetait des millions dans les batailles ; les Alliés ne faisaient guère que des promesses. Quand apporteraient-ils quelque chose d'utile ? Il voulait des armées alliées en France et il voulait toujours plus de Prêt-Bail. Il maintenait la mission étasunienne dans un état permanent d'excuses et d'explications. Lorsque l'on posait des questions à Molotov, ou à tout autre Russe sur la Pologne et les États baltes et la guerre, il répondait simplement qu'il n'avait pas autorité pour répondre. Et l'oncle Joe, comme Roosevelt le désignait systématiquement, refusait de se montrer. Cependant, le temps jouait contre Roosevelt. Il reportait toute autre tentative, s'en tenant à son espoir de rencontrer Staline en personne et de le faire adhérer à son « *Grand Dessein* » — son Monde Unique avec son arrangement pour la paix perpétuelle. On était au mois de janvier 1943, et Churchill et Roosevelt se retrouvaient à Casablanca. Deux années entières avaient été perdues, au lieu d'appliquer à Staline la seule pression qu'il aurait pu comprendre. Il recevait toutes les armes et tout le matériel qu'il pouvait espérer aussi vite que nous pouvions lui faire parvenir, sans que nous ne formulâmes la moindre condition. Désormais, les armées russes repoussaient les envahisseurs. Roosevelt voyait son

80. Elliott Roosevelt, « *As He Saw It* » (Duell, Sloan & Pearce, 1946).

jeu d'affaiblir, et celui de Staline se renforcer. Et à Casablanca, Roosevelt et Churchill parlèrent d'envoyer à la Russie davantage de biens et d'aide, toujours sans conditions. Ils discutèrent du fossé séparant de Gaulle et le général Giraud, et le réglèrent en faisant se serrer la main aux deux hommes face aux objectifs. On afficha un grand spectacle théâtral, et à la fin de la conférence, le président prit la mer pour Dakar, en Afrique, puis vers le Brésil, où lui et Vargas orchestrèrent un spectacle à la romaine sous les hourras des gens.

FIGURE 3.5 – Le président Roosevelt échange des blagues avec le président brésilien Getulio Vargas, au Brésil, en 1943

Québec : la troisième conférence

Une fois de plus, les dirigeants se réunirent pour échanger. Cette fois-ci, ce fut le 17 août 1943, à Québec, et une fois de plus, le spectacle fut mené par les Deux Grands, et non les Trois Grands. Une fois de plus, le grand spectacle de la guerre fut mis en branle — des nuages d'avions, des flottes de navires, des fanfares à ne savoir qu'en faire. Churchill, Roosevelt et leurs ministres des affaires étrangères, Eden et Hull, y étaient. Harry Hopkins également.

Cette conférence avait initialement été planifiée sur l'île Manitoulin, sur le lac Huron, et avec Staline. Mais celui-ci était trop occupé à s'occuper de sa guerre. Qui plus est, comme l'observa Churchill, il n'avait guère qu'un seul message à transmettre aux présents — un second front ! Il y avait un front important en Italie, et la considérable guerre aérienne contre l'Allemagne. Mais Staline ne reconnaissait pas les bombardements de l'Allemagne depuis Londres ou depuis le front italien comme un second front. Certaines de ses courroies de transmission clandestines se faisaient en réalité offensives. Quant aux conférences, il était trop occupé à s'occuper de ses grandes armées en Russie. Qui plus est, la marée le favorisait. Les Russes repoussaient désormais les Allemands. Et tout ce que voulait Staline était des soldats alliés en France, et des canons, des chars, des avions, et des munitions pour ses propres armées. Il reçut des munitions en très grandes quantités *sans qu'aucune condition ne fût formulée avec ces dotations.*

À ce moment, l'Italie était prostrée. Mussolini avait démissionné et fui vers le Nord. Badoglio fut nommé chef des restes branlants de l'État italien. Dans les rues de Rome, la foule criait pour avoir la paix. La reddition italienne aurait pu avoir lieu plus tôt sans la politique de « *reddition inconditionnelle* » adoptée par Roosevelt et Churchill. Les dirigeants italiens, battus et terrifiés, craignaient de prononcer une reddition sans condition, du fait des sombres prophéties de punitions qui avaient été formulées contre les collaborateurs de l'agression nazie. Aussi, la guerre italienne traîna en

longueur, ajoutant inutilement chaque jour au bilan des victimes son lot de morts italiens et étasuniens. L'Italie finit par enfin se rendre le 8 septembre.

La débâcle italienne avait altéré matériellement l'apparence des choses en Europe. Désormais que l'Italie était battue, Churchill revint avec ses plans d'une invasion des Balkans. Les obstacles militaires qui étaient colossaux au moment où l'Italie était en guerre se trouvaient désormais immensément réduits. Churchill estimait qu'une invasion alliée pouvait être pratiquée en passant par la Yougoslavie. Mais Staline était plus que jamais opposé à une telle aventure, et il avait fait connaître son opposition violente à ce plan. Roosevelt restait déterminé à ne rien faire qui aurait pu déplaire à Staline. Il espérait que le moment était presque à portée de main, où il pourrait faire s'asseoir ce gentleman à la table face à lui, et l'amener à abandonner ses ambitions cruelles en Europe de l'Est, et de se rallier pacifiquement au « *Grand Dessein.* » On a rapporté qu'à Québec, Churchill essaya de convaincre Roosevelt d'adopter une ligne plus réaliste avec Staline, mais sans résultat. De fait, à ce moment, comme nous allons le voir, le simple projet d'une rencontre avec Staline était devenu une sorte d'objectif en soi, pour lequel Roosevelt semblait prêt à prendre des risques importants. Il avait désormais persuadé le dirigeant russe de convenir d'une conférence entre les ministres des affaires étrangères. En réalité, Hull et Eden, à Québec, convenaient d'arrangements pour se rendre à Moscou et rencontrer Molotov. Roosevelt attendait de très grandes choses de ce prologue à l'ultime grand conclave des Trois Grands, où il pourrait coincer Staline.

Le grand triomphe de Hull à Moscou

L'acte suivant dans cette grande tragi-comédie fut la conférence de M. Hull à Moscou. Hull, Molotov et Eden s'assirent ensemble et discutèrent des affaires pressantes. On n'eut aucune information quant à cet événement jusqu'au retour de M. Hull. Et lorsque le 10

novembre 1943, il revint à Washington, ce fut en héros conquérant. Les journaux se fendirent d'une éruption éclatante de gros titres, à qui proclamerait le plus fort sa réussite magnifique. « *HULL DE RETOUR EN TRIOMPHE ACCUEILLI À L'AÉROPORT PAR LE PRÉSIDENT* », titra le *Times* de New York. « *L'accueil prodigué [à M. Hull] avait tous les airs du retour triomphal, et c'est bien de cela qu'il s'agit,* » développait le récit du *Times.* Le sénateur Byrd affirma : « *le secrétaire Hull est parvenu à un triomphe diplomatique dépassant presque l'entendement.* »

FIGURE 3.6 – De gauche à droite, Cordell Hull, Viatcheslav Molotov, et Anthony Eden, lors de la conférence de Moscou, au mois de novembre 1943

Le 18 novembre 1943, lors d'une apparition soigneusement préparée face à une session conjointe du Congrès, le secrétaire parla de sa rencontre avec Molotov et Eden. La Russie, la Grande-Bretagne et les États-Unis s'étaient promis de poursuivre la guerre jusqu'à une conclusion heureuse. Les trois pays reconnaissaient la nécessité

d'établir une organisation internationale. Ils s'accordaient sur l'idée de se consulter entre eux jusqu'à ce que cela fût réalisé. Ils convenaient également qu'à l'issue des hostilités, ils n'utiliseraient pas leurs forces militaires dans d'autres États, sauf après consultation conjointe.

Tout cela, nous le savons désormais, n'était que spectacle. Il n'y avait aucun triomphe. Il s'agissait d'une tromperie délibérée du peuple étasunien, et celui-ci s'y laissa totalement prendre, et le Congrès avec lui. Aucune mention n'avait été faite de la seule question réellement controversée qui s'était imposée dans ce concours inégal entre ces hommes à Moscou. Il s'agissait de la question du sort des pays d'Europe de l'Est, en particulier de la Pologne, dont le destin, si la Russie devait l'occuper, prêtait à de graves préoccupations.

C'était également un sujet de forte préoccupation politique pour M. Roosevelt, qui cette fois-ci pensait à l'élection de 1944, et à son ambition d'être ré-élu pour un quatrième mandat. Les voix des citoyens étasuniens de lignage polonais, pour ne rien dire des grands nombres de Lituaniens, de Grecs et d'autres peuples des Balkans, qui l'avaient soutenu, étaient d'une importance capitale. Comme nous l'avons vu, ces voix présentaient un poids très supérieur à leur nombre, car elles étaient concentrées dans plusieurs grandes régions industrielles où elles pouvaient, selon les circonstances, faire basculer le scrutin si elles étaient exprimées avec unité. On en était arrivé au point où les armées russes avaient contraint les Allemands à reculer et franchir le Dniepr. Hitler était encore en possession des États baltes, de tous les Balkans et de la Pologne. Mais il était évident que le général de Staline ne tarderait pas à s'approcher des frontières baltes et polonaise. Les Étasuniens d'ascendance polonaise ou balte se montraient nerveux quant aux intentions de Staline vis-à-vis de ces terres menacées.

La veille du départ de Hull pour Moscou, il avait convoqué M. Ciechanowski, l'ambassadeur polonais. Il voulait un échange de points de vue avec lui. L'ambassadeur lui avait affirmé que le gou-

vernement polonais voulait un arrangement permettant de protéger la Pologne du danger lorsque les Russes en viendraient à occuper son pays. Il semblait que dès que les Russes allaient pénétrer en Pologne, le gouvernement en exil à Londres devrait être rapatrié à Varsovie. L'armée polonaise et le gouvernement devraient occuper la Pologne et poursuivre la collaboration avec les Russes. M. Ciechanowski demanda à M. Hull une garantie de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne sur le territoire et l'indépendance de la Pologne.

Hull accepta cela. Il partageait les appréhensions de l'ambassadeur au sujet des plans entretenus par la Russie. L'ambassadeur l'avertit des ruses de la diplomatie russe. Mais le secrétaire, senior qu'il était, sourit et répondit qu'il ne se laisserait pas berner par de telles méthodes. En saluant l'ambassadeur au moment de leur séparation, Hull lui assura qu'« *il était décidé à défendre la cause de la Pologne comme il défendrait la cause de son propre pays.* » En réalité, Hull était un homme malade. Il avait dit à ses amis qu'en dernière analyse, malgré son mauvais état de santé et les difficultés du voyage, c'était la question polonaise qui l'avait convaincu à faire le voyage. Il avait déclaré qu'« *il devait défendre la Pologne jusqu'à la mort.* »

Au retour de Hull à Washington, ce fut tout naturel de la part de l'ambassadeur de Pologne de vouloir savoir ce qui s'était passé. Pour l'heure, il se murmurait autour du département d'État que Hull avait dû consentir à d'importants sacrifices à Moscou. Certains dirigeants de la Maison-Blanche affirmèrent à l'ambassadeur que le récit du triomphe de M. Hull était fortement exagéré. Il découvrit que Harry Hopkins avait affirmé à un ami que « *nous sommes prostrés au sujet de la conférence de Moscou.* » Ciechanowski le sonda, et Hopkins confirma ce point. Pourquoi alors autant d'enthousiasme au sujet de cette conférence ? Ciechanowski posa la question à Hopkins. « *Peut-être,* » répondit-il, « *que nous voulons montrer aux Soviétiques que nous n'entretenons aucun soupçon au sujet de leur conduite.* » D'autres rumeurs couraient, selon lesquelles la Po-

logne et les États baltes avaient été sacrifiés à Moscou.

Mais Hull resta injoignable jusqu'à son allocution face au Congrès. Ce fut le lendemain qu'il reçut l'ambassadeur de Pologne. Il lui parla en prenant l'air d'un homme estimant devoir présenter des explications. Il affirma s'être trouvé dans un cadre peu familier. Il avait dû discuter un grand nombre de problèmes avec un partenaire — Molotov — qui était, pour ne dire que cela, difficile. Qui plus est, il le connaissait mal. Il avait eu le sentiment qu'il lui fallait établir une atmosphère favorable, et s'y était employé. Il s'était rendu à Moscou en pensant que son « *principal objectif était d'instaurer l'établissement de relations soviéto-polonaises.* » En parlant avec Molotov, il avait essayé de lui laisser cette impression. Il reconnut n'être parvenu à rien avec Molotov, qui ne voulut même pas discuter du sujet, sauf si les Polonais se montraient prêts à des changements territoriaux. Les Soviétiques tiraient parti de leur position militaire, et considéraient le sujet comme résolu en leur faveur. Puis la vérité sortit. *Il n'avait même pas discuté de ce sujet. Les Russes ne voulaient même pas en parler.* M. Ciechanowski rapporta que Hull, « *confronté au choix de forcer ce sujet de discussion ou de le discuter lors d'une rencontre ultérieure, estima plus judicieux de prendre cette seconde option.* » Voilà ce qu'était son triomphe.

M. Ciechanowski demanda au secrétaire de but en blanc si l'optimisme qui avait été répandu dans Washington était justifié. Hull répondit que son effort visant à établir une bonne compréhension avait été une réussite, mais qu'« *il ne pensait certainement pas que quiconque pouvait en tirer des conclusions optimistes.* » Puis, ce vieil homme fatigué, malade et âgé, qui peut-être s'était vu exploité sans consentir pleinement à jouer le héros d'une grande victoire diplomatique énonça pathétiquement qu'« *il avait essayé de prendre les Soviétiques par la main et de les amener sur le chemin de la*

compréhension avec lui. »[81].

Que pensa Staline après que Molotov eut renvoyé Hull les mains vides, et constatant que le président et le Congrès étasuniens célébraient l'incident comme un grand triomphe ? Il savait désormais qu'il traitait avec des partenaires faibles qu'il pouvait bousculer à son gré.

La conférence s'intéressa également aux affaires militaires et le Major Général John R. Deane[82], chef de la mission militaire étasunienne, était présent avec une équipe. Heureusement, le général Deane dispose sans aucun doute du sens de l'humour, et nous lui devons une grande partie de ce que nous savons au sujet du caviar et de la vodka servis aux grandes conférences de Russie. Celle-ci s'ouvrit par un banquet. Autour de la table s'assirent les gentlemen qui allaient, une fois la fête terminée, se retrouver assis à une autre table pour discuter certains des sujets les plus graves quant à la destinée du monde. Sur la grande table se trouvaient des bouteilles de vodka, des vins et des liqueurs à profusion. Suivit une succession de plats, borsch, poissons, rôtis, etc. Avant que le borsch fut terminé, Molotov était debout, le verre à la main, pour porter un toast. Suivit une succession de toasts au cours de laquelle les hommes d'État trinquèrent à la santé de Staline, Churchill et Roosevelt, puis l'un de l'autre, puis à la santé de presque chaque participant à table, ainsi qu'à des idées abstraites telles que la Paix, la Justice et la Victoire. On buvait cul sec. Les alcools coulèrent à flot, la bonne humeur monta, l'éloquence éclata. Le général Deane reconnaît avec franchise dans son livre distrayant qu'à la fin, il n'avait plus les yeux en face des trous, et que la vieille Mère Russie, telle qu'il s'était mis à la voir une fois descendus tous ces verres de vodka, présentait

81. Un récit détaillé des échanges entre Hull et l'ambassadeur de Pologne pourra être trouvé dans l'ouvrage de Jan Ciechanowski, « *Defeat in Victory,* » pps. 138 à 221. M. Ciechanowski était ambassadeur de Pologne aux États-Unis. Voir également, par Arthur Bliss Lane, « *I saw Poland Betrayed* » (Bobbs, Merrill, 1948). M. Lane était ambassadeur des États-Unis en Pologne.

82. John R. Deane, « *Strange Alliance* » (Viking, 1947), pps. 13 to 26.

une image très rose.

Après ce festin, chargé de victuailles et de vodka, les remodeleurs du nouveau monde se levèrent aux environs de 16h et traversèrent le couloir pour se rendre en salle de conférence, où ils s'installèrent autour d'une seconde table pour commencer leurs délibérations. Hull, Eden et Molotov y étaient, ainsi que Vishinsky, le célèbre procureur des purges, le maréchal Voroshiloff et de nombreux membres du personnel de tous les ministères. Cependant, Hull, du fait de son état de santé, ne prit pas part aux fêtes. La Russie avait une seule question — le second front. Le général Deane, émergeant peu à peu des vapeurs de la vodka, armé de cartes et de graphiques, répondit à la question. Le second front serait, comme le désirait Staline, établi en France. On l'avait planifié pour une date antérieure, mais il avait dû être retardé. Il décrivit suivant des termes réalistes les effets du mitraillage de l'Allemagne. L'ensemble de la discussion, écrit-il, avait commencé dans une atmosphère de soupçons, mais il disposait de photographies pour prouver ce qu'il avançait, et les Soviétiques en furent satisfaits. Mais quand le second front sera-t-il établi ? Au printemps. Oui, mais à quel moment du printemps ? Le général finit par avancer le mois de mai. Les Russes en furent satisfaits pour de bon.

Tout à fait à la fin de la conférence, un banquet fut donné par Staline — un festin gargantuesque qui fit passer le premier banquet pour un repas réchauffé sur le pouce. Un incident se produisit, qu'il ne faut pas négliger. À un moment, le général Deane fut appelé pour se lever, descendre son verre cul sec, et prononcer son toast. Il le fit. À sa stupéfaction, Staline quitta sa chaise, fraya son chemin parmi les convives jusqu'au général qui, embrumé par la vodka, se contempla debout face à l'homme le plus connu du monde, trinquant avec lui et recevant son approbation dans un grondement de syllabes slaves gutturales. Le général, évoquant par la suite tout cet enchaînement, dut reconnaître que l'oncle Joe était un gars très agréable. En parcourant les récits laissés par les nombreux témoins oculaires de ces affaires russes, nous allons dé-

couvrir que l'un après l'autre, tous nos agents étasuniens envoyés à Moscou connurent des expériences aussi exaltantes que celle du général. Ils se contemplaient debout, face au puissant dictateur de tous les Russes, et trinquant avec lui. Il passait même son bras autour des épaules de certains d'entre eux. C'en était trop pour eux. Avec le flot de vodka irriguant leur cerveau, et la main du dictateur sur l'épaule, chacun d'entre eux devait reconnaître que l'oncle Joe était un type formidable.

Lorsque Hull repartit vers son pays, Roosevelt se préparait pour son voyage à la prochaine conférence, qui était prévue au Caire entre lui-même, Churchill et Tchang Kaï-Tchek. Lorsque Hull rentra au pays, il avait une chose à rapporter au président, que celui-ci considéra comme une véritable victoire. Hull avait pris un rendez-vous — au moins une tentative — pour que Staline rencontrât Roosevelt et Churchill à Téhéran en Iran, suite à la rencontre du Caire. C'était une grande nouvelle pour le président. Il allait enfin avoir le dictateur russe à sa table.

Le Caire et Téhéran

Le Caire

Le président Roosevelt se mit en route pour le Caire au mois de novembre 1943. Il n'était pas encore certain de rencontrer Staline. Il avait dit à Mike Reilly [83], son garde du corps des Services Secrets, qu'il se rendait au Caire et « *espérait* » trouver Staline à Téhéran. Il partit pour Oran à bord du vaisseau de guerre Iowa, et de là, prit l'avion pour le Caire. Il était accompagné du général Eisenhower, de l'amiral Leahy, de l'amiral McIntire, de Harry Hopkins et de nombreuses autres personnes. Au Caire, les nombreux membres du personnel britannique et étasunien prirent leurs quartiers dans divers hôtels et villas en dehors du Caire autour du site des Pyra-

83. Michael F . Reilly, « *Reilly of the White House,* » avec William J. Slocum (Simon & Shuster, 1947), p. 162.

mides. Roosevelt prit ses quartiers dans la villa de l'ambassadeur des États-Unis. Dans le même temps, les armées alliées marchaient sur Rome. La production alliée d'avions, de navires, de canons et de chars atteignait son pic. Et Roosevelt fut grandement soulagé lorsqu'Andrei Vishinsky l'appela chez l'ambassadeur Kirk pour lui apprendre que le maréchal Staline allait laisser ses armées pour quelques jours pour rencontrer Roosevelt et Churchill à Téhéran.

Au Caire, Roosevelt et Churchill rencontrèrent le général Tchang Kaï-Tchek, ainsi que son épouse. Comme Staline avait une alliance avec le Japon et n'était pas en guerre contre lui, il n'avait pas été convié au Caire. La conférence entre Roosevelt et Tchang Kaï-Tcheck s'étendit du 22 au 26. Lorsqu'elle prit fin, l'inévitable communiqué annonça qu'ils avaient convenu de plans militaires contre le Japon avec une pression accrue et sans désir d'expansion territoriale, ce qui n'avait rien de nouveau. Plus pertinente fut l'annonce d'un accord pour retirer au Japon tous les territoires et îles dont il disposait dans la Pacifique et qu'il avait conquis au cours des première et seconde guerres mondiales, de le rejeter des vastes étendues qu'il avait volées à la Chine, de rétablir la liberté et l'indépendance de la Corée et de contraindre le Japon à une reddition sans condition.

Comme toujours, les choses importantes ne furent pas annoncées. Roosevelt dit à son fils, Elliott, que Tchang Kaï-Tcheck n'avait pas lutté sérieusement contre les Japonais, mais qu'au lieu de cela il utilisait ses armées pour lutter contre l'armée communiste chinoise[84]. Il faut ici noter que la véritable nature de l'agression du Japon contre la Chine n'avait jamais été expliquée clairement au peuple étasunien. Elle avait au contraire été intentionnellement obscurcie. Les Japonais ne se battaient pas contre la Chine pour s'emparer de l'ensemble du pays. Ils voulaient la Mandchourie au Nord. La Mandchourie est le grand entrepôt de ressources naturelles de la Chine. Elle était chinoise. Le Japon voulait ces ressources et son

84. Elliott Roosevelt, « *As He Saw It,* » pps. 142, 143.

dessein était d'établir le même type de gouvernement que Staline finirait par instaurer en Yougoslavie et en Pologne. *Il est important de garder à l'esprit qu'à tout instant, la Chine aurait pu conclure la paix avec le Japon en acceptant de se départir de la Mandchourie, et de la laisser être régie par une marionnette pilotée depuis le Japon.*

Cependant, la Russie également voulait mettre la main sur la Mandchourie. Elle ne voulait pas incorporer cette riche province à la Russie. Elle voulait la même chose que le Japon. Elle voulait un gouvernement marionnette communiste en Mandchourie. Elle voulait contribuer à sa conquête par les communistes chinois exactement comme la Yougoslavie fut conquise par les communistes yougoslaves sous Tito, une marionnette de Staline. Depuis longtemps, les armées communistes chinoises, dirigées par Mao-Tse et Chu-Teh avaient poussé leur armée Rouge vers la Mandchourie, et étaient prêtes à y pénétrer et à s'en emparer dès que les Japonais en seraient sortis. En réalité, ils désiraient rendre le service consistant à accompagner le Japon dehors, puis d'occuper la Mandchourie.

Tchang Kaï-Tchek, bien entendu, était tout à fait opposé à cela, autant qu'il l'était à l'agression japonaise. Et ce pour une raison évidente. Il faisait usage de tout son pouvoir militaire pour vaincre ces armées communistes. Qu'aurait-il gagné à faire partir les Japonais de Mandchourie pour que celle-ci devînt la proie des communistes ? Mais ce que nous dénoncions au Japon comme agression haineuse, notre gouvernement était prêt à le tolérer de la part de la Russie.

À ce stade, nous nous employions à grande échelle à vendre la Russie au peuple étasunien. Les agents et sympathisants russes, natifs ou étrangers, s'étaient insérés dans tous les instruments de propagande, d'où ils menaient une offensive constante contre l'esprit du peuple étasunien. À ce moment-là, l'objectif qu'ils voulaient atteindre était de contraindre Tchang Kaï-Tchek au même ouvrage que celui que Tito avait fait contre Mikhailovitch, et que le « *Comité de Libération* » avait mené contre Sikorski et Mikolajczyk. Ils avaient compressé tout cela en un de ces arguments fatalement

portés par des slogans avec lesquels, durant la guerre, ils menèrent une œuvre terrible sur nos esprits. Ils l'avaient appelé « *Unité en Chine.* » Les réussites glorieuses de Mao-Tse et de Chu-Teh résonnaient chaque jour dans les commentaires radio. Edgar Snow, dans le *Saturday Evening Post*, louait le travail de l'armée communiste qu'il présentait sous le nom euphémique d'armée des Partisans, qui sonnait mieux aux oreilles étasuniennes. Ce que Staline voulait, et que M. Snow et ceux de son école voulaient également en Chine fut révélé par inadvertance dans cet article au travers des phrases qui suivent :

> *La situation en Chine est* assez similaire à celle de la Yougoslavie*, [mis en exergue par l'auteur] avec les Partisans chinois menés par le général Chu-Teh et Mao-Zedong correspondant au maréchal Tito et sa suite, et la politique de Chungking étant la même que celle que Mikhailovitch et le roi Pierre avaient essayé de mettre en œuvre contre les guérillas yougoslaves. En Yougoslavie, les Britanniques et nous-mêmes aidons activement Tito, simplement du fait que ses armées luttent activement contre l'Axe, mais en Asie nous n'avons à ce stade accordé aucune reconnaissance officielle aux armées de Chu-Mao, qui constituent la seule opposition armée aux Japonais en Chine du Nord*[85].

Ainsi, Roosevelt demanda secrètement à Tchang Kaï-Tchek qu'il intégrât des communistes dans son gouvernement, arrêtât de s'opposer à l'armée communiste qui pourrait alors s'emparer de la Mandchourie au bénéfice de Staline. En retour, et derrière le dos de Churchill, il promit à Tchang Kaï-Tchek qu'il maintiendrait les Britanniques hors de Hong Kong et des autres ports où ils étaient auparavant retranchés[86].

85. Edgar Snow, « *60 Million lost Allies,* » *Saturday Evening Post*, 10 juin 1944.

86. Elliott Roosevelt, « *As He Saw It,* » pps. 157 to 166.

Téhéran

Roosevelt et sa suite prirent l'avion du Caire pour Téhéran, à un millier de kilomètres, pour y accomplir son rêve consistant à rencontrer le dictateur russe. Churchill et le personnel qui lui était proche étaient hébergés à l'ambassade britannique. Mais Roosevelt fut emmené à l'ambassade russe. La police secrète russe avait convaincu Mike Reilly, le garde du corps de Roosevelt, que cela était essentiel à la sécurité de Roosevelt dans un pays neutre grouillant d'espions nazis.

La conférence des Trois Grands dura du 28 novembre au 1er décembre. Lorsqu'elle prit fin, le monde découvrit ce que le communiqué en disait. Une fois de plus, « *ils s'étaient rencontrés, ils avaient parlé, ils avaient résolu.* » Qu'avaient-ils résolu ? Ils allaient travailler ensemble. Ils avaient concerté des plans qui garantiraient la victoire. Ils allaient forger une paix après la guerre, qui soulèverait la bonne volonté du monde, et bannirait le fléau de la guerre pour des générations. Ils avaient sondé l'avenir. Ils allaient chercher la coopération de toutes les nations opposées à l'esclavage et à l'intolérance dans la Famille des Nations. Suivait une fanfaronnade cryptique au sujet de ce qu'ils allaient faire à l'Allemagne sur terre, sur mer et dans les airs. Et bien entendu, ils escomptaient le jour où tous les peuples pourraient vivre sans connaître la tyrannie, et selon leurs désirs et consciences. « *Nous sommes venus avec espoir et détermination. Nous repartons amis dans les faits, en esprit et en dessein.* »

C'est tout ce que le monde en sut, et lorsque le président revint aux États-Unis, ce fut au milieu des démonstrations de triomphe habituelles. Toute la publicité le révélait comme la grande figure ayant dominé la conférence, faisant progresser ses plans, et imposant sa volonté à ses deux puissants collègues.

Mais peu à peu, le rideau a été écarté, et nous avons pu distinguer ce qui se produisit vraiment entre les grands hommes qui s'étaient rencontrés, avaient conféré, et émis des proclamations à

Téhéran. Lors de leur rencontre, Roosevelt était enthousiaste. Il allait charmer Staline en exhibant à tout sujet un désir de s'accorder avec lui, quand bien même il faudrait tomber en désaccord avec Churchill. Dans un article de toute évidence inspiré par la Maison-Blanche, Forrest Davis [87] écrivit que Roosevelt avait à dessein poursuivi une politique douce envers Staline, et qu'il avait évité dès le départ de lui infliger la moindre offense. Il souscrivait à chaque désir de Staline autant que possible. Il pensait que la Russie pouvait organiser ses vastes pouvoirs et qu'une fois victorieuse, elle pourrait être amenée dans la famille des nations. Il était convaincu que la chose dont la Russie avait le plus besoin était la paix. Et il croyait que Staline était bien plus intéressé par le bien-être national russe que par le socialisme marxiste. Bien sûr, le désir de Staline face à ces pays d'Europe de l'Est dont il semblait préparer l'invasion sous un prétexte ou un autre était fondé sur un désir naturel de s'assurer que les États voisins de la Russie étaient amicaux et pacifiques. Mais lorsque l'organisation mondiale serait formée, et que Staline en ferait partie, Roosevelt pensait que Staline n'aurait plus rien à craindre de la part de ses voisins, dans ce meilleur des mondes organisé pour la sécurité, et qu'il libérerait de lui-même les peuples qu'il s'employait à contrôler.

Roosevelt proposa de mener un petit travail éducatif sur Staline. Il lui fit deux longues présentations — l'une au sujet de notre système fédéral, et la seconde sur notre politique de bon voisinage. Il souligna la mesure dont nous avions de bons voisins du fait que nous n'entretenions pas d'ambitions agressives contre nos amis d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud. Bien sûr, Staline écouta tout cela avec approbation. Il assura à Roosevelt qu'il n'avait aucun désir de « *détenir toute l'Europe.* » La Russie, dont seulement une moitié était peuplée, avait bien assez à faire chez elle sans interférer avec ses voisins.

87. Forrest Davis, « *What Really Happened at Teheran* » et « *Roosevelt's World Blueprint,* » 13 et 20 mai 1944.

Pour éviter toute dispute irritante, Roosevelt parvint à la conclusion incroyable qu'il était plus important d'avoir un esprit de réciprocité entre les Trois Grands, que d'établir des conventions spécifiques. Son dessein était de *faire de l'oncle Joe un bon voisin, un meilleur démocrate et un brave type.*

Staline, de son côté, avait toute une suite d'objectifs bien définis à poursuivre. Il pourrait les remplir ou bien par des pactes définis pour sécuriser ces objectifs, ou, lorsque cela était possible, sans s'encombrer de ses alliés. Ce qu'il voulait était clair comme le jour. Il voulait les États baltes, l'Est de la Pologne, des parties de la Roumanie, et il voulait des gouvernements fantoches à sa solde dans l'Ouest de la Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Grèce, et bien sûr en Corée ainsi qu'en Mandchourie. Sa politique était de ne s'engager à rien, de ne rien reconnaître et d'exiger, exiger et encore exiger — et maintenir Roosevelt, en particulier, dans la crainte qu'il conclût une paix séparée, ainsi que dans un état d'excuses perpétuelles pour n'avoir pas ouvert de second front. Il voulait ce front, et il le voulait en France. Ses armées approchaient des territoires même dont il envisageait de s'emparer, et lorsqu'il y pénétrerait, il comptait les tenir et les organiser à son bon gré. Seul un homme amouraché pouvait manquer de s'en apercevoir. Staline voyait qu'avec Roosevelt il traitait avec une cible facile, et il le fit plier autant qu'il le put en se jouant de lui.

Churchill, en diplomate bien plus expérimenté que Roosevelt, et bien plus réaliste, voulait sauver des griffes de Staline autant d'États du Sud des Balkans que possible. Il était déterminé à empêcher Staline de réaliser le vieux rêve russe d'un débouché sur la Méditerranée contrôlé par la Russie. Il était prêt à sacrifier la Po-

logne pour cela [88]. Il voulait voir les armées alliées entrer dans le continent en passant par les Balkans pour qu'ils fussent en possession d'autant de pays que possible au Sud — la Grèce, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche, et tout autre pays dont ils pourraient s'emparer — avant que les Russes n'y arrivassent. Qui plus est, il était désormais trop tard pour vaincre les Russes en Pologne et dans les États baltes. Churchill ne s'en laissait pas conter par Staline, et Staline le savait, ce qui explique pourquoi ils s'en prenaient l'un à l'autre au fil des conférences.

Alors que ces trois hommes s'asseyaient pour discuter, deux d'entre eux, Staline et Churchill, étaient réalistes et avaient les yeux braqués sur des objectifs définis dans l'intérêt de leurs gouvernements respectifs. Ils voulaient des choses spécifiques et réalisables. Roosevelt se trompait à croire que le simple fait qu'il rencontrât Staline était « *la moitié de la victoire* », comme il l'avait dit à Elliott, et que, pour le reste, il voulait créer un état de confiance mentale et de compréhension. *Des accords spécifiques établissant le monde d'après-guerre pouvaient attendre, en recourant à la bonne volonté mutuelle pour apporter les solutions désirées* [89].

Le Major Général Deane, qui assista à toutes les conférences en tant que dirigeant de la mission militaire étasunienne, écrivit :

> *Staline paraissait savoir ce qu'il voulait à la conférence. C'était également le cas de Churchill,* mais pas pour Roosevelt*...Son indécision apparente était probablement le résultat de notre politique étrangère obscure. [texte mis en exergue par l'auteur]*

Le général Deane indique que Roosevelt pensait à gagner la guerre, mais que Staline et Churchill pensaient *à leurs positions*

88. En tant que premier ministre d'un pays entré en guerre contre l'Allemagne précisément pour garantir l'intégrité territoriale de la Pologne, cette attitude peut également être considérée comme originale et « *intéressante* ». Le lecteur intéressé pourra se reporter à l'excellent ouvrage du capitaine Russell Grenfell, Haine Inconditionnelle, NdT

89. Elliott Roosevelt, « *As He Saw It.* »

relatives une fois la guerre gagnée. Staline obtint tout ce qu'il voulait — tout sans la moindre exception. Ce ne fut pas le cas de Churchill, parce que Roosevelt, dans la poursuite de sa politique vaine, se rangea aux côtés de Staline contre Churchill. Roosevelt n'obtint rien, comme nous allons le voir. Il obtint, bien sûr, les Nations Unies. Mais cela avait déjà été convenu avant qu'il se rendît à Téhéran. Et qui plus est, cela ne fut pas une victoire, car Staline obtint les Nations Unies précisément selon ses propres conditions, et sous une forme qui lui a permis de mettre le doigt sur chaque problème du monde et de contrer complètement les Britanniques et les Étasuniens en toute tentative d'introduire l'ordre, la paix et la sécurité. Roosevelt n'obtint pas ce qu'il considérait comme son objectif parce qu'il avait établi clairement qu'il avait besoin du soutien plein et entier de Staline aux Nations Unies, sous peine que celles-ci soient un échec total dès le départ. Forrest Davis a émis le commentaire selon lequel Staline agit avec précipitation, et Roosevelt avec une improvisation tardive. Staline verrouilla *son* « *grand dessein* » pour contrôler les régions d'Europe de l'Est qu'il voulait dans son orbite. Roosevelt avait mis tous ses œufs dans le même panier — son dessein d'organisation mondiale pour lequel il était apparemment prêt à sacrifier tout le reste, y compris les choses même qu'une organisation mondiale était supposée assurer. Dans le même temps, Staline et Molotov n'hésitèrent pas à mentir ou à tenir un double langage, et Roosevelt fut assez naïf pour les croire. Sur la scène intérieure, les collaborateurs rouges et roses de Roosevelt, ainsi que ses consultants les plus proches, s'employaient à déverser la propagande soviétique. Harry Hopkins ne se fatigua jamais de relayer son ami Staline. Henry Wallace, alors vice-président, parlait d'encourager une révolution du peuple en Europe pour faire progresser la cause de l'homme de la rue. Tito était glorifié dans les magazines étasuniens par les auteurs roses et rouges, et d'autres qui n'étaient que des dupes. Staline lui-même et le gouvernement soviétique se virent proposés au peuple étasunien, parés de couleurs nouvelles et brillantes, jusqu'à ce que, comme

le reconnut James F. Byrnes[90], la Russie, la guerre venant à son terme, occupât une place dans la bonne volonté du peuple étasunien dépassant celle de tout autre allié. Tout ceci avait été démarré et poussé par Roosevelt en personne. Et nul ne le savait mieux que Staline.

Selon le général Deane, le président était impatient de voir la Russie rallier la guerre dans le Pacifique. Staline avait expliqué que les forces soviétiques à l'Est devaient être triplées avant qu'une offensive pût être entreprise, et qu'il ne pouvait pas arriver à une telle situation avant la défaite de l'Allemagne. « *Alors,* » avait-il-dit, « *nous l'emporterons grâce à notre front commun.* » Roosevelt n'avait pas pu obtenir plus que cela.

Une fois de plus, Churchill souleva la question de déplacer l'effort d'invasion de la côte Ouest de la France vers les Balkans. Il voulait accélérer l'invasion de l'Italie en pratiquant des débarquements amphibies dans le Nord et le Nord-Est de l'Adriatique, en ciblant la vallée du Danube, pratiquer une opération menée en mer Égée ciblant Rhodes ou le Dodécanèse, et des opérations en Turquie, puis depuis ce pays, s'il voulait entrer en guerre. Le général Deane affirme que Churchill voulait amener les forces anglo-étasuniennes ainsi que les forces russes dans les Balkans, et il suggère que les anticipations de Churchill furent confirmées rétrospectivement par nos propres observations. Il ne fait aucun doute que lorsque ces hypothèses furent examinées pour la première fois, l'invasion de la côte Ouest de la France était une entreprise nettement moins considérable qu'une invasion des Balkans. Notre opportunité de pénétrer en France en 1943 avait été gâchée par le réalignement de Roosevelt sur Churchill, pratiqué en dépit de l'opinion de tous ses conseillers militaires. Mais l'invasion de l'Afrique s'était produite plus rapidement que nous ne l'avions anticipée lorsque nous l'avions lancée, même si l'opération italienne avait posé des problèmes. Cependant, désormais que nous étions parvenus à envahir l'Italie, et

90. James F. Byrnes, « *Speaking Frankly* » (Harper, 1947) p. 71.

que les forces de guérilla en Yougoslavie étaient si fortes, la question de l'invasion des Balkans prenait de plus en plus de sens. Churchill poussait en ce sens avec une vigueur renouvelée. Mais Staline était vent debout contre cette option, et cela suffit à ce que Roosevelt y objectât. Qui plus est, le temps jouait désormais fortement contre Roosevelt et Churchill. Les armées de Staline étaient en train de se déployer en direction de ses objectifs territoriaux [91].

Roosevelt avait commis sa première erreur lorsque Hitler avait attaqué Staline en 1941. Il avait envoyé en toute hâte Hopkins et Harriman à Staline, pour demander ce qu'il voulait à l'oncle Joe. Nous convînmes de lui faire parvenir un prêt-bail de 1 500 000 000 $ sans la moindre contrepartie. Ce moment précieux, où les armées russes recevaient l'ordre de reculer comme du bétail face aux légions victorieuses de Hitler, ce moment où Staline manquait de tout sauf d'hommes, avait été gâché par Roosevelt. C'était alors qu'il aurait fallu forcer les conditions. Le général Deane, qui résidait à Moscou et qui vit ainsi tout le spectacle, affirme que Harry Hopkins mena sa collaboration avec Staline avec un zèle frôlant le fanatisme [92]. Désormais, Staline ne voulait voir aucune armée anglo-étasunienne dans les Balkans, et il voulait ce second front sur le champ. On convint de lancer ce second front en France aux alentours du mois de mai 1944.

Fut alors soulevée la question de la Pologne, des États baltes et de la Finlande. Staline affirma n'avoir pas décidé s'il allait intégrer les États baltes à l'Union soviétique, ou les maintenir en tant qu'États indépendants (marionnettes). Mais il était limpide que c'était *à lui seul* qu'en revenait la décision, selon ses raisons propres. Roosevelt ne put obtenir aucune réponse directe au sujet de la Pologne. Pour finir, Churchill reformula la question en parlant des frontières entre la Pologne et la Russie, et suggéra de revenir à la ligne Curzon, qui était pratiquement la même que celle

91. John R. Deane, « *Strange Alliance,* » pps. 41-43.
92. Ibid., p. 90.

convenue entre Staline et Ribbentrop au moment où ils négociaient leur partition de la Pologne. Cela voulait dire que la Pologne serait divisée en deux. En réalité, c'est ce qui fut convenu. Mais quel était le destin de ce qui allait rester de la Pologne ? Ce point resta sans réponse aucune. En réalité, le président s'était totalement fait balayer sur le sujet de la Pologne, et l'avait pris avec une impassibilité absolue [93].

C'est également à ce stade que l'on céda la Yougoslavie à Staline. Et le maréchal Tito reçut les faveurs des Trois Grands contre Mikhailovitch — ce fut l'une des plus funestes tragédies de la guerre. Staline n'eut même pas besoin de lever le petit doigt pour y parvenir. Ce fut un travail mené de l'intérieur — un travail réalisé à Londres au sein du *Foreign Office* et aux États-Unis au sein de la Maison-Blanche. En 1940, l'armée allemande avait envahi la Yougoslavie et avait rapidement soumis le pays. Mais l'occupation du pays n'avait en réalité jamais été totale. Trois peuples vivent en Yougoslavie — les Serbes, les Croates, et les Slovènes. Les Serbes sont de loin les plus nombreux. Peu après l'invasion, on se mit à parler partout dans le monde d'une armée Chetnik clandestine, dirigée par l'héroïque colonel Draja Mikhailovitch, un brillant officier de l'armée yougoslave désormais en débandade. Par la suite, un nouveau nom fit surface, celui de Jozef Broz Tito, un Croate qui avait passé beaucoup de temps en Russie et y était devenu membre du parti communiste, puis était rentré en Yougoslavie et avait pris la tête du parti communiste local. Le monde connaît bien le sujet des luttes entre ces deux armées locales clandestines — communiste et non-communiste [94].

Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, de puissantes influences au sein des deux gouvernements, exercées selon la tolérance que l'on accorda aux Rouges, avaient la confiance aussi bien de Churchill que de Roosevelt. Les principaux journaux et magazines étasuniens,

93. Ibid., pps. 39-45.
94. David Martin, « *Ally Betrayed,* » (Prentice-Hall, 1946), pps. 224-231.

trompés par la propagande du gouvernement, se jetèrent du côté du communiste Tito. L'individu présentant la plume la plus active en la matière était Louis Adamic [95], un Yougoslave plus ou moins spécialisé de la question aux États-Unis. Il avait accès à l'oreille de Mme Roosevelt. On l'invitait à dîner à la Maison-Blanche. Il maintenait une pression incessante partout où il le pouvait. Il eut une opportunité d'évoquer auprès du président et de Mme Roosevelt le mouvement réellement démocratique mené par Tito. Il disposait d'une association très étroite avec l'*Office of War Information*, qui grouillait de communistes et de leurs laquais du moment. Dans le même temps, Mikhailovitch se faisait considérer comme un imposteur, un usurpateur impuissant avec un soutien si faible que Hitler offrait une récompense de 100 000 marks pour la tête de Tito, mais rien en contrepartie de celle de Mikhailovitch, ce qui était un mensonge.

Ces calomnies contre Mikhailovitch et ces exaltations de Tito étaient répétées dans d'autres magazines. Dans *Collier's*, Frank Gervasi écrivait comment Tito menait 250 000 hommes, alors que Mikhailovitch n'en avait pas plus de 10 000. Le gouvernement yougoslave en exil à Londres soutenait Mikhailovitch. Cela embarrassait le *Foreign Office* britannique dans ses négociations avec l'implacable Staline. Il s'ensuivit que l'accès à la BBC fut fermé au gouvernement yougoslave en exil, et peu de temps après mis à disposition de Tito et de ses partisans. Churchill se laissa influencer par Tito. En 1942, Roosevelt avait fait les éloges de Mikhailovitch et de ses hommes audacieux. Mais à Téhéran, dans le cadre de la politique d'apaisement de Staline, les deux dirigeants occidentaux abandonnèrent totalement Mikhailovitch et se rangèrent à la ligne de la Russie. Peu après Téhéran, Churchill, dans un discours (au mois de février 1944) indiqua que les alliés n'envoyaient plus de ravitaillement à Mikhailovitch. Deux mois plus tard, le roi Pierre II fut contraint de renvoyer le premier ministre Purich, ce qui impli-

95. Louis Adamic, « *Dinner at the White House* » (Harper, 1946).

quait le renvoi de l'ensemble de son gouvernement, au sein duquel Mikhailovitch était le ministre de la guerre. Le communiste Subasich fut nommé premier ministre. On connaît bien le récit de la victoire totale de Tito, avec l'aide de l'invasion russe qui suivit et des approvisionnements étasuniens. Tout aussi bien connue — et tout aussi honteuse — est l'histoire de Mikhailovitch, abattu par Tito pour traitrise.

Roosevelt n'obtint rien. Il accepta tout ce que voulait Staline — le second front en France, l'absence d'attaque dans les Balkans, la reddition de la Pologne orientale, l'abandon de Mikhailovitch et le sacrifice des États baltes. Par-dessus tout, il s'était dévoilé à Staline comme allié docile. Staline a dû se demander pourquoi Roosevelt se rangeait à son opinion si rapidement sur tous les sujets.

Il restait une chose à régler. Staline avait manipulé Roosevelt pour qu'il vécût à l'ambassade soviétique, alors qu'une ambassade étasunienne était disponible. Il y était parvenu en exploitant le danger posé par les espions allemands envers le président. Roosevelt n'était évidemment pas en danger plus grand que le premier ministre britannique. La réussite de la manœuvre de Staline à cet égard devint bientôt évidente. Par la suite, Roosevelt affirma à son fils Elliott qu'« *entre temps, l'oncle Joe et moi échangeâmes quelques mots — sans personne d'autre.* » En tant qu'invité de Staline à l'ambassade russe, Roosevelt fut accessible à une ou deux discussions secrètes sans que Churchill en fût avisé. L'une de ces conversations eut trait au sujet des communistes chinois. Roosevelt affirma à Elliott que nous ne pouvions pas faire grand-chose à ce sujet « *tant que Winnie*[96] *était à proximité.* » Il souleva la question d'un front commun avec les Britanniques au sujet de Hong Kong, Shanghai et Canton. Roosevelt affirma à Staline que Tchang Kaï Tchek s'inquiétait de ce que la Russie ferait en Mandchourie. Roosevelt et Staline convinrent que la Mandchourie resterait chinoise, et que Staline et lui soutiendraient Tchang Kaï-Tchek contre les Bri-

96. Surnom de Winston Churchill, NdT

tanniques. En faisant référence à ce point, Roosevelt confia à Elliott que « *le point le plus important était de faire savoir clairement à Staline que les États-Unis et la Grande-Bretagne ne formaient pas un bloc commun contre l'Union soviétique.* » [97]. Après cela, la voie dut paraître toute tracée aux yeux de Staline pour l'ensemble de ses projets. Voici que Roosevelt suggérait un accord secret entre lui-même et Staline contre Churchill, tout comme il avait suggéré un accord secret avec Tchang Kaï-Tchek contre Churchill, et tout comme il allait par la suite conclure un accord secret avec Staline contre Tchang Kaï-Tchek.

Il allait disposer d'une opportunité en or de convaincre Staline de cette attitude avant de partir de Téhéran. Roosevelt donna un dîner le premier soir, Staline fut l'hôte le second soir, et c'est Churchill qui régala le troisième soir, à l'ambassade britannique. Au dîner de Staline, les invités s'adonnèrent sans retenue aux plats et à la vodka. Elliott Roosevelt évoque la manière dont Staline aiguillonna la colère de Churchill. Au cours de l'un de ses nombreux toasts, il leva son verre et dit : « *À la justice la plus rapide possible contre les criminels de guerre allemands — la justice face à un peloton d'exécution. Je bois à notre unité pour les coller au mur dès que nous les attraperons, chacun d'entre eux, et il doit bien y en avoir* 50 000. »

Churchill vit rouge, et bondit sur ses pieds. Il déclara qu'un tel meurtre de masse était contraire au sens de la justice britannique. Il s'opposait à ce que quiconque, nazi ou autre, pût être amené face à un peloton d'exécution sans procès en bonne et dûe forme.

Sans aucun doute, aucun Étasunien n'aurait pu diverger de cette position, et aucun Étasunien décent n'aurait pu soutenir les sentiments de Staline. Churchill ayant relevé le défi, Roosevelt aurait été bien avisé de ne pas s'en mêler, ou s'il intervenait, de soutenir Churchill ou bien, en tous cas, d'essayer d'apaiser les deux hommes. Au lieu de cela, il s'exclama sur le ton de l'humour :

97. Elliott Roosevelt, « *As He Saw It,* » p. 202.

« *Il doit certainement y avoir un compromis...Peut-être que nous pourrions dire qu'au lieu d'exécuter sommairement* 50 000 *hommes, nous pourrions convenir d'un nombre moins élevé, disons* 49 500. » Les Étasuniens et les Russes s'esclaffèrent. Les Britanniques gardèrent le silence « *en présence de la furie montante de Churchill.* » Staline était ravi. Il rebondit sur la réplique et continua sur le sujet. Il demanda l'avis de chaque invité sur la question. Il en arriva à Elliott qui était fortement alcoolisé, comme il le reconnaît, et qui se leva « *en titubant sur ses pieds* ». Elliott dit : « *Nos armées vont régler le problème pour la plupart des* 50 000*, et peut-être cent mille de plus.* » Staline, très satisfait, fit le tour de la table jusqu'à Elliott, lui passa le bras autour des épaules et but à sa santé. Churchill, furieux, se précipita vers Elliott, pointa son doigt vers lui, et cria : « *Quel intérêt avez-vous à gâcher les relations entre alliés ? Savez-vous ce que vous dites ? Comment osez-vous dire de telles choses ?* » Elliott affirme avoir de bonnes raisons de penser que Churchill n'oublia jamais cet incident, mais que son père fut très amusé par celui-ci [98]. C'était pour lui une bonne opportunité d'ajouter, en usant d'un incident amusant, aux preuves qu'il donnait que lui-même et Staline, comme Hopkins et Staline, étaient des copains.

Le lendemain soir, on donnait un dîner à l'ambassade britannique à l'occasion de l'anniversaire de Churchill. Le premier ministre mit l'incident de côté et apparut avec l'humeur la plus joviale, amusant même ses hôtes en leur faisant une démonstration de danse écossaise. En 1939, la disparition de la Tchécoslovaquie dans l'obscurité de la tyrannie de Hitler avait suscité une triste éloquence de la part de M. Churchill. À présent, la disparition de la Pologne et des quatre petits États baltes derrière le sombre rideau de fer de la tyrannie stalinienne passait mieux avec les petits verres de vodka qui s'enchaînaient, et les cris de joie des joyeux chefs qui s'occupaient des affaires du meilleur des mondes.

98. Ibid., pps. 186-194.

Retour au Caire

Une fois accompli le triomphe de Téhéran, Roosevelt retourna au Caire, où quelques lambeaux des vêtements du monde allaient encore être ficelés ensemble. Il y eut une nouvelle réunion avec les chefs d'État-major combinés, où le général Marshall reçut pour instruction d'annoncer au général Eisenhower la décision du président de le nommer commandant suprême à l'Ouest. Par ailleurs, M. Stimson corrigea ensuite la version d'Elliott Roosevelt quant à cet épisode. Elliott affirme que son père voulait nommer Marshall comme commandant suprême, mais que Churchill y avait porté objection. M. Stimson affirme que Churchill voulait Marshall, mais que ce fut Roosevelt en personne qui fit le choix d'Eisenhower [99]. Inonu, le président turc, fut amené au Caire pour une conférence de deux heures avec Roosevelt et Churchill. Staline avait voulu que la Turquie entrât en guerre. Il voulait les provinces de Kars et d'Ardahan et il voulait que le détroit fût ouvert et maintenu sous sa protection. Cela signifiait que des soldats russes stationneraient sur le sol turc. Inonu était prêt à entrer dans le conflit, mais pas selon de telles conditions. Churchill voulait que la Turquie entrât dans le conflit, mais pas selon les conditions russes. En fin de compte, il fut décidé au Caire que la Turquie n'entrerait pas en guerre, mais que la décision devrait être noyée dans le double-langage du communiqué.

Ceci marqua la fin des grands chantiers menés par Roosevelt à l'étranger. Il affirma à Elliott qu'il était désormais pressé de rentrer au pays. Mais il n'emprunta pas le chemin le plus court. Il se rendit à Malte, puis en Sicile, et y fut photographié remettant une médaille au général Clark. Il reprit ensuite l'avion pour Dakar, embarqua sur l'*Iowa* et reprit le chemin des États-Unis pour passer Noël en famille à Hyde Park. Son retour fut salué par les habituels éclats de glorification pour la grande victoire remportée à Téhéran.

99. Ibid., pps. 209, 210. Voir également Henry L. Stimson, « *On Active Service in Peace and War.* »

FIGURE 3.7 – Roosevelt décorant le général Clark, en Sicile, à Castelvetrano

Le 4 janvier, les armées victorieuses de Staline balayèrent la Pologne. Une clameur de doute et de crainte souleva les représentants diplomatiques de Pologne, de Yougoslavie, de Bulgarie et de Grèce. Quel accord Roosevelt avait-il pu arracher à Staline avant qu'il pût poser le pied sur le sol des pays des Balkans ? Ils assiégèrent Hull pour obtenir des informations. Mais il dut reconnaître que Roosevelt avait essayé d'évoquer la question, mais n'avait reçu aucun encouragement de la part de Staline. On peut douter que Hull sût vraiment quoi que ce fût. Cependant, le 11 janvier, Staline annonça l'incorporation de la partie orientale de la Pologne à la ligne Ribbentrop-Molotov (désormais rebaptisée ligne Curzon).

Mais qu'allait-il faire de la partie occidentale de la Pologne ? Staline loua son Union des Patriotes polonais, constituée d'anciens Polonais vivant en Russie. Cela souleva un funeste présage. Le 22 février, Churchill prononça un discours à la chambre des Communes, au cours duquel il affirma que la Pologne devait accorder des concessions territoriales à la Russie. Les diplomates polonais, ceux des pays baltes, et ceux des pays des Balkans étaient dans l'incapacité de joindre Roosevelt. Il était tantôt parti de Washington, tantôt souffrant, tantôt trop occupé par l'approche du second front. L'ambassadeur de Pologne essaya d'arranger une rencontre pour le nouveau premier ministre Mikolajczyk. Mais il se fit à chaque fois éluder pour une raison ou pour une autre. Il ne put obtenir une audition pour Mikolajczyk que pour le mois de juin.

Dans le même temps, l'investiture du président pour un quatrième mandat, et les élections qui allaient s'ensuivre étaient proches. On traversait ce qu'il appelait son « *année politique.* » On se souvient de la déclaration qu'avait faite Hopkins : « *ils étaient prostrés au sujet de la conférence de Moscou.* » Pourquoi ? Parce que la Pologne était en danger ? Hopkins n'avait cure de la Pologne. C'était à ce moment, lorsque M. Ciechanowski avait aiguillonné Hopkins au sujet de son « *indifférence à l'angle humain,* » que Hopkins était tombé d'accord avec lui et lui avait répondu : « *Je n'aime que Roosevelt.* » Telle était la carrière de Hopkins — servir Roosevelt dont avait été invoqué son propre pouvoir, et le plaisir exquis de faire bouger les pions dans un jeu aussi prodigieux et délirant qu'une guerre planétaire. Il était prostré au sujet de la conférence de Moscou du fait de ses effets sur les chances de Roosevelt pour un quatrième mandat à la Maison-Blanche. Il expliqua à l'envoyé polonais : « *Comment pouvons-nous attendre de lui, à présent que nous nous employons à le préparer à sa réélection, qu'il se lève d'un coup et exprime ses doutes quant à la possibilité d'une collaboration soviéto-étasunienne ?* » [100]

100. Jan Ciechanowski, « *Defeat in Victory,* » p. 232.

Lorsque Mikolajczyk, le premier ministre polonais, arriva pour sa visite à Roosevelt, on lui demanda de toutes parts de faire attention à l'« *année politique* » de Roosevelt. Le président lui en parla. Stettinius, qui tenait lieu de secrétaire d'État en l'absence de Hull, lui en parla à plusieurs reprises. Hopkins en parla. Stettinius dit à Mikolajczyk que le président ne pouvait pas adopter une attitude plus décisive face à Staline « *avec les élections en vue.* » Mais pourquoi non ? Quel poids Staline pouvait-il avoir dans les élections étasuniennes ? Staline contrôlait-il des voix aux États-Unis ?

En réalité, le problème politique qui se posait à Roosevelt était des plus délicats. Nous savons désormais, grâce au retour des élections de 1944, que les Rouges avaient entre les mains assez de soutien pour renverser la marée contre Roosevelt. Par exemple, dans l'État de New York, Roosevelt remporta ses 47 grands électeurs par une majorité de 317 000 électeurs. Mais il avait reçu 825 000 voix en provenance de l'*American Labort Party* rouge, dominé par les communistes, qui l'avaient également désigné comme candidat, ainsi que de l'*American Liberal Party*, qui était constitué de roses, et qui l'avait également désigné comme candidat. Sans ces voix, il aurait perdu cet État. Il n'osait pas défier ces deux groupes puissants. D'un autre côté, il subissait de fortes pertes dans les votes des Polonais, des Lituaniens, des Serbes et d'autres personnes provenant des États baltes ou des Balkans, devenus citoyens étasuniens. Il avait trahi les Polonais, les Serbes et les peuples baltes. Il avait réussi à maintenir cette trahison dans l'ombre. Mais d'une manière ou d'une autre, il lui fallait éviter toute publication de la vérité jusqu'après les élections. Il s'agissait de sa dernière course pour le pouvoir. Il avait besoin des voix de ces groupes minoritaires aux États-Unis pour une dernière élection.

Il évita donc d'émettre le moindre murmure d'insatisfaction sur ses conférences de Moscou et de Téhéran, afin de conserver les voix rouges et roses dans les grands centres industriels. Et il fit usage de tous les artifices pour tromper les Polonais et les autres peuples « *libérés* » pour une élection de plus. Par conséquent, après avoir

maintenu à distance le premier ministre polonais aussi longtemps que possible, il arrangea une rencontre pour le mois de juin. Mikolajczyk, à son arrivée, fut accueilli avec toutes les distinctions. Stettinius resta constamment en sa présence. Roosevelt lui parla au moins à quatre reprises. Il donna un dîner d'État en son honneur. Mais Staline rendait la chose difficile pour son ami Roosevelt. Au mois de juillet, il remit les parties occidentales de la Pologne, restées « *libres* », au « *Comité de Libération* » dirigé par un Quisling soviétique du nom de Bierut, un ancien polonais devenu citoyen soviétique de longue date. Cela effraya la Garde du Palais à la Maison-Blanche, ainsi que les hommes perspicaces gravitant autour du siège démocrate. Ils comprenaient que les voix polonaises étaient d'une importance capitale dans les États de l'Illinois, du Michigan, de Pennsylvanie, du New Jersey, et par-dessus tout de New York.

Mais avant les élections, les dirigeants polonais en Europe allaient connaître toute la sombre vérité. Mikolajczyk se rendit à Moscou pour rencontrer Staline et voir ce qu'il pouvait faire. Une conférence fut tenue entre Staline, Churchill, Mikolajczyk, Molotov, Eden, Harriman et d'autres le 13 octobre. Mikolajczyk s'opposait contre l'annexion de la Pologne jusqu'à la ligne Curzon. Staline demandait que l'absorption par l'Union soviétique de la Pologne orientale jusqu'à la ligne Curzon fût reconnue, et que le Comité de Libération rouge auquel il avait livré la Pologne occidentale fût également reconnu.

Churchill soutint Staline. Mikolajczyk poursuivit son argumentation. Soudain, Molotov affirma qu'il était nécessaire de rappeler aux parties en présence qu'à Téhéran, *le président Roosevelt avait exprimé son total accord avec l'établissement de la frontière polono-soviétique au niveau de la ligne Curzon*, et que le président s'était contenté d'ajouter *que pour l'instant son accord à ce sujet ne serait pas divulgué au public.* Puis il mit au défi Churchill et Harriman de réfuter cette affirmation si elle était erronée. « *Car,* » ajouta-t-il, « *il me semble que M. Mikolajczyk n'est pas au courant de ces*

faits. » Molotov fit une pause en attendant une réponse. Aucune réfutation ne fut levée [101]. La vérité se révélait enfin. Par la suite, Churchill exhorta le dirigeant polonais à céder. Churchill se montrait de plus en plus irrité. Il affirma qu'il « *n'allait pas saborder la paix en Europe à cause d'une querelle entre Polonais.* » [102].

Il ne restait alors plus que trois semaines avant les élections étasuniennes. C'est la raison pour laquelle Roosevelt tenait à ce que son accord fût tenu secret « *pour l'instant.* » La nouvelle de cette révélation resta dissimulée aux États-Unis jusqu'à la fin des élections.

3.10 Politique, affliction et histoire

Lorsque Roosevelt revint de Téhéran et du Caire, ce ne fut pas un retour de l'ancien monde vers le nouveau ; ce fut comme s'il avait ouvert une porte et mis son pied sur la première marche de cette lumière diffuse qui oriente celui qui la suit d'un monde au suivant. Comme à l'accoutumée, il se rendit pour les vacances de Noël à Hyde Park. Il y contracta une maladie dont nous ne connaissons pas encore la teneur. L'amiral Ross T. McIntire, le médecin du président, affirme qu'il s'agissait d'une grippe qui laissa derrière elle une inflammation des bronches, provoquant des quintes de toux qui le tourmentèrent, et qu'il fit montre d'une *perte définitive de sa capacité habituelle à se remettre.* Au nouvel an, il revint à Washington, mais son irritation des bronches perdura et au mois d'avril il fut nécessaire de l'emmener dans le Sud, au soleil, dont il ne revint que le 10 mai.

Au mois de juin, l'invasion tant attendue du continent fut lancée. Nous ne traiterons pas de cela. L'autre sujet qui occupait l'esprit de Roosevelt était son projet en vu d'être réinvesti candidat démocrate pour la quatrième fois.

101. Ibid., pps. 330-331.
102. Ibid., pps. 330-331.

Le président avait perdu la tête, au moins en partie. Le Congrès était en train de lui échapper. Une section de plus en plus importante de son parti, surtout au Sénat, était en train de sortir de cette suite d'éléments incongrus constituant le troisième *New Deal*. Elle grouillait de rouges, et de leurs alliés crédules, qui se positionnaient à toutes les positions clés dans tous les bureaux, et qui parlaient avec une grande assurance de ce qu'ils allaient faire des États-Unis et du reste du monde. Les communistes étaient tous devenus anti-fascistes et quiconque était opposé au communisme était par conséquent fasciste. Un groupe d'organisations, financées par des bienfaiteurs anonymes, fleurit dans le pays, salissant quiconque remettait en question les plans grandioses du Grand Dirigeant pour refaçonner les États-Unis et le monde. Le Congrès tenait la dragée haute à quiconque pour ce qui était de projeter ces souillures. La radio, ainsi que les journaux et magazines effrayés, faisaient barrage contre les membres du propre parti du président dans les deux chambres.

Par conséquent, la fracture séparant le président et le Congrès allait s'élargissant. Elle atteignit un point haut au mois de février, lorsque le Congrès rejeta la demande de Roosevelt pour un accroissement des impôts de 10 500 000 000 $, et réduisit celui-ci à 2 300 000 000 $. Roosevelt y opposa son veto. Il envoya un message grésillant mettant en doute la bonne foi du Congrès, et affirmant qu'il ne s'agissait « *pas d'une proposition de loi pour secourir les nécessiteux, mais les plus cupides.* » Il s'agissait d'un projet de loi démocrate, et cette explosion en plein visage lui infligea une secousse. Dans la chambre haute, le sénateur Barkley, un dirigeant démocrate, le propre représentant de Roosevelt pour le Sénat, se leva pour le réprimander. Il affirma que le message était « *une attaque calculée et délibérée contre l'intégrité législative de chacun des membres du Congrès.* » Il s'écria : « *Je ne propose pas de l'adopter, quand bien même nous le viderions de sa substance,* » cependant que démocrates et républicains s'unissaient pour l'applaudir. Il termina sa harangue par une annonce qui souleva les gros titres dans

chacun des journaux du pays. Il déclara qu'après sept années à porter le drapeau du *New Deal* pour le compte du président, il démissionnait désormais de son poste de dirigeant démocrate pour le Congrès, et appela chacun des membres du Congrès à préserver son respect de soi, et à outrepasser le veto. Le Sénat outrepassa le veto par 72 voix contre 14, et la chambre par 299 voix à 95. Cela fit chûter Roosevelt de son grand cheval. Il envoya Steve Early courir au domicile de Barkley, le soir même, pour le supplier de ne pas démissionner. Barkley lui céda.

Mais il y avait autre chose en préparation. Roosevelt consacrait ce qui restait de son énergie déclinante au plan visant à une quatrième investiture. En 1936, Garner [103] avait déclaré à ses proches : Roosevelt sera candidat à un troisième puis à un quatrième mandat. Il ne quittera la Maison-Blanche que terrassé par la mort ou par la défaite. Et à ce moment précis, il se préoccupait précisément du problème consistant à contrer ces deux ennemis. C'était un homme malade, mais un homme qui s'agrippait tout de même au pouvoir qui était devenu une partie de son être. L'impératrice Theodora, épouse de Justinien, affirma : « *Chacun d'entre nous finit bien par mourir, mais c'est une chose terrible d'avoir été Empereur et de renoncer à son empire avant de mourir.* » Roosevelt n'avait aucune intention de renoncer à son pouvoir. Pourtant, face à lui se trouvaient certains des problèmes les plus considérables de la guerre et de la paix, qui ne pouvait être résolu que par la résistance inébranlable d'un homme de fer. Il se proposait d'y répondre en usant de ses énergies déclinantes et de son esprit usé, face au réaliste résolu et confiant qui régentait le Kremlin, par nulle loi bridé, à nul parlement attaché, n'ayant pour seul maître que lui-même, dépourvu de toute pitié et de tout remord.

Le récit de la condition physique de Roosevelt est un sujet qu'il faut traiter pleinement. Sans aucun doute, l'homme était d'une constitution robuste, liée à un tempérament dynamique. Sa mala-

103. « *John N. Garner's Story.* »

die l'avait privé de l'usage de ses membres, mais n'avait apparemment pas eu d'autre effet sur son état de santé général, hormis le fait qu'il ne pouvait pratiquer d'activité physique propre à rester en bonne santé. Il prenait très souvent froid, et ses associés à Washington remarquèrent bientôt qu'un rhume normal avait souvent pour effet de le terrasser totalement, mais qu'ensuite il pouvait récupérer rapidement. Jim Farley écrivit dans son journal personnel dès 1935 que « *le président avait mauvaise mine, ayant contracté un rhume, il avait le visage crispé et se montrait lent à réagir,* » et il pensa que la pression de ses fonctions faisait effet sur lui dès cette date. En 1937, il avait rendu visite au président alité, et avait été « *choqué par l'apparence du président* » — son mauvais teint, son visage étiré comme celui d'un homme usé [104].

Farley s'était préoccupé au point d'aller voir le Dr. Cary T. Grayson, qui avait été le médecin de Wilson, et avait recommandé au président le Dr. Roos T. McIntire comme médecin personnel. Grayson était déjà au fait de l'état de santé de Roosevelt, et répondit être en lien quotidien avec Jimmy Roosevelt à ce sujet. Grayson laissa à Farley l'impression que le cœur de Roosevelt pouvait avoir un problème, qui pouvait devenir grave, et insista pour qu'un bon spécialiste fût appelé pour consultation. Grayson approuva, mais indiqua qu'il en fallait « *un qui ne parlerait pas* » [105].

En 1940, Edward J. Flynn affirma qu'il était évident à ses yeux que « *la santé du président commençait à décliner. . .Il n'était plus jeune et ne présentait plus la résilience et le pouvoir de réaction rapide qui jadis l'avaient caractérisé.* » [106] Cette observation était celle d'un homme qui lui était proche et le voyait souvent. En 1940, alors que le président discutait avec Farley d'un possible candidat à la vice-présidence, il avait dit au président du parti démocrate que l'homme qui se présenterait à ses côtés devait avoir une bonne santé

104. James A. Farley, « *Jim Farley's Story,* » pps. 108,109.
105. Ibid.
106. Edward J. Flynn, « *You're the Boss,* » p. 155.

parce qu'il ne savait pas combien de temps il pourrait lui-même tenir. « *Vous savez,* » avait-il dit, « *un homme paralysé peut se briser à tout moment.* » Il affirmait que ses organes vitaux étaient en bon état, mais que rien dans la vie n'est certain. Et pour illustrer ce point, il ouvrit sa chemise et montra à Farley une grosse excroissance de chair et de muscle sous son bras, provoquée par sa maladie [107]. Lorsqu'il partit pour Téhéran, il avait trois ans de plus — cela lui faisait 61 ans — et il était l'homme le plus jeune à participer à cette conférence. Churchill avait 69 ans et Staline 64. Mais au sens biologique, Roosevelt était en tout point le plus âgé des trois, et cela se voyait. Il avait rencontré Tchang Kaï-Tchek et son épouse au Caire juste avant Téhéran. Elle affirma par la suite « *être choquée par l'apparence du président durant la conférence du Caire. Elle pensait qu'il avait décliné considérablement et paraissait très malade.* » [108] On rapporta également que Churchill affirma avoir remarqué des signes de détérioration de la santé du président. L'amiral McIntire, le médecin du président, était ennuyé par ces rapports. Il était en total désaccord avec eux.

En dépit de la complaisance du docteur, Roosevelt fut incapable de surpasser la bronchite qui avait suivi l'attaque grippale qu'il avait subie à Hyde Park. Selon McIntire, il se levait un jour pour garder le lit le lendemain. À son retour à Washington, on fit mander deux spécialistes. Ils découvrirent « *un degré modéré d'artériosclérose.* » McIntire affirma que ce n'était « *rien que de très normal pour un homme de son âge.* » [109] Ils découvrirent des changements dans les relevés cardiographiques, des nébulosités dans les sinus et une irritation des bronches. Le président ne voyait que peu de gens, et des rumeurs se mirent à circuler. La presse posa la question à l'amiral. Il répondit qu'il ne s'agissait que d'une bronchite résiduelle ; « *il se porte très bien.* » Mais apparemment, ce n'était

107. James A. Farley, « *Jim Farley's Story,* » p. 254.
108. Ross T. McIntire, « *White House Physician,* » p. 175.
109. Ibid., p. 184.

pas le cas, car peu de temps après, le 8 avril, il quitta Washington pour la plantation de Bernard Baruch en Caroline du Sud. Il ne rentra que le 10 mai. On espérait que l'isoler des pressions liées à sa fonction, et l'exposer au soleil du Sud allaient le remettre sur pied. Il ne fit que se reposer, dormir et pêcher au soleil. Cependant, on appela cinq docteurs pour aider le soleil. L'amiral McIntire livre un exemple de rapport d'examen physique pratiqué là-bas sur le président. Mais il ne fait pas mention de la pression sanguine, et aucune mention n'est non plus faite de ce que le président contracta à Hyde Park ni comment cela avait commencé.[110]

On rapportait à Washington que le président avait subi une forme d'attaque — peut-être une attaque légère — à son retour de Téhéran. Le docteur McIntire dit que cela n'est pas vrai. Mais malgré l'apparence générale de ses affirmations, son livre laisse ouverte cette possibilité. Inconsciemment, il y fait une grave révélation involontaire dans son récit de cette période. En 1932, McIntire était médecin pour la marine, et avait été recommandé à Roosevelt comme médecin de la Maison-Blanche par l'amiral Grayson. McIntire était spécialiste des yeux, des oreilles et du nez. Il s'entendait notoirement bien avec Roosevelt, qui lui accorda le grade d'amiral et le nomma chef du service hospitalier de la marine. Je ne connais pas ses compétences en tant que docteur, mais l'homme se révèle dans le volume qui relate ses expériences à la Maison-Blanche en tant que serviteur dévoué absolument à Roosevelt, riant de ses blagues, avalant ses histoires et prenant pour argent comptant l'opinion exaltée de Roosevelt à son propre égard. Il semblait penser que toute suggestion selon laquelle le président n'aurait pas été en excellente santé aurait constitué une forme de crime contre la république.

Malgré le soin qu'il a pu apporter à évoquer un bon état de santé chez le président, il révèle involontairement la vraie condition physique du président. Lorsque les rumeurs se multiplièrent quant

110. Ibid. p. 186.

à la longue maladie du président, étalée de Noël au mois de mai — quatre mois pour récupérer d'une bronchite — McIntire, après avoir fait venir cinq spécialistes pour examiner son patient, décida d'en faire venir deux de plus — les docteurs James E. Paullin d'Atlanta, et Frank Lahey, de Boston. Mais tout ce qu'il rapporte quant à leurs découvertes est qu'ils déclarèrent que Roosevelt s'était rétabli de son infection des sinus et de la poitrine, et qu'il était « *bien portant et actif.* » Puis le docteur Paullin avait parlé à Roosevelt, et lui avait rappelé qu'il était semblable à une vieille motrice, que son cœur et ses artères étaient semblables au moteur et aux roues, et que s'il voulait arriver à la fin du voyage il allait falloir qu'il ralentît — il allait devoir vivre sur ses réserves. Puis un régime fut prescrit au président — et cela dit tout.

Il devait prendre son petit-déjeuner de 8h30 à 9h00 ; travail à son bureau de 11h00 à 13h00 ; déjeuner de 13h00 à 14h00, mais sans invités pour le travail ; de 14h00 à 15h00, repos en position allongée ; travail à son bureau de 15h00 à 17h00 ; puis un massage de 45 minutes, des rayons ultra-violets et du repos en position allongée jusque 19h30 ; de 19h30 à 20h00, dîner dans ses appartements ; pas de travail la nuit, et des nuits de sommeil d'une durée de 10 heures.[111] Tel devait être l'agenda du président, et le point le plus important en est qu'il devait pratiquer des JOURNÉES DE QUATRE HEURES. Ses heures de travail s'étalaient de 11h00 à 13h00, et de 15h00 à 17h00, et le reste des 24 heures de la journée servait à se reposer, rester allongé, se faire masser, prendre ses repas et dormir. Telles furent les instructions qu'ils lui donnèrent, s'il voulait parvenir au bout du voyage. Il ne s'agissait pas d'un programme lié à une période de convalescence. Il s'agissait exactement d'un programme pour « *la fin du voyage.* » Les docteurs lui disaient crûment que la seule manière pour lui de ne pas mourir était d'entrer dans une forme de semi-retraite.

Ainsi, une fois de plus, le problème de la maladie s'enchevêtrait

111. Ibid., pps. 187, 188.

dans la fabrication de l'histoire. Les vastes pouvoirs de guerre de la nation la plus puissante au monde se trouvaient concentrés entre les mains d'un seul homme. Les décisions prises par cet homme allaient affecter notre destinée, la sécurité de nos institutions et la paix du monde. Ces décisions étaient entre les mains d'un homme malade, dont l'esprit marchait péniblement à vitesse réduite, dont l'organisme se désintégrait sous l'impact de la maladie, et dont les facultés mentales et morales se détérioraient du fait de la pratique du pouvoir. Cela s'était produit à l'issue de la première guerre mondiale, lorsque le président avait subi une hémorragie cérébrale, qui avait paralysé son corps et affecté son esprit, et pire que cela, perturbé son équilibre mental normal. Ce qu'aurait été la suite de l'histoire si les pouvoirs mentaux et physiques de Woodrow Wilson avaient survécu ne peut être que sujet à hypothèses. Le lecteur intéressé par le sujet de la maladie comme facteur dans les affaires humaines pourra consulter l'excellent ouvrage publié en deux petits volumes brillamment écrits, « *Post Mortem* » et « *Mere Mortals* », du docteur C. MacLaurin ; il y évoque les ravages provoqués par les maladies parmi les monarques et les hommes d'État, et les coûts engendrés pour les populations qu'ils régentèrent.

Que se serait-il passé en Europe, par exemple, si Henri VIII n'avait pas contracté la shyphilis ? Ce fut cette maladie de Henri qui découla sur l'impossibilité pour Catherine d'Aragon de lui donner un enfant vivant, sauf Marie Tudor, si bien qu'il obtint un divorce après sept ou huit fausses couches. Cela provoqua une rupture avec Rome, et toute une suite de conséquences que, selon le docteur MacLaurin, un bon chirurgien moderne aurait pu éviter, changeant ainsi la voie de l'histoire. L'artériosclérose et ses sombres effets sur l'esprit et la nature de Charles Quint l'amenèrent à prendre se retraite à l'âge de 52 ans au bénéfice de son fils Philippe, alors que possiblement les techniques de soin et de modération de la médecine moderne auraient pu maintenir son génie sur le trône d'Espagne, et la sauver des désastres qu'elle eut à subir sous le règne de Philippe.

Le docteur MacLaurin nous dit que lorsque nous considérons

« *que les destinées des nations sont habituellement détenues entre les mains de gentlemen âgés dont la pression sanguine tend à être trop élevée du fait de leurs activités politiques intenses, il n'est pas abusif d'affirmer que l'artériosclérose est l'une des pires tragédies qui afflige la race humaine. Chaque homme politique devrait faire vérifier une fois par trimestre sa pression sanguine et ses urines, et si cette pression sanguine fait montre de signes d'accroissements, il devrait sans aucun doute prendre un repos prolongé jusqu'à la voir redescendre ; il n'est pas juste que les vies de millions de personnes dépendent du jugement d'un homme dont l'esprit est voilé par l'artériosclérose.* »

Roosevelt subit nombre d'examens médicaux au cours de cette période, mais le peuple des États-Unis resta dans l'ignorance de ce qu'ils révélèrent — et ne le sait toujours pas. Les docteurs appelés au chevet de Roosevelt lui imposèrent le repos. On a observé qu'au cours de l'année 1944, il passa 200 jours hors de la Maison-Blanche pour se reposer ou voyager, et ces voyages, hormis durant les brèves tournées de campagne, furent entrepris pour sa santé. Le docteur McIntire insiste sur les nombreux kilomètres qu'il parcourut comme s'il s'était agi d'une terrible épreuve à lui infligée. La plupart de ces kilomètres furent parcourus au soleil, dans des navires ou des trains luxueux. Le docteur reconnaît qu'il en tira toujours bénéfices. Mais on ne laissa jamais savoir au peuple qu'il avait à son service un dirigeant dont les docteurs lui avaient dit qu'il ne devait pas travailler plus de quatre heures par jour, et qui devait passer le plus gros de ses journées et de ses nuits à rester allongé pour se reposer et dormir.

Une fois Roosevelt rentré à la Maison-Blanche à la mi-mai, le principal sujet de travail était de gérer sa nomination comme candidat à un quatrième mandat à la convention démocrate qui allait se tenir deux mois plus tard. Cela fut relativement simple, mais à l'instar de la troisième nomination, il fallait que cela ait les apparences d'avoir été demandé par le peuple. Pour comprendre cette convention, il faut garder à l'esprit un incident qui fut de la plus

haute importance.

Nous avons vu que le parti communiste avait réussi à infiltrer les syndicats organisés par le *Congress of Industrial Organizations* — le CIO — et que John L. Lewis et David Dubinsky en avaient claqué la porte pour cette raison, laissant le contrôle absolu à Sidney Hillman. Nous avons également vu comme la guerre avait porté Hillman au sommet des cercles de la Maison-Blanche lorsque lui-même et William Knudsen avaient été nommés directeurs de l'effort de guerre économique. Knudsen était rapidement parti, mais Hillman était resté proche de la Maison-Blanche.

Dans le même temps, sur un front social voisin, certains changements étaient à l'œuvre. En 1943, Earl Browder, le dirigeant communiste, avait fini de comprendre qu'il n'existait aucun espoir pour une révolution prolétaire aux États-Unis. Le parti n'arriverait à rien en prêchant le communisme. Le peuple ne l'écouterait jamais. Mais il découvrit qu'il pouvait aller très loin en faisant usage d'une technique différente. Après tout, les révolutionnaires communistes savaient qu'avant de pouvoir introduire le communisme, il leur fallait détruire le système politique et économique du pays au sein duquel ils conspiraient. Ravagez le système étasunien de libre-entreprise, et tuez la confiance du peuple en son système politique, et il va s'effondrer. Une fois cela accompli dans tout pays, il n'est pas difficile pour les communistes de prendre le pouvoir. Ils désirent soutenir et promouvoir la montée des États fascistes, car ils savent que le fascisme — l'économie capitaliste planifiée — n'est guère qu'une phase décadente du capitalisme. Pour cette raison, le parti communiste avait promu avec un grand succès les organisations du front-rouge et induit les personnes les plus importantes, comme Mme Roosevelt, Henry Wallace, et des myriades de dirigeants de premier-plan dans les domaines de l'éducation et de la vie publique à travailler avec eux.

Au début de l'année 1944, Browder décida de liquider le parti communiste. Celui-ci allait sortir de l'échiquier politique. Il se transformerait en simple association à but éducatif. Cela fut réalisé, et

Browder et Sidney Hillman s'associèrent pour capturer l'*American Labor Party.* Ce parti avait été constitué au départ dans la ville de New York pour tenir lieu de véhicule politique à Fiorello LaGuardia et à ses politiques locales. On y trouvait toutes sortes de gens. Il y avait de nombreux Rouges, de nombreux socialistes, et de nombreux roses de salon et de campus, ainsi que de nombreux réformistes sociaux et de l'aide sociale. Il avait aggloméré de nombreuses voix lors des élections — *assez pour faire basculer une élection au sein de l'État de New York* — en accordant ou en soustrayant son vote aux démocrates. En 1940, il avait soutenu Lehman, et l'avait fait élire avec l'étiquette démocrate. En 1942, il avait refusé de soutenir le candidat démocrate, Bennett, au poste de gouverneur, et le nombre de voix démocrates étant trop faible sans son soutien, c'était Dewey qui avait remporté le siège de gouverneur. À présent, Browder et Hillman rassemblèrent leurs forces et décidèrent de s'emparer de l'*American Labor Party.* Ils rencontrèrent une certaine résistance de la part du mélange de roses qui en avaient le contrôle, mais à l'issue d'une lutte amère, Browder et Hillman parvinrent à s'en emparer. En réalité, Browder dominait cette équipe, car c'étaient les voix communistes qui avaient permis la bascule.

Outre cela, Hillman avait organisé en 1943 un nouveau groupe syndical politique appelé *CIO Policical Action Committee.* Le CIO avait bafoué la loi en soutenant des candidats au sein de diverses élections primaires, et pour contourner cela, Hillman avait constitué son *Political Action Committee*, et pression était faite sur les membres des syndicats du CIO pour les amener à le rejoindre. Cette organisation était désormais utilisée comme club au sein du parti démocrate pour matraquer les membres démocrates du Congrès, ainsi que les dirigeants en général, et les contraindre à jouer avec Hillman, Wallace et leurs troupes, cependant que Hillman et Browder œuvraient conjointement dans l'État de New York au sein du *Communist American Labor Party*, récemment reconstitué.

Le parti démocrate ne pouvait gagner qu'en conservant les voix

des États du Sud avec en addition New York, le Masschusetts, l'Illinois, le Michigan et le New Jersey. Ces États pouvaient être gagnés avec le soutien du *Political Action Committee* de Sidney Hillman et l'*American Labor Party* de Browder, mais pas sans eux, et Roosevelt était le seul candidat possible pouvant obtenir leur soutien. Les démocrates devaient choisir entre désigner Roosevelt comme candidat, ou perdre les élections. On trouvait des démocrates pour penser qu'il était préférable de perdre les élections, mais pas en nombre assez important. Par conséquent, le 19 juillet, jour d'ouverture de la convention à Chicago, Sidney Hillman y était, non comme délégué — il n'était pas même membre du parti — mais pour veiller à ce que les démocrates subalternes agissent dans le sens qu'il voulait, et dans celui de son ami et partenaire, Browder. Voilà à quoi les ambitions politiques personnelles de Roosevelt avaient réduit le parti démocrate de Jefferson, Cleveland et Wilson. Hillman avait un quartier général dans la place. Il ne s'inquiétait pas de la re-nomination de Roosevelt comme candidat. Ce point était déjà réglé. Il ne s'inquiétait pas de la plateforme. Cela avait été rédigé à sa satisfaction avant que la convention s'assemblât ; Sam Rosenman s'en était occupé. Il avait une exigence de plus. Il voulait que Henry Wallace fût désigné de nouveau comme vice-président.

Mais la nomination du vice-président, cette fois-ci, était possiblement le gros lot en soi. À Washington, les dirigeants sentaient bien que la santé de Roosevelt n'était pas telle qu'elle aurait dû être. Mais le fait est que la vérité quant à sa santé était dissimulée non seulement au peuple mais également aux dirigeants démocrates. Il faut se souvenir qu'ils ne l'avaient guère vu depuis son retour de Téhéran. Il avait d'abord été caché à Hyde Park ainsi qu'à la Maison-Blanche où il n'avait reçu que fort peu de visiteurs, puis sur la propriété de Baruch en Caroline du Sud, jusque deux mois avant la convention. Tous les efforts étaient faits pour empêcher les faits de fuiter. Les dirigeants démocrates s'étaient habitués à voir Roosevelt devenir soudainement fatigué et malade, puis se rétablir

rapidement et présenter une bonne mine après quelques jours passés au soleil. Mais cette fois-ci, il ne se rétablit pas. Cependant, on affirma le contraire au public après son séjour dans le Sud. Dans le même temps, les dirigeants démocrates avaient dérivé dans un état de négligence proprement incroyable au vu du problème qui se posait à eux. Harry Hopkins et Henry Wallace, ainsi, bien entendu, que Sidney Hillman, étaient au courant. Ils savaient que Roosevelt était condamné et que s'ils pouvaient nommer Henry Wallace comme vice-président cette fois encore, le gouvernement serait entre leurs mains.

Par conséquent, Hillman et Wallace usèrent de l'immense pouvoir dont ils disposaient, du fait de leur contrôle sur les minorités dans les grands États industriels, pour pousser le mouvement dans le sens d'une renomination de Wallace. Après tout, il avait déjà été vice-président. Wallace rencontra Roosevelt par trois fois pour en discuter et Roosevelt accepta de lui remettre une lettre dont ils avaient discuté, et dont Wallace pensait qu'elle réglerait le sujet au niveau de la convention. De nombreuses hypothèses furent formulées dans les journaux quant à la nature de cette lettre avant que la convention s'assemblât. Et lorsqu'elle s'assembla, la vice-présidence et la fameuse lettre de Roosevelt furent les sujets d'importance à Chicago. Sidney Hillman avait son quartier-général dans un appartement-terrasse en haut d'un hôtel de Chicago, et c'est de là-haut que l'on géra la mise en avant de Wallace.

Lorsque la convention s'ouvrit, les soutiens de Wallace affirmèrent savoir exactement ce que le président allait énoncer dans la lettre, et qu'ils étaient satisfaits. Le sénateur Joe Guffey affirma avec exaltation : « *Attendez de voir la lettre.* » Il y avait d'autres candidats au poste — l'ancien sénateur James Byrnes, le sénateur Barkley, et les noms du juge de la cour suprême William O. Douglas et du sénateur Harry Truman étaient ceux qui étaient le plus prononcés. Cependant, hormi Wallace, aucun d'entre eux ne disposait de délégués, et on savait qu'il en avait au moins 300. Les autres avaient leur État d'origine pour les soutenir, et guère autre

chose. Il était clair que si Roosevelt disait qu'il voulait Wallace, aucun autre n'aurait la moindre chance. Par conséquent, les autres candidats restèrent handicapés jusqu'à réception de la lettre de Roosevelt. Roosevelt ne pouvait pas gagner sans Sidney Hillman et Earl Browder, et ils voulaient Wallace. Hillman avait dit : « *Nous n'avons pas de second choix.* »

L'ancien juge de la cour suprême, mandaté pour l'instant à un poste désigné sous le nom d'« *Assistant Président* », et disposant d'un bureau à la Maison-Blanche, menait une candidature active, ainsi que le dirigeant de la majorité au Sénat, Alben Barkley. Byrnes était de loin l'homme le plus compétent parmi tous les candidats à la vice-présidence. Dans les cercles bien informés, il se disait que si la convention avait eu les mains libres, c'est lui qui aurait été désigné. Barkley pensait pouvoir l'emporter dans une compétition libre. Du fait de la proche association entre Byrnes avec le président, peu de gens pensaient qu'il mènerait une candidature active sans l'assentiment du président.

Mais Chicago hébergeait un visiteur inconnu de tous, qui ne serait révélé que plus tard. Dans la soirée du 14 juillet, Roosevelt quitta Washington en grand secret, à bord d'un train spécial. Il gagna la gare de Chicago le samedi 15. Ce même jour, Robert E. Hannegan, le président démocrate à l'échelon national, arriva à Chicago. Des journalistes l'attendaient en gare. Mais il sortit de son train par une porte dérobée, s'engouffra dans une automobile du maire Kelly escortée par la police, et disparut. Les journalistes le cherchèrent avec frénésie dans toute la ville. Il resta hors de vue jusqu'au lendemain. Mais dans l'intervalle, il avait rendu visite au train de Roosevelt, positionné en secret sur une voie de garage éloignée. C'est là que l'oie Wallace fut plumée. Hannegan reçut également une lettre. Celle-ci affirmait que le président serait heureux de se présenter avec pour vice-président Harry Truman ou bien William Douglas. Et comme Hannegan quittait le train, Roosevelt l'avertit : il fallait « *tout mettre au clair avec Sidney.* » L'approbation présidentielle de Truman ne valait pas lourd tant

que Sidney ne l'eut pas validée.

Cependant, la lettre à destination de Wallace ne lui avait pas encore été remise. Elle lui fut remise le mercredi 19. Elle fut ensuite envoyée par le président au sénateur Jackson, président temporaire de la convention, et lue face aux délégués. Dans la lettre, Roosevelt disait qu'il voulait apporter sa propre « *réflexion vis-à-vis de la sélection d'un candidat à la vice-présidence.* » La lettre poursuivait :

> *J'ai été associé avec Henry Wallace comme vice-président au cours des quatre dernières années, ainsi que durant huit années lorsqu'il fut secrétaire de l'agriculture, et bien avant cela également. Je l'apprécie et le respecte, et il est l'un de mes amis personnels. Pour ces raisons, si j'étais délégué au sein de la convention, c'est pour sa désignation que je me prononcerais.*

Cette lettre fut un coup terrible porté au camp Wallace, selon le *Times* de New York. Wallace fut rapidement appelé à se rendre à Chicago par son équipe. Était-ce là l'appui éclatant pour lequel le sénateur Guffey s'était montré si exalté ? La convention considéra immédiatement cette lettre comme un abandon de Wallace. Chacun des autres candidats à la vice-présidence se mit à pied d'œuvre avec détermination. Mais ils savaient tous ce qui avait été dit à Hannegan — « *tout mettre au clair avec Sidney.* » La longue liste des candidats et de leurs équipes vint s'agglomérer à l'entrée de l'appartement-terrasse de Hillman. Lorsqu'il fut approché pour la candidature de Byrnes, Hillman pointa les pouces vers le bas. Il répondit « *non* » sur un ton sans retour. Ensuite, Byrnes reçut pour instruction du président de retirer sa candidature. Il le fit, et affirma qu'il se retirait du jeu à la demande du président. Barkley se retrouva en position dominante. Puis Hannegan fit jaillir la lettre sur Truman. Cela fit sortir Barkley du jeu. Il était prévu que Barkley allait lire le discours désignant Roosevelt comme candidat cet après-midi-là. Il était dans la même pièce qu'O. Max Gardner, de Caroline du Nord, et que Jim Farley, lorsque fut porté à sa

connaissance un exemplaire de la lettre pour Truman. Barkley sut que cela scellait son sort, et que Truman était l'homme du destin, car le soutien à Douglas n'avait pas de sens. Il en fut indigné. Dans un accès de colère salvatrice, il dénonça Roosevelt, et s'apprêtait à déchirer le texte de son discours lorsque Farley et Gardner l'en dissuadèrent. Plus tard au cours de la même journée, il prononça ce discours, rendant le plus vibrant hommage à l'homme dont il pensait que quelques heures plus tôt, il l'avait entourloupé. La profondeur, la force et l'odieux sont les chaînes de la loyauté au parti. Mais Barkley avait participé à mettre le parti sens dessus dessous avec Roosevelt, si bien qu'il ne pouvait pas s'en dissocier.

Roosevelt fut bien évidemment désigné candidat ce jour-là. Il avait auparavant rédigé une lettre au président Hannegan, affirmant qu'il ne désirait pas se présenter, « *mais si le peuple m'ordonne de poursuivre à ce poste, je n'ai guère le choix de me retirer, tout comme le soldat ne quitte pas son poste.* » Il se désignait comme le commandant en chef ne pouvant pas quitter son poste à la tête des armées sauf à en être destitué par le peuple. Roosevelt, bien évidemment, n'avait couru aucun risque de ne pas se voir « *ordonné* » de poursuivre. La machine politique dont il était le pilote avait envoyé des délégués à la convention avec pour instruction d'émettre l'« *ordre* » nécessaire.

Une fois votée la désignation de Roosevelt, il apparut que Wallace pourrait malgré tout percer. La délégation de New York ne parvenait pas à se prononcer pour la désignation de Truman ; pas plus que celles de Californie ou de l'Illinois. Pour empêcher que l'Illinois lui échappât, Ed Kelly, le patron, désigna le sénateur de l'Illinois, Scott Lucas, comme fils de prédilection. Pendant ce temps, les délégations, l'une après l'autre, s'étaient orientées en faveur de Wallace. Chaque heure qui passait apportait des renforts à ses soutiens. Lorsque la convention s'ouvrit, les rapports énonçaient qu'il disposait de 300 voix. Le nombre était monté à 400. Les délégués s'irritaient de la faiblesse apparente de tous les autres candidats. L'opposition à Wallace ne parvenait pas à s'unir. Les dirigeants

trouvèrent un prétexte pour ajourner la convention, afin d'empêcher qu'un vote fût tenu à ce moment-là.

Cependant, le lendemain, le soutien en faveur de Truman s'était consolidé. Au premier scrutin, Wallace menait avec 429 $1/_2$ voix, Truman en avait 319 $1/_2$, et le reste était éparpillé parmi les 14 autres candidats. Mais au second scrutin, le rouleau compresseur se mit en marche, la bascule s'enclencha, et Truman fut désigné avec 1100 voix contre seulement 66 pour Wallace. Mais cela ne se produisit qu'après l'approbation du changement par Sidney Hillman.

L'arrêt de Roosevelt à Chicago n'était qu'une halte sur sa route vers la côte du Pacifique. Il fut, comme tous ses mouvements, enveloppé d'un secret ostentatoire. Alors que la convention était encore en session, il accepta l'« *ordre.* » Son discours fut diffusé sur les ondes par une base des Marines de la côte Pacifique, sans que l'on sût laquelle. Il affirmait : « *Je suis en ce moment dans cette base maritime, et je réalise mon devoir conformément à la Constitution. La guerre n'attend aucune élection. Les décisions doivent être prises, les plans doivent être établis, la stratégie doit être menée à bien.* » Cela faisait partie de l'édification du thème du commandant en chef, qui devait être utilisé pour soulever le sentiment patriotique des électeurs. À ce moment, Roosevelt avait perdu tout sens des discriminations fines et délicates dans les poses qu'il prenait. Après avoir soigneusement géré sa nomination en passant par les dirigeants démocrates, il put poursuivre par un acte le montrant acceptant cette désignation avec réticence, se comparant au soldat du front qui ne peut refuser l'appel du devoir. Les tromperies plus subtiles de ses années passées avaient cédé la place à une hypocrisie bien plus sommaire. Il était sur le chemin de Hawaï, menant un trajet de six journées traversant tout le continent à bord d'un train de luxe privé, suivi d'une longue et glorieuse épopée maritime jusque Hawaï et d'autres îles. Les décisions, bien entendu, pouvaient attendre la fin de ces tournées agréables. Hormis quelques semaines de temps, il était resté loin d'accomplir son devoir durant

les six premiers mois de l'année. Qu'y a-t-il d'essentiel dans une guerre à passer les soldats en revue et à visiter les hôpitaux de Hawaï et d'autres îles, et de distraire les commandants du pacifique en relatant les souvenirs de ses exploits durant la première guerre mondiale ? En réalité, le voyage dans le Pacifique combinait trois objectifs très utiles — le spectacle du commandant en chef allant et venant pour mener la guerre, un grand repos lors du voyage sur l'océan, et de bonnes probabilités de faire des apparitions de campagne parmi les travailleurs des chantiers navals côtiers et les jeunes soldats dans les îles qui pourraient voter lors de l'élection. Cela l'avait soustrait durant 30 jours à la Maison-Blanche, le lieu où les décisions, s'il fallait vraiment en prendre, étaient prises pour de bon.

Il commit cependant un dérapage. Il fut pris en photo alors qu'il lisait son discours d'acceptation dans une petite pièce sèchement sobre d'une base des Marines. Il était assis à table en compagnie de sa fille Anna et de son fils Jimmy à l'arrière-plan. Cette photographie mit en lambeau sa comédie élaborée à deux égards. La photo choqua la nation, car elle révélait son visage et son corps émaciés. En outre, la photo originelle parue dans la presse laissait voir une partie de l'uniforme banc d'un officier maritime. Walter Trohan, le correspondant à Washington du *Tribune* de Chicago, l'un de ces journalistes qui a construit sa carrière au mérite, se demanda qui était cet officier, et ce qu'il faisait là. Trohan se rendit au service des photographies de l'*Associated Press* pour voir la photographie originelle. Elle montrait l'officier en entier, qui avait ensuite été coupé du cadre car considéré comme non-essentiel. Ce journaliste curieux amena la photographie au département de la Navy pour identifier l'officier. Il s'agissait d'un certain commandant Bruenn — un docteur de la Navy. Après une enquête un peu plus poussée, il s'avéra qu'il s'agissait du docteur Howard Bruenn, un médecin spécialisé en cardiologie de Boston qui avait été recruté au sein de la Navy dans le seul but express de rester constamment en service pour surveiller le cœur de l'homme qui, selon les proclamations du

docteur McIntire, était en parfaite santé. Il était resté à ses côtés depuis sa maladie de Noël, et resta constamment à ses côtés jusqu'à sa mort.

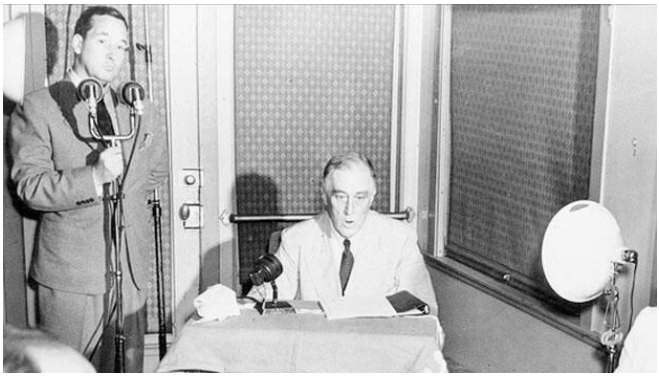

FIGURE 3.8 – Roosevelt, sur la base navale, prononce son discours d'acceptation pour sa quatrième nomination. Le fragment d'uniforme blanc apparaît en bas à droite du cliché

Au départ, Roosevelt n'avait pas prévu de mener une campagne formelle. Il changea d'avis, car il ne semblait pas sage de s'exposer aux fréquentes attaques quant à son passif menées par Thomas E. Dewey, son opposant républicain. Il ne prononça son premier discours que le 24 septembre, lors d'un dîner donné par l'*International Teamsters' Union*, dominée par Daniel Tobin — un syndicat de l'AFL. Son dessein était de souligner le soutien de l'AFL au vu du sentiment amer qui régnait parmi les dirigeants de l'AFL à cause du rôle dominant tenu par le CIO de Sidney Hillman au sein des conseils de Roosevelt, et particulièrement à cause de sa position favorite au *Labor Board* de Roosevelt. Au mois d'octobre, il prononça un discours face au *Foreign Policy Association* de New York, et parcourut la ville en voiture lors d'un orage pour montrer sa santé robuste. Puis il se rendit à Boston, s'arrêtant à deux ou

trois reprises sur le chemin pour prononcer de brèves allocutions. Il n'y a aucun intérêt ici à décrire les tenants de cette campagne. Il l'interrompit à l'occasion d'un événement bien plus important pour notre récit. Au mois de septembre, il se rendit à une autre de ces conférences internationales, cette fois-ci à Québec.

3.11 Comment fut scellé le destin de l'Allemagne

Le 11 septembre, dix mois après Téhéran et au cœur de la campagne présidentielle, Roosevelt et Churchill se rencontrèrent à Québec. L'invasion de la France était lancée. Les armées alliées s'approchaient du Rhin. Les Russes avaient traversé la Vistule et avançaient vers la Mer Baltique ; bientôt la course vers Berlin s'ouvrirait entre les Alliés et les Russes. Roosevelt et Churchill se rencontrèrent pour discuter du sort de l'Allemagne, un prêt-bail au bénéfice de la Grande-Bretagne une fois la guerre terminée, et d'autres points mineurs. À Québec, ils prirent une décision qui a jusqu'à présent totalement paralysé l'établissement d'une paix stable en Europe, et qui porte des conséquences si terribles pour l'avenir que l'esprit préfère les écarter avec consternation. Cette décision produisit ce que le secrétaire Stimson décrit comme « *la plus violente de toutes les luttes inter-départementales de sa carrière* », et dont le secrétaire Hull affirme qu'« *elle me mit davantage en colère que tout autre événement qui put se produire durant toute ma carrière de secrétaire.* » [112]

Le secrétaire Stimson affirme qu'il rentra de Normandie au mois de juillet 1944 pour trouver l'administration en train d'établir tardivement des plans en vue de l'occupation de l'Allemagne — au-

112. Les faits relatés dans cette section sont tirés des ouvrages « *Memoirs* » de Cordell Hull, « *On Active Service by Peace and War,* » de Henry L. Stimson, « *Speaking Frankly* » de James F. Byrnes, chacun d'entre eux détaillant par le menu les origines dudit Plan Morgenthau pour l'Allemagne.

cune décision n'étant prise, et l'occupation étant imminente. Il déjeuna avec le président Roosevelt et l'exhorta à nommer un comité du cabinet pour préparer de tels plans, et Roosevelt désigna Hull, Stimson et Morgenthau, avec pour président Hull. Il y ajouta par la suite Hopkins. Ce comité du cabinet se réunit peu de temps après, le 5 septembre, dans le bureau du secrétaire Hull. Celui-ci produisit un programme préparé par le département d'État, sur la base duquel le secrétaire Morgenthau présenta ce document sauvage que l'on en est venu à désigner sous le nom de Plan Morgenthau. Comme le décrivait Morgenthau, la grande région industrielle de l'Allemagne — la Ruhr — « *devrait non seulement se voir retirées toutes ses industries existantes, mais devrait être affaiblie et contrôlée au point qu'elle ne puisse pas, dans un avenir prévisible, redevenir une région industrielle. . . Toutes les usines et équipements industriels qui n'auront pas été détruits par nos actions militaires seront ou bien totalement démantelés, ou déménagés hors de la région, ou bien totalement détruits ; tout équipement sera enlevé des mines, et celles-ci seront rendues inexploitables.* » La proposition prévoyait de « *convertir l'Allemagne en pays principalement agricole et pastoral de caractère.* »

Stimson émit une objection emphatique à ce plan. Hull également. La folie de cette proposition incroyable doit sauter aux yeux de tout lecteur. La Ruhr n'était pas uniquement un actif industriel considérable pour les Allemands. Il s'agissait d'une région de production qui desservait l'ensemble de l'Europe. Les États d'Europe ne sont pas plus individuellement capables de se maintenir dans une économie moderne que ne l'est un État étasunien individuel. Il serait possible de punir les peuples de Pennsylvanie, de l'Illinois, du Michigan, de Virginie occidentale et de l'Ohio en détruisant toutes leurs industries et en inondant toutes leurs mines. Mais on ne pourrait pas faire cela sans exposer à une sanction terrible chacun des autres États qui dépendent des industries et mines de ces États pour leur propre production. Le secrétaire Stimson indiqua que pendant 80 ans, la production de l'Allemagne « *avait été l'une*

des plus importantes sources de matières premières, sur laquelle l'existence industrielle et économique de l'Europe était basée. » Il rappela à ses collègues que cette région était la principale source d'approvisionnement pour la Russie, la Norvège, la Suède, le Danemark, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, et constituait la seconde source d'approvisionnement pour la Grande-Bretagne, la Belgique et la France. Il pouvait être d'accord avec un certain système de contrôle, mais il ajouta : « *Je ne peux soutenir la transformation d'un tel don de la nature en tas de poussière.* »

Le secrétaire Hull affirma : « *Il s'agissait d'un plan de vengeance aveugle...Il ne voyait pas qu'en frappant l'Allemagne, il frappait toute l'Europe.* » Les propositions pour « *que les mines fussent détruites étaient presque à couper le souffle du fait de leurs implications dans toute l'Europe.* » Lorsque les Étasuniens finirent par envahir l'Allemagne, leur première action fut quasiment — et devait être — de mettre en fonction les mines à pleine production pour aider l'économie européenne.

Hull et Stimson indiquèrent tous deux que lorsque nous occupâmes l'Allemagne, ou bien les 70 millions d'habitants d'Allemagne allaient devoir se nourrir et se vêtir par eux-mêmes, ou bien nous devrions le faire à leur place ; et que détruire la production nous imposerait la terrible charge de les soutenir. Outre tout ceci, bien entendu, il y avait notre dignité en tant que peuple civilisé. Les barbares pouvaient balayer un pays ennemi et ravager les champs, brûler les villes et assassiner ses dirigeants. Il s'agit d'un ouvrage devant lequel un peuple civilisé doit reculer s'il n'a pas perdu son âme. Mais ces considérations n'avaient aucun poids pour ces éléments de la population dont l'esprit était affamé de vengeance. Ils voulaient du sang. Ils voulaient des horreurs réciproques. Cela peut constituer une réaction naturelle pour un peuple qui a souffert de terribles provocations. Mais c'est l'ouvrage des dirigeants responsables que de refréner ces envies de sang.

Le comité du cabinet ne parvenait pas à s'accorder. Ses membres

rencontrèrent Roosevelt le 9 septembre, et Hull l'informa de leur incapacité à tomber d'accord. Roosevelt sembla atteindre une compréhension selon laquelle le produit de la Ruhr serait important pour la France et d'autres pays. Mais le sujet resta non décidé. Le secrétaire Stimson envoya une longue communication au président le 9 septembre, avançant vigoureusement des arguments favorables à une politique d'occupation rationnelle. Le sujet restait non tranché pour l'instant. Puis, le 11 septembre, Roosevelt se rendit à Québec pour rencontrer Churchill.

Hull ne se rendit pas à Québec, car on lui avait fait comprendre que les sujets qui y seraient discutés seraient principalement militaires. Cependant, Morgenthau s'y rendit. Des groupes intéressés par la destruction de l'Allemagne, nous dit Hull, amenèrent le président à y inviter Morgenthau, qui affirme qu'il fut surpris lorsqu'il reçut la convocation. Il était invité à présenter son plan, alors que les deux autres membres du comité du cabinet qui le désapprouvaient en nombre supérieur restaient en arrière, sans même savoir que le sujet figurait à l'agenda. Et là, sans consulter le comité qu'il avait désigné, Roosevelt tomba d'accord avec le plan de Morgenthau en vue de détruire l'industrie de l'Allemagne et de réduire l'Allemagne à un pays principalement agricole et pastoral. Les secrétaires Hull et Stimson ne surent rien de toute ceci jusque quatre jours après la clôture de la conférence.

Hull était gêné par le fait que Churchill était d'accord avec ce projet. Cependant, la raison de cet accord n'apparaîtrait que plus tard. Dans le même temps, Morgenthau rentra aux États-Unis triomphant de son superbe accomplissement. Et ce fut de sa bouche que Hull et Stimson découvrirent la manière dont cette histoire s'était produite. Churchill avait commencé par s'opposer violemment à la destruction de l'Allemagne — Morgenthau indiqua que le premier ministre était furieux. Lorsque Anthony Eden, ministre des affaires étrangères britanniques, était arrivé à Québec, et avait vigoureusement protesté contre ce plan, il avait tenu avec Churchill une discussion mouvementée à ce sujet. Pourquoi Chur-

chill était-il d'accord avec un tel plan ? Le secrétaire Hull posa cette question à Morgenthau. À Québec, Churchill, voyant s'approcher la fin de la guerre, s'inquiétait profondément des conditions financières qui étaient celles de l'Angleterre, et était impatient d'obtenir de la part de Roosevelt une énorme dotation sous la forme d'un prêt-bail, se comptant en milliards pour une utilisation après-guerre. Tant que Churchill avait objecté au projet Morgenthau, Roosevelt avait résisté à tout nouveau prêt-bail dont l'Angleterre aurait bénéficié. En fin de compte, Churchill dit : « *Que voulez-vous que je fasse ? M'asseoir sur mes pattes arrières et quémander comme Fala ?* » [113] [114] En fin de compte, Roosevelt céda et accepta d'*accorder à l'Angleterre un nouveau prêt-bail à hauteur de six milliards de dollars.* Cela ne fit pas bondir Churchill sur ses pattes postérieures, mais il accepta le plan de Morgenthau. Ce dernier affirma à Hull qu'il avait convaincu Churchill en avançant l'argument selon lequel la ruine de la Ruhr allemande ouvrirait à l'Angleterre la voie pour capter le commerce ainsi perdu par l'Allemagne, mais sous la pression de l'examen de Hull, il finit par reconnaître « *que clairement, l'objectif non-militaire du premier ministre à Québec avait été [de sécuriser l'obtention de] les crédits.* » Et il obtint cet emprunt après avoir accepté un plan auquel il avait commencé par se montrer « *violemment opposé* », et contre lequel il s'était même énervé.

En réalité, tout le monde était opposé à ce plan. Par la suite, les Français s'en prirent à lui farouchement. Ils ne connaissaient que trop bien l'importance de la Ruhr vis-à-vis de leur propre économie. Ils voulaient que la production de la Ruhr fût contrôlée, mais la destruction des usines et des mines apparaissait comme un crime épouvantable. Par la suite, bien sûr, Churchill lui-même s'opposa à l'ensemble du plan avec effroi lors de la conférence de Yalta. James Byrnes, qui deviendrait par la suite secrétaire d'État, déclina

113. Extraits de « *The Morgenthau Diaries.* »
114. *Fala* fut le chien de Roosevelt à partir de 1940, NdT.

le poste de haut-commissaire pour l'Allemagne, car il ne voulait absolument pas être en lien avec un tel plan.

La fin de cette histoire est difficilement croyable. Les deux secrétaires Hull et Stimson continuèrent d'argumenter auprès de Roosevelt quant à la gravité de son action inconsidérée. Le secrétaire Stimson écrivit dans son journal personnel : « *Je perdrais tout respect pour moi-même si je ne m'y opposais pas.* » Sous le feu de ces critiques, Roosevelt essaya de nier ses propres actions. Semblant oublier purement et simplement les termes de l'accord qu'il avait signé, il écrivit à Hull : « *Quelqu'un a parlé, non seulement pour fuiter vers la presse, mais au sujet de* faits qui ne sont fondamentalement pas vrais. » (L'auteur a mis en emphase la fin de la phrase). En fin de compte, le 3 octobre, Stimson déjeuna avec Roosevelt. Dans l'intervalle, le contenu du plan Morgenthau avait fuité dans les journaux et Roosevelt se mit à s'alarmer de la violence des réactions, une preuve s'il en faut de la nature fondamentalement décente de la majorité des Étasuniens.

Hull écrit que Stimson lui affirma que lors de sa discussion avec Roosevelt, ce dernier avait nié avoir accepté de « *réduire l'Allemagne à un pays principalement agricole et pastoral.* » Lorsque Stimson lui lut ces mêmes phrases recueillies dans un mémorandum, Roosevelt « *fut franchement sidéré* » et insista : « *il n'avait aucune idée de la manière dont il pouvait avoir paraphé le mémorandum, et* il l'avait de toute évidence fait sans trop réfléchir. » (L'auteur a mis en exergue la fin de la phrase).

À la fin, le président se laissa persuader de revenir sur son épouvantable accord au sujet de la destruction des mines de la Ruhr. Mais Stimson affirme que « *la même attitude perdura,* » et le monde entier connaît désormais l'effroyable ruine en laquelle fut transformée l'Allemagne, ainsi que le coup qui fut porté à l'économie de l'Europe toute entière au nom de la « *vengeance aveugle* » et de la haine immortelle.

3.12 On déchire la Charte Atlantique

Roosevelt fut réélu. Ce résultat justifia, selon des considérations politiques, la sagesse de son alliance avec Hillman et Browder. Au cours de la campagne, Roosevelt avait réfuté avec violence avoir recherché le soutien de communistes. En réalité, son nom apparaissait comme candidat de l'*American Labor Party*, totalement dominé par Browder et Hillman. Et il avait accepté cette nomination. Il avait également accepté celle de l'*American Liberal Party*, la frange rose qui pendouillait à mi-chemin entre la société planifiée fasciste et la dictature du prolétariat de Staline. Lors des élections, dans l'État de New York, E. Dewey, le candidat républicain, obtint en réalité 500 000 voix de plus que Roosevelt, le démocrate. Ce furent les 490 000 voix venant de l'*American Labor Party* de Browder et Hillman, additionnées aux 339 000 voix des Rosâtres, qui lui permirent d'atteindre la majorité. Certes, Dewey ne l'emporta que dans 12 États dans le Nord du pays, mais la majorité remportée par Roosevelt dans nombre de ces États était fragile, et aurait été renversée si les voix de Browder et Hillman n'avaient pas été déversées sur Roosevelt. L'administration constituait désormais le prisonnier impuissant de ces dirigeants syndicaux radicaux, à la fois exigeants et cruels, qui avaient démontré leur capacité à élire ou mettre en échec le parti démocrate, qui avaient empli tous les départements et bureaux de leurs agents, et qui avaient infiltré leurs experts au sein des syndicats du CIO, leurs propagandistes à la radio, dans les films et tous les grands instruments de communication et d'opinion — un fait auquel les successeurs de M. Roosevelt allaient se retrouver confrontés une fois la guerre terminée.

Dans le même temps, la guerre avait absorbé l'attention du peuple. Et très peu de temps après les élections, des récits sur la conférence de Téhéran, dont les détails avaient été maintenus très secrets, se mirent à circuler. On disait que tous les petits pays libérés auxquels Roosevelt avait prodigué des promesses aussi fermes, et dont les ressortissants aux États-Unis avaient été courtisés avec

tant d'attention au cours de la campagne, avaient été trahis à Téhéran. La note dominante de ces critiques était qu'à Téhéran, Roosevelt avait jeté aux orties la Charte Atlantique. Ce document audacieux avait affirmé que les hautes parties contractantes « *désirent ne voir aucun changement territorial ne s'accordant pas avec les désirs librement exprimés par les peuples concernés, qu'ils respectent les droits de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils désirent vivre, et qu'ils désirent voir restitués, à ceux qui en ont été privés par la force, leurs droits souverains.* » L'accord de Téhéran violait chaque phrase et chaque syllabe de cette promesse.

Qu'était-il advenu de la Charte Atlantique ? Le 20 décembre 1944, lors d'une conférence de presse, on posa la question au président du statut de la Charte que lui-même et Churchill avaient signée. Sa réponse sidéra totalement les journalistes. Sa réponse était qu'il n'existait pas, et il n'avait jamais existé de Charte Atlantique complète signée par lui-même et Churchill. Où donc se trouve la Charte à présent ? lui demanda-t-on. Il répondit : « *Pour autant que je sache, aucune copie n'a été établie de la Charte Atlantique.* » Ce n'était qu'un communiqué de presse. Roosevelt, Churchill, Sumner Welles et Sir Alexander Cadogan l'avaient griffonnée sur une feuille de papier. On l'avait alors remise aux opérateurs radio des navires de guerre britannique et étasunien pour qu'elle fût diffusée sur les ondes par communiqué de presse. En creusant plus profondément, on découvrit que Stephen Early en avait disposé en main propre, avec les signatures de Churchill et de Roosevelt sur le document. Et sur le mur du *National Museum* de Washington, joliment encadrée et illuminée à la manière d'un ancien document — telle la *Magna Carta* ou la déclaration d'indépendance — était arborée la superbe Charte Atlantique, arborant les signatures de Roosevelt et de Churchill. Chaque jour, les visiteurs du musée la contemplaient tel un grand document historique. John O'Donnell, du *Daily News* de New York, demanda au conservateur du musée comment il l'avait eu. Il répondit que le document lui avait

été remis par l'*Office of War Information.* Ils avaient « *prêté* » le précieux document au *National Museum.* En faisant une requête auprès de l'OWI — cette fontaine prolifique d'informations bidons — O'Donnell découvrit que l'OWI avair récupéré le document et y avait collé les noms de Roosevelt et de Churchill. Ils en avaient imprimé 240 000 exemplaires. O'Donnell retourna au musée avec ces informations. Et hop ! la grande Charte avait disparu. Un gardien du musée lui apprit qu'il avait été ordonné qu'elle fût décrochée du mur 20 minutes auparavant. Ainsi s'achève le récit de cette falsification pitoyable. Le faux document, qui n'avait jamais été signé, et qui n'était rien de plus qu'une opération de racolage publicitaire destiné à dissimuler les vrais objectifs de la rencontre en Atlantique avait été répudié par son principal soutien, et, bien entendu, tout ce qu'il proférait, à partir de Téhéran, était devenu une fanfare bruyante ou une cymbale résonnante.

Peu après cet épisode, Cordell Hull démissionna de son poste de secrétaire d'État, et Edward Stettinius fut nommé pour le remplacer. Il était notoire que Hull était un homme malade. Il avait été court-circuité, et même ignoré, sur de nombreux sujets importants, et souvent maintenu dans l'obscurité. Sumner Welles, qui était proche à titre personnel à la fois de Roosevelt et de son épouse, qui avait un esprit bien plus actif et une connaissance plus profonde des affaires étrangères que Hull, l'avait peu à peu écarté, jusqu'à ce qu'une querelle acerbe s'établît entre les deux hommes. Dès 1939, alors que Roosevelt manœuvrait pour obtenir sa désignation comme candidat à un troisième mandat, James A. Farley avait confié ses propres problèmes à Hull. Hull avait explosé : « *Bon Dieu, Jim ! Vous n'avez pas idée de ce que sont les vrais problèmes. Roosevelt me court-circuite en passant par Welles et Berle. Je n'ai jamais été ne serait-ce que consulté au sujet du voyage de Welles en Europe. Il m'outrepasse également en prenant contact avec les ambassadeurs. Il est en communication permanente avec les dirigeants britanniques, et ceux d'autres pays. Il ne me consulte pas, ne se confie pas à moi, et je dois avancer dans l'obscurité. Je m'es-*

crime comme un diable pour l'empêcher d'émettre des déclarations qui seraient des plus préjudiciables. Il ne discute avec moi que sur les sujets dont il se sent obligé de le faire du fait de leur importance. » [115]

3.13 La trahison finale

Le 20 janvier 1945, Roosevelt prêta serment pour un quatrième mandat de président des États-Unis. Trois jours plus tard, il embarquait à Norfolk à bord du *Quincy*, un croiseur lourd, pour ce qui allait être sa dernière action dans l'infortuné drame de la paix.

À ce moment-là, les armées de Hitler, sous forte pression, avaient été repoussées de tous les territoires qu'elles avaient auparavant conquis à l'Est, hormis en Tchécoslovaquie, en Autriche, et dans une partie de la Hongrie. Presque toutes leurs prises de guerre, capturées par agression, étaient désormais perdues pour l'Allemagne. Cordell Hull avait démissionné, et c'est désormais Edward Stettinius qui occupait le poste de secrétaire d'État.

Au mois de mai, Roosevelt avait nommé James F. Byrnes, l'ancien juge de la Cour Suprême, comme directeur de la stabilisation économique. Il partit pour Yalta avec Byrnes comme conseiller. La manière dont se déroula le trajet vers ce lieu de rencontre éclaire les méthodes qui caractérisaient l'improvisation coûteuse dont faisait preuve Roosevelt en matière d'affaires étrangères. Il demanda à Byrnes de l'accompagner quelque temps avant Noël. Il ne fit plus mention du sujet jusqu'à la veille du départ, date à laquelle il répéta son invitation insistante pour que Byrnes l'accompagnât. Le secrétaire Stettinius devait les rejoindre à Malte. Hopkins, qui était malade à Londres, devait également rallier le groupe à Malte. Roosevelt fut malade durant ce trajet. Il resta dans sa cabine durant tout le voyage, sauf pour les déjeuners et dîners, et des projections cinématographiques durant la nuit. Il n'avait pas discuté avant son

115. James A. Farley, « *Jim Farley's Story,* » p. 233.

départ avec Byrnes des problèmes qui seraient évoqués lors de la conférence, et durant son trajet, ses autres conseillers n'étaient pas présents, et il évita de discuter avec Byrnes. Le département d'État avait préparé une étude avancée de tous les problèmes qui étaient susceptibles d'être soulevés, très documentée. Byrnes ne découvrit l'existence de cette étude qu'à son arrivée à Malte[116]. Il est difficile de croire qu'un homme d'État responsable, non-accompagné de ses conseillers et handicapé par une grave infirmité physique, pût se rendre à une rencontre aussi capitale, avec deux collègues aussi sagaces que Churchill et Staline sans la moindre préparation.

La conférence se tint au Palais de Livadia, une ancienne résidence d'été des Tsars située en Crimée. Elle s'ouvrit le 4 février 1945. Les principales questions étaient :

1. l'adoption du plan Dumbarton Oaks pour établir les Nations Unies ;
2. les conditions de la reddition allemande, qui approchait ;
3. le traitement de la Pologne et des autres pays libérés.

Le projet de Nations Unies, qui avait reçu l'accord de principe de la Russie longtemps auparavant, n'était plus un sujet. Il restait à régler la question de l'organisation des scrutins, et cela fut réalisé sans la moindre difficulté, selon la méthode habituelle, consistant à tomber pleinement d'accord avec les désirs exprimés par la Russie, et une conférence fut annoncée sous peu à San Francisco, pour préparer la charte. Les gouvernements de France et de Chine devaient être invités afin de soutenir les invitations envoyées au monde pour cet événement.

La question polonaise fut « *réglée.* » La première proposition, de céder la Pologne de l'Est — l'Est de la ligne Curzon — *fut émise par Roosevelt lui-même*[117]. Pour ce qui concernait l'Ouest de la Pologne, Staline y disposait déjà d'un gouvernement par lui nommé,

116. James F. Byrnes, « *Speaking Frankly,* » p. 23.
117. Ibid., p. 29.

et composé de communistes représentant nul autre que Staline lui-même. Staline voulait être certain de conserver ce gouvernement. Cependant, il convint que ce gouvernement provisoire devait être « *réorganisé* » pour intégrer « *des dirigeants démocratiques des Polonais à l'étranger.* » Ce gouvernement allait être dénommé Gouvernement Provisoire d'Unité Nationale de la Pologne. Il accepta de tenir des élections, affirmant « *pouvoir s'en occuper sous un mois.* » Roosevelt croyait-il que Staline allait tenir des élections libres où que ce fût ? Il n'aurait pas pu se montrer aussi naïf. En réalité, les élections ne furent tenues que 23 mois plus tard, et la Pologne finit avec un gouvernement composé uniquement de communistes, dans un pays où ceux-ci représentaient 10 % du peuple, cependant que les autres éléments fuyaient la Pologne pour rester en vie.

Puis, pour paraître corriger cette injustice, ils convinrent d'en commettre une autre. Pour compenser l'amputation à la Pologne de sa partie orientale par la Russie, il fut convenu de donner à la Pologne un morceau de Prusse orientale — un territoire absolument allemand. Les terribles enseignements appris par suite des règlements de l'Alsace-Lorraine, des Sudètes, et du Couloir polonais[118], réalisés lors des guerres précédents, qui avaient semé les graines d'inévitables nouvelles guerres, restèrent totalement ignorés.

La conférence décida également de la partition de l'Allemagne en trois zones, chacune étant vouée à être occupée temporairement par les armées russe, britannique et étasunienne, et administrées séparément. Une commission des réparations fut nommée pour étudier les montants. La Russie voulait des réparations à hauteur de 20 milliards de dollars, dont elle voulait la moitié. On convint que l'on pourrait considérer la main d'œuvre comme une source possible de réparations. Il s'agissait purement et simplement d'une manière diplomatique d'autoriser que l'on se saisît d'êtres humains pour travailler comme esclaves une fois la guerre terminée, et cela

118. Dantzig, NdT

constitue la base de ce crime épouvantable perpétré après la cessation des hostilités, auquel souscrit le président des États-Unis. Il dut sans doute accepter ce point avec mauvaise conscience, car M. Byrnes n'en apprit l'existence que plus tard [119].

Sur la question de la guerre du Pacifique, Staline convint désormais spécifiquement qu'il entrerait dans le conflit contre les Japonais trois mois après la défaite de l'Allemagne, pourvu que les États-Unis contribuassent à livrer les approvisionnements nécessaires, et pourvu que *les aspects politiques de la participation de la Russie eussent été clarifiés.* Staline donna par la suite à notre mission militaire une liste de ce qu'il voulait en extrême-Orient — du carburant, des denrées alimentaires, des équipements de transport et d'autres approvisionnements pour 1 500 000 hommes, 3000 chars et 5000 avions. Staline esquissa son plan d'attaque — « *son principal effort sera une force très mobile partant du lac Baïkal et traversant la Mongolie Extérieure et la Mongolie Intérieure. Le dessein d'un déploiement aussi vaste était de séparer les armées japonaises en Mandchourie de celles présentes en Chine.* » [120] Bien entendu, son dessein était également de transformer la Mandchourie en État marionnette aux mains des Russes, ce qui était exactement ce à quoi s'opposait Tchang Kaï Tchek aussi farouchement et avec raison.

À la fin de la conférence, Roosevelt resta sur place une journée de plus, car Staline voulait lui parler. Cet entretien fut tenu sans témoins. Staline voulait définir « *les aspects politiques de la participation de la Russie* » dans le Pacifique. Il parvint à les définir fort rapidement, et à sa totale satisfaction. En échange de la participation russe dans le Pacifique, Roosevelt convint que les îles Kouriles fussent cédées à la Russie, qui récupérerait également l'île de Sakhaline, le passage sous statut international du port de Dairen, le bail de Port Arthur comme base maritime, et une opération

119. Ibid., p. 29.
120. John R. Deane, « *Strange Alliance,* » p. 247.

conjointe avec la Chine sur les voies ferrées de l'Est et du Sud de la Mandchourie. Et Roosevelt promit d'user de son influence sur Tchang Kaï Tchek pour le contraindre à accepter ces conditions. Cet accord secret, à l'instar de celui soutenant l'utilisation d'une main d'œuvre en état d'esclavage, ne fut pas rendu public, et fut même tenu dissimulé à Byrnes, malgré son statut de conseiller de Roosevelt à Yalta. Il n'en entendit parler qu'après le décès de M. Roosevelt. Puis il vit une référence à cet accord dans un communiqué russe. À ce moment-là, il était secrétaire d'État. Il demanda au président Truman de pratiquer des recherches dans les archives de la Maison-Blanche pour trouver des références à ces accords secrets, et à tout autre accord en suspens. [121]

La Russie avait une autre exigence. Staline voulait que la Russie disposât de quatre voix à l'assemblée des Nations-Unies, face à une seule voix pour les États-Unis. Il voulait qu'outre la Russie, trois États soviétiques, la Biélorussie, l'Ukraine et la Lituanie — ce dernier pays venait d'être volé, et mis sous la coupe d'un gouvernement marionnette — disposassent du droit de vote. Roosevelt émit une faible protestation contre cette idée, mais elle fut mise en œuvre par la suite sans protestation, après que Stettinius convint de donner trois voix à Staline. Avant de se rendre à Yalta, Roosevelt avait fanfaronné en disant que si Staline essayait d'obtenir plus d'une voix, il demanderait pour sa part une voix pour chacun des 48 États. Bien entendu, il ne fit rien de tel. Il suggéra que, pour éviter toute critique intérieure, les États-Unis recevassent également trois voix supplémentaires. Et Staline accepta. Lorsque Byrnes rentra aux États-Unis, il trouva une note de Roosevelt lui donnant pour instruction de ne pas discuter de cet accord, même en privé. Par la suite, Roosevelt décida de ne pas demander les trois voix pour les États-Unis. Byrnes affirme qu'il n'en découvrit jamais la raison. [122]

À la fin de la conférence, Roosevelt se rendit en Égypte où il

121. James F. Byrnes, « *Speaking Frankly,* » p. 43.
122. Ibid., p. 41.

embarqua de nouveau sur le *Quincy*, et traversa la Méditerranée. C'était un homme très usé, épuisé et travaillé par la maladie. Il essaya désormais de trouver un peu de repos et de calme sur cette mer calme et ensoleillée. Mais il reçut à bord du *Quincy* trois rois — Farouk d'Égypte, Haïlé Sélassié d'Éthiopie, et Ibn Saoud d'Arabie Saoudite. Le roi Ibn Saoud, l'une des personnalités les plus puissantes du proche-Orient et un homme aux méthodes des plus directes, avait un grave problème à l'esprit — la Palestine. Lors de sa visite, selon Roosevelt en personne, le président lui assura qu'« *aucune décision ne serait prise quant à la situation fondamentale de ce pays (la Palestine) sans pleine consultation à la foi des Arabes et des Juifs.* » Il assura à Ibn Saoud que « *Je ne mènerais aucune action, en ma capacité de chef de la branche exécutive du gouvernement, pouvant s'avérer hostile au peuple arabe.* » Ce point ne fut révélé qu'au mois d'octobre 1945, après le décès de Roosevelt.[123] Pour sceller et asseoir ces assurances d'amitié, Roosevelt remit comme cadeau à Ibn Saoud son propre fauteuil roulant, que le roi avait admiré, ainsi qu'un avion appartenant à la Navy étasunienne.

Roosevelt mena un voyage de retour plaisant, passant par Alexandrie, Alger, Gibraltar, puis en haute mer. Sam Rosenman le rejoignit pour préparer le discours qu'il allait prononcer face au Congrès une fois rentré, car il considérait ceci comme le grand événement de couronnement de sa politique de cicatrisation des blessures d'un monde ravagé par la guerre. Sur le chemin du retour, le général Watson, son secrétaire militaire, mourut subitement d'une crise cardiaque. Roosevelt atteignit Washington à la fin du mois de février. Le 1er mars, il fit apparition face à une session conjointe du Congrès. Il déclara au Congrès que « *plus que jamais, les principaux alliés sont étroitement unis,* » et que « *l'idéal d'une paix durable deviendra une réalité.* » Aucun indice ne fut même glissé quant au fait que la reddition qui était désormais annoncée formel-

123. *Times* de New York, 19 octobre 1945.

lement au sujet du statut de l'Est de la Pologne était en réalité une défaite majeure. La disparition des États baltes et de presque l'ensemble des Balkans derrière le rideau de fer de Staline ne fut pas annoncée selon d'autres termes qu'un grand pas en avant dans la libération de l'Europe. Quant à l'Ouest de la Pologne, des accents de culpabilité et de frustration involontaires mais évidents se firent entendre. Après tout, il n'existait à l'aube de la première guerre mondiale aucune nation du nom de la Pologne, affirma le président, *après tout* la plupart des habitants de l'Est de la Pologne n'étaient pas vraiment polonais ; *après tout* les Polonais recevaient un gros morceau de Prusse orientale en compensation, *après tout* « *la ligne politique et économique des régions libérées relèveront de la responsabilité conjointe des trois gouvernements.* »

Il déclara au Congrès que « *notre objectif était de créer une nation forte, indépendante et prospère (en Pologne). C'est la chose dont il faut toujours se souvenir, ces mots, auxquels ont consenti la Russie, la Grande-Bretagne et moi-même, l'objectif de faire de la Pologne une nation forte, indépendante et prospère, dotée d'un gouvernement qui sera ultimement choisi par le peuple polonais lui-même.* »

Il conclut en assurant au Congrès que la conférence de Crimée « *marquait la fin du système d'action unilatéral, d'alliances exclusives, de sphères d'influence, d'équilibrage du pouvoir et de tous les autres expédients qui ont été usités au fil des siècles et ont toujours échoué.* »

Deux mois plus tard, Roosevelt était mort. Truman devint président. Peu de temps après, au mois de mai, l'armée allemande capitula. À l'Ouest, les combats étaient terminés.

Il importe de noter la manière dont les hommes d'État peuvent contrôler leurs émotions pour que celles-ci suivent leurs politiques. La Pologne avait été jetée en pâture aux loups dans la nouvelle ère d'apaisement. Lorsque Mikolajczyk, le premier ministre polonais, alarmé par les rumeurs persistantes qui faisaient mention des accords non-divulgués de Téhéran, demanda à Churchill quelles ga-

ranties précisément existaient pour que ce qui restait d'espace polonais fût respecté, Churchill s'énerva. Il affirma à Mikolajczyk qu'il était fou. Et il affirma carrément qu'il n'allait pas ruiner la paix en Europe à cause d'une querelle entre Polonais [124]. Bien entendu, il ne s'agissait pas d'une querelle entre Polonais, mais entre les Polonais et le tyran qui avait succédé à Hitler dans le rôle d'agresseur. À peine quelques années plus tôt, Churchill avait accumulé les expressions de mépris envers Neville Chamberlain lorsque celui-ci cherchait l'apaisement avec Hitler à Munich. Avec son meilleur style d'orateur, à la chambre des Communes, il avait entonné le requiem à la Tchécoslovaquie. « *Tout est terminé,* » avait-il dit. « *La Tchécoslovaquie, silencieuse, lugubre, brisée, sombre dans les ténèbres. Elle a souffert en tout point de son association avec les démocraties occidentales.* » Chamberlain avait apaisé Hitler et évité la guerre. Churchill avait amené à l'Angleterre une guerre, puis un apaisement.

Il faut ajouter, pour lui faire justice, que le problème auquel Churchill était confronté était devenu à la fin extrêmement compliqué. Il finissait enfin par raisonner en termes d'intérêt national du pays qu'il avait juré de représenter. Roosevelt semblait tout à fait indifférent à la position dans laquelle son pays se retrouverait à la fin de la guerre, et gardait l'attention centrée sur un objectif qui, pour noble que fût son dessein, n'en était pas moins incroyablement futile au vu des circonstances, étant donné la nature de l'homme avec qui il négociait. Pour en revenir à Churchill, ce dernier était confronté à la double difficulté de protéger son propre pays à la fois des ruses de Staline et de la crédulité de Roosevelt.

La conférence qui suivit — celle de Potsdam — ne fut tenue qu'après la mort de Roosevelt et l'avènement de Truman comme président, mais il est nécessaire, pour compléter ce récit concernant nos affaires étrangères, d'y faire ici une brève mention.

124. *Journal-American* de New York, du 4 janvier au 4 février 1948 (suite d'articles écrits par l'ancien premier ministre polonais Mikolajczyk).

La fin de la guerre contre l'Allemagne survint au mois de mai. Le 3 juillet, James F. Byrnes fut nommé secrétaire d'État. Et le 15 juillet, lui-même et le président Truman, conjointement avec Staline et Churchill, prirent part à la conférence de Potsdam, à Berlin.

Potsdam devint un anathème parmi les critiques des accords alliés de l'après-guerre. À Potsdam, les accords qui furent convenus couvraient la plupart des sujets déjà intégrés au sein des conférences passées. L'échec humiliant de l'ensemble de notre politique d'après-guerre a été décrit comme le fruit de Potsdam. À ce sujet, William Henry Chamberlain résume le verdict comme suit :

> *Si les conditions de l'accord de Potsdam devaient être maintenues sur un grand nombre d'années, elles amèneraient à l'un des plus grands crimes ou des plus grandes folies de toute l'histoire de l'humanité. Si elles devaient être mises en œuvre de manière rigoureuse sans laisser de répit à l'Allemagne, c'est un gigantesque Buchenwald ou Belsen que l'on établirait au cœur de l'Europe. Des millions, possiblement des dizaines de millions d'Allemands périraient de malnutrition et des maladies qui s'ensuivent. Il serait littéralement plus humain de sélectionner un quart ou un tiers de la population allemande, et de les mettre à mort rapidement en les passant devant un peloton d'exécution ou au moyen de chambres à gaz.* [125]

Il cite Sir William Beveridge disant que cela fut réalisé « *dans un noir moment de colère et de confusion.* » Et il ajoute que si l'humanité ordinaire devait se rebeller à ce spectacle, notre alternative serait de déverser [sur l'Allemagne, NdT] des centaines de millions de dollars par an pour échapper aux conséquences de notre propre vengeance.

125. William Henry Chamberlain, « *The European Cockpit* » (Macmillan, 1947), p. 144.

Tout ceci est exact. Mais je pense qu'il relève d'une erreur absolue de faire peser ces crimes sur les épaules des hommes qui se rencontrèrent en notre nom à Potsdam. Toutes les décisions majeures qui établissent l'incroyable historique de défaites, de maladresses et de sauvagerie avaient déjà été prises bien avant que le président Truman et le secrétaire Byrnes se rendissent à Potsdam. Il est difficile d'établir les marges de manœuvre dont disposaient réellement Truman et Byrnes à Potsdam. La guerre était finie. L'Europe gisait en ruines. Roosevelt avait tout cédé à Staline. Les seules choses qu'il obtint suite à ses propres demandes furent les Nations-Unies, qui furent façonnées selon les désirs de Staline, et le plan Morgenthau. Il serait bien pour nous que nous puissions également imputer ce dernier à Staline également, avec la philosophie impitoyable de qui ce plan est parfaitement en accord, autant qu'il est répugnant à la nôtre.

La vérité toute nue est que Staline surpassa Roosevelt sur chaque point. Ou peut-être serait-il plus proche de la vérité d'affirmer que Roosevelt se surpassa lui-même. Staline n'eut guère qu'à tenir fermement ses positions, faire connaître ses désirs et Roosevelt lui apporta ce qu'il voulait sur les genoux avec obéissance, en pensant qu'il pourrait ainsi adoucir Staline. Il est d'autant plus incroyable, lorsque nous nous rappelons que les choses qu'il apportait sur les genoux de Staline étaient l'existence des petites nations, et les droits des peuples faibles, que nous avions juré de défendre. Et lorsque Truman et Byrnes se rendirent à Potsdam, ils se retrouvèrent confrontés à un bazar épouvantable.

D'un autre côté, ils doivent porter leur part de responsabilité pour le pouvoir qui fut concentré entre les mains de Roosevelt. Mais ici également, il n'est que justice d'affirmer que MM. Truman et Byrnes ne savaient que fort peu de choses au sujet des conférences précédentes. Roosevelt avait conclu des accords tenus secrets non seulement vis-à-vis du peuple, mais également de ses conseillers les plus proches au sein du gouvernement. Il avait conclu avec Staline des accords hostiles aux objectifs de Churchill, en les dissimulant

à ce dernier. Il avait conclu avec Tchang Kaï-Tchek des accords tenus secrets vis-à-vis de Churchill ainsi que de Staline, et des accords secrets portant atteinte aux intérêts de Tchang Kaï-Tchek, sans que ce dernier le sût. Et il avait conclu de nombreux accords secrets restés jusqu'à sa mort inconnus de quiconque au sein de notre département d'État, et qui furent découverts à la dure, se les faisant jeter au visage par Molotov, à l'occasion de moments qui furent des plus embarrassants.

La réalité des accords de Potsdam peut se résumer comme suit : un schéma d'organisation du contrôle de l'Allemagne fut établi, sur la base du plan Morgenthau, qui avait déjà été adopté, mais un peu allégé de sa terrible sévérité originelle. Un conseil de ministres des affaires étrangères fut constitué, comprenant la France, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne et les États-Unis, aux fins d'établir les traités de paix. Et la mise en œuvre de tous les accords devait être supervisée par le Conseil des ministres des affaires étrangères.

Le résultat net de toutes ces conférences et accords fut que notre gouvernement mit entre les mains de Staline les moyens de s'emparer d'un grand bloc du continent européen, le regarder s'en emparer sans intervenir, et finit par consentir à ses conquêtes. Nous lui avons donné les avions, les chars, les transports motorisés, les fusils, le pétrole, et d'autres approvisionnements pour l'équivalent de 11 milliards de dollars, sans lesquels il serait resté impuissant. Nous avons retenu notre attaque contre la forteresse d'Europe en dépit des avis de nos dirigeants militaires, jusqu'à ce que le gros lot fût quasiment empoché par Staline. Puis, lors d'une suite de conférences avec lui, nous lui cédâmes le tout en échange de sa promesse de participer aux Nations Unies selon des conditions lui permettant de saboter le règlement de tout conflit international sérieux au travers de cette organisation.

Rien ne sert d'affirmer que nous ne cédâmes que l'Est de la Pologne, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et des parties de la Roumanie ; car il faut prendre en compte également la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, dont Sta-

line prit le contrôle en violant l'accord qu'il avait scellé avec nous pour y tenir des élections libres. Roosevelt croyait-il réellement que Staline allait tenir des élections libres lorsqu'il convint de laisser le dictateur russe conduire ces scrutins — Staline qui avait depuis des années déjà fait montre de sa manière de gérer des « *élections libres* » en Russie ?

À la fin de tout ceci, la Russie détenait une vaste ceinture de territoires courant de la mer Baltique au Nord, jusqu'à la mer Noire au Sud, comptant onze nations et totalisant une population de 100 millions d'habitants. Elle détenait ces territoires, non pas comme parties de l'Union soviétique, mais comme États fantoches, tous présidés par des Quislings Rouges choisis par Staline en personne, et représentant ce dernier, et non les peuples qu'ils gouvernaient, pas plus que Quisling ne représenta jamais le peuple de Norvège.

3.14 La mort du président

Le récit du déclin de tout homme vers la maladie et la mort suscite de manière naturelle la sympathie de la part du cœur humain. La maladie qui provoqua la mort de Roosevelt était un malheur personnel. Elle fut, d'une autre manière, un malheur pour ceux qui détenaient du pouvoir du fait de sa position. Mais ce fut un acte d'une gravité incommensurable d'impliquer la nation, et peut-être le monde, dans ce malheur. Le million de jeunes hommes membres de nos forces armées qui furent tués ou rendus infirmes, aveugles, ou qui virent leurs vies gâchées à jamais du fait de la guerre ne furent pas victimes d'un moindre malheur que celui-ci, et leur situation de détresse, elle également, attise profondément les sympathies du cœur humain. Est-ce que la nation ne leur devait pas également quelque chose, au moins en ne jetant pas les fruits de leurs souffrances pour répondre aux ambitions d'un seul homme, quand bien même celui-ci fût malade et mourant ?

Il est bien sûr facile d'affirmer que Roosevelt, brisé sur la roue

du service, était avec un immense courage en train d'insuffler sa dernière once de force déclinante au service de son pays. Mais après tout, son pays, en ce moment critique de l'histoire, avait droit à quelque chose de mieux de la part de l'homme aux commandes que les *dernières onces inefficaces de sa force.* Tout au long de la guerre, des décisions capitales durent être prises sur les affaires militaires. Une fois prises, elles durent être réalisées sur le terrain par les soldats. Mais le moment était proche où les décisions à prendre allaient relever du domaine de la diplomatie, et devraient être prises par Roosevelt en personne ; et une fois prises, elles seraient mises en œuvre au sein d'une conférence avec, et dans une certaine mesure, contre, nos alliés. Au moment où j'écris ceci, un juge qui est devenu aveugle est en train de se faire destituer car, bien qu'il puisse être un homme bon, il est incapable d'assumer ses fonctions. Un président, trop malade pour assurer plus de quelques heures de travail par jour, dont les mains tremblaient, dont les énergies s'affaiblissaient, dont l'esprit était usé et qui, par moments, n'était que partiellement conscient de ce qui se passait autour de lui, n'était pas le genre de représentant dont les États-Unis avaient besoin pour se confronter à un Churchill et à un Staline bien plus expérimentés, et bien plus subtils dans la distribution des affaires du monde. Un chef d'État-Major qui aurait été dans les mêmes dispositions physiques que Roosevelt aurait été sommairement remercié s'il n'avait pas eu la décence de présenter sa démission. En temps de paix, un ministre aussi faible que Roosevelt aurait été promptement destitué. Pourtant, ces États-Unis, si puissants dans leurs énergies économiques, si présents sur les mers, dans les airs, sur les terrains de bataille, qui pouvaient ébahir le monde, désormais, au moment crucial de la victoire où ils allaient ou bien cueillir, ou bien perdre les fruits de la victoire, mirent leur destin entre les mains d'un homme déclinant, fatigué et hagard, une coquille vidée de sa substance, se dirigeant peu à peu vers la tombe. Mais les États-Unis n'en avaient pas connaissance.

Le peuple des États-Unis est généreux. Nous étions en guerre

et le président menait les opérations. Une disposition généreuse et patriote du peuple est de passer outre ses sentiments critiques, et d'accorder au dirigeant une loyauté sans condition. Ce fut un péché capital de tirer parti de cette attitude généreuse pour tromper le peuple. Les observateurs avisés disposèrent d'indices évidents mettant à jour la maladie de Roosevelt durant la campagne de 1944 pour les élections présidentielles, malgré tous les subterfuges mis en œuvres pour la dissimuler. Mais lorsqu'il fut dit aux gens qu'il était en bonne forme, en plein possession de ses forces et actif, et qu'« *il était en condition tip-top* », qu'il jouissait d'une « *santé excellente pour un homme de son âge,* » qu'il était un peu fatigué, certes, du fait des charges contrariantes de la guerre — qui ne le serait pas — le peuple crut en ces mensonges. Et lorsque les garanties quant à sa santé furent énoncées par un amiral de la *Navy* délégué à surveiller la santé du président, le même peuple s'indigna des suggestions de ceux qui disaient la vérité. Il ne soupçonna pas que l'amiral, s'il disait la vérité, le faisait, pour reprendre les termes de Merriam Smith, correspondant de l'*United Press*, d'une manière « *trompeuse.* »

La vérité était que Roosevelt était un homme mourant lorsqu'il fut élu, que nombre de personnes membres de son entourage le savaient, que le soin le plus élaboré fut appliqué à dissimuler ce fait au peuple, et que les réticences de ceux qui s'en étaient rendu compte furent justifiées par les événements, car il mourut moins de trois mois après sa quatrième investiture. Le progrès de cette maladie, et les moyens employés pour tromper le peuple, doivent être examinés.

La mort de Roosevelt fut suivie d'une telle phase de spéculations et de tant de critiques formulées contre sa famille officielle que le contre-amiral Ross T. McIntire, son médecin officiel, se sentit astreint à présenter dans un livre son apologie formelle. Cet ouvrage propose un récit connecté de la maladie de Roosevelt, et prétend candidement au statut d'affirmation émise par un homme de science. Durant la campagne de 1944, l'amiral McIntire fit trois

déclarations publiques énonçant que le président était en parfaite santé.[126] Il fit l'objet pour cela de critiques sévères. Il s'agissait d'un officier maritime employé par le peuple pour veiller sur la santé du président, et ces déclarations avaient eu pour effet de duper les employeurs du président, et de l'amiral — à savoir le peuple. Pour rendre justice à l'amiral, il convient d'examiner les fonctions qui étaient siennes. Il était le médecin du président, employé par le gouvernement pour tenir ce rôle. Mais il n'était pas le médecin personnel du président au sens où l'on comprend cette relation dans la vie privée. Il était le médecin du président, mais pas l'employé de celui-ci. Cependant, il faut reconnaître qu'il ne pouvait pas accomplir ses fonctions de médecin sans jouir pleinement de la confiance du président quant à sa santé. Il n'aurait pu espérer disposer de cette confiance et accomplir ses fonctions intelligemment s'il avait fait des déclarations dévoilant les maladies et infirmités dont souffrait le président. Il aurait donc été dans son droit s'il avait, lorsqu'on lui posa des questions sur l'état de santé du président, refusé d'y répondre. Cependant, s'il était justifié de sa part de garder le silence au sujet des affections du président, il relevait également de son devoir envers son employeur — le peuple — de ne pas émettre de déclarations pouvant influencer la trajectoire d'une campagne politique, et promouvant les ambitions politiques du président. M. Merriam Smith, le correspondant qui couvrait la Maison-Blanche pour *United Press*, affirme en défense de McIntire qu' « *à son crédit, McIntire n'a jamais menti au sujet de l'état de santé de Roosevelt. Il a dit la vérité* mais selon des termes pouvant facilement être trompeurs. »[127] L'objet d'une affirmation conçue avec art, énonçant techniquement des vérités, mais conçue pour tromper, devient un sujet grave lorsque nous intégrons le fait que les personnes à duper était les employeurs de l'amiral, le peuple.

126. *Times* de New York, 6 mars, 8 mai, 9 juin, 26 septembre, 13 octobre 1944.

127. Merriam Smith, « *Thank You, Mr. President* » (Harper, 1946).

Pour autant que nous le sachions, la décente de Roosevelt vers cet état qui finit par lui coûter la vie commença après son retour de la conférence de Téhéran, au mois de décembre 1943. Il se rendit à Hyde Park pour les vacances de Noël. Là-bas, selon le Dr. McIntire, il contracta une brève attaque de grippe, suivie d'une infection des bronches. Quoi que fût ce qui l'affaiblit en cette semaine de Noël, le fait reste qu'à partir de ce moment, il consacra, jusqu'au jour de sa mort, moins de la moitié de son temps à la Maison-Blanche. Au cours de l'année 1944, il fut absent de la Maison-Blanche durant 175 jours. Trente jours parmi ceux-ci furent consacrés à un voyage dans le Pacifique, durant un peu plus de 30 jours. Deux semaines environs furent consacrées à la campagne. Moins d'une semaine fut dédiée à la conférence de Québec. Le solde — bien plus de 100 jours — fut passé à *Hobcaw Barony*, en Caroline du Sud, pour reprendre des forces, ou à Hyde Park, ou encore dans une cachette dont disposait le président dans le Maryland.

Nous avons vu comment, suivant la maladie contractée à Hyde Park durant la semaine de Noël 1943, Roosevelt fut indisposé de manière continue jusqu'à ce que finalement, les médecins appelés en consultation conseillèrent qu'il allât prendre le soleil dans le Sud, et qu'il se rendît sur la propriété de Baruch donnant sur l'océan, en Caroline du Sud, où il passa un mois entier pour tenter de reprendre des forces. Et nous avons vu qu'avant son retour à la Maison-Blanche, le docteur McIntire lui assigna un emploi du temps quotidien qui ne lui laissait travailler que quatre heures par jour, dix heures de sommeil par nuit, une heure et demie pour les repas dans sa chambre privée, et le reste de son temps allongé, recevant des soins, ou au repos. Il faut se souvenir que telles étaient les conditions essentielles, non pas à son rétablissement, mais à observer pour le restant de ses jours s'il désirait rester en vie — un programme convenant à tout le mieux à un homme en semi-retraite. Mais le docteur McIntire ne laissa jamais connaître ces conditions jusqu'au moment du décès de Roosevelt, et pour une raison étrange, il ne réalisa même pas à l'époque qu'aucun homme

ne pouvait assurer les terribles responsabilités qui sont celles de la guerre en suivant un tel agenda, et que les contraintes mêmes induites par un tel agenda le rendaient incapable de poursuivre ses hautes fonctions.

De quelle maladie M. Roosevelt fut affligé à Hyde Park et par la suite, qui produisirent des conséquences aussi graves, nous ne connaissons que ce que voulut bien en dire le docteur McIntire. De nombreux autres médecins furent appelés pour examiner le patient, mais aucun de ces praticiens n'a jamais rien déclaré. Cependant, comme la maladie sembla commencer à Hyde Park, une fois rentré de Téhéran, on dispose d'au moins quelques éléments laissant à penser qu'il était loin d'être en bonne santé avant ce moment. Trois hommes ont laissé des écrits au sujet du voyage au Caire et à Téhéran — le Dr. McIntire, Mike Reilly, le chef de l'équipe des services secrets assignés à la protection du président, et Elliott Roosevelt. Le président s'était rendu au Caire par bateau. Mais il voulut transiter du Caire à Téhéran par avion. Reilly nous indique que l'amiral McIntire « *ne voulait pas soumettre certains des membres du groupe aux rigueurs des vols en haute altitude* » mais que « *le président ne faisait pas partie de ces membres.* »[128] Et McIntire apporte volontairement l'information selon laquelle Roosevelt ne subissait pas d'inconfort à voler à haute altitude, et ne faisait montre d'aucun signe d'anoxémie lorsqu'il volait à des altitudes de 10 000 à 12 000 pieds.[129] On pourrait supposer, sur la base de cela, que Roosevelt était bien disposé à voler. Pourtant, il n'avait jamais voyagé en avion depuis son vol vers Chicago lors de son premier discours d'acceptation d'investiture, 11 années auparavant, jusqu'à son voyage à Casablanca — le seul trajet en avion qu'il fit en tant que président avant Téhéran. Cependant, dans son ouvrage, Elliott Roosevelt dénoue ces fils. Il indique à quel point McIntire s'inquiétait au sujet de ce projet de voyage en avion de son

128. Michael F. Reilly « *Reilly of the White House,* » p. 171, 176.
129. Ross T. McIntire, « *White House Physician,* » p. 24.

père. « *Je le dis sérieusement, Elliott,* » dit McIntire, « *Je pense qu'il ne devrait prendre l'avion que jusque Basra, et continuer en repartant de là par le train.* » Elliott voulut savoir à quelle altitude son père pourrait voler, ce à quoi McIntire répondit : « *Pas plus de 7500 pieds* — et c'est le plus haut. » [130]

Elliott en parla au pilote préposé au président, le Major Otis Bryan, qui mena avec Mike Reilly un vol d'inspection aller-retour de Téhéran à Basra, en rapporta que le voyage pouvait être assuré en ne dépassant pas l'altitude de 7000 pieds, ce qui, affirme Elliott, « *fit très plaisir à Père.* » [131] Ici, McIntire et Reilly sont tous les deux pris sur le vif à tromper leurs lecteurs. Ceci se produisit avant Téhéran.

Quelle que fût la maladie qui frappa Roosevelt à Hyde Park au mois de décembre et le maintint en grande partie hors de la circulation jusqu'après la mi-mai 1944, nous savons que McIntire à l'époque fit en sorte qu'un spécialiste en cardiologie de Boston fût intégré aux services de la Navy pour rester en permanence aux côtés de Roosevelt, et que ce cardiologue, le Dr. Howard Bruenn, affirma une année plus tard à Warm Springs qu'il « *ne quitta jamais Roosevelt des yeux,* » ce qui est à tout le moins une prestation inhabituelle, dans le cas d'un patient à qui « *son cœur solide n'a jamais fait défaut,* » comme l'affirme le Dr. McIntire.

Un grand mystère environna cette maladie. La secrétaire Frances Perkins affirme que tout « *le cabinet était au courant qu'il ne s'agissait pas d'un rhume ordinaire.* » À mesure que les réunions du cabinet étaient annulées, « *ils se préoccupèrent de plus en plus.* » Lorsqu'il revint, on comprit qu'il avait pris froid, « *peut-être une pointe de pneumonie, même si cela ne fut pas évoqué et que personne ne posa la question.* » [132] Pourquoi un tel secret vis-à-vis de son propre cabinet même ? Il passait peu de temps à la Maison-

130. Elliott Roosevelt, « *As He Saw It,* » pps. 146-147.
131. Ibid.
132. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew,* » p. 389.

Blanche, mais le fait ne fut pas divulgué. Tout au long du mois de mars, il disparut en pratique des informations divulguées au public, hormis une fois, le 17 mars, jour où il émergea pour appeler les Finnois à arrêter de se battre contre la Russie, notre noble alliée. Le 7 avril, il fit une apparition dans son bureau, et le lendemain partit pour *Hobcaw Barony* pour un mois de repos. Il fut examiné par deux spécialistes avant son départ. McIntire affirme qu'ils trouvèrent « *un degré modéré d'artériosclérose et des changements dans les relevés cardiaques.* » [133] Comme McIntire avait fait mander à titre permanent auprès de Roosevelt un cardiologue, et que c'était l'artériosclérose qui l'avait transformé en vieil homme paraissant dix ans de plus qu'un Churchill âgé de 69 ans, et qui le terrassa une année plus tard, nous avons le droit de supposer que l'amiral-docteur ne traita pas honnêtement le peuple étasunien avec les déclarations idylliques qu'il publia au sujet de l'état de santé du président.

De fait, le Dr. McIntire reconnaît que tout en publiant ces déclarations trompeuses à destination du peuple étasunien, il parlait à Roosevelt de manière très différente en privé. Selon son livre, il affirma au président : « *Peut-être que vous vous sentez bien, mais vous n'avez pas l'apparence de la bonne santé. Votre cou est décharné, votre visage est creusé par de nombreuses rides qui vous font paraître dix années de plus.* » [134] Qu'est-ce qui, selon McIntire, avait imprimé sur ce visage ces rides qui lui « *faisaient paraître dix ans de plus ?* » Cela n'était sans doute pas imputable à cet état de santé « *tip top* », cette « *santé excellente* » qu'il rapportait au grand public. Il avait fait examiner Roosevelt par cinq spécialistes avant de l'autoriser à quitter sa retraite de Hobcaw Barony, et par sécurité, il en fit mander deux de plus. Lorsque Roosevelt rentra à Washington pour y tenir ses journées de quatre heures, il ne passa guère de temps à la Maison-Blanche. Il voulait un lieu de retraite

133. Ross R. McIntire, « *White House Physician,* » p. 184.
134. Ibid. p. 194.

proche de Washington et fit construire pour son usage une résidence dans les montagnes de Catoctin, dans le Maryland. Il y avait là-bas un grand chalet pour lui, un chalet pour les gardes des services secrets, un chalet pour les invités, une petite maison pour les secrétaires et le personnel, un réfectoire pour les employés locaux, et une piscine. L'existence et l'emplacement de cette retraite ne furent jamais divulgués. Roosevelt y faisait référence avec ses correspondants sous le nom de Shangri-La. Et c'était dans cette cachette isolée qu'il se rendait pour échapper aux devoirs pressants de la présidence. Ce fut là, peut-être, sans que le public le sût, qu'il passa le plus gros de son temps. Tel était l'état de santé du président invalide qui se préparait à présent à un quatrième mandat à la présidence, suivant la théorie voulant qu'il fût le seul homme aux États-Unis en mesure de nous représenter lors des négociations de paix et de tenir tête à l'homme de fer qui occupait le Kremlin.

Il faut se rappeler la manière dont, alors que la convention démocrate à Chicago était assemblée, au mois de juillet, Roosevelt avait démarré son voyage vers le Pacifique, s'arrêtant à Chicago pour conférer avec Hannegan, puis à San Diego pour prononcer son discours d'acceptation. Ce fut la photo que l'on prit de lui alors qu'il parlait à San Diego qui choqua les gens. McIntire reprocha la photographie révélatrice aux photographes, comme s'ils avaient commis une sorte de crime en ne la trafiquant pas pour supprimer la vérité. On nous demande de croire que Roosevelt s'exposa aux « *rigueurs* » de ce voyage dans le cadre de ses devoirs de commandant en chef. Un dirigeant qui avait été contraint de rester éloigné de son bureau aussi longtemps s'absentait désormais pour un mois de plus à la simple fin d'aller passer en revue des soldats, des hôpitaux et des bases insulaires, loin du seul endroit où, en tant que chef, il pouvait réellement prendre des décisions — à savoir à Washington, là où étaient concentrés l'ensemble des directions de l'armée, de la marine, et de la diplomatie. Sa conférence avec MacArthur et Nimitz ne dura que quelques heures. L'ensemble de ce voyage fut une longue vacance pour Roosevelt, hormis l'emphase strictement

théâtrale et accessoire mise sur le commandant en chef parti dans le dur des combats du Pacifique. Cependant, lors de son voyage, la réalité épouvantable de sa condition physique fut révélée aux commandants de Honolulu. Ils furent choqués de son apparence, malgré son long et reposant voyage en mer. C'est ici que pour la première fois, nous voyons évoqués les trous d'incongruité dans lesquels sa conversation pouvait tomber. C'est là que lors d'un dîner, il s'assit pour lire un bref discours. Soudainement, il bafouilla et se tut, ses yeux se firent vitreux, sa conscience s'éloigna de lui. L'homme assis à ses côtés l'encouragea, le secoua un petit peu, désigna la ligne du texte où il s'était arrêté et affirma : « *C'est ici, monsieur le président, que vous en êtes.* » Faisant un effort, il reprit sa lecture. [135] Lorsqu'on le déplaçait en fauteuil roulant depuis ses quartiers, des officiers remarquèrent que sa tête penchait vers l'avant, la mâchoire librement pendante. Il rentra à Washington le 18 août. Ce fut un long interlude reposant. Pourtant, bien qu'il fût mentalement ragaillardi, Merriam Smith, le correspondant d'*United Press*, affirma qu'« *il était physiquement fatigué.* » Mais tout ceci resta dissimulé aux électeurs.

Roosevelt faisait le projet de ne guère s'impliquer dans la campagne, car il n'aurait pas joué à armes égales, mais il décida de prononcer quelques discours à Washington, New York, Boston et Chicago, et quelques brèves allocutions sur le chemin séparant ces villes. Les discours de Washington et de New York convainquirent certains des docteurs avec lesquels je me suis entretenu qu'il approchait de la fin de sa vie. Le cerveau est la salle de contrôle du corps. Chaque partie du corps est contrôlée depuis quelque compartiment de cette extraordinaire salle d'instruments. Le visage est l'un des organismes musculaires les plus complexes du corps. Il est capable de réaliser en simultané un grand nombre d'opérations musculaires

135. Cet incident m'a été relaté par un officier haut gradé assis à peine à quelques mètres de Roosevelt durant le dit incident, et il a été corroboré par d'autres personnes présentes à ce moment-là.

complexes en même temps — ricaner, sourire, froncer les sourcils, déplacer les yeux, et avec l'aide des lèvres et de la langue, former l'ensemble de notre vocabulaire. Et l'ensemble de ces fonctions multiples est dirigé depuis des sections séparées du cerveau. Un spécialiste regardant un tel visage au cinéma, et entendant son discours sur les ondes, est en mesure de détecter les difficultés ou les échecs par lesquels le cerveau peut manquer d'obéir à la volonté, les syllabes marmottées, les mots restés incomplets, les muscles faciaux flasques et restant sans réponse, autant de symptômes qui indiquent à l'expert qu'il existe une perturbation cérébrale d'une forme ou d'une autre. Des médecins, et tout particulièrement des neurologues, qui virent les photographies de Roosevelt, ou entendirent sa voix sur les ondes, prédirent qu'il serait mort dans l'année. Mais le docteur McIntire sembla rester sourd à ces avertissements. Sans doute Sidney Hillman et Henry Wallace étaient-ils au courant. Et ainsi, nous assistâmes à cette cabale visant à s'emparer de la présidence des États-Unis au bénéfice de Wallace en passant par sa re-nomination au poste de vice-président — un dessein qui avec l'aide de Roosevelt, frôla la réussite.

Tout ce qui fut réalisé lors de la campagne fut conçu, tout en fatiguant le moins possible le cerveau et le cœur de Roosevelt, pour créer l'impression qu'il allait bien et restait fort. Le discours prononcé lors du dîner des *Teamsters* avait été préparé par Robert Sherwood et constituait une manœuvre de dramaturge pour faire entrer Roosevelt dans le rôle d'un blagueur heureux, joyeux et insouciant. Le voyage à New York pour le faire paraître dans les rues visait à le montrer menant une campagne mouvementée. La pluie qui l'arrosa n'avait pas été prévue, mais participa à cet effet. Bien entendu, il resta durant tout ce temps assis dans une grande limousine, couvert d'épaisses fourrures, un radiateur électrique sous le siège et un second aux pieds. On ne saurait dire si la pluie lui fit du bien ou non. Mais elle réussit parfaitement à leurrer la population à croire que le président était en forme et à pied d'œuvre. Lors de la nuit des élections, il se trouvait, comme d'habitude, à Hyde

Park. Merriam Smith écrit que lorsqu'il revint sous le porche, les retours indiquaient le résultat : « *il semblait plus âgé que je ne l'avais jamais vu, et a prononcé un discours sans intérêt.* » Cette nuit-là, à la maison Nelson, à Poughkeepsie, les journalistes discutaient politique. Smith affirme que « *l'ensemble de leurs débats portait sur sa capacité de survivre à son quatrième mandat. Ceux qui pensaient qu'il le pourrait appartenaient à la minorité convaincue.* » [136]

Après les élections, Roosevelt fut absent des nouvelles pour quelque temps. Il se dit que peu avant les élections, il avait subi un nouvel épisode de perte totale de conscience, très semblable à celui qui l'avait frappé à Honolulu. Il resta à Hyde Park jusqu'au 10 novembre, et resta non exposé médiatiquement jusqu'au 28 novembre. Ce jour-là, il se rendit à Warm Springs pour une nouvelle session de repos, jusqu'au 23 décembre, puis il rentra à Hyde Park pour les vacances de Noël. Le Dr. McIntire s'emploie à nous convaincre que les problèmes découlant de son refus de souscrire à son agenda de semi-retraité resta sans conséquences pour lui. Du jour des élections au 1er janvier, il resta en retraite quasiment totale. Il ne suivait même pas la maigre routine prescrite par McIntire.

Alors que sa quatrième investiture approchait, une ou deux réunions de cabinet furent annulées. La secrétaire Perkins affirme que le consensus était que le président était très occupé. Comme il s'apprêtait à partir pour la conférence de Yalta, on supposait qu'il passait beaucoup de temps à s'y préparer. Le Dr. McIntire lui fit des remontrances, mais il affirme que Roosevelt refusa de les entendre. Le Dr. McIntire conservait à l'esprit le conseil selon lequel son patient, s'il voulait rester en vie, ne devait travailler que quatre heures par jour. Il semble qu'il ne fut pas frappé qu'un président ne puisse pas travailler ainsi. Le jour précédent l'investiture, une réunion de cabinet fut tenue. La secrétaire Perkins dit que Roosevelt n'avait pas très bonne mine. Ses vêtements paraissaient trop grands, son visage était mince, tirant sur le gris, et il avait

136. Merriam Smith, « *Thank You, Mr. President,* » p. 159.

les yeux mornes. Chacun dans la pièce eut la même perception, et pensa qu'il ne fallait pas le fatiguer. Après la réunion du cabinet, Miss Perkins demanda à le voir. Elle lui avait dit qu'elle comptait prendre sa retraite et avait préparé ses papiers en vue de son départ. Elle voulait une discussion d'adieux. Lorsqu'elle entra dans la pièce, « *il était vraiment affreux.* » Il avait la « *pâleur, la couleur gris profond qui marque un homme malade depuis longtemps.* » Il était assis sur un fauteuil de bureau, les mains portées à sa tête comme pour la maintenir droite. Les deux heures qu'avait duré la réunion de cabinet en avaient fait une épave. Il avait les mains qui tremblaient. Il la supplia piteusement de reporter son départ. En partant, elle murmura à un préposé de ramener son fauteuil et de le faire s'allonger. Elle mentionne le sentiment de peur qui la traversait alors qu'elle se rendit à son bureau. Elle fit venir sa secrétaire à son bureau et ferma la porte. Elle dit : « *Ne le dites pas à âme qui vive...Je ne peux pas le supporter. Le président a une mine épouvantable. Je crains qu'il ne soit malade.* » Et quelques jours plus tard, l'épouse de Henry Wallace déclara à Frances Perkins, qu'elle aussi avait peur. Elles convinrent de ne pas en parler autour d'elles.[137] Le spectacle de cet homme mourant suffisait à écraser une femme qui figurait parmi ses amis les plus chers, qui avait reçu de sa main les plus grands honneurs, et qui lui était dévouée. Il suffisait à lui faire peur. Mais cet homme s'apprêtait à prêter serment, sous 24 heures, pour devenir pour quatre années de plus président des États-Unis. C'était ce fantôme gris et étiolé qui s'apprêtait à être investi de nouveau de l'autorité et du devoir de se rendre, sous 48 heures, à la rencontre du sinistre et sombre dictateur des Russes pour réorganiser les affaires du monde.

Il partit pour Yalta le jour suivant son investiture. Durant le trajet, il resta confiné dans sa cabine. Comme nous l'avons vu, il resta dans l'incapacité de tenir la moindre conférence avec M. Byrnes, qui l'accompagnait en tant que conseiller. Il n'émergeait

137. Frances Perkins, « *The Roosevelt I Knew,* » p. 391.

de sa cabine que pour les repas ou pour voir un film, en fauteuil roulant. Pourtant, McIntire affirme qu'il « *parvint à Yalta en bonne forme.* » La nation fut choquée par les photos qui y furent prises et publiées. Tout était de la faute des photographes, selon McIntire. Mais pourquoi les mêmes photographies ne montraient-elles pas Churchill, sept années plus âgé, et Staline, de deux années l'aîné de Roosevelt, d'autant plus gris, usés et malades ? [138] Lorsque la conférence prit fin, Roosevelt prit la route du retour. McIntire affirme : « *Vital était le bon mot pour désigner Roosevelt.* » [139] Il décrivit le président sur le chemin du retour comme passant le plus gros de ses journées en compagnie de Sam Rosenman, attelé au « *travail laborieux* » consistant à préparer son discours face au Congrès. Mais le journaliste Smith, d'*United Press*, affirma qu'il passait le plus gros de ses journées assis sur le pont au soleil, jouant au solitaire et lisant des romans policiers.

McIntire reconnaît qu'en prononçant le discours de Yalta, Roosevelt fit montre de signes de fatigue. À son retour, il se rendit à Warm Springs pour se reposer. Mais il projetait de mener d'autres voyages — des voyages plus épuisants, selon la pensée de McIntire lorsqu'il s'intéressait à expliquer la vie robuste de Roosevelt. Il projetait de se rendre à San Francisco pour la rencontre inaugurale des Nations Unies, puis dans le Pacifique, et jusqu'en Chine. De toute évidence, aucune charge importante liée à la présidence n'exigeait de lui de se rendre dans le Pacifique ou de voyager en Chine. Ses devoirs étaient à domicile. Mais ces voyages, en dépit du battage médiatique, étaient pensés comme des voyages d'évasion, des expédients pour éviter les corvées de la présidence qu'il était absolument incapable de remplir, de longues journées de repos sur des navires consacrées à se reposer, ne rien faire et dormir.

138. Voir ici une vidéo britannique de propagande, diffusée par *Gaumont — British News*, montrant les trois hommes : https://www.youtube.com/watch?v=sGalZTP1sT8, NdT

139. Ross R. McIntire, « *White House Physician,* » p. 232.

Roosevelt arriva à Warm Springs le 30 mars. Le 12 avril, il était mort. Mais ses médecins n'abandonnèrent pas un seul instant leur détermination à le faire paraître comme un homme en bonne santé. McIntire affirme que le 5 avril, il « *se sentait bien.* » Pourtant, ce même jour, les correspondants qui furent autorisés à entrer son cottage, alors qu'il recevait Osmena, le président philippin, de manière strictement formelle, le décrivirent d'une triste manière. Il avait « *plus que jamais* » les mains qui tremblaient, ce qui induit qu'elles tremblaient d'habitude, mais que ce jour-là était pire que les autres. Elles tremblaient à tel point qu'il eut des difficultés à sortir une cigarette de son étui. Smith écrit qu'au cours des six derniers mois, son audition avait été gravement affectée, et que sa voix, jadis si forte qu'elle pouvait faire trembler les fenêtres, était devenue si faible qu'on ne le comprenait pas toujours. Pourtant, lorsqu'il mourut et que les journalistes arrivèrent à son cottage, les premiers mots du Dr Bruenn furent : « *Il se sentait bien. Il était terriblement fatigué le jour où il est arrivé ici. Mais vous l'avez vu l'autre jour (le 5 avril)* — n'était-il pas de bonne humeur ? » Smith répondit : « *Oui, il était de bonne humeur. Mais il n'avait pas l'air en bonne santé.* »[140] Ses médecins semblaient être les seuls à ne pas constater ce fait.

Dans son ouvrage, l'amiral McIntire s'appesantit lourdement sur la terrible épreuve que les voyages constituaient pour Roosevelt. Après avoir décrit les voyages et exagéré astucieusement leurs rigueurs, il affirme : « *J'affirme qu'un homme malade et diminué n'aurait pas pu mener ces voyages, qui exigeaient des efforts mentaux et physiques.* »

Le docteur joue de la conception que le lecteur moyen se fait des voyages, comme il les pratique lui-même — se hâter pour prendre le train, patienter dans la queue pour acheter ses billets, se frayer un chemin dans la bousculade. Ce n'est pas de cette manière que le président voyageait. Sans qu'il ait la moindre pensée à accorder

140. Merriam Smith, « *Thank You, Mr President,* » p. 173.

à l'organisation, sa limousine l'amenait jusqu'à une gare spécialement conçue, puis sur son fauteuil roulant, et jusqu'à un ascenseur, qui l'amenait à un wagon privé doté d'une vaste équipe, et de tous les luxes possibles. Le wagon avait été conçu spécialement pour lui, et lui était offert par les gestionnaires des voies ferrés qu'il adorait fustiger comme étant des royalistes économiques. Puis, un grand vaisseau de guerre, spécialement équipé de rampes d'accès et d'ascenseurs pour lui, pour un coût de cent mille dollars ou plus, et de nombreux employés prêts à répondre au moindre de ses appels. Ces voyages, qui impliquaient de longues journées sur l'océan et seulement quelques jours passés aux destinations évoquées, lui apportaient le temps de se reposer complètement, de dormir dans sa cabine et de prendre le soleil sur le pont. Un homme malade n'aurait pu demander une forme de repos plus agréable — dix jours sur le Pacifique et autant pour le voyage retour, des médecins s'occupant de lui, des masseurs pour lui prodiguer de l'exercice sans le moindre effort de sa part, chacune de ses lubies étant anticipée et satisfaite. L'objet principal des longs voyages était le repos. Il aurait pu prendre l'avion, comme il le fit pour se rendre à Casablanca, mais les longs voyages sur l'océan avaient été choisis pour leurs aspects réparateurs et parce qu'ils ne bousculaient pas ses énergies.

L'une des rumeurs les plus communes au sujet de Roosevelt était qu'il avait eu une crise cardiaque, ou un AVC. McIntire écrit : « *Le président n'a jamais eu d'attaque cérébrale, n'a jamais eu de graves problèmes cardiaques, et n'a jamais subi d'autre opération que l'ablation d'un kyste et l'extraction d'une dent infectée.* »[141] De même, Mike Reilly, le chef du détachement des Services Secrets, écrit : « *Je peux jurer sur ce que j'ai de plus cher que le Boss n'a jamais eu de crise cardiaque et qu'il ne fut jamais gravement malade au cours des dix années durant lesquelles j'ai travaillé pour*

141. Ross T. McIntire, « *White House Physician,* » p.15.

lui, jusqu'au jour de sa mort. »[142]

Examinons ces affirmations de près. Je pense qu'il est exact que Roosevelt ne subit jamais de crise cardiaque. Quant à subir une attaque cérébrale, il s'agit d'une autre affaire. Le terme d'« *attaque* » a une signification technique. Il peut être usité pour décrire une thrombose cérébrale générale, c'est-à-dire un caillot qui se forme dans l'un des vaisseaux sanguins les plus importants du cerveau, ou une hémorragie faisant suite à la rupture d'un vaisseau — et provoquant la mort ou la paralysie d'une partie du corps. Cependant, un homme dans l'état de santé de Roosevelt pouvait connaître une condition physique qui aurait été moins grave — un spasme d'un vaisseau sanguin produisant une subite et temporaire semi-inconscience, telle que celle qui frappa Roosevelt lors du dîner à Honolulu, et que ceux qui étaient assis auprès de lui avaient perçue. Il présenta un symptôme semblable à la Maison-Blanche en présence d'un visiteur éminent, quelques jours à peine avant le voyage de campagne à New York. Cela serait appelé, non pas une attaque, mais un spasme vasculaire cérébral. Dans le cas d'une hémorragie cérébrale, une rupture d'un vaisseau sanguin se produit, ce qui inonde les tissus voisins et met hors d'usage les sections ainsi affectées, ayant pour conséquence de paralyser les fonctions des régions du corps pilotées par ces régions du cerveau. Si elle est assez grave ou qu'elle perdure dans le temps, elle peut déboucher sur la mort. Une occlusion cérébrale est la conséquence non pas d'une rupture, mais d'un goulet d'étranglement des vaisseaux sanguins dans le cerveau — le plus souvent par des dépôts de calcaire — qui diminuent l'afflux sanguin ou bouchent totalement une section du cerveau pour une brève période, voire même durant une ou deux minutes, et produisent un intervalle d'imprécision mentale ou de demi-conscience, voire d'inconscience totale jusqu'à la fin du spasme et que l'afflux sanguin revienne à la normale. Ce symptôme est semblable à ce que l'on désigne sous le nom d'angine de poi-

142. Michael F. Reilly, « *Reilly of the White House,* » p. 196.

trine, qui voit les vaisseaux amenant le sang au cœur se boucher ou s'occulter. Mais le cœur ne peut fonctionner sans afflux sanguin durant plus de deux minutes sans déboucher sur la mort, et des attaques telles que celles que Roosevelt subit au cerveau par suite d'occlusions cérébrales auraient été fatales au niveau du cœur.

Roosevelt ne subit peut-être pas d'attaque cérébrale, mais souffrit sans doute plus d'une fois d'occlusion cérébrale, chose distincte d'une hémorragie cérébrale. Il n'eut peut-être pas de crise anginaire, mais il y avait bien quelque chose qui menaçait son cœur, qui produisait une détérioration physique accélérée, et qui avait amené le Dr McIntire à le mettre durant plus d'une année sous surveillance constante d'un cardiologue spécialisé.

L'amiral McIntire place beaucoup de foi dans une suite de vérifications médicales, dont il publie certaines dans son ouvrage et qui, nous assure-t-il, révélèrent que Roosevelt était dans un état de santé généralement sain. Mais quelle est la valeur de ces vérifications, alors que sous ses yeux, son patient se flétrissait peu à peu, perdait du poids, devenait de plus en plus pâle, voyait de temps à autre son discours perdre son sens, se faisait de plus en plus apathique et faisait montre d'un œil vitreux ? Chaque personne qui s'approcha de Roosevelt le constata. Les journalistes commentèrent ces observations. Miss Perkins fut horrifiée lors de son investiture. Ed Flynn, son directeur de campagne, écrit qu'il avait remarqué la détérioration mentale de Roosevelt avant qu'il fût élu pour son troisième mandat, avec par exemple ses retards de réactions. Merriam Smith remarqua les tremblements de ses mains, les saccades dans son discours, ses paroles hors de propos, la faiblesse de sa voix.

Il n'existe en réalité pas d'échappatoire pour les hommes qui constituaient l'entourage immédiat de Roosevelt. Il était devenu absolument inapte à ses hautes fonctions bien avant les élections. Il se mourait, d'abord à petit feu, puis de plus en plus rapidement. Et à ses côtés, son principal conseiller était également un homme mourant — Harry Hopkins. Hopkins s'était fait retirer une partie de l'estomac par suite d'ulcères, et s'en était suivie ce que l'on

appelle une gastro-entéroromie. Par la suite, il eut des problèmes de foie, et sa vésicule biliaire ne produisit plus la bile nécessaire à la digestion. Il devint dépendant des comprimés lui apportant la bile nécessaire à la digestion. Il subit une seconde opération pour tenter de remédier à ce problème. Le diagnostic le plus probable était un cancer du plyore, mais on n'en trouva jamais chez lui, et l'opinion finale fut qu'il mourut de maladie cœliaque. En tous cas, à l'issue de sa seconde opération, il mourut peu à peu de faim, et restait parfois assis dans un état où il était n'était qu'à moitié conscient de son environnement. Ces deux hommes mourants, quittant peu à peu le monde des vivants, avaient été délibérément remis au pouvoir au travers des élections de quatrième mandat, par une tromperie savamment orchestrée contre le peuple étasunien et contre certains au moins des dirigeants du parti démocrate. Voici qu'était commis un crime contre une grande nation, qui avait réalisé des sacrifices considérables, et contre la paix et la sécurité du monde, en un moment de très grand danger. L'histoire prononcera son verdict sur ceux qui s'en rendirent coupables.

Après la mort de Roosevelt, ce fut tout un train de rumeurs qui se mirent à circuler quant aux causes du décès. Et ces rumeurs ont persisté à ce jour. Il fut touché à 13h15, et mourut à 16h35. Le Dr. McIntire fut immédiatement mis au courant de l'attaque à Washington, et lui-même, Mme Roosevelt et Steve Early partirent immédiatement en avion pour Warm Springs, et y arrivèrent à 23h00. Ils décidèrent immédiatement qu'aucune autopsie ne serait pratiquée. Le corps fut consigné dans son cercueil, et des ordres furent émis, interdisant qu'il fût ouvert. Il fut retiré de Warm Springs le lendemain matin à 9h00. Il arriva à Washington le lendemain — le 14 — et après avoir gît fermé quelques heures durant, le cercueil fut amené durant la nuit à Hyde Park pour être enterré le lendemain. Par le passé, la coutume voulait que les restes des présidents décédés reposent au Capitole. Cela ne fut pas le cas. Lorsque le président eut son attaque, étaient présents dans le cottage l'artiste, Mme Schoumatoff, qui peignait son portrait, ses deux cousins,

son valet, et plusieurs autres personnes. L'artiste, une Russe, reçut pour ordre de partir sur le champ. Elle prit le train sans délai, et ne fut localisée que deux jours plus tard, à Locust Valley. Comme elle était russe, d'étranges histoires furent établies pour la circonstance, selon lesquelles le président avait reçu une balle. D'autres récits énoncèrent qu'il se tira lui-même une balle, qu'il prit du poison ou qu'il lui en fut administré, et une autre histoire relate qu'il conduisit jusqu'à une falaise et tomba, que le corps fut ramassé et ramené dans la maison, que le croque-mort, à son arrivée, le trouva avec un bandage sanglant autour de la tête, etc.

Ces récits ne contiennent bien entendu aucune vérité. On comptait trois personnes dans la pièce lorsque le président subit l'hémorragie cérébrale terminale. Son valet noir le vit juste après, et le transporta jusqu'à sa chambre. Par la suite, le Dr. Howard Bruenn, le Dr. James Paullin et le Major George Fox, son masseur, étaient à son chevet, et à un moment Mike Reilly y fut également. Trois personnes étaient dans la pièce au moment du décès du président. Il n'existe aucune raison d'aucune sorte de supposer que les circonstances de son décès furent différentes de celles qui ont été officiellement décrites. Il mourut d'une hémorragie cérébrale provoquée par l'artériosclérose qui avait lentement progressé au cours des dix-huit mois précédents. L'attaque ne fut guère que l'épisode final d'une maladie qui avait manifesté tous ses symptômes habituels, et qui fut dissimulée au peuple étasunien.

L'amiral McIntire n'est pas le premier médecin à se retrouver dans la tourmente du fait de la notoriété de son patient, et à estimer nécessaire de produire un ouvrage pour se défendre. À Sainte-Hélène, le gouvernement britannique avait mis son prisonnier illustre, Napoléon 1er, aux soins d'un médecin. Il s'agissait du Dr. Francesco Antomarchi, un Corse, qui pour autant ne semblait pas particulièrement dévolu à son compatriote déchu, et qui échoua singulièrement à gagner la confiance de Napoléon. Le Dr. Antomarchi persista jusqu'à la fin à croire que son patient royal n'était pas gravement malade. Napoléon s'était convaincu que son

médecin ne savait pas ce qu'il faisait, et que les remèdes qu'il prescrivait lui faisaient en réalité du tort. Napoléon tenta sa chance et lorsque le docteur eut le dos tourné, il passa la mixture que ce dernier venait de préparer à son intention à un aide, qui l'avala et fut pris immédiatement de violents désordres internes. L'empereur dénonça Antomarchi comme assassin. Le Dr. MacLaurin,[143] qui a écrit des choses intéressantes sur cette affaire, observe que selon les symptômes désormais connus, et même en l'état des connaissances médicales de l'époque, le plus imbécile des médecins aurait su que l'empereur était gravement malade. Napoléon mourut peu de temps après l'incident décrit ci-avant, d'un cancer de l'estomac. En cette instance, plutôt que refuser de pratiquer l'autopsie, Antomarchi en réalisa une de lui-même pour prouver qu'il n'existait pas d'autre symptôme qui aurait pu l'informer de la présence du cancer, et il écrivit un ouvrage sur le sujet.

Roosevelt mourut d'une hémorragie cérébrale massive découlant d'une artériosclérose progressive, que le Dr. McIntire affirme n'avoir pas observée, et dont il insiste sur l'idée que les connaissances médicales ne sont pas avancées au stade permettant de prévoir l'occurrence d'une hémorragie cérébrale en instance. Il nous dit qu'il discuta de ce sujet avec de nombreux excellents praticiens, et qu'il n'a jamais pu en trouver un seul prêt à affirmer « *que l'on peut prédire* quand *un homme aura une hémorragie cérébrale, ou* quand il n'en aura pas. » (texte mis en emphase par l'auteur) Une analyse soigneuse de cette affirmation permet d'établir que le docteur s'appuie sur la lecture rapide que le lecteur inattentif fera de ses mots. Bien entendu, on ne peut guère trouver de médecins pour affirmer « *quand* » un homme aura une hémorragie cérébrale, et « *quand* » il n'en aura pas. Cela n'est pas le sujet. Bien peu de médecins peuvent savoir combien de temps les vaisseaux sanguins tiendront face à la tension qu'ils subissent en cas d'artériosclérose. Ils ne peuvent pas prédire *le moment* où une hémorragie va se

143. C. MacLaurin, « *Post Mortem,* » p. 208.

produire. Mais ils peuvent affirmer qu'un homme subira une telle attaque à un moment imprévisible, et ils peuvent pratiquer une estimation raisonnable de ce pronostic. Ils ne peuvent pas, comme l'indique avec sagacité le docteur McIntire, affirmer que cela n'arrivera pas demain, la semaine prochaine, ou le mois prochain. Mais ils peuvent affirmer que les conditions sous-jacentes à la survenue, à un moment non prévisible, d'un tel désastre, sont bien présentes. Même au mois de janvier 1944, les médecins établirent ce que McIntire appela un « *degré modéré* » d'artériosclérose. Et il est sûr que c'est bien cette maladie qui provoqua l'attaque du 12 avril 1945. Et il est également sûr qu'il y avait des éléments évidents de grande détériorations à la fois physiques et mentales — les tremblements des mains, la perte de poids et l'amaigrissement choquant, la terrible fatigue, l'incapacité à coordonner les muscles du visage, les intervalles d'incohérence dans les propos tenus, et plus d'une instance d'occlusion cérébrale. Il y avait sans aucun doute quelque chose qui n'allait pas du tout chez ce patient, et sans aucun doute mourut-il de la maladie et des causes même que prédirent des médecins qui ne le virent que de manière occasionnelle, ou au cinéma, ou entendirent à la radio. McIntire, à l'instar d'Antomarchi, écrivit un ouvrage sur son patient et sa mort, mais contrairement à Antomarchi, il ne pratiqua pas d'autopsie. Une autopsie aurait pu révéler des attaques antérieures.

Ce n'est pas une simple question de maladie qui mit fin à la vie de Roosevelt. La mort de Roosevelt n'est pas le point le plus grave. Après tout, au décès de chaque président, il existe un vice-président pour prendre sa place. Le grave affront consiste à imposer au pays un invalide désespéré, incapable selon le propre récit de McIntire d'assurer les devoirs de la présidence, au moment d'une grande et terrible urgence nationale. [144]

144. Pour examiner les faits relatifs à la mort de Roosevelt, j'ai travaillé avec l'appui d'éminentes autorités médicales.

3.15 Le mythe Roosevelt

Lorsque les tambours de guerre se mirent à résonner, ce fut un grand voile doré qui fut descendu sur la scène étasunienne, et tous ses acteurs ne seraient visibles qu'au travers de ce voile. Derrière lui, ils prirent des postures — hommes d'État, généraux et amiraux — dans le rôle de héros. Et élevée au-dessus d'eux, posant dans la gloire des éclairages de scène, décorée par la propagande de toutes les vertus d'un dieu national, se trouvait la figure du Dirigeant. Lorsque le champ de bataille est éloigné, la guerre est le plus grand de tous les spectacles. C'est la plus grande de toutes les envolées. L'argent coule à flots et pour des millions de gens, cette scène restera la plus floue mais la plus abondante des mémoires de toute leur vie. Les lumières ont été éteintes, les orchestres ont cessé de résonner, les machines de propagande ont doucement été réduites au silence, et peu à peu, la vie, la scène et les acteurs reprennent leurs dimensions normales. Malgré tout ceci, nombreux sont les braves gens aux États-Unis à continuer de chérir l'illusion selon laquelle Roosevelt produisit un tour de force époustouflant pour remettre à flot ce pays. Ils croient qu'il prit notre système économique au moment où il était dans une épouvantable ornière, et qu'il le remit en fonctions à pleine puissance. Qu'il se positionna du côté des masses sous-privilégiées. Qu'il transféra le pouvoir des grands barons du monde des affaires aux simples travailleurs des États-Unis. Qu'il fit plier les aventuriers de Wall Street, et accorda la sécurité aux humbles hommes et femmes de notre pays. Et par-dessus tout, qu'il nous guida dans une grande guerre pour la démocratie et la liberté, et sauva la civilisation en Europe.

Mais aucune de ces affirmations ne tient la route. Il ne rétablit pas notre système économique pour lui rendre sa vitalité. Il le modifia. Le système vers lequel il nous fit déraper ressemble plus au système réglementé, bureaucratisé, soutenu par l'État qui était celui de l'Allemagne avant la première guerre mondiale, qu'à notre propre ordre traditionnel. Avant son régime, nous vivions sous un

système qui dépendait pour son expansion de capitaux privés insufflés dans des entreprises privées. Désormais, nous vivons dans un système qui dépend du gouvernement pour son expansion et sa vitalité. Il s'agit d'une importation de l'Europe d'avant-guerre — importée au moment où elle tomba dans la désintégration la plus totale en Europe. Aujourd'hui, aux États-Unis, une personne sur quatre dépend pour sa subsistance de l'emploi créé ou bien directement par le gouvernement, ou bien par quelque industrie soutenue par des fonds du gouvernement. Dans ce système de substitution, le gouvernement confisque au travers de taxes ou d'emprunts les économies de tous les citoyens, et les investit dans des entreprises non productives afin de créer de l'emploi. Voici l'image de l'économie étasunienne de nos jours : des taxes qui confisquent les économies de tout citoyen, une dette publique de 250 milliards de dollars à comparer aux 19 milliards de l'avant-Roosevelt, un budget gouvernemental de 40 milliards au lieu de quatre avant Roosevelt, une inflation qui double les prix et réduit les travailleurs des déciles inférieurs au statut de pauvres tout aussi assurément que le chômage lors de la dépression, un plus grand nombre de gens dépendant des subsides du gouvernement que lorsque nous avions 11 millions de chômeurs, des Étasuniens piégés par les désastres économiques et les querelles politiques de toutes les nations qui vivent sur terre, et un système de militarisme permanent ressemblant fortement à ceux que nous avons considérés avec abhoration en Europe des décennies durant, des fonctionnaires essaimant autour de chaque domaine de nos vies, et le président demandant plus de pouvoir, davantage de régimentation des prix, davantage de régulations et davantage de milliards. Est-ce que cela ressemble à la scène traditionnelle étasunienne ? Ou bien est-ce que cela ne ressemble pas davantage au système établi par Bismarck en Allemagne au siècle dernier, puis imité par tous les petits Bismarck d'Europe ?

Non, Roosevelt n'a pas remis sur pied notre système économique. Il n'en a pas construit de nouveau. Il y a substitué un vieux, qui vit de crises permanentes et prospère sur une économie de l'ar-

mement. Et il a fait cela, non en suivant un processus d'architecture et de construction ordonné, mais par une suite de gaffes, agissant une étape après l'autre, butinant d'un problème au suivant, jusqu'à ce que nous en arrivions désormais à cette forme de système économique soutenu par l'État qui va continuer de dévorer petit à petit le système privé jusqu'à sa disparition totale.

Il n'a pas rétabli notre système politique à sa pleine puissance. On peut apprécier la forme qu'il lui a donnée à force de le battre, mais cela ne peut être considéré comme un ouvrage de réparation. Il a modifié notre système politique en usant de deux armes — des dotations de type *chèque en blanc* par le Congrès, et un processus législatif sur ce même principe de chèque en blanc consenti par le Congrès. En 1933, le Congrès abdiqua d'une grande partie de ses pouvoirs en lui mettant des milliards entre les mains au travers d'une dotation-couverture à dépenser selon son bon vouloir, et adopta des lois générales le laissant à discrétion, au travers de grands bureaux du gouvernement par lui désignés, remplir les détails des mesures législatives.

Ces deux erreurs funestes lui accordèrent un pouvoir dont il fit un usage implacable. Il en fit usage pour briser le pouvoir des États et pour déplacer ce pouvoir à Washington, ainsi que pour briser le pouvoir du Congrès et le concentrer entre les mains de l'exécutif. La finalité de ces deux trahisons — l'éclatement de notre système économique et la torsion de notre système politique — ne peut être que l'État à économie planifiée, qui, que ce soit sous la forme du communisme ou du fascisme, domine aujourd'hui l'ensemble du continent européen. Le système capitaliste ne peut pas vivre sous ces conditions. Le système de gouvernement librement représentatif ne peut pas survivre à une économie planifiée. Une telle économie ne peut être administrée que par un gouvernement dictatorial, capable de mettre en œuvre les directives qu'il produit. Le seul résultat de notre système actuel — à moins que nous ne renversions le mouvement — doit être l'extension graduelle du secteur fasciste et la disparition graduelle du système de libre entreprise conjugué

à un gouvernement de libre-représentation.

On trouve des hommes pour défendre honnêtement une telle transformation. Ils sont au moins honnêtes. Ils croient en l'Économie Planifiée. Ils croient en un gouvernement hautement centralisé, opéré par un exécutif puissant. Ils n'affirment pas que Roosevelt a sauvé notre système. Ils affirment qu'il nous en a donnés un nouveau. Cela est logique. Mais nul ne peut chanter les louanges de Roosevelt pour cela, puis insister sur l'idée qu'il aurait rétabli nos systèmes politique et économique traditionnels pour leur rendre leur ancienne vitalité.

L'illusion la plus tragique au sujet de cet homme est celle qui est établie par la répétition sans fin de la fausse affirmation selon laquelle il nous a donnés un système de sécurité.

La sécurité pour qui ? Pour les anciens ? Un projet de loi de sécurité pour les personnes âgées fut adopté au cours de sa première administration, assurant aux travailleurs qui atteignent l'âge de 65 ans une pension de 8 $ par semaine tout au plus. Et même les promoteurs de ce plan modeste et fort mal construit durent appliquer des pressions pour faire face à une étrange inertie de la part de Roosevelt. Son esprit fonctionnait selon des schémas étranges. Les gens ont oublié qu'il n'avait de cesse que de remettre au lendemain l'adoption du projet de loi de sécurité sociale, jusqu'à ce que lors des élections du Congrès de 1934, les républicains le dénoncèrent pour son retard. Il est difficile de croire cela de nos jours, avec toute la propagande qui a lavé le cerveau des gens. Et lorsqu'il consentit finalement à un projet de loi, comme de nombreuses bonnes idées qui traversèrent son esprit, ce projet en sortit tordu et difforme. Il contenait un projet visant à établir un énorme fond de réserve qui n'aurait servi à rien d'autre qu'extorquer des milliards aux payes des salariés sans aucun retour approprié. Malgré les protestations du président, le Congrès finit par retirer cette incroyable clause de la loi. Mais elle reste à tous égards une loi pathétiquement inadéquate. Quelqu'un imagine-t-il que 8 $ par semaine assure la sécurité à quiconque, particulièrement maintenant que l'inflation

de Roosevelt a divisé par deux la valeur de cette somme ?

Et qu'en est-il des millions que les gens ont mis de longues années à économiser avec parcimonie pour assurer leur propre sécurité ? Qu'en est-il des millions de gens qui se sont démenés des années durant pour payer leurs assurances-vie et leurs traites, versant leur argent dans les banques de dépôt, les banques commerciales, achetant les obligations émises par le gouvernement et les entreprises pour se protéger une fois atteints leurs vieux jours ? Qu'en est-il des millions d'enseignants, policiers, pompiers, employés civils des États, des villes et du gouvernement, ainsi que des services des armées, ainsi que de l'armée d'hommes et de femmes qui ont droit à des pensions de retraite versées par les sociétés privées — chemins de fer, industrielles et commerciales ? Ces gens économes ont vu la moitié de leurs pensions de retraite englouties par l'inflation de Roosevelt qui a divisé par deux le pouvoir d'achat du dollar. Roosevelt a frappé le pire des coups à la sécurité de la masse de gens tout en posant comme généreux donateur d'une « *sécurité pour tous.* » Au cours du boom de la guerre, et du boom d'après-guerre créés par la dépense de 40 milliards de dollars par an, l'illusion de la sécurité est maintenue. La pleine mesure de l'incompréhension désespérante de Roosevelt à ce sujet surviendra lorsque la sécurité sera la plus nécessaire — et la plus absente.

Il est absurde d'affirmer que Roosevelt souleva au sein du peuple une conscience sociale. Notre peuple a toujours entretenu une conscience sociale. Et lorsque Roosevelt, gouverneur de New York, mena ses premières actions en la matière, il ne faisait guère que marcher dans les pas d'Al Smith, qui l'avait fait gouverneur. Bien sûr, lorsque la dépression advint, ses graves nécessités remuèrent l'esprit des gens à considérer des mesures sociales à plus grande échelle. Roosevelt n'avait jamais accordé la moindre pensée à ce sujet avant d'être élu gouverneur. Cependant, quelqu'un s'est-il jamais embêté à consulter ces études fécondes des problèmes sociaux que Herbert Hoover avait fait mander lorsqu'il occupait les fonctions de secrétaire au commerce, puis président, avant que le déclenchement de la crise

mît ce sujet au premier plan de l'esprit de chacun ?

Quant à la grande guerre pour la liberté et la démocratie, il serait bien advenu de mettre cela au propre dans nos esprits. On nous affirme en une phrase que Roosevelt ne nous emmena pas en guerre — que nous y fûmes aspirés par l'attaque ignoble des Japs contre Pearl Harbor, cependant que Roosevelt s'employait à nous maintenir hors de la guerre. La phrase qui suit, on nous affirme qu'il nous entraîna dans la guerre pour la liberté et la démocratie. Mais en quoi cette guerre a-t-elle fait progresser la cause de la démocratie ? Nous avons libéré l'Europe d'Hitler, et nous l'avons remise entre les mains d'un tyran bien pire encore, tout en essayant de le vendre au peuple comme sauveur de la civilisation. Voici l'Europe ! Y a-t-il quelqu'un pour considérer le naufrage de ce continent comme une libération et un sauvetage ? Y a-t-il quelqu'un d'assez naïf pour supposer que la démocratie et le libre capitalisme ont été rétablis en Europe ? Le fascisme a quitté l'Allemagne, mais un système hybride de socialisme et de capitalisme enchaîné est advenu en Angleterre, que l'on dénomme social-démocratie, mais qui pave la voie du fascisme, avec tous les contrôles sans lesquels un tel système ne peut pas exister. Et aux États-Unis, le prix de la guerre est la difformité fatale de notre propre système économique et politique, que Roosevelt a engendrée sous l'impact des nécessités de la guerre.

L'étoile de Roosevelt s'étiolait tristement en 1938, lorsqu'il avait 11 millions de chômeurs à gérer, et qu'Hitler mena ses premières actions de guerre en Europe. Toutes ses promesses avaient fait défaut. Les grandes villes se remplissaient de chômeurs. Les taxes ne faisaient qu'augmenter. La dette grimpait en flèche. La guerre le sauva, et il s'en empara comme un homme sur le point de se noyer s'agrippe à une bouée. En amenant tout d'abord son pays aux abords de la guerre, puis profondément en plein centre, et dans le monde entier, il parvint à réaliser les seules choses qui pouvaient le sauver — dépenser des milliards autrement inconcevables, profiter de l'hystérie de guerre pour faire monter les dépenses, faire

entrer chaque homme, sa femme et ses grands-parents dans les moulins de la guerre, tout en usant de la pression des inhibitions patriotes pour réduire au silence les critiques et établir l'illusion de constituer le grand dirigeant de guerre. Bien sûr, la guerre face à l'Allemagne fut gagnée — les États-Unis avec leur peuple de 140 millions de personne, la Russie avec son peuple de 180 millions de personnes, la France, l'Angleterre et le Commonwealth avec 100 millions de plus, avec pratiquement toute la puissance navale, et le choix des ressources premières, contre les 70 millions de gens de l'ennemi — bien sûr que nous avons gagné. Mais à quel prix pour nos institutions ? Et puis, alors que la guerre faisait encore rage, mais que la victoire se profilait, Roosevelt disparut de la scène. Les dettes échelonnées, l'inflation sournoise, la division insoluble entre les vainqueurs, les conséquences épouvantables de ses fantastiques redditions face à Moscou — tout ceci est laissé entre les mains de ses successeurs, une fois criées les louanges, les feux d'artifice retombés, la musique martiale réduite au silence et l'argent presque entièrement parti, ne laissant plus que le vaste spectacle d'un monde désordonné, divisé et en faillite.

Sur l'aspect moral des choses, qu'il me soit permis d'affirmer que je n'ai fait qu'effleurer ce sujet. Le récit en reste à faire. Mais revenez en arrière au fil des années, lisez les discours, les programmes et les jugements qu'il fit, et contemplez-les à la lumière de ce qu'il fit. Regardez les promesses de frugalité dans les services publics, de budgets équilibrés et de baisses d'impôts, de bureaucrates dispersés, d'honnêteté dans le gouvernement et de sécurité pour tous. Allez relire les avertissements qu'il prononça à destination de son propre peuple contre ces hommes mauvais qui allaient se saisir d'une guerre en Europe pour empêtrer notre pays dans les visions spécieuses d'une fausse abondance de guerre. Lisez les discours qu'il prononça, promettant de ne jamais, jamais, au grand jamais envoyer nos fils se battre dans des guerres étrangères. Considérez les promesses qu'il fit, non à notre propre peuple, mais aux Chinois, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, aux peuples baltes de Lituanie,

de Lettonie et d'Estonie, aux Juifs un jour et aux Arabes le lendemain. Il a rompu chacune de ses promesses. Il a trahi tous ceux qui lui avaient accordé leur confiance. Ceux qui purent y échapper furent les Britanniques et les Russes, car ils étaient représentés par deux hommes forts qui, confrontés à Roosevelt, restèrent des réalistes inflexibles qui savaient de quoi ils parlaient, qui jouaient le jeu avec lui sur la base d'un réalisme solide, comme ils se devaient de le faire, qui se souvenaient de leurs propres pays et le contraignirent avec une résolution de fer à tenir ses promesses incroyables.

Le personnage de Roosevelt exhibé aux yeux de notre peuple n'est qu'une fiction. Il n'y avait en lui rien de tel que cette combinaison noble, généreuse, à la tête dure, sage et visionnaire de philosophe, philanthrope et guerrier, qui a été fabriquée à partir d'une pure propagande et qu'une petite clique dangereuse continue d'utiliser pour parvenir à ses propres fins nocives.

Annexe - liste non exhaustive de bureaux instaurés par le *New Deal*

La liste qui suit compile de manière non-exhaustive des bureaux établis par le *New Deal*. Elle a été établie par M. E. M. Biggers, de Houston, Texas.

FWA	Federal Works Agency
NRA	National Recovery Administration
USMC	United States Maritime Commission
HOLC	Home Owners Loan Corporation
AAA	Agricultural Adjustment Administration
CCC	Civilian Conservation Corps
NYA	National Youth Administration
SSB	Social Security Board
BWC	Board of War Communications
FDIC	Federal Deposit Insurance Corporation
FSA	Federal Securities Administration
NLRB	National Labor Relations Board
NHPC	National Historical Publications Commission
NMB	National Mediation Board

USHA	United States Housing Authority
USES	United States Employment Service
FIC	Federal Insurance Corporation
CWA	Civil Works Administration
RA	Resettlement Administration
FPHA	Federal Public Housing Authority
FHA	Federal Housing Administration
CCC	Commodity Credit Corporation
FCIC	Federal Crop Insurance Corporation
FSA	Farm Security Administration
SCS	Soil Conservation Service
AMA	Agricultural Marketing Administration
FREB	Federal Real Estate Board
CES	Comittee on Economic Security
WPA	Works Progress Administration
FCC	Federal Communications Commission
OBCCC	Office of Bituminous Coal Consumers Council
RRB	Railroad Retirement Board
SEC	Securities and Exchange Commission
TVA	Tennessee Valley Authority
BIR-T	Board of Investigation and Research-Transportations
CAA	Civil Aeronautics Authority
NIC	National Investors Council
DPC	Defense Plant Corporation
RRC	Rubber Reserve Company
MRC	Metals Reserve Company
DSC	Defense Supplies Corporation
WDC	War Damage Corporation
DLC	Disaster Loan Corporation
FNMA	Federal National Mortgage Association
RACC	Regional Agricultural Credit Corporation
CFB	Combined Food Board
UNRRA	Unites Nations Relief & Rehabilitation Administration
CEA	Commodity Exchange Administration

SMA	Surplus Marketing Administration
FSCC	Federal Surplus Commodity Corporation
FFC	Foreign Funds Control
PRP	Production Requirements Plan
CRMB	Combined Raw Materials Board
CMB	Combined Munitions Board
CSAB	Combined Shipping Adjustment Board
CPRB	Combined Production and Resources Board
CCS	Combined Chiefs of Staff
PWA	Public Works Administration
AOA	Administration of Operation Activities
EIBW	Export-Import Bank of Washington
EHFA	Electric Home and Farm Authority
CPA	Council of Personnel Administration
PRA	Public Roads Administration
EPCA	Emergency Price Control Act
FPA	Food Production Administration
OES	Office of Economic Stabilization
PAW	Petroleum Administration for War
SWPC	Small War Plants Corporation
PIWC	Petroleum Industry War Council
NRPB	National Resources Planning Board
LOPM	Liaison Office for Personnel Management
OEM	Office of Emergency Management
SSS	Selective Service System
NWLB	National War Labor Board
OCD	Office of Civilian Defense
OCIAA	Office of Coordinator of Inter-American Affairs
ODHWS	Office of Defense and Health Welfare Services
ODT	Office of Defense Transportation
OLLA	Office of Lend-Lease Administration
OSRD	Office of Scientific Research and Development
OWI	Office of War Information
WMC	War Manpower Commission

WPB	War Production Board
WRA	War Relocation Authority
WSA	War Shipping Administration
OPA	Office of Price Administration
BEW	Board of Economic Warfare
NHA	National Housing Authority
FCA	Farm Credit Administration
REA	Rural Electrification Administration
SA	Sugar Agency
PCD	Petroleum Conservation Division
OPCW	Office of Petroleum Coordinator for War
WEPL	War Emergency Pipe Lines, Inc
BCD	Bituminous Coal Division
PRRA	Puerto Rico Reconstruction Administration
BPA	Bonneville Power Administration
NPPC	National Power Policy Committee
OC	Office of Censorship
FRC	Facilities Review Committee
PWRCB	President's War Relief Control Board

Bibliographie

Voici une liste partielle des volumes consultés pour préparer le présent ouvrage. En addition, bien entendu, on trouvera le vaste réservoir d'éléments contenus dans les journaux quotidiens, les magazines hebdomadaires et mensuels, les rapports et auditions de divers comités de la Chambre et du Sénat, ainsi que de nombreux autres documents officiels du gouvernement. Nombre de ces éléments sont cités en notes de bas de page. Plusieurs autres ouvrages ont également été publiés sous forme de série dans les magazines et journaux au moment de l'écriture du présent volume. Il y a eu les Mémoires de Winston Churchill (Vol. I), qui ont été publiés comme série par le *Times* de New York ; « *Secret Papers of Harry L. Hopkins* » de Robert S. Sherwood, publié comme série par le magazine *Collier's* et « *My Twelve Years with F.D.R.* » de Harold L. Ickes, qui a été publié comme série par le *Saturday Evening Post.*

Adamic, Louis : « *Dinner at the White House* » (Harper, 1946)
Beard, Charles A. : « *American Foreign Policy in the Making, 1932-40* » (Yale, 1946)
Beard, Charles A. : « *President Roosevelt and the Coming of the War, 1941* » (Yale, 1948)
Bingham, Alfred M. et Rodman, Selden ; éditeurs : « *Challenge to the New Deal* » (Falcon, 1934)
Brown, Lewis H. : « *Report on Germany* » (Farrar, Straus, 1947)

Butcher, Harry C. : « *My Three Years with Eisenhower* » (Simon & Schuster, 1946)
Byrnes, James F. : « *Speaking Frankly* » (Harper, 1947)
Carmichael, Donald Scott ; éditeur : « *FDR Columnist* » (Pellegrini & Cudahy, 1947)
Chamberlain, William Henry : « *The European Cockpit* » (Macmillan, 1947)
Churchill, Winston : « *Secret Session Speeches* » (Simon & Schuster, 1946)
Ciechanowski, Jan : « *Defeat in Victory* » (Doubleday, 1947)
Collins, Frederick L. : « *Uncle Sam's Billion Dollar Baby* » (Putnam, 1945)
Commager, Henry Steele : « *The Story of the Second World War* » (Little, Brown, 1945)
Creel, George : « *Rebel at Large* » (Putnam, 1947)
Daniels, Jonathan : « *Frontier on the Potomac* » (Macmillan, 1946)
Deane, John R. : « *The Strange Alliance* » (Viking, 1947)
Dewey, Thomas E. : « *The Case Against the New Deal* » (Harper, 1940)
Dies, Martin : « *The Trojan Horse in America* » (Dodd, Mead 1940)
Eisenhower, Dwight D. : « *Eisenhower's Own Story of the War* » (Arco Publ. Co. 1946)
Ezekiel, Mordecai : « *$2500 A Year* » (Harcourt, Brace, 1936)
Farley, James A. : « *Jim Farley's Story* » (Whittlesey House, 1948)
Flynn, Edward J. : « *You're the Boss* » (Viking, 1947)
Flynn, John T. : « *As We Go Marching* » (Doubleday, 1944)
Flynn, John T. : « *Country Squire in the White House* » (Doubleday, 1940)
Hallgren, Mauritz A. : « *The Gay Reformer* » (Knopf, 1935)
Hansen, Alvin H. : « *Economic Policy and Full Employment* » (Whittlesey, 1947)
Hansen, Alvin H. : « *Fiscal Policy and Business Cycles* » (Norton, 1941)

Hatch, Alden : « *Franklin D. Roosevelt* » (Holt, 1947)
Helm, William P. : « *Harry Truman* » (Duell, Sloane, 1947)
High, Stanley : « *Roosevelt-and Then ?* » (Harper, 1937)
Hinton, Harold B. : « *Cordell Hull* » (Doubleday, 1942)
Hull, Cordell : « *Memoirs of Cordell Hull* » (Macmillan, 1948)
Huot, Louis : « *Guns for Tito* » (L.B. Fischer, 1945)
Ickes, Harold L. : « *The Autobiography of a Curmudgeon* » (Reynal & Hitchcock, 1943)
Johnson, Hugh S. : « *The Blue Eagle from Egg to Earth* » (Doubleday, 1935)
Kane, Harnett T. : « *Louisiana Hayride* » (Morrow, 1941)
Kennedy, Joseph P. : « *I'm for Roosevelt* » (Reynal & Hitchcock, 1936)
Kiplinger, W. M. : « *Washington Is Like That* » (Harper, 1942)
Kleeman, Rita S. Halle : « *Gracious Lady* » (Appleton-Century, 1935)
Lane, Arthur Bliss : « *I Saw Poland Betrayed* » (Bobbs, Merrill, 1948)
Lawrence, David : « *Beyond the New Deal* » (Whittlesey, 1934)
Lindley, Ernest K. : « *Franklin D. Roosevelt* » (Blue Ribbon, 1931, 1934)
Lindley, Ernest K. : « *Half Way With Roosevelt* » (Viking, 1936)

Lindley, Ernest K. : « *The Roosevelt Revolution* » (Viking, 1933)
Loeb, Harold and Associates : « *The Chart of Plenty* » (Viking, 1935)
Lord, Russell : « *The Wallaces of Iowa* » (Houghton, Mifflin, 1947)
Ludwig, Emil : « *Roosevelt : A Study in Fortune and Power* » (Viking, 1938)
Lund, Robert L., Coffin, Howard E., et Burkett, Charles W. : « *The Truth About the New Deal* » (Longmans, 1936)
Lyons, Eugene : « *Our Unknown Ex-President* » (Doubleday, 1948)
MacDonald, Dwight : « *Henry Wallace* » (Vanguard, 1947 & 1948)
Mackenzie, Compton : « *Mr. Roosevelt* » (Dutton, 1944)

MacLaurin, C. : « *Mere Mortals* » (Doran, 1925)
MacLaurin, C. : « *Post Mortem* » (Doran, 1922)
Marshall, George C. ; Arnold, H. H. ; and King, Ernest J. : « *The War Reports* » (Lippincott, 1947)
Martin, David : « *Ally Betrayed* » (Prentice-Hall, 1946)
McIntire, Ross T. : « *White House Physician* » (Putnam, 1946)
Michaelson, Charles : « *The Ghost Talks* » (Putnam, 1944)
Millis, Walter : « *This is Pearl* » (Morrow, 1947)
Milton, George Fort : « *The Use of Presidential Power* » (Little, Brown, 1944)
Mitchell, Ewing Young : « *Kicked In and Kicked Out of the President's Little Cabinet* » (Andrew Jackson Press, 1936)
Moley, Raymond : « *After Seven Years* » (Harper's, 1939)
Morgenstern, George : « *Pearl Harbor* » (Devin, Adair, 1947)
Mullen, Arthur F. : « *Western Democrat* » (Wilfred Funk, 1940)
Myers, William Starr and Newton, Walter H. : « *The Hoover Administration* » (Scribner, 1936)
Nelson, Donald M. : « *Arsenal of Democracy* » (Harcourt, Brace, 1946)
Nourse, Edwin G. ; Davis, Joseph S. ; et Black, John D. : « *Three Years of the Agricultural Adjustment Administration* » (Brookings, 1937)
Patton, George S., Jr. : « *War As I Knew It* » (Houghton, Mifflin, 1947)
Perkins, Frances : « *The Roosevelt I Knew* » (Viking, 1946)
Reddig, William W. : « *Tom's Town* » (Lippincott, 1947)
Reilly, Michael F. : « *Reilly of the White House* » (Simon & Schuster, 1947)
Robinson, Henry Morton : « *Fantastic Interim* » (Harcourt, Brace, 1943)
Roos, Charles Frederick : « *NRA, Economic Planning* » (Principia Press, 1937)
Roosevelt, Eleanor : « *This Is My Story* » (Garden City, 1939)
Roosevelt, Elliott : « *As He Saw It* » (Duell, Sloan & Pearce, 1946)

Roosevelt, Franklin D. : « *Public Papers and Addresses, 1928-40,* » 8 vols., (Random House).
Roosevelt, Hall and McCoy, Samuel Duff : « *Odyssey of an American Family* » (Harper, 1939)
Trevor-Roper, H. R. : « *The Last Days of Hitler* » (Macmillan, 1947)
Tugwell, Rexford Guy : « *The Battle for Democracy* » (Col. Univ. Press, 1935)
Seven Harvard & Tufts Economists : « *An Economic Program for American Democracy* » (Vanguard, 1938)
Smith, Merriam : « *Thank You, Mr. President* » (Harper, 1946)
Soule, George : « *A Planned Society* » (Macmillan, 1932)
Starling, Edmund W. and Sugrue, Thomas : « *Starling of the White House* » (Simon & Schuster, 1946)
Stettinius, E. R., Jr. : « *Lend-Lease* » (Macmillan, 1944)
Stilwell, Joseph W. : « *The Stilwell Papers* » (Wm. Sloane, 1948)
Stimson, Henry L. and Bundy, McGeorge : « *On Active Service in Peace and War* » (Harper, 1947)
Stolberg, Benjamin and Vinton, Warren Jay : « *The Economic Consequences of the New Deal* » (Harcourt, Brace, 1935)
Stolberg, Benjamin : « *The Story of the CIO* » (Viking, 1938)
Sullivan, Lawrence : « *Bureaucracy Runs Amuck* » (Bobbs, Merrill, 1944)
Unofficial Observer : « *The New Dealers* » (Simon & Schuster, 1934)
Utley, Freda : « *Last Chance in China* » (Bobbs, Merrill, 1947)
Van Devander, Charles W. : « *The Big Bosses* » (Howell, Soskin, 1944)
Veblen, Thorstein : « *The Engineers and the Price System* » (B. W. Huebsch, 1921)
Wallace, Henry A. : « *Democracy Reborn* » (Reynal & Hitchcock, 1944)